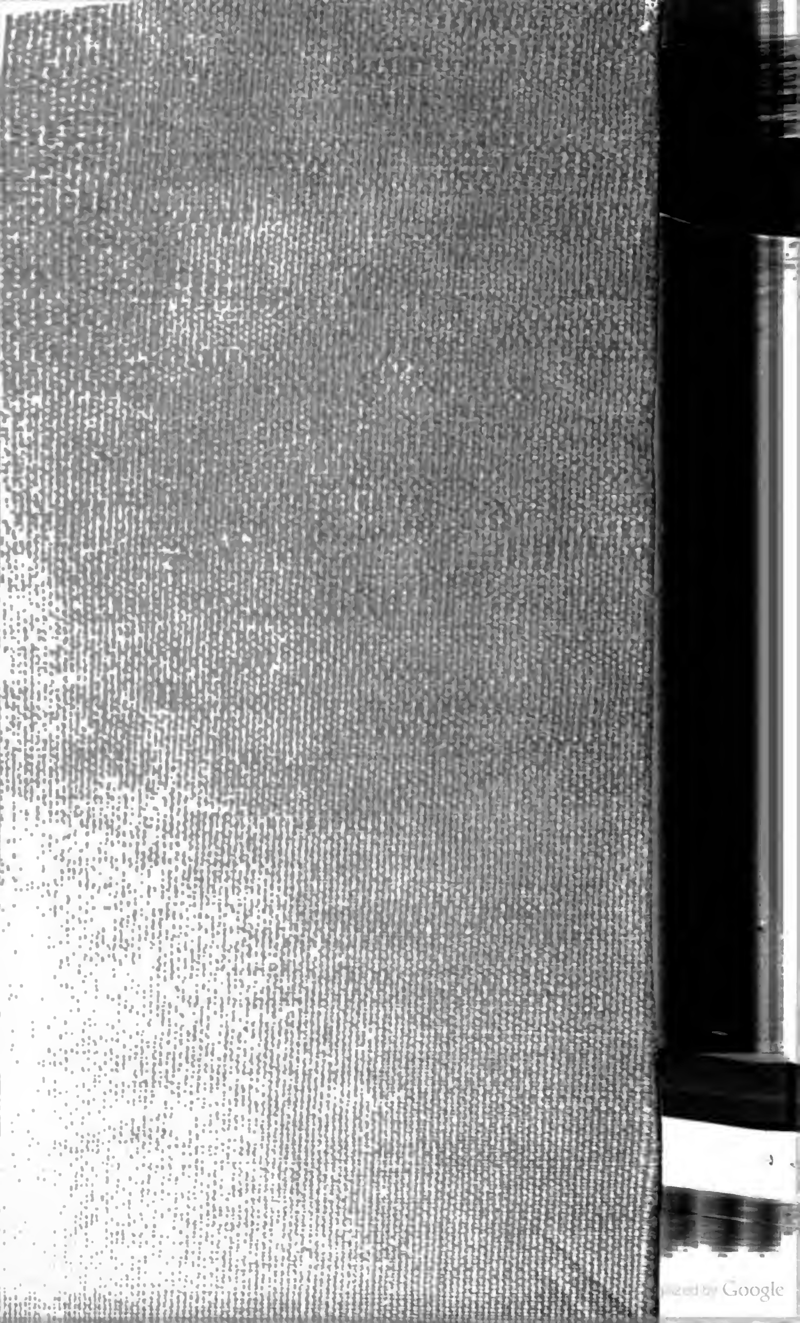
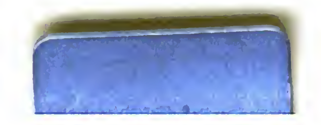





SIGILLVM · COLLEGII · COLVMBIAE · NOVI · EBORACI
IN LVMINE TVO VIDEBIMVS LVMEN



# VICTOIRES,
# CONQUÊTES,
REVERS ET GUERRES CIVILES
# DES FRANÇAIS.

# VICTOIRES,

# CONQUÊTES,

REVERS ET GUERRES CIVILES

# DES FRANÇAIS,

DEPUIS LES GAULOIS JUSQU'EN 1792.

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

## TOME SIXIÈME.

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, EDITEUR,
Rue des Poitevins, n°. 14.

1823.

# TABLE

## DES CHAPITRES DU SIXIÈME VOLUME.

### LIVRE VII.

#### CHAPITRE PREMIER.



#### CHAPITRE II.



#### CHAPITRE III.

## LIVRE VIII.

### CHAPITRE PREMIER.



### CHAPITRE II.



### CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

## CHAPITRE V.



FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU SIXIÈME VOLUME.

# PLANS

## CONTENUS DANS LE TOME SIXIÈME[1].



[1] Tous ces Plans sont dressés par M. Ambroise Tardieu, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux.

# VICTOIRES, CONQUÊTES,

REVERS ET GUERRES CIVILES

# DES FRANÇAIS.

---

## PREMIÈRE PARTIE.

---

## LIVRE VII.

## GUERRES CIVILES ET DE RELIGION.

### CINQUIÈME EPOQUE.

### CHAPITRE PREMIER.

Situation de la France à l'avènement de François II. La faction des Guise l'emporte sur les autres. Conspiration d'Amboise. Michel de l'Hôpital est nommé chancelier. Assemblée de notables à Fontainebleau. Arrestation et procès du prince de Condé. Mort de François II.

Il semble que le démon des guerres civiles n'attendait que la mort funeste de Henri II pour secouer de nouveau ses torches incendiaires sur la France, après plus d'un siècle

d'intervalle rempli par des guerres étrangères, bien plus nuisibles que profitables aux intérêts de l'état.

1559. *Situation de la France à l'avènement de François* II. — François II avait seize ans lorsqu'il monta sur le trône. Un roi enfant, dont l'éducation avait été négligée, d'une santé chancelante, d'un caractère lent et froid, propre à devenir le jouet du premier ambitieux qui s'en emparerait; une jeune reine gouvernée par ses oncles, ses seuls appuis dans une cour, à laquelle eux-mêmes étaient naguère étrangers; une reine-mère élevée à l'école de Machiavel, astucieuse, intrigante, qui était, dit Mézerai, la discorde et la division même; deux princes du sang, l'un trop mou et toujours douteux, l'autre trop précipité et trop ardent; des grands dévorés d'ambition, entreprenans, et trop orgueilleux pour céder les uns aux autres; des magistrats intimidés ou gagnés; des prélats presque tous ignorans, et plus enclins à satisfaire leur avarice, ainsi que leurs autres passions, que disposés à ramener au giron de l'église les ames égarées; une noblesse appauvrie par les guerres des règnes précédens, et prétendant de grandes récompenses de ses services; une soldatesque nombreuse, qui, n'ayant pas d'autre métier que les armes, était toute prête à prendre quelque parti qui se présentât pour subsister ou pour continuer le pillage; enfin un peuple divisé de croyance, n'attendant qu'un signal pour faire éclater les transports de la haine et du fanatisme : tel était le tableau que présentait la France à l'avènement de son nouveau monarque[1].

Trois factions puissantes divisaient la cour : celle des princes du sang, Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et son frère Louis, prince de Condé, éloignés l'un et l'autre

[1] Davila. — de Thou. — Mézerai. — Garnier. — L'abbé Millot. — Lacretelle.

des affaires sous Henri II; celle des princes lorrains de la Maison de Guise, oncles de la jeune reine, Marie Stuart [1]; enfin celle des Montmorenci, dont le chef, par ses longs services et par sa dignité de connétable, se croyait en droit de diriger le timon de l'état. Les Guise, profitant de leur influence, qui avait commencé sous le feu roi, étaient alors assez puissans pour se maintenir contre les princes du sang qui prétendaient avoir droit au gouvernement, à cause de la jeunesse du roi. Le roi de Navarre et le prince de Condé avaient assez de crédit sur la noblesse du royaume pour former un parti redoutable contre leurs adversaires. Le connétable de Montmorenci rattachait à lui la plupart des grands officiers, les courtisans du feu roi, les amis et les créatures de la duchesse de Valentinois [2].

*La faction des Guise l'emporte sur les autres.* — La reine-mère, Catherine de Médicis, parut balancer d'abord entre ces différens partis; mais bientôt elle se déclara pour les Guise, qu'elle jugea plus propres à remplir ses vues, bien qu'elle eût pour eux une grande aversion. Elle mit à la tête du gouvernement le duc de Guise et le cardinal de Lorraine, l'un chargé du département de la guerre, l'autre de celui des finances. Le connétable fut disgracié, et sa charge de grand-maître de la maison du roi donnée au duc de Guise. Pour éloigner le roi de Navarre de la cour, Catherine lui confia la mission de conduire à Philippe II, roi d'Espagne, sa jeune épouse, la princesse Elisabeth, sœur de François II.

[1] Jacques V, roi d'Ecosse, père de Marie Stuart, avait épousé Marie de Lorraine, fille de Claude Ier, duc de Guise. Les princes, oncles de la jeune reine Marie, étaient au nombre de six, le duc de Guise, le cardinal de Lorraine, le cardinal de Guise, le duc d'Aumale, le marquis d'Elbeuf et le grand prieur de France. Les plus influens et les plus ambitieux de ces princes étaient le duc de Guise et le cardinal de Lorraine.

[2] La célèbre Diane de Poitiers, maîtresse de Henri II.

Le prince de Condé avait été envoyé quelque temps auparavant dans les Pays-Bas pour remplir les conditions du traité de Cateau-Cambrésis.

1559. *Conspiration d'Amboise.* — Cependant le calvinisme continuait à faire de grands progrès en France. Les chefs de l'illustre Maison de Châtillon, l'amiral Coligni et Dandelot, neveux du connétable de Montmorenci, avaient embrassé cette croyance, et s'en montraient les zélés défenseurs. Le prince de Condé, aussi impétueux, aussi entreprenant que son frère le roi de Navarre était lent et irrésolu, s'unit avec ces chefs des protestans pour tenter de renverser l'autorité illégale et tyrannique des Guise, et de mettre un terme aux projets ambitieux et à l'insatiable avidité de cette Maison[1]. Tout portait les nouveaux religionaires à la révolte. Les supplices étaient permanens, un inquisiteur exerçait en France l'autorité de ce tribunal de sang institué contre les Albigeois. Un conseiller clerc au parlement de Paris, Anne Dubourg, magistrat distingué par ses mœurs et son intégrité, avait été récemment pendu et brûlé en place de Grève comme hérétique. Sa mort, considérée comme un martyre, hâta l'explosion de la guerre civile.

Pour la première fois, on vit en France une conspiration contre le gouvernement. « Jusqu'alors, dit l'illustre auteur de l'*Essai sur les mœurs*, les ligues faites et rompues, les mouvemens passagers, les emportemens et le repentir, semblaient avoir fait le caractère des Gaulois, qui, pour avoir pris le nom de *Francs* et ensuite de *Français*, n'avaient pas

[1] Les Guise s'étaient emparés des plus grandes charges de l'état. Le cardinal de Lorraine possédait trois archevêchés, Lyon, Reims et Narbonne; les évêchés de Metz, Toul, Verdun, Térouanne, Luçon, Albi et Valence; les abbayes de Fécamp, de Marchiennes et plusieurs autres, sans compter un grand nombre de prieurés et bénéfices particuliers.

changé de mœurs[1]. » Le prince de Condé fut l'ame invisible de cette conspiration, dont le but était d'enlever le jeune roi d'entre les mains des Guise. Un gentilhomme périgourdin, nommé La Renaudie, osa s'en déclarer le chef. Dix mille conjurés, dont les vœux tendaient à la prééminence du culte calviniste, se lièrent sans que leur secret transpirât en France; et, ce qui est bien remarquable, on s'entretenait en Allemagne, en Espagne et en Italie, de la révolution qui allait peut-être s'opérer dans ce royaume, lorsque la cour était encore dans une profonde sécurité.

Plusieurs colonnes de calvinistes, conduites par des chefs expérimentés, devaient se rendre de diverses provinces à Blois, où la cour faisait alors sa résidence, enlever le roi, égorger les Guise, faire rendre un édit de conscience, et faire passer entre les mains des princes de la Maison de Bourbon les rênes du gouvernement. Un avocat protestant, nommé Avenelles, à qui La Renaudie eut l'imprudence de se confier, trahit ses co-religionaires. Il vint trouver un maître des requêtes, dévoué au cardinal de Lorraine, et lui dévoila toute la conspiration. La cour, d'abord fortement alarmée, ne tarda pas à prendre un parti, grâce à la fermeté et à la prudence du duc de Guise. Celui-ci se fait nommer lieutenant-général du royaume, fait partir le roi et la cour pour Amboise, et prend des mesures pour prévenir l'exécution du complot, sans en contrarier le développement. Au jour indiqué, les conjurés arrivent par diverses routes. Ils sont défaits par des troupes qui les attendaient. La Renaudie périt les armes à la main avec plusieurs des siens. Amboise devint le théâtre d'une épouvantable boucherie; plus de douze cents calvinistes y furent égorgés. Un grand nombre

[1] Voltaire, *Essai sur les mœurs, etc.*, chap. 170.

de gentilshommes, livrés au bourreau, furent pendus aux créneaux du château. A trois lieues à la ronde, on massacra des hommes, des femmes et des enfans, sans aucune forme de procès [1]. L'avidité des soldats royalistes s'enrichit même de la dépouille des marchands et des voyageurs entièrement étrangers à la conspiration.

Au milieu de ces exécutions, le prince de Condé parut à la cour. Arrêté sans pouvoir être convaincu de complicité, il vint se justifier en plein conseil, et déclara que, malgré son titre de prince de sang, il défiait au combat quiconque oserait l'accuser. Le duc de Guise, que ce défi regardait, sut se posséder, et, soutenant l'innocence du prince, il s'offrit d'être son second, si la preuve du duel était admise. On se doute bien que nul accusateur n'osa se présenter dans cette circonstance singulière. Condé fut remis en liberté; on écrivit au roi de Navarre et à l'amiral Coligni des lettres pleines de confiance; la politique fit modérer les édits contre les calvinistes, et il fut déclaré qu'on punirait seulement ceux qui seraient convaincus de violence et de sédition.

*Michel de l'Hôpital chancelier de France.* — Le chancelier Olivier venait de mourir. La plupart des historiens disent qu'il ne put soutenir le spectacle des horreurs auxquelles il n'avait pu s'opposer. Sa mort, affligeante pour les gens de bien, fit appeler au conseil un homme qui l'égalait en zèle et le surpassait en énergie. Les Guise approuvèrent le choix que la reine-mère fit de Michel de l'Hôpital, dans

[1] Les deux reines, Catherine et Marie, et toute la cour contemplèrent ces exécutions. Une seule femme, la duchesse de Guise, de la Maison d'Est, témoigna toute l'horreur que lui inspirait un pareil spectacle. Catherine de Médicis lui en demandant la cause : « Hélas! dit-elle, quel tourbillon de haine et de sang s'élève sur la tête de mes enfans! »

(L'abbé MILLOT. — LACRETELLE jeune.)

l'espérance qu'un homme obscur se soumettrait à leur volonté avec une complaisance aveugle [1]; mais le nouveau chancelier prouva bientôt que ses principes n'étaient pas ceux du cardinal de Lorraine. Toutefois, pour éviter l'établissement de l'inquisition, moyen que le cardinal regardait comme le plus efficace pour anéantir la nouvelle doctrine, l'Hôpital consentit à interdire aux parlemens, par un édit rendu à Romorantin, la connaissance du crime d'hérésie, et à l'attribuer aux évêques. Cet édit, s'il faut en croire le président Hénaut, ne fut enregistré qu'avec peine, et avec des modifications par rapport aux laïcs, à qui la cour réserva le droit de se pourvoir devant le juge royal.

*Assemblée de notables à Fontainebleau.* — Cependant 1560.
les dissensions religieuses ne cessaient point de fermenter sur tous les points du royaume. Des séditions s'élevèrent en Provence, en Dauphiné, en Normandie et dans quelques autres provinces. Le chancelier l'Hôpital, afin de trouver un remède à ces maux politiques, obtint l'aveu de la reine pour la tenue à Fontainebleau d'une assemblée composée des princes du sang, des ducs et pairs, des grands officiers de la couronne, des principaux membres du clergé. Le roi de Navarre et le prince de Condé imaginèrent des prétextes

[1] Michel de l'Hôpital était fils d'un médecin attaché au connétable de Bourbon, et qui l'avait suivi dans sa fuite. Il passa ses premières années dans l'exil. Formé à l'école du malheur, il déploya, au milieu des troubles et de la corruption générale, le plus noble caractère. Rentré en France, il fut d'abord avocat. François I$^{er}$, ayant su distinguer ses talens et ses qualités, le nomma conseiller au parlement de Paris. Sous Henri, il devint président de la chambre des comptes, et bientôt après conseiller d'état. Le chancelier Olivier l'avait aimé comme un fils. Catherine de Médicis vit en lui un homme, qui, pour prix d'une élévation inespérée, se vouerait tout entier aux intérêts de sa puissance, et saurait élever une digue contre l'ambition des Guise.

pour ne point se rendre à cette assemblée, dont la durée ne fut au surplus que de quatre jours; mais le connétable de Montmorenci et l'amiral Coligni ne craignirent point d'y paraître, chacun avec une escorte de sept à huit cents gentilshommes. L'amiral présenta une requête au nom des protestans, qui demandaient l'expulsion des Guise, la liberté de conscience et l'exercice public de leur religion. Deux prélats, l'un et l'autre membres du conseil, Marillac, archevêque de Vienne, et Montluc, évêque de Valence, se montrèrent en quelque sorte les appuis des réclamans. Le duc de Guise et le cardinal son frère parlèrent, selon leurs principes, en maîtres du gouvernement. Le résultat de cette assemblée fut la convocation des états-généraux et d'un concile national, dans le cas où le pape en refuserait un général [1].

1560. *Arrestation et procès du prince de Condé.* — Le roi de Navarre et le prince de Condé, croyant avoir moins à craindre de l'assemblée des états convoquée à Orléans que de celle tenue à Fontainebleau, n'hésitèrent point à se rendre

[1] C'est à cette époque que l'on voit dans l'histoire les calvinistes désignés par le nom d'*huguenots*. Une grande obscurité couvre l'origine de cette dénomination : prise comme une insulte, elle dérive, selon quelques écrivains, ou du langage corrompu d'un calviniste allemand, qui, dans des interrogatoires sur l'entreprise d'Amboise, harangua le duc de Guise; soit d'un lutin ou revenant, nommé *le roi Hugon*, qui, suivant la croyance du peuple de Tours, rôdait toutes les nuits dans cette ville. Comme les protestans y étaient assez nombreux, et tenaient des assemblées nocturnes, on les nomma *huguenots*, c'est-à-dire les suivans du roi Hugon. Les calvinistes disent que ce nouveau nom leur fut donné, ou plutôt qu'ils se le donnèrent eux-mêmes, pour faire connaître leur constance à soutenir les intérêts des descendans de Hugues Capet contre les princes lorrains, qui prétendaient être les rejetons de la tige carlovingienne. « Quelle que soit, dit Lacretelle, l'origine de ce mot étrange, plus il semblait obscur et mystérieux, plus il accroissait la haine des partis.

dans la première de ces villes. L'ouverture des états était fixée au 10 décembre 1560. Bien que le prince de Condé reçut dans sa marche des avis inquiétans, il n'en fut point ébranlé. Personne ne vint au-devant de lui et de son frère. Ils trouvèrent à leur entrée dans Orléans les rues bordées de soldats, et le jeune roi leur fit l'accueil le plus froid. Deux capitaines des gardes vinrent arrêter le prince de Condé; le roi de Navarre fut conduit dans une maison séparée, où il fut gardé à vue; on entoura de canons la prison où Condé fut enfermé. Une commission fut nommée pour juger ce prince, accusé d'une nouvelle conspiration, dont le révélateur était un nommé Jacques de Lassagne, gentilhomme de sa maison[1]. « Le procès s'instruisit, dit un historien[2], avec cette effrayante célérité que les gouvernemens obtiennent toujours des commissions. » Celle-ci était composée des membres du conseil privé et de conseillers tirés du parlement, sous la présidence de Christophe de Thou, père de l'historien de ce nom. Les Guise firent rejeter par le roi toutes les requêtes par lesquelles Condé sollicitait un jugement légal, c'est-à-dire celui du parlement, les pairs et toutes les chambres assemblées, suivant le privilége attaché aux princes du sang. Les prières d'Eléonore de Roye, femme du prince de Condé, celles de la duchesse de Ferrare, fille de Louis XII, et de la duchesse de Montpensier, ne furent point écoutées. La commission prononça son arrêt; le prince de Condé fut con-

[1] Il est certain que le prince de Condé, retiré au fond du Béarn après la conspiration d'Amboise, mettait en mouvement les protestans des provinces méridionales. Jacques de Lassagne, un de ses agens, fut arrêté sur la déposition d'un officier dont il avait voulu faire son complice; il fit des aveux, livra des lettres; le roi de Navarre, les Montmorenci, les Châtillon et plusieurs autres seigneurs s'y trouvaient compromis.
(*Voyez* LACRETELLE jeune, *Hist. des guerres de religion.*)

[2] Lacretelle jeune.

damné à perdre la tête. Le chancelier l'Hôpital refusa de signer ce jugement, ainsi que le comte de Sancerre, membre du conseil privé.

1560. *Mort de François* II. — On se préparait à exécuter la sentence, les Guise se croyaient sûrs de leur triomphe, lorsque le roi, qui se disposait à se rendre à Chambord, pour ne pas être témoin du supplice d'un prince de son sang, tomba subitement malade, et mourut quelques jours après, le 5 décembre, d'un abcès dans le cerveau. Il entrait dans la dix-huitième année de son âge, et avait régné dix-sept mois.

L'historien Auguste de Thou rapporte (d'après un ouvrage publié sous le nom de Jeanne d'Albret, reine de Navarre) que les Guise, dans le moment où ils se disposaient à faire périr le prince de Condé sur l'échafaud, avaient le projet de faire assassiner le roi de Navarre, dans la chambre et en présence même de François II. Averti de ce complot par Catherine de Médicis, Antoine de Bourbon, suivant la même relation, dit au capitaine Renti, un des gentilshommes qui l'accompagnaient : « On a juré ma mort, mais jamais peau ne fut vendue si cher que je leur vendrai la mienne. Capitaine Renti, si je péris, prenez ma chemise sanglante, portez-la à ma femme et à mon fils; qu'ils en envoyent des lambeaux à tous les rois; ils liront dans mon sang la vengeance qu'ils doivent tirer de l'assassinat d'une tête couronnée. » On ajoute que le roi, par humanité ou par faiblesse, ayant refusé tout à coup de se prêter à ce crime, le duc de Guise s'écria : *Oh le poltron! le pauvre roi que nous avons-là.*

Quelques historiens ont observé, avec raison, que si le défenseur de Metz et le vainqueur de Calais eût voulu se délivrer du roi de Navarre par un assassinat, il ne se serait point confié à un monarque valétudinaire, timide et reli-

gieux. Antoine de Bourbon était-il d'ailleurs si dangereux ? On le gardait à vue ; il était méprisé de son parti même. Ne pouvait-on l'envelopper dans le procès et la condamnation de son frère ?

Quoi qu'il en soit, la mort de François II sauva la vie au prince de Condé et peut-être au roi de Navarre. La cour avait changé de face ; ceux des courtisans qui s'étaient montrés les plus animés contre Condé, invoquèrent la clémence de la reine-mère. D'un autre côté, les députés des états, dont il y en avait le tiers de calvinistes ou d'huguenots, comme on les appelait, commencèrent à demander que la régence fût confiée au roi de Navarre, que le prince de Condé, illégalement jugé, prît place dans le conseil avec le connétable, l'amiral Coligni et les autres seigneurs qui en avaient fait partie précédemment, et que les cardinaux et prélats fussent renvoyés dans leurs charges ecclésiastiques. La cour se trouva de nouveau divisée en deux partis : celui du roi de Navarre, où l'on comptait le connétable de Montmorenci, ses fils et ses neveux, et celui de la reine-mère, ou plutôt des Guise, dans lequel figuraient le duc de Nemours, les maréchaux de Brissac et de Saint-André, le cardinal de Tournon et quelques autres grands seigneurs [1].

La conspiration d'Amboise et le procès du prince de Condé furent, à proprement parler, les seuls événemens remarquables du règne de François II. Après la paix de Cateau-Cambrésis, les gouvernemens de France et d'Espagne, en cessant de se craindre, ne songeaient plus qu'à se rendre redoutables à leurs sujets ; mais en se garantissant, en quelque sorte, un droit réciproque d'oppression intérieure, ils s'affaiblirent de tout le sang qu'ils firent couler par des pros-

[1] Davila. — de Thou. — Mézerai.

criptions. Philippe II commença à tout corrompre en France par son or, ses conseils, et surtout par ses exemples. Le cardinal fut le ministre du monarque espagnol, autant que le duc d'Albe lui-même [1].

L'état de paix avait fait licencier une grande partie des forces militaires employées sous le règne précédent. A l'époque de la conspiration d'Amboise, il n'y avait pas quinze mille hommes enrégimentés dans le royaume. François II n'était gardé que par deux cents archers tout au plus. Les autres souverains de l'Europe n'en avaient pas davantage. Ce fut seulement sous Charles IX que le régiment des gardes fut formé.

[1] Lacretelle jeune.

# CHAPITRE II.

Conduite politique de la reine Catherine de Médicis. Etats-généraux d'Orléans; leur clôture. Formation du triumvirat. Colloque de Poissy. Les calvinistes obtiennent la liberté de conscience. Massacre de Vassy. Les calvinistes prennent les armes contre le gouvernement; leurs premiers succès. Marche de l'armée royale contre les calvinistes. Excès commis par les deux partis. Le prince de Condé livre le Hâvre aux Anglais; succès de l'armée catholique. Siége de Rouen; mort du roi de Navarre. Le prince de Condé reçoit des renforts et s'approche de Paris. Retraite de l'armée calviniste. Bataille de Dreux. Siége d'Orléans par l'armée royale. Mort du duc de Guise. Reprise du Hâvre sur les Anglais; majorité du roi Charles IX. Nouvelles alarmes des calvinistes. Seconde guerre civile. Bataille de Saint-Denis. Mort du connétable Anne de Montmorenci. L'armée des calvinistes se retire en Lorraine. Elle reçoit un secours de troupes allemandes; ses nouveaux progrès en France; siége de Chartres. Paix de Longjumeau. Troisième guerre civile. Suspension forcée des hostilités entre les deux armées. Bataille de Jarnac; le prince de Condé y est tué. L'armée calviniste est renforcée par un nouveau corps de troupes allemandes. Combat de la Roche-Abeille. Siéges de Poitiers et de Châtelleraut. Bataille de Moncontour. L'armée calviniste se retire en Languedoc. Siége et prise de Saint-Jean-d'Angeli par les catholiques. Succès des calvinistes en Saintonge. L'armée calviniste marche vers Paris. Bataille d'Arnai-le-Duc. Paix de Saint-Germain-en-Laye. Charles IX attire les chefs calvinistes à la cour. Situation politique de l'Europe; état de la France. Mort de Jeanne d'Albret, reine de Navarre. Mariage de Henri de Bourbon, roi de Navarre. Tentative d'assassinat sur l'amiral Coligni. Massacre de la Saint-Barthélemi. Quatrième guerre civile. Siége et capitulation de La Rochelle. Siéges de Sancerre et de Sommières. Faction des politiques; son alliance avec le parti calviniste. Le roi de Navarre et le duc d'Alençon sont arrêtés. Mort de Charles IX.

*Conduite politique de Catherine de Médicis.* — Charles, duc d'Orléans, frère puîné de François II, lui succéda sur 1560.

le trône. La minorité du nouveau monarque enhardit Catherine de Médicis, jusqu'alors réduite à couvrir ses desseins du voile de la dissimulation; elle voulait gouverner l'état, et, pour atteindre plus sûrement ce but, elle résolut de se montrer favorable ou contraire, selon ses intérêts et les conjonctures, aux deux partis qui divisaient la cour, et de se servir tour à tour de l'un contre l'autre. Dans les circonstances présentes, elle ne crut pas devoir laisser un libre cours à la vengeance audacieuse des Guise. Déjà pendant la maladie de François II, prévoyant les débats fâcheux que pourrait occasionner l'établissement d'une régence, elle avait su habilement profiter de la faiblesse du roi de Navarre, pour arracher de lui le sacrifice de ses droits, en lui faisant envisager ce sacrifice comme le seul moyen de sauver les jours de son frère, et de s'affrancher lui-même de tout péril. Elle lui avait promis la dignité de lieutenant-général du royaume pour prix de sa renonciation à la régence, qu'elle voulait exercer seule. Le prince de Condé fut remis en liberté, et un arrêt du conseil privé le déclara innocent du crime qu'on lui imputait [1].

Le chancelier de l'Hôpital, s'abusant sur le véritable caractère de la reine-mère, présumait assez de son crédit sur l'esprit de cette princesse, qu'il regardait comme sa protectrice, pour croire qu'il parviendrait à sauver l'autorité royale et à rendre le calme à la France. Catherine sembla céder aux conseils de ce magistrat, en feignant de vouloir rapprocher les partis, et en rappelant le connétable à la cour. A son arrivée à Orléans, Montmorenci, usant des droits de sa charge, commença par éloigner les troupes nombreuses qui se trouvaient dans cette ville. « A quoi bon tant de soldats, dit-il, le roi n'est-il pas en sûreté au milieu de ses sujets ? »

[1] Cet arrêt fut confirmé par un acte solennel du parlement, rendu en 1561.

Les Guise, ne se sentant point assez forts pour s'opposer ouvertement au nouvel ordre de choses, c'est-à-dire aux volontés de la reine-mère, avaient pris le parti d'ajourner leur vengeance; ils se rapprochèrent des Bourbons : les uns et les autres parurent déposer entre les mains de Catherine leur mutuelle inimitié; mais si la bienveillance était dans les paroles, les cœurs renfermaient la haine la plus implacable.

*Etats-généraux d'Orléans.* — Cependant les états étaient 1560.
rassemblés à Orléans. Le roi mineur les ouvrit le 13 octobre. Le chancelier de l'Hôpital y prononça un discours, dans lequel il s'éleva, avec toute l'énergie d'un homme de bien, contre les fureurs d'un zèle aveugle. Il proposait de ramener la paix dans l'église, et formait le vœu qu'on n'employât plus les noms injurieux de *papistes* et de *huguenots*, « qui, disait-il, seraient un jour pour la France ce que furent en Italie les noms de *guelfes* et de *gibelins.* » La rivalité des ordres, l'empire des préjugés, l'intérêt des partis, rendirent inutile l'éloquence de ce digne magistrat [1]. Le tiers-état se réunit à la noblesse pour attaquer l'ignorance, les mœurs et la richesse scandaleuse du clergé. L'orateur de ce dernier ordre invectiva contre les calvinistes, et demanda qu'on punît comme hérétiques les auteurs des pétitions ou requêtes tendantes à obtenir le libre exercice de la nouvelle religion. Ce trait portait directement sur l'amiral Coligni, qui demanda et obtint réparation de l'injure.

Les députés avaient cru qu'ils étaient appelés à délibérer, en premier lieu, sur la formation de la régence; mais Catherine de Médicis ne voulut pas mettre en question un droit

[1] Sa harangue, qu'on lit encore aujourd'hui avec intérêt, présente un ensemble d'idées sages et fortes. L'hommage que rend l'Hôpital aux libertés de la nation, montre toute la noblesse et la pureté de son ame. Nul publiciste moderne ne pourrait tracer plus habilement le tableau d'une monarchie tempérée, ni mieux indiquer combien les qualités aimables de la nation adoucissent l'autorité. ( LACRETELLE jeune.)

qu'elle possédait par le fait. Elle se borna à faire publier une ordonnance, par laquelle le roi lui donnait, non le titre, mais l'autorité de régente, sous la condition illusoire de prendre, sur toutes les affaires, l'avis du roi de Navarre. Les états dûrent donc s'occuper exclusivement du culte et des finances. La noblesse et le tiers-état exprimèrent le vœu de modérer les peines contre les protestans, et de rendre aux victimes des haines religieuses les biens et la liberté. Les finances étaient dans un état déplorable; la dette de l'état s'élevait à près de quarante-trois millions, quoique Henri II eût trouvé dix-sept cent mille écus dans le trésor de son père. On proposa de faire rendre compte à ceux qui avaient administré les revenus du roi. Le cardinal de Lorraine était du nombre, aussi la demande resta-t-elle sans effet. Le seul résultat de l'assemblée des états d'Orléans fut la célèbre ordonnance par laquelle l'administration de la justice fut entièrement réservée aux gens de robe, et la Pragmatique rétablie par rapport aux élections ecclésiastiques [1].

1560. *Clôture des états-généraux; formation du triumvirat.* — Le chancelier, prévoyant que les vives discussions ouvertes

[1] Louis XII avait ordonné que tous les baillis et sénéchaux seraient gradués, parce que la justice souffrait d'être exercée par des hommes de guerre qui n'avaient nulle idée de jurisprudence; mais comme les degrés qu'ils prenaient ne les rendaient pas plus savans, le chancelier de l'Hôpital jugea qu'il serait plus court de leur ôter l'administration de la justice, en ordonnant qu'ils seraient tous de robe courte, au moyen de quoi l'administration resta à leurs lieutenans, ce qui acheva de faire deux états distincts de la robe et de l'épée, institution bien sage pour que la force fût balancée par la loi. Cette distinction n'avait point existé dans l'empire romain jusqu'à Constantin. Les magistrats savaient alors combattre, et les guerriers savaient juger. Les armes et les lois restèrent ainsi dans les mêmes mains, chez toutes les nations de l'Europe, jusque vers le quatorzième siècle. Peu à peu ces deux professions furent séparées en Espagne; elles ne l'étaient pas absolument en France, quoique les parlemens ne fussent plus composés que d'hommes de robe longue. Il restait la ju-

dans les états ne pouvaient qu'attiser le feu de la discorde, se hâta de prendre les ordres de la reine-mère pour suspendre cette assemblée. La clôture s'en fit le 31 janvier 1560[1]; elle devait être rouverte au mois de mai 1561 : une commission de plusieurs députés devait, dans cet intervalle, préparer le travail. Le premier objet dont elle avait à s'occuper était la demande de restitution des sommes illicitement perçues sous les deux derniers règnes. Les Guise, le connétable de Montmorenci et le maréchal de Saint-André, alarmés d'une pareille mesure qui les concernait plus particulièrement, attendu qu'ils avaient pris part à la dépouille des calvinistes proscrits ou persécutés, se réunirent pour en empêcher l'effet. Le maréchal de Saint-André opéra la réconciliation du duc de Guise avec le connétable, et ceux-ci, en reconnaissance de sa négociation, l'admirent en tiers dans l'alliance politique qu'ils contractèrent solennellement. Les protestans, que cette alliance menaçait de proscription, lui donnèrent le nom de *triumvirat*[2]. Le prince de Condé, les Châtillon et la noblesse calviniste se

ridiction de baillis d'épée et de sénéchaux, telles que dans plusieurs provinces allemandes ou frontières de l'Allemagne.

Le motif du rétablissement de la Pragmatique par rapport aux élections ecclésiastiques, était que le pape Pie IV avait fait casser le concordat de 1518, entre Léon X et François I^er^, comme trop favorable au roi; et que ce pontife voulait rétablir à son profit la collation des bénéfices, ainsi qu'il en usait en Italie et en Espagne, et donner pour droit aux Français les règles de la chancellerie de Rome. Le chancelier de l'Hôpital, pour contregager le pape, voulut faire revivre la Pragmatique, sous prétexte que le concordat avait dû finir avec François I^er^. Pie IV qui se vit par là privé du fruit des bulles, sans avoir l'avantage du fruit des collations, redemanda le concordat, qui fut rétabli en 1562.

(VOLTAIRE. — Le président HÉNAULT.)

[1] Nous devons encore rappeler que l'année finissait à Pâques; ainsi c'est à tort que plusieurs historiens disent que cette clôture des états eut lieu en 1561.

[2] Ce triumvirat, dit Lacretelle jeune, avait un chef invisible dans le roi d'Espagne, Philippe II, qui voulait le triomphe du catholicisme en Eu-

préparèrent à soutenir la lutte. Catherine de Médicis, avec une perfide impartialité, ne prenait pas une mesure qui ne dût hâter le signal des combats et augmenter la fureur des combattans : elle proposa des conférences théologiques. Cet expédient dangereux, contraire aux intérêts de l'église romaine, dont la doctrine allait se trouver compromise, favorable aux religionnaires, qui par là se trouvaient en quelque sorte de niveau avec leurs juges, fut accueilli par le cardinal de Lorraine, qui se flattait de briller dans la dispute, et de confondre le plus fameux ministre de la réforme, Théodore de Beze.

1561. *Colloque de Poissy.* — Ces conférences, connues dans l'histoire sous le nom de *colloque* de Poissy, parce qu'elles eurent lieu dans cette ville, ne servirent qu'à rendre chacun plus ferme dans son opinion. Le pape Pie IV, n'ayant pu empêcher une assemblée dont il redoutait les suites, y avait envoyé un légat, accompagné du père Lainés, second général des jésuites, et le principal auteur de leur institut. Bien que celui-ci, dans une des séances, eût parlé des calvinistes d'une manière révoltante, et qu'il eût même blâmé la reine-mère de se mêler des affaires ecclésiastiques, il n'en obtint pas moins l'établissement, en forme de collége, de son ordre, qui devint bientôt si fameux par ses principes, son ambition et ses talens. Un historien, membre de ce même ordre, le père Daniel, prétend que le colloque de Poissy, où de part et d'autre on s'attribua la victoire, ébranla la croyance du roi de Navarre pour le dogme des calvinistes; mais il est plus probable que l'éloquence du cardinal de Lor-

rope, et l'anarchie de la France. Le duc de Guise et le connétable de Montmorenci subissaient la secrète influence d'un roi, dont le nom leur rappelait le sujet de leurs différens. Ainsi, moins par zèle religieux que par animosité contre leurs ennemis, ils se liguaient sans l'aveu de leur souverain, et sous les auspices d'un souverain tranger.

raine et des autres orateurs catholiques, eut moins de pouvoir sur l'esprit d'Antoine de Bourbon, que la promesse du pape et de Philippe II de lui restituer la Navarre, ou de lui donner la Sardaigne en échange. Gagné par ce leurre, il se rangea du parti des catholiques.

Les états-généraux s'étaient rouverts à Pontoise, le 1er août 1561; le crédit du triumvirat avait fait écarter la proposition de revenir sur les dons faits par Henri II et François II. La noblesse et le tiers-état s'étaient prononcés pour la liberté de conscience, et avaient demandé, à l'instigation du chancelier, la convocation d'un concile national. Le gouvernement pensa que les conférences de Poissy pourraient avoir les mêmes effets que ce concile.

*Les calvinistes obtiennent la liberté de conscience.* — Catherine de Médicis, suivant toujours le même système de bascule, ne vit pas de meilleur expédient pour empêcher que la jonction du roi de Navarre au triumvirat ne rendît ce parti trop puissant, que de se montrer favorable aux calvinistes. En conséquence, sur la proposition du vertueux l'Hôpital, elle fit promulguer un édit, par lequel elle leur accordait la liberté de conscience, à condition qu'ils tiendraient leurs assemblées hors des villes. Cette mesure, loin de calmer les passions, ne servit qu'à les irriter. Ceux que la crainte avait retenus jusqu'alors, levèrent le masque. Les prêches ou assemblées des calvinistes furent fréquentés par une foule nombreuse. Les huguenots osèrent répondre aux insultes des catholiques. « Le peuple, dit un historien, toujours porté aux excès, devient aisément furieux dans les querelles de religion : moins il raisonne, plus il s'exaspère. » Il ne fallait qu'une légère étincelle pour causer un embrasement général. Le signal de la guerre civile fut donné dans une petite ville de Champagne. 1561.

*Massacre de Vassy.* — Le duc de Guise, se rendant dans 1562.

sa principauté de Joinville, pour en éloigner, disait-il, la contagion du calvinisme qui la menaçait de près, prit la direction de Vassy, qui, ainsi que le Bassigni, faisait partie du domaine accordé à la reine Marie Stuart [1]. En traversant cette ville, où il avait donné ordre à sa compagnie d'hommes d'armes de l'attendre, plusieurs gens de sa suite et des soldats troublèrent l'assemblée des calvinistes, qui se tenait dans une grange hors de la ville [2]. La rixe commença par des injures et finit par des voies de fait. Le duc de Guise accourut pour apaiser le tumulte, et fut blessé d'un coup de pierre. Ses gens, transportés de fureur, firent main basse sur les religionnaires, et en tuèrent plus de soixante. On rapporte qu'à cette occasion le juge de Vassy, ayant voulu rappeler l'édit de la liberté de conscience, le duc de Guise dit, en montrant son épée : « Voilà celle qui fera la rescision de cet édit détestable. »

A la nouvelle du massacre de Vassy, les calvinistes coururent de tous côtés aux armes; et, tandis que dans les temples catholiques on entendait les prêtres comparer Guise à Moïse, à Jéhu, « qui, en répandant le sang des impies, avaient consacré leurs mains et vengé la querelle du seigneur, » les prêches retentissaient des imprécations les plus terribles contre le prince lorrain.

1562. *Les calvinistes prennent les armes contre le gouvernement.* — Dans cet état de choses, il devenait de la plus haute importance pour la faction dominante que le roi fût à sa disposition; c'est pourquoi Antoine de Bourbon et les triumvirs

[1] Cette reine, que Catherine n'aimait point, était retournée en Ecosse, l'année précédente, par les conseils du cardinal de Lorraine. Elle y céda à regret, et l'on connaît les touchans adieux qu'elle adressa à sa patrie adoptive.

[2] Mézerai dit que le curé et le prieur de la ville prièrent instamment le duc de Guise de se détourner un peu du chemin qu'il tenait, pour passer devant cette grange.

l'enlevèrent de Fontainebleau, et l'amenèrent à Paris. La reine-mère, irritée de cette entreprise, sollicita le prince de Condé à venir délivrer son fils. Ce motif spécieux colora la rebellion du prince. Il ne lui fut pas difficile de rassembler une armée nombreuse, à la tête de laquelle il s'avança d'abord vers la capitale; mais l'amiral Coligni lui conseilla sagement, avant d'entreprendre le siége d'une ville si populeuse et si dévouée aux Guise, de se faire une ligne de défense sur la Loire.

*Succès du parti calviniste.* — La première tentative fut dirigée contre Orléans. Condé s'empara, sans coup férir, de cette place importante, et bientôt après de Baugency et de Pithiviers. En moins de trois semaines, les divers détachemens calvinistes se rendirent maîtres de Tours, Pont de Cé, Angers, Bourges, Poitiers, La Rochelle, Agen, Montauban, Castres, Montpellier, Nîmes, Pézenas, Béziers, Aiguesmortes, Viviers, Tournon, Orange, Grenoble, Valence, Lyon, Mâcon, Châlons-sur-Saône, Rouen, Dieppe, Le Hâvre, Caen, Bayeux et plusieurs autres villes.

Cependant Catherine de Médicis, après avoir excité cette terrible insurrection contre les triumvirs, ne tarda pas à en redouter les suites, et à se réconcilier avec ceux-là même qu'elle accusait de retenir le roi captif. Elle s'entendit avec eux dans toutes les mesures contre les calvinistes; elle consentit à l'éloignement du chancelier, et mit entre les mains de Guise et de sa faction le peu de force dont se composait l'armée royale. 1562.

*Le gouvernement fait marcher une armée contre les calvinistes.* — Les triumvirs, malgré la faiblesse de cette armée, prirent la résolution de marcher à la rencontre du prince de Condé, et déférèrent au roi de Navarre le vain honneur d'un commandement qu'il ne devait pas exercer. La reine-mère, qui suivait l'expédition, fit demander une entrevue au prince

de Condé dans la plaine de Toury, sur la route d'Orléans : on se sépara, au bout de deux heures, sans rien conclure. De nouvelles conférences furent ouvertes, et n'eurent pas plus de succès. Condé, entraîné par les conseils de ses principaux officiers, et voulant mettre à profit l'ardeur de ses troupes, résolut d'attaquer l'armée royale campée à Talsi. L'absence du duc de Guise et du connétable semblait assurer le succès de cette entreprise; mais, égaré par ses guides, le prince perdit un temps précieux, et trouva en arrivant les troupes royales sous les armes. Les deux armées se bornèrent à quelques escarmouches, après lesquelles le prince de Condé, qui, à l'exception de six mille Gascons aguerris, n'avait guère que des troupes de nouvelle levée, se retira et alla camper à Lorges, à six lieues de l'armée du roi. Celle-ci fut bientôt renforcée de six mille Suisses et de dix cornettes ou escadrons de cavalerie allemande.

La nouvelle de ce renfort détermina le prince de Condé à jeter une partie de ses troupes dans quelques-unes des places qu'il avait sur la Loire, et il vint, avec le reste, attendre à Orléans les secours qu'il avait sollicités des princes protestans d'Allemagne.

*Excès commis par les deux partis.* — La ville de Beaugenci avait été remise en ôtage au parti royal pendant les dernières conférences de Toury; le roi de Navarre ayant refusé de la rendre après la rupture, ainsi qu'il avait été convenu, les calvinistes la prirent d'assaut, et s'y livrèrent à tous les excès du fanatisme le plus barbare. Les troupes catholiques exercèrent de terribles représailles à Mer, à Blois, à Bourges et à Poitiers, dont elles s'emparèrent à leur tour. Il est difficile de décider de quel côté on déshonora plus la religion, on oublia plus la nature et la patrie. Les prêtres et les ministres bénissaient de part et d'autre ces horribles exploits.

*Le prince de Condé livre le Hâvre aux Anglais; succès de l'armée catholique.* — Le prince de Condé, en s'adressant aux princes protestans étrangers, n'avait point oublié la reine d'Angleterre, Elizabeth; pour acheter son secours, il lui livra le Hâvre par un traité honteux. L'armée royale, maîtresse de Blois, de Tours, de Poitiers et d'Angers, entreprit le siége de Bourges. Cette place, munie d'une garnison nombreuse, opposa une assez vive résistance; mais, sans espoir de secours et vivement pressée par des forces supérieures, elle se rendit par capitulation. Après cette conquête, le connétable proposa le siége d'Orléans, où Condé et l'amiral Coligni s'étaient renfermés. Le duc de Guise crut plus important de marcher sur la Normandie, pour empêcher les Anglais, maîtres du Hâvre, de faire des progrès dans cette province. Il avait d'ailleurs à venger un affront que son frère le duc d'Aumale venait de recevoir sous les murs de Rouen, dont le comte de Montgomeri, gouverneur pour les calvinistes, l'avait forcé de lever le siége.

*Siége de Rouen; mort du roi de Navarre.* — L'armée 1562.
royale arriva sous les murs de Rouen le 25 septembre. La garnison, renforcée de deux mille Anglais, et soutenue par la milice bourgeoise, était nombreuse et aguerrie. Le duc de Guise commença par faire attaquer le fort dit de Sainte-Catherine; ce poste était défendu par un brave capitaine, nommé Monneins, qui fit d'abord des sorties fréquentes et meurtrières; mais sa vigilance ne répondit pas à sa valeur. Le connétable de Montmorenci, informé que les officiers et plusieurs soldats de la garnison du fort obtenaient chaque jour la permission d'aller dans la ville pour s'y divertir, fit monter à l'escalade des détachemens d'élite; le fort fut emporté, malgré toute l'intrépidité et les efforts de Monneins. L'artillerie qui s'y trouvait fut tournée contre la ville et y fit de grands ravages. La tranchée fut bientôt poussée jus-

qu'au fossé de la porte Saint-Hilaire, la contrescarpe emportée, et une grande brèche pratiquée au rempart. La garnison réussit à repousser un premier et un second assaut; mais elle ne put au troisième soutenir l'impétueux effort des assiégeans. Montgomeri, se voyant sans moyens de résistance, sans espoir de secours, se jeta dans une galère, et gagna le Hâvre avec une partie de ses officiers. La place, emportée de vive force, fut livrée, pendant trois jours, au sac et au pillage; le duc de Guise avait obtenu de ses soldats victorieux qu'ils s'abstiendraient du meurtre envers les individus désarmés. Le roi de Navarre, peu de temps avant le troisième assaut, avait été atteint d'une balle d'arquebuse. Sa blessure, quoique grave, n'était point mortelle; mais il l'aigrit, « en restant, dit un historien, dans un continuel tête à tête avec une des filles d'honneur de la reine-mère, nommée la Béraudière, dont il se disait le chevalier[1]. » Peu de temps après son entrée à Rouen, il se fit transporter par eau à Saint-Jean d'Angely, où il expira. Plusieurs historiens, dignes de foi, assurent qu'à ses derniers momens il reconnut de nouveau cette même religion qu'il venait de persécuter avec acharnement[2].

La prise de Rouen, dont le siége avait duré un mois, fut suivie de la soumission de presque toutes les villes de la

[1] Ce fut une partie de plaisir pour la cour que le siége d'une des villes les plus industrieuses et les plus opulentes de la France. Catherine de Médicis et les dames de sa suite se réjouissaient d'assister à l'assaut et au pillage d'une ville hérétique. La tranchée s'ouvrit au son des aubades. Les filles d'honneur de la reine s'étaient établies les juges du camp; tous les soirs elles décernaient le prix de la valeur. Avisaient-elles un poste bien périlleux, c'était là qu'elles envoyaient leurs chevaliers; et peut-être avaient-elles reçu à cet égard quelques instructions secrètes de la reine, qui devait désirer d'être délivrée, par les chances de la guerre, des chefs redoutables dont elle subissait les lois. (Lacretelle jeune.)

[2] *Mémoires de Condé*, — *de Tavanes*, — *de Brantôme*.

Normandie, et du blocus du Hâvre. D'après les ordres du roi, plusieurs des prisonniers de la garnison de Rouen, quelques magistrats et un ministre calviniste avaient été pendus. Le conseil des protestans, par représailles, fit pendre à Orléans un abbé et un conseiller au parlement de Paris.

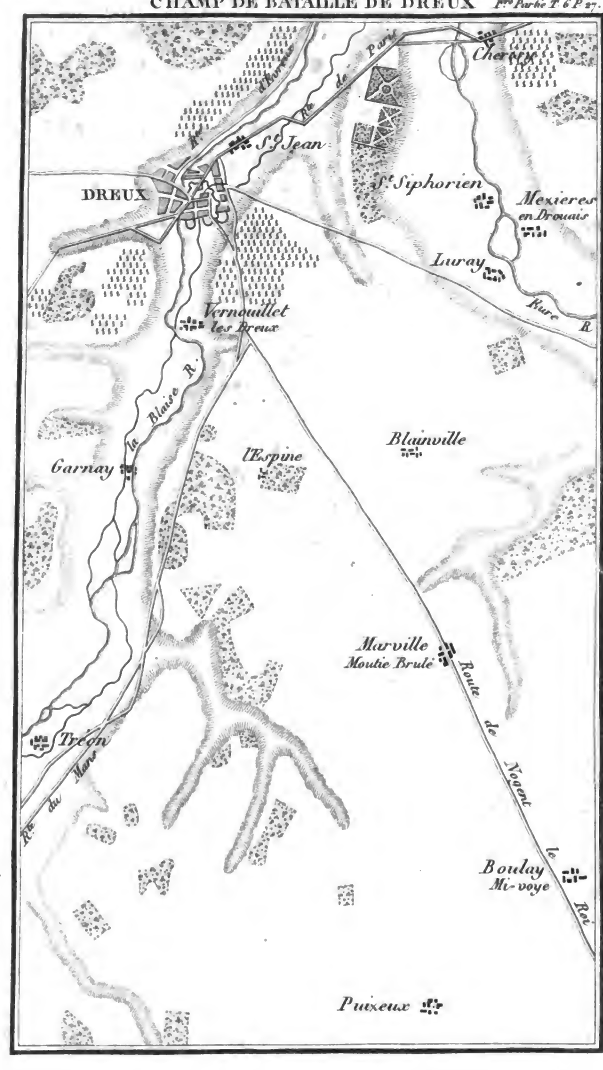
*Le prince de Condé reçoit des renforts et marche sur Paris.* — Ces rapides et brillans succès de l'armée catholique semblaient présager la ruine du parti huguenot, qui, de toutes les villes qu'il avait conquises au commencement de la campagne, ne possédait guère plus qu'Orléans et Lyon, places trop éloignées l'une de l'autre pour se prêter de mutuels secours; mais les comtes de Duras et de La Rochefoucaud amenèrent au prince de Condé un renfort de quinze cents hommes de pied et de quatre cents chevaux. C'était les débris d'une armée battue en Guyenne par Montluc, qui commandait pour le roi dans cette province. Les cruautés du général victorieux avaient donné aux vaincus le courage du désespoir; ils s'étaient promptement ralliés : Duras et La Rochefoucaud, tout en paraissant prendre des mesures pour se maintenir dans le pays, avaient réussi à s'échapper habilement et à pénétrer jusque dans Orléans. Dandelot, envoyé par le prince en Allemagne, s'était dérobé de son côté, par des manœuvres savantes et hardies, au maréchal de Saint-André, qui lui fermait les frontières avec des forces supérieures; il arriva à la tête de trois mille reîtres, de deux mille lansquenets levés dans les états du landgrave de Hesse, et de deux mille gentilshommes calvinistes. Ces secours précieux changèrent la face des affaires; Condé se décida à reprendre l'offensive, et, laissant Dandelot à Orléans, il marcha avec la plus grande partie de ses forces sur Paris, qu'il espérait surprendre avant l'arrivée de l'armée royale.

*Retraite de l'armée calviniste.* — Arrivé devant cette 1562.
capitale le 24 novembre, le prince fit attaquer le faubourg

Saint-Victor avec tant de vigueur, que ses troupes, malgré une forte résistance, pénétrèrent jusque dans les rues; mais le duc de Guise, qui accourut promptement au lieu du danger, rendit tous leurs efforts inutiles. Condé fit mine alors de convertir le siége en blocus. Catherine eut recours à sa ressource ordinaire, elle voulut négocier avec le prince. Celui-ci se défia des propositions trop brillantes qu'on lui faisait, il eut des entrevues avec la reine; mais leur conversation contrainte et froide ne put amener aucun résultat. Guise profita de ce répit pour mettre Paris à l'abri d'une surprise. Les habitans, qui avaient d'abord montré de la frayeur, reprirent courage. Dans la crainte d'une trahison ou d'un revers, Condé jugea à propos de s'éloigner. Ses troupes, en prenant le chemin de Normandie, laissèrent dans les environs de Paris des traces de leurs fureurs; les Allemands incendièrent les villages d'Arcueil, d'Anthoni, de Fontenai-aux-Roses et plusieurs autres.

L'armée royale se mit à la poursuite de celle des calvinistes et l'atteignit dans les plaines de Dreux. L'une et l'autre avaient reçu tous les renforts sur lesquels elles pouvaient compter; celle des catholiques venait d'être jointe par un corps de trois mille Espagnols : le connétable, qui la commandait en chef, avait sous ses ordres le duc de Guise [1] et le maréchal de Saint-André; l'effectif des combattans s'élevait à quatorze mille fantassins et deux mille chevaux. L'armée du prince de Condé, qui avait pour lieutenans-généraux l'amiral Coligni et Dandelot, comptait à peu près huit mille chevaux et seulement cinq mille hommes d'infanterie, presque tous Allemands, et mal disciplinés.

[1] Le duc de Guise, général plus habile qu'Anne de Montmorenci, modeste avec une profonde politique, s'était bien gardé de disputer au connétable l'honneur du commandement, comme aussi de lui indiquer les dispositions à prendre, les fautes à éviter. (LACRETELLE jeune.)


CHAMP DE BATAILLE DE DREUX
Ire Partie T. 6 P. 27.
DREUX
St. Jean
Rte. de Paris
Rte. d'Evreux
Cherisy
St. Siphorien
Mezieres en Drouais
Luray
Eure R.
Vernouillet les Dreux
la Blaise R.
Blainville
l'Espine
Garnay
Marville Moutie Brulé
Route de Nogent le Roi
Tréon
Rte. du Mans
Boulay Mi-voye
Puixeux
1/4
1/2
1 Lieue

*Bataille de Dreux.* — Les deux armées, séparées par la rivière d'Eure, campaient à deux lieues de distance l'une de l'autre. Les chefs des catholiques se trouvaient d'accord sur la nécessité de livrer bataille à leurs adversaires; mais, n'osant point, ou feignant de ne point oser prendre sur eux la responsabilité d'un événement qui pouvait décider du sort de l'état, ils envoyèrent un officier, nommé Castelnau [1], à la reine-mère, pour lui demander son avis. Catherine, étonnée que des capitaines aussi expérimentés demandassent conseil à une femme et à un enfant, renvoya ironiquement leur agent à la nourrice de Charles IX, qui eut le bon sens de décider que c'était à ceux qui avaient le commandement de l'armée du roi, de juger quand et comment elle devait combattre [2]. 19 déc. 1562.

Les triumvirs, après cette ridicule démarche, firent toutes les dispositions nécessaires pour en venir promptement aux mains avec l'ennemi. Les troupes royales, s'étant mises en mouvement, s'avancèrent sur les bords de l'Eure, et traversèrent cette rivière pendant la nuit, sans rencontrer aucun obstacle.

Si le connétable avait eu une connaissance plus exacte des localités, il est vraisemblable qu'il eût différé un jour ou deux d'attaquer les calvinistes. On a vu que ses principales forces étaient en infanterie, et cependant il prenait pour champ de bataille une campagne rase, où la cavalerie avait tout avantage; tandis qu'en faisant une marche de plus, il eût forcé Condé à recevoir le combat sur un terrain difficile et dans des défilés qui paralysaient l'action de la nombreuse cavalerie de ce prince.

L'ancien ordre de bataille, jusqu'alors en usage, aurait exigé que le connétable rangeât l'infanterie au centre et la

[1] C'est le même qui a écrit des mémoires sur les affaires du temps.
[2] *Mémoires de Castelnau.* — Mézerai.

cavalerie sur les deux ailes; mais, pour remédier au désavantage dont nous venons de parler, le maréchal de Saint-André imagina, pour la première fois, et proposa au connétable, qui approuva cette idée, de partager toute l'infanterie en cinq phalanges ou gros bataillons, à égale distance les uns des autres; celui de droite, composé de Bretons, s'appuyant au village de Bléville ou Blainville; celui de gauche, formé du corps espagnol, au village de l'Espine; les intervalles entre chacune de ces masses se trouvaient remplis par la cavalerie [1].

Le connétable prit son poste vers la gauche, à la tête d'une partie de la gendarmerie, au nombre de dix-huit compagnies ou enseignes, ayant d'un côté (à l'extrême gauche) un bataillon fort de quatre mille hommes, et composé des régimens de Bretagne et de Picardie, et, de l'autre, le bataillon de

[1] On donnait alors le nom d'escadron à tout corps à cheval, bien que les cavaliers se rangeassent en haie sur la même ligne, sans profondeur et même à une certaine distance les uns des autres, pour avoir libre le maniement de la lance, qui était toujours l'arme principale. D'où il arrivait qu'une seule compagnie de soixante lances, telle qu'étaient alors celles des princes, des maréchaux et grands seigneurs, occupait un très-long espace, à la différence des reîtres ou cavaliers allemands, qui, ayant pour armes principales le pistolet, marchaient serrés sur trente hommes de front et quinze à seize de profondeur. Il paraissait donc très-difficile, pour ne pas dire impossible, qu'un escadron d'hommes d'armes, quelque nombreux qu'il fût, résistât au choc d'un escadron de reîtres, puisque, en acquérant plus d'étendue, il ne gagnait rien en solidité. C'était pour remédier à cet inconvénient, autant qu'à la disproportion numérique des deux cavaleries, que le maréchal de Saint-André avait proposé et fait adopter les dispositions que nous venons de décrire. Elle laissait à chaque escadron, lorsqu'il viendrait à être rompu, la facilité de se retirer derrière les masses d'infanterie, de s'y reformer et de revenir à la charge. En garnissant en outre le front et les angles des bataillons d'infanterie, d'arquebusiers, le maréchal en rendait l'approche difficile aux reîtres, qui ne pouvaient pas pénétrer entre les intervalles, sans prêter le flanc à ces mêmes arquebusiers, et sans rompre leur ordonnance, qui faisait leur principale force. (*Cours d'histoire militaire.*)

troupes suisses, de pareille force; à la droite de celui-ci était placée la cavalerie, aux ordres de Montmorenci-Damville, fils aîné du connétable, composée en grande partie de troupes légères; ensuite un bataillon formé des vieilles bandes du Piémont, qui occupait le centre de la ligne de bataille; puis un autre corps de cavalerie, sous les ordres du duc d'Aumale, frère de Guise; plus loin, un bataillon de quatre mille lansquenets, appuyé par un corps de gendarmerie, fort de dix-sept enseignes, en tête duquel se plaça le maréchal de Saint-André; enfin, le bataillon de trois mille Espagnols, qui tenait l'extrême droite, appuyée au village de l'Espine. Le duc de Guise n'avait voulu ni disputer le commandement au connétable, ni recevoir ses ordres dans l'action; avec sa compagnie de soixante lances, celles de la Brosse et de Charny, chacune de trente, et un certain nombre de gentilshommes de sa maison ou de ses amis, formant en tout un corps de réserve d'environ six cents chevaux, il se plaça hors de ligne, derrière le maréchal de Saint-André, conservant la liberté de se porter où il jugerait sa présence nécessaire. L'armée, dans l'ordre que nous venons de décrire, présentait la forme d'un croissant, dont les deux extrémités étaient appuyées aux villages de Bléville et de l'Espine et protégées par vingt pièces d'artillerie.

L'armée protestante, par suite d'ordres de marche mal interprétés, avait, la veille, son corps de bataille à Yvoi, plus avancé d'une lieue que son avant-garde, qui n'était qu'à Néron. Le prince de Condé, qui voulait éviter un engagement général, et se rapprocher de plus en plus du Hâvre, pour être renforcé et soutenu par les Anglais, crut toutefois devoir remettre l'armée en son ordre naturel. Le mouvement de l'avant-garde, pour reprendre la tête de l'armée, s'effectuait, lorsque les coureurs vinrent informer le prince de la disposition de l'armée catholique. Arrêtant alors

la marche des troupes, Condé, accompagné de l'amiral, alla lui-même reconnaître l'ennemi, et jugea qu'il serait imprudent de l'attaquer dans la position qu'il occupait. En conséquence, il donna l'ordre de continuer le mouvement dans la direction du village de Trion, en longeant à une certaine distance la droite des catholiques. Le connétable, qui devina le dessein du prince, voulut profiter sur-le-champ de l'avantage que lui offrait cette marche de flanc, et fit tirer quelques volées de canon. Les argoulets, qui faisaient partie de l'armée calviniste, et qui marchaient sur le flanc de la colonne [1], bien plus effrayés que maltraités par ce feu inattendu, s'enfuirent à toute bride, et la cavalerie allemande, entraînée dans ce mouvement, chercha un abri dans un vallon. Le prince de Condé, ne pouvant plus se dispenser d'en venir aux mains sans sacrifier son infanterie, s'occupa sur-le-champ de rassurer sa cavalerie, et de réparer le désordre en rangeant l'armée en bataille; mais les dispositions furent si précipitées, que, contre l'intention du prince et de Coligni, celui-ci, avec l'avant-garde, se trouva opposé à l'aile droite des catholiques; Condé, avec le corps de bataille, au maréchal de Saint-André. N'apercevant pas les troupes que commandait ce dernier, à cause de l'éloignement où il se trouvait et des accidens du terrain qui les masquaient en très-grande partie, voyant au contraire que la gauche présentait un front immense, qu'il jugeait être celui de toute la ligne, le prince résolut de l'entamer par un bout, tandis que l'amiral l'attaquerait par l'autre. Il avait devant lui le gros bataillon des Suisses. Plusieurs de ses officiers, et entre autres le comte de La Rochefoucaud, étaient d'avis

[1] C'était un corps de cavalerie légère destiné à harceler l'ennemi. Les argoulets figurèrent pour la première fois dans l'armée française sous le règne de Louis XI; on ne les y retrouve plus depuis la bataille de Dreux, où sans doute ils furent anéantis.

qu'on fît avancer d'abord contre ces mêmes Suisses les lansquenets, et que la cavalerie se tînt en réserve, soit pour soutenir cette infanterie, soit pour faire face aux autres troupes qui pourraient se présenter.

Mais Condé, trop impatient pour accueillir ce sage conseil, donna aux deux compagnies de gendarmes, que commandaient Davaray et Mouy, soutenues par six cents reîtres, l'ordre d'attaquer les Suisses de front, tandis qu'avec sa compagnie de soixante lances et six cents autres reîtres, il les prendrait en flanc. Davaray et Mouy, suivis de leurs braves, s'élancent avec impétuosité sur les Suisses, et percent à travers leurs rangs, malgré la plus vive résistance; le prince, avec un moindre effort, pénètre par le flanc du bataillon, et y augmente le désordre. Damville, accouru au secours des Suisses avec la cavalerie qu'il commande, est chargé par les reîtres, perd son quatrième frère, Gabriel de Montberon, et voit en un instant toute sa troupe sabrée, culbutée et dispersée. Réunissant alors ce qu'il peut de ses débris, il se replie vers l'aile droite.

Tandis que ceci se passait, Coligni était venu fondre sur la cavalerie que conduisait le connétable, son oncle, avec trois cents lances, soutenues de douze cents reîtres. Tant qu'on ne se battit qu'avec la lance, l'avantage fut du côté du connétable; mais, aussitôt que les reîtres furent engagés, tirant à bout portant, ils abattirent un grand nombre de chevaux et décidèrent l'action. D'abord renversé de cheval, mais promptement relevé par Doraison, son lieutenant, qui lui donna le sien, le connétable combattit avec la plus grande valeur, jusqu'à ce que, se voyant enveloppé de tous côtés, et atteint d'une balle, qui lui brisa l'os de la mâchoire et lui remplit la bouche de sang, il fut fait prisonnier par l'Anglais Robert Stuart Vezin, auquel les reîtres l'enlevèrent de force.

Après ce succès, l'amiral se porta contre les deux régimens

de Bretagne et de Picardie. Ces troupes, appuyées comme on l'a vu au village de Bléville, se voyant coupées de la ligne, s'enfuirent vers la rivière d'Eure, qu'elles repassèrent en désordre.

Cependant le bataillon des Suisses résistait encore, avec la plus étonnante vigueur, aux terribles efforts dirigés contre lui. Ces braves soldats avaient resserré leurs rangs, et repoussé les lansquenets que le comte de La Rochefoucaud avait amenés contre eux pour achever de les détruire. Le prince de Condé, irrité de tant de résistance, les fit charger de nouveau par des escadrons de cavalerie française et allemande; ils soutinrent ce choc avec la même constance. Accablés par le nombre, ouverts de part en part, ils se rassemblaient par pelotons, continuant de faire face de tous côtés, sans qu'aucun se débandât. Ayant perdu leur colonel et la plupart de leurs capitaines, ils allaient succomber et périr peut-être jusqu'au dernier, si l'avidité de leurs adversaires ne leur eût donné quelque répit et le loisir de reformer une masse, qui parvint à rejoindre le bataillon formé des vieilles bandes du Piémont, qui s'avançait à leur secours, en même temps que les Espagnols et la cavalerie sous les ordres du duc d'Aumale.

Les troupes du prince de Condé et de l'amiral, après avoir percé la ligne catholique aux deux points d'attaque que nous avons indiqués, entraînées par l'espoir d'un riche butin, s'étaient jetées à l'envi sur les bagages de l'armée royale, et avaient rompu leurs rangs. La cavalerie allemande, suivant l'exemple des gendarmes français, s'occupait plus du pillage que du soin d'achever la défaite des Suisses et des autres corps qu'elle avait renversés; et c'était en vain que Coligni et le prince faisaient tous leurs efforts pour remettre ces pillards en bataille, prévoyant bien que l'ennemi allait profiter d'un pareil désordre. En effet, le maréchal de Saint-

André, et bientôt après le duc de Guise, s'ébranlèrent à la fin. Le bataillon des vieilles bandes du Piémont et celui des Espagnols mirent d'abord en fuite les corps d'infanterie calviniste qui marchaient au soutien de leur cavalerie. Le maréchal, chargeant à la tête de sa cavalerie un gros de gendarmerie et de reîtres, que l'amiral était parvenu à rallier, fut renversé de cheval, fait prisonnier, et tué presque aussitôt d'un coup de pistolet par un gendarme, nommé Baubigny, qui lui en voulait personnellement [1]. Le duc d'Aumale soutint quelque temps la fortune du combat; mais, blessé gravement, sa défaite allait être complète, lorsque le duc de Guise parut à la tête de sa réserve. Voyant l'infanterie du prince détruite ou dispersée, une partie de sa cavalerie encore occupée au pillage, et le reste aux prises avec le duc d'Aumale, Guise avait dit à sa troupe : « Allons, compagnons, la victoire est à nous. »

A la vue de ces nouveaux combattans, l'amiral crut devoir se retirer vers un bois où s'étaient jetés les débris de l'infanterie calviniste et des reîtres. Le prince de Condé, qui trouvait trop honteux de céder le champ de bataille, continua de le disputer; mais, enveloppé par des forces supérieures, abattu sous son cheval, qui eut la jambe cassée, blessé à la jambe, il fut forcé de remettre son épée à Damville, que cette prise glorieuse consolait de la captivité du connétable, son père.

Guise marcha ensuite contre Coligni. L'ayant trouvé hors du bois à la tête de tout ce qu'il avait pu réunir d'infanterie, de gendarmes et de reîtres, il le fit d'abord attaquer par le vieux et brave capitaine La Brosse; puis se portant vers les vieilles bandes du Piémont, les Espagnols et les vaillans débris du bataillon suisse, il les fit avancer précipitamment au soutien de sa gendarmerie, qui, ayant déjà

[1] Le maréchal avait fait confisquer les biens de Baubigny à son profit.

perdu son commandant La Brosse, commençait à plier. L'amiral, ne pouvant soutenir le feu de ce redoutable renfort, se retira en bon ordre, emmenant, à la faveur des ténèbres [1], une partie de l'artillerie et des bagages.

Dans cette bataille mémorable, qui dura cinq heures, la possession du champ de bataille donna la victoire aux catholiques; quinze cents prisonniers, en tête desquels était le prince de Condé, quelques canons et étendards en furent les trophées. La perte des deux partis, à peu près égale, montait à huit ou neuf mille hommes, nombre effrayant, eu égard à celui des combattans [2].

Damville présenta son illustre prisonnier au duc de Guise, et celui-ci reçut le prince, non comme un rival, mais comme un ami malheureux. Il lui parla des prodiges de valeur qu'il lui avait vu faire, et le fit souper avec lui, s'excusant que les reîtres, en pillant les bagages et la vaisselle, eussent rendu le repas trop simple et trop frugal. Condé partagea même le lit de son vainqueur, qui n'en avait pas d'autre à lui offrir; et ce prince avoua depuis qu'il n'avait pu fermer l'œil, mais que Guise dormit d'un sommeil profond et paisible [3].

Un grand nombre de cavaliers royalistes, qui, dès le premier choc, abandonnèrent le champ de bataille [4], avaient

[1] La nuit ne permettait plus de distinguer les écharpes rouges et les écharpes blanches, qui différenciaient les guerriers des deux partis.

[2] Davila. — De Thou. — Mézerai. — Daniel. — Désormeaux, *Hist. de la Maison de Bourbon*.

[3] *Mémoires de Condé*. — Désormeaux.

[4] Du nombre de ces cavaliers était le capitaine d'Aussun, que des actes multipliés de valeur avaient fait surnommer *le brave*. On disait dans l'armée *sage comme Termes, et vaillant comme d'Aussun*; mais, en cette occasion, il se laissa emporter par une terreur panique. Le lendemain de la bataille, ayant rencontré Senneterre, capitaine de cinquante hommes d'armes, il lui dit: « Qui pensez-vous, monsieur, qui ait fui des premiers dans la mêlée d'hier? Vous ne le devineriez jamais. » Senneterre répondit

poussé leur fuite jusqu'à Paris, et avaient annoncé que le connétable était prisonnier, son armée en déroute, que tout était perdu. L'épouvante était générale, la défaite de Saint-Quentin avait causé moins d'alarme [1]; mais on ne tarda pas à être rassuré par les dépêches du duc de Guise. L'allégresse des catholiques fut poussée jusqu'au délire. On sonna toutes les cloches, on illumina toutes les maisons, on fit des processions, des mascarades, les calvinistes furent insultés, on ne parla plus que de vengeance [2].

*Siége d'Orléans par l'armée royale.* — Le duc de Guise, 1562.
devenu chef de l'armée royale, résolut, pour compléter sa victoire, d'aller assiéger Orléans, malgré toutes les difficultés que présentait la saison avancée. Cette place était défendue par Dandelot, qui venait d'y conduire le connétable prisonnier, tandis que Coligni soumettait rapidement la Normandie, à l'exception de la ville de Rouen.

L'armée catholique, après avoir quitté les environs d'Evreux, prit Etampes et quelques autres places, passa la Loire à Baugenci, et arriva le 5 février sous les murs d'Orléans. Les opérations du siége furent poussées avec vivacité; les troupes royales emportèrent les retranchemens du faubourg appelé *le Portereau*, et défirent en plusieurs rencontres les détachemens de la garnison. La place, dans laquelle

qu'il n'avait pas été à même d'y faire attention. « Eh bien! monsieur, c'est d'Aussun, celui qui vous parle : ce lâche était à la tête des fuyards; mais je jure Dieu qu'il en mourra. » En effet, d'Aussun se mit au lit quelques jours après, et sans vouloir écouter les représentations de ses amis qui cherchaient à le consoler, il s'obstina à ne vouloir prendre aucune nourriture, et se laissa mourir d'inanition. (Mézerai.)

[1] Catherine de Médicis se garda bien de montrer des craintes et une tristesse, que les prétendus vainqueurs auraient pu lui reprocher. « Eh bien! dit-elle avec sérénité, nous prierons Dieu en Français. »
(Lacretelle jeune.)

[2] De Thou. — Désormeaux. — Lacretelle jeune.

le duc comptait entrer incessamment, fut sauvée par sa mort; en revenant de reconnaître la brèche pour préparer un assaut décisif, Guise fut assassiné par Poltrot de Méré, gentilhomme angoumois, qui lui tira dans l'épaule un coup de pistolet chargé de deux balles empoisonnées.

1562. *Mort du duc de Guise.* — Il ne mourut pas sur-le-champ; mais, comme si le destin de la France eût dépendu de l'existence de ce grand capitaine, sa blessure suspendit les mouvemens de la paix et de la guerre; il y eut moins de vigueur dans les opérations militaires et moins d'activité dans les négociations. Guise ne montra sur les bords de la tombe ni regrets, ni faiblesse, mais de la grandeur d'ame [1]. Si on lui conteste, dit un historien, la pureté de ses vertus, on ne peut lui refuser l'éclat des qualités militaires, courage, affabilité, douceur, intrépidité, le génie des plans, la sagesse des moyens et la promptitude de l'exécution; il ne demanda pas vengeance de sa mort, et conseilla la paix. Il protesta n'avoir pas ordonné le massacre de Vassy; mais il ne s'expliqua point sur deux autres torts de sa vie, la formation du triumvirat et l'enlèvement du roi à Fontainebleau [2].

L'assassin Poltrot, dans un premier interrogatoire, chargea l'amiral Coligni et Théodore de Beze d'avoir au moins connivé à son attentat; mais il varia ensuite tellement dans ses dépositions, qu'il détruisit lui-même son imposture. Coligni offrit d'aller à Paris subir une confrontation avec

[1] Le Laboureur, *Additions aux Mémoires de Castelnau.*

[2] Le meurtre de François, duc de Guise, fut le premier, dit Voltaire, que le fanatisme fit commettre en France. Poltrot de Méré se crut un nouvel Aod, envoyé de Dieu pour tuer un chef philistin. Cela est si vrai que le parti fit des vers en son honneur, et qu'on grava son portrait avec une inscription qui élève son crime jusqu'au ciel. Ce crime cependant n'était que celui d'un lâche; car il feignit d'être transfuge, et assassina le duc par derrière.

ce misérable, et pria la reine de suspendre l'exécution jusqu'à ce que l'arrêt fût connu [1].

*Paix d'Amboise.* — La mort de Guise donna lieu à une trève. Le deux partis avaient le désir et sentaient le besoin de la paix : on ouvrit des conférence; un édit du roi, rendu à Amboise, mit fin à la guerre. Le gouvernement accorda une amnistie générale, reconnut le zèle du prince de Condé et de ses partisans pour le service du roi. La liberté de conscience fut confirmée, et on assigna aux calvinistes, dans tous les bailliages, une ville pour l'exercice public de leur culte; mais l'amiral Coligni resta toujours à la tête d'un grand parti dans les provinces.

Bien que la rage des factions ne fût qu'endormie dans les cœurs, tous parurent se réunir dans un seul sentiment, l'honneur national. La reine Elisabeth voulait garder le Hâvre, que lui avait livré le parti calviniste, jusqu'à ce qu'on lui rendît Calais. La guerre fut déclarée à l'Angleterre. Elisabeth commença la première les hostilités, en faisant arrêter à Londres l'ambassadeur français.

*Reprise du Hâvre sur les Anglais; majorité du roi Charles.* — Catherine de Médicis voulut que le roi, son fils, prît part à l'expédition du Hâvre; elle et toutes ses dames vinrent assister aux travaux du siége de cette place, que dirigeaient le connétable, et sous lui le maréchal de Brissac et le prince de Condé, qui servait alors dans l'armée comme volontaire. 1563.

Le comte de Warwick avait abandonné toutes les autres places que les Anglais tenaient en Normandie, pour mieux défendre le Hâvre. Il avait réuni une garnison de six mille hommes; mais une fièvre épidémique en enleva une partie, et le connétable s'étant emparé des sources de Vetenval,

[1] Voltaire. — Lacretelle jeune.

qui fournissaient de l'eau à la place, Warwick se vit contraint de capituler plus tôt qu'on ne s'y était attendu. La place n'était pas encore rendue, lorsque les Anglais virent entrer dans le port une flotte qui leur apportait du secours; ils n'en observèrent pas moins la capitulation. Malgré un grand désir de recouvrer Calais, Elisabeth consentit à faire la paix l'année suivante.

Peu de temps après la prise du Hâvre, Catherine de Médicis fit déclarer, dans l'assemblée du parlement de Rouen, la majorité de Charles IX, âgé seulement de treize ans et un jour [1].

1564-1566. *Nouvelles alarmes des calvinistes.* — Mais tandis que s'éteignait le feu d'une guerre étrangère, celui de la guerre civile était prêt à se rallumer. Les calvinistes, peu tranquilles sur les dispositions des catholiques, ne virent bientôt autour d'eux que des dangers [2]. Les décrets irritans du concile de Trente; des modifications apportées à l'édit d'Amboise; le voyage mystérieux de la cour dans les provinces; l'entrevue à Baïonne entre Charles IX et sa sœur, reine d'Espagne, dans l'année 1564; les fréquentes conférences de Catherine de Médicis avec le duc d'Albe; la crainte

[1] Le chancelier de l'Hôpital, qui avait repris son crédit à la cour après la mort du duc de Guise, fut d'avis qu'il suffisait que l'année où l'édit de Charles V avait fixé la majorité des rois fut commencée. Le parlement de Paris n'enregistra cette déclaration de majorité qu'après d'itératives remontrances, appuyées sur le droit qu'il avait de vérifier les édits avant tout autre parlement du royaume. (DE THOU. — HÉNAULT.)

[2] Les nouveaux religionnaires ne formaient guère que le dixième de la population de France. Il était bien peu de villes où ils fussent en majorité. Le peuple des campagnes montrait peu de goût pour une réforme qui le privait des pompeuses cérémonies du culte catholique, lui enlevait ses seuls spectacles et ses plus purs plaisirs. Quelques villages seulement avaient été entraînés au calvinisme par l'autorité des seigneurs. Les négocians, les gens de loi et la noblesse éloignée de la cour, voilà ce qui formait presque tout l'ensemble du parti protestant.

d'éprouver en France les horribles persécutions que ce ministre de Philippe II faisait éprouver en Flandre aux religionnaires; une levée extraordinaire de troupes; l'arrivée de six mille Suisses, appelés sous le prétexte de précautions nécessaires contre les Pays-Bas; l'impunité des violences exercées par les catholiques, que la cour favorisait dans toutes les occasions : tout enfin justifiait leurs alarmes.

Le prince de Condé et l'amiral de Coligni demeurèrent convaincus que le gouvernement les avait joués. Ils résolurent de dissimuler à leur tour, et de surprendre, par la célérité de leurs préparatifs, l'astucieuse Catherine de Médicis, qui ne voulait éclater contre les calvinistes qu'après avoir fait arrêter et périr leurs redoutables chefs.

*La guerre civile recommence.* — Lorsqu'ils se crurent en mesure de pouvoir agir, Condé et Coligni entreprirent d'enlever le roi pendant la célébration de la fête de l'ordre de Saint-Michel, à Mouceaux. La reine, avertie à temps des desseins du prince, transporta la cour à Meaux. Le connétable y fit venir de Château-Thierri le corps de six mille Suisses; le roi, sa mère et toute la cour marchèrent ensuite vers Paris au milieu de cette escorte. Le duc de Nemours formait l'avant-garde avec les chevau-légers de la garde, et le connétable était à l'arrière-garde avec les gentilshommes attachés à la maison du roi. On avait fait à peine quatre lieues, que le prince et l'amiral parurent à la tête de cinq cents chevaux seulement, et firent mine de vouloir charger la colonne; mais la bonne contenance des Suisses déjoua cette attaque, et les calvinistes dûrent se borner à des harcelemens, auxquels ils prirent même le parti de renoncer bientôt. Le duc d'Aumale, sorti de Paris à la tête de trois cents cavaliers bien armés, pour venir au-devant du roi, le rencontra au Bourget. Charles IX prit les devans avec cette escorte nouvelle, et entra dans la capitale. Les troupes calvinistes, qui suivaient

1567.

à une certaine distance la marche de la colonne, vinrent camper aux environs de Saint-Denis.

Le roi, dès le lendemain, les fit sommer de mettre bas les armes, promettant amnistie à ceux qui se soumettraient dans les vingt-quatre heures, et menaçant de la peine capitale ceux qui refuseraient d'obéir. Cette mesure ne produisit aucun effet; l'armée protestante, maîtresse des principales issues, brûla les moulins, et mit de fortes garnisons dans les châteaux et postes qui commandaient les chemins. Paris ne tarda pas à manquer de vivres. Dans cette position critique, la reine-mère recourut aux négociations, mais elles furent sans résultat. Le connétable, pour faire lever le blocus, sortit de Paris à la tête d'une armée, forte de douze mille hommes d'infanterie, de deux mille cinq cents chevaux et de quatorze pièces d'artillerie. Le prince de Condé et l'amiral n'avaient alors avec eux que douze à quinze cents fantassins et seize cents chevaux environ, Dandelot et Montgomeri ayant été détachés avec douze cents hommes de pied et huit cents chevaux pour empêcher le passage de l'Oise aux troupes qui pourraient venir de la Picardie [1].

10 nov. 1567. *Bataille de Saint-Denis.*—Le connétable, arrivé au village de La Chapelle, fit faire halte à ses troupes pour les former en bataille; la gauche, sous les ordres du maréchal François de Montmorenci (fils aîné du connétable), s'étendit jusque vis-à-vis Saint-Ouen; le centre entre les deux villages de Saint-Ouen et de La Villette; la droite vis-à-vis celui d'Aubervilliers, en avant de La Villette; cette aile était commandée par le maréchal Damville (Henri de Montmorenci) et par le duc d'Aumale; le connétable s'était réservé le commandement immédiat du centre.

A la vue des premières troupes de l'armée royale, le prince et Coligni tinrent conseil avec les principaux chefs sous

[1] Davila. — Mézerai. — Le P. Daniel. — Anquetil.

leurs ordres, afin d'aviser aux dispositions à prendre pour soutenir le choc inégal dont ils étaient menacés. Les uns étaient d'avis d'abandonner la défense des villages d'Aubervilliers et de Saint-Ouen, à l'effet de pouvoir disposer des forces qui s'y trouvaient, de réunir l'armée en arrière de Saint-Denis, de lui faire prendre une position avantageuse, et d'y attendre Dandelot et Montgomeri, auxquels on enverrait l'ordre de se rapprocher; d'autres pensaient, tout en reconnaissant la difficulté de garder, dans la circonstance présente, les deux villages que nous venons de nommer, qu'il convenait, pour diminuer la confiance de l'ennemi et fortifier celle des troupes calvinistes, de ne point abandonner les deux postes en question, de se présenter devant l'armée royale, et de passer la journée en escarmouches et en fausses attaques, en évitant toutefois un engagement général, afin de gagner du temps. Le prince de Condé n'approuva ni l'un ni l'autre avis, et résolut de recevoir la bataille. Il disposa sa petite armée de la manière suivante : la droite, placée devant Saint-Ouen, était commandée par Coligni; le centre, où commandait le prince, couvrait Saint-Denis; la gauche, sous les ordres des comtes de Genlis et de Lavardin, était devant Aubervilliers. Malgré la grande supériorité numérique de l'armée royale, la matinée se passa en escarmouches insignifiantes; enfin, vers quatre heures du soir, l'action s'engagea par une vive canonnade des catholiques sur l'aile gauche des calvinistes, qui n'avaient qu'une seule pièce pour répondre au feu de quatorze. Genlis fit avancer sa cavalerie pour charger cette artillerie; mais elle fut repoussée par le duc d'Aumale jusque sur le fossé que les calvinistes avaient creusé en avant d'Aubervilliers; ceux-ci se reformèrent derrière ce retranchement, qui parut assez formidable aux catholiques pour les empêcher de poursuivre leur succès. Dans le même temps, Coligni, craignant

que tout l'effort de l'armée royale ne se fît sur cette gauche, ainsi repoussée et maltraitée, ordonna à son fils aîné, le comte de Coligni, d'avancer à la tête des arquebusiers, tandis que lui-même, avec un fort escadron, chargeait le gros bataillon des Parisiens, qui faisait partie de l'aile gauche des catholiques. Cette infanterie, couverte d'armes dorées, et dans les rangs de laquelle on distinguait un grand nombre de moines, ne put résister au choc de l'amiral, et lâcha pied.

Dès que Condé aperçut la déroute de l'aile gauche ennemie, il ébranla son centre pour attaquer celui des catholiques, composé d'un corps de gendarmerie et de Suisses, dont le flanc gauche était découvert par suite de l'avantage que Coligni venait d'obtenir sur l'infanterie parisienne; mais le maréchal François de Montmorenci, pénétrant le dessein du prince, courut au-devant de lui avec huit compagnies d'ordonnance. A la vue de ce mouvement, Condé partage sa troupe en deux divisions; il oppose l'une au maréchal, et fond avec l'autre sur le centre des catholiques. Cette charge est si impétueuse, que rien ne lui résiste; des rangs entiers de gendarmes sont culbutés. Le connétable, après avoir fait de vains efforts pour arrêter les fuyards, blessé et couvert de sang, se trouve au milieu des calvinistes, et voit auprès de lui l'Ecossais Robert Stuart, qui le couche en joue. « Tu ne me connais donc pas, lui crie-t-il. — C'est parce que je te connais, répond Stuart, que je te porte celui-ci. » Et il lacha son coup de pistolet. Grièvement atteint à l'épaule gauche, le connétable tombe de cheval; malgré cette chute et son grand âge, il retrouve encore des forces dans sa fureur; du pommeau de son épée, il frappe l'Ecossais, et lui casse une partie de la mâchoire. L'honneur d'enlever le corps de leur chef à l'ennemi ramena les catholiques au combat : les Suisses soutinrent les efforts de

la cavalerie, ralliée par les trois fils du connétable, François de Montmorenci, Damville et Thoré [1]; le nombre sur tous les points fit plier la valeur. Condé et l'amiral firent leur retraite sur Saint-Denis; on n'osa point les poursuivre. Quoique l'armée catholique eût gagné le champ de bataille, les calvinistes lui disputèrent l'honneur de la journée. En effet, il leur restait la gloire d'avoir, malgré leur petit nombre, mis en déroute la gauche et le centre de leurs adversaires, et, par leur retraite fière et menaçante, rendu la possession du champ de bataille sans résultat, puisque le lendemain de l'action ils occupèrent les mêmes postes, l'armée royale étant rentrée dans Paris.

*Mort du connétable Anne de Montmorenci.* — La perte, en total peu considérable, était à peu près égale de part et d'autre. Le connétable mourut de ses blessures, deux jours après la bataille, à l'âge de quatre vingts ans environ [2]. Il

[1] Il paraît que, jusqu'à ce moment, les Suisses n'avaient point reçu l'ordre de s'engager.

[2] Les disgraces multipliées et les fautes politiques du connétable Anne de Montmorenci, ne doivent pas faire oublier, dit l'historien Lacretelle, qu'il sauva la France d'une redoutable invasion de Charles-Quint. Ce fut dans cette occasion qu'il montra une qualité bien peu commune aux Français, une forte patience. On le vit souvent combattre presque le dernier de l'armée française; mais il ne sut ni remporter une victoire éclatante, ni diriger une retraite habile. Sous le rapport de la bravoure, le connétable ne fut en rien inférieur à nos plus brillans chevaliers; mais il fut loin de reproduire la galanterie, la courtoisie et la magnanimité naturelle de nos Bayard, Gaston de Foix, La Trémouille. La nature l'avait fait impétueux, son éducation le rendit austère. Par système, par politique, il porta plus loin encore une dureté qu'il voulait opposer à la licence de son siècle. Les chagrins de la vieillesse achevèrent de développer en lui ce fâcheux penchant. Comme négociateur, il fut trompé par Charles-Quint et par Philippe II: comme ministre, il aima la paix; mais sans avoir assez de force d'ame pour contenir un monarque et une cour qui voulaient s'amuser de la guerre. Défenseur vigilant, mais trop sévère, de l'autorité royale, il y eut un grand ressort politique dont il ne sut jamais

avait servi sous quatre rois, et s'était trouvé à huit batailles rangées, dans deux desquelles, celles de Saint-Quentin et de Dreux, il avait été fait prisonnier. Presque toujours malheureux dans ses campagnes, il avait eu cependant la gloire de sauver l'état sous François 1er, en forçant l'armée impériale d'évacuer la Provence. Sa place ne fut point remplie, parce qu'elle donnait trop de pouvoir. On rapporte que Charles IX, conseillé par sa mère, dit à ce sujet : « Je n'ai besoin de personne pour porter mon épée, je la porterai bien moi-même. » Catherine de Médicis, qui aimait de prédilection son second fils, le duc d'Anjou, lui fit donner par le roi le commandement des armées, avec le titre de lieutenant-général du royaume.

1567. *L'armée des calvinistes se retire en Lorraine.* — Les chefs de l'armée calviniste, reconnaissant la faiblesse de leurs moyens, et déterminés à se porter au-devant des secours qu'ils attendaient d'Allemagne, n'en osèrent pas moins, le lendemain du combat de Saint-Denis, faire insulter les faubourgs de Paris, et personne ne sortit pour réprimer cette bravade. Mais, après avoir envoyé un détachement à Lanoue, qui, pendant le blocus de Paris, s'était emparé d'Orléans, le prince de Condé fit prendre à ses troupes la route de Lorraine, pour joindre un corps de sept mille reîtres et quatre mille lansquenets, qu'amenait Jean Casimir, second fils de Frédéric III, électeur palatin.

comprendre les avantages, LA CLÉMENCE. Son rôle dans le triumvirat eut peu de noblesse. Une ambition trop prolongée nuisit à la dignité de sa vieillesse. Il éprouva la confusion de n'être que l'instrument de son rival le duc de Guise. Malgré son penchant pour l'intolérance, il ne fut que violent dans un moment où tant d'autres étaient sanguinaires.

Les dernières paroles de ce vieux guerrier méritent d'être citées. Il dit au religieux qui l'exhortait à la mort : « Laissez-moi, mon père, il serait bien honteux qu'ayant vécu quatre-vingts ans avec honneur, je ne susse pas mourir un quart d'heure. »

De son côté, l'armée catholique reçut bientôt des renforts, et entre autres quatre mille reîtres, conduits par le duc de Saxe. Le duc d'Anjou, ayant sous ses ordres le maréchal de Cossé-Brissac et le duc d'Aumale, marcha contre les calvinistes, pour les combattre avant leur jonction avec les troupes de Jean Casimir; mais ce mouvement se fit avec trop de lenteur.

*Le prince de Condé reçoit un renfort de troupes allemandes.* — La petite armée calviniste, après six jours d'attente vaine dans les environs de Pont-à-Mousson, venait de se réunir au corps allemand, lorsque le lendemain d'un renfort aussi nécessaire, Condé, Coligni et les autres chefs se virent dans le plus grand embarras. Il fallait, suivant les conventions, payer cent mille écus à ces troupes auxiliaires, et la caisse de l'armée était vide. L'honneur trouva des ressources. Des troupes qui ne sont point payées prennent la résolution de payer celles qui sont accourues à leur soutien. Chefs, officiers, soldats, jusqu'aux valets de l'armée protestante, tous se cotisent, et font des sacrifices; de tous ces dons volontaires, on réunit une somme de trente mille écus, qui contente les Allemands : en voyant les calvinistes français si généreux, ils leur pardonnent d'être pauvres [1]. 1567.

*Progrès de l'armée calviniste en France; siége de Chartres.* — Condé, à la tête de forces plus imposantes, rentra en France dans les premiers jours de janvier, et vint mettre le siége devant Chartres, sans que l'armée royale osât se présenter pour arrêter cette marche rapide [2]. 1567.

[1] Lacretelle.

[2] Il n'eût tenu qu'aux calvinistes de s'assurer de plusieurs autres villes sur leur passage; mais Coligni condamnait des entreprises partielles, qui eussent disséminé l'armée. Traverser la France, tantôt rapidement, tantôt dans une marche lente; d'une province épuisée se jeter sur une autre province encore riche; gêner les convois, les approvisionnemens et la levée des impôts; lasser, par la vigueur des mouvemens, un ennemi pares-

La place de Chartres, attaquée avec vigueur, fut défendue avec un courage opiniâtre : Lignières qui la commandait, sans s'amuser à relever les fortifications, fit de fréquentes et heureuses sorties. Catherine de Médicis, craignant que les lenteurs de ce siége ne portassent les calvinistes à un dernier effort vigoureux et décisif, eut encore recours à son arme favorite, les négociations.

1567. *Paix de Longjumeau.* — La paix fut conclue à Longjumeau, le 2 mars 1567 [1]. Le cardinal de Châtillon, frère de Coligni, était le plénipotentiaire des calvinistes. Gontaut-Biron et de Mesme, seigneur de Mal-Assise, étaient ministres de la cour. Par allusion au duc de Biron qui était boîteux, et au seigneur de Mal-Assise, son collègue, cette paix fut nommée *boîteuse* et *mal assise ;* en effet, elle ne fut pas de longue durée [2].

1568. *La guerre recommence entre les catholiques et les cal-*

seux et amolli : tel était le plan de campagne de l'amiral. Mais il fallait une place d'armes pour inquiéter la capitale, et se ménager un refuge dans le cas d'un échec grave, et c'est ce qui avait decidé Condé à faire le siége de Chartres.

[1] L'année ne commençait toujours qu'en avril. C'est par erreur que la plupart des historiens placent cette paix de Longjumeau dans l'année 1568, qui n'était pas encore commencée. La réformation du calendrier romain par Grégoire XIII n'eut lieu qu'en 1581.

[2] La cour, après le licenciement des troupes protestantes, parut changer tout à coup de système ; plus de ménagemens ordinaires ; des violences ouvertes ; l'emploi de tous les moyens possibles pour soulever le peuple ; dans les chaires, les plus dures invectives contre les sectaires ; dans les discours, les écrits, des réflexions séditieuses sur la paix, de pressantes exhortations à la rompre ; la publication de ces odieuses maximes, *qu'il ne faut pas garder la foi aux hérétiques, et que les massacrer est une action juste, pieuse et utile au salut.* Le fruit de ces machinations fanatiques était ou des assassinats ou des révoltes : ceux qui avaient eu des liaisons avec les chefs périssaient sous le poignard, par le poison, ou dans les cachots. (ANQUETIL.)

*vinistes.*— Catherine de Médicis, bientôt infidèle à toutes les conventions, se décida, pour couper, disait-elle, le mal dans sa racine, à faire arrêter Condé et Coligni dans leurs terres, où ils s'étaient retirés. Les plus grandes, les plus promptes mesures furent prises pour l'exécution de ce dessein perfide; mais, avertis à temps, le prince et l'amiral se réfugièrent à La Rochelle, ville entièrement dans la dépendance des calvinistes. Cette entreprise violente de la cour ne pouvait être considérée que comme une déclaration de guerre; aussi les chefs protestans s'occupèrent-ils sans délai des moyens de la soutenir avec avantage. Le cardinal de Châtillon [1], déguisé en matelot, passa sur une barque en Angleterre, où il devint très-utile par ses négociations. La noblesse calviniste accourut en foule sous les drapeaux de ses chefs; Jeanne d'Albret, veuve du roi de Navarre, accompagnée du jeune Henri, son fils, amena avec elle une troupe nombreuse de gentilshommes et de volontaires béarnais; Condé et Coligni se virent bientôt à la tête d'une armée formidable.

Il fut convenu qu'on ne ferait point d'expéditions partielles, mais qu'on tiendrait réunies toutes les forces pour être en mesure de tenter de grandes entreprises, de porter des coups décisifs. La lenteur ordinaire de la cour, et peut-être aussi la négligence de plusieurs de ses agens principaux, permirent aux calvinistes d'étendre leurs conquêtes avant l'arrivée des troupes royales sur la rive gauche de la Loire. Ils s'emparèrent en peu de temps des villes de Fontenai-le-Comte, Niort, Saint-Maixent, Angoulême, Saint-Jean d'Angely, Taillebourg et Blaye. La garnison de la ville de Pons leur opposa une vive résistance, qui fut cause d'un échec assez important.

[1] Ce cardinal, archevêque de Toulouse et évêque de Beauvais, était frère de l'amiral Coligni. Il avait embrassé le calvinisme et s'était marié.

Le duc de Montpensier [1], à la tête d'une forte division de l'armée royale, venait enfin de passer la Loire, pour empêcher que le comte de Crussol ne joignît l'armée du prince de Condé avec un corps de quinze à dix-huit mille fantassins et sept cents chevaux, qu'il amenait du Dauphiné et de la Provence. Le duc rencontra ces troupes près de Périgueux. Instruit qu'un corps de deux à trois mille arquebusiers occupait, sous les ordres du seigneur de Mouvans, un poste assez éloigné du camp calviniste, il chargea le comte de Brissac de l'enlever. Brissac, trouvant ce détachement bien retranché, fit mine de continuer sa marche vers Périgueux; à la vue de ce mouvement, le détachement quitta sa position; mais, dès que Brissac se vit dans la plaine, il fit volte face, et le chargea avec tant de vigueur, qu'une grande partie resta sur la place. Les catholiques ne perdirent guère plus de cent hommes dans cette action, et Brissac alla porter à Périgueux dix-sept enseignes, trophées de sa victoire. Toutefois cet événement n'empêcha pas Crussol de se réunir au prince de Condé, qui venait de réduire la ville de Pons.

*Suspension forcée des hostilités entre les deux armées.* — L'hiver de 1568, qui fut un des plus rigoureux du siècle, força les deux armées de suspendre les hostilités. Vers la fin de décembre, on prit de part et d'autre des quartiers d'hiver, sans qu'il y eût aucune convention entre les chefs; mais ce repos si nécessaire ne fit que développer des maladies causées par les fatigues et par les plus dures privations. L'armée calviniste perdit cinq mille hommes; et celle des catholiques, dont le duc d'Anjou avait pris le commandement, en perdit trois mille. Malgré cet affaiblissement, la position du prince de Condé n'était pas très-fâcheuse. Heu-

[1] C'était un prince de la Maison de Bourbon, arrière petit-fils de Jean II de Bourbon, comte de Vendôme, mort en 1477, et cinquième descendant, en ligne directe, de Robert de Clermont, fils de saint Louis.

reux dans ses négociations, il avait déterminé le duc de Saxe et l'empereur à garder une stricte neutralité; il avait obtenu des canons, de l'argent et quelques troupes, et, de l'Allemagne, un nouveau renfort, commandé par le duc de Deux-Ponts. On peut se faire une idée de la grande résolution des calvinistes, par la belle défense de la petite ville de Sancerre, assiégée par les catholiques avant même l'ouverture de cette campagne. Cette place, défendue par trois cents de ses habitans, mal armés, soutint pendant cinq semaines les efforts de trois à quatre mille assiégeans, et le feu d'une batterie de cinq pièces d'artillerie. Après deux assauts furieux et la perte de plus de cinq cents hommes, les catholiques, désespérant de réduire cette bicoque, l'abandonnèrent.

*Bataille de Jarnac.* — Le dessein du prince de Condé 13 mars 1568
était d'attendre la jonction des troupes que lui amenait le duc de Deux-Ponts, avant d'engager une bataille : il ne put l'éviter. Les deux armées se trouvaient sur les rives de la Charente, près de Jarnac, petite ville dont les calvinistes s'étaient emparés récemment, et qui leur formait un point d'appui. D'après un plan conçu par le duc de Biron, le duc d'Anjou mit ses troupes en mouvement, pour feindre le passage de la rivière en présence de Coligni, qui commandait l'avant-garde ennemie. Mais tandis que cette démonstration attirait toute l'attention de l'amiral, un pont était jeté sur la Charente auprès de Châteauneuf. Cet endroit n'était gardé que par quelques compagnies. Toute l'armée royale s'y porta, et le lendemain 16 mars, au point du jour, elle parut sur la rive gauche. Coligni vit que ses compagnies allaient être enveloppées, et il ne put se résoudre à les sacrifier. Comptant sur un prochain secours du prince de Condé, il mit en mouvement toute son avant-garde; mais les calvinistes, encore étourdis de cette surprise, ne se portèrent point au combat

avec leur résolution accoutumée. Toutefois, Dandelot, Soubise et Lanoue s'élancent pleins d'impatience de se mesurer avec les principaux des chefs catholiques; leur exemple entraîne la plupart des gentilshommes qui les suivent. Ils ont en tête des adversaires dignes d'eux : Henri, duc de Guise, le comte de Brissac, Martigues, Monsalès et plusieurs autres [1]. L'action devint bientôt très-vive; mais, dans cette bataille ainsi engagée, il n'y eut presque de morts, de blessés, de combattans enfin que parmi les gentilshommes. L'avant-garde des calvinistes commençait à obtenir quelque avantage, malgré la supériorité numérique des catholiques, lorsque le brave Lanoue, qui s'était trop avancé, fut enveloppé par un gros d'ennemis, et fait prisonnier. Soubise eut le même sort; Coligni, voyant le découragement gagner ses troupes, ordonna la retraite.

*Le prince de Condé est tué.* — Elle se faisait avec un peu de confusion, lorsque le prince de Condé parut, non avec le reste de l'armée, mais avec un corps de quatre cents gentilshommes. Il ne crut pas devoir différer un engagement général, parce qu'il espérait, en étonnant l'ennemi par une charge impétueuse, le tromper sur les forces qu'il amenait, et bientôt être soutenu par six mille hommes d'infanterie qui débouchaient de Jarnac dans ce même instant. La veille il était tombé de cheval, et avait alors le bras en écharpe : tandis qu'il range ses cavaliers, le cheval du comte de La Rochefoucaud se cabre auprès du prince et lui fracasse la jambe. « Cet accident ne m'arrêtera point, s'écrie le héros

[1] Dans ces guerres civiles, dit Lacretelle, tout l'effort de la bataille roulait sur les principaux officiers. C'était une suite de combats singuliers entre ceux qui étaient les plus illustres par leur naissance et leur bravoure. Souvent les rangs des soldats s'ouvraient devant deux chefs ennemis, qui s'étaient aperçus et provoqués de loin. Tandis qu'on paraissait se battre pour le triomphe d'une religion sur une autre, souvent on vidait les querelles de deux Maisons ennemies.

intrépide, c'est le bras en écharpe et la jambe cassée que je vais vous mener à l'ennemi. Voyez, mes compagnons, combien je compte sur vous; tout mutilé que je suis, j'ai encore assez de force, puisque j'ai même courage, et que le vôtre me secondera. Qu'on sonne la charge : *le péril est doux pour Christ et le pays.* » Il dit, et s'élance. D'abord tout plie devant lui : les escadrons du duc de Guise et du comte de Brissac sont enfoncés, d'autres sont ébranlés; mais, tandis qu'il s'avance de plus en plus, il a perdu un grand nombre de ses braves : Coligni se trouve trop engagé pour marcher à son secours. L'infanterie sortie de Jarnac ne paraît point encore. La cavalerie catholique, déjà culbutée, va se rallier au duc d'Anjou, qui s'avance à la tête de deux mille autres cavaliers et de toute l'infanterie. Le prince de Condé est entouré, son cheval est tué; en attendant qu'on lui en amène un autre, il combat un genou en terre; une trentaine de gentilshommes se font massacrer à ses côtés. Epuisé de fatigues, froissé, meurtri, resté seul au milieu des ennemis, dont toutes les armes sont dirigées contre lui, le prince rend son épée, avec laquelle il ne peut plus se défendre. On le conduit sous un arbre pour le faire respirer un moment; mais l'ordre avait été donné de tuer les chefs des calvinistes partout où on les rencontrerait. Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou, accourt, reconnaît Condé : *Tue! tue!* s'écrie-t-il, et lui casse la tête d'un coup de pistolet [1].

Le corps d'infanterie calviniste sorti de Jarnac, et qui

[1] Dans cette même bataille, Robert Stuart, qui avait tué le connétable de Montmorenci à l'affaire de Saint-Denis, fut pris et massacré à coups de poignards.

Le duc d'Anjou fit attacher, par dérision, le cadavre du prince de Condé sur une vieille ânesse, et prit part aux infâmes risées de la soldatesque et de la populace. Enfin, averti par son ancien gouverneur, Carnavallet, des murmures qu'excitaient parmi les gens d'honneur une vengeance et une joie si avilissantes, il fit remettre les restes du prince

n'était pas arrivé assez à temps sur le champ de bataille, sauva l'armée d'une déroute complète. La joie des chefs catholiques, en apprenant la mort du prince de Condé, leur ôta la pensée d'assurer la victoire. Coligni, avec le secours de l'infanterie dont nous venons de parler, réussit à se dégager de la situation où il se trouvait; il resta maître d'une partie du champ de bataille, que l'armée victorieuse n'avait pu le forcer d'abandonner.

La cour croyait que la mort du prince de Condé entraînerait la ruine du parti calviniste; mais le zèle et la fermeté de la reine de Navarre trompa cet espoir : elle se rendit à Cognac, où Coligni rassemblait les débris de l'armée, parcourut les rangs des guerriers, en tenant par la main son fils et le jeune prince de Condé. « Voilà, mes amis, dit-elle, deux nouveaux chefs que le ciel vous envoie, et deux orphelins que je vous confie. » Chefs et soldats, tous jurèrent de leur obéir et de les défendre.

1569. *L'armée calviniste est renforcée par un nouveau corps de troupes allemandes.* — Coligni conçut un plan d'opérations capable de retarder les progrès de l'armée royale. Après avoir mis de bonnes garnisons dans Cognac et les autres places me-

de Condé au duc de Longueville, son beau-frère, qui lui rendit sans pompe les derniers devoirs.

Condé mourut à trente-deux ans. Il fut brave avec tout l'éclat qui est particulier à la valeur française; il n'oublia jamais les affaires au milieu des plaisirs; il était aussi habile à cacher ses desseins qu'à deviner ceux de ses ennemis; sa gaieté, quoique vive et naturelle, avait tous les résultats du calcul le plus adroit. Presque toujours pauvre, il donnait avec tant de grâces, que personne ne paraissait l'égaler en libéralité. Comme il ne sut jamais commander à ses passions, il fut toujours entraîné par les circonstances. Séduit par des motifs fort nobles en apparence, il fut plus rebelle qu'il ne croyait l'être. Rien ne lui coûta, tout lui parut légitime pour se soustraire à l'empire du duc de Guise; mais il ne put s'y soustraire qu'en subissant l'ascendant de Coligni, de l'ame la plus forte que le seizième siècle ait produite. (Lacretelle jeune.)

nacées, il se retira à Saintes et ensuite à Saint-Jean d'Angély. Il pouvait de là secourir les places assiégées, ou, trop vivement pressé, s'ouvrir un chemin vers le corps allemand qui s'avançait sous les ordres du duc de Deux-Ponts. Ce prince, qu'accompagnait comme volontaire Guillaume de Nassau 1er, prince d'Orange, devenu depuis si célèbre, traversa une grande partie de la France, à la tête de douze mille hommes, évitant toutes les embuscades, surmontant tous les obstacles, battant les troupes royales commandées par les ducs d'Aumale et de Nemours. Dans cette marche remarquable des bords du Rhin aux rives de la Loire, le duc de Deux-Ponts tira un grand secours de l'habileté et de l'expérience de deux capitaines français, Mouy et Duresnel, qui, avec une parfaite connaissance des localités, étaient à la tête d'environ deux mille partisans intrépides. Après la prise de la Charité-sur-Loire, qui lui ouvrait tout le pays au-delà de ce fleuve, le duc de Deux-Ponts s'avançait sans obstacle vers les bords de la Vienne, où il devait joindre Coligni, lorsque une fièvre pernicieuse l'enleva près de Limoges. Le comte de Mansfeld, frère de ce prince, prit le commandement des troupes, et fit, quatre jours après, sa jonction avec l'armée calviniste. Coligni venait d'éprouver une perte non moins fâcheuse dans la personne de Dandelot, son frère, mort également d'une fièvre maligne, ou de poison, suivant quelques historiens.

*Combat de la Roche-Abeille.* — De son côté, l'armée royale avait aussi reçu des renforts. Elle était campée à la Roche-Abeille, village du Limousin, à sept lieues de Limoges, dans une position avantageuse, et que l'on avait rendue presque inaccessible par des retranchemens; Coligni, se voyant en mesure, ne balança point à venir l'y attaquer; mais il ne put qu'engager une action partielle, dans laquelle ses troupes eurent l'avantage. Strozzi, colonel-général de 25 juin 1569.

l'infanterie française, y fut fait prisonnier; les calvinistes firent main basse sur tous les autres catholiques qui tombèrent en leur pouvoir. Cette journée, sans résultat important pour le vainqueur, coûta plus de six cents hommes, dont deux cent vingt officiers ou gentilshommes, à l'armée royale, qui garda sa position.

Peu de temps après, le duc d'Anjou, voyant ses troupes fatiguées et diminuées par les désertions, les distribua dans les places les plus exposées, permit à la noblesse d'aller se reposer dans ses foyers et y refaire ses équipages, et se retira lui-même à Tours, où le roi et sa mère s'étaient rendus.

Maître de la campagne, l'amiral Coligni, après avoir fourragé les villages, pris un grand nombre de petites villes, et levé de fortes contributions, s'avança dans la direction de Poitiers. Son dessein, avant d'assiéger cette place, était de s'assurer du Bas-Poitou, de s'établir à Saumur, et de là se diriger, pendant l'automne, vers la capitale, dont la population n'était jamais inclinée à la paix, que lorsqu'elle sentait le fléau de la guerre à ses portes [1]; mais, sur les instances de plusieurs capitaines, il se décida à faire investir Poitiers.

1569. *Siéges de Poitiers et de Châtelleraut.* — Cette place, bien pourvue de munitions et de vivres, était défendue par une garnison, que Henri, duc de Guise, et son frère le marquis de Mayenne, venaient de porter à six mille hommes, en envoyant des renforts. Ces troupes, sous la conduite des deux frères et du comte de Lude, firent des sorties fréquentes et meurtrières. Coligni fut forcé de convertir le siége en blocus, par la disette et les maladies qui s'introduisirent dans son armée; lui-même fut en danger de la vie; la

[1] *Mémoires de Lanoue.*

désertion se joignit à l'épidémie pour éclaircir les rangs des troupes calvinistes. Dans le même temps, le duc d'Anjou, conseillé par le maréchal de Tavannes, préférant, pour sauver Poitiers, une diversion à une bataille, mit le siége devant Châtelleraut, où les calvinistes avaient leurs malades et leurs blessés. L'artillerie royale attaqua cette place avec tant de vigueur, qu'au bout de trois jours elle ouvrit une brèche praticable. L'amiral, préférant à la prise de Poitiers la conservation de Châtelleraut, accourut au secours de cette dernière place. Le duc d'Anjou, qui n'avait voulu que délivrer la première, se retira derrière la Creuse, abandonnant le siége qu'il avait commencé avec tant de succès. Henri de Guise, jugeant désormais sa présence inutile à Poitiers, courut recevoir à Tours le prix de son dévouement et de ses exploits, une grande faveur et une place dans le conseil, commencement de cette puissance depuis si fatale à l'état.

Pendant le siége de Poitiers, les catholiques avaient tenté sans succès de reprendre la Charité. Plus heureux, les protestans s'emparèrent d'Aurillac. Montgomeri courut arracher le Béarn des mains des troupes royales, qui en avaient conquis toutes les places, à l'exception de Navarreins. La mésintelligence du maréchal de Montmorenci-Damville et de Montluc, contribua beaucoup au succès de cette expédition.

*Bataille de Moncontour.* — La cour, désespérant de trouver la paix dans de nouvelles négociations, et connaissant d'ailleurs le mécontentement des troupes allemandes, qui depuis plusieurs mois ne recevaient plus de solde du conseil calviniste, résolut de tenter encore les chances d'une bataille. Le duc d'Anjou rassembla, à cet effet, l'armée royale auprès de Chinon. Cette armée était forte de dix-huit mille fantassins et de sept mille chevaux; celle des calvi- 3 oct. 1569.

nistes n'était que de douze mille d'infanterie et six mille de cavalerie. Inférieur en forces, l'amiral ne voulait pas le combat; mais les Allemands, qui demandaient impérieusement leur solde, le forcèrent à en venir aux mains. Leur indiscipline n'était pas même contenue par la présence de l'ennemi. Bientôt elle se communiqua au reste de l'armée; gentilshommes, fantassins, valets d'armée, tous montrèrent le plus impétueux désir de combattre. Ce fut comme dans un mouvement de sédition que l'armée calviniste vint se précipiter au-devant de l'armée catholique. L'action s'engagea dans la vaste plaine de Moncontour, et, dès le premier moment, les protestans portèrent la peine de leur ardeur inconsidérée; ils combattaient des hommes qu'excitait le souvenir des batailles de Dreux, de Saint Denis et de Jarnac [1]. La ligne calviniste fut débordée, enfoncée, des corps entiers taillés en pièces. Mêlés tumultueusement avec leurs valets, qui donnent le signal de la fuite, les gentilshommes calvinistes n'entendent plus la voix d'aucun de leurs chefs; Coligni lui-même n'est plus pour eux qu'un soldat qui combat pour l'honneur. Un officier catholique, d'un coup de pistolet, casse quatre dents à l'amiral; celui-ci l'étend mort sur la place; mais le sang l'étouffait, il fallut l'emporter du champ de bataille. Le comte Louis de Nassau, frère de Guillaume, prince d'Orange, qui commandait l'aile droite des calvinistes, fit envain des prodiges de valeur. En moins d'une heure, l'armée protestante fut complètement défaite, avec perte de sept mille hommes, toute son artillerie, un grand nombre d'enseignes, et la presque totalité de ses bagages. La perte des catholiques ne s'éleva pas à plus de cinq cents hommes. Le duc d'Anjou, qui devait aux savantes dispositions du

[1] Le cri des troupes catholiques était : « Grâce à personne ! La Roche-Abeille ! » On a vu plus haut que les calvinistes avaient massacré tous les prisonniers, à peu d'exceptions près, dans cette dernière affaire.

maréchal de Tavannes le succès de cette journée, y développa un grand sang froid et une valeur brillante [1].

*L'armée calviniste se retire en Languedoc.* — La grandeur du courage de Coligni se montra encore mieux après sa défaite. Il réussit à réunir les débris de son armée dispersée, et à se retirer glorieusement devant une armée victorieuse. Les principaux chefs sous ses ordres parlaient de se rendre, et de rentrer dans le giron de l'église romaine. L'intrépide amiral sut rouvrir les cœurs à l'espérance, et ranimer le zèle des officiers et des soldats [2]. On résolut d'abandonner les places du Poitou, à l'exception de Niort, de 1569.

[1] Lanoue. — Tavanes. — Daubigné. — Davila. — Mézerai. — Lacretelle. Sans vouloir diminuer la gloire des troupes royales dans cette bataille, nous devons faire observer qu'elles dûrent en grande partie leur succès au mouvement séditieux qui avait porté le désordre dans l'armée calviniste.

On rapporte que, placé sur une colline, avec un corps de trois à quatre mille chevaux qui formaient la réserve de l'armée, le jeune prince de Béarn (Henri IV), alors âgé de seize ans, voyant que l'avant-garde du duc d'Anjóu était ébranlée par le premier choc de celle de l'amiral, s'écria avec vivacité : « Donnons, mes compagnons, c'est l'instant de donner. » Et comme on ne se disposait pas à le suivre : « Nous perdons la bataille, puisque nous laissons à l'ennemi le temps de se reconnaître et d'être soutenu. » On convint en effet que si ce corps eût donné en temps utile, la chance du combat eût été toute autre.

[2] « Qu'on ne mêle point, s'écrie Coligni, le crime de l'apostasie à celui d'une indiscipline si funeste : Je croyais tout perdu avant la bataille, et il me semble maintenant que le ciel nous a épargnés. Notre cavalerie nationale est presque intacte. Bientôt l'armée de Montgomeri, qui vient à nous et vers laquelle nous allons marcher, compensera la perte que nous avons éprouvée. Je jeterai des forces dans Niort et dans Saint-Jean d'Angely. Ignorez-vous que La Rochelle est imprenable ? La reine d'Angleterre m'a promis des secours, j'en vais presser l'arrivée. L'étendue de notre péril va réveiller le zèle de nos frères, non-seulement dans l'Allemagne, mais dans l'Ecosse, le Danemarck, la Suède. Fussions-nous abandonnés de ces peuples, fussé-je abandonné de vous-mêmes, je ne trahirai point les augustes pupilles qui me sont confiés, le fils d'un martyr de la foi, du prince de Condé, le fils de cette reine généreuse qui a tout quitté pour

conserver Saint-Jean d'Angély, La Rochelle, Angoulême et La Charité, capables de soutenir long-temps les efforts de l'ennemi, et, sans tenter d'autres entreprises, d'attendre en Languedoc les secours de l'Angleterre et de l'Allemagne, après la jonction avec le corps de Montgomeri.

1569. *Siége et prise de Saint-Jean d'Angély par les catholiques.* — Après la retraite de l'armée protestante, le duc d'Anjou fit occuper successivement les places qu'elle abandonnait, et vint mettre le siége devant Saint-Jean d'Angély. Cette place importante avait deux mille hommes de garnison, et pour gouverneur le brave Clermont de Piles. Elle arrêta deux mois l'armée catholique, l'exposa aux intempéries d'un hiver pluvieux, et lui coûta presque autant d'hommes que les calvinistes en avaient perdu à la bataille de Moncontour. Réduit aux dernières extrémités de la famine, de Piles voulait s'ouvrir, l'épée à la main, un passage à travers les troupes royales; mais le duc de Biron, qui commandait le siége, offrit à ce digne gouverneur une capitulation honorable. Saint-Jean d'Angély ouvrit ses portes le 2 décembre, et Clermont de Piles vint avec sa garnison rejoindre l'armée calviniste sur les bords de la Dordogne.

1569. *Succès des calvinistes en Saintonge.* — Sur ces entrefaites, le vaillant Lanoue, fait prisonnier à la bataille de Moncontour, et échangé ensuite contre Strozzi, vint prendre le commandement de La Rochelle, assura et maintint la supériorité du parti calviniste dans la Saintonge. Il prit d'assaut les Sables d'Olonne, reprit Marans, dont le comte de Lude

souffrir avec vous. Ce n'est pas la première épreuve dont Coligni sorte avec honneur. Je ne veux pas vous rendre déshonorés, tremblans, à vos femmes et à vos enfans. Il n'y a pas plus de sûreté que d'honneur à vous retirer dans vos châteaux; une bonne armée, bien soumise à son chef, bien animée du zèle de l'évangile, voilà pour vous le meilleur des donjons; il faudra signer la paix sous les murs de Paris, et j'en sais le chemin.»

(Lacretelle.)

s'était emparé, battit près de Luçon un corps considérable de l'armée royale, prit Fontenai [1], Brouage, Saintes, l'île d'Oléron.

*L'armée calviniste marche vers Paris.* — Au printemps suivant, l'armée calviniste, fortifiée par le repos et par les secours qu'elle avait tirés du Languedoc, de la Guyenne et du Béarn, se mit en mouvement, et, des rives de la Garonne, osa s'avancer vers Paris. Ce ne fut pas sans rencontrer de grands obstacles que Coligni parvint à franchir les Cévennes; l'exacte discipline qui régnait parmi ses troupes put seule lui faire vaincre toutes les difficultés. L'armée était animée par la présence du jeune Henri, qui décélait déjà, par des qualités précoces, sa grandeur future; Coligni lui avait promis de le laisser combattre et charger en personne. Pendant une maladie de l'amiral, qui tint les troupes dans les plus vives alarmes, Henri prit le commandement, et montra, par la prudence et la vigueur de ses dispositions militaires, combien il avait profité à l'école d'un tel maître. 1570.

*Bataille d'Arnai-le-Duc.* — Aux premières nouvelles de la marche de l'armée calviniste, le maréchal de Cossé-Brissac, à qui le roi venait de confier le commandement des troupes royales [2], s'était avancé sur la Bourgogne. Les deux armées 25 juin 1570.

[1] C'est au siége de Fontenai que Lanoue eut le bras cassé d'une balle d'arquebuse. Il ne voulait pas souffrir l'amputation, mais la reine de Navarre l'y fit consentir, en lui faisant sentir que les princes (Henri et le jeune Condé) avaient besoin de la tête et du cœur d'un brave tel que lui. Un ouvrier adroit lui fit un bras de fer. Lanoue put reparaître encore dans d'autres combats, et les catholiques eurent souvent à craindre la valeur et à bénir la clémence de Lanoue *bras de fer*. Ce fut le surnom qu'on lui donna. (Lacretelle.)

[2] Charles IX, jaloux des succès du duc d'Anjou, son frère, avait pris le commandement de son armée peu de temps après la bataille de Moncontour; mais il le quitta presque aussitôt, en disant : « Des hommes qui fuyent ne sont pas gibier de roi. »

se rencontrèrent auprès d'Arnai-le-Duc. Il s'agissait, pour les catholiques, de fermer le chemin de Paris. L'action, au lieu de commencer par le choc impétueux qui avait rendu si sanglantes et si atroces les batailles précédentes, fut conduite des deux côtés avec un sang-froid qui semblait annoncer, dit un historien [1], que les haines religieuses commençaient à se ralentir. Coligni, sûr cette fois de la discipline de ses troupes, fit ses dispositions avec un ordre admirable. Sa sollicitude ne fut excitée que par la vive ardeur avec laquelle Henri et le jeune prince de Condé se précipitèrent dans les dangers qu'on leur laissait affronter pour la première fois [2]. Le combat fut long sans être très-meurtrier; aucun guerrier de marque ne périt. L'armée royale fut repoussée d'Arnai, mais ne fut point forcée dans son camp. Coligni, maître de la route de Paris, se vit à même d'avancer vers l'Orléanais et l'Isle-de-France, théâtres des premiers engagemens entre les deux partis.

1570. *Paix de Saint-Germain-en-Laye.*—Peu de jours après la bataille d'Arnai-le-Duc, Jacques de Même, envoyé du roi, se présenta au camp des calvinistes. Il avait des pouvoirs illimités pour traiter de la paix. Coligni ne voulait point abuser de ses avantages, mais il ne fut point assez en défiance de ceux qu'on s'empressait de lui accorder. On ne lui contesta rien que pour la forme. Toutes les clauses du traité s'ouvrirent sous la dictée de celui qui avait subi les

[1] Lacretelle.

[2] Mes premiers exploits, dit Henri IV, furent à Arnay-le-Duc; il était question de combattre ou de me retirer : je n'avais retraite qu'à plus de quarante lieues de là, et, si je demeurais, j'étais à la discrétion des paysans; en combattant, je courais aussi risque d'être pris ou tué, parce que je n'avais plus de canons, et que les gens du roi en avaient : à dix pas de moi, fut tué un cavalier d'un coup de carabine; mais recommandant à Dieu le succès de cette journée, il le rendit heureux et favorable. (*Mémoires de Sully.*)

deux grands désastres de Jarnac et de Moncontour. La paix fut signée à Saint-Germain-en-Laye. Le roi accordait aux protestans la liberté de conscience, la permission d'avoir des cimetières dans les villes, l'exercice public de leur culte dans deux villes de chaque province, et dans toutes celles où il se trouvait établi à la cessation des hostilités, quatre villes de sûreté, La Rochelle, Cognac, Montauban et La Charité; ils étaient en outre reconnus capables de remplir tous les emplois et charges; on leur permettait de porter appel de leurs causes, instruites au parlement, au tribunal des requêtes, sans être obligés d'en alléguer les motifs; il y avait aussi des articles sur la rançon des prisonniers, la restitution des meubles et les exemptions de garnison accordées à quelques villes; enfin la reine de Navarre, les deux jeunes princes, l'amiral et leurs amis, officiers et agens, étaient déchargés de toute accusation sur l'enlèvement des deniers royaux, les levées de troupes, l'introduction des étrangers dans le royaume; ils étaient déclarés sujets fidèles.

Cette paix, dans la pensée des calvinistes, était un vrai triomphe, et, dans les vues de Catherine de Médicis, un piége fatal où elle comptait les faire tomber. Ne pouvant les vaincre par la force, elle voulait les anéantir par la perfidie. Imbu de ses maximes détestables, habile comme elle et peut-être plus qu'elle dans l'art de la dissimulation, Charles IX, dirigé par Albert de Gondi, Florentin, comte de Retz, l'homme le plus pervers de la cour et du seizième siècle, seconda parfaitement les desseins de sa mère, et sut cacher la méchanceté la plus atroce sous les dehors de la plus franche et de la plus cordiale bienveillance.

*Charles* IX *attire les chefs calvinistes à la cour.* — Ce monarque venait d'épouser Elisabeth d'Autriche, seconde fille de l'empereur Maximilien, et cousine de Philippe II; il offrit, sous prétexte de serrer plus étroitement les nœuds 1572.

de la réconciliation, la main de sa sœur, Marguerite de Valois, au jeune Henri de Navarre; mais son but, en réunissant tous les chefs calvinistes à la cour pour la célébration de ce mariage, était de les exterminer tous du même coup.

Il fallait avant tout s'assurer de l'amiral Coligni, l'ame et le chef du parti, celui qu'il était le plus difficile d'entraîner dans le piége qu'on préparait, en le déterminant, par des motifs d'un intérêt plus direct, à sortir de La Rochelle, où il s'était renfermé avec la reine de Navarre et les jeunes princes, après la pacification de Saint-Germain. Déjà il s'était refusé, ainsi que la reine de Navarre et ses deux pupilles, à se rendre aux nôces du roi, célébrées à Mézières, sous le prétexte de l'incommodité de la saison et de la difficulté des chemins. Le roi et sa mère, sans paraître irrités de ce refus, imaginèrent de dépêcher à l'amiral deux de ses amis, deux hommes de bonne foi [1], qui, en lui représentant que Charles IX commençait à régner par lui-même, que le crédit de la reine-mère avait cessé, que le duc d'Anjou était plus que jamais suspect à son frère, lui offrirent le titre de vice-roi des Pays-Bas, lui promirent, au nom du roi, une armée de vingt mille hommes, dont les mouvemens seraient combinés avec ceux du prince d'Orange, pour enlever cette contrée à la domination espagnole. Coligni pouvait se présenter à la cour avec une escorte de cinquante gentilshommes, et, dès ce moment, le roi lui faisait présent de cinquante mille livres pour l'indemniser de ses pertes dans les guerres civiles. Les mêmes négociateurs étaient également chargés de proposer à la reine de Navarre et à l'amiral le mariage du prince de Béarn (Henri) avec madame Marguerite, sœur du roi.

Coligni fut persuadé par les discours de deux hommes

[1] Le maréchal de Cossé et le maître des requêtes Gourré-Proutières.

sincères, et ébloui par les propositions dont ils étaient porteurs. Il vint, dans une sécurité aveugle, se livrer à une cour qui avait mis naguère sa tête à prix [1]. Charmée d'une alliance qu'elle regardait comme le sûr garant d'une paix solide, la reine de Navarre, qui accompagna l'amiral, reçut comme lui l'accueil le plus gracieux, et fut comblée d'honneurs et de caresses. Le roi rendit à Coligni toutes ses charges et sa place dans le conseil. « Nous vous tenons, dit-il au vieux guerrier, nous vous tenons maintenant, mon père; vous ne nous quitterez plus quand vous le voudrez [2]. »

*Situation politique de l'Europe.* — Tandis que l'Europe retentissait du bruit des armes; que la ligue de Philippe II, du pape et des Vénitiens, couvrait la mer de vaisseaux, arrêtait, par des victoires décisives, les effrayantes conquêtes du sultan des Turcs, Sélim II [3]; que l'Allemagne s'agitait pour établir l'équilibre entre ses divers états; que l'Ecosse était embrasée du feu des guerres civiles; l'Angleterre occupée à étouffer des conspirations; que, pour défendre leur liberté en prêtant secours aux sectateurs de la nouvelle religion, les Pays-Bas soutenaient le poids énorme des forces espagnoles, et luttaient contre la tyrannie du duc d'Albe, le 1572.

[1] Quelque temps avant le siége de Poitiers.

[2] Daubigné. — Mézerai. — Anquetil. — Lacretelle.

[3] Soliman n'était plus. Ce conquérant, n'ayant trouvé, pour se distraire de l'affront que ses armes avaient éprouvé devant Malte, si vaillamment défendu par le grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et par ses chevaliers, qu'une nouvelle invasion dans la Hongrie, avait péri, en 1566, devant une des places de ce royaume. Sélim II, fils et successeur de Soliman, venait d'enlever l'île de Chypre aux Vénitiens, et ceux-ci s'étaient ligués avec Philippe II et le pape Pie V, pour tenter de mettre un terme aux progrès de la puissance ottomane. Le résultat de cette ligue fut la victoire de Lépante. Cette bataille navale fut livrée le 5 octobre 1571. Don Juan d'Autriche, bâtard de Charles-Quint, y commandait la flotte des alliés, forte de deux cents galères; celle des Turcs, qui en comptait plus de cent cinquante, fut anéantie.

calme paraissait avoir succédé, en France, aux plus violens orages. On eût dit que la haine était éteinte, et l'amitié rentrée dans tous les cœurs. Le roi, feignant d'avoir oublié la conduite de ses sujets rebelles, s'intéressait à leur félicité, proposait aux chefs des mariages avantageux, écoutait leurs plaintes légitimes, recevait leurs avis sages, adoptait leurs plans utiles [1]. Plus d'émeutes, plus de combats dans les villes. Le prêche du faubourg ne troublait point les messes dans la cité; mais, dans cet intervalle de paix, on s'exerçait sourdement aux empoisonnemens. Paris, Rouen, Lyon, Toulouse, ressemblaient beaucoup à ce qu'étaient Rome, Bologne, Ferrare, Urbin et Spolette, sous le règne des Borgia [2].

1572. *Mort de Jeanne d'Albret, reine de Navarre.* — Un événement inattendu, la mort de la reine de Navarre, enlevée en six jours, semblait devoir réveiller les soupçons et ranimer les craintes. On attribua, sans preuves bien positives, cette mort au poison; mais une pareille opinion n'était-elle pas naturelle, après les exemples de morts aussi nécessaires à la cour, procurées par différens moyens? Celle du cardinal de Châtillon, empoisonné, en revenant d'Angleterre, par son valet-de-chambre [3], celle du brave de Mouy, assassiné à Niort par un gentilhomme du duc de Guise, nommé Maurevelt, et celle de plusieurs autres seigneurs du parti. Les calvinistes commencèrent à ouvrir les yeux; leurs inquiétudes se renouvelèrent; de tous côtés Coligni fut averti de

[1] Que penser, dit l'historien Anquetil, d'un roi de vingt-deux ans, s'il a caché, sous tant de témoignages de bonté, l'affreux poignard, qui, peu de temps après, devait égorger soixante-dix mille de ses sujets?

[2] Lacretelle.

[3] Ce misérable, envoyé depuis ce crime à La Rochelle comme espion, y fut arrêté, et avoua dans les tortures qu'il avait effectivement empoisonné son maître.

se méfier de la cour, de se tenir strictement sur ses gardes. Un vieux gentilhomme, qui avait constamment servi sous lui, vint le trouver et lui dit : « Trouvez bon que je me retire dans ma province, on nous fait ici trop de caresses; j'aime mieux périr avec les fous que de périr avec ceux qui se croient trop sages. » L'amiral ne pouvait se résoudre à craindre sans cesse. « Il vaut mieux, disait-il, mourir une fois que de mourir tous les jours. »

*Mariage de Henri de Bourbon, roi de Navarre.*— Le deuil du prince Henri, qui, après la mort de la reine sa mère, prit le titre de roi de Navarre, retarda son mariage avec la princesse Marguerite jusque vers le milieu d'août. Le 18, les nôces furent célébrées avec une pompe vraiment royale. La cour, en y déployant une grande magnificence, affecta d'y montrer de l'allégresse [1]; mais, au milieu des plaisirs et des fêtes, l'amiral Coligni n'était occupé que de la chimère dont la cour l'avait leurré, la guerre des Pays-Bas. Ses amis, ses confidens, Téligni, à qui il avait donné sa fille, le comte de la Rochefoucaud et le duc de Rohan, croyaient la cour de bonne foi; tandis que Charles IX et sa 1572.

[1] A la bénédiction nuptiale, qui eut lieu dans l'église de Notre-Dame, presque tous les seigneurs catholiques étaient rangés autour de Marguerite de Valois; les seigneurs protestans, ainsi que les Montmorenci, autour du roi de Navarre. Les regards de Coligni vinrent à se porter sur des drapeaux suspendus aux murs de l'église; c'était ceux de Jarnac et de Moncontour. « Voilà, dit-il, de tristes trophées, mais bientôt ils feront place à d'autres, qui nous seront plus agréables à contempler. » Le cardinal de Bourbon dit la messe. Le roi de Navarre et les gentilshommes de sa suite se retirèrent alors de l'église, et n'y reparurent qu'après la messe finie. Ce qu'il y eut d'étonnant, c'est que le peuple, comme s'il se fût prêté à la dissimulation de la cour, ne témoigna aucun scandale.

On lit aussi dans plusieurs mémoires du temps, que Charles IX, au moment de la célébration du mariage, voyant sa sœur (qui eût préféré épouser le duc Henri de Guise qu'elle aimait) hésiter à prononcer le *oui*, s'approcha d'elle très-brusquement, et la décida par de violentes menaces.

mère pensaient réellement à faire la guerre, et une guerre d'extermination, non aux Espagnols, mais aux protestans.

1572. *Tentative d'assassinat sur l'amiral Coligni.* — Trois jours après le mariage du roi de Navarre, Coligni, sorti à pied du Louvre, où il avait reçu une audience du roi au sujet de la guerre de Flandre, retournait à son hôtel, situé non loin du palais [1], lorsque un coup d'arquebuse, tiré d'une maison par Maurevel, ce même familier du duc de Guise dont nous avons déjà parlé, lui coupa le doigt *index* de la main droite, et lui fit une large blessure au bras gauche. « Voilà, dit l'amiral tout sanglant, et continuant à marcher soutenu par ses domestiques, voilà le fruit de ma réconciliation avec le duc de Guise. »

A la nouvelle de cet événement, le roi, qui jouait à la paume avec le duc de Guise et Téligni, gendre de l'amiral, jeta sa raquette avec fureur, et s'écria : « N'aurais-je jamais de repos? Quoi! toujours de nouveaux troubles! » Il alla visiter Coligni, et lui promit une vengence éclatante [2]. Il voulait faire conduire l'amiral au Louvre, mais les médecins s'y opposèrent, parce qu'il était hors d'état d'être transporté. Feignant toujours de pourvoir à sa sûreté, le roi fit mettre à la porte de l'hôtel de Coligni une compagnie du régiment des gardes, parmi lesquels, pour éviter tout soupçon, on mêla des Suisses de la garde du roi de Navarre, mais en fort petit nombre.

24 août 1572. *Massacre de la Saint-Barthélemi.* — Pendant que les calvinistes, alarmés de cet attentat, s'exhalaient en plaintes et en menaces, Catherine de Médicis exhortait son fils à ne point faiblir. « Il n'est plus temps de délibérer, disait-

[1] L'amiral demeurait rue Béthisi.

[2] « Mon père, dit le roi à l'amiral, la blessure est pour vous et la douleur est pour moi; mais je jure que j'en tirerai une vengeance si éclatante, que jamais elle ne s'effacera de la mémoire des hommes. »

elle, il faut agir; les protestans s'apprêtent à se venger avec fureur des Guise, qu'ils regardent comme les auteurs de l'assassinat de l'amiral; Paris va devenir un horrible champ de bataille, et, si les catholiques succombent, votre couronne est compromise; il s'agit de votre existence, du salut de la Maison royale. » De son côté, le duc de Guise, dont le roi et sa mère voulaient se servir, mais pour le sacrifier ensuite, appelé au conseil, répondait des gardes suisses des cantons catholiques, des compagnies de quartier, c'est-à-dire de la bourgeoisie armée de Paris. Le duc d'Anjou, Montpensier, le chevalier d'Angoulême, Nevers, Tavannes, l'Italien Birague, placé par Catherine à la tête de la magistrature, pressaient le roi de prononcer le fatal arrêt. « Eh bien! dit Charles IX, oui, je consens au massacre des huguenots, mais qu'il n'en reste pas un seul pour me le reprocher. » Il fut convenu toutefois qu'on excepterait le roi de Navarre et le prince de Condé, mais en les forçant d'abjurer. Au sortir du conseil, chacun des agens principaux s'environna de ses affidés les plus sûrs et les plus impitoyables. Le massacre devait avoir lieu dans la nuit même, celle du samedi au dimanche 24 août, fête de Saint-Barthélemi.

A minuit, d'après l'ordre donné par le roi, la grosse cloche de l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, voisine du Louvre, se fait entendre. Le duc de Guise, accompagné du duc d'Aumale, du chevalier d'Angoulême, et d'un grand nombre d'hommes armés, sort du Louvre et se dirige vers l'hôtel de Coligni. Besme, domestique du duc, à la tête d'un groupe d'assassins, parvient jusqu'à l'amiral, après que les portes ont été enfoncées. « Est-ce toi qui es Coligni? lui dit-il en entrant. — C'est moi-même, répond l'intrépide vieillard; jeune homme, tu devrais respecter mes cheveux blancs, mais fais ce que tu voudras, tu ne peux abréger ma vie que de quelques jours. » Besme le frappe de plusieurs

coups au visage et au cœur, et l'étend mort sur le carreau. Le corps est jeté ensuite par la fenêtre. Guise, pour reconnaître les traits de l'amiral, essuie le sang dont son visage était couvert; et il s'écrie ensuite, en conduisant son infâme troupe à de nouveaux meurtres : « courage, soldats, nous avons bien commencé, allons aux autres, car le roi le commande. » En multipliant les assassinats, il ne cessait point de répéter ces mots : « le roi le commande, c'est par son exprès commandement, telle est sa volonté. »

Le carnage s'étendit bientôt dans tous les quartiers de Paris; hommes, femmes, enfans, vieillards, dans les maisons, dans toutes les rues, des milliers de victimes tombèrent sous l'épée, le poignard ou les arquebuses des assassins. Le sang ruissela pendant trois jours; la fureur des catholiques était partout sans bornes. « Saignez, criait l'impitoyable Tavannes, saignez; les médecins disent que la saignée est bonne en août comme en mai. » Excitées par les exhortations atroces des agens de la cour, des officiers municipaux, d'un grand nombre de curés et de moines, qui ne cessaient de s'écrier qu'il fallait anéantir cette race de serpens (les calvinistes), les compagnies bourgeoises rivalisèrent avec les sicaires soudoyés. Un orfèvre, nommé Crucé, montrant son bras couvert de sang, se vanta d'en avoir, pour sa part, égorgé plus de quatre cents. La religion ne dirigea pas seule les coups dans cette horrible tragédie. Impatient de jouir, l'héritier égorgea ses parens; l'artiste, le lettré, l'amant, leurs rivaux en talent, en savoir, en affection; le plaideur, ses adversaires; le pauvre, ses voisins riches. Combien de victimes furent immolées à des vengeances particulières. On commit dans tous les ordres et dans tous les âges, tous les genres de cruauté. Des enfans de dix ans égorgèrent d'autres enfans plus jeunes qu'eux. Brion, gouverneur du prince de Conti, vieillard octogénaire, tenant comme une

sauve-garde son élève entre les bras, fut massacré, malgré les efforts du jeune prince, qui, de ses faibles mains, cherchait à détourner les coups. Caumont de la Force, surpris dans son lit, où ses deux fils dormaient à côté de lui, fut frappé avec son fils aîné; il avait eu la présence d'esprit de couvrir de son corps le plus jeune : cet enfant, entendant l'un des assassins exprimer des remords : « Prenez pitié de moi, s'écria-t-il, je vis encore, Dieu m'a sauvé. » L'homme qu'il implorait le conduisit à l'arsenal, où commandait le maréchal de Biron, son oncle. Duplessis-Mornai et Sulli furent également sauvés le même jour. Plusieurs historiens rapportent, mais ce fait n'est pas constaté, que Charles IX, voyant un grand nombre de calvinistes fuir sur la rive gauche de la Seine, vis-à-vis le Louvre, tira sur eux, d'une fenêtre du palais, plusieurs coups d'arquebuse, et que, furieux de ne pouvoir les atteindre, il criait aux gardes suisses et françaises, qui traversaient la rivière pour les poursuivre : « tuez, tuez. » Ce qui est plus avéré, c'est que ce même monarque alla aux fourches patibulaires de Montfaucon voir le corps de Coligni affreusement outragé; et, comme plusieurs seigneurs de sa suite se bouchaient le nez à cause de la mauvaise odeur du cadavre, le roi répéta ces mots de l'empereur Vitellius : « Un ennemi mort sent toujours bon. »

Paris ne fut pas le seul théâtre des massacres[1]; le roi envoya l'ordre de tuer dans tout le royaume tous les calvinistes. Dans beaucoup de villes, cet ordre fut exécuté avec la

[1] Les principales victimes après l'amiral Coligni furent Soubise, Téligni, Crussol, Clermont de Piles, Guerchi, Lavardin, Renel, Berni, Beauvais, qui avait été gouverneur de Henri de Navarre, Louviers, Mortemart, Montaubert, Levasseur de Cogné, Laroche, Colombiers, Valavoire, Pluviant, Rouvrai, Pardaillan, Bourse, Prunai, Monneins, et plus de douze cents autres seigneurs et gentilshommes.

même fureur. Meaux, Orléans, Bourges, Angers, Lyon, Rouen, Castres et Toulouse, virent le sang couler à flots dans leurs murs. Les historiens évaluent à plus de soixante mille le nombre des victimes ainsi égorgées.

Des gouverneurs de provinces et de villes eurent cependant le généreux courage de désobéir à ces commandemens homicides. Le comte de Tende en Provence, Gordes en Dauphiné, Rohan-Chabot en Champagne et en Bourgogne, Saint-Héran en Auvergne, La Guiche à Mâcon, Tannegui le Veneur en Normandie, Sigognes à Dieppe, l'évêque Jean Hennuyer à Lisieux, bravèrent tous les dangers pour rester fidèles à l'honneur et à l'humanité. Le comte d'Orthe, gouverneur de Baïonne, écrivit au roi cette lettre si connue et si admirable : « Sire, j'ai communiqué l'ordre de Votre Majesté à ses fidèles habitans et gens de guerre de la garnison; je n'y ai trouvé que bons citoyens et braves soldats, mais pas un bourreau. C'est pourquoi eux et moi supplions très-humblement Votre Majesté de vouloir bien employer nos bras et nos vies en choses possibles; quelque hasardeuses qu'elles soient, nous y mettrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » Peu de jours après, le vicomte d'Orthe mourut empoisonné. Un fait non moins remarquable peut-être, c'est que le bourreau de Lyon refusa d'égorger les calvinistes qui se trouvaient dans les prisons de cette ville, en disant : « Je ne travaille que judiciairement. »

Pour mettre le comble à cette épouvantable exécution, la cour y imprima, en quelque sorte, le sceau de la religion et des lois. Charles IX, séant en son lit de justice, et alléguant le prétexte d'un complot contre la famille royale, déclara que tout s'était fait par ses ordres. Le parlement eut l'infamie d'approuver la prudence royale, et d'ordonner une procession solennelle pour célébrer l'heureuse délivrance

du royaume [1]. Les temples retentirent d'actions de grâces, et les prêtres proclamèrent que la piété avait armé la justice. On fit à Madrid et à Rome des réjouissances publiques.

Le roi de Navarre et le prince de Condé ne durent la vie qu'aux prières de la reine Elisabeth d'Autriche en leur faveur. « Messe, mort ou Bastille, » leur dit le farouche Charles IX quelques jours après le massacre de Paris. Les princes intimidés abjurèrent le calvinisme [2]. On pourrait compter le chancelier de l'Hôpital parmi les victimes de la Saint-Barthélemi; car ce jour-là le frappa d'une telle horreur, qu'il ne fit plus qu'appeler la mort. Elle vint à lui six mois après [3].

*Quatrième guerre civile.* — Cependant les assassins des calvinistes ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils avaient commis un crime inutile. Le sang de leurs victimes criait vengeance, et armait de nombreux défenseurs. Les protestans, en Angleterre, en Allemagne et en Suisse, s'excitaient à former une croisade contre les implacables ennemis de leurs 1572.

[1] Le parlement de Paris suivit le procès contre la mémoire de Coligni. Il ordonna, par un arrêt, que l'effigie de cet amiral serait traînée sur une claie, et pendue aux fourches patibulaires de Montfaucon; ses enfans furent déclarés *ignobles*, *vilains*, *roturiers*, *intestables*. Le même jour, ce parlement rendit un arrêt de mort contre deux chefs calvinistes qui furent découverts dans l'asile où ils avaient échappé au massacre de la Saint-Barthélemi. Ils furent condamnés à être pendus, et l'exécution s'en fit aux flambeaux.

[2] Daubigné. — De Thou. — Mézerai. — Anquetil. — Lacretelle.

[3] Ce grand homme s'écria en apprenant les détails du massacre de Paris: « Je reconnais les conseils qu'on donnait au roi depuis long temps; il faut mourir quand on n'a pu prévenir de tels malheurs; » et quelque temps après: « Les assassins de l'amiral Coligni s'approchent bien tard de la demeure du chancelier l'Hôpital. » La reine-mère lui envoya un sauf-conduit, et il paraît que, malgré son profond ennui de la vie, il vit avec quelque plaisir que Catherine gardait un peu de reconnaissance de ses services, et qu'elle ne voulait pas ajouter un nouveau crime à ceux qu'elle venait de commettre. L'Hôpital mourut le 13 mars, à la fin de l'année 1572.

frères. La reine Elisabeth équipait des vaisseaux; les protestans d'Allemagne levaient des troupes, qui, cette fois, cédaient moins à la cupidité qu'à l'indignation. Les calvinistes français, qui naguère fuyaient sur toutes les routes, exténués de misère, implorant la pitié de leurs compatriotes, ou la mort, venaient de reprendre les armes, et, dans tous les lieux où ils trouvaient l'appui de quelques vieilles murailles, ils s'y préparaient à une résistance invincible. Trois villes étaient leurs principales places d'armes, Nîmes, Montauban, et surtout La Rochelle. On a vu qu'une bicoque, Sancerre, s'était égalée à ces puissantes cités par la valeur héroïque de ses habitans, qui comptaient encore sur les ressources de leur désespoir.

Le gouvernement, qui craignait que La Rochelle ne se donnât aux Anglais, commença par négocier avec les habitans, comme s'il eût été possible qu'on pût croire à ses promesses. Après cette démarche ridicule, le roi fit marcher vers le pays d'Aunis une armée, imprudemment composée des auteurs des massacres de Paris, et de ceux qui avaient échappé à leurs coups. Le duc d'Anjou, que Charles IX eût désiré voir humilié, en eut le commandement. Ce prince avait un ennemi mortel dans son jeune frère, le duc d'Alençon, qui, malgré des penchans vicieux, détestait hautement des crimes, auxquels il avait eu le bonheur de ne prendre aucune part, et qui avait même osé, en présence de sa mère, Catherine de Médicis, défendre la mémoire de Coligni. Le roi de Navarre et le prince de Condé firent aussi partie de cette expédition, où l'on voulait éprouver la sincérité de leur conversion, et employer leur valeur.

1573. *Siége et capitulation de La Rochelle.* — La Rochelle renfermait des munitions, des vivres, une garnison nombreuse et éprouvée, et des citoyens qui valaient les meilleurs soldats. Le siége fut conduit par les catholiques avec plus

d'impétuosité que de prudence. Le duc d'Anjou prit peu de précautions contre les sorties qui furent fréquentes et meurtrières, et causèrent aux assiégés des dommages considérables. La défense vigoureuse des assiégés rallentit peu à peu les travaux des assiégeans, et refroidit leur courage. Le brave Lanoue était dans la place; par une singularité, que les historiens ne peuvent expliquer, cet habile capitaine s'était d'abord présenté aux Rochellois comme l'envoyé du roi, qui avait voulu vaincre leur défiance, et leur persuader, en choisissant un tel organe, d'accepter une capitulation qui leur laisserait la liberté du culte et quelques priviléges [1]. Les Rochellois conjurèrent un chef aussi vaillant de se donner tout entier à eux, et de les commander dans la défense de leur ville. Lanoue ne se rendit à cette demande qu'après avoir sollicité et obtenu la permission du roi; elle lui fut donnée, sous la condition qu'il engagerait chaque jour les habitans à se soumettre. Il tint parole, et n'en fut pas moins ardent à la défense de la place qui lui était confiée. Il en sortait avec quinze cents hommes pour attaquer une armée vingt fois plus nombreuse; il élevait de nouveaux retranchemens, réparait toutes les brèches, et se montrait l'ingénieur le plus habile, le capitaine le plus intrépide, et négociateur fidèle. On s'aperçut enfin, dans l'armée royale, que sa présence prolongeait la résistance des assiégés. Le duc d'Anjou le somma de sortir d'une ville où il réussissait mieux comme guerrier, que comme médiateur. Lanoue s'empressa de quitter un poste où sa probité était

[1] Lanoue était dans les Pays-Bas, quand il apprit les massacres de Paris. Entouré de traîtres, qu'on avait chargés depuis long-temps de le surveiller, il n'eût pas échappé à la mort, si Charles IX n'eût fait défendre d'attenter à ses jours. Il reçut l'ordre de se rendre auprès du roi, qui montra quelque joie de revoir le seul protestant auquel il eût fait grâce, et jugea à propos de l'employer comme négociateur, pour amener les Rochellois à se soumettre.

en opposition avec ses sentimens. On lui permit de vivre dans la retraite; mais, dégagé d'un inexplicable serment, il sut se montrer ouvertement le vengeur de Coligni [1].

Le départ de Lanoue n'abattit pas le courage des Rochellois; avec la même résistance, ils obtinrent les mêmes avantages, et signalèrent la même inflexibilité dans les négociations que la cour voulut renouveler. Cependant Montgomeri, arrivé au secours de la place avec soixante vaisseaux fournis par l'Angleterre, et d'abord repoussé par une tempête, n'osa point attaquer la flotte royale, protégée par le canon de plusieurs batteries élevées sur le rivage. Ne pouvant faire entrer dans le port de La Rochelle que quelques barques chargées de poudre, il finit par abandonner l'entreprise, se retira sur les côtes de Bretagne, et pilla Belle-Isle. Les Rochellois, malgré ce contre-temps, continuèrent de se défendre avec la même opiniâtreté. L'élection du duc d'Anjou au trône de Pologne fit terminer ce siége qui durait depuis huit mois, pendant lesquels la place avait soutenu neuf assauts et plus de vingt attaques. Après tant et de si grands efforts, le duc d'Anjou, sur les ordres du roi, fit des propositions avantageuses, et les Rochellois acceptèrent une capitulation : ils obtinrent, ainsi que les calvinistes de Nîmes et de Montauban, l'exercice de leur religion dans l'intérieur des maisons, et le roi se borna à leur donner un gouverneur, sans aucune troupe pour tenir garnison.

1573. *Siéges de Sancerre et de Sommières.*—Ce siége mémorable, qui coûta, selon quelques historiens, plus de vingt mille hommes à l'armée royale, fut moins étonnant peut-être que ceux de deux petites villes, Sancerre et Sommières. La première de ces places, déjà connue par sa résistance dans un premier siége, soutint sept mois, avec le seul se-

[1] Lacretelle.

cours de ses habitans, les attaques multipliées d'une armée nombreuse : réduite enfin aux dernières extrémités de la famine, elle ne se rendit qu'à la condition de conserver la liberté de conscience ; elle ne perdit que son administration municipale et ses murailles. Sommières opposa la même résistance à des forces encore plus nombreuses. Elle finit par se rendre au maréchal de Montmorenci-Damville [1].

Après la réception pompeuse des ambassadeurs de Pologne, qui venaient offrir la couronne au duc d'Anjou, le roi pressa le départ de son frère, et le conduisit jusqu'à Vitry, d'où, étant tombé malade, il revint à Paris.

*Nouvelle faction dans l'état, dite des politiques; son alliance avec le parti calviniste.* — Cependant les calvinistes, non découragés par la prise de La Rochelle, gardaient, malgré la quatrième paix qui venait de leur être accordée, leur attitude hostile, et semblaient méditer de grands desseins. La cour, qui leur voyait encore de nombreuses ressources, des chefs puissans, était dans de vives alarmes ; elles étaient fondées. Bientôt ils organisèrent une espèce de gouvernement fédératif dans le midi; Nîmes et Montpellier en étaient les places d'armes : ils adressèrent au roi des requêtes audacieuses pour obtenir un édit plus favorable, garanti par la reine d'Angleterre, les princes protestans d'Allemagne et les cantons calvinistes de la Suisse. Une assemblée, tenue 1573-1574.

[1] Affligé de contribuer aux succès d'hommes qui ne pardonnaient jamais, et d'avoir à réduire dans la ville de Sommières des réfugiés, qui, pour la plupart, avaient dû la vie à leurs soins compatissans, le maréchal Damville disait à son beau-frère le comte de Foix-Candale : « qu'auraient fait nos aïeux dans de telles circonstances ? — Nos aïeux n'ont pas vu de tels crimes, répondit Candale : je ne connais qu'un salut pour nous, c'est de nous hâter de mourir les armes à la main. » Le lendemain de cet entretien, Candale courut à la brèche et s'y fit tuer. Damville, en ménageant les habitans de Sommières, se rendit encore plus suspect à la cour; mais elle n'osait plus punir les torts de ce genre. (Lacretelle.)

à Milhaud, en Rouergue, régla définitivement la confédération des églises réformées. Bien fortifiés dans leurs postes du Languedoc, du Querci, du Rouergue, du Vivarais et du Dauphiné, les religionnaires bravaient les mesures prises contre eux; ils étaient appuyés par une nouvelle faction formée parmi les catholiques, et appelée *des politiques et des mécontens*, qui prenait pour prétexte la réforme des abus toujours croissans, et surtout l'abaissement des Guise, dont le crédit à la cour était toujours le même. Le chef de cette faction était le duc d'Alençon, frère du roi et du duc d'Anjou, esprit faible et borné, mais inquiet, jaloux, ne désepérant pas de disputer le trône, après la mort de Charles IX, au duc d'Anjou, auquel il ne serait peut-être pas facile de quitter la couronne de Pologne pour venir régner en France; on y voyait figurer également le roi de Navarre, le prince de Condé, les Montmorenci, les ducs de Biron et de Cossé.

1574. *Le roi de Navarre et le duc d'Alençon sont arrêtés.* — Le roi de Navarre et le duc d'Alençon avaient concerté ensemble les moyens de se soustraire à leurs ennemis communs. Le parti calviniste devait les aider dans cette entreprise, que l'irrésolution du duc fit échouer [1]. Catherine de Médicis fit arrêter ces deux princes, ainsi que les maréchaux de Montmorenci et de Cossé.

Dans le même temps, les protestans, qui avaient déjà commencé les hostilités sur quelques points, s'emparèrent de plusieurs places avantageuses en Saintonge et en Poitou.

[1] Le duc d'Alençon dénonça lui-même le complot à Catherine de Médicis, en livrant le roi de Navarre à la vengeance de la femme la plus impitoyable. Deux gentilshommes, Lamole et Coconas, favoris du duc, furent les seules victimes sacrifiées en cette occasion. Le premier avait, dit-on, une intrigue criminelle avec la reine Marguerite, femme de Charles IX.

Montgomeri, débarqué en Normandie, s'avança dans le pays, et y prit plusieurs villes, entre autres Saint-Lô et Carentan. Le gouvernement envoya des troupes dans cette province, ainsi qu'en Poitou, en Saintonge, en Languedoc et en Dauphiné. Montgomeri, assiégé dans Saint-Lô, où il manquait de fourrage, confia la défense de cette place à un de ses officiers, s'ouvrit un passage à travers les troupes royales, et se jeta dans Domfront. Il y fut bientôt cerné; quoiqu'il n'eût avec lui que quelques gentilshommes et quatre-vingt-dix arquebusiers, il fit des sorties vigoureuses, et soutint un assaut de cinq heures, qui lui enleva les plus braves soldats. Réduit à seize hommes, qui refusèrent de mourir comme lui les armes à la main, il se rendit prisonnier, avec assurance de la vie [1].

*Mort de Charles* IX. — Cependant la maladie dont le roi avait ressenti les premières atteintes à Vitry, prenait de jour en jour un caractère plus grave. Sa poitrine était particulièrement affectée; mais son sang coulait par tous les pores : d'affreux souvenirs assiégeaient sa pensée. Dans un lit toujours baigné de sang et qu'il ne pouvait plus quitter, il ne trouvait quelque soulagement que dans les entretiens qu'il avait avec sa nourrice, dont il recevait les soins assidus. « Ah ! ma mie, lui disait-il, que j'ai suivi un méchant conseil ! Mon Dieu, pardonne-le moi, fais-moi grâce. Je ne sais où j'en suis. Que faire ? Je le sens bien, je suis perdu [2]. » Sentant sa fin prochaine, il fit son testament, par lequel il déclarait sa mère régente du royaume, jusqu'à l'arrivée de son frère et son successeur, Henri, roi de Pologne; et ayant donné l'ordre qu'on fît venir le roi de Navarre [3], il lui tendit 1574.

[1] Mézerai.

[2] *Journal de l'Estoile.*

[3] Charles IX avait d'abord donné l'ordre qu'on fit venir son frère. Le duc d'Alençon arrive, le roi le regarde d'un œil farouche : « Ce n'est pas

la main, l'embrassa, et lui recommanda sa femme et sa fille. Il expira peu de temps après cet entretien [1]. Il était dans la vingt-cinquième année de son âge, et dans la quinzième du règne le plus désastreux de l'histoire de France. « Sa mort, dit Voltaire, passa, dans l'esprit du peuple et surtout des protestans, pour l'effet de la vengeance divine [2]. Opinion utile, si elle pouvait arrêter les attentats de ceux qui sont assez puissans et assez malheureux pour n'être pas soumis au frein des lois. »

Tous les courtisans abandonnèrent le convoi du roi défunt aux portes de Paris, et il ne resta pour l'accompagner à Saint-Denis que cinq gentilshommes de la chambre, au nombre desquels se trouvait l'historien Brantôme et quelques archers de la garde.

mon frère, dit-il, faites venir mon frère le roi de Navarre. » La reine envoie chercher ce prince, qui s'attendait à la scène la plus terrible. C'était dans un semblable appareil qu'il avait été mandé auprès de Charles pendant qu'on égorgeait les protestans. Le roi le voit à peine, qu'il lui tend la main; Henri de Bourbon se met à genoux devant le lit: « Mon frère, dit Charles, après avoir embrassé son beau-frère, vous perdez un bon maître, un bon ami; je sais que vous n'êtes pas du dernier trouble qui est survenu: si j'en eusse voulu croire ce qu'on m'a dit, vous ne seriez plus au monde. Je vous ai toujours aimé, et j'ai tant de confiance en vous, que je vous recommande ma femme et ma fille; ayez en soin, et Dieu vous gardera; mais ne vous fiez pas........ » Catherine de Médicis l'interrompit: « Monsieur, il ne faut pas dire ces choses-là. — Madame, reprit Charles, je ne dis que la vérité. Croyez-moi, mon frère, ajouta-t-il, et aimez-moi. Assistez ma femme et ma fille, et priez Dieu pour mon ame; adieu, mon frère, adieu. » (Favin, *Hist. de Navarre*. — Désormeaux.)

[1] Favin. — Désormeaux.

[2] On crut long-temps en France, même à la cour, que Charles IX était mort empoisonné. Le maréchal de Bassompierre raconte dans ses Mémoires, qu'ayant remontré au jeune roi Louis XIII, qui aimait à donner du cor, que cet exercice lui desséchait le poumon, et pourrait lui causer la mort comme à Charles IX: « Bon, répondit le roi, sachez que Charles n'est mort que pour avoir dîné chez Gondi, la créature de Catherine de Médicis, immédiatement après une querelle qu'il eut avec sa mère. »

Une remarque bien singulière à faire, c'est que ce fut au milieu de tous les vices, de tous les crimes, de la superstition, de la méchanceté et de la débauche, enfin de tous les désordres et barbaries de ce règne, que furent rendues les lois les plus sages, les ordonnances les plus salutaires à l'ordre public, qui eussent été publiées jusqu'à cette époque. On en fut redevable au chancelier l'Hôpital, « qui, dit un historien, faisait l'honneur à la raison et à la justice de penser qu'elles étaient plus fortes que les armes mêmes, et que leur sainte majesté avait des droits imprescriptibles sur le cœur des hommes, quand on savait les faire valoir [1]. »

Nous avons dit que Charles IX refusa de donner un successeur au connétable Anne de Montmorenci. Cette dignité resta vacante jusque sous Henri IV, qui en revêtit le maréchal Damville, Henri de Montmorenci. François II avait ajouté, par extraordinaire, un cinquième maréchal aux quatre qui existaient sous son père, Henri II; Charles IX en porta le nombre à sept, et Henri III, à son retour de Pologne, en créa encore deux autres. Il y avait quatre colonels-généraux, celui de l'infanterie, deux de la cavalerie, et un pour les Suisses. Cette dernière charge, qui auparavant n'était qu'une simple commission, fut érigée en titre d'office, par une ordonnance de 1573. Renzo de Céré fut nommé également sous ce règne, en récompense de ses longs et brillans services, sur-intendant des fortifications, charge établie pour la première fois, et créée en faveur de ce vieux guerrier.

La garde du roi, jusqu'alors composée de compagnies de gentilshommes et d'une compagnie de Cent-Suisses, instituée sous Charles VIII, fut augmentée d'un régiment d'infanterie; créé en 1563, cassé en 1573 par Charles IX, et

[1] Le président Hénault.

remis sur pied par Henri III dans les commencemens de son règne. Le régiment des Gardes-Suisses ne fut formé que sous Louis XIII, en 1616.

Les corps d'infanterie avaient pris, sous Henri II, la dénomination de *régiment*, comme on le voit par les mémoires de Montluc [1]. Les quatre plus anciens, qu'on appelait les vieux corps ou vieilles bandes, étaient les régimens de Picardie, Piémont, Champagne et Navarre. Les nouveaux portaient le nom de leurs colonels. La force des uns et des autres variait depuis mille jusqu'à quatre mille, et même cinq à six mille hommes.

Les troupes à cheval étaient, comme sous les règnes précédens, formées de compagnies légères et de compagnies d'hommes d'armes.

Les progrès de l'artillerie allaient toujours croissans.

[1] Cette dénomination se trouve employée plusieurs fois dans ces Mémoires. « Je ferai marcher quatre charrettes de vin de marchands volontaires qui seront à notre *régiment*...... Je marcherai droit à mon *régiment*..... Il n'y avait personne pour commander *les régimens*, etc. »

(*Comment. de Montluc.*, liv. 4.)

# CHAPITRE III.

Henri III quitte la Pologne pour prendre possession du trône de France. Supplice du comte de Montgomeri. Début du nouveau roi; siége de Livron. Mœurs d'Henri III; son couronnement et son mariage. Confédération de Nîmes; la guerre civile recommence. Evasion du duc d'Alençon; défaite d'un corps auxiliaire allemand. Le prince de Condé rentre en France à la tête d'un corps de troupes étrangères. Le roi de Navarre se met à la tête des calvinistes; paix d'Etigni. Naissance de la ligue. Assemblée des états à Blois. Contre-ligue des protestans. Négociations entre la cour et les calvinistes; succès variés des deux partis; paix de Bergerac. Nouvelle guerre dite *des amoureux*. Siége et prise de Cahors par les calvinistes. Voyages du prince de Condé. Siége et prise de La Fère par les catholiques. Paix de Fleix. François duc d'Alençon et d'Anjou, échoue dans son entreprise des Pays-Bas; sa mort. Intrigues ambitieuses du duc de Guise. Manifeste du cardinal de Bourbon, qui se déclare premier prince du sang. Les ligueurs prennent les armes; paix de Nemours. Guerre dite des *trois Henri*. Mort de la reine Marie Stuart. Faction des Seize; elle échoue dans ses projets; le duc de Mayenne quitte Paris. Une nouvelle armée étrangère s'avance au secours des calvinistes. Bataille de Coutras. Le roi de Navarre, victorieux, propose la paix. L'armée étrangère pénètre en France. Combat de Vimori. Les Suisses veulent se séparer des troupes allemandes. Bataille d'Auneau. Capitulation des troupes étrangères; elles obtiennent de retourner dans leur pays. Henri III est mal accueilli dans Paris. Menées du duc de Guise; il vient à Paris malgré les ordres du roi. Journée des barricades. Négociations entre la cour et les ligueurs; le roi s'échappe de Paris. Traité d'union entre le roi et la ligue. Nouvelle assemblée des états à Blois; le traité d'union est proclamé loi fondamentale de l'état. Le duc de Savoie enlève le marquisat de Saluces au roi de France. Le roi fait assassiner le duc de Guise. Consternation des ligueurs, dont Henri III ne sait pas profiter. Mort de Catherine de Médicis. Le duc de Mayenne chef de la ligue. Henri III se rapproche du roi de Navarre; entrevue de ces deux princes. Les ligueurs tentent d'enlever Henri III à Tours. L'armée royale et celle des calvinistes réunies s'avan-

cent sur Paris ; commencement du siége de cette capitale. Henri III est assassiné par un moine ; mort de ce monarque, après avoir déclaré le roi de Navarre son successeur.

A peine Henri, duc d'Anjou, eut-il appris la mort de son frère, qu'il quitta furtivement la Pologne, où il régnait paisiblement, pour accourir prendre possession du trône de France, où l'attendaient de grands malheurs et une mort funeste. C'est en vain que, dans son trajet de Cracovie en France, l'empereur Maximilien II, les Vénitiens, quelques bons Français, tels que Damville, Pibrac, Bellegarde, lui conseillèrent, pour rétablir le calme, d'user de douceur envers les calvinistes et tous les mécontens, de ne négliger aucun moyen d'éteindre la guerre civile, le fils bien-aimé de Catherine de Médicis devait préférer aux conseils de la sagesse et de la prudence ceux de ses favoris; et, loin de rendre la paix à sa patrie, il allait la replonger dans un nouvel abyme de calamités.

*Supplice du comte de Montgomeri.* — Cependant la reine-mère avait été déclarée régente dès le lendemain de la mort de Charles IX [1]. Elle signala les premiers jours de son gouvernement par le supplice du comte de Montgomeri, fait prisonnier à Domfront, comme nous l'avons rapporté dans le chapitre précédent. Il fut condamné à être décapité comme criminel de lèse-majesté [2], et mourut avec un grand calme, en déclarant qu'il n'avait jamais trahi son prince, qu'il ne se reprochait aucune offense contre personne.

[1] Sa première démarche, dès que son fils eut fermé les yeux, fut de publier cette déclaration remarquable : « La reine Catherine a bien voulu accepter la régence, aux instantes prières du duc d'Alençon, du roi de Navarre, du cardinal de Bourbon et des présidens et conseillers à ce députés. » (DE THOU.)

[2] On sait qu'il avait eu le malheur, quinze ans auparavant, de tuer le roi Henri II dans un tournoi; cet accident le conduisit à l'échafaud,

*Début de Henri* III ; *siége de Livron.* — Catherine de Médicis vint à Avignon au-devant du nouveau monarque; elle était accompagnée du duc d'Alençon et du roi de Navarre, auxquels Henri III pardonna. Ceux qui ne connaissaient point la politique de la reine-mère pouvaient croire que le nouveau roi, déjà célèbre par les victoires de Jarnac et de Moncontour, allait prendre lui-même le commandement de ses armées, et consommer la ruine des calvinistes; mais, livré aux pratiques ridicules de la superstition [1], au plaisir et à la mollesse, il chargea quelques-uns de ses courtisans du soin de continuer la guerre. Le duc d'Usès fut envoyé en Languedoc, Bellegarde en Dauphiné; le duc de Montpensier eut ordre d'agir en Poitou, et Montluc en Guyenne. La résistance des protestans vainquit presque partout les efforts des troupes royales; le prince de Condé et le maréchal Damville s'étaient déclarés les chefs du parti. De toutes les places attaquées, il n'y eut que celle de Lusignan, en Poitou, qui se rendit au duc de Montpensier, après trois mois d'une défense vigoureuse. Damville gagna en Languedoc une partie des troupes royales, reçut des secours en argent du duc de Savoie, et se rendit si redoutable, qu'il prit, sous les yeux du duc d'Usès, qui n'osa l'en empêcher, Aigues-Mortes et plusieurs autres petites places. Henri III n'inspirait plus la terreur de ses premiers exploits militaires. En se rendant d'Avignon à Lyon, il passa devant 1574.

chargé de tous les maux que cette mort causa à la France, plutôt que de ses propres crimes; car, pour celui de lèse-majeté dont on l'accusait, il ne pouvait être recherché après les édits déjà donnés, et surtout après la dernière amnistie; mais il fallut accorder cette satisfaction à la passion de la régente, qui voulait, à quelque prix que ce fût, la mort d'un homme qui lui avait enlevé le roi son époux. (DE THOU.)

[1] Il se fit recevoir dans la confrérie des pénitens d'Avignon, parcourut nuit et jour, en procession, les rues de cette ville, et devint un objet de scandale.

la petite ville de Livron, dont les habitans étaient presque tous calvinistes. Le maréchal de Bellegarde en avait déjà commencé le siége; le roi voulut par sa présence hâter les opérations, mais les assiégés l'accueillirent avec insulte: « Venez, disaient-ils aux troupes royales qui se préparaient à livrer l'assaut sous les yeux de leur maître, venez, assassins, vous ne nous trouverez pas endormis comme monsieur l'amiral et tant de braves gens que vous avez égorgés dans leur lit; qu'ils approchent ces beaux mignons avec leurs goderons, leur musc et leurs dentelles, ils apprendront qu'il n'est pas si aisé qu'ils pensent de ravir l'honneur de nos femmes, ni de faire ici les villenies qu'ils ont accoutumé de souffrir [1]. » Les effets répondirent à ces paroles audacieuses, le maréchal de Bellegarde fut contraint d'abandonner le siége.

*Mœurs du nouveau roi.* — Henri III était entouré de jeunes favoris, qu'on appelait ses *mignons*, dont le crédit puissant devait causer la honte de ses armes et tout le désordre de son administration. Bientôt ce qu'il y avait d'hommes sages à la cour abandonna le conseil, et les guerriers expérimentés s'éloignèrent de l'armée; le roi ne témoigna aucun dépit de ces retraites, qui lui donnaient plus de liberté dans ses plaisirs et plus d'emplois pour ses mignons. Il couvrit avec eux l'infamie de ses débauches par la pratique bizarre des plus ignobles superstitions; mais ces grimaces de piété catholique augmentaient le scandale de ses mœurs [2].

1574. *Couronnement et mariage de Henri* III. — Dès le lendemain de son couronnement, qui eut lieu à Reims, Henri épousa la nièce du duc de Lorraine, Louise de Vaudemont. Ce mariage rendit aux Guise tout le crédit dont ils avaient joui sous les règnes précédens; et dès-lors le duc Henri,

[1] Mézerai.

[2] Daubigné. — Mézerai.

chef de cette Maison, conçut le projet de reléguer le nouveau roi dans un cloître, et de s'asseoir sur le trône de France. Le cardinal de Lorraine, qui eût pu aider son neveu dans cette entreprise audacieuse, était mort à Avignon, pour avoir voulu, en adroit courtisan, accompagner le roi dans les processions des pénitens, avec les jambes et les pieds nus, malgré la fraîcheur de la nuit.

*Confédération de Nîmes; la guerre civile recommence.* 1575.
— Pendant que Henri III s'occupait des fêtes brillantes de son mariage, la réunion des protestans à la faction des politiques lui préparait de nouvelles disgrâces. Les confédérés mirent la dernière main à ce qu'ils avaient déjà commencé vers la fin du dernier règne. Assemblés à Nîmes, ils signèrent un traité qui établissait entre eux une nouvelle ligue, une espèce de république, séparée de l'état, quoiqu'elle y fût renfermée, qui devait avoir ses lois particulières pour la religion, la justice, le commerce, les finances et l'organisation militaire. Les succès déjà obtenus par cette ligue causaient de vives alarmes à la cour : fâché alors d'avoir préféré la guerre à la paix, le roi fit aux confédérés des propositions avantageuses; mais ceux-ci, connaissant la faiblesse du gouvernement et leur force, élevèrent leurs prétentions. Les hostilités continuèrent avec un succès varié en Provence, en Languedoc, en Guyenne, en Saintonge, en Poitou et en Normandie. Le Dauphiné devint le théâtre des opérations les plus sérieuses. Les troupes royales, commandées par de Gordes, firent lever le siége du château de Châtillon au chef des calvinistes dauphinois, Montbrun. Celui-ci se vengea, deux jours après, de cet échec, par un avantage brillant; il attaqua de Gordes, défit son arrière-garde, et lui fit cinq à six cents prisonniers. Ce succès lui donnant l'espoir d'un plus grand triomphe, il engagea bientôt un nouveau combat; mais il eut le malheur d'y être fait prisonnier. Le roi or-

donna au parlement de Grenoble d'instruire le procès de ce chef rebelle; il fut condamné à perdre la tête sur l'échafaud [1].

1575. *Evasion du duc d'Alençon; défaite d'un corps allemand auxiliaire.* — L'exécution de Montbrun décida les confédérés à rompre les négociations entamées avec les députés du roi. La fuite du duc d'Alençon augmenta les alarmes de la cour. Le prince se rendit à Dreux, ville de son apanage, et y fut bientôt entouré d'une foule de mécontens. Il publia un manifeste plein de protestations de fidélité au roi son frère, de plaintes contre les favoris, de promesses aux grands et au peuple. Passant ensuite en Poitou, il eut bientôt sous ses ordres une armée que lui formèrent les confédérés, et à laquelle les troupes allemandes se réunirent. Montmorenci-Thoré, frère de Damville, fut détaché avec un corps de deux mille reîtres pour aller au-devant du prince Casimir, fils de l'électeur palatin, qui amenait en France un renfort considérable.

Le duc de Guise, gouverneur de Champagne, à la tête de dix mille hommes de pied et de trois mille chevaux, ayant sous ses ordres Armand de Biron et Philippe Strozzi, marcha pour combattre ces troupes réunies. Les ayant rencontrées près de Langres, il les attaqua avec fureur. L'action fut sanglante : Thoré se battit avec le courage du désespoir; mais les catholiques remportèrent la victoire; la défaite du corps allemand fut complète. Toutefois Casimir, avec quelques débris, réusssit à joindre en Touraine l'armée des confédérés [2].

1575. *Trève de Champigni.* — La reine-mère avait résolu d'enlever à tout prix le duc d'Alençon aux rebelles. Elle fit sortir de la Bastille les maréchaux François de Montmorenci et

[1] Montbrun avait osé dire tout haut : « Henri m'écrit comme roi et comme si je devais le reconnaître! Je veux qu'il sache que cela serait bon en temps de paix; mais, en temps de guerre, lorsqu'on a le bras armé et le cul sur la selle, tout le monde est compagnon. » (L'abbé MILLOT.)

[2] Mézerai.

de Cossé, et les chargea d'aller trouver le duc pour l'engager à rentrer dans le devoir. Les deux négociateurs, malgré tous leurs efforts, ne purent obtenir qu'une trève de six mois, encore toute à l'avantage des confédérés. Par le traité conclu à Champigni, le roi s'obligeait à payer soixante mille écus aux troupes allemandes, à livrer au parti rebelle Angoulême, Niort, La Charité, Bourges, Saumur et Mézières, sous la condition, il est vrai, de rendre ces six places de sûreté à l'expiration de la trève; il s'engageait en outre à augmenter l'apanage du duc d'Alençon, et à lui fournir une garde composée de Suisses, d'arquebusiers et de gendarmes.

*Le prince de Condé rentre en France avec un corps de troupes étrangères.* — Cette trève ne suspendit pas les hostilités. Les gouverneurs de Bourges et d'Angoulême refusèrent d'ouvrir les portes de ces deux places aux confédérés; le roi offrit en échange Cognac et Saint-Jean d'Angély. Mézières ne fut pas livrée, et pendant que la cour levait de son côté des troupes étrangères, Casimir, accompagné du prince de Condé, entrait en Champagne, traversait la Bourgogne, passait la Loire et l'Allier, et se joignait à Moulins au duc d'Alençon, dont l'armée s'élevait à trente mille combattans. Le duc de Mayenne, à la tête d'un détachement de troupes royales, avait suivi la marche du nouveau renfort allemand, et, par d'habiles manœuvres, évitant de s'engager, avait sauvé toutes les places qui se trouvaient sur le passage de cette colonne ennemie. 1575.

*Le roi de Navarre à la tête des calvinistes; paix d'Etigny.* — Cependant le roi de Navarre, qui, selon d'Aubigné, jouait le rôle de Brutus à la cour de Tarquin, et cachait, sous les dehors d'une indolence politique, cette étonnante activité qui devait le faire parvenir un jour, à travers tant d'obstacles, à la couronne de France; le roi de Navarre, disons-nous, trompant la surveillance des espions attachés 1576.

à toutes ses démarches, s'échappa de la cour. Arrivé en Guyenne, il se hâta de rétracter l'abjuration qu'on lui avait arrachée sous le dernier règne. La reine-mère, redoutant l'effet qu'allait produire la présence de ce nouveau chef au milieu des confédérés, décida le roi aux plus grands sacrifices pour obtenir la paix : elle fut signée à Etigny, près Sens; les conditions en furent presque toutes à l'avantage des calvinistes; le roi, par un édit, leur accorda l'entière liberté du culte, des chambres mi-parties des deux cultes dans les huit parlemens du royaume, et huit places de sûreté. Le maréchal Damville fut rétabli dans ses charges; le prince de Condé eut le gouvernement de Picardie; l'apanage du duc d'Alençon fut augmenté des duchés de Berri, d'Anjou et de Touraine, et ce prince, qui prit le titre de duc d'Anjou, obtint en outre une pension de cent mille écus [1].

Ces concessions étaient trop fortes pour qu'on pût espérer que la masse des catholiques les ratifierait. En effet, ceux-ci ne virent dans le nouveau traité que l'avilissement de l'autorité royale et le triomphe des hérétiques. De leur côté, les calvinistes n'étaient point sans méfiance sur la sincérité d'une cour corrompue. Le roi de Navarre restait en Guyenne sur le qui vive, le prince de Condé dans les environs de La Rochelle; le prince Casimir attendait sur les frontières de Champagne l'acquittement total des sommes que le roi s'était engagé à lui payer.

1577. *Naissance de la ligue.*—L'indignation et le zèle des catholiques, l'ambition des Guise donnèrent bientôt naissance à la *ligue sainte*. On appela ainsi une nouvelle confédération, dont le motif ou le prétexte était de défendre la religion romaine, le roi et l'état, mais dont les résultats furent le bouleversement du royaume, l'assassinat du roi et le déshonneur de l'église. Le cardinal de Lorraine en avait conçu le plan

[1] Mézerai.

avant sa mort, s'il faut en croire l'historien Mézerai. Les Guise, réunis à un grand nombre de seigneurs, liés secrètement avec le roi d'Espagne, développèrent ce plan et le mirent à exécution. Ils dressèrent un acte d'association et une formule de serment que devaient signer tous ceux qui entraient dans la ligue [1].

[1] Voici cet acte et cette formule de serment :

« Au nom de la très-sainte Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit, notre seul vrai Dieu, auquel soit gloire et honneur. L'association des princes, seigneurs, etc., doit être faite pour établir la loi de Dieu en son entier, et le faire servir selon le culte et la croyance de l'église romaine; pour conserver le roi Henri III et ses successeurs en l'autorité et obéissance qui lui sont dues, et pour restituer aux provinces et trois états du royaume leurs droits, prééminences et libertés, telles qu'elles étaient du temps *du roi Clovis*. Les associés seront obligés d'employer leurs biens et leurs personnes pour faire exécuter ces trois points, châtieront ceux qui voudront s'y opposer, et vengeront, *par voie de justice ou d'armes*, ceux qui auraient molesté ou oppressé le moindre des leurs. Si quelqu'un, après avoir prêté le serment, se retire de l'association, ils le poursuivront en ses corps et biens, ainsi qu'ils aviseront, comme ennemis de Dieu, rebelle et perturbateur du repos public, jureront la haine des contredisans, *sans exception, ni acception, et promettront toute obéissance et soumission au chef qui sera choisi; de l'autorité et ordonnance duquel seront punis ceux qui différeront de s'acquitter de leur devoir*. Tous les bons catholiques des villes et villages seront avertis et sommés *secrètement*, par les gouverneurs particuliers, d'entrer dans cette association, et d'y fournir armes et argent, selon leurs facultés. Ceux qui refuseront d'y entrer seront réputés pour ennemis. Si l'association est poursuivie envers les autres villes, ou par elles demandée, elle se fera en la même forme et aux mêmes conditions que la présente.

*Formule du serment.*

« Je jure Dieu le créateur, touchant cet évangile et sur peine d'anathème et de damnation éternelle, que je suis entré justement, loyalement et sincèrement dans cette association catholique, selon la forme du traité qui vient de m'être lu, soit pour y commander, soit pour y obéir, et promets, sur ma vie et sur mon honneur, de m'y conserver jusqu'à la dernière goutte de mon sang, sans y contrevenir ni m'en retirer, pour quelque mandement, prétexte, excuse, ni occasion que ce soit. »

1577. *Etats de Blois.* — Henri, duc de Guise, se chargea de former et de diriger cette association, sans paraître d'abord en être le chef; elle fit des progrès rapides; les calvinistes furent insultés dans tous les endroits où ils n'étaient pas en force; et la cour, malgré l'édit de pacification, ne prit aucune mesure pour réprimer ces violences : ne pouvant, ou n'osant contrebalancer un parti par l'autre, elle se déclara ouvertement, dans l'assemblée des états convoqués à Blois, contre celui de ces partis qu'elle espérait le plus d'accabler; l'édit accordé aux protestans fut révoqué. C'était peu de leur fournir un nouveau prétexte de guerre; le roi, par une politique difficile à expliquer, se déclara le chef de la ligue, se mit à la tête d'une faction formée contre lui-même. Le duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou, se déclara également contre l'édit de pacification, et signa l'acte d'association.

1577. *Contre-ligue des protestans.* — Malgré l'ardeur guerrière des états entièrement dévoués aux intérêts de la ligue, le roi voulut, avant de commencer les hostilités, sonder les dernières dispositions des princes et des seigneurs du parti opposé. Damville, chef du parti politique en Languedoc, le roi de Navarre et le prince de Condé, à la tête des calvinistes, pensaient à détourner l'orage qui se formait à Blois; et, bien décidés à ne pas reconnaître l'autorité des états qui n'annonçaient que des intentions funestes, ils réunissaient les moyens d'en braver impunément les décrets. Ils crurent devoir, par prudence, s'emparer des places qui pouvaient protéger leurs opérations futures, et recourir à une contre-ligue, ou nouvelle alliance avec l'Angleterre, le Danemarck, la Suède et les états protestans d'Allemagne. Ils étaient occupés de ces soins, quand une députation des états vint leur faire des propositions d'arrangement. Le roi de Navarre répondit : « Je suis sensible comme vous, messieurs, aux douceurs de la paix, mais je ne l'acheterai jamais aux dé-

pens de la conscience et de l'honneur. Rapportez à l'assemblée que j'ai toujours prié et que je prie encore le Seigneur de me faire connaître la vérité; que si je suis dans la bonne voie, Dieu m'y soutienne, sinon qu'il m'ouvre les yeux, et je suis prêt non-seulement à abjurer l'erreur, mais encore à employer mes biens et ma vie pour chasser l'hérésie du royaume et de tout l'univers, s'il est possible. » Le prince de Condé et Damville déclarèrent de leur côté qu'ils ne demandaient que la paix et le maintien des paroles données, au moyen de quoi ils resteraient tranquilles; que, du reste, ils ne reconnaissaient point la juridiction des états, et qu'ils protestaient contre toutes les résolutions qui seraient prises dans cette assemblée à leur préjudice [1].

*Négociations entre la cour et les calvinistes.* — La cour manquait d'argent pour assurer le succès de ses armes. Les 1577.
états ne s'empressaient point de voter des subsides; on se borna, après bien des débats orageux, à de vaines propositions. La ligue n'était pas assez puissante pour forcer le roi à la guerre, le roi pas assez absolu pour prononcer la paix. Dans le conseil, comme dans l'assemblée des états, les opinions furent partagées; les uns conseillèrent les voies de douceur, les autres la violence : enfin, on préféra encore la voie des négociations à celle des armes. Toutefois, pour appuyer ses négociateurs, le roi mit sur pied deux armées, l'une commandée par le duc d'Anjou (d'Alençon), et l'autre par le duc de Mayenne.

Damville, séduit par les offres de la cour, abandonna ses alliés, et tourna même ses armes contre eux : ainsi la ligue obtint un premier succès par la rupture de l'alliance entre les protestans et les politiques. Le roi de Navarre et le prince de Condé, qui ne pouvaient pas plus être gagnés par les

[1] Mézerai, — Le Père Maimbourg, *Histoire de la ligue*. — Garnier. — Anquetil.

promesses qu'effrayés par les revers, résolurent de soutenir tout l'effort des ligueurs.

1577. *Succès variés des deux partis; paix de Bergerac.* — Les deux armées royales entrèrent en campagne. Le duc d'Anjou vint mettre le siége devant la Charité-sur-Loire; les travaux furent poussés avec tant d'activité, les attaques furent si multipliées et si vigoureuses, que la garnison calviniste, malgré son courage, fut forcée d'ouvrir les portes de la place. Le duc de Guise attaqua la ville d'Issoire, en Auvergne. Cette place, après avoir résisté avec gloire et repoussé un assaut furieux, réduite aux dernières extrémités, se rendit aux troupes royales. Le duc de Mayenne fit lever le siége de Saintes au prince de Condé, et prit Tonnai-Charente, Marans et Brouage. Le roi de Navarre, de son côté, s'empara de La Réole. Enfin, faute d'argent ou crainte des troupes étrangères qui s'ébranlaient pour venir au secours des protestans, la cour, continuant la guerre avec moins d'ardeur et moins de succès, renouvela les négociations. Une trève arrêta d'abord les hostilités, et ensuite la paix fut signée par le roi de France à Poitiers, et par le roi de Navarre à Bergerac [1].

Henri III, avec un tout autre caractère, de la fermeté, de la modération et de la justice, eût étouffé la guerre civile, et l'exécution loyale, entière de l'édit de Poitiers, eût pour toujours enchaîné les factions; mais un monarque qui n'inspirait ni estime, ni confiance, qui oubliait ses devoirs au sein

[1] C'était un nouvel édit de pacification, conforme en plusieurs points au dernier : Henri III accordait de nouvelles places de sûreté aux calvinistes, « en attendant, disait-il, qu'il ait plu à Dieu de lui faire la grâce, par le moyen d'un bon, libre et légitime concile, de réunir tous ses sujets à l'église catholique. » L'édit annule *toutes ligues, associations faites et à faire* contre les points qu'il renferme. Le massacre de la Saint-Barthélemi y est mentionné en ces termes: *Désordres et excès du 24 août et jours suivans, avenus à notre très-grand regret et déplaisir.* (*Histoire de la ligue.*)

de plaisirs honteux, qui prodiguait les ressources de l'état à d'infâmes favoris, pouvait-il concevoir la pensée d'une telle entreprise ? Méprisé des catholiques, il maintenait dans une continuelle inquiétude les calvinistes, qui se rappelaient la prompte rupture du premier traité [1].

*Nouvelle guerre dite des amoureux.* — Le roi de Navarre n'avait rien réformé de ses mesures défensives, et se trouvait toujours en état de repousser une agression nouvelle. Cette précaution ne fut pas inutile; car la guerre ne tarda pas à se rallumer : on l'appela *guerre des amoureux*, parce qu'elle fut en partie causée par des intrigues galantes [2]. Mais le principal prétexte était la reddition, demandée par le roi de France, des places occupées militairement par les calvinistes. Le duc d'Anjou, qui croyait cette guerre nécessaire à l'exécution des desseins qu'il avait formés sur les Pays-Bas, écrivit de son côté au roi de Navarre de se mettre en campagne, lui promettant ou le succès ou une paix avantageuse. 1580.

[1] Les troubles continuèrent en Guyenne, malgré l'édit de Poitiers.

[2] Henri III, à l'instigation de sa mère, avait écrit au roi de Navarre que la reine Marguerite de Valois entretenait un commerce scandaleux avec le jeune vicomte de Turenne. Henri de Bourbon montra cette lettre à sa femme et au vicomte, leur témoignant par là qu'il ne soupçonnait aucunement leur fidélité. Or, comme il n'est rien de plus ingénieux et de plus chaud pour la vengeance que l'esprit d'une femme offensée, Marguerite, furieusement piquée du tour que le roi son frère lui avait voulu faire, s'efforça de lui rendre la pareille, et employa tous ses artifices à rebrouiller les choses; pour cet effet, se servant des mêmes moyens qu'elle avait vu pratiquer autrefois à sa mère (Catherine de Médicis), elle instruisit les dames de sa suite et ses filles à donner dans les yeux de ceux qui avaient crédit près de son mari, si bien qu'elle les enveloppa presque tous dans ces doux filets, et Henri lui-même se prit des premiers aux appas d'une des filles qu'on nommait Fosseuse, de la Maison de Montmorenci, et qui, étant toute jeune et innocente, suivait ponctuellement les leçons de sa maîtresse; mais depuis elle les outrepassa. Les courages étant ainsi piqués à la cour de Navarre par les rapports astucieux et par les rusées caresses de ces femmes, survien-

1580. *Siége et prise de Cahors par les calvinistes.* — Le roi de Navarre reprit les armes, et débuta par le siége de Cahors. Cette place, entourée par la rivière du Lot, était défendue par une garnison de deux mille hommes, sans y comprendre la bourgeoisie armée. Avant de commencer les opérations, Henri de Bourbon assembla ses principaux officiers; comme ils lui représentaient les dangers du siége : « Oui, sans doute, dit le roi, cette entreprise a ses périls, mais elle est glorieuse; nous réussirons; j'en jure par votre valeur, tout sera possible avec des braves tels que vous. » Un pétard fit sauter une des portes de la place; le baron de Salignac y entra le premier, deux cent quarante hommes furent d'abord égorgés; mais une grèle de pierres, de tuiles et autres objets, lancés des maisons, arrêta quelque temps les assaillans. On se battit dans les ténèbres avec une valeur égale; le jour rendit l'action plus furieuse, la défense plus acharnée. Henri donnait l'exemple du courage le plus héroïque; son armure était criblée de coups : ce combat terrible dura quatre jours et quatre nuits, jusqu'à ce qu'un secours promis du dehors arriva aux assiégés. Les capitaines du roi de Navarre proposaient la retraite, il s'y refusa. « Qu'on ne me parle que de combattre, » s'écria-t-il. Dans le même temps, ayant reçu

nent les envoyés du roi de France, qui réclament la reddition des places appartenant à leur maître. Là dessus ces femmes se moquent de cette demande, appellent lâcheté de rendre ce qu'on a acquis au prix de son sang, et en même temps louent hautement la valeur de leurs galans, estiment les actions guerrières, méprisent les forces du roi Henri III, font des contes de ses favoris, et mettent le roi de Navarre en comparaison avec le duc de Guise, afin de le piquer plus vivement; bref, elles les échauffent de sorte qu'ils se résolvent non-seulement de retenir les places, mais d'en prendre d'autres. Ce furent là certainement les boutefeux de cette nouvelle guerre, de laquelle on peut dire que les folies et les amourettes (*quelques-uns l'appelèrent guerre des amoureux*) l'allumèrent, comme la fureur et les haines avaient excité les précédentes,

(Mézerai, *Histoire de France*, tome III, page 86.)

un renfort de cent lances, et cinq cents arquebusiers, il assura tous ses postes dans la ville, et sortit au-devant du secours ennemi, qui fut repoussé au premier choc. Les défenseurs de Cahors découragés mirent bas les armes; la place resta aux calvinistes. Après ce brillant exploit, Henri ne fit pas de grands progrès en Guyenne, parce que le maréchal de Biron défendait cette province avec des forces trop supérieures.

*Voyages du prince de Condé.* — Sur ces entrefaites, le prince de Condé, qui jusqu'alors avait formé comme un parti séparé [1], afin d'en être le chef et de soigner ses propres intérêts, quitta La Fère, dont il s'était emparé, pour aller solliciter les princes protestans de l'assister dans la cause de la religion. Il passa d'abord en Angleterre, où la reine Elisabeth l'accueillit favorablement, et lui promit de l'argent, mais point de troupes. De là il vint dans les Pays-Bas conférer avec le prince d'Orange à Anvers; il le trouva si empêché à soutenir les efforts du duc de Parme, vice-roi pour l'Espagne, qu'il ne put en tirer aucun secours. Passant ensuite en Allemagne, il traita avec le prince Casimir pour avoir une armée au printemps suivant. Ce marché conclu, il revenait en France, lorsqu'il fut dépouillé par des bandits dans la Savoie. Il réussit à échapper de leurs mains, et gagna le Languedoc, où il prit le commandement des forces calvinistes qui s'y trouvaient rassemblées.

*Siége et prise de La Fère par les catholiques.* — Cependant la cour résolut d'enlever La Fère aux troupes calvinistes que le prince de Condé y avait laissées, et qui faisaient des courses jusque dans les environs de Paris. Le maréchal de Matignon fut chargé de cette entreprise. La garnison de La Fère se défendit quarante jours, et ne rendit 1580.

[1] Il s'était brouillé avec le roi de Navarre, parce que ce prince avait donné sa lieutenance générale au vicomte de Turenne.

la place qu'après que les troupes royales eurent pris d'assaut un des bastions. Quelques historiens prétendent que ce fut à ce siége qu'on fit le premier usage des boulets rouges.

1580. *Paix de Fleix.* — La guerre se continua sans opérations remarquables. La cour fut la première à se lasser et à parler d'arrangement; des négociations s'ouvrirent, et la paix fut signée au château de Fleix, en Périgord, par la médiation du duc d'Anjou, à qui Henri III promit, pour prix de ce service, de seconder les deux grands desseins dont il était occupé depuis quelque temps, son établissement dans les Pays-Bas et son mariage avec la reine d'Angleterre[1]. Le nouveau traité, qui confirmait les conventions précédentes, concilia au duc d'Anjou les chefs principaux des calvinistes qui lui promirent leur appui dans son importante entreprise.

1581-1584. *François, duc d'Alençon et d'Anjou, échoue dans son entreprise des Pays-Bas; sa mort.* — Le moment paraissait favorable, les armes espagnoles faiblissaient dans les Pays-Bas; Philippe II employait alors ses meilleures troupes à la conquête du Portugal. Lasse d'une guerre funeste, la Flandre désirait le retour de l'ordre, et demandait un souverain. Le prince d'Orange, qui depuis si long-temps soutenait la lutte, fit solennellement déclarer le roi d'Espagne déchu de sa souveraineté sur les Pays-Bas, pour avoir, contre ses sermens, violé les priviléges des peuples; et, par un acte fait à La Haie, le duc d'Anjou fut appelé à remplacer Philippe II; mais le nouveau souverain, livré à des conseillers sans prudence, ne jouit pas long-temps de cette faveur. Mécontent de ce que les Provinces-Unies gênaient son autorité, jaloux du prince d'Orange, qui n'avait eu garde de se donner un maître absolu, il voulut s'emparer des principales villes par la force des armes. Cette entreprise ruina toutes ses affaires;

[1] Mézerai.

les villes fermèrent leurs portes; les bourgeois d'Anvers repoussèrent les troupes françaises, dont le cri de guerre était: « vive le duc et la messe! » et ils en firent un grand carnage. Ce malheureux prince fut obligé de revenir en France, ayant perdu, par sa faute, un état où il eût pu se maintenir en respectant les libertés nationales.

Ainsi chassé des Pays-Bas, le duc d'Anjou ne fut pas plus heureux dans son second dessein. Il se flattait d'épouser la reine d'Angleterre, et il en avait même reçu un anneau pour gage de cette union prochaine; mais Elisabeth trompa le duc, comme tant d'autres princes qui avaient voulu partager son trône. Accablé par ces disgrâces, le frère de Henri III finit sa triste destinée en 1584.

*Intrigues ambitieuses du duc de Guise.* — Par la mort 1584.
du duc d'Anjou, le roi de Navarre, premier prince du sang, devenait héritier présomptif de la couronne. Cette circonstance décida le duc de Guise à hâter le dessein qu'il avait déjà formé, ainsi que nous l'avons dit, d'arracher cette même couronne à Henri de Valois, comme indigne de la porter, en même temps qu'il ferait perdre à Henri de Bourbon, comme hérétique, tout espoir d'y prétendre. Il mit en jeu, pour atteindre ce double but, tous les ressorts du fanatisme, toutes les ressources qu'il avait à sa disposition. Ses partisans recommencèrent à parler des dangers qui menaçaient l'église romaine; les chaires, les écoles, les assemblées publiques, les réunions particulières des catholiques, retentirent de plaintes amères, de déclamations forcenées. Le roi de Navarre était représenté comme infecté des plus noirs poisons de l'hérésie, comme disposé aux attaques les plus menaçantes; et Henri III, malgré l'éclat de ses dévotions, comme le fauteur obstiné des hérétiques. Un jésuite, nommé Mathieu, zélé missionnaire de la ligue, courut à Rome demander au pape si, pour le maintien de la religion

apostolique, il n'était pas permis de se soustraire à l'obéissance du souverain. La réponse de Grégoire XIII, qui ne fut que verbale, fut conforme aux désirs des ligueurs. Persuadés alors que leur révolte était légitime, les catholiques en levèrent l'étendart dans un grand nombre de villes. Toutefois, comme le duc de Guise ne jugeait pas qu'il fût encore temps de se montrer à découvert, il mit à la tête du parti le vieux cardinal de Bourbon, oncle du roi de Navarre [1].

1585. *Manifeste du cardinal de Bourbon, qui se déclare premier prince du sang.* — On vit bientôt paraître, au nom de ce prélat, un manifeste, dans lequel il prenait le titre de premier prince du sang, de chef de la ligue; il nommait pour ses lieutenans-généraux les ducs de Lorraine et de Guise, pour adjoints le cardinal de Vendôme, les ducs de Nemours et de Nevers; il annonçait qu'il avait pour alliés le pape, l'empereur, le roi d'Espagne, les républiques de Venise, de Gênes, de Lucques, et presque tous les autres princes catholiques; il déclarait en outre, pour donner à la ligue un caractère plus légal, qu'on ne prenait les armes que pour l'honneur de l'église, le maintien de la foi, le soulagement des peuples, la destruction des abus, la diminution des impôts, la prospérité de la France, depuis longtemps malheureuse et menacée des plus grandes calamités [2]. Ce manifeste, répandu avec profusion dans les provinces, fit une grande impression sur l'esprit des catholiques, et décida un grand nombre de seigneurs, qui jusqu'alors avaient paru vouloir rester neutres ou ne suivre que le parti qu'adopterait le roi, à s'enrôler sous les drapeaux de la ligue.

1585. *Les ligueurs prennent les armes; paix de Nemours.* — Les ligueurs ne tardèrent pas à entrer en campagne. Le roi

[1] Il lui persuada que son neveu étant, comme hérétique, incapable de régner, c'était à lui que la couronne devait appartenir.

[2] Anquetil, *Esprit de la ligue.*

qui était encore en mesure de s'opposer avec avantage à cette levée de boucliers, se contenta de faire l'apologie de sa conduite, et de promettre ses bonnes grâces à ceux qui rentreraient dans le devoir; il invita le roi de Navarre à renoncer au calvinisme et à venir le seconder pour leurs intérêts communs : mais Catherine de Médicis peignit à son fils les suites de cette guerre sous des couleurs si effrayantes, qu'il abandonna à sa prudence et à son habileté le soin de négocier la paix. La reine-mère s'aboucha à Epernai avec le duc de Guise : celui-ci, dont l'audace était encouragée par une pareille démarche, fit des propositions exagérées; soit crainte, soit disposition favorable à l'égard des chefs des ligueurs, Catherine ne discuta ni ne contesta aucune des prétentions; elle crut, dans la situation actuelle des choses, devoir tout accorder. Le roi s'engagea, par le traité signé à Nemours, à ne permettre en France que l'exercice de la religion romaine, à déclarer les protestans incapables des fonctions publiques, à leur retirer les places de sûreté, à les forcer de rentrer dans le sein de l'église ou à sortir du royaume, et enfin, en cas de refus, à leur faire une guerre implacable. Il s'obligea en outre, dans deux articles secrets, de payer les troupes étrangères levées par le duc de Guise, et de remettre entre les mains des ligueurs les places de Châlons-sur-Marne, Saint-Dizier, Toul, Verdun, Soissons, Reims, la ville et la citadelle de Dijon, le château de Beaune, Dinant, Rue et Concarneau, en Bretagne [1].

*Guerre dite des trois Henri.*—Les ligueurs triomphaient; 1586.
armés de l'autorité royale, ils forcèrent Henri III à recommencer la guerre contre les calvinistes. Le duc de Guise prit pour lui le commandement des troupes destinées à combattre les secours que les protestans d'Allemagne pourraient

[1] Le cardinal de Bourbon et le duc de Guise obtinrent de plus une garde spéciale pour la sûreté de leurs personnes, et des sommes considérables.

envoyer à ceux de France, et désigna au roi les chefs des autres corps d'armée : le duc de Mayenne commanda celui qui devait marcher en Guyenne contre le roi de Navarre [1].

Celui-ci, rejetant toutes les propositions insidieuses que d'abord on crut convenable de lui faire, ouvrit le premier la campagne. Réuni au prince de Condé et au maréchal de Montmorenci-Damville, qui, sans renoncer au catholicisme, prêtait encore une fois son appui aux calvinistes, le roi de Navarre obtint des succès rapides. Maître du Languedoc, il conquit en moins de deux mois, par lui-même ou par ses lieutenans, la plus grande partie de la Guyenne, du Dauphiné, de la Saintonge et du Poitou.

Le prince de Condé, après avoir chassé le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, des murs de Fontenai, mit le siége devant Brouage. Cette place, malgré la belle défense du comte de Saint-Luc qui la commandait, était sur le point de se rendre; mais le prince, apprenant que quelques-uns de ses partisans venaient de surprendre le château d'Angers, jugea à propos de se porter sur ce point, afin d'assurer une conquête qui lui paraissait d'une haute importance; comme il s'approchait d'Angers, il apprit que Henri de Joyeuse, gouverneur de la province, secondé par le duc de Cossé-Brissac, venait de reprendre le château.

[1] A cette même époque, le pape Sixte V, successeur de Grégoire XIII, sans approuver la ligue, qu'il regardait comme un attentat à l'autorité de tous les citoyens, et prévoyant dès-lors qu'elle mettrait Henri III dans la nécessité de se réunir au roi de Navarre, publia une bulle par laquelle il excommuniait le roi de Navarre et le prince de Condé, et les déclarait indignes de succéder à la couronne. Le roi de Navarre appela comme d'abus de cette bulle au parlement et au concile général. Quelques ligueurs s'élevèrent aussi contre cette entreprise du pape, que le parlement n'eut garde d'approuver. Henri de Bourbon fit afficher son appel aux portes du Vatican, et cette démarche hardie fit concevoir de l'estime pour lui à Sixte V lui-même. (Le pésident HÉNAULT.)

Ayant devant lui des forces supérieures, et ne trouvant plus les moyens de repasser la Loire, Condé, qui n'avait pas mis dans son mouvement la prudence et la célérité nécessaires, se vit obligé de disperser les troupes qui l'accompagnaient; poursuivi vivement par ses ennemis, ce ne fut qu'à travers mille périls qu'il parvint, lui onzième, à gagner les côtes de Normandie, et à passer en Angleterre, où la reine Elisabeth lui donna de l'argent, des soldats et des vaisseaux. Avec ce secours, il descendit peu de temps après à La Rochelle, et répara bientôt ses malheurs par des succès. L'expédition du prince sur Angers avait sauvé la ville du Brouage; le baron de Mesme, informé que le maréchal de Matignon s'avançait vers lui à la tête d'un corps nombreux, leva le siége, et perdit dans sa retraite une partie de sa troupe.

Cette première campagne fut moins avantageuse à la ligue, malgré la supériorité de ses forces, qu'au roi de Navarre. Ce prince, voyant exécuter avec une extrême rigueur les articles du traité de Nemours, avait ordonné d'user de représailles dans l'étendue de ses conquêtes. Il fit échouer toutes les entreprises de ses adversaires par son activité, le talent et le dévouement de ses capitaines, et la valeur de ses soldats. De nombreux succès l'avaient mis à même d'attendre plus patiemment le secours des troupes étrangères.

La campagne suivante ne fut guère plus heureuse pour la ligue, du moins au-delà de la Loire, où elle deploya ses principales forces. Quatre armées royales et catholiques étaient sur pied : la première, commandée par le duc de Guise, se trouvait sur les frontières de la Champagne et de la Bourgogne; le duc de Mayenne était à la tête de la seconde, en Guyenne; le maréchal de Matignon commandait la troisième en Poitou et en Saintonge; la quatrième avait pour chefs le duc d'Epernon et son frère La Valette; mais

ces deux seigneurs, sincèrement dévoués au roi Henri III, voulaient autant arrêter les progrès des calvinistes que ceux des ligueurs [1].

Le roi de Navarre continua de faire des progrès en Guyenne; il prit plusieurs places fortes, et paralysa tous les efforts du duc de Mayenne : celui-ci ne put reprendre que quelques villes, et entre autres Castillon, qui lui fut bientôt enlevée par le vicomte de Turenne. Les affaires des calvinistes n'étaient pas moins florissantes en Saintonge, où le roi de Navarre se rendit ensuite. Le prince de Condé avait dégagé les environs de La Rochelle, et pris Royan. D'Aubigné s'était emparé de l'île d'Oléron. Le duc de Mayenne, voyant son armée dépérir tous les jours faute de recrues, d'argent et de munitions, quitta le commandement pour aller se plaindre à la cour d'avoir été abandonné et trahi. La ligue humiliée accusa le roi de favoriser les armes protestantes. Henri III, effrayé de ces plaintes, porta un édit plus sévère contre les calvinistes, et fit une nouvelle levée de troupes; mais il se réserva d'en donner le commandement à quelques-uns de ses favoris, afin de ne pas laisser toutes ses forces dans les mains des ligueurs.

Cependant les princes protestans d'Allemagne hâtaient l'envoi des secours qu'ils avaient promis aux calvinistes français. Ils voulurent toutefois tenter une nouvelle démarche auprès du roi. Une ambassade, à la tête de laquelle se trouvait Frédéric de Wittemberg, comte de Montbelliard, fut envoyée à la cour de France. Henri III la reçut avec tous les égards convenables; mais il répondit qu'il pourvoirait à tout selon sa prudence; qu'il avait seul le droit de faire et

[1] Cette nouvelle guerre civile, la neuvième depuis la mort de François II, fut appelée par les contemporains *guerre des trois Henri* : Henri de Valois, roi de France; Henri de Bourbon, roi de Navarre, et Henri de Lorraine, duc de Guise.

de changer les lois, et qu'il n'en avait à recevoir de personne. Cette réponse rompit toute espèce de négociations.

A la veille d'être écrasé par des ennemis domestiques et étrangers, Henri III fit encore, par l'entremise de la reine-mère, une dernière tentative auprès du roi de Navarre, pour le ramener à la foi catholique et le décider à arrêter la marche des troupes allemandes. Catherine demanda à cet effet une entrevue en Saintonge à son gendre. Trois conférences successives qu'elle eut avec lui, n'amenèrent aucun accommodement [1].

*Mort de la reine Marie Stuart.* — La condamnation et la mort de la reine Marie Stuart, qui eurent lieu dans ce même temps, ne contribuèrent pas peu à augmenter la haine des catholiques contre les protestans. Après la mort de François II, son époux, Marie avait quitté la France pour se retirer dans son royaume d'Ecosse. La reine d'Angleterre, Elisabeth, qui voyait dans cette princesse une rivale dangereuse, fomenta soigneusement la révolte des religionnaires écossais. Les faiblesses de leur reine avaient irrité leur fanatisme. Chassée de l'Ecosse en 1568, Marie vint chercher un asile auprès de son ennemie. Elisabeth la retint en 1587.

[1] La reine-mère s'était fait accompagner par toutes les femmes galantes qui formaient sa cour, moyen de séduction qui lui avait souvent servi. Le roi de Navarre dit en les voyant : « Il n'y a rien là que je veuille. » Catherine demandait si sa démarche resterait sans fruit, et si, après s'être donné tant de peine pour rapprocher les deux rois, elle ne jouirait pas enfin du repos après lequel elle soupirait : « Madame, répliqua Henri, je n'en suis pas cause; ce n'est pas moi qui vous empêche de reposer dans votre lit, c'est vous qui m'empêchez de coucher dans le mien. La peine que vous prenez vous plaît et vous nourrit; le repos est le plus grand ennemi de votre vie. »

On avait proposé dans le conseil du roi de Navarre d'arrêter la reine-mère et toute sa suite comme des ôtages précieux; mais le prince rejeta avec indignation un moyen aussi lâche et si opposé à ses sentimens généreux.

prison pendant dix-neuf ans, et lui fit trancher la tête sous prétexte des soulèvemens qu'elle occasionnait dans l'état Henri III ne pensa point à venger la mort de la veuve de son frère, ni les droits de la royauté. Mais les Guise, secondés par les manœuvres et les attentats de la faction des seize, mirent le supplice de leur parente au nombre des crimes qu'ils imputaient aux calvinistes, et s'en servirent comme d'un moyen pour augmenter le nombre de leurs partisans. Le duc de Guise redoubla d'intrigue pour détacher de la cause royale les maréchaux de Matignon, de Biron, Saint-Luc et Bellegarde.

*Faction des seize.* — Depuis deux ans, il existait à Paris une faction ou ligue particulière, composée d'hommes qui s'étaient distribués dans les seize quartiers de la ville, et qui avaient partagé entre eux l'administration des affaires. Le roi, averti de leurs desseins, qui ne tendaient à rien moins qu'à l'expulser du trône, ne vit dans leurs machinations que les emportemens d'un zèle fanatique; et la même faiblesse qui l'avait empêché d'étouffer la ligue dans son berceau, lui enleva jusqu'à la volonté d'enchaîner la fureur de cette nouvelle faction dite des seize, étroitement unie à la première.

1587. *Projet des seize avorté; le duc de Mayenne quitte Paris.* — L'armement des protestans d'Allemagne servit de prétexte aux ligueurs pour sonner le tocsin dans toutes les provinces; ils répandirent le bruit que le roi lui-même appelait les troupes étrangères au secours des Français calvinistes, et invitèrent, au nom de la religion et de la patrie menacées, les principales villes à lever des troupes pour les mettre sous les ordres d'un prince catholique; les seize, de leur côté, se mirent en mesure d'exécuter le complot qu'ils préparaient depuis quelque temps. Ils devaient soulever la population de Paris, s'emparer de la Bastille, de l'Arsenal, du Temple,

des deux Châtelets, du Louvre; former des barricades; égorger le chancelier, le premier président et quelques membres du parlement, les gens attachés à la cour; arrêter le roi; créer une nouvelle cour de justice, un nouveau conseil pour gouverner l'état. La révélation de ce complot par Nicolas Poulain, lieutenant du prévôt de l'Ile-de-France, ne rendit le roi ni plus actif, ni plus prévoyant; mais le duc d'Epernon, ayant été insulté, prit des précautions pour s'assurer de la Bastille, de l'Arsenal et de quelques autres principaux postes dans Paris. Le duc de Mayenne, qui était à la tête du mouvement préparé, craignant pour sa personne, demanda au roi, et obtint la permission de se rendre en Bourgogne [1].

*Une nouvelle armée étrangère s'avance au secours des calvinistes.* — Cependant une armée de trente mille étrangers, infanterie et cavalerie, s'avançait au secours des calvinistes. Henri III, persuadé par ses favoris qu'il pourrait détruire à la fois le parti des protestans et la ligue, résolut d'opposer au duc de Navarre, qui accourait au-devant de ses auxiliaires, le duc de Joyeuse [2], à la tête de forces nombreuses, afin de pouvoir au besoin en disposer contre les factieux, et de laisser le duc de Guise combattre les troupes allemandes avec des troupes inférieures, dans l'espérance de lui faire éprouver des revers, et de se mettre lui-même à la tête de la plus considérable de ses armées, pour donner, dans un moment favorable, la loi aux partis épuisés. Mais le faible monarque qui avait conçu ce beau projet, ne connaissait, dit un historien [3], ni Joyeuse, ni Guise, ni lui-même.

1587.

[1] Henri III, qui n'ignorait pas la conduite de Mayenne, se contenta de lui dire, en lui accordant le congé qu'il sollicitait : « Quoi ! mon cousin, vous abandonnez ainsi vos amis les ligueurs ! »

[2] C'était un des principaux favoris du roi, qui l'avait comblé d'honneurs et de richesses.

[3] Anquetil.

20 oct. 1587. *Bataille de Coutras.* — Joyeuse se porta sur le Périgord pour fermer le passage au roi de Navarre, qui se dirigeait vers la Bourgogne. Les deux armées se rencontrèrent auprès de la petite ville de Coutras, dans le Bordelais; l'une avait la supériorité du nombre, l'autre celle de la valeur; d'un côté, des hommes efféminés, couverts d'armes dorées, un général amolli dans les délices d'une cour voluptueuse; de l'autre, des hommes vigoureux et austères, vieux débris de Jarnac et de Moncontour, couverts des lauriers d'Arnai-le-Duc; des capitaines expérimentés et brisés à la fatigue; un jeune héros nourri dans les camps, l'idole des soldats, familiarisé avec les revers comme avec les triomphes.

Au-dessus de Coutras est une petite plaine, plus longue que large, qui a à sa gauche la rivière de Drôme, à la droite des bois; le roi de Navarre y rangea son armée en bataille, ayant à dos la ville et le château. La cavalerie était partagée en quatre escadrons, et son infanterie en deux gros bataillons. Le roi dirigeait en personne la gauche, le prince de Condé le centre, et le vicomte de Turenne la droite. La ligne présentait la forme d'un croissant, aux deux extrémités duquel étaient placés les chevau-légers. L'artillerie consistait seulement en deux pièces, placées en batterie à la gauche sur une petite élévation.

Le duc de Joyeuse avait divisé sa cavalerie en trois gros escadrons, l'un placé au centre, les deux autres à la droite et à la gauche, pour soutenir l'infanterie disposée en deux gros bataillons.

Après avoir fait ses dispositions, le roi de Navarre appela auprès de lui tous les chefs, et, de dessus une éminence, il les exhorta en peu de paroles à faire ce que l'honneur et le devoir exigeaient de leur courage et de leur affection, prenant le ciel à témoin qu'il ne combattait point contre son souverain, le roi de France, mais pour la défense de sa re-

ligion et de son droit ; puis s'adressant au prince de Condé et à son frère le comte de Soissons : « Pour vous, je ne vous dirai autre chose, sinon que vous êtes de la Maison de Bourbon, et, vive Dieu ! je vous montrerai que je suis votre aîné. » A quoi le prince de Condé répondit pour lui et pour son frère : « Et nous, monsieur, nous vous ferons voir que vous avez de bons cadets. » Chacun retourna ensuite à son poste, et toute l'armée se mit en prières, à la voix des ministres de son culte, pour que le ciel lui donnât la victoire[1].

Bientôt le canon donna le signal de la mêlée. Le combat fut court, mais terrible. Les troupes royales, au premier choc, eurent l'avantage. Le comte de Lavardin, à la tête d'un des corps de cavalerie, renversa les chevau-légers que commandait La Trimouille; celui-ci, abandonné des siens, se réfugia dans l'escadron du vicomte de Turenne, qui plia à son tour sous des forces supérieures. La cavalerie catholique, animée par ce succès, s'efforçait de le rendre plus décisif, lorsqu'elle fut arrêtée par le feu des deux pièces dont nous avons parlé, et par celui des arquebusiers que le roi de Navarre avait disposés à droite et à gauche de ses escadrons pour les soutenir. Le roi de Navarre, le prince de Condé et son frère, profitant de cette hésitation, chargèrent à leur tour la cavalerie royale et la culbutèrent; l'infanterie ne leur opposa que de faibles efforts, et fut également mise en déroute. Henri de Bourbon, au milieu de ses braves vétérans, redoublait leur énergie par des prodiges de valeur. « A quartier, criait-il à ceux qui voulaient lui faire un rempart de leurs corps, à quartier, je vous prie, ne m'offusquez pas,

[1] On rapporte qu'en voyant les troupes calvinistes prosternées, le duc de Joyeuse s'écria : « Les hérétiques tremblent, ils se confessent, ils sont à nous. — Non pas, reprit un de ses lieutenans, n'en croyez rien; maintenant à genoux comme des dévots, ils vont se relever comme des lions. »

(L'abbe Millot.)

je veux que les ennemis me voient ». Il fit de sa main plusieurs prisonniers, et entre autres un cornette de gendarmes, nommé Château-Regnard, auquel il dit, en le saisissant au collet : « Rends-toi, Philistin. »

Le duc de Joyeuse, désespéré, et prenant, dit Mézerai, une généreuse résolution d'aller mourir au canon, tomba entre les mains de deux capitaines calvinistes, qui, nonobstant une rançon de cent mille écus qu'il leur promettait, le tuèrent lâchement de trois coups de pistolet.

La perte des catholiques fut immense, celle des calvinistes peu considérable. Le roi de Navarre, si terrible pendant l'action, se montra généreux après la victoire. Il fit panser avec soin tous les blessés, et renvoya sans rançon la plupart des prisonniers. Les corps du duc de Joyeuse et de Saint-Sauveur, son frère, ramassés sur le champ de bataille, furent mis dans des cercueils de plomb et envoyés à Tours, d'où Henri III les fit venir à Paris pour leur rendre les honneurs funèbres [1].

*Le roi de Navarre victorieux propose la paix.* — Henri de Bourbon, malgré tous les autres avantages que lui promettait celui qu'il venait de remporter, témoigna le désir qu'il avait de faire la paix aux mêmes conditions qu'il avait demandées auparavant, c'est-à-dire les articles de l'édit de pacification de 1577; et, dès le lendemain, il dépêcha le maître des requêtes Laburthe au roi, pour le prier de terminer la guerre et d'épargner le sang de sa noblesse. Toutefois, dans le conseil des calvinistes, tous les chefs opinaient pour que l'on hâtât la jonction de l'armée avec les troupes allemandes; le prince de Condé offrait instamment d'aller, avec l'élite des troupes, se saisir de Saumur, place mal fortifiée et presque sans garnison; mais sa propo-

[1] Henri III fit faire les funérailles du duc de Joyeuse avec la même pompe qui s'observe dans celles des enfans de France. (MÉZERAI.)

sition ne fut pas acceptée, et, peu de temps après, l'armée se sépara en plusieurs corps, qui prirent des directions différentes. Le roi de Navarre, emmenant avec lui le comte de Soissons et cinq cents chevaux, s'achemina vers la Gascogne; le prince de Condé se rendit à La Rochelle, et le vicomte de Turenne passa dans le Périgord avec le reste des troupes, à savoir l'infanterie et la noblesse de deçà la Loire[1].

*L'armée étrangère pénètre en France.* — Sur ces entrefaites, les troupes étrangères avaient franchi les frontières de France; elles se composaient de huit mille reîtres, de cinq mille lansquenets et de seize mille Suisses. Ces forces, réunies à deux petits corps calvinistes, commandés par les ducs de Bouillon et de Châtillon, formaient une armée de trente-cinq à quarante mille hommes. 1587.

Celle que Henri III pouvait lui opposer était partagée en trois corps. Le premier et le moins nombreux, sous les ordres du duc de Guise, était posté aux environs de Chaumont, dans le Bassigni; le second, commandé par le duc de Montpensier, se trouvait à Troyes et dans les places voisines; le troisième à Gien, sous les ordres directs du roi.

[1] Quelques-uns jetèrent la faute de cette séparation si prompte sur l'amour que le roi de Navarre avait pour la comtesse de Grammont, la belle Corisandre d'Audonins; d'autres justifièrent Henri de ce reproche, en observant que la noblesse et les garnisons d'Angoumois, Saintonge et Poitou, étaient partis sans équipages et sans argent, comme pour un voyage de deux ou trois jours; que même on les avait obligés, avec grande peine, de venir jusqu'à Coutras; de plus, qu'encore qu'il n'eût été perdu dans cette journée que peu d'hommes, il y avait eu pourtant beaucoup de gentilshommes blessés, et plus grand nombre de chevaux tués, de sorte qu'il n'avait pas été possible de les mener plus loin, et que l'on avait été contraint de leur donner congé pour s'aller préparer à un plus grand voyage. Au reste, avant de se séparer, le roi de Navarre prit serment de tous qu'ils se rendraient le 20 novembre dans la plaine de Saint-Aulaye, sur les confins de l'Angoumois et du Périgord, pour s'acheminer conjointement vers l'armée allemande. (Mézerai.)

Le duc de Guise suivit l'armée ennemie dans sa marche, en la harcelant sans cesse, et en cherchant à lui couper les vivres. Toutefois, il ne put l'empêcher d'avancer, de passer la Seine au-dessus de Châtillon, et d'arriver jusqu'à la Charité-sur-Loire. Le roi avait fait gâter tous les gués depuis cette dernière ville jusqu'à Gien. Le général ennemi, désespérant de forcer le passage du fleuve en présence des troupes du roi, ayant en queue le duc de Mayenne, accouru de la Bourgogne avec un fort détachement, et sur son flanc droit le duc de Guise, renforcé de quinze cents chevaux et de quatre mille arquebusiers, le général ennemi, disons-nous, sur l'avis des ducs de Bouillon et de Châtillon, dirigea ses troupes sur la Beauce, et s'avança jusqu'à Montargis.

27 oct. 1587. *Combat de Vimori.* — Cette ville était occupée par le duc de Guise, maître également de tous les passages de la rivière de Loing. Informé que les troupes allemandes se gardaient mal dans leurs quartiers, assez éloignés les uns des autres, le duc résolut d'attaquer celui du baron de Donaw, au village de Vimori, distant d'une lieue de Montargis. Il y arriva au milieu des ténèbres, à la tête de huit cents chevaux et d'un corps d'infanterie. Le combat fut opiniâtre, malgré la surprise; mais la victoire, quelque temps incertaine, se décida pour les troupes royales. Les Allemands eurent à regretter, avec la perte de leurs bagages, deux cents des leurs, et environ trois cents chevaux tués sur le terrain. La perte de l'ennemi ne fut guère moindre; vingt gentilshommes de marque étaient restés sur le champ de bataille, et l'ennemi s'était emparé de trois cornettes. La prise de Château-Landon dédommagea les Allemands de cet échec. Chargés de butin, ils passèrent la petite rivière de Juines à Etampes, et, traversant ensuite les plaines de la Beauce, ils arrivèrent, suivis par l'avant-garde de l'armée royale,

sous les ordres du duc d'Epernon, à deux lieues de Chartres.

*Les Suisses veulent se séparer des troupes allemandes.* — Depuis l'entrée de cette armée étrangère sur le territoire français, les troupes qui la composaient s'étaient déjà livrées à des mouvemens séditieux, que leurs chefs avaient eu beaucoup de peine à réprimer. Il manquait à un corps aussi nombreux un chef suprême, qui eut assez de vigueur et d'autorité pour en faire mouvoir toutes les parties avec un parfait ensemble. Le prince palatin Casimir avait promis de prendre cette charge, et s'était même fait donner quarante mille écus pour l'entretien de sa table; mais, ayant changé d'avis, tout en gardant l'indemnité accordée, il avait choisi pour commander à sa place le baron de Donaw, gentilhomme prussien, homme de guerre plus vaillant qu'expérimenté, et qui n'était point d'un rang assez élevé pour se faire respecter des autres chefs appelés à servir sous lui. Les reîtres, ne voyant point s'opérer la jonction avec le roi de Navarre, s'étaient mutinés deux fois, sur les bords du Loing et près d'Etampes; les Suisses, gagnés par des émissaires du duc d'Epernon, se déterminèrent à traiter avec le roi de France. Il fut convenu que ces troupes [1] se retireraient dans leur pays, moyennant quatre cent mille écus qu'on leur payerait pour suppléer à ce qui pouvait leur être dû par le roi de Navarre : toutefois, le duc de Bouillon et les autres chefs, informés de cette négociation, leur firent tant de belles promesses, et leur donnèrent tant d'assurance de la prochaine arrivée du roi de Navarre, vainqueur de l'armée du duc de Joyeuse, qu'ils obtinrent d'elles un délai de huit à dix jours, pendant qu'ils aviseraient ce prince de leur résolution. Mais lorsqu'au lieu du roi de Navarre et de son armée, les Suisses virent arriver le prince de Conti, frère du prince de

[1] Il y avait trois régimens, sous les ordres d'un colonel-général nommé Clervant.

Condé, accompagné seulement de quelques gentilshommes, il ne fut plus possible de les retenir.

Le prince de Conti était venu pour prendre le commandement de l'armée, que le baron de Donaw et le duc de Bouillon s'empressèrent de lui remettre; mais ce nouveau chef n'avait ni les talens ni la vigueur nécessaire pour rétablir les affaires.

24 nov. 1587 *Bataille d'Auneau; le duc de Guise défait les troupes allemandes.* — Le duc de Guise, qui d'abord ne s'était point trouvé en mesure de poursuivre l'armée allemande après le combat de Vimori, apprenant la prochaine retraite des Suisses, et craignant que la gloire de terminer la campagne ne fût toute pour le duc d'Epernon, accourut en toute hâte afin de lui ravir ce triomphe. Ce fut encore contre le baron de Donaw qu'il dirigea ses efforts. Informé que ce général occupait le bourg d'Auneau avec sept compagnies de reîtres, il le surprit une seconde fois en venant l'attaquer au moment où les troupes allemandes disposaient leurs charriots pour partir. Le duc de Guise avait fait entourer Auneau par toute sa cavalerie, tandis que l'infanterie pénétrait dans ce bourg par le château, qui avait une garnison royale, et dont le commandant venait d'ouvrir les portes au duc [1]. Les reîtres se défendirent long-temps avec une vigueur pareille à celle de l'attaque; mais enfin ils furent écrasés par les troupes royales. Le baron de Donaw, à la tête d'une poignée de ces braves, réussit à se frayer un passage à travers la cavalerie qui entourait Auneau, et rejoignit, à demi-lieue de là, le gros de l'armée, que le bruit de cette attaque avait fait mettre sous les armes. Il ne put, malgré ses vives ins-

[1] Le baron de Donaw, qui n'avait pas les moyens de faire le siége de ce château, assez bien fortifié, s'était contenté de la promesse que lui fit le commandant de ne commettre aucune hostilité pendant le séjour des reîtres dans le bourg.

tances, engager les autres troupes allemandes, et encore bien moins les Suisses, qui n'étaient point partis, à marcher de suite sur Auneau, pour y investir les gens du duc de Guise, pendant qu'ils étaient occupés au pillage.

*Capitulation des troupes étrangères; elles obtiennent de retourner dans leur pays.* — L'armée allemande, malgré la défection des Suisses et l'échec qu'elle venait d'essuyer, se trouvait encore forte de douze mille hommes; le roi la fit poursuivre dans sa retraite sur Gien par le duc d'Epernon, soutenu par le duc de Guise; attaquée au pont de Gien, elle y perdit ce qui lui restait d'artillerie et environ douze cents lansquenets faits prisonniers. Affaiblis par ce nouveau revers, sans espérance d'être secondés et de se soutenir contre des forces supérieures, les chefs allemands se décidèrent, malgré les représentations du duc de Châtillon, à traiter comme les Suisses avec le roi. Henri III consentit à les laisser retourner en Allemagne, mais par détachemens et enseignes ployées. Beaucoup furent, dans la marche, malgré leur sauf-conduit, assommés par les paysans, qui leur couraient sus comme à des bêtes fauves. Des traîneurs et des malades furent égorgés sans pitié. De toutes les troupes levées dans les états protestans en-deçà et au-delà du Rhin, à peine six à sept mille hommes purent-ils regagner leurs foyers.

Les calvinistes, outre ces auxiliaires, perdirent deux chefs importans. Le duc de Bouillon, retiré à Genève, y mourut de chagrin et de fatigue; le prince de Condé périt par le poison à Saint-Jean d'Angély [1].

A cette même époque, Lesdiguières, gentilhomme du Dauphiné, soutenait dans cette province l'honneur des ar-

[1] Charlotte de la Trimouille, épouse du prince, fut accusée de ce crime, et traduite en jugement devant le tribunal du lieu; mais le parlement de Paris, ayant évoqué ce procès, la déclara innocente par un arrêt, qui ne fut rendu que huit ans après, en 1596.

mes calvinistes. Il s'était emparé de plusieurs postes qu'il avait fortifiés, et tenait en échec les troupes royales commandées par le duc de La Valette. C'est auprès de lui que se retira le duc de Châtillon après la dissolution de l'armée allemande.

1587. *Henri* III *est mal accueilli dans Paris.*— Débarrassé des troupes étrangères et sans inquiétude, pour le moment, sur les entreprises du roi de Navarre, dont les forces n'étaient pas encore réunies en Guyenne, Henri III rentra dans Paris; mais, au lieu de félicitations, il n'y reçut que des outrages; la faction des seize avait réussi à lui enlever l'estime de ses sujets; le duc de Guise était proclamé hautement le sauveur du royaume; les temples comme les places publiques retentissaient des louanges du vainqueur de Vimori et d'Auneau. « Saül, s'écriaient les prédicateurs, en a tué mille, et David en a tué dix mille. » Les esprits étaient si étrangement fascinés, que la Sorbonne décida, dans une assemblée secrète, « qu'on pouvait ôter le gouvernement aux princes incapables, comme l'administration à un tuteur que l'on avait pour suspect. »

1588. *Menées du duc de Guise; il vient à Paris malgré les ordres du roi; journée des barricades.*— Tandis que le roi demeurait presque insensible à ces affronts, le duc de Guise assemblait à Nancy les princes de sa Maison et les principaux chefs de la ligue. On convint, dans cette réunion, d'adresser au monarque un mémoire pour le prier d'éloigner de la cour les personnes qui étaient suspectes, de faire publier les articles du concile de Trente, d'établir l'inquisition dans les principales villes, et d'en commettre l'exercice à des étrangers, de livrer aux chefs de la ligue des places importantes qui seraient désignées, de faire vendre au plus tôt les biens des hérétiques et de leurs associés, etc.

Ces demandes tirèrent enfin le roi de son apathie; il ras-

sembla des troupes autour de lui, et fit défendre au duc de Guise d'entrer dans Paris. Au mépris de cet ordre [1], le duc se présenta, accompagné seulement de sept personnes; il fut bientôt entouré d'une foule immense, et presque porté en triomphe. Le peuple, dans l'ivresse de son enthousiasme, criait : « Vive Guise ! le défenseur de la foi, le sauveur de la France! » On se disputait la faveur de l'approcher, de toucher ses habits; toutes les mains étaient tendues vers lui, des fleurs jonchaient son passage. Il descendit au palais de Catherine de Médicis, et alla avec elle au Louvre. Le roi le reçut d'un air sévère, et lui fit de durs reproches; Guise s'excusa, en assurant que la dépêche du monarque ne lui était point parvenue. Dans une seconde visite qu'il fit le lendemain, il vint avec une escorte nombreuse de gentilshommes, pour ôter au roi l'envie de punir sa désobéissance. Une troisième entrevue du souverain et de l'audacieux sujet eut lieu, dans l'après-midi, chez la reine-mère. Guise, après s'être excusé de nouveau, prit ensuite un ton plus ferme, plus décidé, et somma le monarque de poursuivre les hérétiques, d'éloigner de sa personne les favoris qui l'entraînaient dans des démarches fatales, et tous les courtisans suspects à la ligue. Le faible Henri parut d'abord consentir à ces propositions; mais, bientôt incité par les conseils du duc d'Epernon et de quelques autres seigneurs, il se détermina à prendre des mesures, déjà trop tardives. Il réunit autour de lui tout ce qui restait encore de noblesse, dans la capitale et aux environs, attachée à la cause royale, arma tous les bourgeois qui n'avaient point pris parti dans la faction

[1] Mézerai et quelques autres historiens rapportent que l'ordre du roi fut donné à un courrier, qui, faute de vingt-cinq écus qu'on ne put lui payer pour les frais de sa mission, se dispensa de le porter, et le mit à la poste ordinaire.

des seize, et fit entrer en ville tout le régiment des gardes,
12 mai 1588. un corps de quatre mille Suisses, pour occuper les principaux postes. La présence de ces troupes devint le signal de la révolte, déjà préparée par Guise et ses partisans. Elle éclata avec fureur : les barricades sont tendues, les rues dépavées, les croisées et les toits des maisons garnis de pierres. Les Gardes Françaises et les Suisses se voient cernés par une foule immense, exposés à périr sous une grèle de pierres ou par le feu de la mousquetterie. Dans une circonstance aussi critique, le roi, incapable d'une résolution vigoureuse, et tremblant pour sa sûreté, envoie prier le duc de Guise de faire rentrer le peuple dans le devoir : « Ce sont des taureaux échappés, répond le chef des ligueurs, il n'est pas en mon pouvoir de les retenir. » C'est contre les Suisses que le peuple dirige ses premières attaques; ces hommes, si intrépides sur le champ de bataille, n'ont plus la même valeur au milieu d'une ville soulevée; c'est envain qu'ils tendent des mains suppliantes, en criant : « Miséricorde! bons catholiques, vive Guise ! » Plus de soixante sont assommés ou égorgés, et ce n'est qu'avec la plus grande peine que Brissac, du parti de la ligue, parvient à les ramener au Louvre, après leur avoir fait déposer les armes au Marché-Neuf. Le désordre et le carnage eussent été au comble, si Guise, maître de la tempête comme du calme, n'avait arrêté la fureur des factieux. Il renvoya les armes aux troupes royales qui les avaient déposées, et fit entendre aux agens envoyés près de lui par la cour, que, pourvu qu'on lui donnât l'assurance de maintenir la religion catholique en son entier, et que sa personne pût être à couvert des attentats de ses ennemis, il était prêt à obéir aux volontés du roi [1].

[1] Mézerai.

*Négociations entre la cour et les ligueurs ; le roi s'échappe de Paris.* — La reine-mère, qui s'était flattée d'obtenir du duc de Guise des conditions raisonnables, dirigeait les négociations entamées avec lui ; mais devenu plus audacieux en raison de la pusillanimité du gouvernement, et armé pour ainsi dire de la puissance souveraine, le chef de la ligue, ne gardant plus de mesure, étendit ses prétentions et fit les propositions les plus révoltantes[1]. 1588.

Catherine de Médicis, informée, pendant les conférences, que le dessein des ligueurs était d'attaquer le palais du Louvre du côté de la campagne, se hâta d'en prévenir le roi, qui partit secrètement de Paris pour se rendre à Chartres[2]. Il était temps qu'il prît cette résolution. Déjà un gros de ligueurs s'avançait pour investir le palais au dehors de la ville, et des postes tirèrent même sur le monarque et son

[1] Il demandait que le roi de Navarre et les autres princes de la Maison de Bourbon, du même parti, fussent déchus du droit de prétendre à la couronne ; que le duc d'Epernon, son frère La Valette, François d'O, le maréchal de Retz, Alphonse Ornano, et tous ceux qui se trouvaient suspects d'intelligence avec les hérétiques, fussent privés de leurs charges ; que l'on assemblât les états-généraux pour ordonner une forme dans le gouvernement qui fût immuable et au-dessus de l'insolence des favoris. Il ajoutait, mais en termes plus modérés, que si le roi reconnaissait tous ses services pour agréables, il lui en donnât un témoignage authentique, en confirmant le duc d'Aumale dans le gouvernement de Picardie, en donnant celui de Lyon au duc de Nemours, celui de Normandie au duc d'Elbeuf, et à Brissac celui de Paris ; enfin, que si le roi lui confiait le commandement général de toute son armée, il ferait en sorte que, dans peu de temps, il n'y aurait plus qu'une seule et même religion en France. (MÉZERAI.)

[2] La reine-mère et Guise étaient en conférence dans l'hôtel de ce dernier. Un officier des factieux vient annoncer que le roi s'était échappé du Louvre. Guise s'écrie : « Je suis mort, madame ; tandis que Votre Majesté m'amuse ici, le roi s'en va pour me perdre. — J'ignorais cette résolution, » répondit Catherine. Elle rompt bientôt l'entretien, et reprend le chemin du Louvre. (D'AUBIGNÉ. — ANQUETIL.)

escorte. Furieuse de ce départ, la populace se répandit en imprécations contre le fugitif, et ne reconnut plus pour souverain que le duc de Guise.

En un moment ce chef des rebelles a rétabli le calme dans Paris. Il change les officiers de ville, les capitaines de quartier; il met dans tous les emplois des hommes dévoués à ses intérêts. Maître du château de Vincennes, de l'Arsenal, de la Bastille, il nomme gouverneur de cette dernière forteresse le plus furieux de la faction des seize, Bussi-Leclerc. Par ses ordres, le parlement s'assemble pour prendre des mesures convenables aux circonstances [1].

Les villes voisines de la capitale ne tardèrent pas à subir le joug de la ligue. Guise fit répandre dans les provinces un manifeste pour justifier sa conduite, et continua de négocier avec la reine-mère, mais sans rien rabattre des conditions proposées.

1588. *Traité d'union entre la cour et la ligue.* — Cependant les ligueurs n'avaient point perdu l'espoir de ramener le roi dans sa capitale; ils crurent pouvoir le séduire, en flattant son penchant pour les cérémonies religieuses. A cet effet, la confrérie des pénitens partit à pied de Paris, conduite par Henri de Joyeuse, qui s'était fait capucin sous le nom de frère Ange, et qui eut assez peu de pudeur pour représenter le personnage du Christ, couronné d'épines, traînant sa croix, se laissant tomber par intervalles, et poussant des cris lamentables. Cette absurde mascarade entra dans la ca-

[1] Le duc de Guise fut rendre visite au premier président, Achille de Harlai; il trouva ce magistrat respectable qui se promenait dans son jardin, et qui lui dit sans s'émouvoir et même sans interrompre sa marche: « C'est grand pitié quand le valet chasse le maître; quand la majesté du souverain est violée, le magistrat n'a plus d'autorité. Au reste, mon ame est à Dieu, mon cœur est à mon roi, et mon corps à la disposition des méchans, qu'on en fasse ce qu'on voudra. »

(Pierre Mathieu. — Mézerai.)

thédrale de Chartres, en criant *miséricorde*[1] ! Le duc de Biron, qui voyait sous le sac des pénitens les plus fougueux ligueurs, voulait qu'on les arrêtât; mais le roi se contenta d'adresser quelques reproches à Joyeuse, sur ce qu'il osait parodier le plus grand des mystères, et se trouvait parmi ces rebelles. Cette indulgence eut des suites funestes. Les pénitens jetèrent dans Chartres des semences de révolte qui ne permirent pas au roi d'y rester plus long-temps. Il se retira d'abord à Vernon, puis à Rouen. C'est dans cette dernière ville qu'il signa un traité d'union, qui mit le comble à l'avilissement de l'autorité royale.

Les principaux articles portaient qu'il ferait serment d'exterminer l'hérésie en France, sans accorder ni paix ni trève aux calvinistes; qu'il ne rendrait aucun édit en leur faveur; que tous ses sujets seraient tenus de ne recevoir pour monarque, après sa mort, aucun prince hérétique ou fauteur d'hérétiques; que toutes les charges seraient données aux catholiques; que deux armées seraient mises sur pied pour l'extermination des calvinistes; que le décret du concile de Trente serait publié au plus tôt, sans préjudice de l'autorité royale et des libertés de l'église gallicane; que les Français se départiraient de toutes intelligences, ligues, associations, soit au dedans, soit au dehors; qu'il serait accordé amnistie générale pour le passé, et nommément pour la journée des barricades, attendu que tout s'était fait par zèle pour la religion et le salut de l'état. Il était dit, dans un des derniers articles, que la Bastille rentrerait sous l'autorité du roi; mais cette clause fut éludée. Les autres articles livraient le roi, pour ainsi dire, à la discrétion des ligueurs.

[1] Quatre hommes armés tenaient la corde dont Joyeuse était garotté, et le frappaient à coups redoublés. Crillon, indigné de voir dans une situation si honteuse un homme dont il était le parent, s'écria : « Frappez tout de bon, fouettez ferme; c'est un lâche qui a endossé le froc pour ne plus porter les armes. »

Après la signature de ce traité, dont les articles principaux furent publiés sous la forme d'un édit, auquel Henri III donna lui-même le nom d'*union des catholiques*[1], ce monarque revint à Chartres. Il y déclara, au mépris des droits du roi de Navarre, le cardinal de Bourbon, premier prince du sang, héritier présomptif de la couronne, et il ordonna la formation de deux armées; l'une, sous les ordres directs du duc de Guise, destinée à agir contre le roi de Navarre; l'autre, commandée par le duc de Mayenne, contre Lesdiguières et le maréchal de Montmorenci-Damville. Ce dernier, chef des politiques, n'avait tenté en Languedoc aucune opération importante; il voulait, avant d'agir, suivre la marche des affaires royales et connaître le résultat des conférences. Il ne s'était également passé aucun événement remarquable en Dauphiné. Le roi de Navarre n'avait pu faire de grands progrès à cause de la médiocrité de ses forces. Après avoir fortifié en Béarn quelques passages importans et pris quelques petites places en Gascogne, il était venu en Saintonge où l'appelait la mort du prince de Condé. Il ne put empêcher Lavardin de prendre Marans, ville qui couvrait La Rochelle; toutefois, il fut plus heureux peu de temps après, car il réussit à l'enlever de nouveau aux catholiques.

1588. *Nouvelle assemblée des états à Blois; le traité d'union proclamé loi fondamentale de l'état.* — Conformément à l'un des articles du traité d'union, Henri III se rendit à Blois pour y tenir les états-généraux. Ses favoris avaient réussi à réveiller sa haine contre le duc de Guise. Il était convaincu de toutes les intrigues de cet ambitieux; mais ne pouvant lui retirer le commandement général des armées, parce que l'acte de nomination avait déjà été vérifié au parlement, il voulut au moins le restreindre par quelque moyen. Ainsi,

[1] Les autres articles furent l'objet d'un traité particulier avec les chefs de la ligue.

au refus du duc de Guise d'aller prendre en personne le commandement de l'armée en Poitou, il jugea qu'il devait mettre en cet emploi quelqu'un qui refusât de se soumettre aux ordres du duc, et qui pût faire tête à son ambition; il ne trouva aucun seigneur plus convenable à ce dessein, que le duc de Nevers, ennemi juré de Guise, dont il estimait le mérite au-dessous du sien. Le duc de Nevers, soit de bonne foi ou par feinte, refusa d'abord le commandement qui lui était offert, alléguant différens prétextes; mais le roi insista, et lui donna une commission particulière, par laquelle il déclarait que le duc était, de sa volonté expresse, son seul lieutenant-général, indépendant de toute autre personne que de lui.

On pense bien que le choix des députés aux états avait été fait sous l'influence des chefs de la ligue. Aussi le roi échoua-t-il dans ses tentatives pour se concilier l'affection de ces mêmes députés, et les ranger de son parti avant la formation et l'organisation des chambres, la tenue des conférences préparatoires. L'ouverture de l'assemblée eut lieu le 16 octobre, dans la grande salle du château de Blois, où, douze ans auparavant, avait eu lieu une semblable réunion. Le nombre des députés était de cent trente-quatre pour le clergé, de cent quatre-vingt pour la noblesse, et de cent quatre-vingt-onze pour le tiers-état [1]. Le roi ouvrit la séance par un discours sur le maintien de la religion catholique, le soulagement des peuples, la réforme des abus, les droits du trône et le malheur des discordes civiles. L'édit d'*union*, premier objet des délibérations, fut lu dans la seconde séance

[1] Les députés du clergé portaient, par dessus l'habit de leurs fonctions dans la hiérarchie ecclésiastique, le rochet et le surplis; ceux de la noblesse, la toque et la cape de velours; le tiers-état étant composé de gens de justice ou de négocians et bourgeois, les premiers avaient la robe noire et le bonnet carré, les seconds le capot et le bonnet rond. (MÉZERAI.)

par le secrétaire d'état Martin Rusé, et déclaré loi fondamentale de l'état; le roi prêta, avec tous les membres de l'assemblée, serment de l'observer. Les ligueurs, qui voulaient imposer le joug au souverain, proposèrent que les délibérations fussent publiées, sans attendre les ordres du conseil, dont les longueurs et les modifications, disaient-ils, paralysaient les mesures les plus efficaces. On fit au roi de nouvelles demandes propres à l'aigrir encore davantage. On voulut qu'il exclût nommément de la couronne le roi de Navarre, déjà exclu en qualité d'hérétique par le traité de Rouen. On insista sur la publication du concile de Trente, moyen dont le duc de Guise se servait pour s'attacher la cour de Rome [1].

1588. *Le duc de Savoie enlève le marquisat de Saluces au roi de France.* — Pendant que, sous différens prétextes, le roi éludait ces demandes, le duc de Savoie, profitant des troubles civils, s'emparait du marquisat de Saluces. Le duc de Guise, son allié secret, ne chercha point à empêcher qu'on lui fît la guerre, pour recouvrer ce seul et dernier fruit de tant d'expéditions des Français en Italie; mais, pour diminuer les forces qu'on pourrait employer de ce côté, il fit ar-

[1] Cette proposition excita de violentes disputes au sujet des libertés de l'église gallicane. L'archevêque de Lyon osa en parler comme de chimères inventées contre l'autorité du Saint-Siége; mais l'avocat-général Despesses les défendit comme l'ancien droit commun que la France avait eu le bonheur de conserver. Il les réduisit à ces deux maximes, 1°. que le pape n'avait rien à commander dans le royaume, et ne pouvait rien statuer en matière civile; 2°. que, quoiqu'il fût reconnu en France comme chef de l'église, on n'y avait jamais admis cette puissance absolue qu'il exerçait ailleurs. Le cardinal de Gondi s'écria que ceux qui parlaient ainsi ne savaient guère de théologie : Despesses lui ferma la bouche, en répondant qu'il s'avouerait vaincu, si celui qui le taxait d'ignorance pouvait seulement décliner son nom en latin. Cette dispute, humiliante pour les ligueurs, augmenta leur animosité, mais suspendit une délibération embarrassante. (L'abbé Millot.)

rêter par les états que la guerre contre les calvinistes n'en serait pas poussée avec moins de vigueur, et que le roi ne serait pas moins tenu de faire une réduction considérable sur les tailles.

*Le roi fait assassiner le duc de Guise.* — Cette dernière circonstance, jointe aux autres griefs, aux rapports que Henri III recevait journellement, aux insinuations de ses conseillers et de ses favoris, qui lui représentaient que le duc de Guise dominait les états, qu'il en dictait les décrets, qu'il n'avait plus qu'un pas à faire pour monter sur le trône [1], fit que le monarque prit la résolution de chercher, contre un ennemi si redoutable, son salut, non dans des négociations pusillanimes, comme à l'ordinaire, mais dans des moyens violens; de frapper enfin ce grand conspirateur avec une arme plus sûre pour lui que le glaive de la justice, le poignard des assassins. La mort de Henri de Guise fut décidée par le roi et quelques conseillers intimes [2]. Henri III proposa au brave Crillon de se charger de cette exécution. Crillon répondit qu'il s'engagerait volontiers à tuer le duc dans un combat singulier, mais que le rôle d'assassin et de bourreau était indigne de lui. Les meurtriers furent choisis dans la compagnie des gardes, dite des quarante-cinq [3]. 1588.

Cependant le duc de Guise recevait, tant de bouche que par écrit, l'avis qu'on tramait quelque chose contre lui. Un billet, qu'il trouva sous sa serviette au moment où il allait

[1] On rapporta au roi que la duchesse de Montpensier, sœur du duc de Guise, avait dit, en montrant une paire de ciseaux d'or : « Voilà pour faire la tonsure monacale à Henri de Valois, quand il sera confiné dans un cloître. »

[2] Mézerai les nomme; c'étaient le maréchal d'Aumont, Rambouillet et Beauvais-Nangis.

[3] Cette compagnie, composée d'aventuriers gascons, avait été levée en 1583 par le duc d'Epernon. Elle était commandée par Lognac, personnellement ennemi du duc de Guise.

se mettre à table, le prévenait que, s'il ne se sauvait au plus vîte, on lui jouerait un mauvais tour. Guise écrivit au-dessous de l'avis : *on n'oserait*, et jeta le papier sous la table. Comptant toujours sur sa fortune et ses nombreux amis, il se rendit au conseil : pendant la délibération, le roi le fit appeler dans son cabinet; en entrant dans l'antichambre, il est assailli par les gardes, percé de coups, et vient expirer sous les yeux du monarque.

Henri III descendit aussitôt chez sa mère : « Madame, lui dit-il, je suis roi à cette heure, le duc de Guise ne vit plus. » Catherine de Médicis, fortement troublée de cette nouvelle inattendue, mais recourant à sa dissimulation ordinaire, lui répondit en peu de mots, « qu'elle priait Dieu qu'il s'en trouvât bien, mais qu'elle avait peur qu'il n'en fût pas là où il pensait. » Le roi la quitta brusquement, en l'invitant toutefois à être tranquille [1].

On arrêta le vieux cardinal de Bourbon, l'archevêque de Lyon, la mère, le fils, les parens et les principaux affidés du duc de Guise. Son frère, le cardinal de Guise, presque aussi dangereux, tomba comme lui sous le fer des assassins. Le duc de Mayenne, qui était à Lyon à la tête de l'armée destinée à agir en Dauphiné et en Savoie, ne fut manqué que d'une heure; il se sauva dans son gouvernement de Bourgogne.

1588. *Consternation des ligueurs, dont le roi ne sait pas profiter.* — Les ligueurs restèrent quelque temps atterés du coup qui leur enlevait leur chef. Henri III, qui avait donné l'ordre aux états de continuer leurs séances, aurait pu pro-

[1] Le roi se rendit ensuite à l'église de Saint-Sauveur pour y entendre la messe. En revenant, il rencontra le légat du Saint-Siége, auquel il avait déjà fait donner avis de ce qui venait de se passer par le cardinal de Gondi; le légat se borna à lui recommander l'amour de la religion et le respect des ministres du culte. (MÉZERAI. — DANIEL.)

fiter de cet abattement momentané pour se rendre à Paris, afin de venger une fuite honteuse par une entrée triomphante, rendre à l'autorité sa force, au trône ses droits, aux sujets leur monarque; mais, comme si le grand effort qu'il venait de faire eût épuisé toute sa vigueur, il retomba dans sa langueur accoutumée. Tandis qu'il envoie dans les provinces, dans les cités, des manifestes apologétiques, au lieu d'y faire reconnaître son autorité par les armes, le fanatisme se relève, s'agite, reprend ses torches, et rallume le feu de la révolte. Paris ferme ses portes, la faction des seize se livre aux derniers excès; elle a déchaîné la populace, qui, dans sa fureur, mutile les bustes, déchire les portraits du roi, vomit contre lui les plus sanglans outrages, l'appelle assassin, hérétique, tyran; la chaire évangélique retentit des cris de vengeance [1]; le tribunal de la pénitence, qui doit arrêter les crimes, commande les forfaits au nom du Dieu de miséricorde; la Sorbonne elle-même, cette assemblée de docteurs de la morale chrétienne, oracle des consciences, encourage la faiblesse, dissipe les scrupules et délie les sermens [2]. La majorité du parlement refuse d'enregistrer le décret de la Sorbonne; Bussi-Leclerc conduit à la Bastille le premier président Achille de Harlai et cinquante autres magistrats; un nouveau parlement, nommé

[1] Un curé, prononçant l'oraison funèbre du duc de Guise, y inséra ces vers dictés par la rage :

*Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor,*
*Qui face Valesios ferroque sequare tyrannos.*

Qu'il sorte de ma cendre un vengeur, qui, le fer et la flamme à la main, poursuive les Valois tyrans. (*Hist. de la ligue.*)

[2] Les seize, au nom de la ville de Paris, présentèrent requête à la maison de Sorbonne, pour qu'elle délibérât sur ces propositions : *Si le peuple de France peut être délié du serment de fidélité qu'il a prêté à Henri* III; *si, en sûreté de conscience, il peut être armé et uni, faire des levées*

par les seize, confirme la ligue, et s'oblige à venger les Guise, ces martyrs de la foi, ces amis de la patrie, par la mort des meurtriers et de leurs complices.

1589. *Mort de Catherine de Médicis.* — Catherine de Médicis, cause en grande partie de ces discordes civiles, termina sa laborieuse carrière au moment où elles éclataient avec plus d'audace et de violence. Elle avait fomenté toutes les factions pour les faire servir au maintien de son autorité; mais elle était bien moins politique qu'intrigante : on peut en juger par la versatilité de ses plans [1]. Minée par une maladie douloureuse, certaine de l'exécration, déchirée de remords sur sa vie passée, et remplie de terreur pour l'avenir, l'épouse de Henri II, la mère de trois rois mourut en laissant des dettes énormes. Dans ces instans où les passions n'exercent plus aucun empire, Catherine exhorta son fils à se rapprocher du roi de Navarre, qu'elle avait toujours haï, sans pouvoir toutefois lui refuser son estime; les efforts infructueux de plusieurs princes d'Allemagne contre les progrès de l'hérésie lui servirent de texte pour recommander

*d'argent et d'hommes pour la défense de la religion, contre les pernicieux conseils et contre les efforts de ce roi, qui ont paru visiblement dans le violement de la foi publique par lui fait à Blois, au préjudice de la sainte union et de la liberté naturelle de la convocation des états.* Les docteurs, malgré l'opposition des plus anciens d'entre eux, répondirent *que les Français étaient déliés du serment de fidélité et du devoir d'obéissance envers le roi, et qu'ils pouvaient prendre les armes contre lui.* (Mézerai.)

[1] Peu de temps après la mort de cette princesse, on fit courir les vers suivans, en forme d'épitaphe :

La reine qui ci gist fut un diable et un ange,
Toute pleine de blâme et pleine de louange.
Elle soutint l'état, et l'état mit à bas;
Elle fit maints accords et pas moins de débats;
Elle enfanta cinq rois et cinq guerres civiles,
Fit bâtir des châteaux et ruiner des villes,
Fit bien de bonnes lois et de mauvais édits.
Souhaite-lui, passant, enfer et paradis.

au roi la tolérance des opinions religieuses. Henri III parut très-affligé de la mort de sa mère, et lui fit faire des funérailles somptueuses.

*Le duc de Mayenne chef de la ligue.* — La dissolution des états-généraux suivit de près l'assassinat du duc de Guise. Le plus grand nombre des membres de cette assemblée étaient peu disposés à remplir les intentions du roi, qui leur recommanda, en les congédiant, de calmer l'effervescence des esprits, de prêcher le respect du trône, l'obéissance aux lois et l'amour de la paix. La ligue avait déjà un nouveau chef dans la personne du duc de Mayenne. Moins impétueux, portant ses vues moins haut, mais doué d'autant de valeur et de talens, avec plus de prudence et de droiture que son frère, Mayenne se préparait à faire la guerre au roi, et à continuer l'œuvre d'anéantissement des calvinistes. Sous le titre de lieutenant-général, qu'il se conféra lui-même, il eut peu de peine à ranger sous sa domination un certain nombre de villes considérables. Il ne resta guère à Henri III que quelques provinces, contenues par la fermeté et le dévouement des gouverneurs. Dans les premiers instans, le roi avait essayé de gagner ce dangereux adversaire par les offres les plus avantageuses, comme, entre autres, celle de continuer tous les princes et seigneurs du parti dans leurs charges, gouvernemens et pensions; de leur abandonner des places de sûreté; de remettre en liberté tous les prisonniers qu'il avait en son pouvoir, etc. Mayenne répondit « qu'il était résolu de mourir mille fois plutôt que de se fier à la parole de celui qui avait violé la foi divine et humaine, et qui avait si cruellement massacré ses frères [1]. »

Secondé par les autres chefs de la ligue, le duc de Mayenne, après des conquêtes rapides en Bourgogne, en

[1] Mézerai.

Auvergne, en Nivernais et dans le Berri, à la tête d'une armée nombreuse, marcha sur Paris. A sa vue, le peuple de cette capitale fit éclater une joie fanatique. Le duc, tout entier à ses desseins, ne se laissa point étourdir par l'éclat des fêtes et les démonstrations bruyantes d'un zèle exagéré; il reçut avec modestie les honneurs suprêmes, fit des réglemens pour la police, les finances, l'armée, confirma l'autorité de ses principaux partisans, et s'apprêta à aller, avec des forces imposantes, attaquer le roi qui se trouvait alors à Tours, preque sans moyens de résistance.

1589. *Entrevue de Henri* III *et du roi de Navarre.* — Dans cette situation critique, Henri III prit la seule résolution convenable, celle de se réconcilier avec le roi de Navarre, de l'appeler à son secours. Le généreux Henri de Bourbon, n'écoutant point les conseils d'une timide prudence, et s'abandonnant à sa fortune, eut le courage honorable, malgré ses grands sujets de défiance, de venir trouver le roi. L'entrevue des deux monarques eut lieu au château du Plessis-lès-Tours, avec une cordialité et une franchise, qui dissipèrent tous les ombrages de part et d'autre [1].

Les protestans et les royalistes convinrent et jurèrent de

[1] Le conseil du roi de Navarre avait désiré que l'entrevue se fît en-deçà de la Loire et du Cher; à cet effet, le roi de Navarre, accompagné d'une escorte nombreuse, s'était rendu au pont de la Motte, à un quart de lieue au-dessous de Tours, sur un ruisseau qui se jette, en cet endroit, dans la Loire. Cette défiance offensant en quelque façon Henri III, et sa dignité ne lui permettant pas d'aller au devant de son sujet, l'entrevue fut sur le point d'être rompue; mais le maréchal d'Aumont et Châtillon déterminèrent le roi de Navarre à passer la rivière pour se rendre dans le parc du Plessis-lès-Tours.

Henri de Bourbon écrivait le lendemain à Duplessis-Mornai : « la glace a été rompue, non sans grand nombre d'avertissemens que si j'y allais (au Plessis-lès-Tours), j'étais mort; j'ai passé l'eau, en me recommandant à Dieu. » Mornai répondit : « Sire, vous avez fait ce que vous deviez, mais ce que nul de nous ne devait vous conseiller. »

n'employer leurs forces réunies que contre leurs ennemis communs, de verser leur sang pour éteindre le feu de la rebellion, et remettre la France sous l'autorité de Henri III. Plusieurs seigneurs éloignés de la cour, des favoris disgraciés, vinrent offrir à leur maître dans le malheur le secours de leurs armes, et se réconcilièrent avec ceux qui les avaient supplantés. Le duc de Florence prêta deux cent mille écus au roi pour les frais de cette guerre, tandis que l'ambassadeur du roi d'Espagne s'était échappé de la cour pour venir à Paris prendre le parti des ligueurs.

*Les ligueurs tentent d'enlever le roi à Tours.* — Cependant le duc de Mayenne avait terminé ses préparatifs. Traversant les plaines de la Beauce, il se dirigea sur la France avec une armée formidable. Châteauneuf, Vendôme ouvrirent leurs portes; le comte de Brienne tenta vainement d'arrêter, près d'Amboise, la marche rapide des ligueurs. Mayenne voulait enlever le roi dans Tours, où il avait quelques intelligences; peu s'en fallut qu'il ne réussit en son dessein plutôt qu'il ne l'espérait. Henri III, ne croyant point que l'armée de la ligue s'avançât avec tant de célérité, invité par le beau temps, était sorti à cheval de la ville pour aller entendre la messe à Marmoutiers; un paysan vint l'avertir que les coureurs de l'armée ennemie paraissaient; il n'eut que le temps de rentrer à Tours. Mayenne en fit attaquer de suite le faubourg. Le roi, dans ce danger pressant, retrouva son ancienne valeur; on reconnut, à la prudence et à la vigueur de sa défense, le vainqueur de Jarnac et de Moncontour; il était secondé par le brave Crillon, qui reçut un coup d'arquebuse, et par quelques autres officiers.

La nouvelle de l'arrivée des troupes de la ligue devant Tours ne tarda point à être sue dans le camp des calvinistes. Le roi de Navarre fit prendre les armes à son armée, tandis

que La Trimouille et Châtillon [1], à la tête d'une cinquantaine de gentilshommes, accourus à toute bride au secours de Henri III, l'aidaient à contenir l'ennemi qui s'était emparé du faubourg.

Mayenne n'osa point engager une action décisive avec l'armée du roi de Navarre. Abandonnant son entreprise sur Tours, il fit prendre à ses troupes le chemin de la Normandie, pendant que, pour soutenir l'énergie de son parti, il envoyait à Paris une relation pompeuse et mensongère de ce qui venait de se passer, et un plan détaillé de ses opérations futures. Ce premier échec augmenta la fureur des rebelles; les seize, dominateurs de la capitale, se livrèrent à de nouveaux excès; mais tous leurs efforts ne pouvaient empêcher les progrès combinés des armées confédérées.

Henri III avait envoyé le duc de Longueville, gouverneur de Picardie, et le brave Lanoue, au devant d'un corps de troupes que le maître des requêtes Harlai de Sanci, chargé d'affaires du roi près la confédération helvétique, amenait de Suisse. Ces deux chefs, avant de rejoindre l'armée royale avec ce secours, délivrèrent la place de Senlis, assiégée par le duc d'Aumale, et défendue par Guillaume de Montmorenci-Thoré [2]. Châtillon, détaché par le roi de Navarre pour enlever Chartres aux ligueurs, rencontra, entre cette ville et Bonneval, le comte de Saveuse, gouverneur de Dourlens,

[1] C'était le fils de l'amiral Coligni. Les ligueurs, en apercevant ce seigneur et les gendarmes de sa suite, leur crièrent : « A quartier, écharpes blanches, ce n'est pas ici votre querelle; brave Châtillon, ce n'est pas à toi que nous en voulons, retire-toi, c'est aux meurtriers de ton père; laisse-nous faire seulement, nous vengerons sa mort. » (Mézerai.)

[2] Nous ne pouvons passer sous silence un trait bien remarquable du brave et vertueux Lanoue, le modèle des protestans, auquel les plus fougueux catholiques n'avaient pu refuser leur estime. Ce grand capitaine avait l'intention de faire entrer des munitions dans Senlis qui en manquait.

à la tête d'un corps de gentilshommes picards. L'action, très-vive, se termina à l'avantage des calvinistes. Saveuse, couvert de blessures, resta prisonnier avec quarante des siens; plus de cent avaient perdu la vie dans le combat. Châtillon remit au roi de Navarre deux cornettes, trophées de sa victoire.

*L'armée royale et celle des calvinistes réunies s'avancent sur Paris; commencement du siége de cette capitale.* 1589.
—Sur ces entrefaites, les deux rois réunis prenaient sur leur route les places de Gien, Pithiviers, Etampes, Poissi et Pontoise. Cette dernière, assiégée dans les formes, n'ouvrit ses portes qu'au bout de douze jours. L'armée royale fut renforcée à Conflans par dix mille Suisses, deux mille lansquenets et quinze cents reîtres, troupes que Sanci avait réussi de lever, par un prodige de zèle et d'habileté. Ce secours, qui portait les forces de Henri III à quarante mille hommes environ, mit ce monarque en mesure de faire le siége de Paris. Il vint établir son quartier-général à Saint-Cloud; le roi de Navarre prit le sien à Meudon; les troupes royales bloquèrent la ville sur la rive droite, les calvinistes la resserrèrent sur la rive gauche.

Depuis la captivité de François Ier en Espagne, on s'était beaucoup occupé de fortifier Paris. Sous Charles IX, le jardin des Tuileries avait été renfermé dans l'enceinte de Paris; un large bastion était construit à l'extrémité occidentale. Les anciennes fortifications avaient été réparées, et on en avait ajouté de nouvelles du côté des portes de Saint-Denis

Elles étaient toutes prêtes; mais les marchands refusaient de les livrer sans argent ou sans caution sûre. Lanoue s'adresse inutilement à quelques traitans qui s'étaient enrichis au service du roi; indigné de cette avare ingratitude: « Eh bien! dit-il, ce sera donc moi qui ferai cette dépense. Garde son argent quiconque le prise plus que son honneur! Tant que j'aurai une goutte de sang et un arpent de terre, je l'emploierai pour la défense de ma patrie. »

et de Saint-Martin. Toutefois, en plusieurs endroits, les murailles étaient si mauvaises, qu'on y montait et qu'on en descendait avec facilité. Environnée comme elle l'était, la place n'aurait pu tenir long-temps, si le fanatisme n'eût pris soin de prolonger sa résistance.

Les chefs des factieux, frappés de consternation à la vue des troupes nombreuses réunies sous les murs de la capitale, délibéraient chez le duc de Mayenne sur le moyen de conjurer l'orage terrible qui les menaçait, lorsqu'un nommé Bourgoing, prieur des dominicains ou jacobins, se présenta dans l'assemblée, et annonça qu'un de ses moines, appelé Jacques Clément, jeune homme de vingt-deux ans, fougueux, visionnaire et fanatique, avait pris la ferme résolution de sacrifier sa vie en tuant le tyran de la France, le persécuteur et l'assassin des bons catholiques; il ajoutait que ce moine était venu le supplier de lui indiquer le moyen d'arriver auprès de Henri III. On discuta longuement sur cette proposition; La Chastre, l'un des opinans, la rejeta, en alléguant la presque impossibilité de la réussite de ce projet. Pendant la délibération, Bussi Leclerc vint apporter au duc de Mayenne des lettres qu'un moine augustin, qui venait de dire la messe à la Bastille, lui avait remises; elles étaient écrites par les membres du parlement détenus dans cette forteresse; et, bien que le moine se fût engagé à les faire parvenir secrètement au roi Henri III, il avait cru devoir en donner communication au conseil des seize. On pensa aussitôt que ces lettres pouvaient servir de passeport à Jacques Clément [1]; elles furent données au prieur Bourgoing, avec une ample instruction verbale, et la recommandation, au cas que le moine fût pris, de ne nommer personne, si ce

[1] Au pis aller, dit La Chastre, c'est un moine perdu, qui se dévoue de lui-même pour le salut public.

n'est son supérieur, auquel une escorte fut promise pour se réfugier en Flandre, si le coup venait à manquer [1].

*Henri* III *est assassiné par un moine.* — Dans la soirée du 31 juillet, Clément se rend à Saint-Cloud, y couche, et, le lendemain, se présente pour entrer chez le roi. Les gardes lui refusent le passage; il insiste; le bruit de cette altercation vient jusqu'aux oreilles de Henri III : « Laissez-le approcher, s'écrie-t il, on dirait que je chasse les moines et ne veux pas les voir. » Clément avance, et remet au monarque les lettres dont il était porteur; tandis que celui-ci en prend lecture, le moine sort de sa manche un large couteau, et le lui plonge dans le bas-ventre. L'instrument était resté dans la plaie; le roi l'arrache avec effort, et en frappe l'assassin au visage, en s'écriant : « Ah ! le méchant moine! il m'a tué, qu'on le tue. » Les gardes accoururent, et l'assassin tomba sur-le-champ percé de coups. Sa mort sauva ses complices, et ensevelit peut-être des secrets étranges. 1er août 1589

*Mort de Henri* III, *après avoir déclaré le roi de Navarre son successeur.* — La blessure du roi, qui ne parut pas d'abord très-dangereuse, fut, dès le soir même, jugée mortelle. Henri, dans ses derniers momens, montra du courage, et parut moins affligé de sa fin tragique, que des malheurs auxquels la France restait en proie. Il fit appeler le roi de Navarre, et exhorta tous les seigneurs de la cour à le reconnaître pour leur maître et souverain. « Mon frère, dit-il à ce prince, vous voyez comme mes ennemis, qui sont aussi les vôtres, m'ont traité; il faut que vous preniez garde qu'ils ne vous en fassent autant. Vous êtes le plus proche héritier du trône, je reconnais et proclame vos droits incontestables; mais soyez assuré que vous ne serez jamais roi de France, si vous ne vous résolvez à changer de religion. Je vous y en-

[1] *Mémoires du maréchal de Bassompierre.*

gage, autant pour le salut de votre ame que pour l'avantage et le bien que je vous souhaite bien sincèrement. » Après s'être occupé des affaires de l'état, il ne pensa plus qu'à celle de sa conscience; il pardonna à ses ennemis, et déclara qu'il mourait dans la foi catholique [1]. Il expira le 2 août, à l'âge de trente-huit ans; il en avait régné quinze.

La ligue, dont ce monarque fut la victime, est peut-être, dit un historien, l'événement le plus singulier qu'on puisse lire dans nos annales, et Henri III le prince le plus malhabile de n'avoir pas prévu qu'il se mettait dans la dépendance de ce parti, en s'en déclarant le chef. Par le contraste le plus bizarre, les défenseurs de l'autorité royale étaient les ennemis de la religion de l'état, et les défenseurs de cette même religion étaient les ennemis de la personne du roi. Les

[1] L'union des deux rois de France et de Navarre avait singulièrement alarmé la cour de Rome. Quoique le pape Sixte V n'estimât point la ligue, il croyait devoir la favoriser politiquement. Le meurtre du duc de Guise lui avait bien paru un acte de justice nécessaire; mais celui du cardinal et l'emprisonnement de quelques prélats ligueurs, lui semblaient des attentats contre l'église et le Saint-Siége. En vain Henri III avait il demandé l'absolution, Sixte V, qui avait, comme beaucoup de ses prédécesseurs, l'ambition de maîtriser les souverains, le voyant ligué avec un prince hérétique, fulmina contre lui un monitoire, par lequel il lui ordonnait de mettre en liberté le cardinal de Bourbon, arrêté aux états de Blois, et le citait à comparaître devant lui dans soixante jours, ou en personne, ou par procuration, le déclarant excommunié en vertu de la bulle *In cœnâ Domini* *, s'il n'informait le Saint-Siége de son obéissance, dans l'espace de trente jours.

* Cette bulle, composée de plusieurs autres, publiée en 1568 par Pie V, toujours rejetée en France et en quelques autres états, toujours lue à Rome le jeudi saint, excepté sous le pontificat de Clément XIV, a principalement pour objet les immunités de l'église. Elle excommunie les princes qui exigeront des ecclésiastiques quelque contribution que ce puisse être; elle défend même d'imposer de nouvelles taxes sur les laïcs, sans une permission expresse de la cour de Rome. Les excommunications sans nombre qu'elle porte sont toutes réservées au pape. Quiconque appelle au futur concile de ses décrets ou sentences, quiconque enseigne ou croit qu'il est soumis au concile général, est excommunié, etc., etc.

protestans avaient fait la guerre à Henri III comme à l'ennemi de leur secte, et les ligueurs l'assassinèrent à cause de son union avec le roi de Navarre, chef des huguenots. Suspect aux catholiques et aux calvinistes par sa légèreté, et devenu méprisable à tous par une vie également superstitieuse et libertine, il parut digne de l'empire tant qu'il ne régna pas : « caractère d'esprit incompréhensible, dit de Thou, en certaines choses, au-dessus de sa dignité, en d'autres, au-dessous même de l'enfance [1]. »

L'assassinat de Henri III fut célébré dans Paris avec des transports de joie qui firent assez connaître l'esprit de la ligue. La duchesse de Montpensier, sœur des Guise, sa mère et les principales dames de la ville, se parèrent de leurs plus riches habits, prirent des écharpes vertes, et parcoururent les rues, en criant : « Bonne nouvelle. » De toutes parts, des tables furent dressées; l'air retentit des hurlemens des factieux et de leurs chansons scandaleuses; on fit des feux de joie et la ville fut illuminée. Jacques Clément fut honoré comme un saint; on le comparait, dans les chaires, à Judith qui avait abattu la tête d'Holopherne; on exposa son image sur les autels; le pape s'exprima sur son compte de la même façon que les ligueurs.

Plusieurs écrivains contemporains ont peint les sentimens et les actions d'Henri III avec les couleurs les plus odieuses. S'il faut les en croire, les dévotions de ce prince n'étaient que des superstitions révoltantes, ses libéralités que des profusions ruineuses, sa patience qu'une lâche timidité, sa politique qu'une insigne mauvaise foi, ses divertissemens et ses plaisirs que des infamies.

En lui s'éteignit la branche des Valois, qui, dans l'espace de deux cent soixante-un ans, avait donné treize rois à la

[1] Le président Hénault.

France. Deux de ces rois, Jean à Poitiers, et François 1er à Pavie, étaient tombés au pouvoir de l'ennemi. Deux autres avaient failli perdre la couronne : Charles VII par les efforts de la famille des Plantagenets, Henri III par l'ambition des Guise. Deux révoltes [1] mémorables avaient mis en péril la puissance de Philippe de Valois et de François 1er.

Dans cette période célèbre de son histoire, la France eut à soutenir trois grandes guerres étrangères, celles d'Angleterre, d'Italie et de l'Autriche, sous Charles-Quint. Elle fut déchirée par trois guerres civiles des plus terribles; celle de Charles-le-Mauvais, sous les rois Jean et Charles V; celle des Armagnacs et des Bourguignons, sous Charles V; celle des protestans et de la ligue, sous François II, Charles IX et Henri III. Elle essuya les plus sanglantes défaites à l'Ecluse, Créci, Poitiers, Azincourt, Pavie, Saint-Quentin; défaites faiblement compensées par les victoires de Rosbecq, Fornova, Agnadel, Marignan, Cérisoles et Ravennes.

[1] Celle de Robert d'Artois, devenu conseiller d'Edouard III, roi d'Angleterre, et celle du connétable de Bourbon, passé au service de Charles-Quint.

UE

…URBON

…on, mort en……

…é à Azincourt, …

Charles de Bourbon, mort sans postérité.

…de Bourbon…

# LIVRE VIII.

# GUERRES DES FRANÇAIS.

## SIXIÈME EPOQUE.

## CHAPITRE PREMIER.

ıri de Bourbon, roi de Navarre, monte sur le trône de France. Triste ituation de l'armée royale devant Paris; levée du siége de cette ville. Ienri IV se rend en Normandie. Siége et prise de Dieppe par l'armée oyale. Le roi menace Rouen. Bataille d'Arques. Suites de cette bataille. .e duc de Mayenne se retire sur la Picardie. Reprise du siége de Paris; ıttaque des faubourgs méridionaux. Le roi renonce momentanément à ce siége, secourt Meulan et assiége Dreux. Bataille d'Ivri. L'armée royale bloque de nouveau Paris. Henri IV cherche à surprendre le duc le Mayenne en Picardie. Mort du cardinal de Bourbon, prétendu roi de France. Procession de la ligue; détresse des Parisiens. Le duc de Parme amène une armée espagnole en France au secours de la ligue. Le roi lève le siége de Paris et marche à la rencontre des Espagnols. Le duc de Parme évite le combat et prend Lagni. Le roi revient devant Paris. Le duc de Parme retourne dans les Pays-Bas. Evénemens militaires en Bretagne et en Provence. Les ligueurs tentent de surprendre Saint-Denis. *Journée des farines.* Prise de Chartres par l'armé royale. Nouvelle faction en France appelée le *tiers-parti.* Un corps de troupes étrangères renforce l'armée royale. Succès des armes royales; mort du brave Lanoue, dit Bras-de-Fer. Commencement du siége de Rouen par les troupes royales. Le duc de Parme rentre en France. Combat d'Aumale. Suite du siége de Rouen. Le duc de Parme se retire derrière la Somme. Le roi lève le siége de Rouen; il harcèle les Espagnols et les met dans une situation très-critique. Retraite savante du duc de Parme. Le roi poursuit l'armée espagnole; le duc de Parme rentre dans les Pays-Bas. Nouveaux succès des armes royales sur divers points. Philippe II veut faire reconnaître l'infante, sa fille, comme reine de France. Nouveaux attentats de la faction des seize; le duc de Mayenne sévit

contre elle. Assemblée des prétendus états-généraux convoquée à Paris. Henri IV abjure le calvinisme ; il entre dans Paris. Reddition de Rouen. Siége et prise de Laon par les troupes royales ; soumission d'un grand nombre d'autres villes. Jean Châtel tente d'assassiner le roi. Guerre contre les Espagnols. Combat de Fontaine-Française. Entrée solennelle du roi à Lyon. Soumission de plusieurs chefs de la ligue. Henri IV absous par le pape. Succès momentanés des Espagnols en Picardie. Le duc de Mayenne fait sa paix avec le roi. Reddition de Marseille aux troupes royales. Prise de Calais et d'Ardres par les Espagnols, et de La Fère par les troupes du roi. Les Espagnols surprennent Amiens. Mouvemens des calvinistes mécontens. Siége d'Amiens par l'armée royale. La Bretagne rentre sous l'autorité du roi. Edit de Nantes. Traité de Vervins. Continuation de la guerre avec le duc de Savoie. Paix de Lyon. Troubles civils apaisés par le roi. Procès et condamnation du maréchal de Biron. Mort d'Elisabeth, reine d'Angleterre. Projet de paix perpétuelle. Rétablissement des jésuites en France. Etat prospère du royaume. Conspiration d'Antragues. Intrigues du duc de Bouillon. Le roi médiateur entre le pape et la république de Venise. Négociations de la cour de France pour établir la paix entre l'Espagne et les Provinces-Unies. Le prince de Condé se retire à Bruxelles. Projet d'Henri IV sur l'Allemagne. Couronnement de la reine Marie de Médicis. Henri IV meurt, assassiné par Ravaillac.

Après trois règnes aussi désastreux que ceux de François II, de Charles IX et de Henri III, les Français ne pouvaient désirer de souverain plus digne de les gouverner, ni plus capable de réparer les malheurs de la patrie, que Henri de Bourbon, roi de Navarre. Ame noble et généreuse, génie militaire et politique, jugement sain, éducation mâle et simple, agrément de l'esprit, vigueur de corps, droiture, probité, franchise, vif amour des plaisirs, à la vérité, mais passion plus vive de la gloire et du bien public : telles étaient les excellentes qualités de ce prince. Il faut ajouter que, calviniste modéré et sans entêtement, il était disposé à maintenir la religion dominante de l'état, à l'embrasser, quand on l'aurait détrompé des erreurs de la réforme [1].

[1] L'abbé Millot, *Histoire de France.*

*Henri de Bourbon, roi de Navarre, monte sur le trône de France.* — Chef de la branche de Bourbon-Vendôme, descendant de Robert, comte de Clermont, cinquième fils de Saint-Louis, Henri IV, bien qu'il ne fût parent du dernier roi qu'au vingt-deuxième degré [1], avait des droits à la couronne, assurés par les lois de l'état. A la vérité, la croyance qu'il avait embrassée, était une barrière presque insurmontable dans ces temps de fanatisme et de révolte. Une grande partie des seigneurs catholiques et protestans qui se trouvaient auprès du roi défunt, tels que le duc de Montpensier, le prince de Conti, les maréchaux de Biron et d'Aumont, le duc de Longueville, le comte de Givri, Humières, La Force, Sanci, etc., avaient bien reconnu le nouveau monarque; mais plusieurs autres, à la tête desquels était le duc d'Epernon, déclaraient déjà hautement que leur conscience ne leur permettait pas de servir un prince hérétique [2]. C'est à cette occasion que le comte de Givri dit à Henri : « Sire, vous êtes le roi des braves, et ne serez abandonné que par des poltrons. » D'Epernon et Vitri ne tardèrent pas à se retirer sous différens prétextes. Quelques-uns demeurèrent à condition que Henri s'en rapporterait au jugement du concile [3]. 1589.

[1] Voyez le tableau généalogique ci-contre.

[2] D'autres, comme gens forcenes, en présence du roi lui-même, enfonçaient leur chapeau, le jetaient par terre, criaient, hurlaient, fermaient les poings, complottaient, se touchaient dans la main, formaient des vœux et promesses, dont on oyait la conclusion : *plutôt mourir que d'avoir un roi huguenot.* (D'AUBIGNÉ.)

[3] Le duc de Montpensier obtint des seigneurs catholiques cette soumission conditionnelle : « que le roi prêterait serment de conserver la religion catholique dans le royaume; de se faire instruire sur-le-champ dans cette doctrine; de se soumettre au décret d'un concile, soit général, soit national; enfin de venger la mort du feu roi sur tous les complices de son assassinat. »

Quelques-uns de ces seigneurs déférèrent obéissance entière à Henri,

*Triste situation de l'armée royale devant Paris; levée du siége de cette ville.* — L'armée royale ne tarda pas à s'affaiblir considérablement par une désertion journalière, la retraite des troupes sous les ordres du duc d'Epernon, de quelques autres chefs, et d'une foule d'officiers; le manque d'argent, les scrupules des catholiques et la défiance des calvinistes, avaient amené cet ordre de choses, qui ébranla quelques instans la résolution de Henri. Il forma le dessein de disperser le peu de troupes qui lui restaient dans quelques places fortes, et de se rendre en Angleterre pour solliciter des secours auprès de la reine Elisabeth. Le maréchal de Biron, que Sanci avait, avec adresse, entièrement attaché au parti du roi, réveilla l'énergie de ce héros, et lui persuada de rester en France pour y continuer la lutte avec le peu de moyens qui lui restaient. Le péril était effrayant, mais Henri n'en devait redouter aucun [1].

1589. *Henri* IV *se rend en Normandie.* — Henri IV s'était éloigné de Paris, et avait pris la route de la Normandie avec trois mille hommes d'infanterie française, deux régimens suisses et douze cents chevaux. Le duc de Montpensier, gouverneur de la province, lui amena un renfort de deux mille

et lui jurèrent service jusqu'à la mort; entre lesquels s'avancèrent des premiers le maréchal d'Aumont, Anne d'Anglure-Givri, et Charles de Humières, qui le firent de bonne grâce, et sans désirer de lui aucune condition, que celle de pouvoir employer leurs biens et leur vie pour son établissement. (Mézerai.)

[1] Sire, disait Biron, nous sommes en France, il nous y faut enterrer : il s'agit d'un royaume, il faut l'emporter ou y perdre la vie....... Je ne puis croire que vous deviez plutôt fier votre personne à l'inconstance des flots et à la merci des étrangers, qu'à de braves gentilshommes et de vieux soldats, qui sont prêts à lui servir de rempart et de bouclier. Je suis trop serviteur de Votre Majesté, pour lui dissimuler que si elle recherchait sa sûreté ailleurs que dans leurs vertus, ils seraient obligés de chercher la leur dans un autre parti que le sien. (Mézerai.)

cinq cents fantassins, et de deux cents gendarmes. Le roi s'avança avec ces troupes jusqu'à Pont-Saint-Pierre, où le gouverneur de Pont-de-l'Arche, passage important sur la Seine, lui apporta les clefs de cette place. Il vint ensuite camper à Darnetal, bourg près de Rouen. Les habitans de cette dernière ville s'attendaient à être assiégés sans délai; mais Henri, par cette première démonstration, ne voulait que s'assurer de Dieppe, qui lui était d'une haute importance pour avoir une communication ouverte avec l'Angleterre.

*Siége et prise de Dieppe par l'armée royale.*—Le gouverneur de Dieppe, Aymar de Catte, fit prévenir le roi que 1589.
cette place était à sa disposition; et comme les troupes royales tardaient, par défiance, à s'en approcher, de Catte, à la tête de la garnison, vint trouver le roi au quartier-général. Henri entra dans Dieppe, en disant à ceux qui l'entouraient, « que ce jour était le premier qui lui faisait goûter le plaisir d'être roi de France. » Il s'empara peu de temps après de Neuchâtel, et reçut la soumission de Caen.

*Henri* IV *menace Rouen.*—Après avoir passé cinq à six 1589.
jours à Dieppe, le roi revint devant Rouen, se rendit maître des dehors de cette place, et en brûla les faubourgs. L'alarme fut si forte dans la ville, que le duc d'Aumale et le comte de Brissac, qui s'y étaient renfermés avec douze cents chevaux, eurent bien de la peine à contenir les habitans; ils dépêchèrent courriers sur courriers au chef de la ligue pour demander un prompt secours.

Le duc de Mayenne, qui, soit modération, soit politique, n'avait point voulu du titre de roi, et l'avait fait donner au vieux cardinal de Bourbon, encore prisonnier, le duc de Mayenne, disons-nous, s'était déjà mis en mouvement avec une armée de trente mille hommes, pour suivre la

marche de Henri IV en Normandie [1]. Il arriva presque aussitôt après les dernières dépêches de son frère, le duc d'Aumale; à la vue des troupes nombreuses qui l'accompagnaient, le roi crut devoir lever le siège de Rouen. Il écrivit au duc de Longueville et au maréchal d'Aumont, qui étaient l'un en Picardie et l'autre en Champagne, de venir le joindre avec les forces qu'ils pourraient réunir, et se retira sur Dieppe. Jugeant qu'il serait imprudent de se laisser assiéger dans cette place, il préféra d'en défendre les approches, et choisit, à cet effet, une position avantageuse pour y faire camper sa petite armée, à l'abri de quelques retranchemens.

21 sep. 1589. *Bataille d'Arques.* — A une lieue et demie de Dieppe se trouve le village d'Arques, situé au pied d'une colline, sur laquelle est le château du même nom. La petite rivière de Bétune traverse ce village; à la droite est un ruisseau profond, qui vient se jeter dans la Bétune, après avoir passé dans le village de Martin-Eglise, éloigné d'un quart de lieue de celui d'Arques. En suivant toujours à droite, on rencontre un coteau, dont le sommet était alors tellement garni d'arbres et de buissons, que la cavalerie ne pouvait y pénétrer sans rompre ses rangs et se mettre en désordre.

Entre les deux villages que nous venons de nommer existait une ancienne chapelle ou maladrerie, que le roi considéra comme un point très-important. Il y fit faire un épaulement avec un fossé de dix pas de largeur, et de huit pieds de profondeur, lequel joignait le bâtiment à une colline boisée. Sur cette dernière, on éleva une batterie de quelques pièces de canon; le retranchement fut garni d'un régiment d'infanterie et d'un détachement de lansquenets.

[1] Il avait promis aux Parisiens de leur amener *le Béarnais*, qui ne pouvait, disait-il, lui échapper, à moins de se jeter dans la mer.
(*Hist. de la ligue.*)

Entre la maladrerie et le village d'Arques, jusqu'à la chaussée qui aboutit au chemin de Neuchâtel, est une plaine d'environ six cents pas; le roi y plaça le gros de l'armée, ayant à sa gauche Arques et la Bétune, derrière lui la chaussée, et à sa droite la colline, au pied de laquelle on fit un autre retranchement fortifié de deux redoutes armées de huit pièces de canon. Ce retranchement était en outre protégé, ainsi que les avenues du camp, par le canon du château d'Arques.

C'est dans cette position que le roi attendit l'armée de la ligue : elle ne tarda pas à paraître; mais, informé des mesures prises par son adversaire, le duc de Mayenne, au lieu de s'avancer directement sur Arques, passa la Bétune au-dessus du camp royal, et plaça ses troupes autour de Martin-Eglise. Il pouvait de là attaquer le village d'Arques du côté de la rivière, et se porter sur le faubourg de Dieppe appelé le Polet, où se trouve une hauteur qui domine la ville et le port. Le roi, qui avait déjà pourvu au premier de ces inconvéniens, en faisant élever le retranchement au pied de la colline boisée, chargea le maréchal de Biron de veiller au camp d'Arques, et se rendit lui-même à Dieppe pour donner ordre à la défense du Polet. Il fit retrancher ce faubourg, barricader les rues, et y posta, pour en défendre les approches, un détachement de neuf cents hommes, sous les ordres du comte de Châtillon.

Le duc de Mayenne, après être resté trois jours à Martin-Eglise pour y reposer ses troupes, se décida à marcher sur Dieppe, en laissant toutefois devant l'armée royale un fort détachement d'infanterie et de cavalerie. Il fit attaquer le Polet par son avant-garde; Châtillon soutint avec intrépidité le choc des ligueurs et les repoussa.

Cependant le maréchal de Biron, apprenant le mouvement de l'armée ennemie sur Dieppe, avait envoyé le comte

d'Auvergne [1], avec un détachement, sur une éminence au-dessus de Martin-Eglise, afin d'observer les troupes laissées dans ce village. L'officier qui les commandait sortit aussitôt pour combattre les royalistes; le comte d'Auvergne chargea ces assaillans, les mit en déroute, entra dans Martin-Eglise, et resta même maître de ce village pendant quelques instans; mais la nouvelle du retour du duc de Mayenne sur ce point, obligea le maréchal de donner l'ordre de la retraite. La vigoureuse résistance que le duc avait trouvée au Polet, lui ayant fait perdre l'espérance de forcer ce poste, il revenait avec toutes ses troupes à Martin-Eglise, dans le dessein d'attaquer le camp du roi.

Le 20 septembre, un peu après minuit, les ligueurs passèrent la Bétune; au lever de l'aurore, le duc de Mayenne avait fait toutes ses dispositions pour l'attaque des retranchemens de la maladrerie.

Le roi, de son côté, s'y était rendu deux heures avant le jour avec le maréchal de Biron; il y avait logé huit cents Suisses dans le bâtiment, et bordé le retranchement de cinq cents lansquenets, soutenus par deux régimens.

A dix heures du matin, les troupes royales engagèrent le combat. Il dura long-temps sans qu'aucun des deux partis obtint un avantage marqué. L'action fut très-vive et très-meurtrière à la maladrerie. Les ligueurs parvinrent à s'emparer de ce point par une ruse qu'employèrent les lansquenets à la solde de la ligue. Voyant qu'ils ne pouvaient enlever le retranchement de vive force, ils laissèrent leurs drapeaux et leurs piques, en criant *vive le roi!* Les lansquenets de Henri furent assez crédules pour les aider à franchir l'épaulement; mais aussitôt que les traîtres furent dans l'in-

[1] Charles de Valois, fils naturel de Charles IX et de Marie Touchet fille d'un magistrat d'Orléans. Il fut successivement grand prieur de France, comte d'Auvergne et duc d'Angoulême.

térieur, ils tournèrent leurs armes contre ceux qui les avaient reçus, en tuèrent un assez grand nombre, et chassèrent les autres troupes qui défendaient ce poste. Le maréchal de Biron, s'étant avancé pour connaître la cause de ce désordre, fut renversé de dessus son cheval, et faillit à être tué; mais, ayant été remonté, il parvint à rallier les fuyards et à les ramener au combat.

Cependant Châtillon était accouru de Dieppe avec cinq cents arquebusiers; il trouva le roi dans la plaine, qui faisait des dispositions pour chasser les ligueurs de la maladrerie; ils attaquèrent de concert les lansquenets ennemis, qui avaient déjà bien de la peine à se maintenir contre le maréchal de Biron, et ils les chassèrent sans retour du bâtiment et des retranchemens. Ce dernier effort des troupes royales décida la victoire. Mayenne, voyant la nuit s'approcher, donna l'ordre de la retraite, qui se fit en assez bon ordre. Henri IV demeura maître d'un champ de bataille, où, avec sept mille hommes, il avait glorieusement résisté à trente mille.

*Suites de la bataille d'Arques.* — Les ligueurs s'étaient 1589.
retirés dans leur première position de Martin-Eglise. Ils y restèrent trois jours sans oser renouveler leur attaque sur les troupes royales; Henri IV de son côté ne se jugeait pas assez fort pour entreprendre de les en chasser. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, le duc de Mayenne, par des motifs qui n'ont jamais été bien connus, leva son camp avec tant de précipitation, qu'il y laissa ses blessés, quelques munitions et une partie des bagages. Après avoir manœuvré pendant deux jours, comme s'il eût balancé entre une retraite définitive et le choix d'une autre position voisine de l'armée royale, il se détermina enfin à revenir par derrière le coteau qui domine Arques, à une certaine distance du camp royal, entre le village que nous venons de nommer et Dieppe, pour

enlever au roi la communication de cette place. Mais Henri IV, instruit de ce mouvement, après avoir laissé dans le château d'Arques une bonne garnison, sous le commandement du mestre de camp Lagarde, se porta rapidement sur Dieppe avec le reste de ses troupes. Il en logea une partie dans les faubourgs, et, augmentant la défense de la colline du Polet, il y plaça huit cents hommes avec quelques pièces de canon, à cinq cents pas environ des avant-postes du duc de Mayenne. Celui-ci, se voyant prévenu sur ce point, se borna à faire construire quelques batteries pour battre la place de loin, et détacha de suite deux mille hommes pour attaquer le château d'Arques. Lagarde ne put empêcher ce corps ennemi de se loger dans le village; mais Damville accourut à son secours, et fit avec lui une sortie vigoureuse, dans laquelle les ligueurs furent repoussés avec perte de deux cents hommes restés sur le terrain.

L'armée de la ligue resta dix jours devant Dieppe, et, pendant ce temps, il n'y eut de part et d'autre ni attaque sérieuse, ni approche. Nous devons toutefois signaler un stratagème employé dans une des escarmouches entre la cavalerie royale et celle des ligueurs, et qui n'avait point été pratiqué jusqu'alors dans aucune guerre moderne. Le roi fit placer deux petites pièces de canon, légérement attelées, au milieu d'un escadron, qui, venant à s'ouvrir à cinquante pas de l'ennemi, démasquait ces mêmes pièces, et leur permettait de tirer à mitraille [1]. Cette nouvelle manœuvre étonna les cavaliers ligueurs, et jeta beaucoup de désordre dans leurs rangs.

*Le duc de Mayenne se retire sur la Picardie.* — Sur ces entrefaites, le duc de Mayenne eut avis qu'on avait vu paraître une flotte anglaise qui amenait au roi le secours pro-

[1] Mézerai. — On peut croire que cette manœuvre a donné l'idée de la création moderne de l'artillerie légère.

mis par Elisabeth, et que, d'un autre côté, le duc de Longueville et le maréchal d'Aumont s'avançaient avec leurs troupes réunies : ces nouvelles le décidèrent à lever le siége, et à tenir la campagne, sans toutefois quitter le voisinage de Dieppe et d'Arques. Henri IV, jugeant aux manœuvres du duc qu'il pouvait avoir dessein de combattre les secours attendus, avant leur jonction avec l'armée royale, partit avec huit cents chevaux, et, par une marche aussi savante que rapide, passant à demi-lieue du camp ennemi, il joignit le duc de Longueville et le maréchal d'Aumont auprès de Soissons, et revint avec eux à Dieppe.

Avec ce renfort, qui portait son armée à quinze mille hommes, le roi se mit en campagne, et tenta toutes sortes de moyens pour amener les ennemis à une action décisive. Il reprit la ville et le château de Gamache, presque en présence du duc de Mayenne; mais celui-ci, refusant toujours le combat, passa la Somme et se retira en Picardie. Henri IV ne voulut point s'engager dans cette province, et retourna à Dieppe, où il reçut un secours de quatre mille Anglais, avec une somme d'argent assez considérable.

*Henri* IV *assiége de nouveau Paris.* — Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour la sûreté des places qu'il possédait en Normandie, Henri IV quitta Dieppe, et prit la direction de Paris, à la tête de toutes les troupes dont il pouvait disposer. Il passa la Seine à Meulan, vint établir son quartier-général à Bagneux, village peu distant de Paris, et cantonna son armée à Issi, Vaugirard, Gentilli et autres villages des environs. Il se flattait que les intelligences secrètes qu'il avait dans Paris concourraient à la réussite de son entreprise. Dans cet espoir, il ordonna, le 1er novembre, une attaque sur les faubourgs méridionaux de la capitale. L'armée royale fut partagée en trois corps; le premier, commandé par le maréchal de Biron, qui avait sous ses ordres

le comte de Guitri avec les quatre mille Anglais, devait attaquer les faubourgs Saint-Victor et Saint-Marcel; le second corps, aux ordres du maréchal d'Aumont, sous lequel commandaient Damville et Bellegarde, était chargé de l'attaque des faubourgs Saint-Jacques et Saint-Michel; Lanoue et Châtillon commandaient le troisième corps, chargé d'attaquer le faubourg Saint-Germain et les portes de Bussi et de Nesle. Le roi, le comte de Soissons et le duc de Longueville, chacun à la tête d'un corps de cavalerie et d'une batterie de quatre pièces de canon, devaient soutenir ces trois attaques.

1589. *Attaque et prise des faubourgs méridionaux.* — Dès la pointe du jour, les trois colonnes royales, parvenues, à la faveur d'un brouillard épais, jusqu'au pied des retranchemens qui couvraient les faubourgs que nous venons de nommer, les attaquèrent avec tant de résolution, qu'ils furent emportés en moins d'une heure. Si le canon était arrivé assez à temps pour briser les portes, on aurait pu pénétrer dans la ville même; mais les bourgeois eurent le temps de barricader ces entrées avec des poutres et autres sortes de défense. Châtillon avait réussi à attacher à la porte de Nesle un pétard qui ne fit point d'effet, parce que cette porte était terrassée, et qu'elle fut défendue vaillamment par des compagnies de milice accourues en toute hâte. Un capitaine piémontais au service de la ligue, ayant fait une sortie à la tête de trois cents hommes, chargea vigoureusement la troupe de Châtillon, et la mit d'abord en désordre; mais Châtillon reprit l'offensive, et tailla en pièces la colonne parisienne, sans réussir toutefois à forcer l'entrée de la ville de ce côté.

Le roi entra à huit heures du matin dans le faubourg Saint-Jacques; il défendit le pillage et les violences, et courut lui-même de tous côtés pour les arrêter. Cinq des faubourgs attaqués étaient en son pouvoir.

Cependant le duc de Mayenne, qui n'avait pas cru que Henri IV fut en mesure de venir attaquer Paris, avait séjourné en Picardie pour s'assurer de cette province; mais, apprenant la marche de l'armée, il se hâta d'accourir avec toute son armée. L'avant-garde, commandée par le duc de Nemours, entra dans la capitale le 1er novembre au soir, et le duc de Mayenne arriva lui-même le lendemain, ce qui n'aurait pas eu lieu si promptement, si les ordres donnés par le roi pour détruire le pont Sainte-Maxence, eussent reçu leur exécution [1].

*Le roi renonce au siége de Paris, et marche vers la Loire.* — Henri IV avait trop peu de troupes pour entreprendre de réduire Paris, après le retour du duc de Mayenne dans cette capitale. Dans cette conjoncture, il prit le parti de retirer ses troupes des faubourgs; mais il demeura le lendemain en bataille à la vue des Parisiens. Aucune troupe ne sortant pour le combattre, il continua sa retraite, et alla camper à Linas, près de Montlhéri, où il attendit encore un jour entier; après quoi, il s'achemina vers la Loire, en prenant sur son passage Etampes et Jauville, places importantes, en ce qu'elles coupaient la communication entre Paris et Orléans. Il fit attaquer ensuite la ville et le château de Vendôme. On commença par le château; lorsque le canon eut fait une brèche praticable, Châtillon et le jeune Biron, fils du maréchal, le forcèrent l'épée à la main; ce qui entraîna la prise de la ville. Celle-ci fut livrée au pillage, parce qu'elle s'était opiniâtrée sans raison contre le roi, qu'elle eût dû reconnaître la première, comme étant le patrimoine de ses ancêtres [2].

[1] Montmorenci-Thoré en était chargé; mais, étant tombé malade, son lieutenant abandonna Pont-Sainte-Maxence à l'approche de l'ennemi, sans songer à lui ôter ce moyen de passage.

[2] Mézerai.

De là Henri IV envoya le maréchal de Biron soumettre les places de Laverdin, Montoire et Châteauneuf-du-Loir, tandis qu'il allait lui-même, accompagné de cinquante gentilshommes, à Tours, où il était attendu impatiemment par toute la population et par les principales administrations du royaume, qui s'y étaient rendues après la révolte de Paris contre l'autorité royale. Il y reçut l'hommage du parlement, de la chambre des comptes, de la cour des aides, et de toutes les autres compagnies civiles et ecclésiastiques. L'ambassadeur de Venise l'y reconnut pour roi de France, au nom de la république.

Le reste de cette campagne ne fut pour Henri qu'une suite de conquêtes rapides. Un grand nombre de villes rentrèrent sous son autorité, les unes de bonne volonté, les autres par la voie des armes.

1590. *Le roi, après avoir secouru Meulan, assiége Dreux.*— L'armée royale, après de nombreux succès en Normandie, ouvrit la campagne suivante, en accourant au secours de Meulan assiégé par le duc de Mayenne, qui venait de prendre le bois de Vincennes, Beaumont-sur-Oise, Creil, Dammartin, Nanteuil et Pontoise [1]. Le roi, ayant délivré

[1] La situation du duc de Mayenne à Paris était fort critique. Il avait à déjouer à la fois les intrigues des Espagnols, qui voulaient faire déclarer le roi Philippe II protecteur de la France, et celles d'un parti formé au sein de la ligue, et qu'on appelait *les politiques*. Ce parti, à la tête duquel se trouvaient Villeroi et le président Jeannin, était secrètement, dit-on, dans les intérêts de Henri IV. « Le duc de Mayenne, dit Mézerai, n'avait pas moins de quoi exercer sa patience à souffrir les bruits d'une armée mutine qu'il avait sur les bras, sans argent pour la payer; les crieries d'un peuple qui se fâchait de nourrir cette garnison, qui lui consumait ses vivres, au lieu de lui en apporter; les lamentations des femmes et des parens de ceux qui avaient été tués en l'attaque du faubourg; et les plaintes généralement de tout Paris, qui l'accusait de lâcheté, et disait qu'après les avoir laissé piller sans en avoir eu revanche, il n'osait encore sortir en campagne, quoique l'ennemi fût à cinquante lieues de là, et

Meulan, mit le siége devant Poissi et s'en rendit maître. Le duc de Mayenne, craignant alors d'être forcé à un engagement décisif, marcha précipitamment sur la Picardie, pour y recevoir les troupes espagnoles qui venaient des Pays-Bas, sous la conduite du comte d'Egmont. Dans le même temps, Henri IV conduisit son armée devant Dreux pour en faire le siége.

Cette place, après avoir soutenu plusieurs assauts, était sur le point d'être emportée par l'effet d'une mine, à l'aide de laquelle Rosni venait de ruiner une tour, le point le plus essentiel de sa défense, lorsque le roi apprit que le duc de Mayenne, renforcé par les troupes espagnoles, était revenu sur ses pas, avait passé la Seine à Mantes, et s'avançait sur l'armée royale. Prenant alors la résolution de lever le siége et de marcher au-devant de son adversaire, Henri réunit ses principaux officiers, et leur dit : « Messieurs, il faut effacer la honte de lever un siége, à l'approche d'une armée de secours, par le gain d'une bataille. Avec des hommes de votre courage et de votre expérience, je ne puis douter de la victoire; marchons à l'ennemi. » Il mit l'armée en mouvement, et alla loger à Nonancourt, où, ayant dressé lui-même le plan de la bataille, il le communiqua à ses officiers, en leur recommandant de ranger les troupes et de les faire mouvoir dans l'ordre qu'il prescrivait. Le baron de Biron, créé depuis peu maréchal-de-camp, fut chargé de surveiller l'exécution générale du plan, et de porter les ordres du roi partout. Henri nomma en même temps Dominique de Vic, l'un des plus anciens mestres de camp, sergent de bataille :

qu'il ne se mettait pas seulement en devoir de leur déboucher les passages. Piqué sensiblement de ces reproches, et d'ailleurs sollicité d'entrer en campagne par les lettres du légat, qui lui promettait cinquante mille écus au premier siége qu'il ferait, le duc de Mayenne sortit enfin de Paris le 22 novembre.

« choisissant, dit un historien, pour cette charge périlleuse et peut-être la plus difficile dans une telle occasion, celui qu'il connaissait aussi judicieux et aussi savant dans le métier, que vaillant et intrépide dans le hasard [1]. »

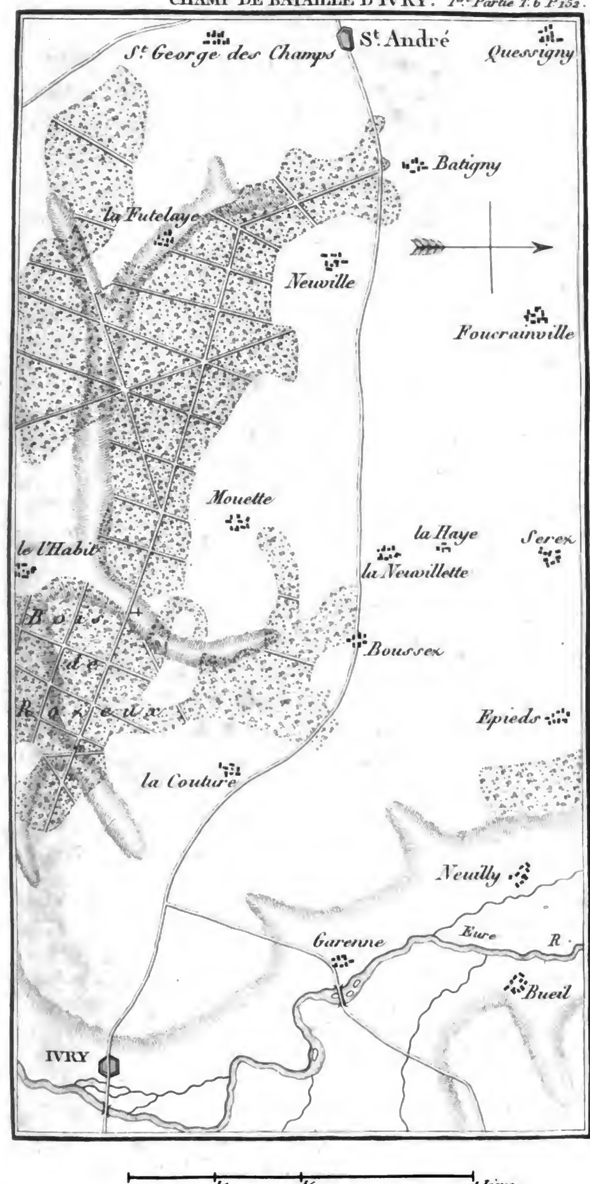
*Bataille d'Ivri.* — Le duc de Mayenne, déjà parvenu jusqu'à Ivri, bourg sur la rivière de l'Eure, fut informé par ses coureurs que le roi avait fait plus de la moitié du chemin pour venir à sa rencontre. Les deux armées, dans un pays ouvert, se trouvaient si rapprochées, qu'il était bien difficile qu'elles se séparassent sans en venir aux mains [2].

L'armée royale était forte de huit mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux, sans comprendre dans ces derniers trois cents gentilshommes, qui arrivèrent, sous la conduite du marquis d'Humières, vers le milieu du combat. Son artillerie ne consistait qu'en six pièces de canon, dont deux coulevrines. L'armée de la ligue comptait douze à treize mille fantassins et quatre mille chevaux; elle avait également six pièces d'artillerie, tant coulevrines que bâtardes.

Le bourg d'Ivri, déjà célèbre pour avoir été la première conquête de Philippe Auguste en Normandie, est situé sur l'Eure, à six lieues d'Evreux et à dix-huit de Paris. Vis-à-vis ce bourg, le long de la vallée où court l'Eure, au milieu

[1] Mézerai.

[2] Les intentions et les sentimens du duc de Mayenne ne se rencontraient pas sur ce point avec ceux du roi. Il n'était nullement d'avis d'exposer sa fortune et son honneur aux hasards d'une journée, où il ne voyait point d'avantage pour lui.......... Les reproches des Parisiens, qui étaient extrêmement alarmés du siége de Dreux; les instances du légat et de la cabale espagnole; la honte enfin d'avoir perdu plus de quatre-vingt places en six mois, sans s'être mis en devoir d'en secourir aucune, l'avaient amené par force au secours de Dreux; toutefois avec cette intention de laisser toujours une rivière entre son armée et celle du roi, et de ménager son entreprise, en sorte qu'il l'obligeât de lever le siége sans le combattre. (Mézerai.)


St. André
St. George des Champs
Quessigny
Batigny
la Futelaye
Neuville
Foucrainville
Mouette
la Haye
Serex
le l'Habit
la Neuvillette
Bois de Roseux
Boussex
Epieds
la Couture
Neuilly
Garenne
Eure R.
Bueil
IVRY
¼
½
1 Lieue.

le l'espace ou presqu'île, formée par la rivière que nous venons de nommer et celles de l'Aure et de l'Iton qui s'y jettent, est une plaine de deux ou trois lieues de circuit, qui, s'étendant presque en rond, sans être entrecoupée de fossés, de haies ou de buissons, se trouve bornée à gauche par deux villages, Saint-André et Fourcanville, et à droite par un petit bois, appelé *la haie des prés;* le centre de cette plaine, un peu creusé, forme un petit vallon, qui, sans la traverser tout-à-fait, se rehausse insensiblement jusqu'au village de Fourcanville, où l'enfoncement disparaît. Ce fut dans cette plaine que les deux armées se formèrent en bataille, le 14 mars.

Les troupes royales se déployèrent sur une ligne un peu courbe aux extrémités des ailes, en avant des village de Saint-André et Fourcanville, qu'elles avaient à dos, faisant face à l'armée de la ligue, disposée le long de la vallée où court la rivière d'Eure, et, par conséquent, en avant du bourg et du pont d'Ivri. Henri IV, sachant par expérience qu'il était plus avantageux de faire combattre la cavalerie en escadron qu'en haie, quand elle n'était point armée de lances [1], forma toute la sienne, qui n'en avait point, en sept gros escadrons, qu'il repartit au centre et aux deux ailes de l'armée. L'aile droite était confiée au maréchal de Biron, la gauche au maréchal d'Aumont; le roi s'était réservé la direction du centre. L'artillerie, composée de six pièces, comme nous l'avons dit, était placée vers la gauche, sous la garde de trois cents arquebusiers à cheval, deux cents

[1] Les guerres civiles avaient tellement épuisé le royaume de grands chevaux, qu'on commençait à abandonner les lances, dont on ne pouvait se servir qu'avec des chevaux de bataille, et qu'avec un grand exercice l'académie, de joûtes et de tournois, à quoi la jeune noblesse n'avait plus le temps ni le moyen de s'exercer; car la lance était l'arme ordinaire des gendarmes. (Le P. Daniel, *Hist. de la milice française.*)

pionniers et une compagnie d'infanterie. En tête de chaque escadron étaient distribués en tirailleurs un certain nombre d'arquebusiers, pour ébranler par leur feu les escadrons ennemis.

Le duc de Mayenne avait suivi à peu près l'ordre de bataille du roi, hormis que ses deux ailes étaient un peu plus avancées aux extrémités. Il s'était posté au centre; la droite était sous les ordres du comte d'Egmont, et la gauche sous ceux du duc de Nemours, frère utérin de Mayenne. Les deux armées comptaient également au nombre de leurs combattans des Suisses, des reîtres et des lansquenets [1].

Avant d'engager l'action, Henri IV, monté sur un superbe cheval napolitain, parcourut les rangs, et présentant aux troupes un visage sur lequel l'assurance et la gaîté étaient peintes : « Mes compagnons, leur dit-il, si vous courez aujourd'hui ma fortune, je cours aussi la vôtre; je veux vaincre ou mourir avec vous : gardez bien vos rangs, je vous prie, et, si la chaleur du combat vous les fait quitter, pensez aussitôt à vous rallier, c'est le gain de la bataille; vous le ferez entre ces trois arbres que vous voyez là-haut, dans ce champ à main droite (c'était trois poiriers); et si vous perdez enseignes, cornettes et guidons, ne perdez point de vue mon panache blanc; vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et de la victoire. »

Après cette noble allocution, le roi, voyant que l'ennemi ne s'ébranlait point, envoya dire au grand-maître de l'artillerie de faire tirer le canon, qui fut servi avec tant de promptitude et de justesse, qu'il causa beaucoup de désor-

[1] L'armée de la ligue, dit Mézerai, éclatait d'or et d'argent, ce n'était qu'écarlate, que velours et que broderies; mais en celle du roi on ne voyait que du fer et des hommes armés à cru, parmi lesquels étincelait ce rang de six vingt seigneurs à la tête de l'escadron du roi, tous couverts d'armes dorées et ciselées, et bouclées de pierreries.

dre dans les rangs ennemis. Le duc de Mayenne fit risposter à ce feu par son artillerie; mais ses pièces, mal placées ou mal pointées, produisirent peu d'effet.

La cavalerie légère de la ligue, principalement incommodée par cette canonnade, pour s'en délivrer, entama une charge sur la batterie royale, que protégeaient, comme nous l'avons déjà dit, trois cents arquebusiers à cheval; le maréchal d'Aumont, s'avançant au même instant pour soutenir ceux-ci à la tête de trois cents cavaliers, tomba sur la troupe ennemie avec tant de vigueur, qu'il la rompit du premier choc, et la poursuivit jusqu'à l'entrée d'un petit bois, où il s'arrêta pour rallier les siens, et d'où il vint reprendre son poste de bataille.

Dans le même temps et du même côté, un escadron de reîtres s'était avancé sur les arquebusiers à cheval, et les avait rompus; mais le baron de Biron, chargeant aussitôt avec son escadron, arrêta les progrès des reîtres, et donna aux arquebusiers le loisir de se rallier. Cette charge de l'ennemi fut bientôt suivie d'une troisième faite par un escadron de lances-valonnes qu'envoya le comte d'Egmont. Le baron de Biron, blessé au bras et au visage, courait risque de voir son escadron culbuté, lorsque le duc de Montpensier, à la tête des siens, accourut au secours, et força les lances-vallones, ainsi que le reste des reîtres, à tourner bride vers la ligne ennemie, où leur retraite jeta du désordre.

Pendant que ceci se passait à la droite de l'armée de la ligue, le duc de Mayenne, ébranlant son centre et sa gauche, vint fondre sur la troupe du roi, avec douze cents lances et quatre cents carabins à cheval. Ces derniers firent, à vingt-cinq pas, une décharge si bien nourrie sur l'escadron en tête duquel était Henri IV, que cette troupe en fut très-maltraitée. Le gentilhomme qui portait la cornette royale

fut dangereusement blessé au front; comme le sang lui tombait dans les yeux, de manière à l'empêcher de voir, et que les rênes de sa bride étaient coupées par les balles, son cheval fut emporté à travers champs, et suivi par un jeune seigneur, qui portait un panache semblable à celui de Henri IV. Ce dernier incident faisant croire à plusieurs gentilshommes que le roi se retirait du combat, ils en firent autant; mais le monarque, loin d'éviter la mêlée, réparant promptement le désordre causé par le feu des carabins, et, culbuttant ceux-ci, chargea impétueusement les douze cents lances espagnoles, les enfonça et les mit en déroute. Le comte d'Egmont, qui les commandait, eut la tête cassée d'un coup de pistolet [1].

Le duc de Montpensier, les barons de Biron et de Schomberg n'obtinrent pas moins de succès sur les escadrons du duc de Nemours et du chevalier d'Aumale.

La victoire était décidée; toute la cavalerie de la ligue était enfoncée et mise en déroute; les ducs de Mayenne et de Nemours, n'ayant plus autour d'eux qu'une poignée de gentilshommes, et ayant fait tous leurs efforts pour rétablir le combat [2], furent contraints d'abandonner le champ de bataille; car leur infanterie, ayant vu la déroute de la cavalerie, s'était aussi débandée presque sans combattre. Un seul gros de Suisses se retirait en bon ordre, lorsque le maréchal de Biron fit avancer du canon pour le rompre plus facilement; mais le roi, qui voulait ménager cette nation,

[1] On perdit de vue, pendant quelque temps, le roi dans la mêlée, où il se trouva, avec douze à quinze gentilshommes seulement, au milieu des ennemis; il tua de sa main l'écuyer du comte d'Egmont. « Il faut jouer du pistolet, dit-il à sa suite, plus y aura d'ennemis, plus il y aura de gloire.»

[2] Le duc de Mayenne n'oublia rien ce jour-là de tout ce que peut faire un général d'armée, soit avec la tête, soit avec le bras; et Henri-le-Grand lui donna cette louange, qu'il ne lui avait rien manqué pour obtenir la victoire que le bon droit. (MÉZERAI.)

dont il avait aussi des troupes à son service, les envoya sommer de se rendre en leur offrant bon quartier. Les Suisses l'acceptèrent, mirent bas les armes, et obtinrent toute sûreté pour retourner dans leur pays.

Henri IV, ayant rallié la plus grande partie de sa cavalerie, en forma trois colonnes pour aller à la poursuite des fuyards : il en confia une au baron de Biron, une autre au comte d'Auvergne, et se mit à la tête de la troisième, accompagné du duc de Montpensier et de la Trimouille, et de l'escadron arrivé pendant le combat, sous la conduite du marquis d'Humières. Il était suivi du gros de l'armée que conduisait le maréchal de Biron.

Le duc de Nemours, suivi de Bassompierre et du vicomte de Tavannes, s'était sauvé du côté de Chartres ; le duc de Mayenne, avec le plus grand nombre de fuyards, avait passé l'Eure sur le pont d'Ivri, qu'il fit rompre aussitôt. Cette précaution ne l'aurait pas mis en sûreté, si les habitans de Mantes eussent persisté dans la résolution de lui fermer leurs portes ; mais il leur fit tant d'instances et de prières, il les assura si fermement que le roi avait été tué, et que la perte était égale dans les deux armées, qu'ils le reçurent dans la place.

Le roi, ne pouvant se procurer un passage assez prompt sur l'Eure, abandonna la poursuite, et vint le soir même coucher à Rosni.

Ainsi se termina la journée d'Ivri [1]. Le succès était complet ! les canons, tous les drapeaux, le bagage de l'ennemi, étaient au pouvoir du vainqueur ; de toute cette armée, forte, avant le combat, de plus de seize mille hommes, à peine le quart s'était-il sauvé : le reste avait été tué ou fait prisonnier. Le roi, qui avait perdu un millier d'hommes, avait

[1] Les courtisans demandaient à Henri IV quel nom cette bataille porterait : « C'est, répondit-il, la journée du Tout-Puissant, à qui seul en est toute la gloire. » (Perefixe.)

aussi fait tous ses efforts pour épargner le sang de ses sujets. « Sauvez les Français, criait-il dans la mêlée, et main basse sur les étrangers [1]. »

Henri IV, soupant au château de Rosni, fut averti que le maréchal d'Aumont venait lui rendre compte de ce qu'il avait fait : il se leva au-devant de lui, et l'ayant embrassé avec effusion, il le fit asseoir à table, en lui disant : « Il est bien juste que vous soyez du festin, puisque vous m'avez si bien servi à mes nôces. » Le maréchal de Biron n'avait pas eu l'occasion de combattre; mais, se présentant à propos sur les points où sa présence pouvait être utile, il avait contribué, autant et peut-être plus qu'aucun des autres généraux, au succès de la journée; le roi, de son côté, avait trop exposé sa personne. « Sire, lui dit Biron, vous avez fait aujourd'hui mon devoir, et moi j'ai fait le vôtre.» L'intrépidité du duc de la Trimouille, qui n'avait pas cessé de combattre sous les yeux de Henri, lui valut, de la part de ce prince, cette louange délicate : « Je reconnais que, dans cette journée, tu as été plus vaillant que moi de la longueur de ton cheval [2]. »

[1] Les lansquenets avaient été presque tous hachés en pièces. La supercherie que ces troupes avaient faite à la journée d'Arques, empêcha qu'on ne leur donnât quartier, quoiqu'ils eussent baissé leurs enseignes et leurs piques pour le demander. (MÉZERAI.)

[2] Nous ne devons pas passer sous silence la réparation que Henri IV avait faite au comte de Schomberg, commandant les troupes allemandes à son service. Ce général, deux jours avant la bataille, était venu demander la paie de ses reîtres et lansquenets. Le roi, qui n'avait pas d'argent, répondit dans un mouvement de dépit : « Jamais homme de cœur n'a demandé de l'argent la veille d'une bataille. » Se repentant ensuite de cette vivacité injurieuse, il saisit, pour la réparer, le moment où l'on allait se battre. « M. de Schomberg, dit-il, je vous ai offensé; cette journée sera peut-être la dernière de ma vie, je ne veux point emporter l'honneur d'un gentilhomme; je sais votre mérite et votre valeur, je vous prie de me pardonner, embrassez-moi. » Schomberg lui répondit : « Il est vrai

*Blocus de Paris par l'armée royale.* — Le fruit de la victoire d'Ivri fut la soumission de Mantes et de Vernon, qui rendirent le roi maître de tous les ponts sur la Seine, entre Rouen et Paris. Après être demeuré quinze jours dans la première de ces villes, tant pour donner quelque repos à ses troupes, qu'à cause des pluies qui avaient gâté les chemins, Henri IV en partit le 30 mars, pour conduire son armée victorieuse devant Paris [1]. Ses forces s'élevaient alors à quatorze mille hommes de pied et à quatre mille chevaux; et, quoique ce nombre ne fût pas suffisant pour former régulièrement le siége d'une place aussi étendue, il l'était cependant assez pour la tenir bloquée. 1590.

Maître de toutes les places au-dessus et au-dessous de la capitale, le roi fit construire un pont au-dessus de Conflans, d'où il envoyait des partis courir la campagne, en sorte que les vivres ne pouvaient entrer. Il fit placer sur Montmartre et sur la butte Saint-Chaumont quelques pièces d'artillerie pour effrayer les Parisiens. Si Henri IV eût été bien secondé dans ses mesures, Paris, dont le duc de Nemours était gouverneur, aurait bientôt succombé; mais les officiers de l'armée royale étaient les premiers à laisser passer des vivres, parce qu'ils les vendaient excessivement cher aux habitans, et le roi lui-même, dont le cœur était compâtissant, fermait les yeux sur ce commerce [2].

que Votre Majesté me blessa l'autre jour; aujourd'hui elle me tue, car l'honneur qu'elle me fait m'oblige de mourir en cette occasion pour son service. » Ce brave capitaine signala en effet sa valeur, et fut tué sous les yeux du roi.

[1] Quelques historiens attribuent le retard de la marche de l'armée royale sur Paris à une intrigue de Henri IV avec la marquise de Guercheville, qui enchaîna pendant quelque temps le plus actif des guerriers.

[2] Cette ville était dépourvue d'artillerie et de munitions de guerre; il n'y avait qu'une seule pièce montée et qui pût servir, parce que tout le surplus en avait été tiré et perdu aux rencontres passées. Les murailles

1590. *Le roi cherche à surprendre le duc de Mayenne dans la Picardie.* — Cependant le duc de Mayenne était en Picardie, où il s'efforçait de réunir quelques troupes aux débris de l'armée battue à Ivri; il était si mal accompagné, que le roi, en étant informé, se mit à la tête d'un fort détachement de cavalerie pour l'aller attaquer. Henri avait fait dix-sept lieues, et il était sur le point de surprendre le duc, lorsque celui-ci fut averti assez tôt pour se jeter dans la place de Laon, d'où il partit pour se rendre à Condé, où il devait s'aboucher avec le duc de Parme, Alexandre Farnèse, afin de presser l'arrivée d'un secours formidable, ainsi qu'on le verra bientôt.

1590. *Mort du cardinal de Bourbon, prétendu roi de France.* — Le cardinal de Bourbon, reconnu roi par la ligue, sous le nom de Charles X, était mort de la gravelle dans sa prison de Fontenai-le-Comte, en Poitou, le 9 mai de cette même année. Ce prélat, qui aimait Henri IV, son neveu, s'était prêté au manége des ligueurs [1], moins par ambition que par

étaient si mauvaises, que, par plusieurs endroits, on y montait et descendait sans difficulté ....... Si le roi eût bien su se servir de l'occasion et user de sa fort une, il eût obtenu sans peine ce qui depuis lui a coûté beaucoup à poursuivre. (*Relation du siége de Paris*, par Pierre Corneio.)

Si le roi eût été mieux servi, et que la plupart des capitaines et gens d'autorité n'eussent point permis l'entrée des vivres, pour en retirer des écharpes, plumes, étoffes, bas de soie, gants, ceintures, chapeaux de castor et autres belles galantises, il leur eût été impossible (aux Parisiens) d'attendre le secours du prince de Parme. (*Economies royales de Sully.*)

[1] Un écrivain contemporain rapporte que, vers le temps où le cardinal de Bourbon fut déclaré roi, il envoya, de sa prison, son chambellan à Henri IV, avec une lettre, par laquelle il le reconnaissait pour son roi légitime. (D'AUBIGNÉ)

Il disait un jour à un de ses confidens : « Ne crois pas que je me sois accommodé sans raison avec ces gens-ci (les ligueurs); penses-tu que je ne sache pas bien qu'ils en veulent à la Maison de Bourbon, et qu'ils n'eussent pas laissé de faire la guerre, quand je ne me fusse pas joint à eux ? Pour le moins, tandis que je suis avec eux, c'est toujours Bourbon qu'ils

zèle pour la religion. A la nouvelle de cette mort, la Sorbonne décida solennellement que Henri de Bourbon, hérétique, fauteur d'hérétiques, relaps et excommunié, ne pouvait monter sur le trône de France, quand même il serait absous des censures; qu'on était obligé en conscience de l'empêcher d'y parvenir; qu'en mourant pour une si sainte cause, on s'assurait la palme du martyre. Le parlement, ou plutôt la réunion des magistrats factieux qui prétendaient représenter cette cour souveraine, alors réfugiée à Tours avec le premier président de Harlay, osa approuver ce décret, aussi plein d'extravagances que de fureur, et défendit, sous peine de mort, de parler d'aucune composition avec le roi.

Vers le même temps, on vit se former à Paris une espèce de régiment de prêtres et de moines, qui parcoururent les rues en procession, la cuirasse sur le dos et le mousquet sur l'épaule; spectacle ridicule, mais que les ligueurs croyaient propre à exciter le fanatisme de la populace [1].

*Détresse des Parisiens.* — On comptait alors dans Paris deux cent vingt mille ames environ. La famine commençait à se faire sentir d'une manière intolérable. Bientôt le peuple fut réduit à pulvériser les os des morts pour se procurer une horrible subsistance; mais l'air de santé et l'embonpoint 1590.

reconnaissent : le roi de Navarre, mon neveu, cependant fera sa fortune; ce que je fais n'est que pour la conservation du droit de mes neveux; le roi (Henri III) et la reine-mère savent bien mon intention. »

(*Chronic. noven.* — Le président HÉNAULT.)

[1] Le légat voulut animer cette milice de nouvelle espèce par sa présence. Un des moines encuirassés tira pour lui faire honneur, ne sachant pas sans doute que son arquebuse était chargée à balle. L'aumônier du légat reçut le coup, et mourut dans le carosse qui conduisait l'Eminence. Il fut regardé aussitôt comme un saint; on s'écria qu'il était monté droit au ciel; que personne ne pouvait en douter, puisque monseigneur le légat, *qui savait bien ce qui en était*, l'assurait ainsi.

(*Journal de Henri* IV. — *Satyre Ménippée.*)

d'un grand nombre de ces religieux, qui prêchaient journellement le martyre, fit soupçonner qu'ils n'étaient pas aussi indifférens pour leur propre vie. Une visite faite dans les couvens dévoila leurs manœuvres intéressées; on trouva presque toutes ces maisons saintes fournies de vivres pour plus d'un an[1]. Cette découverte offrit une ressource temporaire; mais la ville eût bien moins tardé à se rendre, si, comme nous l'avons déjà dit, Henri IV, par un excès de bonté, n'eût souffert que ses officiers et ses soldats fissent entrer des rafraîchissemens, et n'eût permis à un grand nombre d'habitans de sortir hors des murs[2].

Cependant la nécessité força les Parisiens de tenter quelque accommodement avec le prince dont ils s'obstinaient à ne pas reconnaître l'autorité. Malgré les décrets de la Faculté de théologie et les arrêts du prétendu parlement de la ligue, quelques conférences eurent lieu entre les députés de la capitale et des agens du roi. Les premiers offraient la soumission de leurs concitoyens, pourvu que Henri abjurât le calvinisme. Ce monarque, averti que les factieux avaient envoyé vers le duc de Mayenne pour presser son retour avec les secours qu'il avait pu obtenir des Espagnols, rompit les conférences, en écrivant toutefois aux Parisiens, qu'il conservait pour eux l'affection d'un père, qu'ils en éprouveraient les effets, s'ils se rangeaient bientôt à leur devoir, et qu'il les exhortait de ne pas attendre la dernière extrémité, parce qu'alors ils auraient épuisé son indulgence.

[1] Mézerai.

[2] On raconte que deux paysans, qui allaient être pendus pour avoir amené du pain à une poterne des remparts, s'étant jetés aux genoux du roi, et lui représentant qu'ils n'avaient pas d'autre moyen de gagner leur vie, Henri leur donna tout l'argent qu'il avait sur lui, et leur dit : « Allez en paix, le Béarnais est pauvre; s'il en avait davantage, il vous le donnerait. » Dans une autre occasion, ce monarque s'écria : « J'aimerais mieux n'avoir point de Paris, que l'avoir tout ruiné par la mort de tant de personnes. »

*Le duc de Parme amène une armée en France au secours de la ligue.* — Sur ces entrefaites Philippe II, qui craignait la fin des troubles, et qui se flattait d'unir la couronne de France à celle des Espagnes, avait ordonné au duc de Parme de marcher au secours de Paris, quelque dangereux qu'il fût d'ailleurs de dégarnir la Belgique et la Flandre, exposées aux entreprises de la nouvelle république de Hollande. Farnèse se mit presque aussitôt en mouvement avec douze mille hommes de pied et trois mille chevaux, des munitions et un train d'artillerie formidable. Il partit de Valenciennes, où s'était opérée la réunion de ses troupes, pour entrer en France dans le plus bel ordre et dans l'appareil le plus imposant; faisant observer une exacte discipline aux soldats, marchant à petites journées, et se retranchant partout où il campait, il arriva le 22 août à Meaux, sans avoir rencontré aucun obstacle sur sa route. 1590.

*Le roi lève le siége de Paris, et marche à la rencontre des Espagnols.* — A la nouvelle de cette invasion des Espagnols, Henri IV leva subitement le siége de Paris, et vint camper auprès de Claie avec toute son armée. Le brave Lanoue et le vicomte de Turenne étaient d'avis de conserver ce poste situé sur la route de Paris à Meaux, où l'armée ennemie avait des rivières et des bois à traverser, et où, par cette raison, on pourrait l'attaquer avec avantage dans sa marche; mais le maréchal de Biron jugea qu'il convenait mieux de se porter à Chelles, au-dessus de Lagni, position qui rendrait le roi maître de la Marne, et où l'armée, en s'étendant à gauche vers la forêt de Livri, fermerait le passage à l'ennemi. Henri IV adopta cet avis, et vint camper dans la plaine de Bondi. A peine l'armée royale avait-elle abandonné la position de Claie, que le duc de Parme vint s'y loger, et de là, tournant à gauche, il s'avança vers Chelles. Déjà les fourriers de l'armée espagnole y marquaient les lo-

gemens, lorsque les coureurs du roi, conduits par Lavardin et Châtillon, les en chassèrent, pendant que d'un autre côté le duc de Parme et Mayenne, à la tête d'un détachement de huit cents cavaliers, s'avançaient pour reconnaître le terrain et les environs. Henri IV, prévenu de cette reconnaissance, prenant avec lui trois cents chevaux seulement, accourut charger le corps ennemi, et le repoussa jusqu'à deux lieues au-delà de Chelles. Son intention était d'engager une action générale, et il fit toutes ses dispositions en conséquence; mais le duc de Parme avait un autre but. Pendant sept jours que les deux armées restèrent en présence, le général espagnol permit à ses soldats d'escarmoucher avec les troupes et de tâter leur valeur; mais il défendit d'engager un combat sérieux, et lorsqu'un trompette, envoyé par le roi, vint lui dire que son maître n'esquivait jamais une bataille, le duc répondit : « Pour moi, je veux esquiver à ses dépens celle qu'il me présente, et quiconque m'y forcera sera plus habile que moi. » Il avait posté ses troupes à quelque distance de Chelles, sur le versant d'une colline, au pied de laquelle était un marais qui en rendait l'accès très-difficile; étendant ensuite sa ligne en arrière de cette position jusqu'auprès des faubourgs de Lagni, il entreprit le siége de cette place.

1590. *Le duc de Parme évite le combat, et prend Lagni.* — Lagni, situé sur la Marne, était un poste très-important. Henri y avait placé, comme gouverneur, un capitaine habile, nommé Lafin, avec quinze compagnies françaises. Malgré la faiblesse de cette garnison, Lafin était dans la résolution de se défendre avec vigueur. Le duc de Parme venait de faire occuper les faubourgs que le gouverneur avait abandonnés, pour se renfermer dans la place après avoir fait rompre le pont. Le roi, informé de ce mouvement, envoya reconnaître la position des assaillans par le comte

d'Auvergne et le baron de Biron, qui engagèrent, à cet effet, une sanglante escarmouche avec l'avant-garde commandée par le marquis de Renti; le combat fut vif, opiniâtre, et dura jusqu'à la nuit; les deux géuéraux français rapportèrent au roi qu'il était impossible de forcer l'ennemi dans la position où il s'était retranché. Pendant cet engagement, le duc de Parme, foudroyant Lagni avec douze pièces de canon, faisait donner l'assaut à la place par des soldats d'élite. Détaché par le roi, avec deux régimens d'infanterie et un gros de cavalerie, pour venir secourir la place par la rive gauche de la Marne, en passant cette rivière sur le pont de Gourneri, le maréchal d'Aumont arriva trop tard. L'ennemi, averti de ce secours, redoubla d'efforts et pénétra dans Lagni, malgré l'énergique résistance de la garnison. Une partie se sauva à la faveur du détachement du maréchal d'Aumont; tout ce qui ne put échapper ou se cacher, fut passé au fil de l'épée [1].

Après ce brillant avantage, le duc réunit tout ce qui se trouvait de bateaux sur la Marne, et les envoya à Paris chargés de vivres; il manœuvra ensuite si habilement, que le roi, déconcerté et manquant de vivres, n'osa rien entreprendre pour arrêter le cours de ses succès.

*Le roi revient devant Paris, et convertit le siége en blocus.* — Toutefois Henri n'avait pas perdu l'espoir de soumettre Paris, dont il s'était rapproché presque aussitôt la prise de Lagni; il fit, de trois côtés, un vigoureux effort contre ses murailles. Le succès ne couronna point l'intrépidité des assiégeans; ils furent repoussés sur tous les points. Malgré cet échec, le roi se flattant encore de surprendre les assiégés à la faveur des ténèbres, fit donner un nouvel assaut par des troupes fraîches. Déjà quelques hommes étaient 1590.

[1] Mézerai. — *Hist. et Journal d'Henri* IV.

montés sur le rempart du quartier Saint-Jacques, lorsque un avocat et un libraire, accourus les premiers en criant aux armes, renversèrent une échelle chargée de soldats; et, bientôt secondés par la garnison et les bourgeois éveillés par leurs cris, ils forcèrent les troupes royales à se retirer une seconde fois.

Convaincu que tous ses efforts seraient infructueux pour le moment, le roi se retira sur Senlis, et de là à Creil sur l'Oise, avec une précipitation qui, dit Mézerai, d'après le témoignage d'un capitaine de l'armée royale, « passa la bonne grâce d'une retraite. » Après s'être emparé de Clermont, en Beauvoisis, dont la garnison incommodait les places de Senlis et de Compiègne, Henri jugea à propos de cantonner une partie de ses troupes dans les villes voisines de Paris, afin de tenir cette ville étroitement bloquée; d'envoyer des détachemens dans les provinces les plus rapprochées, afin de les maintenir dans l'obéissance, et de ne garder seulement qu'un camp volant, pour observer les desseins des ennemis, et leur tenir tête s'ils tentaient quelque chose de nouveau. D'après cette résolution, il doubla les garnisons de Melun, Corbeil, Meulan et Mantes; plaça Lavardin à Saint-Denis, avec ordre de réparer les fortifications de cette place, et renvoya le prince de Conti en Touraine, le duc de Montpensier en Normandie, le duc de Longueville en Picardie, le duc de Nevers en Champagne, enfin le maréchal d'Aumont en Bourgogne; ce qu'il réserva de troupes auprès de lui, fatigué et rebuté, s'élevait à peine à huit cents chevaux.

1590. *Le duc de Parme retourne dans les Pays-Bas; événemens militaires en Bretagne et en Provence.* — Le duc de Parme ayant rempli le principal objet de sa mission, le ravitaillement et la délivrance de Paris, et voyant que ses intrigues obtenaient moins de succès que ses armes, ne pensa

plus qu'à reprendre le chemin des Pays-Bas, en laissant huit mille hommes au duc de Mayenne. Le roi le suivit dans sa retraite jusqu'à la frontière. Délivré de ce côté, il tourna ses armes vers la Bretagne. Le duc de Mercœur, frère du duc de Mayenne, et gouverneur de cette province pour la ligue, voulait, aidé par les Espagnols[1], s'y former un état indépendant[2]; la guerre se fit sur ce point avec des succès long-temps balancés.

Vers le même temps, le duc de Savoie, à la faveur des troubles, fit une invasion en Provence, et fut reçu avec tous les honneurs de la souveraineté par le parlement d'Aix, qui lui donna le titre de gouverneur et de lieutenant-général, sous la couronne de France. Lesdiguières battit ce prince, et s'empara de Grenoble, dont il fut nommé gouverneur.

Henri IV s'occupait, sur tous les points, à éteindre le feu de la guerre civile; mais comme la division de ses forces l'empêchait d'obtenir des succès décisifs, il se décida à réunir une armée capable de soumettre les rebelles et faire tête aux Espagnols. Pour assurer ses triomphes contre ses nombreux ennemis, il envoya en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, d'habiles négociateurs, et, pendant qu'il tentait auprès de ces puissances tous les moyens de la politique, il préparait en France tous ceux de la guerre.

*Les ligueurs tentent de surprendre Saint-Denis.* — Les premières opérations de la campagne de 1591 ne furent pas heureuses pour la ligue. Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, le chevalier d'Aumale, à la tête d'un corps de troupes parisiennes, pénétra dans Saint-Denis par d'anciennes brèches, et au moyen d'un pétard qui fit sauter une des 1591.

[1] Les Espagnols possédaient en Bretagne le port de Blavet, aujourd'hui Port-Louis.

[2] Le duc de Mercœur prétendait avoir des droits sur le Bretagne par sa femme, héritière de la Maison de Penthièvre.

portes. Au premier bruit de cette surprise, Dominique de Vic, qui avait succédé à Lavardin, envoyé par le roi pour commander dans le Maine, se jette en chemise sur un cheval, et, suivi de cinq gendarmes, auxquels se joignent cinq à six de ses domestiques, charge les assaillans, qui déjà poussent des cris de victoire, et les arrête. Un trompette, aussi brave qu'intelligent, dont l'histoire aurait dû conserver le nom, se rend en même temps au-dessus de la porte par où les Parisiens défilaient encore, et sonne la charge. Les ligueurs, se croyant entourés, prennent la fuite en désordre, sont poursuivis par la garnison, et laissent leur chef parmi une foule de morts.

Janvier 1591 *Journée des farines.* — Quelques jours après, le roi tenta à son tour de surprendre Paris; il déguisa en paysans des officiers, qui, conduisant des charrettes et des chevaux chargés de farine, devaient embarrasser une des portes de la ville, celle de Saint-Honoré, y pénétrer, et, s'étant rendus maîtres du corps-de-garde, y tenir ferme jusqu'à l'arrivée des troupes cachées dans le faubourg; mais, ou soupçonné ou découvert, ce coup manqua. Dès la pointe du jour, les Parisiens étaient sous les armes. Lorsque les prétendus paysans se présentèrent, ils trouvèrent la porte terrassée, et entendirent sonner le tocsin. Le roi, qui n'avait compté que sur une surprise, renonça à attaquer. Les ligueurs donnèrent à cette tentative le nom de *journée des farines* [1].

1591. *Prise de Chartres par l'armée royale.* Henri IV, maître d'une partie des places autour de Paris, et menaçant toutes les autres par ses manœuvres actives [2], vint mettre le siége

[1] *Journal d'Henri* IV. — Mézerai.

[2] Le roi, faisant la guerre aussi chaudement en hiver comme en été, tenait la ligue en haleine par de perpétuelles cavalcades, et paraissant tantôt en un endroit, tantôt en un autre, avec une incroyable célérité, lui donnait de la crainte pour toutes ses places. (MÉZERAI.)

devant Chartres, qui était encore au pouvoir de la ligue. Cette ville, bien qu'elle ne fut défendue que par une faible garnison, résista long-temps, et repoussa deux assauts meurtriers. Affligé de la perte d'un grand nombre de ses braves, le roi répondit au chancelier Chiverny, qui l'engageait à renouveler l'attaque : « Allez-y donc vous-même, je n'ai pas accoutumé à faire si bon marché du sang de la noblesse [1].» Châtillon, qui avait acquis quelque expérience dans l'attaque des places, rassura le roi, et, ayant examiné l'état des fortifications, il promit au roi d'entrer sous peu de jours dans la place. En effet, effrayés de la construction d'un pont d'une nouvelle invention, pour descendre à couvert dans le fossé, et monter plus sûrement à l'assaut, les assiégés demandèrent à capituler. Le roi leur accorda des conditions honorables. A son entrée, il fut reçu par les magistrats de la ville; l'orateur, en lui présentant les clés, discourait longuement pour prouver que la ville lui appartenait par droit divin et par droit humain : « Ajoutez, dit le monarque impatienté, ajoutez, et par le droit canon. » Après la soumission de cette place importante, Henri alla faire le siége de Noyon, que le duc de Mayenne, avec des forces supérieures, ne put l'empêcher de réduire. Les ligueurs se dédommagèrent de cette perte, en s'emparant de Château-Thierri.

*Nouvelle faction appelée le tiers-parti.* — Pendant que le roi était encore occupé au siége de Chartres, une nouvelle faction, désignée sous le nom de tiers-parti, s'était formée à Tours. Le jeune cardinal de Bourbon, fils de Louis Ier, prince de Condé, et neveu du vieux cardinal, reconnu roi par la ligue, était à la tête de ce même parti, que Henri IV appela par dérision *les tiercelets*, composé des hommes qui, jusqu'à ce jour spectateurs de la lutte entre le roi et la ligue, 1591.

[1] Mézerai.

avaient osé concevoir l'espérance de mettre eux-mêmes un terme à la guerre civile. Quelques déserteurs des deux partis grossirent ce troisième. L'heureuse destinée de Henri voulut que cette faction, qui pouvait devenir redoutable, ne mît aucune suite dans ses projets, aucune sagesse dans ses opérations. Quatre personnages formaient le conseil du nouveau prétendant : le duc d'Elbœuf, adonné au plaisir et incapable de diriger un parti ; Balbariés, aventurier subalterne ; Touchard, précepteur du jeune cardinal, pédant orgueilleux, sans connaissance des hommes ; Jacques Duperron, qui, pour premier essai de ses talens et de son extrême adresse, trahissait le protecteur qui l'honorait de sa confiance.

Vers le même temps, le jeune duc de Guise, fils du *balafré* [1], s'échappa du château de Tours, où il était retenu depuis la mort de son père. Le roi ne fut point fâché de cette évasion, parce que c'était, dans les circonstances présentes, un nouveau prétendant à la couronne, qui ne pouvait qu'augmenter la division qui régnait déjà parmi les ligueurs.

1591. *Un corps de troupes étrangères renforce l'armée royale.* — Cependant Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, devenu duc de Bouillon par son mariage avec Charlotte de La Marck [2], avait levé, dans les états protestans d'Allemagne, une armée de douze mille fantassins et de cinq à six mille chevaux. Le roi alla au-devant de ce puissant secours avec toute sa cavalerie. Son intention était d'attaquer le duc de Mayenne, renforcé de quelques troupes

[1] C'était le surnom donné à Henri, duc de Guise, qui, dans une rencontre près de Château-Thierri, avait reçu dans le visage un coup de pistolet, dont la cicatrice lui était tracée.

[2] Le roi avait fait ce mariage pour enlever cette héritière au duc de Lorraine et au duc de Nevers, l'un son ennemi déclaré, l'autre allié suspect, qui tous deux la voulaient pour leur fils. (Le président Hénault.)

italiennes que le pape lui avait envoyées; mais, voyant que ce chef de la ligue se tenait renfermé dans ses places, il traversa la Picardie, et vint, comme il l'avait promis aux Anglais, mettre le siége devant Rouen.

*Succès des armes royales; mort du brave Lanoue, dit Bras-de-Fer.* — Il recevait, à cette époque, d'heureuses nouvelles de presque tous ses lieutenans dans les différentes provinces. Les uns avaient remporté des avantages décisifs, les autres balançaient les succès. En Bretagne, le duc de Mercœur était tenu en échec par Lanoue; cet habile capitaine excellait dans la guerre de chicane, il ne manquait jamais de ressources, et tirait même avantage des circonstances fâcheuses; le revers de la veille était réparé par le succès du lendemain; il harcelait sans cesse son ennemi, et le tourmentait par de continuelles entreprises. Lanoue Bras-de-Fer périt au siége de Lamballe, en reconnaissant lui-même une brèche, avant de commander l'assaut. Toute l'armée le pleura à cause de ses vertus militaires. Sa modération, son équité, la pureté de ses mœurs, le firent regretter de tous les bons Français, et même des ennemis. 1591.

*Commencement du siége de Rouen par l'armée royale; le duc de Parme rentre en France.* — La capitale de la Normandie, munie d'une garnison nombreuse, avait pour gouverneur le comte de Villars-Brancas. Ce brave officier, qui joignait l'expérience à la valeur, en faisant relever les fortifications, avait rassemblé un grand nombre de barques sur la Seine, et multiplié les moyens de défense. Ainsi qu'à Paris, les habitans et les troupes avaient prêté le serment solennel d'union. Il était défendu, sous peine de mort, d'entretenir des intelligences avec le roi; citoyens, prisonniers, soldats, partageaient les travaux militaires; mais la disette ne tarda pas à faire sentir ses rigueurs. L'armée royale, forte alors de quarante mille hommes, par la jonction d'un 1591.

corps de troupes anglaises, commandé par d'habiles capitaines, du nombre desquels était le comte d'Essex, si connu par ses intrigues amoureuses avec la reine Elizabeth, l'armée royale, disons-nous, poussait les travaux du siége avec une grande activité, pressait les attaques avec vigueur, et allait peut-être réduire la place, lorsque le roi fut informé que le duc de Parme, qui venait de joindre une seconde fois ses troupes à celles du duc de Mayenne, s'avançait à grandes journées, par la Picardie, au secours des assiégés.

1592. *Combat d'Aumale.*— A cette nouvelle Henri IV, laissant la plus grande partie de ses forces devant Rouen, marcha, à la tête de six mille chevaux, au devant de l'armée ennemie. Il la rencontra près d'Aumale. Ne se voyant point en mesure de tenter une action générale, il renvoya presque tout son détachement avec ses bagages du côté de Neufchâtel, et ne garda avec lui qu'un escadron de gentilshommes et cinq cents arquebusiers à cheval, sous les ordres de Lavardin. Un brouillard épais l'empêcha quelque temps d'apercevoir les ennemis; toutefois ils étaient si près, qu'on entendit bientôt le son de leurs trompettes. Le roi ordonna alors à Lavardin de se porter avec ses arquebusiers dans un vallon prochain, derrière des haies et des fossés qui longeaient le chemin; puis il s'avança, avec cent chevaux seulement, sur les Espagnols et les ligueurs, pour bien les reconnaître et donner à ses bagages le temps de filer. Rosni, qui était auprès de Henri, voulait lui représenter le danger auquel il s'exposait : « Rosni, répondit le monarque intrépide, voilà le discours d'un homme qui a peur, je n'attendais pas cela de vous. — Sire, reprit Rosni, si je crains, c'est pour les jours de V. M. — J'en suis persuadé, mais croyez que je ne suis pas aussi étourdi que vous le pensez, que je crains pour ma peau autant qu'un autre, et que je me retirerai si à propos, qu'il n'en arrivera aucun accident.»

Le duc de Parme, regardant le mouvement du roi comme un piége, ne s'avançait que lentement et avec précaution; mais, assuré par le rapport de ses coureurs qu'il n'avait réellement que cent et quelques chevaux en tête, il les fit attaquer par ses carabins si brusquement, qu'ils furent presque aussitôt repoussés jusqu'au vallon; le roi, croyant y trouver les quatre cents arquebusiers, s'écria en arrivant: « charge, charge. » Les ennemis, soupçonnant une embuscade, s'arrêtèrent; mais, ne recevant qu'une légère décharge, ils se précipitèrent sur cette petite troupe, dont la défense fut héroïque; elle combattit pas à pas et au pistolet. Maître de lui-même au milieu du plus grand péril, Henri ne songea qu'à sauver ses braves; il les fit défiler, sous le feu le plus violent, sur le pont d'Aumale, qu'il passa le dernier. Ce fut en ce moment qu'il reçut dans les reins, au défaut de sa cuirasse, une balle qui lui effleura la peau. Cette blessure ne l'empêcha pas de faire bonne contenance au-delà du pont, où se trouv rent les quatre cents arquebusiers qu'il avait détachés avant l'action. Le duc de Parme, toujours persuadé qu'on cherchait à l'entraîner dans une embuscade, cessa de poursuivre le roi, qui se retira sur le gros de sa cavalerie, dont il s'était d'abord séparé.

La blessure du roi avait répandu une telle alarme parmi ses troupes, qu'il fut obligé de se montrer dans les différens quartiers pour les rassurer [1]. Quelques jours après, le duc de Parme envoya un trompette, sous prétexte de l'échange des prisonniers: « Je sais bien pourquoi vous êtes envoyé,

[1] Le maréchal de Biron, apprenant le péril auquel le roi s'était exposé, prit la liberté de lui dire « qu'il était mal séant à un grand roi de faire le métier de carabin; » et le fidèle Duplessis-Mornai lui écrivit: « Sire, vous avez fait l'Alexandre, il est temps que vous soyez Auguste; c'est à nous de mourir pour vous, c'est là notre gloire; à vous, Sire, de vivre pour la France, et j'ose vous dire que ce vous est un devoir. »

luî dit Henri; rapportez à votre maître que vous m'avez vu sain et gaillard, et disposé à le recevoir quand il voudra venir. »

Le roi, pour retarder la marche de l'armée ennemie, avait laissé dans Neufchâtel, dont le château était déjà occupé par cent hommes, quatre cents autres, commandés par le comte de Givri. Cet officier y capitula au bout de quelques jours, ainsi que le capitaine Porcheux, qui commandait le château. Cette perte fut compensée par deux avantages signalés, que les troupes royales remportèrent sur les Espagnols et les troupes de la ligue. Le roi commandait en personne dans une de ces actions, engagée avec l'avant-garde ennemie sous les ordres du jeune duc de Guise.

1592. *Suite du siége de Rouen.*— Cependant le gouverneur de Rouen avait fait des sorties fréquentes, dans lesquelles les troupes royales furent souvent repoussées. Une dernière, composée de douze cents hommes de la garnison, et de trois cents pris dans les douze compagnies de la milice urbaine, parvint jusqu'aux tranchées et batteries des assiégeans, s'empara des pièces, fit sauter les magasins à poudre, et ruina les travaux. Ce succès eût été encore plus complet, si le maréchal de Biron ne fût accouru avec un gros de gentilshommes, suivi des Suisses et des lansquenets; il repoussa les assaillans jusque sur le fossé du fort Sainte-Catherine, sans toutefois leur faire perdre plus de trente à quarante hommes. La perte des troupes du roi fut bien plus considérable; plusieurs officiers de distinction restèrent sur le champ de bataille, et il y eut une centaine de prisonniers emmenés par l'ennemi. Villars écrivit au duc de Mayenne pour l'informer de cette expédition, dont il lui faisait l'avantage encore plus grand qu'il n'était, et pour l'assurer qu'il n'avait pas besoin d'autre secours, que de l'argent pour payer sa brave garnison.

*Le duc de Parme se retire derrière la Somme.* — Le duc de Parme pouvait encore, en hâtant sa marche, empêcher le roi de rejoindre son armée devant Rouen, et même achever de défaire cette armée, consternée de la perte que venait de lui faire éprouver Villars. Le roi redoutait ce double malheur; mais la mésintelligence du général espagnol et du duc de Mayenne dissipa ses craintes. Le dernier, s'opposant à un mouvement décisif, proposa de jeter seulement quelques troupes et de l'argent dans la ville assiégée, et de prendre quelques bons cantonnemens, où la cavalerie alliée pût se rafraîchir, en attendant que celle du roi achevât de se ruiner. Le duc de Parme se rendit malgré lui à cet avis; et, ayant choisi huit cents hommes de ses meilleures troupes, qui pénétrèrent dans Rouen sans obstacle, par la faute des postes royaux, il repassa la Somme à Pont-Dormi. 1592.

De retour devant Rouen, le roi s'occupa de réparer promptement le dommage occasioné par la dernière sortie. Un secours qu'il reçut de Hollande, sous la conduite du comte Philippe de Nassau, lui procura des munitions, du canon pour armer de nouvelles batteries et un corps de deux mille hommes. Plusieurs avantages qu'il obtint sur les assiégés, l'éboulement fortuit de quelques parties des remparts, mirent bientôt la place en péril. Les ducs de Parme et de Mayenne se rapprochèrent, passèrent de nouveau la Somme au gué de Blanquetaque, et arrivèrent, en quatre jours, auprès du bourg de Dernetal, à une lieue et demie de Rouen.

*Le roi lève le siége de Rouen pour combattre les Espagnols.* — Henri IV, surpris, eut à peine le temps de rassembler ses troupes, cantonnées autour de cette dernière place. Son infanterie était diminuée par les fatigues du siége, sa cavalerie harassée par des marches continuelles; toutefois, il se présenta fièrement devant l'ennemi, qui n'osa pas en venir aux mains. Le duc de Parme, satisfait d'avoir dégagé 1592.

Rouen, où le duc de Mayenne et le légat entrèrent le même jour, alla faire le siége de Caudebec, place précieuse par les magasins qu'elle renfermait. Il y fut blessé au bras d'un coup de mousquet, en établissant ses batteries. Cet accident ne ralentit ni l'activité des travaux, ni l'ardeur des attaques; la place, qui n'avait qu'une garnison de quatre cents hommes, fut forcée d'ouvrir ses portes.

*Henri IV harcèle les Espagnols, et les met dans une position critique.* — Le roi, qui s'était retiré à Pont-de-l'Arche, arriva trop tard au secours de Caudebec; mais sa présence causa de grandes alarmes au vainqueur. Quoique inférieur en forces, il prit le parti d'attaquer sans relâche ses quartiers, de lui enlever ses postes, de les harceler par de vaines escarmouches, et de les provoquer au combat [1]. Il obtint bientôt, par ces manœuvres, une supériorité décidée. Son armée se renforçant de jour en jour, ce ne fut plus par de légères escarmouches, mais par des attaques vigoureuses, qu'il inquiéta ses adversaires. Ceux-ci reculèrent, et se virent renfermés près d'Yvetot, dans une langue de terre que la Seine enveloppe des trois côtés. Dans une position aussi critique, ils n'avaient pour toute boisson que de l'eau salée, pas de pain pour les hommes, pas de fourrage pour les chevaux.

*Retraite savante du duc de Parme.* — Le génie du duc de Parme tira les Espagnols et les troupes de la ligue de ce mauvais pas. Par des dispositions aussi hardies que savantes, il réussit à faire passer la Seine à son armée sur un pont de

[1] Henri IV courut, dans une de ces circonstances, un grand danger. Sa cavalerie, à la tête de laquelle on le voyait toujours, embarrassée dans un terrain coupé, pouvait être enveloppée par l'infanterie espagnole. Mayenne pressait le duc de Parme de tenter ce mouvement : « Ah! s'écria celui-ci, pour combattre le roi de Navarre, il faut des hommes vivans et vigoureux, et non pas des guerriers épuisés et à demi morts, comme vous et moi. » Ils étaient retenus au lit, malades l'un et l'autre.

(*Histoire d'Henri* IV.)

bateaux. Sa retraite fut d'autant plus glorieuse, que le roi l'avait jugée impossible [1]. Les troupes espagnoles et de la ligue arrivèrent, par marches forcées, en deux jours, à Saint-Cloud, d'où le duc de Parme, repassant la Seine et longeant Paris, marcha sur Château-Thierry.

*Henri* IV *poursuit l'armée espagnole; le duc de Parme rentre dans les Pays-Bas.* — Le roi qui avait employé ce temps à délibérer ne put atteindre l'armée ennemie; mais il se consola du chagrin de voir échapper cette proie par la prise de quelques villes en Champagne [2]. Il fit toutefois une grande perte sous les murs d'Epernai, qu'il assiégeait. Le maréchal duc de Biron y fut tué d'un coup de fauconneau, en reconnaissant la place. Henri IV pleura cet illustre guerrier, qui aurait pu lui être fort utile dans les négociations déjà entamées avec le duc de Mayenne, après que le duc de Parme se fut retiré dans les Pays-Bas. Les prétentions trop hautes et la politique austère de Duplessis-Mornai firent rompre ces négociations. Le duc de Mayenne continua de rester à la tête de la ligue, et garda sous ses ordres les troupes espagnoles que le duc de Parme laissait en France.

*Nouveaux succès des armes royales sur différens points.* 1592.
— Pendant que Henri IV forçait le général de Philippe II de

[1] Après avoir effectué le passage de la Seine, le duc de Parme envoya un trompette au roi pour lui demander s'il était content de cette manœuvre. Henri IV, irrité de la bravade, répondit brusquement : « dites au duc que je ne me connais pas en retraites. » Toutefois, ce premier mouvement apaisé, il s'écria devant ses courtisans : « J'estime cette retraite plus que deux batailles. » (Perefixe.)

[2] Henri IV, jugeant qu'il n'était plus en mesure de recommencer le siége de Rouen, congédia une grande partie de la noblesse, renvoya une partie de ses troupes dans les provinces pour contenir les factieux, et retint seulement cinq mille chevaux et cinq mille hommes de pied, avec lesquels il se résolut de suivre les ennemis jusqu'aux frontières de Picardie et de Champagne; de peur qu'en se retournant, ils ne s'emparassent de quelques-unes des places occupées par les troupes royales. (Mézerai.)

rentrer dans les Pays-Bas, Lesdiguières battait les troupes du duc de Savoie, qui avait osé envahir le Dauphiné et la Provence; portant à son tour ses armes victorieuses au sein des états de ce prince, il y fit des conquêtes importantes.

La victoire couronnait encore sur d'autres points les drapeaux du roi. Le duc de Lorraine, voulant, à la faveur des troubles, étendre ses domaines, était venu mettre le siége devant Beaumont-en-Argonne. Le nouveau duc de Bouillon l'attaqua dans ses lignes, défit ses troupes, et le força de se retirer en toute hâte, après des pertes considérables.

La ligue reçut un coup terrible en Languedoc. Un de ses généraux, le duc de Joyeuse, faisait le siége de Villemur. Pendant que la garnison soutenait ses attaques avec courage et succès, le duc de Bouillon accourut au secours de la place, força le camp des ligueurs, et remporta sur eux une victoire complète. Echappé avec peine de la mêlée, le duc de Joyeuse, en fuyant, se noya dans le Tarn. Son frère le capucin, Ange de Joyeuse, rassembla les débris de ses troupes, et chercha à rétablir les affaires; mais ses efforts ne furent pas plus heureux, et il se vit, peu de temps après, contraint de signer une trève d'un an avec le duc de Montmorenci, général des troupes royales.

1593. *Philippe* II *veut faire reconnaître l'infante Eugénie, sa fille, comme reine de France.* — Philippe II, du fond de son palais, continuait, dit Voltaire, à entretenir et ménager la dissension, toujours donnant au duc de Mayenne de petits secours, afin qu'il ne fût ni trop faible ni trop puissant, et prodiguant l'or dans Paris pour y faire reconnaître sa fille, Claire Eugénie, avec le prince qu'il lui plairait de lui donner pour époux. C'est dans ces vues qu'il avait envoyé une seconde fois le duc de Parme en France, pendant qu'Henri IV assiégeait Rouen, et il promettait à la ligue une armée de cinquante mille Espagnols, dès que sa fille serait déclarée

reine. Déjà, dans ses ambitieuses espérances, il disait ma ville de Paris, ma ville de Rouen, etc.

*Nouveaux attentats de la faction des seize; le duc de Mayenne sévit contre elle.* — La faction des seize, pensionnaire de ce monarque, entrait avec ardeur dans ses vues. Les meneurs poussaient l'insolence jusqu'à vouloir que le duc de Mayenne ne fût que leur agent soumis. Furieux de ce que le parlement de la ligue avait renvoyé absous un particulier dont ils sollicitaient la mort, ils arrêtèrent trois magistrats, Larcher et Tardif, conseillers, et le président Brisson, alors chef de la compagnie, et ils les firent pendre[1]. Les prédicateurs vomissaient des injures et des menaces. Quelque temps avant le supplice du président Brisson et des deux conseillers, le curé de Saint-Côme, Pelletier, avait eu l'audace de dire en pleine assemblée : « C'est trop endurer, il faut jouer des couteaux. » Un autre curé s'était écrié : « Messieurs, je suis averti qu'il y a des traîtres dans le parlement, il faut les jeter à la rivière. » 1593.

A la nouvelle de ces attentats, le duc de Mayenne absent s'était hâté de revenir à Paris. Il dissimula quelques jours, et finit par livrer au supplice les plus furieux du parti. Toutefois, le plus coupable de tous, Bussi-le-Clerc, devenu gouverneur de la Bastille, obtint la permission de se retirer.

*Assemblée des prétendus états-généraux convoqués à Paris par le duc de Mayenne.* — Après avoir comprimé cette faction redoutable, le duc de Mayenne avait encore à craindre le parti des politiques, qui était, comme nous l'avons déjà dit, composé de gentilshommes, de magistrats, de bourgeois, et dont un grand nombre ne demandait, pour recon- 1593.

[1] Brisson périt victime d'une ambition qui lui avait fait étouffer ses principes, ses opinions et ses sentimens. Royaliste au fond du cœur, il seconda les ennemis de la couronne pour être à la tête de la magistrature. (*Esprit de la ligue.*)

naître Henri IV, que de le voir soumis aux lois de l'église. Pour détruire ou balancer au moins l'influence de ces hommes modérés, le duc convoqua dans Paris une assemblée des états-généraux. Le pape Clément VIII avait fait d'ailleurs, par l'organe de son légat, la demande expresse de cette mesure. Le duc de Feria, ambassadeur d'Espagne, osa y proposer l'abolition de la loi Salique, et de porter sur le trône l'Infante Claire-Eugénie, qui épouserait le jeune duc de Guise [1]. Le légat fit la demande d'un serment, par lequel les Français s'obligeraient à ne point entrer en accommodement avec Henri de Navarre, quand même il abjurerait le calvinisme.

Mais cette assemblée des états, qui, dans l'opinion des chefs de la ligue et des princes étrangers, devait être si fatale à Henri IV, devint au contraire pour lui la source de nombreux avantages. Les cabales des Espagnols, du légat et des principaux personnages de la ligue, dévoilèrent la politique des partis, et indignèrent les ames honnêtes qui n'avaient été qu'entraînées. Ce combat d'intérêts opposés amena la division dans le sein des états, qui trompèrent l'attente de ceux qui les avaient fait convoquer.

1593. *Henri* IV *abjure le calvinisme.* — Depuis quelque temps ce qu'il y avait de plus sage parmi les calvinistes conseillait au roi d'embrasser la foi catholique. Le canon de la messe, disaient-ils, était le meilleur pour réduire les rebelles. Rosni (qu'on n'appelait point encore du nom de Sully, devenu si historique), Rosni lui-même, quoique sincèrement attaché

[1] Le parlement fit des remontrances au duc de Mayenne en faveur de la loi Salique; mais ces remontrances, dit Voltaire, n'étaient-elles pas visiblement concertées avec ce chef de parti? La nomination de l'Infante ne lui ôtait-elle pas sa place? Le mariage de cette princesse avec le duc de Guise ne le rendait-il pas sujet de celui dont il voulait demeurer le maître? (VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, c. 184.)

à la réforme, fit envisager cette démarche à son maître et à son ami comme aussi juste que nécessaire [1]. Quelques ministres protestans, moins fanatiques que les autres, aplanirent les difficultés, en déclarant au roi qu'il pouvait faire son salut dans l'église romaine.

Alors les catholiques attachés au parti royal proposèrent des conférences à ceux de Paris. Le légat, les Espagnols et leurs partisans combattirent envain un projet si raisonnable. Les conférences s'ouvrirent à Surène; elles produisirent peu d'effet; mais Henri IV fit à Saint-Denis une abjuration solennelle entre les mains de l'archevêque de Bourges, et reçut de lui l'absolution de toute censure [2]. Cet événement redoubla la rage des factieux; un grand nombre de théologiens et de prédicateurs déclamèrent contre le monarque devenu catholique avec des accens encore plus frénétiques. Henri courut risque d'être assassiné. Un jeune homme, nommé Pierre Barrière, en avait formé le projet : découvert par un jacobin, nommé Bianelli, et mis à la question, Barrière nomma un capucin, un jésuite, un curé de Paris et un autre prêtre, qui l'avaient exhorté à cet attentat. Il fut condamné à mort et exécuté; mais le roi ne permit pas qu'on recherchât ses complices.

*Henri* IV *entre dans Paris.* — A peine échappé au poignard du fanatique Barrière, Henri IV fit proclamer une amnistie pleine et entière pour tous ceux qui quitteraient le parti des rebelles. Cet acte de générosité fit plus d'effet qu'une victoire. Le roi alla ensuite se faire sacrer à Chartres, après 22 mars 1594

[1] Il faut, disait Rosni au roi, que vous soyez papiste et que je demeure réformé. (VOLTAIRE.)

[2] Le légat avait défendu, sous peine d'excommunication, d'assister à la cérémonie; mais les Parisiens ne laissèrent pas d'y accourir en foule. On vit alors, dit un historien, que leur haine pour la religion du roi ne s'étendait pas à sa personne. (L'abbé MILLOT.)

avoir vu rentrer sous son autorité Meaux, Orléans, Bourges, Lyon et plusieurs autres villes importantes. L'étendard de la révolte ne flottait guère plus qu'en Bretagne et en Languedoc. Mayenne avait signé une trève de trois mois; il s'était éloigné de la capitale pour aller recevoir aux frontières de Champagne un corps de troupes que le comte de Mansfeld lui amenait, et conférer en même temps avec le duc de Lorraine. Enfin, le comte de Brissac, récemment nommé gouverneur de Paris (à la place du comte de Belin, devenu suspect aux ligueurs), ayant prêté l'oreille aux propositions que le roi lui fit faire [1], vint à bout de l'introduire dans la ville sans tumulte et sans combat. Henri IV fit son entrée aux cris répétés de *vive le roi! vive la paix!* Sa marche eut moins l'air d'une prise de possession militaire que d'un triomphe pacifique. Pas la moindre violence commise, tout fut calme. Un seul corps-de-garde espagnol, qui voulut

[1] Il vendit Paris à Henri IV pour la somme de 1,695,400 livres.

L'argent, sur les ames vénales des principaux chefs de la ligue, opéra ce que la raison, le courage et le canon n'avaient pu faire. Le comte de Brissac n'était pas le seul qui eût mis à un si haut prix sa soumission. Louis de l'Hospital, seigneur de Vitri, livra la ville de Meaux pour la somme de 20,000 écus et l'emploi de bailli de cette ville; Villeroi vendit Pontoise pour 476,594 livres; le comte de Villars-Brancas demanda, pour livrer Rouen et quelques autres places en Normandie, 3,477,800 l.; le comte de la Châtre vendit Orléans et Bourges pour 898,900 liv., etc.

Ainsi ce fut aux dépens du trésor royal que ces *loyaux* gouverneurs livrèrent à Henri IV ce qui ne leur appartenait pas. Aussi, le jour même où ce monarque entra dans Paris, ayant fait venir, pendant son dîner, un poète nommé Nicolas, qui avait été secrétaire de Charles IX, il lui fit cette question : « Que dis-tu de me voir ainsi à Paris comme j'y suis ? — Sire, répondit Nicolas, je dis qu'on a rendu à César ce qui appartenait à César. — Ventre-saint-gris! répliqua vivement le roi, on ne m'a pas fait comme à César, car on ne me l'a pas rendu à moi, on me l'a bien vendu. » L'Estoile, qui rapporte cette anecdote, ajoute que le roi parla ainsi en présence du sieur de Brissac, de l'Huillier, prévôt des marchands, et autres *vendeurs*. C'est ainsi qu'il les appelle. (*Economies royales* de Sully. — *Journal de Henri* IV, par l'Estoile. — *Hist. de Paris*, par Dulaure.)

faire quelque résistance, fut taillé en pièces, et le roi s'écria qu'il aurait voulu racheter leur vie de son sang. Charmé de voir accourir le peuple sur son passage : « Laissez-les approcher, disait-il à ses gardes, ils sont affamés de voir un roi.» Comme il se flattait d'éteindre la haine des ligueurs, à force de bienfaits, il ne signa qu'à regret l'exil des plus furieux; il envoya assurer les duchesses de Montpensier et de Nemours de sa protection, et laissa sortir la garnison espagnole avec les honneurs de la guerre, et se contenta de dire aux officiers, en les saluant avec bonté : « Messieurs, recommandez-moi à votre maître, mais n'y revenez plus. » Tous les corps vinrent lui jurer fidélité; son indulgence extrême ne put toutefois lui gagner l'affection d'un certain nombre de ligueurs, qui soufflaient encore la rebellion. Pendant que la soumission de tous les cœurs ne pouvait être que l'ouvrage de la douceur et du temps [1], il répondit à ceux qui l'engageaient à punir les séditieux : « Il faut attendre, ils sont encore fâchés. »

Il importait surtout de rendre au parlement sa splendeur, et de raffermir la monarchie par l'autorité des lois. Les magistrats fidèles revinrent dans la capitale, ayant le premier président, Achille de Harlai, à leur tête; les autres furent conservés, à condition que les premiers auraient le pas sur eux. Cette cour souveraine s'empressa d'annuller tous les actes contraires à l'autorité royale, de révoquer les pouvoirs du duc de Mayenne, et de déclarer coupable de lèse-majesté

[1] Si quelque chose eût été capable de réunir les cœurs de la nation, c'était la conduite du roi. On peut en juger par ce trait particulier. Lorsque Henri entra dans Paris, des sergens arrêtèrent le bagage du comte de Lanoue, pour dettes que son père avait contractées au service de l'état. Ce seigneur se plaignit de la violence; le roi lui répondit publiquement: « Lanoue, il faut payer ses dettes, je paye bien les miennes : » Et, le tirant à part, il lui donna des pierreries à engager pour les effets qu'on avait saisis. (L'abbé Millot.)

quiconque refuserait de reconnaître Henri, IV[e] du nom, roi de France. L'Université, par un décret solennel, désavoua toutes les horreurs vomies contre le dernier des Valois et le premier des Bourbons.

1594. *Reddition de Rouen.* — Trois jours après la reddition de Paris, Rouen ouvrit ses portes à Rosni. Villars reçut des mains du digne serviteur de Henri l'écharpe blanche, en disant : « Allons amis, la ligue est maintenant que chacun crie *vive le roi*[1] ! » Un grand nombre d'autres villes du centre du royaume suivirent l'exemple de la capitale de la Normandie ; il n'y eut guère que Beauvais, Amiens, Soissons, Laon et quelques places en Bourgogne, qui continuèrent à tenir pour la ligue.

1594. *Siége et prise de Laon par les troupes royales.* — Retiré dans Laon, en attendant le secours que lui amenait Mansfeld, le duc de Mayenne sortit de cette place à l'approche des royalistes qui venaient investir ses murailles ; il en confia le défense à son second fils. Les Espagnols accourus à son secours firent tous leurs efforts pour la ravitailler ; mais la prise d'un convoi, la destruction d'un fort détachement, la poursuite de sa cavalerie jusqu'aux portes de La Fère, décidèrent Mansfeld à se retirer en Artois, après avoir perdu l'élite de ses troupes ; les maladies épidémiques achevèrent la ruine de cette armée.

Le président Jeannin, ayant quitté Paris avec le duc de Mayenne, se trouvait alors renfermé dans Laon. Henri lui fit faire des propositions pour amener la reddition de cette

[1] On a déjà vu que cette soumission de Villars fut moins désintéressée qu'on pourrait le croire. Il exigea du roi 1,200,000 livres pour payer ses dettes, 60,000 livres de pension, outre la charge d'amiral et le gouvernement de plusieurs places.

On lit dans les *Economies royales de Sully* qu'il en coûta trente-deux millions pour satisfaire la cupidité des principaux seigneurs de la ligue.

dernière place; le ligueur intraitable répondit qu'il saurait mourir sur la brèche en homme de cœur. Le roi, désespérant de le ramener, fit presser l'attaque. Les assiegés soutinrent avec courage trois assauts; mais au quatrième, effrayés du danger qui les menaçait, ils demandèrent à capituler. La garnison obtint les honneurs de la guerre, des sûretés pour les partisans du duc de Mayenne et surtout pour son fils. Henri traita celui-ci avec bonté, loua sa valeur, et le chargea de porter à son père des paroles de paix. L'armée royale perdit à ce siége un jeune guerrier d'une haute espérance, le comte de Givri, auquel Henri IV écrivait, quelques jours avant, ce billet, pour le complimenter sur un avantage dû à sa valeur : « Tes victoires m'empêchent de dormir; adieu, brave Givri, voilà tes vanités payées. »

*Soumission d'un grand nombre de villes.* — La prise de 1594.
Laon fut suivie de la soumission de plusieurs villes importantes, entre autres de Cambrai, d'Amiens et de Beauvais. Dans ce même temps, le duc d'Aumont faisait avec succès la guerre en Bretagne au duc de Mercœur. Lesdiguières contenait le duc de Savoie, et l'orgueilleux duc d'Epernon, qui s'était créé une espèce de souveraineté indépendante dans le midi du royaume, n'était plus assez fort pour résister encore long-temps à l'autorité royale. Le duc de Guise fit sa paix pour lui et ses frères, et ouvrit les portes de Reims; le duc de Lorraine arrêta, par une trève, le progrès des armes royales.

*Jean Châtel tente d'assassiner le roi.* — Cependant la 1595.
cour de Rome refusait toujours l'absolution à Henri IV; le fanatisme aiguisait de nouveau ses poignards contre ce monarque. L'attentat projeté par Barrière fut mis à exécution par Jean Châtel, fils d'un marchand de Paris, jeune homme d'un caractère sombre et exalté. S'étant glissé dans une chambre parmi la foule qui environnait le roi, il lui porta

un coup de couteau à la gorge, au moment où ce prince se penchait pour embrasser un seigneur. Le coup ne le blessa qu'à la lèvre, et lui rompit une dent; Châtel fut arrêté, et peu de temps après écartelé [1].

1595. *Guerre contre les Espagnols.* — D'un autre côté les calvinistes eux-mêmes, mécontens de l'abjuration de Henri, le menaçaient de prendre les armes contre lui. Instruit par l'exemple de Henri III, Bourbon ne crut pas devoir chercher comme lui son salut dans la faible voie des négociations. Pour couper le mal dans sa racine, il ne vit que le fer des combats, et il résolut de faire une guerre vigoureuse à l'Espagne, cause de ses inquiétudes. Jamais guerre ne fut plus légitime. Philippe II avait fomenté l'incendie de la ligue; son or payait la perfidie qui révèle le secret des princes, l'esprit de sédition qui soulève les peuples, le fanatisme qui atteint ses victimes jusque sur le trône; il retenait encore sous ses lois des villes françaises; il donnait des secours à Mercœur en Bretagne, à Mayenne en Bourgogne.

[1] La famille de Châtel, tous les jésuites de Paris, le curé de Saint-Pierre-des-Arcis, furent pareillement arrêtés. On mit les scellés sur leurs papiers. On trouva chez le jésuite Guignard des écrits séditieux, renfermant les plus horribles principes contre l'autorité royale. Jean Châtel, dans ses interrogatoires, ne chargea point les jésuites; il déclara qu'il avait agi de son propre mouvement, et qu'il n'avait été poussé à ce crime que par zèle pour la religion, persuadé qu'il était permis de tuer les rois non approuvés par le pape.

Le parlement, voulant faire preuve de dévouement à la personne du roi, poussa peut-être la rigueur jusqu'à l'iniquité. Il condamna Guignard à être pendu, son corps à être brûlé, et ses cendres jetées au vent, quoique rien ne prouvât qu'il fût complice de Châtel. Le père de celui-ci, contre lequel il n'existait aucune charge, si ce n'est d'avoir été ligueur, fut condamné à être banni du royaume pendant neuf ans, à payer une forte amende, et à voir sa maison démolie. Par arrêt du 19 décembre 1594, le parlement condamna tous les jésuites comme *corrupteurs de la jeunesse, perturbateurs du repos public*, ennemis du roi et de l'état, à sortir dans trois jours de Paris, et dans quinze du royaume.

*Combat de Fontaine-Française.* — Henri IV fit ses pré- 5 juin 1595.
paratifs avec une grande célérité. Charles, nouveau duc et maréchal de Biron, mit le siége devant le château de Dijon, et le roi, apprenant qu'une armée espagnole, sous les ordres du connétable de Castille, s'était avancée vers la Bourgogne, accourut lui-même pour arrêter ses progrès. Après être entré dans la Franche-Comté, sans rencontrer l'ennemi, il vint jusqu'à Fontaine-Française, près la petite ville de Gray. Il avait donné rendez-vous à ses troupes en cet endroit, et il passa, en les attendant, la petite rivière de Vigenne, à la tête de sept cents chevaux [1]. Il envoya d'abord le marquis de Mirebeau et ensuite le maréchal de Biron reconnaître l'armée espagnole, qui s'avançait en bataille. Mirebeau ayant été ramené par un fort détachement ennemi, le maréchal de Biron chargea à son tour un autre détachement, et le repoussa dès le premier choc; mais, voyant plusieurs escadrons prêts à l'envelopper, il fit sa retraite en bon ordre; le roi détacha pour la protéger cent chevaux, qui furent ramenés jusque sur le gros de la cavalerie royale. Dans cette occurrence, la présence d'esprit et la valeur héroïque de Henri le sauvèrent, comme à Aumale, d'un danger imminent. A la tête de sa faible troupe, il osa charger des forces six fois plus nombreuses. C'était cinq cents chevaux de la cavalerie milanaise, avec les escadrons et compagnies françaises aux ordres du duc de Mayenne [2]. Les capitaines qui étaient avec le roi le pressaient de se replier au plus vite sur ses autres troupes; mais il leur répondit, en lançant son cheval : « A moi, messieurs, à moi, et faites comme vous m'allez voir faire. » Il n'avait guère alors que quatre à cinq cents che-

[1] Deux cents maîtres ou gentilshommes et cinq cents arquebusiers à cheval.

[2] Le duc de Mayenne avait pressé le connétable de Castille pour qu'il lui permît d'envoyer ces troupes françaises au devant de celles du roi.

vaux avec lui; mais le premier choc de ces braves eut l'effet de la foudre; un escadron ennemi fut d'abord renversé, et bientôt cinq autres plièrent à leur tour. Henri les poussa en désordre jusque sur le gros du duc de Mayenne, dans lequel même il allait donner, s'il ne lui eût fallu essuyer le feu d'un certain nombre de mousquetaires ennemis postés dans deux petits bois à sa droite et à sa gauche, et s'il n'eût aperçu deux gros de cavalerie qui s'avançaient pour renforcer cette avant-garde. Cette dernière circonstance obligea le roi de faire ferme pour rallier ses cavaliers dispersés; puis, ayant chargé les deux gros ennemis, il les mit en déroute. L'arrivée subite de huit cents autres chevaux de l'armée royale décida la victoire. Le connétable de Castille, qui craignit d'avoir sur les bras tout le poids des troupes françaises, ordonna la retraite, et vint camper sous les murs de Gray, après avoir laissé sur le champ de bataille un grand nombre de morts, deux cents blessés, et au pouvoir du vainqueur un drapeau et soixante prisonniers. Le roi n'eut à regretter que six hommes tués, quelques blessés et un seul prisonnier. L'action avait été toutefois si vive, que Henri dit le soir aux officiers qui l'entouraient : « Dans les autres occasions où je me suis trouvé, j'ai combattu pour la victoire; mais en celle-ci j'ai combattu pour la vie. » Il écrivit à sa sœur : « Peu s'en fallut que vous n'ayez été mon héritière [1]. »

Le combat, ou plutôt la rencontre de Fontaine-Française fut aussi glorieuse qu'une bataille rangée, et aussi utile qu'une grande victoire; la Bourgogne, excepté Châlons sur-Saône, où se retira Mayenne, se soumit à l'autorité royale.

[1] Nous ne passerons point sous silence un trait rapporté par quelques historiens. Le roi, voyant fuir quelques-uns de ses cavaliers, ordonna à Antoine de Pampelune de courir après eux pour les ramener au combat : « Je m'en garderai bien, sire, répondit le brave gentilhomme, on croirait que je fuis comme eux : je ne quitterai point Votre Majesté, et je combattrai à ses côtés. »

Le roi, à la prière des Suisses, ne porta pas ses armes plus avant dans la Franche-Comté, et accorda aux chef des ligueurs une trève pour travailler sérieusement à la paix.

*Entrée de Henri IV à Lyon; soumission de plusieurs chefs de la ligue; le roi absous par le pape.* — Immédiatement après cette courte et heureuse campagne, Henri vint faire son entrée solennelle dans Lyon. Il y fut reçu avec les témoignages de la plus sincère affection et une magnificence extraordinaire, au milieu de fêtes brillantes. Il y rendit une ordonnance pour la convocation du ban et de l'arrière-ban; cette troupe sans discipline et qui n'était point exercée, ne pouvait assez obtenir la confiance d'un prince guerrier, pour qu'il l'opposât à des ennemis aguerris; mais il la crut capable de purger le royaume des brigands qui le désolaient, à la suite de tant de troubles civils. En effet, elle réussit à disperser *les croquants :* c'est le nom qu'on donnait à ces bandes dévastatrices. Beaucoup de gouverneurs de villes encore rebelles firent leur accommodement. Le duc de Nemours rentra dans le devoir; Anne de Joyeuse, quittant aussi les armes, remit Toulouse et les autres villes qu'il tenait dans le Languedoc au maréchal Henri de Montmorenci; et, pour achever la soumission des provinces méridionales, le maréchal de Lesdiguières et le duc de Guise se chargèrent de forcer à l'obéissance l'opiniâtre duc d'Epernon, qui jusqu'alors ne s'était soutenu en Provence que par le secours des Espagnols. La cour de Rome, cédant enfin aux démarches habiles des cardinaux Duperron et d'Ossat, donna à ces deux négociateurs l'absolution du roi [1]. Ainsi il n'y avait plus guère

1595.

[1] Ce fut à cette occasion, dit le président Hénault (d'après un manuscrit de M. de Salo), que le roi, qui cherchait à ménager la cour de Rome, donna indifféremment à tous les cardinaux le titre de *cousin*, au lieu qu'ils n'avaient auparavant que celuide *cher ami*, s'ils n'étaient princes ou favoris. »

en France d'ennemis que les Espagnols, qui se trouvaient encore en nombre en Bretagne, en Provence et en Picardie.

1595. *Succès momentanés des Espagnols en Picardie.*—Cette dernière province, où les troupes de Philippe II tenaient les places de Ham, La Fère et Soissons, était alors le principal théâtre de la guerre. Le roi, qui ne pouvait être partout, opposait au comte de Fuentès, général espagnol, le maréchal duc de Bouillon, le comte de Saint-Paul et l'amiral Villars-Brancas, trois capitaines bien capables, en agissant de concert, de faire triompher les armes de Henri IV; mais la mésintelligence, cause ordinaire des revers, les fit battre par l'ennemi près des murs de Dourlens, que prit, sous leurs yeux, le comte de Fuentès. Quelque temps avant ce siége, le duc d'Aumale, seul de tous les ligueurs traître à son parti aussi bien qu'au roi, prit l'écharpe rouge des Espagnols. Le parlement, tant pour ce fait, indigne d'un Français égaré, que pour avoir livré à l'ennemi la place de Ham, le condamna à être écartelé en effigie[1].

Encouragé par ce succès sur les troupes du roi, le comte de Fuentès alla investir Cambrai. A la nouvelle du triomphe des Espagnols, Henri IV accourut de Lyon, mais il arriva trop tard pour sauver la place assiégée. Révoltés des vexations qu'ils éprouvaient de la part du gouverneur, le maréchal de Montluc-Balagny, les Cambrésiens avaient ouvert

[1] Il fut jugé, non point par les chambres assemblées, comme il était d'usage pour un duc et pair, mais par la Tournelle seulement, étant réputé déchu de ce privilége par l'atrocité du crime. La Tournelle le condamna, par contumace, comme criminel de lèse-majesté, et ordonna qu'il serait tiré à quatre chevaux, les quartiers attachés à quatre potences aux quatre principales sorties de Paris, ses biens confisqués et ses enfans dégradés, sa tête plantée au bout d'une pique à la porte Saint-Denis, si pris et appréhendé pouvait être; sinon en effigie; les armes et marques d'honneur particulières à sa personne, brisées et effacées; le château d'Anet, son principal manoir, démoli; ses bois de haute futaye coupés à hauteur de ceinture. (Mézerai.)

leurs portes à l'armée ennemie. Le roi, désolé de cette perte, employa les troupes qu'il avait rassemblées à faire le siége de La Fère; mais, la saison suspendant ses opérations, il vint prendre son quartier au château de Folembrai.

*Le duc de Mayenne fait sa paix avec le roi.* — Cependant Mayenne venait de se décider à rentrer sous l'obéissance du roi; l'accord fut signé à Folembrai; les conditions en étaient plus avantageuses que le duc ne devait l'espérer. Le roi, réconcilié avec cet opiniâtre adversaire, voulut bien ne reconnaître dans sa conduite militaire et politique que des actions honorables; il loua son zèle pour la religion, sa fermeté envers les factions, sa politique avec les Espagnols, et son amour du bien public. Il l'accueillit enfin avec ces sentimens de générosité et d'estime qu'inspire un guerrier malheureux [1]. 1596

*Reddition de Marseille aux troupes royales.* — Après la soumission du duc de Mayenne, il ne restait plus à réduire que le duc de Mercœur en Bretagne, et d'Epernon en Provence. La ville de Marseille, si célèbre par son antiquité, son commerce, avait méconnu jusqu'alors l'autorité de Henri IV, et s'était déclarée indépendante. Cette république nouvelle était gourvernée par des tribuns, duumvirs audacieux qui employaient la verge du despotisme pour maintenir leur pouvoir usurpé. Ils portèrent l'insolence et la fureur jusqu'à faire couper les oreilles à un hérault qui leur portait, de la part du roi, des propositions de paix. Le duc de Guise, sincèrement attaché à la cause royale, réussit à détourner, par l'habileté de ses intrigues secrètes, l'effet des sévères mesures que Henri IV crut devoir ordonner contre Marseille, en punition de cet outrage. Il 1596.

[1] Le duc de Mayenne était extrêmement repiet. Henri IV l'ayant lassé à plaisir dans une partie de promenade : « Mon cousin, lui dit-il en riant, voilà le seul mal que je vous ferai de ma vie. » (PEREFIXE.)

gagna un capitaine Corse, nommé Libertat, chargé de garder une des portes de la ville par où sortaient, tous les matins, les duumvirs, pour reconnaître les environs. Un jour que l'un d'eux, Louis d'Aix, était allé faire la ronde, Libertat, après avoir fermé la porte, assaillit le second tribun, nommé Casaux, le tua, et excita le peuple à l'insurrection. Une foule immense prit aussitôt les armes, aux cris de *vive le roi!* et ouvrit les portes de la ville aux troupes du duc de Guise. Louis d'Aix, qui pendant ce mouvement s'était fait hisser sur le rempart avec une corde, voulut se retrancher dans son quartier, mais ne pouvant soutenir l'attaque des troupes royales et des Marseillais réunis, il s'embarqua à bord de l'un des bâtimens de la flotte que l'amiral Doria avait amenée au secours de la place.

Henri IV apprit avec une grande satisfaction la reddition de Marseille, et s'écria, dans un premier transport de joie : « C'est maintenant que je suis roi de France. »

1596. *Prise de Calais et d'Ardres par les Espagnols, et de La Fère par les troupes royales.* — Mais, à cette même époque, si le maréchal d'Aumont se soutenait avec honneur, en Bretagne, contre tous les efforts du duc de Mercœur et de ses auxiliaires les Espagnols, la fortune paraissait vouloir déserter les enseignes du roi en Picardie. Le cardinal archiduc Albert d'Autriche, récemment nommé par Philippe II gouverneur des Pays-Bas, avait franchi les frontières à la tête d'une armée nombreuse. Son premier dessein était de faire lever le blocus de La Fère; mais n'osant hasarder une bataille contre des troupes que Henri IV commandait en personne, il prit le parti d'assiéger Calais[1]. Le gouverneur

[1] L'archiduc prit cette résolution, d'après le conseil de Rosne, l'un des capitaines de la ligue. Ce Français rebelle était resté au service des Espagnols. Sachant que l'archiduc avait connaissance d'une négociation secrète qu'il avait entamée avec le roi pour obtenir de rentrer dans sa

de cette place en avait négligé les fortifications; les batteries ennemies firent, en huit jours, de grands ravages, et les murailles, accessibles sur plusieurs points, n'eurent bientôt plus pour défense que la valeur de la garnison. Le roi, instruit de cet état des choses, envoya son ministre, Harlai de Sancy, demander des secours à Londres. La reine Elisabeth ne voulait en accorder qu'autant que le roi s'engagerait à lui laisser Calais : condition à laquelle le fidèle négociateur se refusait [1]. Sur ces entrefaites, Calais tomba au pouvoir des Espagnols, après un assaut furieux que la garnison avait soutenu pendant plus de deux heures, préférant la gloire de mourir sur la brèche à la honte de se rendre. De Calais, les Espagnols se portèrent sur Ardres, dont ils s'emparèrent.

La prise de La Fère par les troupes royales fut un faible dédommagement de ces pertes; mais le sage Rosni [2] donna

patrie, Rosne aima mieux continuer à la trahir, que de s'exposer au ressentiment de ses ennemis. « Messieurs, dit-il en entrant dans le conseil espagnol, où sa sentence paraissait déjà écrite dans tous les yeux, je viens vous communiquer un plan avantageux, pour faire diversion au siége de La Fère; il faut assiéger Calais, place dépourvue de munitions, défendue par une faible garnison, sous les ordres d'un gouverneur plus avide d'or que de gloire; je réponds du succès de l'entreprise, si je la dirige moi-même. » On accepta la proposition, et Calais fut emporté.

[1] Je vois bien, disait Elisabeth, que Calais est perdu pour votre maître, si je n'en entreprends la défense, et je le ferai, si le roi me le veut laisser. — Madame, répartit Sancy, le roi est tout proche pour empêcher que Calais ne se perde, ou pour le reprendre, s'il se perdait. — Mais quoi! reprit la reine, en ce cas, n'aimeriez-vous pas mieux qu'il soit entre mes mains qu'en celles des Espagnols? — Non pas, nous voulons qu'il ne soit ni à l'un ni à l'autre; on a employé trop de temps et trop de peine pour en faire sortir les Anglais, et, si les Espagnols s'en rendent maîtres, ils n'y resteront pas long-temps. (*Histoire d'Henri IV.*)

[2] Maximilien de Béthune, marquis de Rosni, depuis duc de Sulli, nom sous lequel il est plus connu dans l'histoire. Ce digne ministre d'un grand roi était issu d'une des plus anciennes et des plus illustres familles de France, originaire du comté d'Artois.

au roi l'espoir de les réparer, par le moyen de deux plans admirables, l'un de guerre, que le roi goûta tellement, qu'il le copia de sa main, et s'en fit honneur dans le conseil; l'autre de finances, qui remplissait les coffres de l'état, sans qu'on fût contraint à fouler de nouveau les peuples. Ce dernier plan valut à Rosni d'être nommé sur-le-champ surintendant des finances [1].

1597. *Les Espagnols surprennent Amiens.* — Cependant les Espagnols avaient pris de grandes précautions pour conserver leurs conquêtes. Calais, Ardres, Dourlens, Cambrai, étaient pourvus de fortes garnisons. Après avoir réduit quelques autres postes dans le Boulonnais, l'archiduc crut pouvoir rentrer dans son gouvernement des Pays-Bas. Pendant son absence, un de ses lieutenans, Fernando Tellés-Porto-Carrero, capitaine plein de courage et de résolution, forma le projet de surprendre Amiens en plein jour. Parti de Dourlens, dans la nuit, avec sept mille fantassins et sept cents chevaux, il fit arrêter par des patrouilles tous les voyageurs sur la route; et, arrivé très-près de la ville, sans avoir donné aucun éveil, il plaça cinq cents hommes en embuscade dans des masures voisines de l'une des portes. Au jour, trente soldats, déguisés en paysans, et conduisant trois charriots de noix, se présentent à cette même porte; un des sacs se délie vis-à-vis le corps-de-garde occupé par des bourgeois : ceux-ci se précipitent pour ramasser les noix, et pendant ce temps les prétendus paysans, tirant leurs épées cachées sous leurs souquenilles, égorgent les sentinelles et tous ceux qui

[1] C'est pendant cette campagne contre les Espagnols que Henri IV écrivait à Rosni : « Je suis fort proche de mes ennemis et n'ai quasi pas un cheval sûr lequel je puisse combattre; mes chemises sont toutes déchirées, mes pourpoints troués au coude, et depuis deux jours je dîne chez les uns et chez les autres, parce que mes pourvoyeurs n'ont plus moyen de rien fournir pour ma table. »

s'offrent à leurs coups. Les autres soldats embusqués accoururent bientôt soutenus par quatre escadrons; le tocsin appela inutilement les bourgeois aux armes; en une demiheure, Amiens fut au pouvoir des Espagnols.

*Mouvemens des calvinistes mécontens.* — Le roi s'occupa promptement des moyens de reprendre cette place; mais, par malheur, le moment n'était pas opportun. Les calvinistes, bien que comblés de faveurs et de priviléges, étaient mécontens. Ils se donnèrent des chefs, firent des assemblées, formèrent des demandes déplacées, injustes, séditieuses. La guerre civile allait se rallumer dans les villes situées sur la Loire ou dans les environs. Henri IV, indigné des prétentions audacieuses de ses anciens serviteurs, de ses compagnons pendant ses infortunes, chargea Rosni du soin de les ramener à des sentimens plus raisonnables, pendant qu'il allait tenter d'enlever Amiens aux Espagnols. Il dit à son digne ministre, en partant pour cette expédition : « C'est assez faire le roi de France, il est temps de faire le roi de Navarre. » Arrivé devant Amiens, le maréchal de Biron investit cette place du côté de l'Artois avec quatre mille hommes d'infanterie et sept cents chevaux, tandis que lui-même se plaçait sur la communication de Dourlens, pour arrêter les convois, et contenir la garnison dans ses murailles. 1597.

*Siége d'Amiens par l'armée royale.* — Porto-Carrero, qui s'était renfermé dans Amiens, manquant des approvisionnemens nécessaires, fit sortir toutes les bouches inutiles. L'armée française au contraire, par les soins de Rosni, se trouvait pourvue de vivres et de munitions en abondance; des hôpitaux étaient établis pour les blessés et les malades; enfin, les troupes éprouvaient un bien-être tellement inaccoutumé, qu'ils appelèrent cette expédition *le siége de velours*. Le roi, après avoir distribué les postes, fit dresser les batteries et ordonna les attaques. 1597.

Le 22 mai, la garnison fit une sortie, et enleva une des redoutes qui couvraient les quartiers du maréchal de Biron; celui-ci ne tarda pas à la reprendre, et poursuivit les Espagnols, l'épée dans les reins, jusqu'à cent pas des portes. Plusieurs jours après, une nouvelle sortie chassa les assiégeans de leur tranchée; mais ce coup de main coûta la vie à l'officier qui commandait le détachement ennemi. Un brave capitaine, nommé Laboulaye, accouru au secours des gardes de tranchée, après une action très-vive, où les Espagnols furent taillés en pièces, réussit à planter l'étendard français sur le bord de la contrescarpe. Le 18 juillet, les Espagnols firent encore deux attaques vigoureuses sur la tranchée, et s'avancèrent jusqu'aux batteries pour enclouer les canons. Là le combat fut terrible; le succès était balancé, lorsque le roi vint en personne soutenir les efforts de Biron, et décider la victoire; l'ennemi fut repoussé jusqu'au corps de la place. Le 4 décembre, les Français tentèrent un assaut; le gouverneur espagnol arrêta leurs efforts; mais il paya de sa vie ce triomphe d'un moment. Jérôme Caraffa, marquis de Montenegro, qui le remplaça, en montrant autant d'intrépidité et plus de sang-froid, suivit son plan de défense, et donna le temps à l'archiduc d'arriver au secours de la place avec vingt-cinq mille hommes.

A l'approche de cette armée, les opinions se partagèrent dans le conseil du roi; le maréchal de Biron était d'avis de marcher à sa rencontre; le duc de Mayenne, devenu sujet fidèle et dévoué, représenta au monarque que l'objet instant était de reprendre Amiens, et non de livrer bataille; qu'il convenait de laisser l'armée dans ses retranchemens, qui étaient presque inexpugnables : « Je connais, ajouta-t-il, le génie des Espagnols; ils ont encore plus de prudence que de courage; ils n'oseront vous attaquer dans vos lignes, ne les quittez pas. » Henri IV suivit ce conseil, et l'événement

prouva que Mayenne avait raison. Le feu des batteries françaises arrêta les colonnes ennemies. Ayant essayé, quelques jours après leur arrivée, de forcer un point des retranchemens plus faible que les autres, ils furent encore repoussés à coups de canon. Après avoir échoué dans plusieurs autres tentatives meurtrières, l'archiduc, perdant l'espoir de forcer le camp du roi, reprit le chemin des Pays-Bas [1]. Le marquis de Montenegro, alors dans l'impossibilité de tenir plus long-temps, capitula. Il obtint de sortir d'Amiens avec tous les honneurs de la guerre, à la tête de sa garnison; présenté au roi par le maréchal de Biron : « Sire, dit-il, je remets la place que j'étais chargé de défendre entre les mains d'un roi-soldat, puisqu'il n'a pas plu à mon maître de la faire secourir par des capitaines-soldats. »

Ce siége, qui avait duré près de six mois, coûta à peine mille hommes à l'armée royale. Un des articles de la capitulation portait qu'il ne serait point touché à la sépulture ni aux épitaphes de Fernando Tellés-Porto-Carrero et des autres capitaines espagnols enterrés dans la ville, et qu'il serait permis de transférer leurs corps, si cela était jugé convenable par les parens du défunt ou par la cour d'Espagne. Le roi avait approuvé cet article, en y faisant ajouter cette clause relative aux épitaphes, pourvu qu'il n'y eût rien contre l'honneur de la France. La ville d'Amiens demanda en conséquence, et obtint la permission de faire effacer ces mots injurieux de l'épitaphe de Porto-Carrero : « Les habitans ont livré leur ville pour un sac de noix. » C'est au

[1] L'archiduc, dans cette retraite, tira grand avantage d'un corps de deux mille hommes d'élite qu'il plaça en arrière-garde. Cette troupe, sous la conduite du capitaine espagnol don Diégo Pimentel, faisait face aux Français toutes les fois qu'il était nécessaire, afin de donner au gros de l'armée le temps de continuer sa marche sans inquiétude.

(BENTIVOGLIO, *Histor. di Fland.*)

siége d'Amiens que l'on employa, pour la première fois, les soldats aux travaux des tranchées; jusque-là on ne s'était servi que des paysans [1].

A cette même époque, le maréchal de Lesdiguières continuait, toujours avec succès, la guerre contre le duc de Savoie [2]. Les armes du roi, victorieuses encore sur d'autres points, n'avaient guère plus à soumettre que la Bretagne.

1598 *La Bretagne rentre sous l'autorité du roi.* — Le duc de Mercœur, voyant Henri IV triompher de tous ses ennemis et prêt à venir fondre sur lui avec la plus grande partie de ses forces, lui fit demander la paix. Le roi la lui accorda à des conditions honorables et avantageuses. Le traité fut cimenté par le mariage de la fille du duc avec César, duc de Vendôme, fils naturel du roi et de la belle Gabrielle d'Estrées. Cet accommodement fit rentrer la Bretagne sous l'autorité royale, et étouffa le feu de la ligue, qui avait duré vingt-deux ans.

1598. *Edit de Nantes.* — Henri IV, pour en finir avec les calvinistes, qui n'avaient point encore déposé les armes et dont les prétentions n'étaient point encore satisfaites, rendit le célèbre édit de Nantes, basé sur le système de tolérance civile proposé par le chancelier de l'Hôpital à Charles IX. Li-

[1] Personne ne s'était autant distingué à ce siége que le maréchal de Biron. Henri IV, toujours attentif à exciter et à récompenser le mérite, fit son éloge par un de ces traits ingénieux qui se gravent dans la mémoire des hommes. Le prévôt des marchands et les échevins de Paris étant venus complimenter le monarque à son retour : « Messieurs, leur dit-il, voici le maréchal de Biron que je présente volontiers à mes amis et à mes ennemis. » (*Hist. de Henri* IV.)

[2] Le roi apprenant que Lesdiguières laissait bâtir sous ses yeux, par les troupes savoyardes, le fort Barraux, sans rien tenter pour empêcher cette construction, lui en fit de vifs reproches; le maréchal répondit : « Vous avez besoin, sire, d'un bon poste pour contenir la garnison de Montmélian, je vous donnerai le fort Barraux quand il sera bâti. » Il tint parole; l'année suivante, ce fort fut pris d'assaut par les troupes françaises.

berté entière de conscience, exercice public de la religion réformée dans plusieurs villes, faculté aux religionnaires de posséder toutes sortes de charges et d'emplois, quarante-cinq mille écus par an pour l'entretien des pasteurs, et des places de sûreté pour huit ans (concession secrète, non comprise dans l'édit) : tels furent les avantages accordés par le roi aux protestans du royaume. Le clergé, la Sorbonne, l'Université, les prédicateurs, se récrièrent contre cet édit; le parlement crut devoir faire, à ce sujet, de respectueuses, mais vives remontrances au monarque : toutefois, cédant aux raisons qu'il donnait de cette démarche, comprenant comme lui que la paix de l'état est celle de l'église, et que le grand objet d'un gouvernement sage est d'inspirer à tous les sujets, quelle que soit leur croyance, les sentimens d'affection à la patrie et au prince, cette cour enregistra l'édit pacifique [1].

*Traité de Vervins.* — Le traité de Vervins, conclu entre la France et l'Espagne, acheva de rétablir la tranquillité dans le royaume. Philippe II, vieux et infirme, las d'une 1598.

[1] Voici quelques fragmens du discours prononcé, à cette occasion, par Henri IV dans le parlement :

« La religion catholique ne peut être maintenue que par la paix, et la paix de l'état est la paix de l'église.... Je ressemble au berger qui veut ramener ses brebis en la bergerie avec douceur..... Il ne faut plus faire de distinction de catholiques et de huguenots ; il faut que tous soient bons Français, et que les catholiques convertissent les huguenots par l'exemple de leur bonne vie........ Quand on faisait des édits contre ceux de la religion, lorsque j'étais avec eux, je faisais des cabrioles, et je disais : loué soit Dieu! car tantôt nous aurons quatre mille hommes, et tantôt six mille, et nous les trouvions à la fin; car ceux qui étaient dispersés auparavant étaient contraints de se réunir...... Si j'avais envie de ruiner la religion catholique, vous ne m'en sauriez empêcher. Je ferais venir vingt mille hommes, je chasserais d'ici ceux qu'il me plairait, je dirais : « Messieurs les juges, il faut vérifier l'édit, ou je vous ferai mourir; mais alors je serais le tyran, etc., etc. » (*Hist. d'Henri* IV.)

guerre qui lui coûtait, sans espérance de succès, des sommes immenses, chargea l'archiduc Albert d'entrer en négociation. Les conditions de paix ne pouvaient être qu'honorables pour la France. L'Espagne rendit toutes les places conquises en Picardie; Henri IV ne fit aucune restitution. Philippe II mourut quelque temps après ce traité [1].

1600. *Continuation de la guerre avec le duc de Savoie.* — Le duc de Savoie, dont les ambassadeurs avaient été admis aux conférences de Vervins, retenait toujours, au mépris des conventions faites à Fontainebleau, le marquisat de Saluces, qu'il avait enlevé à la couronne pendant les troubles de la ligue. Le roi, ne pouvant amener ce prince à une restitution, poussa la guerre de Savoie avec une nouvelle vigueur. Sous prétexte de recevoir sa nouvelle épouse, Marie, fille de François de Médicis, grand-duc de Toscane [2], il se rendit à Lyon. De là il fit reconnaître les places de Montmélian et de Bourg en Bresse, et investir Chambéri, qui, ainsi que le château, ouvrit ses portes le lendemain. Les troupes royales s'emparèrent ensuite de Conflans, Motiers, Miolens, Saint-Jacques, Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel. Rosni, chargé d'attaquer Charbonnières et le château de Montmélian, réussit à enlever ces deux forteresses, malgré la grandeur des difficultés.

[1] La paix conclue à Vervins entre les plénipotentiaires français et espagnols, sous la médiation de deux légats du pape, fut pareillement signée à Bruxelles en présence du maréchal de Biron, qui, pour son malheur, y fut envoyé comme ambassadeur; les Espagnols, qui connurent sa vanité excessive, lui inspirèrent dès-lors les projets insensés qui le conduisirent à l'échafaud. (Le président HÉNAULT.)

[2] Henri IV ayant fait dissoudre son mariage avec Marguerite de Valois, ses ministres l'engagèrent à demander la main de Marie de Médicis. Il avait envoyé un ambassadeur à Rome pour faire part de ce dessein au pape, qui s'entremit volontiers dans une négociation dont il espérait tirer quelque avantage.

*Paix de Lyon.* — La modération d'Henri IV l'arrêta au milieu de ses conquêtes. Des conférences furent ouvertes avec le légat du pape, cardinal Aldobrandini, chargé de traiter avec le roi de son mariage et de la paix ; elle fut signée à Lyon. Le roi rendit au duc de Savoie tout ce qu'il lui avait pris, échangea le marquisat de Saluces contre le Bugey et la Bresse, qui devinrent provinces françaises [1]. 1601.

*Troubles civils apaisés par le roi.* — Quelle que fut la sollicitude d'Henri IV pour le soulagement et le bien-être de ses sujets, il était bien difficile, après des agitations si violentes, de jouir d'une entière tranquillité. Un impôt, octroyé par l'assemblée des notables tenue à Rouen en 1596, avait excité des murmures, et ces murmures produisirent des séditions du côté de la Loire. La présence du roi, qui se rendit à Poitiers, son esprit conciliant, ses promesses, apaisèrent promptement les troubles. Dès qu'il vit son autorité respectée, il signala sa bienveillance en supprimant cet impôt. 1601.

*Procès et condamnation du maréchal de Biron.* — La conduite du maréchal de Biron causa au roi, peu de temps après, des chagrins plus cuisans. Ce seigneur avait hérité des vices comme des talens de son père, tué au siége d'Epernai. On le considérait comme le plus grand capitaine que la France possédât alors; il était tout couvert de cicatrices, témoignages de sa brillante valeur; mais une ambition excessive, un orgueil, une arrogance intolérables, ternissaient 1602.

[1] On disait alors en France, à l'occasion de ce traité, que le duc de Savoie avait eu toute la gloire, puisqu'il conservait le marquis de Saluces, sa conquête, et le roi tout le profit, puisqu'il augmentait le royaume d'un territoire assez vaste, qui lui ouvrait la communication avec la Suisse et l'Allemagne, et reculait ses frontières jusqu'au pied des Alpes. Lesdiguières dit aussi que le roi avait conclu cette paix en marchand, et le duc de Savoie en prince.

ses qualités guerrières. Le duc de Savoie étant venu en France après le traité de Lyon, le maréchal se lia étroitement avec ce prince, malgré l'avis du roi, qui lui dit un jour : « Méfiez-vous de cet homme-là, c'est une peste qui vous perdra. » Biron ne tint compte de cet avertissement paternel. Il continua ses intrigues avec le duc de Savoie, qui réussit également à entraîner dans ses vues le comte d'Auvergne et le maréchal duc de Bouillon. La cour d'Espagne entrait dans cette conspiration; le nouveau roi, Philippe III, avait promis au maréchal de Biron la souveraineté de la Bourgogne et la main de l'une des Infantes. Lafin, homme de confiance du maréchal, fournit à Henri IV les preuves certaines de sa trahison; mais les souvenirs d'un ancien dévouement et de services si importans et si nombreux, balançaient dans le cœur du monarque l'indignation de voir sa confiance et ses bontés trahies; il fit tous ses efforts, dans des entretiens particuliers, pour engager Biron de reconnaître son crime; il voulait pardonner au repentir; la fierté inflexible du coupable l'obligea, malgré lui, de faire un exemple. Le maréchal fut arrêté et jugé; le parlement le condamna à perdre la tête [1]. Le roi fit grâce au comte d'Auvergne, depuis duc d'Angoulême, et au duc de Bouillon; mais ce dernier n'osa s'y fier, et sortit du royaume.

Cette même année, les Suisses envoyèrent une ambassade à la cour de France, pour renouveler leur alliance. Henri IV combla de caresses et de présens les ambassadeurs, et appela auprès de sa personne un régiment suisse, qui ne fit toute-

[1] Ce guerrier, si intrépide sur le champ de bataille, devint faible et furieux aux approches du supplice; il eut la double honte d'avoir mérité la mort et de ne savoir pas mourir. « Qu'on ne m'approche pas, s'écria-t-il sur l'échafaud; si l'on me met en fougue, j'étranglerai la moitié de ce qui est ici. » (L'abbé MILLOT.)

fois définitivement partie de la garde royale qu'en 1616 [1].

*Mort d'Elisabeth, reine d'Angleterre.* — La célèbre Elisabeth, reine d'Angleterre, mourut le 3 avril, âgée de soixante-neuf ans, laissant au roi d'Ecosse, Jacques VI (et premier de ce nom en Angleterre) son royaume enrichi par le commerce, et redoutable aux étrangers par sa marine [2]. Jacques, souverain de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, pouvait influer beaucoup dans les affaires de l'Europe. Henri IV envoya Rosni en ambassade auprès du nouveau monarque anglais, pour le mettre dans les intérêts de la France. L'habile ministre triompha des intrigues de l'Espagne, de la mauvaise volonté du cabinet de Londres, et conclut une ligue défensive en faveur des Provinces-Unies, toujours en guerre avec les Espagnols. 1603.

*Projet de paix perpétuelle.* — Quelque temps avant cette négociation, le roi avait conçu un projet chimérique, dont son cœur droit et bienveillant lui faisait envisager l'exécution praticable. On voit dans les Mémoires de Sulli le plan d'une république chrétienne, composée de quinze puissances qui auraient partagé l'Europe. Six monarchies héréditaires, la France, l'Espagne, la Suède, le Danemarck et *la Lombardie;* cinq monarchies électives, l'empire d'Allemagne, 1603.

[1] Ce qui excita plus particulièrement l'enthousiasme des envoyés suisses pour la personne du roi, ce fut sa complaisance de boire un verre de vin à la santé *de ses bons compères*, lesquels en même temps lui firent raison.» (*Journal d'Henri* IV.)

[2] Elisabeth apprit aux souverains que l'autorité, maniée avec sagesse, peut maintenir le calme dans un état, malgré la diversité des religions; mais tous les siècles lui reprocheront la mort de Marie Stuart. L'Angleterre place cette princesse entre ses plus grands rois; très-savante d'ailleurs, sa plus grande science fut celle de régner. Un des plus grands ressorts de sa politique fut de présenter à tous les princes de l'Europe, et même à quelques-uns de ses sujets, l'appât de son mariage, et de les contenir tous par cette espérance. (L'abbé MILLOT. — Le président HÉNAULT.)

l'état romain, la Bohême, la Hongrie et la Pologne; quatre républiques, la Hollande, la Suisse, Venise et Gênes. Les membres de cette grande association auraient été soumis aux décrets d'un tribunal suprême, formé de soixante-six députés élus par les différens états, et dont la mission aurait duré trois ans. Ce tribunal amphictionique aurait prononcé d'après un code de lois organisé et réglé par lui-même. Les affaires d'un intérêt général se fussent décidées dans cette cour; les objets particuliers auraient ressorti de six autres tribunaux inférieurs, distribués dans les différentes parties de l'Europe. Henri IV espérait, par ce moyen, établir une paix perpétuelle en Europe. La reine Elisabeth, à qui Rosni communiqua ce plan, était entrée dans les détails les plus aprofondis, avait indiqué quelques changemens, et donné son suffrage. Sa mort et d'autres circonstances firent abandonner à Henri IV un projet, plus facile à concevoir qu'à exécuter, mais qui ne pouvait être, comme on l'a dit depuis au sujet de l'écrivain philantrope qui a reproduit ces mêmes idées [1], que *le rêve d'un homme de bien.*

1603. *Rétablissement des jésuites en France.* — Tous les Français sincèrement attachés à Henri IV ne purent voir qu'avec la plus grande surprise et une vive inquiétude le rétablissement des jésuites, et le choix que le roi fit bientôt de l'un d'eux, le père Cotton, pour son confesseur. Henri parut ne conserver aucun souvenir des préventions fâcheuses qu'il avait eues contre cet ordre. « Ces gens, disait-il, ont des intelligences partout, de sorte que, si je les repousse, je les jette dans le dessein d'attenter à ma vie, et je me mets toujours dans la défiance d'être empoisonné ou bien assassiné [2]. »

[1] L'abbé de Saint-Pierre, auteur d'un Projet de paix perpétuelle et de la Polysynodie.

[2] Quelques mécontens dirent, à l'occasion de ce rappel des jésuites et de la condamnation de Biron, « que Henri ne savait faire du bien qu'à ceux

L'édit de rappel fut envoyé au parlement. Le premier président de Harlai y opposa des remontrances capables d'ébranler un monarque moins ferme que Henri dans ses résolutions. Il répondit par un discours fort honorable pour les jésuites, et ordonna l'enregistrement. Chargés de la conscience des rois, en vertu d'un des articles de l'édit, portant « qu'il y aurait toujours à la cour un religieux de cet ordre pour répondre de la conduite de ses confrères, » les jésuites acquirent « ce dangereux crédit, peu compatible avec la simplicité religieuse, et plus propre à faire beaucoup d'ennemis secrets, que beaucoup de partisans déclarés [2]. »

*Etat prospère de la France.* — La France respirait enfin, 1603-1604.
et recueillait au sein de la paix les fruits d'un gouvernement sage, bien différent de ceux qui l'avaient précédé. La justice, l'économie, l'agriculture, le commerce, les arts, réparaient sensiblement les anciens malheurs. Les financiers avaient jusqu'alors englouti les revenus de l'état, dont il n'entrait encore qu'un cinquième dans les coffres du roi; Rosni employa toutes ses lumières pour approfondir les manœuvres de ces harpies, et tout son courage pour les réprimer. Son génie infatigable trouvait des ressources pour tous les besoins. Il favorisa le commerce, mais il donna ses premiers soins à l'agriculture. L'ordre qu'il mit dans les finances permit au roi d'élever de superbes édifices, d'embellir Paris,

qui avaient attenté à sa vie et à sa couronne. » D'autres murmuraient gaiement du crédit dont le père Cotton paraissait jouir auprès du roi : « Notre Henri est bon, disait-on, mais il a du *coton* dans les oreilles. » On fit circuler dans Paris le quatrain suivant :

Autant le roi fait de pas,
Le père Coton l'accompagne;
Mais ce bon roi ne sait-il pas
Que le fin *coton* vient d'Espagne?

(LONGUEURANA.)

[2] L'abbé Millot.

et de commencer le canal de Briare, qui joint la Seine à la Loire.

1605. *Conspiration d'Antragues.*— Au milieu de cette prospérité publique, la malheureuse faiblesse de Henri IV pour les femmes lui attira de nouveaux soucis. Gabrielle d'Estrées[1], morte en 1599, avait été remplacée dans le cœur du roi par Henriette d'Antragues, femme ambitieuse, que Henri avait fait marquise de Verneuil, et qui portait ses prétentions jusqu'au trône[2]. Son royal amant avait eu la faiblesse de lui faire, par écrit, une promesse de mariage. Ce papier venait d'être restitué, au bout de quelques années, grâce au zèle infatigable du fidèle Rosni. La marquise de Verneuil se sentit plus outrée qu'intimidée; son père et le comte d'Auvergne, son frère utérin[3], se joignirent à elle pour renouer des trames criminelles avec l'Espagne. Chanvalon, fils naturel de la reine Marguerite, et un capucin, confesseur de la marquise, se chargèrent d'être les agens de la conspiration, dont Lescun dévoila tous les ressorts. Henriette, le marquis d'Antragues, son père, et le comte d'Auvergne furent arrêtés. On instruisit leur procès : le parlement condamna le comte, le marquis, un autre complice, nommé Morgan, à perdre la tête sur l'échafaud, et renvoya Henriette à un plus ample informé. Le roi fit grâce aux trois condamnés; la marquise, fière de son triomphe, se retira à sa terre de Verneuil[4].

[1] Elle se nomma successivement la belle Gabrielle, madame de Liancourt (du nom de son mari, dont elle fut séparée par consentement mutuel), la marquise de Monceaux, et la duchesse de Beaufort : le nom de la belle Gabrielle lui resta.

[2] Marie Touchet, maîtresse de Charles IX, avait épousé, après la mort de ce prince, François de Balzac, seigneur d'Antragues; Henriette, dont il est ici question, était le fruit de ce mariage.

[3] On a déjà vu que ce seigneur était fils de Charles IX et de Marie Touchet.

[4] Henriette d'Antragues connaissait l'étendue de son empire sur le cœur

*Intrigues du duc de Bouillon.* — Un autre faction inquiétait encore le roi. Il n'avait pu refuser aux calvinistes la permission de s'assembler à Châtelleraut, et il était à craindre que les intrigues du duc de Bouillon, et le crédit du duc de La Trimouille et de Duplessis-Mornai n'y fissent prendre des résolutions contraires au maintien de la tranquillité publique; mais Rosni, sous prétexte d'aller prendre possession de son gouvernement de Poitou, que le roi venait de lui confier, rompit leurs desseins. La Trimouille mourut quelque temps après : « C'était, dit Mézerai, un seigneur d'un courage fort élevé, et qui avait de grandes qualités, mais non pas de celles qu'il faut dans un état monarchique. » Quant au duc de Bouillon, le roi, pour se venger de cette nouvelle marque d'ingratitude de la part d'un homme qui lui était redevable de son brillant mariage avec l'héritière de Sédan [1], prit la résolution de marcher en personne contre lui. Le duc effrayé s'humilia, et livra la ville de Sédan à Henri IV, qui la lui rendit gracieusement quelque temps après [2]. 1606.

du roi. Des émissaires confidentiels la pressaient de solliciter sa grâce ; bien rassurée sur le danger qui la menaçait, elle répondit : « Si le roi m'envoie à l'échafaud, personne qui ne dise qu'il a fait mourir sa femme et la véritable reine de France. Je ne vois que trois choses, pardon pour mon père, une corde pour mon frère et justice pour moi-même. »

Ce furent la marquise d'Antragues et la comtesse d'Auvergne qui vinrent se jeter aux pieds du roi pour obtenir la grâce de leurs maris. Henri IV les releva avec bonté, en leur disant : « Allez, priez Dieu qu'il veuille me bien inspirer; car je m'en vais présentement à la messe pour cet objet. » (PEREFIXE.)

[1] Nous avons déjà dit que Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, avait épousé, par l'entremise de Henri IV, Charlotte de La Marck, héritière de la Maison de Bouillon, et qu'il était ainsi devenu possesseur de ce duché.

[2] C'est à la suite de cette courte campagne contre le duc de Bouillon que Henri écrivit à la princesse d'Orange : « Ma cousine, je dirai comme

1607. *Henri* IV *médiateur entre le pape et la république de Venise.* — Un différent qui s'était élevé entre la république de Venise et le pape Paul V fournit à Henri IV une nouvelle occasion de gloire. Paul voulait exercer en Italie l'ancien despotisme de la cour de Rome. Les Vénitiens avaient défendu de bâtir des monastères et d'aliéner des biens aux gens d'église, sans la permission du sénat; ils avaient fait exécuter un moine et emprisonner deux prêtres coupables de crimes énormes. Le pape irrité lança l'excommunication sur le doge et le sénat, et un interdit général sur la république. Trois ordres religieux, les jésuites, les théatins, les capucins, crurent devoir s'y soumettre. Les premiers, qu'on craignait plus que les autres, furent bannis à perpétuité par ordre du sénat. Tout annonçait une guerre. Le pape s'y préparait pour soutenir ses censures, les Vénitiens pour soutenir les droits de la république. Henri IV offrit sa médiation; elle fut acceptée, et il eut la gloire de terminer cette querelle. Les Vénitiens consentirent à suspendre l'exécution de leurs lois, et à remettre les deux prêtres prisonniers entre les mains d'un délégué du pontife; mais Paul V ne put obtenir le rétablissement des jésuites, l'un des objets qu'il avait le plus à cœur [1].

1608. *Négociations de la cour de France pour établir la paix entre l'Espagne et les Provinces-Unies.* — Après avoir conquis et mérité son royaume par tant de brillans exploits et de si nobles qualités, il semblait que Henri IV n'ambitionnât

dit César, *veni*, *vidi*, *vici*, je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu, ou comme la chanson :

Trois jours durèrent mes amours,
Et si finirent dans trois jours;

tant j'étais amoureux de la ville de Sédan. M. de Bouillon a promis de me bien et fidèlement servir, et moi de tout oublier. » (*Lettres d'Henri* IV.)

[1] *Histoire de Venise*, par le comte Daru.

plus que le titre de pacificateur, plus digne d'un grand prince que celui de conquérant. Le différent des Vénitiens et du pape terminé, il ménagea le premier traité entre l'Espagne et les sept Provinces-Unies. Rien n'annonçait encore que la guerre terrible qui durait depuis quarante ans dans les Pays-Bas fût sur le point de finir. D'un côté, Maurice, prince d'Orange, voulait la continuer pour son intérêt particulier; de l'autre, l'avocat-général des Provinces-Unies, Barnevelt, en désirait la fin pour le bien de sa patrie. Les Espagnols, traitant toujours les Hollandais de rebelles, étaient fort éloignés d'entrer en accommodement avec eux. Le président Jeannin, ambassadeur d'Henri IV en Hollande, remplit les vues bienfaisantes de son maître par un prodige de négociation. Il mania si bien les esprits, que tous les obstacles furent aplanis. Le roi d'Espagne, Philippe III, conclut avec les états une trève de douze ans, les reconnaissant pour « états et provinces libres, sur lesquels il ne prétendait plus rien. » C'est ainsi que furent établies authentiquement la liberté et la souveraineté de la république de Hollande; les citoyens de ce nouvel état en étaient redevables à leur courage persévérant, à la tyrannie du gouvernement espagnol, et à la protection de la France.

*Le prince de Condé se retire à Bruxelles.* — Henri IV, 1609.
si sage, si prudent dans ses négociations politiques, si maître de lui-même dans ses opérations administratives, ne pouvait dominer la plus dangereuse des passions. Les charmes de la jeune princesse de Condé [1] avaient vivement frappé le monarque, lorsqu'elle était à peine sortie de l'enfance. Il ne dissimula point son penchant. La cour, la ville et bientôt les provinces s'occupèrent ou plutôt s'amusèrent de cette intrigue peu décente. La jalousie s'empara de la reine Marie

[1] Charlotte Marguerite, fille du connétable Henri de Montmorenci; elle épousa en 1609 Henri II, prince de Condé.

de Médicis et du prince de Condé. Des scènes orageuses troublèrent l'intérieur du palais [1]. Tout à coup le premier prince du sang disparaît et emmène sa femme à Bruxelles, où la cour d'Espagne ne manque pas de lui offrir toute sorte d'avantages. Le roi put à peine maîtriser sa fureur; mais, dit un judicieux historien, plus il avait à se reprocher les fautes de l'amour, plus il s'efforçait de les effacer par les soins du gouvernement et par de grandes entreprises [2].

1610. *Projet d'Henri* IV *sur l'Allemagne.*—Il forma le dessein de porter la guerre en Allemagne. La Maison d'Autriche y disputait alors à celle de Brandebourg et de Neubourg la possession des duchés de Clèves et Juliers. En soutenant les droits de ses alliés, Henri saisissait l'occasion d'abaisser la puissance autrichienne, et de la resserrer dans de justes bornes. C'était là sans doute le grand objet de son armement, tandis que la fuite du prince de Condé et le chagrin d'être éloigné de la princesse semblaient être, aux yeux des courtisans, les motifs secrets qui l'entraînaient dans cette guerre [3].

Toutes les mesures étaient prises par le roi pour entrer en

[1] Un jour l'oubli de toute convenance fut porté au point que Marie de Médicis, hors d'elle-même, leva la main sur le roi. Sulli, qui était présent, empêcha ce mouvement avec une telle vivacité, que la reine s'écria qu'elle venait d'être frappée. Lorsque le calme fut rétabli, l'artificieuse Italienne remercia le ministre de son zèle, et lui voua, dès ce moment, une haine implacable. (*La France sous ses rois.*)

[2] L'abbé Millot.

Le maréchal de Bassompierre, dans ses Mémoires, porte jusqu'à vingt-deux le nombre des maîtresses de Henri IV, et il les nomme toutes. «Henri IV, dit-il, donnait dans ses amours beaucoup de mauvais exemples et de scandales, en ce qu'il ne s'en cachait point, et faisait connaître au public les vices que la bienséance ordonne de cacher.»

(*Nouveaux Mémoires de Bassompierre.*)

[3] Quelques écrivains ont prétendu qu'Henri IV voulait arriver, par ce moyen, à l'exécution de son projet de république chrétienne, dont nous avons déjà parlé; mais cela n'est pas vraisemblable.

campagne ; quarante mille Français aguerris étaient rassemblés ; six mille Suisses étaient en marche pour rejoindre cette armée ; les fonds faits pour subvenir aux dépenses, tout le matériel préparé. Henri pressait son départ ; la cérémonie du couronnement de la reine l'arrêta malgré lui, et fut l'occasion de sa perte. Les historiens contemporains rapportent que de cruels pressentimens et de vives inquiétudes semblaient lui annoncer une grande catastrophe. Il disait au duc de Guise et au maréchal de Bassompierre : « Vous ne me connaissez pas encore vous autres ; mais je mourrai l'un de ces jours, et, quand vous m'aurez perdu, vous connaîtrez tout ce que je valais, et la différence qu'il y a de moi à un autre homme. » S'entretenant avec Sulli des préparatifs du couronnement, si vivement sollicité et si impatiemment attendu par Marie de Médicis : « Le cœur me présage qu'il me doit arriver quelque signalé déplaisir à cette cérémonie. Je ne sortirai jamais de Paris, mes ennemis m'y tueront ; ma mort est leur unique ressource. »

*Couronnement de la reine Marie de Médicis.* — Le couronnement de la reine se fit à Saint-Denis, le 13 mai, avec un appareil imposant. Les idées noires qui assiégeaient l'imagination du roi se dissipèrent à la vue du contentement de son épouse et de l'allégresse du peuple ; mais le lendemain la tristesse reparut sur son visage. Dans la matinée, son fils, César de Vendôme, le conjura de se tenir sur ses gardes, parce qu'un astrologue, nommé Labrosse, venait de lui annoncer qu'un grand danger menaçait le roi dans cette journée [1].

[1] Il est certain, dit Voltaire, qu'on avait prédit à Henri IV qu'il mourrait en carrosse. Cette idée venait de ce que ce prince, si intrépide d'ailleurs, était toujours inquiété de la crainte de verser quand il était en voiture. Cette faiblesse fut regardée par les astrologues comme un pressentiment, et l'aventure la moins vraisemblable justifia ce qu'ils avaient dit au hasard. (*Essai sur les mœurs*, etc., chap. 174.)

« Mon cher enfant, répondit Henri en souriant, nos jours sont comptés devant Dieu. »

14 mai 1610. *Henri* IV *meurt assassiné par Ravaillac.* — Dans l'après-midi, il monte en voiture, escorté seulement par un petit nombre de gentilshommes à cheval et quelques valets de pied, pour aller voir les préparatifs de la fête que la ville se proposait de donner à la reine, et pour visiter le duc de Sulli [1], qu'une incommodité retenait dans son logement à l'arsenal. Il y avait avec lui dans la voiture sept seigneurs de la cour, d'Epernon, Montbason, Lavardin, Roquelaure, La Force, Liancourt et Mirebeau. Les portières étaient ouvertes, tant par rapport à la chaleur, que pour mieux voir les préparatifs des illuminations. A l'entrée de la rue de la Ferronnerie, deux charrettes arrêtent la marche; les gentilshommes d'escorte s'avancent pour faire débarrasser la voie; les valets de pied s'écartent pour traverser le cimetière des Innocens, qui formait le côté gauche de la rue. A cet instant, un homme monte sur le marchepied du carosse, et frappe d'un coup de poignard le roi, qui s'écrie : *je suis blessé*. Un second et un troisième coup, portés immédiatement, lui ôtent la parole et la vie. Aucune des personnes qui étaient avec le roi ne vit commettre l'attentat. Le duc de Montbason eut l'une de ses manches percée; le poignard passa trois fois devant d'Epernon, sans que ce seigneur fît un seul mouvement pour arrêter le bras régicide. « La confusion et le trouble, dit Mézerai, avaient tellement saisi ceux qui se trouvaient présens, que si l'assassin eût jeté son couteau, on ne l'eût point reconnu; mais, ayant été pris le tenant à la main, il avoua le coup aussi hardiment que s'il eût fait quelque action héroïque. »

Ce monstre se nommait François Ravaillac, âgé de trente-

[1] Henri IV avait érigé, en 1606, la ville de Sulli en duché-pairie, en faveur de Rosni, son digne ministre et son meilleur ami.

deux ans et né à Angoulême; il avait été novice chez les Feuillans de Paris, qui l'avaient renvoyé à cause de ses rêveriese xtravagantes. Incité, comme Jean Châtel, par le fanatisme de la ligue, il crut mériter la palme du martyre, en assassinant un héros dont quelques méchans suspectaient tout haut la religion. Il soutint, dit-on, dans tous ses interrogatoires, qu'il n'avait point de complices [1].

Par une circonstance révoltante et bien extraordinaire, le corps de Henri IV resta quelque temps déposé négligemment sur un lit, et ne fut visité que par quelques serviteurs des classes subalternes. Les courtisans abandonnèrent ces restes si dignes de vénération, pour porter avec plus de promptitude leurs hommages au pouvoir naissant [2].

Telle fut la fin *du seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire* [3]. Il mourut à cinquante-sept ans, après en avoir régné vingt-un. On trouve dans l'ouvrage intitulé *Economies royales de Sulli*, le portrait suivant d'Henri IV : « Il était de belle stature, fort proportionné, ayant les linéamens du visage bien compassés, le teint florissant, et témoignant une bonne habitude et parfaite santé; étant alègre, dispos, fort, robuste, laborieux, qui veillait et dormait quand et autant qu'il voulait; s'adonnait à toutes sortes d'exercices et passe-temps honnêtes, tant pour la cour que pour la guerre, èsquels il se montrait des plus adextres; était d'humeur fort

[1] Un voile impénétrable couvrira éternellement le mystère de l'assassinat d'Henri IV. Les dépositions de Ravaillac ont disparu des registres du parlement. Son testament de mort fut écrit par le greffier Voysin avec des caractères que l'on n'a jamais pu déchiffrer.

[2] Son corps (d'Henri IV) fut regardé seulement de ceux qui n'avaient point de grands intérêts de fortune à la cour. Tous ceux qui pouvaient y en avoir pensèrent plus à leurs affaires qu'à celui qui ne pouvait plus rien pour eux. Ainsi *il n'y eut qu'un moment entre les adorations et l'oubli.*

(MÉZERAI.)

[3] Gudin.

gaie et récréative, de douce, agréable et familière conversation avec un chacun, et fort civil entre les dames; avait l'esprit vif, prompt, actif, et de facile intelligence et compréhension; étant pitoyable, benin, clément, miséricordieux, et si fidèle, loyal et religieux observateur de sa parole et de ses promesses, qu'il eût mieux aimé manquer à sa vie qu'à sa foi.» Nous ajouterons que Henri, généreux, magnanime, ne conserva contre ses plus acharnés détracteurs ni haine, ni désir de vengeance. Cette conduite, si rare même de nos jours, l'éleva au-dessus des mœurs de son siècle, où les actes de représailles et les vindications étaient, dans l'opinion de la noblesse, des titres d'honneur, où les plus criminelles violences se plaçaient au rang des exploits les plus glorieux. Si l'on excepte sa loi barbare contre les braconniers, et le châtiment rigoureux qu'il infligea à des hommes de loi qui se montrèrent incivils envers lui sans le connaître, et surtout si l'on compare sa conduite à celle des grands seigneurs de son temps, on jugera combien il leur était supérieur. Si quelques taches peuvent ternir la gloire de ce grand roi, elles n'en effacent point tout l'éclat, et les Français n'oublieront jamais que leur patrie, désolée par trente-quatre ans de désordres, de fureurs fanatiques, d'atroces guerres civiles, fut redevable à Henri IV du bienfait inappréciable de la paix, et d'une marche rapide dans la civilisation et vers la prospérité. Il faut blâmer sans doute les craintes et la faiblesse de ce monarque à l'égard des jésuites; mais on doit lui savoir gré d'avoir maintenu dans l'état la tolérance entre deux religions ennemies, avec des lois insuffisantes et mal exécutées, et avec des esprits encore dans une grande fermentation. Tous les discours qu'il prononçait étaient de sa façon. Son éloquence, un peu agreste, n'en était pas moins énergique. Sa grande ambition était de rendre le peuple heureux et content. Le duc de Savoie, Charles Emanuel, lui deman-

dant un jour ce que la France pouvait lui rapporter de revenu : « Elle me vaut, répondit-il, tout ce que je veux, parce qu'ayant le cœur de mon peuple, j'en aurai ce que je voudrai. Si Dieu me prolonge la vie, je ferai qu'il n'y aura point de laboureur dans mon royaume qui n'ait moyen de mettre une poule dans son pot. Et si je ne laisserai pas d'entretenir des gens de guerre pour mettre à la raison tous ceux qui choqueront mon autorité. » Quelques maisons de paysans avaient été pillées par des soldats; Henri le sut, manda les capitaines qui se trouvaient à Paris, et leur dit d'un ton sévère : « Partez en diligence, mettez ordre à ces pillages; vous m'en répondrez. Eh quoi! si on ruine mon peuple, qui me nourrira? qui soutiendra les charges publiques? qui payera vos pensions? Vive Dieu! messieurs, s'en prendre à mon peuple, c'est s'en prendre à moi! » Sa bonté, à l'égard de la noblesse qui l'entourait, ne dégénérait point en une molle complaisance. Il savait refuser à propos, et faire agréer la justice de ses refus. Un de ses gentilshommes sollicitait la grâce de son neveu, coupable d'un meurtre. « Je suis bien marri, dit le roi, que je ne puis accorder ce que vous me demandez : il vous sied bien de faire l'oncle, et à moi de faire le roi. J'excuse votre requête, excusez mon refus. »

On peut être surpris qu'un prince si guerrier et qui devait tant à ses troupes, ait pu supprimer la noblesse qui s'acquérait par la profession des armes. Il rendit, en 1600, un édit sur les tailles, par lequel il déclare que la profession des armes n'anoblirait point celui qui l'exercerait, et même qu'elle ne serait pas censée avoir anobli parfaitement la personne de ceux qui ne l'avaient exercée que depuis 1563, c'est-à-dire depuis l'époque des guerres de religion en France; mais il faut observer que la profession des armes suffisant à cette époque pour faire un gentilhomme sans lettres du roi,

il en résultait des inconvéniens auxquels Henri IV cherchait à remédier [1].

L'organisation militaire sous Henri IV était demeurée à peu près la même que sous les règnes précédens. L'infanterie, formée en régimens [2] (dont l'effectif variait depuis quinze

[1] Tous les hommes d'armes étaient gentilshommes du temps de Louis XII, c'est-à-dire tous ceux qui composaient les compagnies d'ordonnance; mais il ne faut pas entendre par les gentilshommes d'alors les hommes issus de race noble; il suffisait, pour être réputé tel, qu'un homme né dans le tiers-état fît uniquement profession des armes, sans exercer aucun autre emploi; il suffisait, à plus forte raison, que cet homme né dans le tiers-état eût acquis un fief noble, qu'il *desservait par service compétent*, c'est-à-dire qu'il suivît son seigneur en guerre, pour être réputé gentilhomme. Ainsi alors on s'anoblissait soi-même, et on n'avait besoin ni de lettres du prince, ni de posséder des offices pour obtenir la noblesse. Un homme extrait de race noble et le premier noble de sa race s'appelaient également gentilshommes, avec cette différence que le noble de race s'appelait gentilhomme de nom et d'armes, au lieu que le premier noble de sa race s'appelait seulement gentilhomme. Cette noblesse, ainsi entendue, subsista en France jusqu'au règne de Henri III. Alors la noblesse acquise par la possession des fiefs, et celle acquise par la profession des armes, cessa d'être noblesse. L'article 258 de l'Ordonnance de Blois, rendue en 1579, supprima la noblesse acquise par les fiefs, et l'édit de Henri IV supprima celle acquise par les armes. Depuis ce temps, le gentilhomme ne fut plus celui qui avait servi à la guerre, ni avait acquis des fiefs nobles, mais celui qui provenait de race noble, ou qui obtenait des lettres d'anoblissement, ou enfin qui possédait un office auquel la noblesse était attachée.

(Le président HÉNAULT.)

[2] Les quatre premiers régimens, qu'on appelait *les vieux* ou *vieilles bandes*, étaient ceux de *Picardie*, *Champagne*, formés des légions de ce nom, le premier sous Charles IX, le second sous Henri III; *Navarre*, levé et créé par Henri IV, lorsqu'il n'était encore que roi de Navarre; et *Piémont*, formé sous Charles IX des débris des bandes que le maréchal de Brisssac avait ramenées du Piémont sous Henri II.

Les cinq régimens suivans furent appelés *petits vieux* sous Louis XIII, parce qu'ils jouissaient du privilége de prendre rang immédiatemens après les quatre premiers, et de n'être point cassés ou licenciés après une guerre. Formés par Henri IV, ils portaient, sous le nom de ce prince, les noms

cents ou deux mille, jusqu'à trois mille hommes), était armée offensivement d'arquebuses, de piques et d'épées; elle avait pour armes défensives le corselet et le casque en fer.

Des compagnies de gendarmerie, en petit nombre, formaient toujours ce qu'on appelle la grosse cavalerie; mais la cavalerie légère s'était beaucoup multipliée sous ce règne, parce que les guerres civiles avaient tellement épuisé le royaume de grands chevaux, qu'on commença d'abandonner la lance, dont on croyait ne pouvoir faire usage qu'avec des chevaux de bataille, et qu'avec un grand exercice d'académie, de joûtes et de tournois, à quoi la jeune noblesse n'avait plus le temps ni le moyen de s'adonner [1]. La lance était, comme on sait, l'arme ordinaire des gendarmes; mais on pensait alors que, pour s'en servir, il fallait des campagnes ouvertes et un terrain uni, afin que les gendarmes pussent prendre carrière de loin pour aller assaillir l'ennemi. Ainsi il n'y avait que fort peu de gendarmerie armée de lances. Les compagnies de gendarmes et celles dites légères étaient plus fortes que celles d'aujourd'hui, et formaient d'ordinaire chacune un escadron [2].

de leurs mestres-de-camp ou colonels : Balagny, Nerestang, Dubourg, l'Espinasse, Rosant et Epagny. Nous ignorons le nom et le nombre des autres régimens.

Tous les corps d'infanterie, à l'exception des quatre vieux régimens et des deux compagnies, qui avaient, dans les cinq suivans, les dénominations de *colonelle générale* ou *mestre-de-camp*, furent licenciés à la paix de Vervins, en 1598. Henri IV les remit sur pied à la fin de 1609, lorqu'il forma le dessein de porter la guerre en Allemagne.

(*Mémoires de Lanoue — Hist. de la milice française.*)

[1] La même chose arriva en Hollande dans le même temps; Maurice de Nassau, prince d'Orange, y abolit aussi les lances pour les mêmes raisons.

(Le P. Daniel, *Hist. de la milice française.*)

[2] Ce fut seulement en 1635 que les compagnies de cavalerie française furent formées en régimens; cette dernière organisation existait déjà pour la cavalerie étrangère au service de France.

Les cavaliers des compagnies de gentilshommes se nommaient *maîtres*.

Henri IV érigea, en charge de la couronne, l'emploi de grand-maître de l'artillerie, en faveur de Maximilien de Béthune, marquis de Rosni, et depuis duc de Sulli. Cette arme, sous la direction d'un tel chef, ne pouvait prendre qu'un grand et rapide accroissement; on en reconnut les effets sous le règne de Louis XIII.

La tactique n'avait subi presque aucun changement. La ligne de bataille se formait simple ou double, sur quatre ou six rangs : l'infanterie ordinairement au centre, la cavalerie sur les ailes ou en réserve. Quelquefois, ainsi qu'on l'a vu dans plusieurs récits de bataille, les deux armes étaient entremêlées par gros bataillons et par escadrons. La cavalerie était toujours regardée comme l'arme la plus importante et la plus propre à décider le succès d'une action; Henri IV y mettait toute sa confiance, comme on a pu le remarquer.

La marine française, florissante dans les XIV[e], XV[e] siècles, et jusqu'au milieu du XVI[e], était presque anéantie du temps d'Henri IV. Le génie d'Elisabeth avait donné aux Anglais le sceptre de la mer. L'anecdote que nous allons rapporter fera connaître la situation où se trouvaient, à cet égard, l'un et l'autre royaume.

Sulli, envoyé en ambassade extraordinaire à Londres (en 1603), s'était embarqué à Calais sur un vaisseau portant le pavillon royal au grand mât. Il ne fut pas plutôt dans le canal, que le capitaine d'un bâtiment anglais, détaché à sa rencontre pour l'accompagner jusqu'à Douvres, fit commandement au capitaine français d'abattre son pavillon. Sulli, pensant que le titre d'ambassadeur le garantissait d'un tel affront, défendit d'obéir. Sur ce refus, l'Anglais tira trois

Les autres compagnies étaient presque toutes d'arquebusiers, que l'on nommait aussi *dragons*. On sait que cette dernière troupe avait été formée par le maréchal Charles de Cossé-Brissac, dans les campagnes de Piémont, en 1552 et années suivantes.

coups de canon à boulets, qui percèrent la coque du vaisseau français, et forcèrent le capitaine d'amener le pavillon. Quelque plainte que fit Sulli, il ne put obtenir d'autre raison du capitaine anglais, sinon que, comme son devoir l'obligeait à honorer la qualité d'ambassadeur du roi de France, il l'obligeait aussi à faire rendre au pavillon de son maître (le roi d'Angleterre), l'honneur qui était dû *au souverain de la mer*. Il fallut que Henri IV usât de dissimulation en cette occasion, mais avec la résolution, une autre fois, de soutenir le droit de sa couronne par la force que le temps lui donnerait moyen d'acquérir sur la mer [1].

[1] Testament politique du cardinal de Richelieu, IIe part., chap. 9.

# CHAPITRE II.

La reine Marie de Médicis est nommée régente. Changement dans la marche du gouvernement. Retraite du duc de Sulli. Nouveaux troubles civils. Traité de Loudun. Le maréchal d'Ancre est tué par ordre du roi. Sa mort fait cesser la guerre civile. Marie de Médicis se retire dans les Pays-Bas. Nouvelle guerre contre les calvinistes. Prise de Saint-Jean d'Angely et de Clérac par l'armée royale. Le connétable de Luynes lève le siége de Montauban. Succès des armes royales en Saintonge et en Poitou. Le cardinal de Richelieu parvient au ministère. Traité de la France avec la Hollande. Expédition des Français dans la Valteline. Opérations militaires en Piémont et dans l'état de Gênes. Nouvelle guerre de religion terminée par la paix de La Rochelle. Intrigues de Gaston, duc d'Orléans ; complot contre la vie du cardinal de Richelieu. Assemblée des états-généraux aux Tuileries. Suite de la guerre contre les calvinistes. Siége et prise de La Rochelle par l'armé royale. Guerre en Italie pour la succession du duché de Mantoue. Attaque des barricades et du Pas-de-Suze par l'armée française; paix avec le duc de Savoie. Ce prince reprend les armes ; Richelieu commande une nouvelle expédition en Italie. Conquête de la Savoie; combat d'Avigliano. Combat de Carignan. Belle défense de Casal. Suspension d'armes entre les Français et les Espagnols. Traité de Cherasco. Disgrâce momentanée du cardinal de Richelieu ; journée des dupes. Procès du maréchal de Marillac. Brillans succès du roi de Suède, Gustave Adolphe, en Allemagne. Le duc d'Orléans quitte la France. La reine Marie de Médicis, arrêtée à Compiègne, s'enfuit à Bruxelles. Le duc de Lorraine prend les armes en faveur du duc d'Orléans ; traité de Liverdun. Opérations militaires en Languedoc ; combat de Castélnaudari. Le duc d'Orléans fait sa paix avec le roi. Procès et condamnation du maréchal de Montmorenci. Le duc d'Orléans quitte de nouveau le royaume. Troisième guerre du duc de Lorraine contre la France; traité de Charmes. Traité avec la Hollande ; le duc d'Orléans rentre en France. Guerre contre l'Autriche et l'Espagne. Bataille d'Avein. Les impériaux sont battus sur le Rhin, sur la Sarre et en Lorraine. Mauvaise volonté du prince d'Orange. Opérations de l'armée française en Italie. Belle campagne du duc de

Rohan dans la Valteline. Opérations militaires en Alsace et en Italie; Bataille de Buffalora. Opérations en Franche-Comté; siége de Dole. Invasion de la Picardie par les Espagnols; terreur à Paris et dans les provinces. Nouveau complot contre le cardinal de Richelieu. Suite des opérations en Franche-Comté. Les Espagnols repoussés de la Gascogne. Défection du duc de Parme et des Grisons. Succès des armes françaises sur divers points. Siége de Leucate par les Espagnols. Nouvelles intrigues de cour contre le cardinal de Richelieu. Quatrième campagne contre la Maison d'Autriche. Première et deuxième bataille de Rheinfeld. Suite des opérations en Italie. Evénemens militaires en Lorraine et en Picardie. Opérations du prince de Condé en Biscaye. Jugement et condamnation du duc de La Valette. Succès de la marine française. Cinquième campagne contre l'Autriche et l'Espagne. Bataille de Thionville. Prise d'Hesdin. Suite des opérations en Italie; combat de Quiers. Mort du duc de Weimar. Sixième campagne contre la Maison d'Autriche. Combat de Casal; les Espagnols lèvent le siége de cette place. Siége et prise dé Turin par les Français. Arras est enlevé aux Espagnols. Le roi d'Espagne perd la Catalogne et le Portugal. Suite des opérations en Italie et en Allemagne. Bataille de Wolfenbutel. Nouvelle révolte du comte de Soissons et du duc de Bouillon. Bataille de la Marfei. Succès des armes françaises en Lorraine, en Artois et dans le Roussillon, etc. Septième campagne contre l'Espagne et l'Autriche; Bataille de Kempen. Nouvelle conspiration contre Richelieu; Cinq-Mars et de Thou sont décapités. Prise de Perpignan par l'armée française. Opérations en Catalogne. Bataille de Lérida. Traité de Turin. Prise de Tortone par les Espagnols. Derniers momens du cardinal de Richelieu; sa mort. Derniers actes du gouvernement de Louis XIII; mort de ce monarque.

« On vit, après la mort de Henri IV, combien la puissance, la considération, les mœurs, l'esprit d'une nation, dépendent souvent d'un seul homme. Il tenait, par une administration douce et forte, tous les ordres de l'état réunis, toutes les factions assoupies, les deux religions dans la paix, les peuples dans l'abondance : la balance de l'Europe était dans sa main par ses alliances, par ses trésors et par ses armes [1].» Une minorité presque aussi fâcheuse que celles de François II

[1] Voltaire, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, chap. 175.

et de Charles IX, la régence d'une femme étrangère, d'une seconde Médicis, vont faire perdre momentanément à la France tous ces avantages.

Dans les premiers momens de l'assassinat de Henri, on avait voulu dissimuler ce malheur, afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires [1]. Louis XIII n'était que dans sa neuvième année; il fallait pourvoir à la régence.

1610. *La reine Marie de Médicis est nommée régente.* — La nouvelle de la mort du roi fut apportée presque aussitôt au parlement, qui tenait une séance dans une des salles du couvent des Grands-Augustins. Toutes les chambres se réunirent promptement, et le premier président, Achille de Harlai, vint se mettre à leur tête, malgré les douleurs d'un violent accès de goutte. Bientôt on annonce que le couvent est entouré par le régiment des gardes françaises. Les ducs d'Epernon et de Guise se présentent en qualité d'envoyés de la reine. Le premier, l'un des seigneurs les plus remuans du dernier règne, s'asseoit fièrement sur le banc des pairs, et portant la main sur la garde de son épée : « Elle est encore dans le fourreau, dit-il, mais il faudra bien l'en tirer, si l'on n'accorde pas dans l'instant à la reine-mère le titre de régente qui lui est dû. » Le parlement reçut avec surprise l'offre de l'honneur, qui ne lui avait point été déféré jusqu'alors, de pourvoir à la régence. Les menaces du duc d'Epernon, dont on connaissait la puissance [2], firent d'ailleurs une forte impression sur le plus grand nombre de ces magistrats; un arrêt déclara la reine, mère du roi, régente du royaume. Trois heures

[1] La reine Marie de Médicis, rencontrant le chancelier Brûlart de Silleri au moment où elle venait d'apprendre le fatal événement, lui dit toute éplorée : « Ah! monsieur, le roi est mort! — Votre Majesté m'excusera, répondit-il avec sang-froid, les rois ne meurent point en France. »

[2] Le duc d'Epernon était colonel-général de l'infanterie, et le régiment des gardes était à ses ordres.

étaient à peine écoulées depuis le dernier soupir d'Henri IV, et Marie de Médicis se trouvait maîtresse absolue et paisible de la France.

*Changement dans la marche du gouvernement.* — Les ministres du roi défunt composaient le conseil de régence; mais la reine, gouvernée par deux de ses domestiques, l'Italien Concini et sa femme [1], forma avec eux un conseil secret, où elle fit entrer l'ambassadeur d'Espagne et des jésuites, qui décidèrent bientôt toutes les affaires. Le vertueux Sulli dit à cette occasion : « Nous allons tomber sous la domination de l'Espagne et des jésuites; les Français doivent bien penser à eux, car ils ne demeureront pas en repos. » En effet, on ne tarda pas à voir changer la marche du gouvernement. Le conseil de régence et d'état devint une assemblée confuse, d'où ne sortait aucune mesure salutaire. Les grands projets d'Henri IV furent abandonnés, ses trésors dissipés, la plus grande partie de ses troupes licenciées, ses alliances négligées. L'union impolitique de la France et de l'Espagne allait être cimentée par un double mariage, celui du jeune roi Louis XIII avec l'Infante, Anne d'Autriche, fille de Philippe III, et celui de madame Elisabeth, sœur du roi, avec le prince des Asturies. Un traité fait, à la fin du règne précédent, avec le duc de Savoie, pour l'aider à conquérir le Milanais, fut rompu, et ce prince obligé de s'humilier devant le roi d'Espagne. 1610-1611.

*Retraite de Sulli.* — Sulli avait fait de vains efforts pour soutenir, dans cette dernière circonstance, l'honneur de la nation; son crédit était presque entièrement perdu. Il donna la démission de ses charges, et quitta une cour où il n'était plus qu'étranger, pour s'occuper, dans une retraite profonde, 1611.

[1] Le royaume gémit sous le joug honteux et fatal d'une camerière, fille d'un menuisier, mariée au fils d'un tabellion de Florence.

(*La France sous ses rois.*)

du soin d'écrire ces mémoires célèbres où il a consigné les sages maximes de sa politique [1].

1612-1613-1614. *Nouveaux troubles civils.*—La liaison intime des cours de France et d'Espagne, déclarée par la publication des mariages dont nous avons parlé plus haut, ne pouvait que réveiller les alarmes des calvinistes. L'esprit de révolte que Henri IV avait eu tant de peine à contenir, éclata bientôt parmi eux et jusqu'au sein de la cour. Les protestans, rassemblés à Saumur et à Châtelleraut, prirent pour chefs les ducs de Rohan et de Bouillon [2]. De leur côté, le prince de Condé, qui avait obtenu la permission de rentrer dans le royaume, le duc et le chevalier de Vendôme, fils naturels du dernier roi, le jeune duc de Mayenne, les ducs de Longueville, de Guise, de Nevers, et d'autres seigneurs mécontens de la faveur extraordinaire des Concini, homme et femme, qui régnaient sous le nom de la régente, se retirèrent à Mézières, et demandèrent la convocation des états-généraux, ainsi que la suspension des mariages du roi et de madame Elisabeth; couvrant ainsi, aux yeux de la nation, sous l'importance de ces deux grands objets, leur véritable but, qui était de renverser les deux

[1] Rappelé à la cour quelques années après cette retraite, parce qu'on avait besoin de ses lumières, les courtisans se moquèrent de ses vêtemens et de sa tournure, qui n'étaient plus à la mode. Il en fut indigné. « Sire, dit-il à Louis XIII, quand le roi votre père, d'auguste mémoire, me faisait l'honneur de me consulter, au préalable, il faisait sortir tous les bouffons et les baladins de sa cour. » (VARILLAS, *Histoire de France.*)

[2] Les soldats licenciés et les déserteurs avaient recruté les bandes de *croquans*, que l'on croyait entièrement détruites. Ces brigands prirent le nom de *tard-venus*, et devinrent difficiles à réduire par leur jonction avec d'autres bandes, appelées *les guilleris*, répandues en Guyenne, en Saintonge et jusqu'en Poitou. Leurs enseignes portaient pour devise : « Paix aux gentilshommes, mort aux prêtres et aux archers, la bourse aux marchands. » Les calvinistes profitèrent de ces désordres pour s'assurer la permission de tenir des assemblées à Saumur et à Châtelleraut.

favoris [1]. La cour manquait de force et de prudence pour vaincre un parti si redoutable; la désertion devenait générale; on négocia, et les mécontens obtinrent, par un traité conclu à Sainte-Ménehould, toutes leurs demandes et une somme de quatre cent mille francs.

Les états-généraux furent convoqués à Paris. Ils ne produisirent que des disputes et des remontrances inutiles. Le clergé sollicitait la publication du concile de Trente; le tiers-état s'y opposa vivement, et de plus demanda qu'on établît en loi « qu'aucune puissance temporelle ni spirituelle n'a droit de disposer du royaume et de dispenser les sujets du serment de fidélité, et que l'opinion qu'il soit loisible de tuer les rois est impie et détestable. » Le clergé, en convenant qu'il n'était pas permis de tuer les rois, s'éleva contre le reste de la proposition, et entraîna la noblesse dans son sentiment. Les états présentèrent des cahiers immenses; le gouvernement promit de les lire, et congédia l'assemblée sans avoir rien fait [2].

La torche de la discorde n'était pas éteinte. Quelques seigneurs eurent assez de crédit auprès du parlement pour le décider à convoquer les pairs, *sous le bon plaisir du roi*, dont la majorité avait été déclarée avant l'ouverture des états-généraux [3], afin d'aviser en commun sur les propositions qui seraient pour « le service de S. M., le soulagement de

[1] Rien n'égale, s'il en faut en croire quelques écrivains contemporains, l'impudence de Concini. « Le peuple français, disait-il, n'est pas ce qu'on pense; car encore qu'ils disent tout le mal du monde de moi, je ne vais nulle part, qu'aussitôt l'on ne me fasse des honneurs comme au roi. »

[2] Ce sont les derniers états-généraux qui aient été convoqués en France jusqu'à l'année 1789.

[3] Ils avaient été convoqués pour le 25 août, mais comme le roi devait être majeur le 27 septembre, la reine remit l'ouverture de l'assemblée au 27 octobre : le roi fut déclaré majeur dans le lit de justice tenu au parlement de Paris le 2 du même mois.

ses peuples et le bien de l'état. » Le roi défendit aux pairs de se rendre à la convocation. Le parlement fit des remontrances, et insista sur la dissipation du trésor[1], sur l'augmentation des dépenses de la cour, et sur un grand nombre d'abus funestes. « J'ai entendu vos plaintes, répondit le roi, je n'en suis point content; la reine ma mère vous dira le surplus. » Marie de Médicis avait perdu le titre de régente, mais non le pouvoir. Elle fit décider par le conseil que le parlement n'avait pas le droit de prendre connaissance des affaires d'état. Cet arrêt du conseil resta sans exécution, comme les remontrances du parlement sans effet[2].

Le prince de Condé se révolta de nouveau, et, bien qu'il n'aimât point les protestans, il sut les engager à se déclarer pour sa cause. Il publia ses intentions dans un manifeste, où il attaquait ouvertement Concini, devenu marquis d'Ancre et maréchal de France[3]. Une armée assez formidable fut bientôt réunie sous les ordres de ce premier prince du sang. Cette nouvelle guerre s'annonçait avec plus de fureur que la première apaisée par le traité de Sainte-Ménehould. Le roi rendit une ordonnance, qui déclara le prince de Condé et ses adhérens atteints du crime de lèse-majesté.

Le gouvernement mit sur pied deux armées; l'une, sous les ordres du maréchal de Laval de Bois-Dauphin, fut opposée à celle du prince de Condé, rassemblée sous les murs de Noyon; l'autre, commandée par le duc de Guise, fut chargée de conduire le roi à Bordeaux pour la célébration de son mariage avec l'Infante Anne d'Autriche, et celle du ma-

[1] Il ne restait plus que 2,550,000 liv. des 40,000,000 que contenait le trésor royal à la mort de Henri IV; la dépense de sa maison n'était que de 1,100,000 liv., on en dépensait alors 500,000 de plus : c'est de quoi se plaignait le parlement. (L'abbé MILLOT, *Hist. de France.*)

[2] L'abbé Millot.

[3] Concini, dit Voltaire, devint maréchal de France, sans jamais avoir tiré l'épée, et premier ministre, sans connaître les lois du royaume.

riage de madame Elisabeth avec le prince des Asturies. Le maréchal de Bois-Dauphin ne put empêcher le prince de Condé de s'avancer jusque dans le Poitou. De vaines bravades furent le seul résultat de la campagne. Le roi, après son mariage, quitta Bordeaux et revint sur Poitiers. Cette guerre n'avait pas l'animosité des dernières guerres de religion : les deux partis n'avaient point un grand désir d'en venir aux mains; il n'y eut point d'engagement; l'armée des mécontens se retira à Loudun, celle du roi vint à Tours [1].

*Traité de Loudun.* — Dans cet état de choses, on entama 1616.
des négociations pour la paix, et elle ne tarda pas à être signée. Le roi, par le traité de Loudun, accorda une amnistie générale, s'engagea à donner 1,500,000 liv. au prince de Condé pour les frais de la guerre, le nomma chef du conseil, et confirma tous les édits favorables aux protestans.

La perfidie italienne avait conseillé cette pacification à la cour. La haine contre Concini était bien loin d'être éteinte, et les récriminations se multipliaient de jour en jour. Le duc de Guise entra lui-même dans une faction que le favori ne lui avait pas permis d'écraser. Le parlement seconda de tout son pouvoir les vues des mécontens. Il condamna au gibet deux valets du maréchal d'Ancre, qui, d'après les ordres de leur maître, avaient donné des coups de bâton à un

[1] Marie de Médicis, ou plutôt les hommes qui la menaient, tout en redoutant l'ambition du prince de Condé, l'inquiétude des calvinistes, se méfiaient du duc de Guise, et éprouvaient de la répugnance à confier les destinées du jeune roi à un prince que, peu d'années avant, on avait vu si près de s'asseoir sur le trône. D'autre part, le prince de Condé, peu certain de l'affection des personnes qui le secondaient, voulait recueillir les fruits de la victoire, sans tirer l'épée. Le duc de Rohan, chef des calvinistes, calculait de son côté, avec les autres seigneurs de son parti, que des alliés, ou princes du sang ou grands seigneurs catholiques, auraient un intérêt important à mettre des entraves aux progrès d'une secte amie de l'indépendance. (*La France sous ses rois.*)

15.

artisan de Paris[1]. La cour prit la résolution de frapper un coup d'état. Tranquille sur la foi du traité de Loudun, le prince de Condé était venu à Paris; il y fut arrêté peu de temps après, au milieu du Louvre, par le marquis de Thémines, capitaine des gardes, qui reçut pour prix de cet exploit le bâton de maréchal de France et une somme de cent vingt mille écus.

Les partisans du prince, indignés de cette subite violation d'un traité solennel, coururent aux armes de toutes parts. La cour, de son côté, se mit en mesure de combattre et de réduire les mécontens. La certitude d'obtenir des richesses, un grand crédit et des dignités enleva le duc de Guise au parti dans lequel il venait d'entrer[2]. Trois armées royales furent formées : la première, confiée au duc de Guise, marcha en Champagne pour combattre les ducs de Bouillon et de Nevers; la seconde, sous les ordres du maréchal de la Grange-Montigni, fut envoyée dans le Berri; Concini fit sortir le comte d'Auvergne de la prison où il avait été mis par Henri IV, et lui confia le commandement de la troisième armée, avec le gouvernement de Paris et de l'Ile-de-France[3]. Le favori fit nommer aussi, dans le même temps, Armand

[1] C'était un cordonnier nommé Picard. Cet homme, faisant partie de la milice bourgeoise, et étant en faction à la porte Bussi, avait osé empêcher l'orgueilleux Concini de se rendre à son hôtel, sous le prétexte qu'il ne présentait point le *laissez-passer* que la police exigeait du commun des habitans.

[2] Les chefs des mécontens, après l'arrestation du prince de Condé, s'étaient rendus à Soissons près du duc de Guise, qui se vit ainsi entouré de princes, de grands seigneurs et de généraux, pendant que la cour paraissait abandonnée; mais il ne tarda pas à céder aux séductions et aux promesses de cette dernière. (*Hist. de France* par Garnier, Anquetil, etc.)

[3] C'est à cette même époque que le roi tira du corps des Suisses qui servaient en France des compagnies pour former le régiment des Gardes Suisses, dont Gaspard Galati, de Glaris, fut le premier colonel. Jusqu'alors le roi n'avait eu près de lui, non plus que Henri IV, que quelques

Duplessis-Richelieu, évêque de Luçon, devenu depuis si célèbre, à la place de secrétaire d'état [1].

Les deux partis publièrent des manifestes violens. Le maréchal d'Ancre eut l'impudence d'offrir au roi de lever sept mille hommes à ses frais, lui qui, peu d'années auparavant, était presque dans la misère. Sa fortune, qui justifiait assez les cris du public, paraissait le soutenir encore au milieu de la tempête, « mais un jeune homme, dont il ne se défiait pas, et qui était étranger comme lui, causa sa ruine et tous les malheurs de Marie de Médicis [2]. »

*Le maréchal d'Ancre est tué par les ordres du roi.* — 1617.
Albert de Luynes, né dans le comtat d'Avignon, admis avec ses deux frères au nombre des gentilshommes ordinaires de Louis XIII, avait capté la faveur de ce jeune monarque, en dressant des pies-grièches à prendre des oiseaux. Il lui inspira la jalousie de l'autorité, la honte de la dépendance, la haine d'un étranger, maître de sa mère, et, par elle, maître du gouvernement. Le roi, persuadé, commanda l'arrestation ou plutôt la mort du maréchal d'Ancre. Vitry, capitaine des gardes, exécuta l'ordre, selon les instructions de de Luynes, c'est-à-dire qu'il tua Concini d'un coup de pistolet, sous prétexte de résistance [3]. Cet événement causa autant de joie

compagnies de cette nation. Le régiment ne fut complètement formé, et ne monta sa première garde qu'au mois de mars 1616.

(*Mémoires de Bassompierre.*)

[1] Barbin, intendant de la maison de Marie de Médicis, créature de Concini, proposa Richelieu (déjà protégé par la signora Galigaï, qui lui avait procuré l'évêché de Luçon) comme un homme ferme, énergique, et capable de donner une grande direction aux affaires de l'état. Telle fut l'origine de la fortune de ce fameux ministre.

(*Histoire du cardinal de Richelieu.*)

[2] Voltaire, *Essai sur les mœurs*, etc.

[3] Vitri obtint aussi le bâton de maréchal, en récompense de ce meurtre : ce qui fit dire au duc de Bouillon, en parlant également de Thémines,

qu'une victoire. Léonore Galigaï, femme de Concini, fut arrêtée dans le même temps; le parlement la condamna, comme criminelle de lèse-majesté divine et humaine, à avoir la tête tranchée. Marie de Médicis, en apprenant la mort de son favori, s'écria : « J'ai régné sept ans, il ne faut plus penser maintenant qu'à la couronne du ciel. » Elle fut reléguée au château de Blois, Richelieu dans son diocèse de Luçon, et de Luynes, chargé des dépouilles du maréchal d'Ancre, eut bientôt son ambition et sa fortune : le roi le fit successivement, en peu de temps, duc et pair, maréchal, garde des sceaux, connétable.

1617. *La mort du maréchal d'Ancre fait cesser la guerre civile.* —Cependant la guerre s'était faite avec quelques succès contre les mécontens. Le duc de Mayenne était assiégé dans Soissons par le comte d'Auvergne, lorsqu'il apprit la mort de Concini. « La guerre est finie, dit-il aux assiégeans, vous pouvez vous retirer, messieurs, le maréchal d'Ancre, votre maître, est tué par les ordres de votre roi. » Dès le lendemain, il envoya à Louis XIII les clefs de la place : le comte d'Auvergne retira ses troupes, les deux partis cessèrent les hostilités, et les chefs des mécontens, satisfaits, volèrent à la cour présenter leurs hommages au monarque. Les ministres Silleri, Jeannin et Villeroi furent rappelés de l'exil où le maréchal d'Ancre les avait fait confiner.

Après cette révolution politique, de Luynes et les nouveaux meneurs engagèrent le roi à convoquer une assemblée des notables à Rouen, où l'on délibérerait sur les moyens

qu'il rougissait d'être maréchal, depuis que cette dignité était la récompense du métier de sergent et d'assassin.

Suivant Voltaire, le roi, à qui on avait donné dès son enfance le surnom de *juste*, consentit à l'assassinat de son premier ministre. Il se mit à la fenêtre après l'exploit de Vitri, et dit : « Loué soit Dieu! me voilà maître! » (*Essai sur les mœurs*, etc., chap. 175.)

de réformer les abus; mais cette assemblée n'était qu'un prétexte de continuer les impôts. Les notables proposèrent de beaux réglemens, auxquels on n'eut point égard. Le seul avantage qu'obtinrent les peuples fut la suppression de l'impôt appelé *la paulette*, encore l'édit qui la prononça fut-il révoqué trois ans après.

Vers ce même temps, le cabinet de France interposa sa médiation pour terminer la guerre entre l'Espagne et la Savoie. Le traité de paix signé à Pavie fut le résultat des négociations, au succès desquelles avait puissamment contribué la conduite habile et ferme du maréchal de Lesdiguières.

*Marie de Médicis se retire en Anjou* — La reine-mère, 1619.
qui s'ennuyait dans son exil de Blois, résolut de sortir de captivité; elle fut favorisée dans sa fuite par le duc d'Epernon. Ce seigneur, toujours remuant et ambitieux, répandit des manifestes au nom de sa protégée, appela les factieux, leva des troupes, et fit des préparatifs de guerre. Le gouvernement du roi dissipa cet orage par des moyens assez sagement calculés. On tira de prison le prince de Condé, qui parut s'attacher de bonne foi au parti royal. Richelieu fut rappelé, et, par son entremise, Louis XIII fit la paix avec sa mère. Celle-ci vint trouver le roi à Tours; mais leur réconciliation fut loin d'être sincère. Marie de Médicis réunit bientôt à Angers une cour nombreuse et brillante; les princes et les seigneurs, encore jaloux de la puissance et de la fortune du nouveau favori, accoururent en foule offrir leurs services contre lui. Quelques difficultés sur l'exécution du traité qui venait d'être conclu entre le roi et la reine-mère servirent de prétexte à de nouveaux mouvemens, à une nouvelle guerre civile, dont le véritable motif se trouvait dans les vues ambitieuses de Richelieu, qui voulait se rendre assez nécessaire pour être chèrement payé; mais la célérité des mesures que prirent les ministres du roi arrêta l'explosion

de cette guerre. Ils s'assurèrent de la Normandie, que déjà le duc de Longueville avait tenté de soulever. Les troupes royales, sous le commandement du marquis de Bassompierre, forcèrent le pont de Cé, et le roi lui-même marcha sur Angoulême. Conseillée par Richelieu, Marie de Médicis se soumit. Les démarches de l'évêque de Luçon lui valurent le chapeau de cardinal.

1620. *Nouvelle guerre contre les calvinistes.* — Une guerre d'un caractère plus sérieux succéda bientôt à ces petites discordes civiles. Le roi était allé à Pau pour réunir le Béarn à la couronne de France, et ériger en parlement le conseil de cette province. L'édit rendu en cette occasion prononça la restitution des biens ecclésiastiques que les huguenots possédaient depuis soixante ans. Une mesure aussi impolitique fut le signal d'une insurrection, d'autant plus furieuse, que l'intérêt personnel, autant que la religion, en aiguisait les armes. Rassemblés à La Rochelle, les calvinistes reprirent leur ancien projet de république, qui partageait la France en huit grands cercles. Ils firent un nouvel appel au zèle et au dévouement de leurs co-religionnaires, s'assurèrent d'un grand nombre de places, et équipèrent une flotte formidable.

L'inhabile et présomptueux de Luynes, à qui son maître venait de remettre l'épée de connétable, osa se flatter d'anéantir les rebelles. Une armée royale fut bientôt réunie, et, suivant les rives de la Loire, elle vint, le roi en tête, investir Saumur. Duplessis-Mornai, gouverneur de cette place, l'une des plus importantes données comme sûreté aux calvinistes, n'entrait point dans la rebellion. Le roi lui proposa de remettre son gouvernement pour la somme de cent mille écus et le bâton de maréchal. L'ancien compagnon de Henri IV répondit : « qu'il avait dédaigné de prendre des millions, et, quant aux emplois militaires, qu'il ne les re-

cherchait jamais que par de belles et honorables actions. » Le roi lui ordonna cependant de remettre la place pour trois mois entre les mains d'un autre. Il obéit et ne put jamais y rentrer. L'armée royale laissa dans Saumur une bonne garnison, et continua sa marche vers Saint-Jean d'Angely, pour en faire le siége.

*Prise de Saint-Jean d'Angely par l'armée royale.* — 1621.
Cette place était défendue par Soubise, frère du duc de Rohan, et l'un des principaux chefs calvinistes. Sommé, au nom du roi, d'ouvrir les portes, il répondit : « Je suis l'humble serviteur de Sa Majesté, mais il n'est pas en mon pouvoir d'obéir à ses ordres. » Les attaques commencèrent; elles furent pressées et vigoureuses; le canon fit brèche aux murailles : la défense, bien qu'acharnée, devint inutile, la place se rendit après vingt-trois jours de tranchée ouverte; la garnison et les habitans prêtèrent serment de fidélité, les fortifications furent rasées et les fossés comblés [1]. La prise de Saint-Jean d'Angely fut suivie de celle de Clérac. Malgré la résistance opiniâtre des habitans, qui avaient juré de défendre cette place jusqu'à la dernière extrémité, le roi fit mettre à mort quatre d'entre eux, signalés comme les plus obstinés dans la rebellion.

Dans le même temps, les armes royales obtenaient aussi des succès sur les protestans en Normandie, en Bretagne, en Champagne, en Picardie, en Languedoc et en Vivarais; mais Louis XIII fut moins heureux devant Montauban. Il était venu assiéger cette place après avoir soumis Clérac. Le duc de Rohan s'y était rendu pour animer le courage des habitans. « Vous avez juré, leur dit-il, l'union des églises. Ce serment est sacré, vous devez le garder invariablement.

[1] Un soldat suisse fit à ce siége un acte de bravoure extraordinaire; ayant aperçu sept gabions renversés dans le chemin couvert, il courut les enlever à travers une grêle de balles : le succès couronna son audace.

Quand il n'y aurait que deux personnes de la religion, je serais une des deux. Mes maisons et mes revenus sont saisis; mais l'épée et ma vie me restent : j'employerai l'une et l'autre à votre défense. » Il tint parole.

1621. *L'armée royale lève le siége de Montauban.* — Le connétable de Luynes, pensant qu'il avait acquis avec l'épée que le roi lui confiait les talens que lui avait refusés la nature, dirigea toutes les opérations du siége [1]. La place, bien fortifiée, était abondamment pourvue de vivres et de munitions. Le marquis de Caumont-La Force, homme de tête et de cœur, commandait les troupes de la garnison, qui montaient à cinq mille hommes également déterminés. Les travaux et les attaques furent poussés avec activité; mais la résistance des assiégés ne fut pas moins vigoureuse. Hommes et femmes combattaient sur les remparts avec une ardeur invincible, tandis que la mésintelligence régnait dans le camp royal. Le présomptueux connétable, accumulant faute sur faute, méprisait les conseils et les avis du vaillant Lesdiguières, qui était venu du Dauphiné joindre l'armée royale. Celle-ci perdit le duc de Mayenne, une foule d'officiers distingués et sept à huit mille hommes. Enfin, après trois mois de siége, le roi se décida à abandonner des murailles si funestes. Le triomphe des défenseurs de Montauban ranima l'espérance des cal-

[1] Croyant mieux réussir avec les armes spirituelles qu'avec les temporelles, de Luynes, ignorant et superstitieux, comme l'étaient beaucoup de seigneurs de son temps, fit venir un carme espagnol, qui avait, disait-on, aidé par ses miracles l'armée catholique des impériaux à gagner la bataille de Prague contre les protestans. Ce carme vint au camp, bénit l'armée, distribua des agnus, et dit au roi : « Vous ferez tirer quatre cents coups de canon, et, au quatre centième, Montauban capitulera. » Il pouvait se faire que quatre cents coups de canon bien dirigés produisissent cet effet : on les tira; Montauban ne capitula point, et l'armée fut forcée de lever le siége.

(VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, etc., chap. 175.)

vinistes, et humilia l'orgueil du favori, qui survécut peu à la levée du siége[1].

Le marquis de Montbrun, lieutenant du maréchal de Lesdiguières, chargé, pendant son absence, de maintenir la tranquillité dans le Dauphiné, entreprit un mouvement en faveur des calvinistes et tenta de surprendre Grenoble; mais ce projet fut déjoué par le parlement de cette ville, qui, levant un corps de six mille hommes, la conserva à la religion de l'état et du roi.

Les troupes royales se vengèrent du grand échec qu'elles venaient d'essuyer devant Montauban, par la prise et le sac de la petite ville de Monheur. De Luynes mourut, pendant ce siége, d'une fièvre pourprée; il avait atteint l'âge le plus propre à jouir de son étonnante fortune[2]. Le maréchal de Lesdiguières succéda au favori du roi dans la dignité de connétable. Ce guerrier célèbre avait sacrifié sa religion à sa fortune, l'épée de connétable ne pouvant être confiée qu'à un catholique.

*Succès des armes royales en Poitou et en Saintonge.*— 1622.
Au printemps suivant, le roi, qui était retourné à Paris, crut devoir se rendre en Poitou pour presser les opérations militaires qui languissaient dans cette partie. Tandis que,

[1] De Luynes s'était persuadé qu'il réussirait à enlever Rohan aux calvinistes. Il lui avait fait demander une entrevue dès le commencement du siége. Il employa tour à tour dans cette conférence les flatteries, les promesses, les prières et même des menaces; mais Rohan, aussi supérieur à la crainte qu'à la séduction, demeura inébranlable. « Pour mon particulier, dit-il au connétable, qui avait épousé une de ses parentes, je me suis bien attendu à la perte de mes biens et de mes charges, et si vous en avez retardé l'effet à cause de notre alliance, je vous en ai de l'obligation; mais je suis préparé à tout souffrir puisque cela est résolu, l'ayant promis solennellement, et ma conscience l'ordonnant ainsi, de n'entendre qu'à une paix générale. » (*Mémoires de Rohan.*)

[2] Il avait quarante-trois ans, et réunissait alors les dignités de connétable et de garde des sceaux.

par son ordre, le duc de Guise allait bloquer La Rochelle, du côté de la mer, avec une flotte de vingt vaisseaux, et que le comte de Soissons resserrait cette même place par terre avec un corps de huit mille hommes, le monarque arriva, au milieu des ténèbres, dans l'île de Rhé, que défendait Soubise. Résolu d'enlever ce poste aux calvinistes, Louis XIII avait traversé, à la tête de ses gardes, le canal de Bosse, large de cinq cents pas, bravant le feu de l'ennemi et le danger des flots. Le combat fut très-vif; le roi y fit preuve de bravoure et d'intrépidité. Les calvinistes vaincus se sauvèrent à La Rochelle, laissant sur le champ de bataille plus de quinze cents morts, et entre les mains des troupes royales six à sept cents prisonniers.

Dans le même temps, le duc d'Elbeuf et le maréchal de Thémines investissaient Tonneins. Cette ville fut prise après quarante jours d'un siége meurtrier, et livrée aux flammes.

Le roi accourut ensuite avec quelques troupes renforcer le duc d'Epernon qui faisait le siége de Royan. Il donna, dans cette occasion, de nouvelles preuves de sa valeur, une des rares qualités dont il avait hérité de son père. On le vit presser les travaux, régler les attaques, visiter les tranchées, et s'avancer jusque sous le feu de la place. La garnison, pour éviter les malheurs d'un assaut, capitula et ouvrit ses portes.

1622. *Siége et paix de Montpellier.* — Après ces expéditions en Poitou et en Saintonge, le roi vint mettre le siége devant Montpellier. Lesdiguières en dirigea les opérations; mais voyant cette place se défendre avec la même opiniâtreté que Montauban, il proposa au roi, au nom de ses intérêts et de sa gloire, d'employer de préférence la voie des négociations. Il détermina Rohan, cantonné à l'extrémité du Languedoc, à venir disposer les habitans de Montpellier à la soumission. Les hostilités cessèrent du moment où le négociateur entra dans la ville; il obtint que les portes en se-

raient ouvertes au connétable seulement, mais que l'armée royale s'éloignerait à une distance de dix lieues. Cette clause, rapportée au roi et combattue par Lesdiguières, rompit d'abord la négociation; Rohan engagea les habitans à prendre plus de confiance dans la justice du roi, et la paix se fit à des conditions avantageuses aux calvinistes. Le roi confirma l'édit de Nantes, ainsi que tous leurs priviléges, et s'obligea à n'entrer dans Montpellier qu'avec sa garde française et suisse. Il y eut une amnistie générale pour le passé; le duc de Rohan reçut une somme de huit cents mille livres. Le marquis de La Force, qui avait soutenu le siége de Montauban, avait déjà fait son arrangement particulier, au prix de deux cent mille écus et du bâton de maréchal.

Cette paix, si heureuse et si nécessaire, ne devait être pourtant qu'une courte suspension d'armes. Elle n'avait pu détruire dans le cœur des protestans le zèle de leur religion, l'amour de l'indépendance, et, dans celui des catholiques, la haine du calvinisme. Un feu si mal éteint ne pouvait que se rallumer bientôt avee une nouvelle violence.

*Le cardinal de Richelieu parvient au ministère.* —Marie de Médicis, qui s'était réconciliée avec son fils depuis la mort d'Albert de Luynes, fit entrer Richelieu dans le conseil. Cet ambitieux prélat, revêtu de la pourpre romaine, avait été décrié jusqu'alors dans l'esprit de Louis XIII par les ministres qui craignaient ses intrigues et surtout la supériorité de ses lumières; mais le crédit de la reine-mère ayant amené la disgrâce du chancelier Sillery et de Puisieux, son fils, secrétaire d'état, tous deux contraires au cardinal, celui-ci fut admis au ministère [1]. Plus il désirait cette place, 1624.

[1] Long-temps Marie de Médicis ne put vaincre la répugnance du roi, dont le caractère grave et austère était choqué des mœurs licencieuses du cardinal; mais enfin elle l'emporta par sa persistance et par l'adresse de son protégé.

plus il affecta de répugnance à l'accepter. Sa mauvaise santé, disait-il, le rendait incapable d'un long travail; tout ce qu'il pouvait faire était d'assister au conseil de temps en temps, sans se mêler des affaires importantes de l'état. Sous le voile de cette feinte modestie, il atteignit plus sûrement son but. Sa présence au conseil changea la politique du gouvernement; on ne fit plus rien au hasard et sans vues; on conçut les plus grands desseins, et de meilleures mesures furent prises. Richelieu résolut sinon la ruine au moins la répression du calvinisme en France, la soumission permanente des grands à l'autorité royale, l'abaissement de la Maison d'Autriche. Un triple succès fit la gloire du ministre, la puissance du trône, et assura la tranquillité du royaume.

1624. *Traité de la France avec la Hollande.* — Un des premiers actes du gouvernement régénéré fut un nouveau traité avec la Hollande, qui avait repris les armes contre l'Espagne. Cette mesure, indirectement hostile, avait été précédée par le désaveu que fit le cabinet français d'un traité conclu par son ambassadeur à Rome au sujet de l'exécution d'un autre traité signé à Madrid en 1621, et qui portait que les Espagnols abandonneraient la Valteline, dont ils s'étaient emparés sous prétexte d'y maintenir la religion catholique [1].

1624. *Expédition des Français dans la Valteline.*—Jusqu'alors la cour de France s'était contentée des voies de négociations,

[1] Nous devons donner ici quelques détails explicatifs.

La Valteline est une vallée des Alpes située à l'entrée de l'Italie, longue de vingt lieues environ, et traversée par la rivière d'Adda, qui, prenant sa source dans le comté de Bormio, vient se jeter dans le Pô, près de Crémone. Ce pays appartenait à la ligue ou confédération des Grisons; le véritable motif de la cour d'Espagne, en s'en emparant, était d'avoir les passages qui lui ouvraient la communication du Milanais avec l'Allemagne. Le maréchal de Bassompierre, ambassadeur extraordinaire de France à Madrid, après avoir conclu le dernier traité dont nous venons de parler, ne manqua pas d'avertir le roi que les Espagnols n'y seraient fidèles qu'autant qu'ils ne pourraient pas le rompre; ce qui arriva.

bien que l'entreprise des Espagnols fut éminemment contraire à l'intérêt de l'état; et tout ce qu'elle avait pu gagner était que le pape tiendrait en séquestre les places de la Valteline. Richelieu fit comprendre au roi qu'il importait d'agir avec plus de vigueur. Ce ministre déclara fièrement au nonce du pape que depuis qu'il n'y avait plus de *têtes légères* dans le conseil de France, on y suivait d'autres maximes, et que le roi allait envoyer dans la Valteline une armée assez puissante pour rendre la cour de Rome moins incertaine, et celle d'Espagne plus traitable.

En effet, le marquis de Cœuvres reçut l'ordre d'entrer dans la Valteline avec un corps de troupes. Il chassa, sans effusion de sang, les garnisons papales de toutes les places, affranchit le pays de l'invasion des Espagnols, et le remit sous la domination des Grisons.

Ce coup de vigueur rendit à la France la considération de l'Europe, et fut le prélude d'opérations plus importantes, dont le succès devait donner à notre cabinet son juste poids dans la balance politique.

*Opérations militaires en Piémont et dans l'état de Gênes.* 1624.
— La France avait formé, dès 1623, une ligue avec la république de Venise et le duc de Savoie. L'Espagne ayant mis dans ses intérêts les ducs de Toscane, de Modène, de Parme, et la république de Gênes, semblait vouloir reprendre une redoutable offensive. Le connétable de Lesdiguières, envoyé avec une armée de dix mille hommes au soutien des troupes piémontaises, traversa rapidement le Montferrat, et envahit à l'improviste le territoire génois. Novi, Campo, Mazone, places importantes de la république, furent presque aussitôt enlevées. Le duc de Feria, gouverneur du Milanais pour le roi d'Espagne, accourut au secours de l'alliée de son maître, et fut défait. Cette victoire, suivie de la prise de Gavi, détermina le roi d'Espagne à faire passer des troupes

plus nombreuses en Italie. On vit alors changer la face des choses dans ce pays. Le général espagnol chassa le duc de Savoie de ses conquêtes, entra dans le Piémont, et poussa ses armes victorieuses jusque sous les murs d'Asti; mais le prince Thomas et Lesdiguières, sortis de cette place, le repoussèrent avec vigueur. Les Espagnols échouèrent également devant Verna. Cette petite place, située à huit milles de Turin, sur l'une des collines qui défendent le Pô, était défendue par le marquis de Créqui. Cet officicer déploya des talens et une grande valeur, fit des sorties nombreuses, et repoussa l'ennemi avec une perte considérable.

Le cardinal de Richelieu, qui ne voyait dans cette guerre que des succès balancés, jugea convenable de la terminer. Il fit la paix avec l'Espagne [1], pour pouvoir, avec plus de facilité, exécuter l'un de ses grands projets, la répression du calvinisme en France.

1624-1625. *Nouvelle guerre de religion terminée par la paix de La Rochelle.* — Les protestans avaient repris les armes pour réclamer l'entière exécution du traité de Montpellier, quelque temps avant la fin de l'expédition de la Valteline. Rohan et Soubise, qui les animaient par leurs discours, se trouvèrent bientôt à la tête d'une armée et d'une flotte nombreuses. Richelieu chargea le maréchal de Thémines de porter les premiers coups dans le Bas-Languedoc et dans les Cevennes; l'activité et les talens du duc de Rohan paralysèrent les efforts faits sur ce point. Le duc d'Epernon, trouvant moins d'obstacles, remplit les environs de Montauban de terreur et de carnage. Mais le fort de la guerre devait être du côté de La Rochelle. Richelieu avait su engager les Anglais et les Hollandais à tourner leurs armes contre ceux qui professaient la même religion qu'eux; les vaisseaux de ces deux peuples

[1] Le traité fut signé à Monçon, en Aragon.

furent employés à combattre la flotte rochelloise, commandée par Soubise, plus nombreuse que toute la marine de l'état. Voyant la flotte des alliés s'avancer à toutes voiles sur la sienne, l'amiral protestant voulut (au rapport de quelques historiens), par un moyen déloyal, s'assurer le succès de la lutte qu'il ne pouvait éviter. Il demanda une suspension d'armes jusqu'au retour des députés qu'il allait envoyer au roi; mais, au milieu de la trève, il attaqua et lança des brûlots sur le vaisseau amiral, qui perdit cent hommes et devint la proie des flammes. Cette surprise ne donna aux Rochellois que ce faible avantage; ils ne purent couper la ligne ennemie, et, fatigués de canonnades inutiles, ils finirent par se retirer du combat.

Conservant l'espoir de plus grands triomphes, les calvinistes refusèrent, contre les conseils du duc de Rohan, la paix qu'on leur offrait à des conditions avantageuses. La guerre continua avec vigueur; le duc de Montmorenci prit le commandement de la flotte, et favorisa une descente dans l'île de Rhé, qui couvrait La Rochelle. Cette dernière entreprise, conduite par le marquis de Toiras, depuis maréchal, eut un plein succès. La flotte calviniste attaqua, dès le lendemain, celle du roi; mais elle fut battue, perdit dix de ses vaisseaux, et un grand nombre de ses matelots[1]. Pendant ce combat, Soubise s'était jeté avec trois mille hommes

[1] Un officier de la marine royale, le baron de Jussé, se signala dans ce combat par une action héroïque. S'étant élancé sur le vaisseau amiral des Rochellois, suivi d'une partie de l'équipage du bâtiment qu'il commandait, il en fit un affreux champ de bataille. Tout l'équipage fut massacré, à l'exception de cinq hommes; mais un de ceux-ci ayant mis le feu à la poudre, le vaisseau sauta. Jussé, énlevé par l'explosion, eut le bonheur de regagner une chaloupe à la nage. Son premier soin fut de chercher à sauver ce qui pouvait rester des braves qui l'avaient suivi. Il réussit à retirer des débris du vaisseau enflammé son lieutenant et cinquante-six de ses gens.

dans l'île de Rhé pour l'enlever aux troupes royales. La fortune trompa son courage. Repoussé et défait par Toiras, il fut forcé de se retirer à l'île d'Oléron, et bientôt, à l'approche de la flotte victorieuse, de s'enfuir de cet asile en Angleterre.

La perte de leur flotte et des deux îles que nous venons de nommer, décida les calvinistes à reprendre les négociations. Le roi leur accorda la paix à la condition de démolir les forts ajoutés à la défense de La Rochelle, et de désavouer Soubise, qui était allé implorer le secours des Anglais. Cette paix avait précédé celle conclue avec l'Espagne.

1626. *Intrigues de Gaston, duc d'Orléans; complot contre la vie du cardinal de Richelieu.* — Les circonstances forçaient Richelieu de s'occuper tour à tour de chacun des trois vastes desseins qu'il avait conçus dès son entrée au ministère, et d'en remettre l'entière exécution en temps plus convenable. Les princes et les grands seigneurs étaient devenus très-redoutables sous un roi qui n'avait pas su les réprimer jusqu'alors. Maîtres dans leurs gouvernemens, ils cabalaient à la cour. Gaston, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, avait un parti. Le maréchal Ornano, son gouverneur, après l'avoir engagé à de fausses démarches d'ambition, à demander l'entrée au conseil, l'aigrissait contre le roi et le ministre. Un complot fut formé pour assassiner Richelieu dans sa maison de Fleuri. On a dit que Gaston prétendait à la couronne et à la femme de son frère. Richelieu, averti de la conspiration, fit arrêter le duc de Vendôme, le grand prieur son frère et le maréchal Ornano; le comte de Chalais, maître de la garderobe, fut jugé à Nantes par des commissaires du parlement de Bretagne, où la cour était alors, et condamné à perdre la tête sur l'échafaud. Ce seigneur et Ornano, qui mourut en prison, furent les seules victimes. Le duc d'Orléans se réconcilia avec son frère, en épousant l'héritière de Montpensier, pour se brouiller de nouveau quand il y serait

excité par ses confidens. Le danger qu'avait couru Richelieu lui fit donner une compagnie de gardes-du-corps pour sa sûreté personnelle. Son pouvoir s'accrut encore par la suppression des charges d'amiral et de connétable. Lesdiguières était mort, il ne fut point remplacé. Le duc de Montmorenci se démit de l'amirauté, et obtint un million en dédommagement. Le cardinal eut l'entière direction de la marine, sous le titre de surintendant de la navigation [1].

*Assemblée des états-généraux aux Tuileries.* — Pour 1626.
autoriser de nouveaux changemens qu'il méditait encore dans l'administration publique, Richelieu convoqua une assemblée de notables qui se réunit au château des Tuileries. Elle approuva toutes les mesures qui furent proposées, à l'exception d'une demande, que le ministre n'eût point faite s'il avait cru qu'elle pût être accueillie ; c'était qu'on modérât les peines établies contre les criminels d'état. « Il voulait, dit un historien, se faire une réputation de douceur, trop démentie par sa conduite ultérieure [2]. »

[1] Ce fut un changement fort heureux pour la France. Richelieu sentait la nécessité de rétablir la marine de l'état; il y mit tous ses soins.

[2] L'abbé Millot.

Une requête présentée au roi pendant cette même assemblée des notables, renfermait quelques vues utiles, dont une partie a été mise à exécution sous les règnes suivans. Entre autres articles, la noblesse demandait que la vénalité des gouvernemens, des emplois militaires, des premières charges de la cour, fût abolie, avec les survivances qui les rendaient héréditaires; que le nombre excessif des colléges fût retranché, et qu'à leur place des écoles militaires fussent établies dans les villes métropolitaines pour l'éducation des pauvres gentilshommes, depuis douze ans jusqu'à dix-sept (on bornait à deux mille écus de rente l'entretien de chacune de ces écoles) ; qu'il plût au roi d'*instituer un ordre de chevalerie, sous le titre de Saint-Louis*, auquel seraient attachées des commanderies, la moindre de cinq cents livres de rente, et la plus forte de six mille, à prendre sur les bénéfices vacans, avec le consentement du pape. La noblesse demandait encore que le tiers des bénéfices fût affecté aux seuls gentilshommes, ainsi que les emplois militaires et les principales charges de la maison du roi.

1627. *Suite de la guerre contre les calvinistes.* — Cependant Soubise avait réussi à mettre dans ses intérêts le duc de Buckingham, premier ministre d'Angleterre. Piqué, dit-on, du refus d'une permission qu'il avait sollicitée pour venir à la cour de France, où, sous le prétexte politique d'un traité contre l'Espagne, l'attirait sa passion romanesque pour la reine Anne d'Autriche, le favori de Jacques 1er et du roi son fils décida ce dernier à soutenir la cause des calvinistes français [1].

Aussi présomptueux que mauvais général, Buckingham voulut conduire lui-même le secours puissant accordé par sa nation. Précédé par un manifeste, il s'avança vers La Rochelle avec une flotte de quatre-vingt-dix vaisseaux. Les calvinistes reprirent les armes; mais la protection anglaise les perdit au lieu de les sauver. Richelieu rassembla en peu de temps une marine imposante et une forte armée, commandées l'une et l'autre par des officiers habiles et fidèles.

Le duc d'Angoulême fut chargé d'agir contre les rebelles dans le Poitou; mais le théâtre des combats fut d'abord dans l'île de Rhé, où Buckingham opéra un débarquement. Toiras défendit vaillamment sa conquête : trop faible pour résister long-temps en campagne contre un corps de dix mille assaillans, il s'enferma dans le fort Saint-Martin, avec la ferme résolution de s'ensevelir sous ses ruines. Le général anglais, bloquant à la fois la place avec ses troupes et l'île avec ses vaisseaux, rendait tout secours impossible. « Mes amis, dit Toiras à ses soldats, s'il ne nous vient rien et que la famine

[1] En ce temps-là, dit l'historien vénitien Naui, l'Europe comptait entre ses malheurs la rencontre de trois jeunes rois dont elle avait à dépendre absolument : tous trois très-puissans, très-ambitieux et très-contraires en intérêts, mais conformes en cela seulement qu'ils laissaient toute la direction de leurs affaires à la discrétion de leurs ministres. Richelieu gouvernait la France, Olivarès l'Espagne, et Buckingham l'Angleterre.

nous force dans ce poste, je suis décidé de sortir de jour ou de nuit, en bataille, à travers les tranchées de l'ennemi, et de nous frayer, l'épée à la main, un passage jusqu'au fort de la Prée, où nous attendrons qu'on nous vienne dégager. »

Toutefois, la disette de vivres, le manque de munitions, l'impossibilité de faire connaître à l'armée royale, campée sous les murs du fort Louis, la situation critique où il se trouvait, causaient à Toiras de justes alarmes. Trois braves du régiment de Champagne lui offrirent de traverser à la nage le détroit qui sépare l'île du continent, pour informer le roi de l'état des choses. Deux se noyèrent, le troisième atteignit le rivage. Richelieu envoya l'ordre, au nom du roi, au duc de Gramont, gouverneur de Bayonne, de tout oser pour faire passer dans l'île de Rhé quinze pinasses chargées de vivres et de munitions. Douze de ces bâtimens légers, échappant à la poursuite des vaisseaux anglais, abordèrent malgré un feu terrible. Triomphant des mêmes obstacles, un second convoi eut le même succès. La garnison de Saint-Martin, ranimée par ce secours, fit des sorties terribles. Effrayé de ses pertes, Buckingham leva le siége, et regagna sa flotte. L'arrière-garde de ses troupes fut taillée en pièces par le maréchal de Schomberg, qui débarqua le même jour avec six mille hommes. Ainsi le dévouement héroïque d'un soldat fut le salut du marquis de Toiras et de sa petite troupe. Le roi donna une pension de cent écus à ce brave : faible récompense d'un service si éminent !

*Siége et prise de La Rochelle par l'armée royale.* — Au 1628.
moment où le duc de Buckingham levait le siége du fort Saint-Martin et abandonnait l'île de Rhé, Richelieu était devant La Rochelle. Le roi était venu à l'armée accompagné de son ministre et de la plus haute noblesse. La place avait de bonnes fortifications, une artillerie nombreuse, des munitions en abondance, des défenseurs intrépides, et pour

chef un homme de la plus forte résolution. Armé d'un poignard, Guiton dit aux Rochellois, qui venaient de l'investir de toute leur confiance : « Je serai votre maire, puisque vous le voulez absolument; mais c'est à condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce fer dans le sein du premier qui parlera de se rendre. Je consens qu'on en use de même envers moi, si je propose à capituler, et je demande que cette arme demeure tout exprès sur la table de la chambre où nous nous rassemblons. » Richelieu fit bloquer La Rochelle, du côté de terre, par vingt-trois mille hommes; il fit tracer une circonvallation de trois lieues, protégée de treize forts; qui étaient flanqués de redoutes et garnis de canons.

La Rochelle, investie en automne, ne fut assiégée régulièrement qu'au printemps de l'année suivante. Le cardinal dirigea lui-même toutes les opérations de ce siége [1]. La place entièrement bloquée par terre, il fallait, par mer, empêcher tout secours. A la vérité, la flotte française bloquait le port, mais elle ne pouvait fermer le canal aux Anglais. Richelieu le ferma par une digue, ouvrage immense, hardi, prodigieux, jugé d'abord impossible, et, au bout de six mois, capable de braver la fureur des flots et les efforts des ennemis [2].

[1] Il s'était élevé une dispute pour le commandement de l'armée entre le duc d'Angoulême et le maréchal de Bassompierre; Richelieu, pour les accommoder, donna le commandement d'un corps séparé au maréchal, et le duc servit dans l'armée de siége, dont le cardinal se réservait le commandement réel, sous les ordres du roi.

[2] Cette digue, dont l'idée première appartenait à un ingénieur italien, nommé Pompée Targon, fut exécutée par Clément Métézeau, charpentier, depuis architecte du roi, et Jean Teriot, maître maçon de Paris, qu'on appela depuis le capitaine Teriot. On fit, pour mettre au bas du portrait de Métézeau, à qui resta l'honneur de cette construction, le distique suivant :

*Dicitur Archimedes terram potuisse movere;*
*Æquora qui potuit sistere, non minor est.*

Leur flotte s'en approcha deux fois; mais, foudroyée par le feu des batteries, elle renonça à ses tentatives désastreuses. La Rochelle, privée de secours de tous côtés, éprouva bientôt les horreurs de la famine. Ce fléau enleva douze mille hommes. Un citoyen s'étant hasardé à parler, en gémissant, de cette dépopulation : « Eh bien! s'écria Guiton, il suffit qu'il reste un seul habitant pour fermer les portes. » Toutefois ce fut envain que l'inflexible maire s'efforça de faire passer dans tous les cœurs sa résolution opiniâtre; envain les deux duchesses de Rohan cherchèrent-elles à ranimer le courage fanatique des Rochellois, la guerre et la famine avaient brisé leur audace et épuisé leurs forces. Après onze mois d'une résistance surnaturelle, réduits aux dernières extrémités, ils s'abandonnèrent à la clémence du roi, déposèrent leurs armes qu'ils ne pouvaient plus soutenir, et ouvrirent leurs portes [1]. Le roi fit une entrée triomphale dans La Rochelle au milieu de cadavres et de ruines [2]. Sa vengeance ne fut pas toutefois aussi rigoureuse qu'on s'y attendait. Il ôta aux Rochellois leurs priviléges, détruisit leurs fortifications, mais leur laissa la liberté de conscience et leurs biens. Cette conquête avait coûté à la France plus d'argent que d'hommes [3].

Dans le même temps, le prince de Condé et le duc de Montmorenci remportaient de nombreux avantages dans le Bas-Languedoc et les Cévennes. Le duc de Rohan, qui se

1 J'ai conquis La Rochelle, disait Richelieu, malgré trois rois : le roi d'Espagne qui m'a retiré ses troupes, celui d'Angleterre qui en envoyait contre moi, et celui de France que les courtisans avaient prévenu contre cette entreprise. (*Vie du cardinal de Richelieu.*)

2 Le fier Guiton dit à Louis XIII, en lui présentant les clefs de la ville : « Sire, il est plus glorieux pour nous de reconnaître le roi qui a su prendre La Rochelle, que celui qui n'a pas su la secourir (le roi d'Angleterre). »

3 On évalue à quarante millions les frais de cette expédition, somme énorme pour le temps.

disposait à traiter avec le roi d'Espagne, comme les Rochellois avaient traité avec celui d'Angleterre [1], malgré tous ses efforts, perdait beaucoup d'hommes et de places. La rigueur exercée envers les calvinistes prisonniers ou sans défense, les rendait plus furieux ; leur chef exerçait des représailles sanglantes. Cette guerre atroce cessa momentanément après la prise de La Rochelle, pour recommencer l'année suivante, ainsi qu'on le verra bientôt.

1629. *Le roi marche vers l'Italie, à la tête d'une armée, pour secourir Charles de Gonzagues, duc de Mantoue.* — Cependant l'administration habile et ferme de Richelieu, ses succès, ne faisaient qu'irriter la jalousie et la haine de ses ennemis. Ce ministre, remettant à un autre temps le soin d'étouffer le foyer des intrigues qu'on ourdissait contre lui, voulut toutefois en éloigner le roi. Une occasion favorable se présenta pour ajouter encore au crédit et à la puissance du ministre. L'empereur, le roi d'Espagne et le duc de Savoie disputaient à Charles de Gonzagues, duc de Nevers, le duché de Mantoue, qui lui revenait par héritage [2]. Ce seigneur n'avait d'autre appui que celui de la France, où il était établi. Richelieu fit prendre au roi la résolution de passer en Italie pour soutenir les droits du duc, et il l'accompagna dans cette expédition.

[1] Philippe IV, roi catholique, ayant consulté son conseil de conscience, promit trois cent mille ducats par an au duc de Rohan, mais cet argent vint à peine. (VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, etc., chap. 176.)

[2] François IV, duc de Mantoue, était mort en 1612. Ferdinand, son frère, qui lui avait succédé, était mort en 1626, et Vincent, le cadet des trois, qui avait recueilli sa succession, était mort en 1627. Charles de Gonzagues, duc de Nevers, oncle de ces princes, était leur héritier légitime; son fils, le duc de Réthel, avait épousé la fille de François IV, et avait réuni par là tous les droits. L'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Savoie et toute l'Italie se déclarèrent contre le duc de Nevers, chacun de ces princes voulant ou disposer du duché de Mantoue, ou s'en emparer, ou le partager. (Le président HÉNAULT.)

Les troupes qui avaient été employées au siége de La Rochelle furent dirigées sur les Alpes. Le roi, après avoir déclaré sa mère régente du royaume, traversa la Champagne, la Bourgogne, et envoya demander au duc de Savoie, en vertu des traités, le passage à travers ses états, pour aller secourir Casal, place où Charles de Gonzagues se trouvait alors assiégé par les Espagnols. Sur la réponse évasive du duc, Louis XIII partit de Grenoble, et, bravant un froid rigoureux, se porta vers le Pas-de-Suze, tandis que son armée s'avançait au pied du mont Genèvre, à travers de grands obstacles. Richelieu, accompagné des maréchaux de Bassompierre et de Créqui, à la tête de l'avant-garde, poussa jusqu'à Chaumont pour reconnaître les passages et les retranchemens. Le roi vint au milieu de la nuit joindre le cardinal. L'armée, forte de vingt-quatre mille hommes d'infanterie et de huit mille chevaux, fut bientôt réunie devant les retranchemens défendus par les troupes du duc de Savoie, et si connus depuis sous le nom de *Barricades de Suze*.

*Attaque des Barricades et du Pas-de-Suze; prise de* 1629.
*cette ville; paix avec le duc de Savoie.*—Un chemin couvert, trois redoutes formidables, un défilé, large seulement de trois toises, à franchir, entre deux montagnes très-élevées, présentaient des difficultés rebutantes : aussi le cardinal et les généraux s'accordèrent-ils à juger qu'il y aurait une grande témérité à attaquer les Piémontais dans ce poste. Qui le croirait? Le roi s'éleva seul contre cette opinion, et personne n'osa se ranger de son avis, tant était fort l'ascendant que le ministre exerçait [1]. Plusieurs jours de suite, Louis XIII, accompagné de deux officiers, s'occupa à découvrir un passage moins périlleux que celui qui s'offrait

[1] Jamais Louis XIII, qu'on ne connaît pas assez, ne mérita tant de gloire par lui-même...... Il avait de la bravoure, mais nul courage d'esprit.
(VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, etc., chap. 176.)

devant l'armée. Il y parvint, fit dresser une carte des lieux, et proposa un plan d'attaque qui eut l'assentiment de Bassompierre. Une seule difficulté arrêtait le monarque; c'était le peu de munitions que l'armée avait en réserve. « Laissez-nous faire, sire, dit le maréchal, je vous réponds que nous nous en tirerons avec honneur. » Les troupes françaises s'ébranlèrent; une colonne tourna les retranchemens; l'ennemi, fusillé par derrière, attaqué de front avec une vigueur extrême, ne put résister à ce double mouvement; le duc de Savoie, qui commandait lui-même ses troupes, faillit à tomber entre les mains des vainqueurs, qui s'emparèrent de plusieurs drapeaux, firent prisonniers vingt officiers, et presque tous les soldats d'un régiment piémontais. Le fort de Jallon et la ville de Suze ouvrirent bientôt leurs portes; il ne restait plus que la citadelle, difficile à réduire à cause de la bonté de ses ouvrages. Avant d'en commencer l'attaque, Richelieu proposa la paix au duc de Savoie; ce prince en accepta les conditions pour sauver ses états. Les Espagnols, voyant alors le chemin de l'Italie ouvert aux Français, levèrent le siége de Casal; le marquis de Toiras fut chargé de défendre cette place, si elle était menacée plus tard.

Le résultat de cette campagne fut la formation d'une ligue puissante entre la France, le duc de Savoie, la république de Venise et le pape, pour maintenir le duc de Mantoue dans ses états. Cette coalition était un frein que Richelieu voulait, depuis long-temps, mettre à l'ambition de la cour d'Espagne, et un garant de succès en cas d'hostilités nouvelles. Déjà il avait envoyé son confident intime, le capucin Joseph [1], à la diète de Ratisbonne pour tromper les Allemands et lier les mains à l'empereur dans les affaires d'Italie. En même

[1] Ce moine, qui joua un rôle important dans le ministère du cardinal de Richelieu, était fils d'un président au parlement de Paris, nommé Jean Leclerc, et de Marie de La Fayette. Il avait voyagé en Italie et en Alle-

temps, un autre agent français, Charnacé, était chargé d'encourager le roi de Suède, Gustave Adolphe, à descendre en Allemagne, « entreprise à laquelle ce prince était très-disposé, » dit Voltaire. Richelieu songeait à ébranler l'Europe, tandis que la cabale de Gaston, duc d'Orléans, et des deux reines, tentait de le perdre à la cour.

Les calvinistes du midi continuaient à remuer, malgré la déclaration que le roi avait rendue avant son départ [1], pour leur ordonner de poser les armes. Richelieu fit marcher contre eux des forces supérieures. Le maréchal de Schomberg prit d'assaut, livra au pillage la ville de Privas, en Vivarais, fit pendre quelques-uns des principaux habitans, et en envoya une centaine d'autres aux galères. La prise d'Alais acheva de glacer de terreur les rebelles, qui se soumirent en foule. Montauban ouvrit ses portes à l'approche des troupes royales; Richelieu y fit son entrée en triomphateur. Enfin, la paix vint rendre quelque repos à ces contrées désolées. Les calvinistes conservèrent leur liberté de conscience, leurs temples, leurs lois municipales; mais ils perdirent leurs priviléges importans [1], leurs fortifications. Le duc de Rohan se retira à Venise, jusqu'à ce que les circonstances et sa réputation militaire lui procurèrent le commandement de l'armée française en Valteline, comme nous le dirons plus tard.

*Le duc de Savoie reprend les armes; Richelieu commande une nouvelle expédition en Italie.* — Les troupes 1630.

magne, et fait une campagne sous le nom de baron de Maffée. Il prit l'habit de capucin en 1599, malgré l'opposition de sa mère, et fit des missions avec quelque réputation. Il obtint ensuite la confiance la plus intime du cardinal de Richelieu. Louis XIII demanda pour lui la pourpre romaine; mais il mourut à Ruel, avant d'en être revêtu, en 1638.

[1] Il avait signé depuis à Suze, le 24 avril, un traité avec le roi d'Angleterre, pour s'assurer que ce prince ne secourrait point les rebelles pendant son absence.

françaises avaient à peine repassé les Alpes, que le duc de Savoie, loin d'exécuter le traité qu'il venait de signer, reprit les armes, et fit alliance avec les impériaux et les Espagnols. L'empereur Ferdinand II, vainqueur de la ligue protestante d'Allemagne, devenait alors puissant en Italie. Ses troupes assiégeaient Mantoue, tandis que le marquis de Spinola, de concert avec le duc de Savoie, occupait le Montferrat avec une armée espagnole[1]. Richelieu, que le roi venait de nommer premier ministre, par une patente écrite de sa propre main[2], voulut commander en personne la nouvelle expédition qu'il allait préparer contre ces coalisés. Il se fit donner, par le faible Louis XIII, « qu'il retenait enchaîné sur son trône agrandi[3], » la commission de généralissime de l'armée d'Italie, avec des pouvoirs si vastes, que le monarque ne s'était réservé, disaient les plaisans de la cour, que celui de *guérir les écrouelles*. Exerçant ainsi les fonctions de connétable, et ayant sous ses ordres les maréchaux de Schomberg et de Créqui, le cardinal se dirigea sur la Savoie[4]. Il négocia dans la route avec la fierté d'un souverain. Le duc de Savoie lui avait envoyé un agent; il demanda que ce prince vînt lui-même le trouver à Lyon; mais il ne put obtenir cette démarche par trop humiliante. Le maréchal de Créqui, à la tête de l'avant-garde, entra en Savoie, et s'empara de Chambéri, ainsi que de Pignerol, en deux jours.

[1] Le Montferrat faisait partie de la succession que l'on disputait à Charles de Gonzagues.

[2] Dans cet écrit singulier, le roi adressait la parole au cardinal, exaltait sa valeur et sa magnanimité, et laissait en blanc les appointemens de la place, pour qu'il les remplît lui-même.

(VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, chap. 176.)

[3] Villemain.

[4] Une riche épée était suspendue à la ceinture de ce prince de l'église, un panache flottant ornait sa tête, une cuirasse verte couvrait son habit brodé d'or, et deux pages portaient son casque et ses gantelets.

(Le comte de SÉGUR.)

Cependant le roi intrigué par la faction ennemie du cardinal, jaloux de son ministre, et voulant prendre part aux succès de ses troupes, se mit en route pour joindre l'armée. Il amenait avec lui les deux reines, son frère, et la plus grande partie de la cour. Richelieu qui devenait le but caché de ce voyage, s'empressa de venir au devant du roi jusqu'à Grenoble. Ils entrèrent ensemble en Savoie; mais bientôt le roi attaqué d'une maladie contagieuse, fut forcé de retourner à Lyon, où la cour eut le loisir de renouveler ses intrigues contre le premier ministre.

*Conquête de la Savoie; combat d'Avigliano.* — L'armée française acheva en peu de temps la conquête de la Savoie; mais l'opération la plus importante était la délivrance de Casal, que le marquis de Spinola assiégeait depuis le mois de mai. Le duc de Montmorenci fut chargé de porter à cette place de prompts secours. Il s'avançait à travers les gorges d'Avigliano pour donner la main au duc de La Force, campé avec une division française, près de Javenne, lorsqu'il eut connaissance d'un corps ennemi marchant sur trois colonnes; la première s'empara du pont d'Avigliano; la seconde manœuvra pour prendre les Français en flanc, tandis que la troisième, forte de huit mille fantassins et de six cents chevaux, menaçait l'arrière-garde du détachement. Montmorenci se tira d'un si grand péril par sa présence d'esprit et sa résolution. A la tête des gendarmes du roi, il prévint l'attaque de l'ennemi et franchit un large fossé pour l'atteindre. Cette charge impétueuse et presqu'inattendue sur des troupes en mouvement, eut un plein succès. Les Espagnols furent rompus et mis dans le plus grand désordre; les gendarmes taillèrent en pièces plusieurs des bataillons dispersés; Montmorenci eut la gloire de blesser et de faire prisonnier le général Doria et quatre cents hommes. Cette action était à peine terminée, qu'un nouveau combat fut pour les Fran- 1630.

çais un nouveau triomphe. Un corps de cavalerie ennemie, qui n'avait point été engagé, accourut sur le champ de bataille ; mais les vaillans gendarmes et quelques autres cavaliers, eurent bientôt culbuté et sabré ces troupes fraîches. L'infanterie, qui avait manœuvré pour envelopper celle des Français, fut ensuite chargée en flanc par Montmorenci, secondé par le marquis d'Effiat. Frappés de terreur comme les autres, ces fantassins, espagnols et piémontais, prirent la fuite en jetant leurs armes pour se dérober plus vite aux coups des vainqueurs.

Ainsi, par un prodige d'audace et de valeur, Montmorenci, avec une poignée de braves, triompha de neuf à dix mille hommes, dont un grand tiers restait sur le champ de bataille ou était prisonnier. Dix-neuf drapeaux furent les trophées de cette victoire qui ne coûta que quatre cents hommes à la France. Le roi écrivit à Montmorenci : « Je me sens obligé envers vous autant qu'un roi le puisse être [1]. » Toute l'armée fut dans l'enthousiasme d'un succès aussi éclatant. « N'avez-vous pas, au milieu de l'action, envisagé la mort ? demandait un officier au général vainqueur. — J'ai appris de mes ancêtres, répondit Henri de Montmorenci, et surtout de mon aïeul le connétable Anne, que la vie la plus brillante est celle qui finit sur un champ de victoire. »

Ce qui ajoutait encore au succès du combat d'Avigliano, c'est qu'il fut livré presque sous les yeux du prince de Piémont qui n'osa point sortir de ses retranchemens. La réunion des deux détachemens français fut signalée par de nouveaux avantages ; on s'empara de la villeet du marquisat de Saluces. Le duc de Savoie, qui s'était avancé jusqu'à Savigliano pour arrêter les progrès des vainqueurs, mourut désespéré de la perte de ses états.

[1] Cette obligation, dit Voltaire, n'empêcha pas que Montmorenci ne mourût, deux ans après, sur un échafaud.

Mais les généraux français commirent la faute de n'avoir pas profité de leur fortune, en marchant rapidement pour ravitailler Casal que pressait faiblement le général espagnol avec des troupes fatiguées. Cette entreprise fut tentée sans succès dans des circonstances moins favorables. Le nouveau duc de Savoie, Victor Amédée, fils de Charles Emmanuel, retranché au-delà du Pô, avait fait rompre le pont de Pontarliers, garder celui de Carignan et tous les gués du fleuve. Mettant à profit l'irrésolution de ses adversaires, il fit, en deux jours, et devant eux, pour ainsi dire, fortifier la tête du pont de Carignan.

*Combat de Carignan.* — Montmorenci résolu, contre l'a- 1630.
vis de ses collègues, de réparer cette faute capitale, ordonna l'attaque des retranchemens ennemis. Trois bataillons s'avancèrent sous la protection d'un feu terrible d'artillerie, assaillirent les Piémontais et les chassèrent de leurs ouvrages. Un régiment espagnol accouru au secours, soutint un moment le combat, mais ayant perdu son colonel, il fut culbuté dans le fleuve, noyé, sabré ou fait prisonnier presqu'en entier. Victor Amédee fit détruire le pont de Carignan après avoir retiré ses troupes sur l'autre rive.

*Belle défense de Casal.* — Dans cette action où la perte 1630.
des Français fut peu considérable, l'ennemi eut à regretter celle de plusieurs officiers de marque et de deux régimens entiers. Toutefois après avoir ainsi emporté la tête du pont de Carignan, Montmorenci ne put obtenir l'avantage de secourir Casal. Spinola avait repris avec plus de vigueur que jamais l'attaque de cette place que Toiras défendait toujours avec la même opiniâtreté. Dans des sorties fréquentes où la prudence dirigeait la valeur, il avait à plusieurs fois nétoyé les tranchées, encloué l'artillerie et détruit les travaux des assiégeans. Mais il commençait à manquer d'hommes, de mu-

nitions et de vivres. L'armée française, affaiblie chaque jour par des maladies endémiques et la désertion, ne pouvait venir à son secours, et pour surcroît d'infortune, les troupes impériales qui venaient de surprendre Mantoue, accoururent au camp devant Casal pour renforcer l'armée assiégeante.

1630-1631. *Suspension d'armes entre les Français et les Espagnols, terminée par le traité de Cherasco.* — Richelieu, bien qu'occupé d'observer les manœuvres de ses ennemis auprès du roi, qu'une maladie très-grave retenait toujours à Lyon, Richelieu n'avait point perdu de vue la délivrance de Casal. Il envoya, dans ce dessein, le maréchal de Marillac avec huit mille hommes d'infanterie, et le comte de Sault avec plus de mille gentilshommes dauphinais. Ce secours, réuni aux troupes qui étaient dans le Piémont, permettait aux généraux français de reprendre une vigoureuse offensive; mais un négociateur, destiné à jouer plus tard un grand rôle en France, Jules Mazarin[1], vint proposer, au nom du pape, une suspension d'armes de trois mois, qui fut acceptée de part et d'autre. Les maréchaux de Schomberg, de La Force et de Marillac réunis se disposaient, la trêve expirée, à tout entreprendre pour faire lever le siége de Casal. Mazarin revint demander la prolongation de la trêve. Comme il exagérait la difficulté de porter des secours à Toiras : « Nous viendrons bien à bout, répondit Schomberg, de nous approcher de Casal, et d'y faire entrer des vivres, à la barbe des Espagnols et des Impériaux, si nous n'avons pas d'au-

[1] Cet homme célèbre, né dans l'Abruzze, avait d'abord servi en qualité de capitaine dans les troupes pontificales; mais il était appelé, par son esprit subtil et insinuant, à suivre une autre carrière. Il s'attacha successivement aux cardinaux-légats Sacchetti et Barberini. Ce dernier l'employait alors en qualité d'internonce. Il avait eu déjà une entrevue à Lyon avec le cardinal de Richelieu, qui l'avait apprécié, sans toutefois accueillir les propositions qu'il venait faire en faveur du duc de Savoie.

tres moyens. » L'armée continua sa marche, et arriva devant le camp ennemi, prête à lui livrer bataille. L'engagement allait avoir lieu, quand le persévérant Mazarin s'entremit une troisième fois pour négocier la paix [1]. Les généraux en acceptèrent les conditions; mais le traité définitif ne fut signé que l'année suivante [2]. En vertu des articles préliminaires, Mantoue devait être évacuée par les troupes impériales, et le siége de Casal levé par les Espagnols, à condition que les Français rendraient Pignerol au duc de Savoie. Mazarin conserva cette dernière place au roi de France, par un stratagème bien digne de l'astuce italienne. Il fit cacher la garnison, et, lorsque les commissaires de l'empereur et du roi d'Espagne vinrent pour visiter la place, ils crurent qu'il n'y avait plus aucune troupe française. Elle reparut après leur départ. Cette ruse indigna les alliés, mais charma tellement Louis XIII, qu'il fit écrire au pape pour le féliciter sur l'habileté de son négociateur.

*Disgrâce momentanée du cardinal de Richelieu; journée des dupes.* — Cependant la cabale formée contre le ministre-généralissime était sur le point de triompher. Obsédé par des calomnies, des plaintes continuelles, des prières, des larmes, Louis XIII, dont la santé commençait à se rétablir à Lyon, avait promis à la reine-mère la disgrâce complète du cardinal, aussitôt que l'affaire d'Italie serait terminée. Pour le fortifier dans cette résolution, obtenue par tant d'instances, Marie de Médicis ramena son fils à Paris. Richelieu l'y suivit. Un moment, cet homme encore si puissant se méfie de sa fortune, et se prépare à la retraite; mais bientôt, d'après le conseil du cardinal de Lavalette, il prend la résolu- 1631.

[1] On rapporte qu'il sortit des retranchemens espagnols, et que s'avançant au galop au devant des Français, un mouchoir blanc à la main, il se mit à crier : « La paix! la paix! »

[2] A Cherasco.

tion d'aller trouver le roi à Versailles [1]. Louis, qui sacrifiait son ministre par faiblesse, se remet par faiblesse entre ses mains, et lui abandonne ceux qui voulaient le perdre. Ce jour, auquel on donna le nom de *journée des dupes*, fut celui du pouvoir absolu du cardinal [2].

1631-1632. *Procès du maréchal de Marillac.* — Marillac, garde des sceaux, son frère le maréchal, devaient, dans le plan de la cabale, succéder au crédit du premier ministre. Ils furent les premières victimes qu'il sacrifia à sa vengeance. Le magistrat fut forcé de rendre les sceaux, et conduit prisonnier à Châteaudun, où il mourut de douleur. Le maréchal fut arrêté en Italie, au milieu de l'armée qu'il allait commander seul. Ses longs services, ses blessures, sa fidélité au roi, ne purent le mettre à l'abri d'une procédure criminelle. Ne pouvant l'accuser de trahison, Richelieu le fit juger par une commission extraordinaire comme prévenu de concussion. Ce procès inique dura près de deux ans, et finit par la condamnation à mort du maréchal Louis de Marillac. Il eut la tête tranchée en 1632 [3].

[1] Versailles, devenu depuis une résidence royale si magnifique et si célèbre, n'était alors qu'une petite maison de chasse, que Louis XIII avait achetée vingt mille écus.

[2] Voltaire, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations,* chap. 176.

[3] Nous allons donner, d'après Voltaire, quelques détails sur ce procès pour faire voir ce que peut la vengeance armée du pouvoir suprême, et colorée des apparences de la justice.

« Le cardinal ne se contenta pas de priver le maréchal du droit d'être jugé par les deux chambres du parlement assemblé, droit qu'on avait déjà violé tant de fois : ce ne fut pas assez pour lui de lui donner, dans Verdun, des commissaires dont il espérait de la sévérité. Ces premiers juges ayant, malgré les promesses et les menaces, conclu que l'accusé serait reçu à se justifier, le ministre fit casser l'arrêt : il lui donna d'autres juges, parmi lesquels on comptait les plus violens ennemis de Marillac. Jamais on n'avait méprisé davantage les formes de la justice et des bienséances. Le cardinal leur insulta au point de transférer l'accusé, et de continuer le procès à Ruel, dans sa propre maison de campagne. Il est

*Brillans succès du roi de Suède, Gustave Adolphe, en Allemagne.* — Au milieu de toutes les mesures prises contre ceux qui avaient voulu lui nuire ou qu'il soupçonnait, Richelieu, toujours occupé de la destinée de l'Europe, concluait avec le roi de Suède, Gustave Adolphe, le traité qui devait ébranler le trône de l'empereur Ferdinand II. Il n'en coûtait à la France que trois cent mille livres, une fois payées, et neuf cent mille livres par an pour diviser l'Allemagne et pour accabler deux empereurs de suite, jusqu'à la paix de Westphalie : Gustave s'engagea à entretenir une armée de trente-six mille hommes. Bientôt après il descendit en Allemagne avec ces forces, auxquelles se joignirent celles de l'électeur de Saxe, gagna la bataille de Leipsick sur le comte de Tilly, général de l'armée impériale, remplit de la terreur de ses armes la Franconie, le Palatinat et l'électorat de Mayence, où il se reposa de ses marches rapides [1]. 1631.

*Le duc d'Orléans quitte le royaume.*—On devait s'attendre que la cour de France resterait paisible au milieu des 1631.

expressément défendu, par les lois du royaume, de détenir un prisonnier dans une maison particulière ; mais il n'y avait pas de lois pour la vengeance et pour l'autorité. Celles de l'église ne furent pas moins violées dans ce procès que celles de l'état et celles de la bienséance. Le nouveau garde des sceaux, Châteauneuf, qui venait de succéder au frère de l'accusé, présida au tribunal, où la décence devait l'empêcher de paraître ; et, quoique il fût sous-diacre et revêtu de bénéfices, il instruisit un procès criminel : le cardinal lui fit venir une dispense de Rome qui lui permettait de juger à mort. Il fallut rechercher toutes les actions du maréchal. On déterra quelques abus dans l'exercice de son commandement, quelques anciens profits illicites et ordinaires, faits autrefois par lui ou par ses domestiques dans la construction de la citadelle de Verdun. C'est sur ces faits qu'il fut condamné. « Chose étrange ! disait-il à ses juges, qu'un homme de mon rang soit persécuté avec tant de rigueur et d'injustice. Il ne s'agit dans tout mon procès que de foin, de paille, de pierre et de chaux. » (*Essai sur les mœurs*, etc., chap. 176.)

[1] Cette glorieuse campagne de Gustave avait été précédée par les trois traités de Cherasco, en Piémont, qui terminèrent la guerre d'Italie.

embarras des autres nations; mais le premier ministre, en manquant de modération, devait exciter la haine publique, et rendit ses ennemis implacables. Gaston, duc d'Orléans, alarmé du procès intenté au maréchal de Marillac, se retira dans son apanage, et de là en Lorraine, où il protesta qu'il ne rentrerait point dans le royaume tant que son persécuteur et celui de sa mère y resterait.

1631. *La reine Marie de Médicis, arrêtée à Compiègne, s'enfuit à Bruxelles.* — Richelieu n'hésita point à frapper Marie de Médicis elle-même. L'arrestation de cette princesse était une entreprise délicate. Le cardinal n'avait pu oublier que le roi s'était repenti d'avoir sacrifié sa mère à un favori, quelques années auparavant. « Mais il sut faire valoir l'intérêt de l'état pour étouffer la voix du sang, et faire jouer les ressorts de la religion pour calmer les scrupules [1]. » La reine-mère fut arrêtée à Compiègne, où le roi l'abandonna aux satellites du cardinal. Ses amis, ses créatures, ses domestiques furent conduits à la Bastille ou dans d'autres prisons. Depuis ce moment, Marie de Médicis ne vit plus son fils, ni Paris, qu'elle avait embelli [2]. Parvenue à s'échapper des mains de ses gardiens, elle se réfugia à Bruxelles, d'où elle écrivit à son fils, et demanda justice aux tribunaux du royaume contre son ennemi [3]. Pour réponse à ces requêtes,

[1] Voltaire.

[2] Elle avait fait construire le palais du Luxembourg, et planter cette belle allée, qui, conservant encore le nom de *Cours de la Reine*, fait aujourd'hui partie de la vaste promenade dite *des Champs Elysées*. Paris lui est aussi redevable d'une partie de ses aqueducs.

[3] On peut voir, dans les registres du parlement, la requête adressée par Marie à cette même cour, dont elle avait tant de fois rejeté les remontrances lorsqu'elle était régente; elle commençait ainsi : SUPPLIE Marie, reine de France et de Navarre, disant que, depuis le 24 février, elle aurait été arrêtée prisonnière au château de Compiègne, sans être ni accusée, ni soupçonnée, etc., etc.

le cardinal se fit créer duc et pair, et nommer gouverneur de la Bretagne.

On murmurait à Paris et dans les provinces, mais presque personne n'osait élever la voix. Le premier ministre avait fait déclarer, par un arrêt du conseil, tous les amis et partisans de Gaston criminels de lèse-majesté. Cet arrêt excita des débats dans le parlement à qui il fut envoyé pour être enregistré. Le roi manda au Louvre ces magistrats, qui vinrent à pied et parlèrent à genoux. La procédure fut déchirée en leur présence, et trois des principaux furent exilés. Charles, duc de Lorraine, fut également puni de l'accueil qu'il avait fait au frère du roi. Gaston, conseillé par Puilaurens, son favori, avait demandé la main de la princesse Marguerite de Lorraine, sœur du duc, et ce mariage était sur le point d'être conclu [1]. Le roi, ou plutôt Richelieu, fit marcher des troupes en Lorraine; elles s'emparèrent de Moyenvic, et l'on fit promettre au duc Charles, par le traité de Vic [2], d'abandonner Gaston, qui se retira à Bruxelles auprès de Marie de Médicis, sa mère.

Le crainte retenait ceux qui pouvaient, en France, prendre le parti de la reine-mère et du duc d'Orléans; ces deux illustres exilés demandaient vainement des secours à l'Angleterre et à l'Espagne. En Allemagne, le succès des armes de Gustave Adolophe rehaussait encore le crédit du cardinal-ministre auprès de Louis XIII; les biens, le douaire de Marie de Médicis étaient confisqués [3]. Il n'y eut guère alors que le maréchal duc de Montmorenci, gouverneur du Languedoc, qui crut pouvoir braver la fortune de Richelieu. Il

[1] Il le fut l'année suivante, le 3 janvier.

[2] Il fut signé le 31 décembre; et, par un article ajouté le 6 janvier suivant; Gaston s'oblige de sortir de la Lorraine.

[3] Elle écrivit à son fils sur cette confiscation : « Je ne veux point vous attribuer la saisie de mon bien, et l'inventaire qui en a été fait, comme

se flatta d'être che de parti; mais son grand courage ne suffisait pas pour ce rôle dangereux; il n'était point maître de sa province, comme Lesdiguières avait su l'être du Dauphiné; ses profusions l'avaient mis hors d'état d'acheter un assez grand nombre de serviteurs; son goût pour les plaisirs ne pouvait le laisser tout entier aux affaires; enfin, pour être chef de parti, il fallait un parti, et il n'en avait pas [1].

1632. *Le duc de Lorraine se soumet de nouveau, après avoir pris les armes en faveur de Gaston; traité de Liverdun.* — Cependant la cour d'Espagne avait fait espérer au duc d'Orléans, dans les Pays-Bas et vers Trèves, une armée qu'il conduirait en France. Il ne put rassembler qu'un corps d'environ trois mille cavaliers allemands, qu'il était dans l'impossibilité de payer, et qui ne vécurent que de rapines. Il passa par la Lorraine pour y prendre les troupes que le duc Charles, infidèle au traité de Vic, commençait à rassembler, et engagea une action avec un détachement français, que le maréchal d'Effiat envoyait au secours de l'électeur de Trèves, alors attaqué par des troupes espagnoles du gouvernement des Pays-Bas. Le maréchal, regardant avec raison cette hostilité commise sur le territoire lorrain comme une déclaration de guerre de la part du duc Charles, mit toutes ses troupes en mouvement, sans attendre les ordres de la cour de France, et prit d'abord Pont-à-Mousson. Le roi, qui se porta bientôt lui-même sur ce point, s'empara de Bar-le-Duc et de Saint-Mihiel, et mit le siége devant Nancy. Le duc eut recours une seconde fois aux négociations, et obtint la paix; par le traité de Liverdun, confirmatif de

si j'étais morte; il n'est point croyable que vous ôtiez les alimens à celle qui vous a donné la vie. » La veuve de Henri-le-Grand, la mère d'un roi de France, la belle-mère de trois souverains, manqua quelquefois du nécessaire. (VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, etc.)

[1] Voltaire, *Essai sur les mœurs*, etc., chap. 176.)

celui de Vic, il remit en dépôt aux troupes françaises les places de Jametz et de Stenai, celle de Clermont en propriété, et fit hommage du duché de Bar. Pendant cette campagne du roi en Lorraine, MONSIEUR[1], c'est ainsi qu'on appelait le duc d'Orléans, s'avançait en France par la Bourgogne, « plutôt comme un fugitif, suivi de bandits étrangers, que comme un prince qui venait combattre un roi[2].» Il avait espéré qu'une grande partie de la population se joindrait à lui ; mais il n'y eut pas une seule ville qui remuât en sa faveur dans toute sa route des frontières de la Bourgogne aux provinces de la Loire, et jusqu'en Languedoc. Il joignit enfin dans cette dernière contrée le maréchal de Montmorenci, qui venait d'y rassembler, à ses dépens et à force de promesses, un corps de six à sept mille hommes. La division, qui se met toujours dans les partis, affaiblit encore cette petite armée, dès qu'il fut question de la mettre en mouvement. Le duc d'Elbœuf, favori de Gaston, voulait partager le commandement avec le maréchal de Montmorenci, auquel on était redevable de ces troupes, et qui gouvernait d'ailleurs la province.

*Operations militaires en Languedoc; combat de Castelnaudari.* — Richelieu envoya contre les rebelles les maréchaux de Schomberg et de La Force. Montmorenci fut à la rencontre du premier, qui marchait avec un corps peu considérable vers Castelnaudari. Voyant au frère du roi une contenance mal assurée, le duc lui dit avec vivacité : « Allons, monsieur, voici le jour où V. A. R. va triompher de ses ennemis; mais il nous faut rougir nos épées jusqu'à la garde. » Ces paroles n'affermirent point le courage du prince; sa troupe était cependant plus nombreuse que celle du maréchal de Schomberg, qui n'avait avec lui que deux mille 1er sep. 1632

[1] Ce titre fut consacré par la suite pour le frère puîné des rois de France.
[2] Voltaire.

fantassins et douze cents chevaux. Une imprudence de Montmorenci décida toutefois le succès de cette rencontre en faveur des troupes royales. Soit dépit, soit impétuosité naturelle, ce maréchal, avant d'avoir fait aucune disposition, s'élança, suivi de quelques cavaliers seulement, sur les éclaireurs de Schomberg, qui paraissaient dans la plaine de Castelnaudari. Ayant franchi un large fossé, et se trouvant au milieu des rangs ennemis, il s'y battit en désespéré, eut son cheval tué, tomba percé de coups lui-même, et fut fait prisonnier à la vue du lâche Gaston et de sa petite armée, qui ne fit aucun mouvement pour le secourir. On le transporta sans connaissance à Castelnaudari; revenu à lui, ses premières paroles furent : « que j'aurais fait une belle escarre si ceux qui étaient avec moi avaient voulu me suivre et me seconder ! —Oui, monsieur le maréchal, répondit un officier de l'armée royale, si ceux que vous commandiez à Avigliano n'eussent pas combattu contre vous à Castelnaudari.»

1632. *Le roi pardonne à son frère; Richelieu fait décapiter le maréchal de Montmorenci.* — Le moment de la prise de Montmorenci fut celui de l'entier découragement de Gaston et de la dispersion de l'armée que le maréchal avait rassemblée pour les intérêts de ce prince. Le roi traita avec son frère [1], ou plutôt lui accorda une amnistie, dans laquelle la grâce du duc de Montmorenci ne fut point comprise, bien qu'il l'eût fait promettre par le conseiller d'état Bullion, chargé de cette négociation; mais Richelieu ne connaissait pas la clémence, et voulait effrayer les grands par une sévérité inflexible [2].

[1] Par un article de ce traité, Gaston promettait d'*aimer le cardinal de Richelieu.*

[2] Montmorenci présageait bien le sort qui lui était réservé; car il dit au chirurgien qui le félicitait, en pansant ses blessures, de ce qu'aucune n'était dangereuse : « Vous vous trompez, mon ami, il n'y en a pas une seule, jusqu'à la plus petite, qui ne soit mortelle. »

Le parlement de Toulouse reçut l'ordre de faire le procès au maréchal de Montmorenci, qui fut condamné à perdre la tête sur l'échafaud [1].

*Le duc d'Orléans quitte le royaume une seconde fois.* 1633.
— Le duc d'Orléans ne resta pas long-temps tranquille. Tenu en exil loin de la cour, craignant pour sa liberté, il résolut de sortir encore du royaume, et fut joindre, pour la seconde fois, la reine-mère à Bruxelles.

Sous un autre ministère, dit l'illustre auteur de l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, une reine, un héritier présomptif de la couronne, retirés chez les ennemis de l'état, tous les ordres du royaume mécontens, cent familles qui avaient du sang à venger, eussent pu déchirer la France dans les nouvelles circonstances où se trouvait l'Europe. Gustave Adolphe ayant, de Mayence, tourné ses armes vers les états d'Autriche, et battu le comte de Tilly, général des armées de l'empereur, sur les bords du Leck, Gustave Adolphe, disons-nous, venait d'être tué au moment de remporter une nouvelle victoire, non moins mémorable, dans les champs de Lutzen, près de Leipsick, sur le comte de Wallenstein [2], successeur du comte de Tilly. Ferdinand III, délivré de ce redoutable ennemi, pouvait, avec l'Espagne, accabler la France; mais les Suédois se soutinrent en Allemagne après

[1] On fit de vains efforts pour fléchir le roi en faveur de Montmorenci; naturellement peu sensible, dominé par son ministre, Louis XIII répondait à toutes les sollicitations : « Je ne serais pas roi, si j'avais les sentimens des particuliers. » Le jour de l'exécution, quelques seigneurs, fondant en larmes, imploraient encore la clémence royale : « Il faut qu'il meure, s'écria le monarque d'un ton brusque et chagrin ; allez lui dire que toute la grâce que je puis lui faire, c'est que le bourreau ne le touchera point, qu'il ne lui mettra point la corde sur les épaules, et qu'il ne fera que lui couper le cou. »

[2] C'est ainsi que ce mot doit être écrit, et non pas Valstein, comme on le trouve dans la plupart des historiens français.

la mort de leur roi, et l'Espagne devint tous les jours plus faible. Toute cabale devait donc être écrasée sous le pouvoir de Richelieu [1].

1633. *Troisième guerre du duc de Lorraine contre la France; traité de Charmes.* — Violant pour la seconde fois ses sermens au roi de France, le duc de Lorraine fournit des secours à Gaston, et ne fit point l'hommage convenu pour le duché de Bar. Louis XIII marcha de nouveau pour châtier le parjure, et mit le siége devant Nanci. Cette capitale se défendit quelque temps; mais le duc Charles, dans l'impossibilité de la secourir, consentit, par un troisième traité conclu à Charmes, de l'abandonner au roi jusqu'à ce qu'il lui eût remis entre les mains la princesse Marguerite, qui était allée rejoindre MONSIEUR, son mari, à Bruxelles. L'électeur de Trèves, chassé de ses états, y fut rétabli par l'armée française [2].

1634. *Traité avec la Hollande; le duc d'Orléans rentre en France.* — L'année suivante Richelieu conclut, le 15 avril, un nouveau traité entre la France et la Hollande pour la continuation de la guerre de cette république avec l'Espa-

[1] *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, chap. 176.

[2] Vers le même temps, l'armée suédoise, malgré la perte de son illustre chef, continuait de remporter de grands avantages. Conduite par le duc de Weimar, dont le front était ceint du laurier du Lutzen, elle s'empara de Philipsbourg, après un long siége (1634); mais les Impériaux, commandés par le roi de Hongrie, firent de leur côté le siége de Nordlingen, place forte qui dépendait de la ligue protestante; le duc de Weimar et le maréchal Horn, à la tête de leurs troupes victorieuses, volèrent à sa défense. A peine arrivés devant les lignes ennemies, ils engagèrent le combat, bien qu'ils fussent inférieurs en force et sur un terrain désavantageux. L'action fut longue et très-meurtrière; les Suédois furent battus, avec perte de plus de cinq mille hommes tués sur le champ de bataille, et de quatre mille prisonniers, au nombre desquels était le maréchal Horn. Nordlingen fut, dès le lendemain, pour les Impériaux, le prix de cette victoire.

gne [1]. Quelque temps après le duc d'Orléans, qui avait fait de son côté un traité avec cette dernière puissance, fut invité fortement, par des agens du premier ministre, à se réconcilier avec le roi son frère; ce qu'il fit, sans beaucoup de difficulté, d'après les conseil des hommes qui le menaient et qui furent gagnés [2]. La reine-mère, malgré ses instances auprès du cardinal pour reve nir en France, n'en obtint rien, parce qu'il n'en avait rien à craindre.

*Guerre contre l'Autriche et l'Espagne.* — La défaite de l'armée suédoise à Nordlingen ayant forcé les troupes de cette nation à abandonner plusieurs places qu'elles occupaient en Alsace, Richelieu fit remplacer ces garnisons par des troupes françaises. Celles-ci occupèrent aussi Philipsbourg et Spire, en vertu d'un traité signé entre la France, la Suède et les autres princes d'Allemagne en guerre avec l'empereur, ce qui rompit le dessein que ce dernier avait d'entrer en Lorraine [3]. 1635.

[1] Le premier ministre décida le roi, cette même année, à tenir *les grands jours* à Poitiers. Ces espèces de diètes solennelles, que quelques-uns de nos rois ont chargées de la surveillance des grandes affaires civiles, représentaient les *plaids royaux* des premiers temps de la monarchie. L'un des oracles du barreau français, l'avocat-général Talon, pensait qu'il serait avantageux d'en renouveler la tenue, « parce que, disait-il, cette appréhension est capable de retenir la noblesse et les officiers dans le devoir. » Mais l'autorité royale, affermie par Richelieu, n'avait déjà plus besoin de ces précautions. (Le président Hénault.)

[2] Un abbé, nommé d'Elbène, fut chargé par le cardinal de cette négociation. Il réussit à gagner le favori de Gaston, Puilaurens, qui eut, pour récompense d'avoir ramené son maître, le duché d'Aiguillon, en épousant mademoiselle de Pont-Château, parente de Richelieu. Mais ce retour de fortune fut court; car Puilaurens, qui entretenait toujours le duc d'Orléans dans la résolution de soutenir la validité de son mariage avec la princesse Marguerite, et qui continuait ses liaisons à Bruxelles, malgré la volonté du roi, fut mis l'année suivante à la Bastille, où il mourut peu de temps après. Gaston l'avait oublié dès le moment de sa disgrâce.

(Le président Hénault. — L'abbé Millot.)

[3] Le chancelier de Suède Oxenstiern, voyant que, depuis la mort de

Tout semblait promettre le succès dans la nouvelle guerre que la France allait entreprendre contre les deux branches de la Maison d'Autriche : l'occupation de la Lorraine, le retour du duc d'Orléans, la confirmation des alliances de la France avec les Hollandais [1], les Suédois, les Suisses, les princes protestans d'Allemagne, et quelques états d'Italie. Richelieu augmenta les forces militaires du royaume par une levée de cent trente mille hommes, et il forma cinq armées, dont deux étaient destinées à agir en Allemagne, une dans les Pays-Bas, une en Italie, et la cinquième dans la Valteline. Le ministre destinait le commandement de cette dernière au fameux duc de Rohan, qu'il avait fait revenir en France depuis deux ans.

22 mai 1635. *Bataille d'Avein.* — La prise de Trèves par les troupes espagnoles fut le signal de la guerre dans les Pays-Bas [2]. L'armée française destinée à agir dans cette partie, sous les ordres des maréchaux de Châtillon [3] et de Brézé, ouvrit la

Gustave Adolphe, les troupes suédoises avaient perdu de leur supériorité, et qu'elles s'étaient surtout extraordinairement affaiblies à Nordlingen, offrit au roi de France de lui céder l'Alsace, à condition qu'une armée française passerait en Allemagne au secours des princes protestans. Richelieu, qui n'avait attendu, pour se déclarer ouvertement contre l'empereur et le roi d'Espagne, que l'épuisement de leurs forces, accepta avec empressement la proposition d'Oxenstiern, conclut le traité dont nous venons de parler, et résolut d'attaquer à la fois la Maison d'Autriche en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Italie et dans la Valteline, ainsi qu'on va le voir.

[1] Un nouveau traité avec cette république fut signé à Paris le 8 février 1635. Louis XIII s'engageait à déclarer la guerre à Philippe IV, roi d'Espagne, s'il ne lui donnait pas satisfaction, ainsi qu'aux Hollandais, sur les différens griefs dont ils avaient à se plaindre. Ce traité contenait un partage que les deux puissances contractantes faisaient entre elles des Pays-Bas espagnols, quand ils seraient conquis.

[2] Le roi envoya déclarer la guerre à Bruxelles par un héraut d'armes. Cet ancien usage ne se renouvela plus depuis; on se contenta de publier la guerre chez soi, sans l'envoyer signifier à ses ennemis. (VOLTAIRE.)

[3] Gaspard de Coligni-Châtillon, petit-fils du célèbre amiral.

campagne par une victoire. Elle rencontra à Avein, dans le duché de Luxembourg, le prince Thomas de Savoie, qui voulait empêcher sa jonction avec les troupes hollandaises. Attaqués avec impétuosité, les Espagnols furent rompus après la plus vive résistance, et essuyèrent de grandes pertes; quatre mille restèrent sur le champ de bataille, neuf cents furent faits prisonniers, et quatorze canons tombèrent au pouvoir du vainqueur. A la suite de ce succès, l'armée française fit sa jonction avec les troupes commandées par le prince d'Orange sous les murs de Maëstricht. Les places de Tillemont, de Diest et d'Aerschot, ouvrirent leurs portes à ces forces réunies; mais celle de Louvain, investie par les Français, seule fut secourue et délivrée par un corps ennemi plus nombreux.

*Les Impériaux sont battus sur le Rhin, sur la Sarre et* 1635.
*en Lorraine.* — Vers le même temps, le cardinal de Lavalette [3], commandant une des armées destinées contre l'Allemagne, fit lever aux Impériaux le siége de Mayence, et celui de Deux-Ponts à un autre corps sous les ordres du général Galas. Il joignit ensuite le duc de Weimar, général de la ligue protestante d'Allemagne, et dont Richelieu s'était assuré en lui donnant quatre millions par an, avec la promesse du landgraviat d'Alsace. Attaqués par Galas, dans un mouvement rétrograde qu'ils opéraient à cause de la disette où se trouvaient leurs troupes, les deux généraux réunis remportèrent une nouvelle victoire près de Vandevrange, sur les bords de la Sarre.

[1] C'était le troisième fils du fameux duc d'Epernon. Il était à la fois cardinal, archevêque de Toulouse, abbé de Saint-Victor de Marseille, de Saint-Vincent de Metz, prieur de Saint-Martin-des-Champs de Paris, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur d'Anjou, du pays Messin, de la ville de Metz, etc. Il s'était détaché du parti de la reine-mère, pour s'engager dans celui du cardinal de Richelieu, qui l'en récompensa en lui donnant les premiers emplois de la guerre. Il mourut en 1639, à l'âge de quarante-sept ans, à Rivoli, près de Turin.

Charles de Lorraine, sur ces entrefaites, avait pénétré dans son duché à la tête d'un corps de troupes impériales. Louis XIII, pour donner plus de force à ses armes, marcha en personne sur cette même province, à la tête de la seconde armée d'Allemagne, commandée par le duc d'Angoulême et le maréchal de La Force; mais, après cette démonstration, faite en l'absence du cardinal de Richelieu, le monarque revint à Paris, laissant à ses généraux et au duc de Weimar le soin de continuer cette campagne. La prise de Saint-Mihiel par le maréchal de La Force fut à peu près la seule opération remarquable. Le reste de la campagne se passa sans engagement sérieux entre les deux partis. La disette des vivres força les Impériaux à repasser le Rhin, et le duc de Lorraine à se retirer en Franche-Comté. Les troupes françaises et allemandes prirent leurs quartiers d'hiver en Lorraine et en Alsace.

1635. *Mauvaise volonté du prince d'Orange.* — Le prince d'Orange ne secondait que faiblement les efforts de l'armée française en Belgique; il craignait, avec quelque raison, que Richelieu n'eût le dessein d'étendre les frontières de la France jusqu'à la Hollande. Cette méfiance devait nuire beaucoup à la cause commune; elle avait déjà amené la levée du siége de Louvain, opération pour laquelle le prince d'Orange avait refusé le concours de ses troupes.

1635. *Opérations de l'armée française en Italie.* — L'armée destinée à agir en Italie, sous les ordres du maréchal de Créqui, n'était guère que de dix mille hommes; mais elle avait pour auxiliaires les ducs de Savoie et de Parme, avec lesquels le roi conclut une alliance offensive et défensive, signée à Rivoli le 11 juillet; le duc de Savoie fut nommé généralissime des troupes confédérées, dont l'effectif s'élevait à vingt mille hommes de pied et cinq cents chevaux.

Le maréchal de Créqui franchit les Alpes, entra dans le Piémont, passa le Pô à Casal, la Sesia à la Motta, et enleva

le fort de Vileto, après trois jours de siége. Repassant ensuite le Pô à Bremme, et le Tanaro près d'Alexandrie, il joignit le duc de Parme, qui avait avec lui quatre mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux. Ces troupes réunies vinrent former le siége de Valenza. Un corps piémontais était déjà devant cette place. Les travaux furent poussés avec activité, les attaques avec vigueur. La garnison, malgré quelques renforts reçus dans l'intervalle, bientôt réduite, par ses pertes journalières, à deux mille hommes, ne put empêcher la ruine du pont du Pô et la prise de l'ouvrage qui le défendait. Les dangers de la place augmentant de plus en plus, elle ne paraissait pas pouvoir tenir long-temps encore; mais don Carlos Colonna accourut à son secours avec dix mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux. L'armée alliée, abandonnant momentanément ses travaux de siége, se porta au-devant des Epagnols. Ceux-ci s'étant retranchés, on dut se borner à quelques escarmouches et à de petits engagemens, dont le succès fut balancé. Le duc de Parme, le général piémontais marquis de Ville, et quelques autres officiers, étaient d'avis de forcer l'ennemi dans ses lignes; mais le maréchal de Créqui, trouvant l'entreprise trop hasardeuse, fit renoncer à l'honneur de la tenter, et revint devant Valenza. Colonna réussit à y faire entrer des vivres et à reprendre le fort du Pô. La mésintelligence des généraux alliés fit lever le siége de Valenza, après sept semaines d'attaque; le duc de Savoie, qui cherchait à ménager la cour d'Espagne, fut en grande partie la cause du non succès de cette campagne.

*Belle campagne du duc de Rohan dans la Valteline.* — 1635.
Le duc de Rohan fut plus heureux en Valteline, où il était passé, à la tête d'un faible corps de troupes françaises. Triomphant des plus grands obstacles, il soutint une défensive étendue, avec trois mille hommes d'infanterie et quatre cents

chevaux, contre des forces infiniment supérieures. Il avait à contenir, du côté du Milanais, un corps de dix mille Espagnols, et, du côté du Tyrol, un pareil nombre de troupes impériales. Dans cette position éminemment critique, il déploya les plus grands talens militaires. Par des marches rapides et savantes, il combattit tour à tour et avec succès ses deux adversaires. Il surprit, dans le val de Luvin, le corps impérial, et le mit dans une déroute complète. Ce brillant succès décida les ligues Grises en sa faveur; elles le reconnurent pour leur général. Mais les embarras et les dangers restaient presque les mêmes; il manquait de subsistances, et les Impériaux allaient passer l'Adda pour l'attaquer avec de nouvelles forces; Rohan courut les arrêter au bord de cette rivière. L'action fut longue et meurtrière; la victoire couronna l'audace et le talent. Des rives de l'Adda, Rohan se porta sur les Espagnols, qui venaient de paraître sur les confins de la Valteline; par la sagesse de ses dispositions, la vigueur de ses attaques, il les força de se retirer dans le Milanais. Rappelé à Bormio par une nouvelle menace des Impériaux, il les bat pour la troisième fois, et les repousse dans les gorges du Tyrol.

Ces succès brillans n'assurèrent point encore la tranquillité de la Valteline. L'ennemi revint avec des forces plus imposantes, et pénétra par le val de Fleet. Des manœuvres habiles, une vive attaque, arrêtèrent ses progrès, et si l'un des lieutenans du duc de Rohan eût exécuté ponctuellement l'ordre qu'il avait reçu, les Impériaux eussent trouvé dans ce même val de Fleet les fourches caudines[1].

Des engagemens aussi fréquens avaient affaibli, comme on peut bien le croire, la petite armée du savant général

[1] Nous regrettons que les bornes qui nous sont prescrites, ne nous permettent pas d'entrer dans de plus grands détails sur cette campagne si remarquable du duc de Rohan; nous ne pouvons que renvoyer nos lec-

français. Ayant besoin de renforts, et ne trouvant pas de subsistances dans le pays, il prenait la direction de Tirano, lorsqu'il apprit la levée du siége de Valenza par les troupes confédérées (de la France, des duchés de Savoie et de Parme), et l'arrivée des Espagnols à Morbegno [1]. Rohan, qui n'avait pas l'habitude d'attendre les ennemis, courut au-devant de ces nouveaux assaillans. Ses troupes étaient fatiguées, presque sans vivres, et bien inférieures en nombre. A tout autre que lui, attaquer des retranchemens formidables et s'engager avec des forces si disproportionnées, eût été le comble de l'imprudence et de la témérité; mais la victoire pouvait-elle abandonner la valeur réunie à la plus haute expérience? Rohan devait triompher à Morbegno, comme sur tous les points où il avait déjà combattu. Il défit les Espagnols, commandés par Serbelloni, et les força à rétrograder précipitamment sur Bergame. Ce dernier succès lui permit de faire reposer ses troupes, que de nouvelles marches et de nouveaux efforts, sans toutefois lasser leur courage et leur dévouement, auraient fini par réduire à rien. Le duc de Rohan fut sans contredit le premier des capitaines modernes qui montra la sagesse, l'intrépidité, la prudence, les talens de Sertorius, dans la guerre si difficile des montagnes.

teurs aux Mémoires que cet illustre capitaine a écrits lui-même pour l'instruction des militaires.

La campagne du duc de Rohan dans la Valteline, en 1635, dit un écrivain militaire distingué *, a rendu ce capitaine justement célèbre : son activité, sa prudence, la précision de ses marches sur un théâtre très-resserré, ont été admirés, et l'on a tiré de ses Mémoires d'excellens principes sur la guerre de montagnes, celle où le génie et l'esprit de ressources trouvent le plus d'occasions de se développer, et rencontrent aussi de plus fréquens écueils.

[1] Morbegno est un village près de l'Adda, à huit lieues environ de Sondrio, capitale de la Valteline.

* Le général Mathieu Dumas, *Précis des événemens militaires de 1799 à 1814.*

Les succès furent balancés entre les puissances belligérantes dans la campagne suivante qui s'ouvrit au printemps.

1636. *Opérations militaires en Alsace et en Italie; bataille de Buffalora.* — En Alsace, le cardinal de Lavalette fit lever aux Impériaux le siége de Colmar, et, réuni ensuite au duc de Weimar, il força la place de Saverne d'ouvrir ses portes[1].

En Italie, le marquis de Leganès, nouveau gouverneur de Milan, à la tête d'un corps de troupes espagnoles et napolitaines, se jeta sur le duché de Plaisance; mais il fut forcé d'abandonner cette entreprise par suite d'une diversion que fit dans le Milanais le maréchal de Créqui. Bientôt les deux armées se rencontrèrent sur les bords du Tésin, non loin de Buffalora. Le duc de Savoie eut le temps de jeter sur la rivière un pont nécessaire au succès des mouvemens de l'armée confédérée. L'action s'engagea, et fut longue et sanglante. Deux régimens espagnols, soutenus par de l'artillerie, attaquèrent les premiers les troupes franco-italiennes; le régiment de Lyonnais, détaché pour les repousser, plia d'abord sous des forces supérieures; mais, rallié et encouragé par ses officiers, il revint à la charge avec tant de vigueur, que les deux régimens espagnols cédèrent à leur tour le terrain; soutenus bientôt par une partie de la ligne ennemie, ils s'avancèrent de rechef pour attaquer la tête du pont nouvellement construit. Trois escadrons, appuyés par quelques régimens d'infanterie française, sous les ordres du comte Duplessis-Praslin, arrêtèrent cet effort. On se battit avec le plus grand acharnement. Les Français abîmèrent la cavalerie espagnole; l'infanterie, qui voulut réparer cet échec, fut écrasée à son tour dans plusieurs charges successives. Le marquis de Leganès perdit ainsi plus de trois mille fantassins,

[1] Le vicomte de Turenne, qui commençait à signaler sa brillante carrière, fut nommé maréchal-de-camp après la prise de Saverne; il n'avait alors que vingt-cinq ans.

quatre cents cavaliers, plusieurs officiers de marque, restés sur le champ de bataille, et quinze cents blessés; les Français firent en outre trois cents et quelques prisonniers. Cette victoire coûta aux Franco-Italiens dix-sept cents hommes de pied et trois cents cavaliers [1]. Trop faibles pour continuer leurs avantages, et occupant d'ailleurs un pays sans vivres et sans fourrages, les généraux alliés repassèrent la Sésia, et rentrèrent en Piémont. Cette campagne, quoique bien concertée, n'eut point d'autre résultat. Le duc de Savoie et le maréchal de Créqui devaient rentrer dans le Milanais par le Montferrat, à la tête de vingt à vingt-cinq mille hommes, tandis que le duc de Rohan y pénétrerait de son côté par le Bergamasque; mais la mauvaise foi du duc de Savoie, qui ne voulait pas que les Français fissent aucune conquête en Lombardie, fit échouer ce plan. Deux fois le duc de Rohan entra dans le Milanais, et s'avança jusqu'à Leno, pour donner la main aux troupes franco-italiennes; mais, ne les trouvant pas, il fut obligé de retourner en Valteline.

*Opérations en Franche-Comté; siége de Dôle.* — La 1636.
Franche-Comté, quoique faisant partie de la monarchie espagnole, avait signé un traité de neutralité, garanti par les Suisses; mais violant ensuite ses engagemens, elle fournit au duc de Lorraine de l'argent et des soldats. Le gouvernement français, pour punir cette infraction du traité, envoya le prince de Condé faire le siége de Dôle avec un corps de quinze mille hommes et trente pièces de canon. Avant de commencer ses opérations, le prince voulut tenter la voie

[1] Le maréchal de Toiras, exilé hors de France et dépouillé de ses honneurs par la haine du cardinal de Richelieu, avait eu la générosité de refuser les sollicitations pressantes de l'empereur et du roi d'Espagne, et était venu, au commencement de cette guerre de 1638, offrir ses services à l'armée française d'Italie en qualité de volontaire. Il fut tué d'un coup de feu, quelques jours avant la bataille de Buffalora, sous les murs de la petite ville de Fontanella.

des négociations. Il promit aux habitans la protection du roi, s'ils voulaient rentrer dans le devoir. Le gouverneur répondit ironiquement que rien ne pressait, et qu'il serait toujours temps, après une année de siége, de délibérer sur le parti à prendre. Condé, irrité du rejet de ses propositions pacifiques, pressa vivement les attaques et somma la place de se rendre. Le gouverneur Lavergne, qui faisait avec succès une défense vigoureuse, somma à son tour le prince de s'éloigner des murailles. « On ne vous donne, lui fit-il dire au nom des habitans et de la garnison, que six jours francs pour vous retirer avec vos troupes. — Et moi, répondit Condé, je ne vous recevrai point à composition, à moins que vous ne veniez me la demander la corde au cou. » Mais pendant que ce prince redoublait d'efforts pour châtier l'insolence des assiégés, une diversion puissante appela ses troupes à une autre destination.

1636. *Invasion de la Picardie par les Espagnols ; terreur à Paris et dans les provinces.*—La mauvaise volonté du prince d'Orange et l'inexactitude des Hollandais à remplir les conditions de leur alliance avec la France, avaient amené l'ennemi sur la frontière du nord de la France. Piccolomini et Jean de Wert, généraux des troupes du cardinal-infant, gouverneur des Pays-Bas, étaient entrés en Picardie avec une armée de trente mille hommes, et s'étaient emparés, sans beaucoup de peine, des places de La Capelle, Le Catelet et Corbie, ainsi que de plusieurs autres forts et châteaux. Ces succès avaient répandu l'épouvante jusque dans Paris. Les routes étaient couvertes d'habitans des campagnes et des villes, de charriots chargés de meubles et d'effets, que l'on s'empressait de soustraire à la cupidité des vainqueurs. Les nombreux ennemis de Richelieu lui imputaient tous ces désastres. Des murmures séditieux, d'amers reproches, des menaces furieuses éclataient de toutes parts. Un moment le cardinal-

ministre céda comme le plus grand nombre à la terreur, et parut démentir son caractère [1]; mais bientôt ranimé, dit-on, par les conseils énergiques de son confident, le capucin Joseph, il osa se montrer sans gardes dans les rues de la capitale. Sa sécurité imposa à la malveillance, calma les inquiétudes et releva le courage. On ne pensa plus qu'à arrêter les progrès de l'ennemi. Un courrier porta au prince de Condé l'ordre d'abandonner le siége de Dôle et de diriger ses troupes vers la Picardie; vingt mille hommes furent levés dans Paris pour le recrutement de l'armée [2]; le corps municipal offrit une forte contribution. Les provinces firent également preuve de dévouement; on y leva le ban et l'arrière-ban. Richelieu prit, avec sa sévérité accoutumée, des mesures contre l'indiscipline, la négligence et la faiblesse des soldats et de leurs chefs [3]. Quelques changemens eurent lieu dans l'organisation de l'armée. Le duc d'Orléans reçut le commandement des troupes destinées à reprendre l'offensive en Picardie. Le comte de Soissons fut mis à la tête de la réserve, et Richelieu conduisit le roi à Amiens, d'où partirent bientôt les ordres auxquels devaient se soumettre tous les généraux.

A l'approche de l'armée française, forte de cinquante mille

[1] Louis XIII, craignant pour sa couronne et son existence, appela près de lui les différens ordres de l'état, fit approcher les corporations des métiers, leur prodigua, malgré sa froideur naturelle, les caresses les plus affectueuses, et embrassa jusqu'aux savetiers. (*Mémoires de Motteville.*)

[2] C'étaient pour la plupart des ouvriers sans emploi, et des laquais, dont les maîtres avaient été obligés de se défaire, en vertu d'un arrêt du conseil, publié le 13 août. (Le président HÉNAULT.)

[3] « N'épargnez, disait le ministère dans une instruction donnée à une commission extraordinaire créée à cet effet, n'épargnez ni gouverneurs, ni capitaines, ni lieutenans, ni officiers, ni soldats. »

Le lieutenant-général des Chapelles eut la tête tranchée en présence des troupes qu'il commandait; le marquis de Bec, qui avait rendu la Capelle, et quarante autres officiers supérieurs, perdirent leur emploi; plus de cent autres subalternes furent envoyés aux galères.

hommes, celle des Espagnols, campée sous les murs de Corbie, se hâta de repasser précipitamment la Somme, et de rentrer en Artois. La Picardie fut, en peu de temps, remise sous l'autorité royale.

1636. *Nouveau complot contre le cardinal de Richelieu.* — Cependant les deux princes, Gaston, duc d'Orléans, et Louis de Bourbon, comte de Soissons, humiliés de recevoir les ordres de Richelieu, résolurent de secouer ce joug fâcheux. Leurs amis, consultés à ce sujet, préférèrent l'assassinat à tout autre moyen. On traça le plan, et l'on choisit les exécuteurs de ce complot. Tout était prêt, et les conjurés n'attendaient que le signal que devait donner Gaston; la pusillanimité de ce prince sauva le cardinal-ministre[1]. Se croyant découverts, et craignant les suites de cette criminelle intrigue, le duc d'Orléans courut se renfermer dans le château de Blois, et le comte de Soissons s'enfuit à Sédan. Ils furent remplacés l'un et l'autre par les maréchaux de Châtillon et de La Force. Ce fut ce dernier qui reprit Corbie sur les Espagnols, après trois mois d'un siége vigoureusement soutenu. Richelieu, effrayé du danger qu'il venait de courir, fut sur le point de renoncer au ministère; mais le

[1] Louis XIII habitait le château de Meuchincourt, près d'Amiens, et ne venait dans cette ville que pour assister au conseil. Le jour où l'assassinat devait avoir lieu, ce monarque retourna à sa résidence. Après une séance de ce même conseil qui se tenait au palais épiscopal, Richelieu descendait l'escalier au milieu des gens qui méditaient sa mort; le comte de Soissons entretenait alors le ministre des objets mis en délibération, et Gaston suivait morne et rêveur. Les conjurés le regardent; mais, à l'instant de donner le signal promis, il se trouble, se retourne, et remonte l'escalier avec une promptitude incroyable. Tout ce que peut faire un de ses gentilshommes qui était du complot, est de s'attacher à son collet de buffle, et de lui dire : « vous allez nous perdre; » mais il n'en peut tirer que des paroles confuses. Richelieu remarque de l'agitation, salue le comte de Soissons, remonte en voiture, et échappe au plus grand danger qu'il eût couru de sa vie.

père Joseph, secondé par le surintendant des finances, Claude Bullion, raffermit encore une fois son courage [1]. Le cardinal ne désespéra point de ramener le faible Gaston, et y réussit en lui promettant de faire reconnaître son mariage avec Marguerite de Lorraine. Il fit aussi les premières démarches vis à vis du comte de Soissons, et lui offrit la main de sa nièce, la marquise de Combalet, avec des avantages considérables; mais le prince reçut avec dédain et mépris cette proposition [2].

*Suite des opérations en Franche-Comté.* — Le prince de Condé, bien que privé de la plus grande partie de ses troupes, réussit à repousser l'ennemi de la Bourgogne. La petite ville de Saint-Jean de Losne fit, dans ces circonstances, une défense héroïque. Le duc Charles de Lorraine et le général Galas avaient mis le siége devant cette place; mais la résistance opiniâtre des habitans donna le temps au comte de Rantzau [3] de venir les secourir, et de faire lever le siége le 3 novembre. Le prince de Condé, le duc de Weimar et le cardinal de Lavalette, ayant réuni leurs forces, rejetèrent les Impériaux au-delà du Rhin, après leur avoir fait perdre environ huit mille hommes. 1636.

*Les Espagnols repoussés de la Gascogne.*—Vers le même temps, l'amiral d'Aragon, à la tête d'une armée espagnole, franchit les frontières des Pyrénées occidentales, vint surprendre Saint-Jean-de-Luz, et y mit le feu. Le vieux duc d'Epernon, gouverneur de Guyenne, retrouva, pour défendre la Gascogne, toute la vigueur de sa jeunesse. Il défit 1636.

[1] Vittorio Siri, *Mercure de France*, année 1636.

[2] Elle est veuve d'une personne de petite condition, répondit-il, et moi je suis d'une Maison la plus relevée qu'on puisse être. Il serait au-dessous de mon rang de me contenter des restes de Camboulet.

(*Hist. de la Maison de Bourbon.*)

[3] Celui qui fut depuis maréchal de France (en 1645). Il était né dans les états du roi de Danemarck,

l'ennemi en plusieurs rencontres, et finit par délivrer son gouvernement de cette invasion.

1637. *Défection du duc de Parme et des Grisons.* — La campagne de 1637, commencée sous des auspices peu favorables, fut cependant bien plus heureuse pour les armes françaises que les précédentes. Le duc de Parme, pressé par les Espagnols, et menacé d'excommunication par le pape, renonça à son alliance avec Louis XIII, et fit la paix avec Philippe IV. Les Grisons s'accommodèrent également avec les Espagnols, et forcèrent le duc de Rohan à abandonner la Valteline [1].

1637. *Succès des armes françaises sur divers points.* — Le désagrément de ces deux défections fut compensé par le succès que remporta le comte d'Harcourt, commandant une forte escadre française dans la Méditerranée. Une descente en Sardaigne le rendit maître de la ville et du port d'Oristagni, et il y fit un butin considérable sur les Espagnols. Quelque temps après, il reprit sur les côtes de Provence les îles de Sainte-Marguerite et d'Honorat, que ces mêmes Espagnols avaient enlevées en 1635.

Le duc de Longueville, commandant un corps de troupes en Franche-Comté, s'empara des places de Saint-Amour et de Lons-le-Saulnier.

Le duc de Weimar défit en deux rencontres les troupes du duc de Lorraine.

Le cardinal de Lavalette, appelé à un commandement sur les frontières de Flandre, prit Landrecies, La Capelle et Maubeuge; le maréchal de Châtillon soumit, dans le duché de Luxembourg, les deux places d'Yvoi et de Damvilliers.

[1] Le duc de Rohan, qui craignait que l'injustice du cardinal de Richelieu ne lui imputât un événement où le ministère français avait le seul tort, faute par lui d'avoir envoyé les subsides promis, se retira à Genève, d'où il alla, l'année suivante, servir comme volontaire dans l'armée du duc de Saxe-Weimar.

Les événemens militaires n'avaient pas de résultats moins favorables dans le Midi.

*Siége de Leucate par les Espagnols.*—Le duc d'Halluin, fils du maréchal de Schomberg, remporta un grand avantage en Languedoc sur les Espagnols. Ces derniers assiégeaient la petite ville de Leucate; ne pouvant triompher de la résistance opiniâtre de la garnison, bien secondée par les habitans, ils essayèrent de corrompre la fidélité du gouverneur Barri, par des offres et des promesses séduisantes; Barri fut inébranlable [1]. Le général espagnol menaça la place des coups les plus terribles. « Tant mieux, répondit le digne gouverneur, j'aurai le double honneur d'avoir refusé l'or et vaincu les efforts de l'ennemi. » Sa constante intrépidité répondit à ses sentimens héroïques, et le succès fut le prix de sa vertu. La belle résistance de Leucate enflamma le patriotisme de la province. Dans un court espace de temps, elle mit sur pied douze mille hommes; le duc d'Halluin, à la tête de cette armée, força l'ennemi dans ses retranchemens et le mit dans une déroute complète. Quarante pièces de canon, douze drapeaux, cinq cents prisonniers, des munitions en abondance, furent le brillant résultat de cette victoire. Elle valut au duc d'Halluin, qui reprit le nom de Schomberg, le bâton de maréchal. 1637.

[1] Il répondit au général ennemi : « Vous me connaissez mal, je préfère l'honneur à tous les biens, à la vie même. A Dieu ne plaise que je dégénère jamais de la vertu de mon père et de ma mère, et que je ne suive pas le grand exemple de courage qu'ils ont laissé à leurs descendans. Mon père aima mieux mourir que de livrer cette même place où je commande, aux ennemis de son roi; ma mère refusa constamment de racheter, par une trahison, la vie de son époux. Donnerais-je pour quelques pistoles ce que cette digne femme n'a pas voulu donner pour une chose qu'elle estimait sans prix ? Si j'ai le malheur de ne pouvoir conserver Leucate, je conserverai du moins ce qui console de tout, l'honneur. J'aime mieux rester pauvre dans ma patrie, que d'aller vivre riche chez l'étranger. »

1637. *Nouvelles intrigues de cour contre le cardinal de Richelieu.*—Cependant les murmures et les plaintes de la nation perçaient à travers les chants de victoire. On ne croyait pas, comme le cardinal-ministre, la guerre juste et nécessaire; on disait tout haut qu'il ne la prolongeait que pour conserver un pouvoir sans bornes. Le parlement résistait à l'enregistrement des édits bursaux que Richelieu multipliait pour faire face aux énormes dépenses de l'état et satisfaire sa propre cupidité [1]. La dépense de sa maison absorbait seule quatre millions chaque année. Il éclipsait par son faste la splendeur du trône; il faisait pour les autres des lois somptuaires, sans mettre de bornes à son luxe; et, tandis qu'il négligeait, sous le prétexte de l'épuisement du trésor, le paiement des subsides convenus avec les alliés du roi, il ne retranchait rien de ses dépenses ordinaires. Cet état de choses devait nécessairement encourager les intrigues qu'on ne cessait d'ourdir à la cour contre le ministre. Le jésuite Caussin, confesseur du roi, cabalant dans les intérêts de la reine-mère, n'était pas le moins dangereux des adversaires du cardinal, qui, séduit par sa fausse simplicité, l'avait placé près du dévot Louis XIII. Ce prêtre déclamait contre l'alliance faite avec les protestans dans cette guerre qu'il attribuait à l'ambition de son ancien protecteur. Il l'accusait d'accabler les peuples d'impôts, de traiter la reine-mère avec la dernière inhumanité, et de rendre, par ses injustices, le roi odieux à ses sujets. Louis prêtait volontiers l'oreille aux discours de son imprudent confesseur. Celui-ci avait déjà gagné du

[1] Le cardinal fit répondre par le roi aux députés du parlement au sujet de l'inexécution de plusieurs édits de ce genre : « L'argent que je vous demande n'est pas pour jouer ni pour faire de folles dépenses. Ce n'est pas moi qui parle, c'est l'état, c'est le besoin qu'on en a. Ceux qui contredisent mes volontés me font plus de mal que les Espagnols. Vous voyez que j'ai affaire de vous, vous vous tenez forts; mais je trouverai bien le moyen d'avoir ma revanche. » (L'abbé MILLOT.)

terrain sur l'esprit faible et irrésolu du monarque, lorsque le duc d'Angoulême révéla à Richelieu tout le secret de cette intrigue [1]. Le cardinal, dans une entrevue qu'il eut avec le roi, n'eut pas de peine à effacer les impressions que le jésuite avait faites dans l'imagination de son pénitent. Caussin fut exilé; une des filles d'honneur de la reine Anne d'Autriche, mademoiselle de La Fayette, instrument involontaire dont s'était servi le confesseur de Louis, alla ensevelir ses faibles appas, ses timides et chastes amours dans un couvent.

*Quatrième campagne contre la Maison d'Autriche.* — 1638.
La guerre fut poussée avec une nouvelle vigueur dans la campagne de 1638. Richelieu mit de nouvelles armées sur pied, et augmenta les forces navales. Le maréchal de Châtillon était à la tête de l'armée de Flandre; le duc de Longueville commandait en Lorraine, en Franche-Comté et en Alsace; le maréchal de Créqui en Italie; le prince de Condé vers les Pyrénées; le maréchal de Schomberg en Picardie, et le duc de Weimar sur le Rhin.

*Première et deuxième bataille de Rheinfeld.* — Ce dernier général entreprit le siége de Rheinfeld, la mieux fortifiée des villes forestières [2]. Il avait déjà ouvert la tranchée, lorsque le général Jean de Wert vint l'attaquer dans ses lignes. La défense fut vigoureuse comme l'attaque, et le succès long-temps balancé; mais la chûte du duc de Rohan, qui reçut une blessure mortelle, décida la victoire. Les troupes du duc de Weimar furent enfoncées et mises dans le plus grand désordre, avec une perte considérable; la terreur fit fuir des corps entiers jusqu'à six lieues du champ de bataille; l'artillerie, les équipages, les munitions, les

28 février — 3 mars 1638.

[1] Caussin avait proposé ce duc pour remplacer le ministre.

[2] Cette ville, une des quatre appelées forestières, est située sur la rive gauche du Rhin, à trois lieues de Bâle, dans le canton d'Argovie.

vivres, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Dans cette situation désespérée, Rohan, aux portes du tombeau, osa proposer au duc de Weimar de retourner à l'ennemi. Cette résolution était digne du vainqueur de Lutzen. Il rallia ses troupes; la nuit déroba leur marche; elles foudirent, avec la rapidité de la foudre, sur l'armée impériale, qui ne put résister à cet effort extraordinaire. Sa défaite fut complète, sa perte immense; Jean de Wert [1], trois autres généraux, un grand nombre d'officiers et de soldats restèrent prisonniers. La prise de Rheinfeld, de Fribourg et de plusieurs autres villes, fut le fruit de cette étonnante victoire. Les annales militaires offrent peu d'exemples d'un pareil triomphe, presque immédiatement après une grande défaite. Rohan, qui avait si puissamment influé sur l'un et sur l'autre, satisfait d'être vengé, mourut le 13 avril dans le canton de Berne, au milieu de ses co-religionnaires. Genève reçut son corps avec vénération, et Venise ses armes avec reconnaissance [2].

Après la conquête de Rheinfeld et de Fribourg, le duc de Weimar vint mettre le siége devant Brisack, place que l'on regardait alors comme le principal boulevard de l'Allemagne. Le général autrichien Gœntz et le duc de Lorraine, qui tentèrent successivement de s'opposer à ce mouvement, battus à Wirtenwald et à Thanes, furent forcés de s'éloigner. Weimar, maître de tous les châteaux voisins de Brisack, s'occupait à établir ses lignes, quand le général Lamboi arriva à la tête d'une nouvelle armée ennemie, attaqua les travaux commencés, emporta deux redoutes, et mit en désordre les troupes assiégeantes. Fort heureusement le marquis

[1] Ce général fut conduit à Paris.

[2] Le duc de Rohan fut enterré dans le grand temple de Genève; il avait légué ses armes à la république de Venise, qui l'avait honorablement accueilli dans sa disgrâce.

de Guébriand et le vicomte de Turenne, accourus au secours, dissipèrent le danger et rappelèrent la victoire. Les travaux de siége furent repris, et bientôt la rigueur du blocus, la vigueur des attaques, abattit le courage des assiégés. Turenne fit rompre à coups de hache les palissades du ravelin de Rheinach, qui domine le principal bras du Rhin, et s'empara de cet ouvrage avec quatre cents hommes. La place, privée de ce moyen important de défense, éprouvant d'ailleurs la disette de vivres, sans espérance d'être secourue, se rendit, et le duc de Weimar en prit possession, au nom du roi de France.

*Suites des opérations militaires en Italie.* — Le maréchal 1638.
de Créqui commandait l'armée franco-piémontaise en Italie depuis la mort du duc de Savoie, arrivée le 7 octobre 1637. Il avait formé le dessein de prendre ses quartiers d'hiver dans le Milanais; mais des ordres qu'il reçut de la cour au moment où il allait exécuter ce plan, l'obligèrent à passer l'hiver en Piémont.

Le marquis de Leganès, gouverneur du Milanais et général de l'armée espagnole, entra en campagne dès le mois de mars, dans le dessein d'enlever le fort de Bremme, sur le Pô, dont la garnison l'inquiétait par des courses fréquentes. Cette place fut subitement investie par les troupes espagnoles. Les fortifications n'avaient pas été réparées; la moitié de la garnison était malade. Son commandant, Montgaillard, ayant voulu faire une sortie, fut repoussé avec perte; Leganès emporta la demi-lune de la porte du Pô, acheva ses lignes, et forma le siége dans les règles. Informé de cette entreprise, le maréchal de Créqui accourut au secours de la place avec un détachement de douze à quinze cents hommes, escortant un convoi de munitions; il fut tué d'un coup de canon, au moment où, des bords du Pô, il observait avec la lunette les dispositions des ennemis. Sa

perte fut bientôt suivie de celle de la place. Montgaillard, plus avide d'argent que de gloire, écouta les propositions du général espagnol.

Le cardinal de Lavalette fut envoyé par Richelieu pour remplacer le maréchal de Créqui. Il vint d'abord à Ponte-di-Stura et à Casal, pour visiter ces deux places et les autres du Montferrat; et, après avoir transmis ensuite au ministère un état circonstancié de la situation, ainsi que des besoins de ces places, il se rendit à Turin pour concerter les opérations de la campagne.

Cependant Leganès s'avança sur Verceil à la tête d'une armée formidable, pour former le siége de cette place. A cette nouvelle, le cardinal de Lavalette, qui passait alors une revue de troupes à Casal, envoya au secours de Verceil un détachement d'infanterie, sous les ordres du marquis Saint-André-Montbrun. Cet officier, trompé par le piémontais Deville, fut forcé de revenir présque aussitôt sur ses pas. Lavalette, ayant passé le Pô à Turin avec de grandes difficultés, reçut un renfort de cinq mille fantassins et de deux mille chevaux, envoyé par la duchesse de Savoie, qui vint elle-même quelques jours après à Cresantia se montrer à l'armée. Les colonnes franco-piémontaises marchèrent sur Verceil, passèrent la Sésia sur un pont de bateaux, approchèrent des retranchemens que les Espagnols avaient élevés au-delà de cette rivière, et campèrent près de la cassine d'el Secco, la gauche appuyée au fort de Sandoval. Dans cette position, Lavalette réussit, sans engager de combat, à jeter deux mille hommes dans la place. Bientôt le défaut de subsistances força le cardinal de faire rétrograder ses troupes dans l'intérieur du Piémont. Pendant ce mouvement, le comte de Guiche, qui courait la campagne avec un corps volant, enleva dans Palestro deux compagnies espagnoles qui gardaient un magasin de vivres, détruisit les fours et emmena

tous les employés à la manutention. Lavalette se disposait à secourir de nouveau Verceil, lorsqu'il apprit que cette place venait d'ouvrir ses portes aux Espagnols. Le gouverneur piémontais marquis d'Ogliani fut accusé d'intelligences avec Leganès, et de la mort du brave Saint-André-Montbrun, qui n'eût jamais souscrit à une capitulation honteuse.

Le cardinal de Lavalette, retiré avec son armée à Constanzana, crut devoir dépêcher le brigadier Fabert à Paris avec une demande d'argent et de troupes. Le ministère promit cent vingt mille francs et douze mille hommes, qui n'arrivèrent que fort tard. Dans cet intervalle, don Francisco de Mélas s'était emparé de Pomma; mais les Français le forcèrent à renoncer au siége du château de cette place. Lavalette prit ses quartiers d'hiver dans le Montferrat, et renvoya la plus grande partie de sa cavalerie en France, d'après les ordres de la cour.

*Evénemens militaires en Lorraine et en Picardie.* — En Lorraine le duc de Longueville avait pris Poligni, fait lever le siége de Lunéville, et battu le duc Charles en plusieurs rencontres. 1638.

Le roi, après avoir mis son royaume sous la protection de la Sainte Vierge [1], était venu joindre l'armée en Picardie, et avait assisté à la prise de Renti en Artois. Le maréchal de Châtillon assiégea vainement Saint-Omer; le maréchal de La Force, qui arrivait à son soutien avec un renfort, fut battu quelques jours avant la levée du siége, par le prince Thomas. Le lieutenant-général du Hallier reprit Le Catelet sur les Espagnols, le 24 septembre.

[1] C'était le jésuite Caussin, qui avait donné, avant sa disgrâce, ce conseil au roi, « pour sanctifier, dit Voltaire, l'amour de Louis et de mademoiselle de La Fayette, qui n'était regardé que comme une liaison de cœur, à laquelle les sens avaient très-peu de part. »

(*Essai sur les mœurs*, etc., chap. 175.)

1638. *Opération du prince de Condé en Biscaye; jugement et condamnation du duc de Lavalette.* — Le prince de Condé, commandant l'armée française sur la frontière des Pyrénées occidentales, ouvrit la campagne de ce côté, en passant la Bidassoa et en prenant la petite place d'Irun, le fort du Figuier, et le port du Passage, dans lequel se trouvaient douze vaisseaux de guerre ennemis; mais ayant mis le siége devant Fontarabie, il fut attaqué dans ses lignes par des troupes espagnoles, sous les ordres de l'amiral d'Aragon et du marquis de Mortara, qui le forcèrent à abandonner cette entreprise. Comme c'était la coutume de Richelieu après quelques revers, de choisir une victime expiatoire, soit pour satisfaire sa vengeance, soit pour exciter au devoir par la terreur [1], il accueillit les plaintes que forma le prince de Condé contre le duc de Lavalette, l'un de ses lieutenans. Rendant ce seigneur responsable de la levée du siége de Fontarabie, il le fit juger par des commisaires dont il pouvait influencer la décision, et il poussa le roi à présider lui-même au jugement. Le duc de Lavalette fut condamné à mort et exécuté en effigie. Cette sentence fut cassée par la suite, au commencement du règne de Louis XIV [2].

[1] L'abbé Millot.

[2] La relation de ce procès présente un étrange tableau de l'influence qu'exerçait le cardinal-ministre sur Louis XIII. Comme le parlement ne paraissait pas disposé à servir l'animosité de Richelieu, le roi dit au président de Bellièvre, qui s'était rendu l'organe de sa compagnie : « Ceux qui pensent que je ne puis pas donner les juges qu'il me plaît à mes sujets quand ils m'ont offensé, sont des ignorans, indignes de posséder leurs charges. » Après que le procureur-général eût requis que le duc de Lavalette fut décrété de prise-de-corps et conduit à la Bastille, le roi demanda l'avis du conseiller Pinon, doyen du parlement : « Sire, dit ce magistrat, puisque M. de Lavalette est duc et pair, je supplie V. M. de le renvoyer devant le parlement. — Opinez, reprit le roi. — Je suis d'avis que M. de Lavalette soit renvoyé au parlement pour être jugé. — Je ne le veux pas; ce n'est point là opiner. — Sire, un renvoi est un avis légitime. — Opinez

*Succès de la marine française.* — L'archevêque de Bordeaux, Henri d'Escourbeau-Sourdis, prélat guerrier comme Richelieu et le cardinal de Lavalette, était alors un des principaux officiers de la marine française [1]. Investi du commandement de la flotte française dans l'Océan, il attaqua, à la hauteur de Guetari, sur la côte de Biscaye, une escadre espagnole forte de quatre gros vaisseaux ou galions, et de quatre frégates, et remporta, par la valeur de ses équipages, une victoire complète. Sept des bâtimens ennemis furent pris et brûlés, un seul parvint à s'échapper. Ce combat naval eut lieu peu de temps après l'invasion de la Biscaye par le prince de Condé. 1638. 22 août 1638.

Vers le même temps, le marquis de Pont-Courlai, commandant quinze galères françaises dans la Méditerranée, battit et mit en fuite un pareil nombre de galères espagnoles sur les côtes de Gênes.

*Cinquième campagne contre l'Autriche et l'Espagne.* — 1639.
L'année 1639 vit le même nombre d'armées françaises sur pied que dans la campagne précédente; mais il y eut quelques changemens opérés dans le commandement et la position de plusieurs d'entre elles. Le marquis de La Meilleraie, lieutenant-général et depuis maréchal dans le cours de la campagne, reçut le commandement de l'armée sur la frontière des Pays-Bas; le marquis de Feuquières fut mis à la tête de

sur le fond, monsieur, autrement je saurai ce que j'ai à faire. » Alors Pinon, effrayé de l'air courroucé du roi : « Puisque Votre Majesté me l'ordonne, je suis de l'avis des conclusions. »

(*Histoire de France* par l'abbé Millot.)

[1] Il ne passait pas pour brave, s'il faut en croire Chavigni, secrétaire d'état, qui écrivit au cardinal de Lavalette : « L'archevêque de Bordeaux a eu une grande prise avec M. le maréchal de Vitri; mais il a reçu quelques vingts coups de canne, ou de bâton, comme il vous plaira. Je crois qu'il a dessein de se faire battre de tout le monde, afin de remplir la France d'excommunications. »

celle qui devait agir dans le duché de Luxembourg; le maréchal de Châtillon commandait les troupes en Champagne et en Lorraine; le prince de Condé continuait à diriger l'armée des Pyrénées; le cardinal de Lavalette celle du Piémont; le duc de Longueville un second corps d'armée dans cette partie; enfin le duc de Weimar avait reçu l'ordre d'opérer en Franche-Comté.

Ce fut ce dernier qui entra le premier en campagne; le comte de Guébriant était son lieutenant-général. Il battit les troupes du duc Charles de Lorraine, prit Pontarlier le 24 janvier, la ville et le château de Nozerai le 24 février, et, le 14 du même mois, le fort de Joux.

Le prince Thomas de Savoie [1], appuyé par l'empereur et la cour d'Espagne, au service desquels il avait été jusqu'alors, commença la reprise des hostilités en Piémont en surprenant la place de Chivasso, à cinq lieues de Turin; celles de Quiers, Moncallieri et Yvrea lui ouvrirent ensuite leurs portes: réuni au marquis de Leganès, ils mirent ensemble le siége devant Turin; mais le cardinal de Lavalette le leur fit lever le 19 avril. Le prince Thomas se consola de cet échec par la prise de Trino [2]. Le cardinal de Lavalette, après avoir repris Chivasso le 28 juin, perdu la ville de Turin, qui fut surprise par les princes de Savoie le 27 août, et conclu une

[1] L'un des deux princes, frères du dernier duc de Savoie. Ils voulaient chasser du Piémont la duchesse régente et les Français, et gouverner cet état, au gré de l'empereur et des Espagnols, pendant la minorité du nouveau duc Charles-Emmanuel.

[2] Vers ce même temps, le roi, qui était venu à Grenoble, accompagné du cardinal de Richelieu, pour y conférer avec la duchesse de Savoie, Christine de France, sa sœur, convint avec elle de mettre garnison dans les places de Carmagnola, Savigliano et Cherasco: c'était le moyen le plus sûr de détacher les princes de Savoie de l'alliance de l'Espagne, en lui faisant craindre que les places remises à la France ne lui restassent.

(Le président HÉNAULT.)

suspension d'armes avec ses adversaires, mourut de maladie au château de Rivoli, près Turin, le 7 septembre. Il fut remplacé par Henri de Lorraine, comte d'Harcourt.

*Bataille de Thionville.* — Le marquis de Feuquières avait reçu l'ordre d'assiéger Thionville, place occupée par les troupes impériales. Le 7 juin, Piccolomini, général de l'empereur, vint l'attaquer dans ses lignes, à la tête d'une armée considérable. Malgré ses talens et son courage, Feuquières fut battu complétement, avec une perte de six mille hommes tués, blessés ou prisonniers; lui-même, étant au nombre de ces derniers, mourut peu après de ses blessures. Le cardinal de Richelieu s'en prit de cette défaite au marquis de Grancey, depuis maréchal de France, et au marquis de Praslin, qui furent mis à la Bastille. 7 juin 1639.

Piccolomini alla, après sa victoire, assiéger Monzon, dans les Ardennes. Le marquis du Refuge, qui commandait dans cette place, s'y défendait avec une grande résolution, lorsque le maréchal de Châtillon accourut à son secours. A l'approche de cette armée, le général de l'empereur leva le siége, et se retira dans le Luxembourg. Quelque temps après (2 août), Châtillon s'empara, dans ce même duché, de la place d'Yvoi.

*Prise d'Hesdin, en Artois.* — Vers le même temps, le marquis de La Meilleraie s'occupait de réduire la place d'Hesdin, en Artois. Le roi vint à ce siége avec une partie de la cour; sa présence redoubla l'activité des travaux. Après plusieurs attaques successives, la garnison, voyant s'écrouler une partie des remparts, capitula. Louis XIII fit son entrée dans la place par la brèche, et ce fut là qu'il remit à La Meilleraie le bâton de maréchal de France[1]. 30 juin 1639.

[1] Le cardinal-ministre, qui était l'ami et le protecteur de La Meilleraie, avait engagé le roi à se rendre devant Hesdin, afin que ce général, déployant sous les yeux du monarque ses talens, son courage et son acti-

La guerre ne fut pas poussée avec une grande vigueur du côté des Pyrénées. Le maréchal de Schomberg, qui commandait en Roussillon sous les ordres du prince de Condé, fut battu par les Espagnols devant la petite place de Salces qu'il assiegeait. Toutefois, cette même place se rendit au prince le 19 juillet.

1639. *Suite des opérations militaires en Piémont; combat de Quiers.* — Le comte d'Harcourt, à l'expiration de la trève conclue en Piémont, passa le Pô à Carignan, tailla en pièces un corps de quatre cents chevaux près de Quiers, et jeta dans Casal, malgré les efforts des ennemis, des vivres et un secours de douze cents hommes, dont trois cents cavaliers. Il revint ensuite sur Quiers, pour rassembler les moyens de reprendre une vigoureuse offensive, se proposant d'aller de là à Carignan, afin d'assurer ses subsistances. Près de se mettre en marche, il fut informé que le marquis de Leganès se portait d'Asti dans la direction de Turin, et que le prince Thomas s'avançait pour s'emparer du passage de la Sentena, dans l'intention de couper le chemin de Carignan aux troupes françaises. Dans cette occurrence, le vicomte de Turenne fut chargé d'aller occuper, avec un détachement de deux mille hommes, le pont de la Sentena et les postes voisins. Le prince Thomas arriva bientôt au bord de la rivière à la tête de trois mille fantassins et de quinze cents chevaux. Avec ces forces supérieures, il n'hésita point à attaquer les Français; mais ceux-ci soutinrent sans s'ébranler cette attaque, et Turenne, chargeant à son tour les colonnes ennemies dans un moment favorable, jeta la terreur et le désordre dans leurs rangs, et poursuivit les fuyards dans l'espace de plus d'un mille. Le prince Thomas, dans cette déroute,

vité, fût à même d'en recevoir immédiatement une récompense éclatante. Les historiens contemporains affirment, au surplus, que La Meilleraie méritait cette distinction.

manqua deux fois d'être pris ou tué, et n'échappa au danger qu'à la faveur de la nuit. Dans le même temps, Leganès attaquait vivement le comte d'Harcourt. Turenne se porta de suite au bruit du canon et de la fusillade; sa présence inattendue rendit inutiles les efforts des Espagnols. L'armée française, après ce double succès, poursuivit tranquillement sa route. Turenne fit défiler devant lui le canon et les bagages, passa le pont le dernier, le fit rompre par ses soldats, et forma l'arrière-garde. Les troupes s'établirent en quartiers d'hiver à Carignan et dans les environs.

*Mort du duc de Saxe-Weimar.* — La France perdit cette 1639.
même année un vaillant et fidèle auxiliaire. Le duc Bernard de Saxe-Weimar mourut à Neubourg sur le Rhin, le 18 juillet, à l'âge de trente-six ans. Cette mort prématurée fut attribuée au poison, et les ennemis du cardinal de Richelieu lui imputèrent ce crime [1]. Le duc de Longueville prit le commandement d'une partie des troupes etrangères qui composaient l'armée du duc Bernard, dont les principaux chefs s'engagèrent, par le traité de Brisack, à servir le roi de France envers et contre tous. Bingen se rendit le 21 novembre au même duc de Longueville.

[1] On prétend que le cardinal avait offert au duc la main de sa nièce, et que Bernard de Saxe, non moins fier que le comte de Soissons, rejeta avec le même dédain une alliance qu'il regardait comme déshonorante pour sa noble Maison. Que ce refus ait eu lieu ou non, ce qu'il y a de certain, c'est que le duc, se méfiant de Richelieu, prit des mesures promptes et vigoureuses pour s'assurer le landgraviat d'Alsace qu'on lui avait promis. Il fit punir avec sévérité plusieurs officiers qui paraissaient prendre trop à cœur les intérêts du cardinal; il fit fortifier les villes qu'il occupait en Alsace, et disposa des contributions de cette province pour le paiement des subsides qu'il devait recevoir, et qu'on ne s'empressait pas de lui faire tenir. Près d'épouser la veuve du landgrave de Hesse, et favorisé dans ses desseins par Banier, général de l'armée suédoise, le duc Bernard allait devenir une puissance redoutable, lorsque la mort vint le frapper inopinément.

1640. *Ouverture de la sixième campagne contre l'Autriche.*— La France avait sur pied, au commencement de l'année 1640, cent régimens d'infanterie à deux ou trois bataillons, et quatre cents cornettes ou compagnies de cavalerie formées en régimens. Cette force imposante était répartie en six corps d'armée, opérant sur les mêmes points, à peu près, que l'année précédente.

La campagne s'était terminée dans le Roussillon par la prise de Salces, qui se rendit aux Espagnols le 6 janvier; elle se rouvrit en Piémont au mois d'avril.

1640. *Combat de Casal; les Espagnols lèvent le siége de cette place.* — Les Espagnols mirent le siége devant Casal. Le comte d'Harcourt, considérant toute l'importance de la conservation de cette place, résolut, d'après l'avis de son conseil de guerre, l'attaque des lignes ennemies. Il vint en faire lui-même la reconnaissance. Elles étaient bien fortifiées; mais, remarquant qu'une hauteur, protégée par quelques redoutes, et qu'on avait jugée suffisamment couverte par un marais, n'était pas renfermée par la circonvallation, le général français crut pouvoir s'en emparer, et favoriser par là l'attaque des autres retranchemens. En conséquence, le comte de la Mothe-Houdancourt, depuis maréchal de France, eut ordre de tourner la colline avec deux régimens d'infanterie et de s'en emparer, tandis que les lieutenans-généraux Turenne et Duplessis arrêteraient l'ennemi dans les efforts qu'il pourrait faire pour conserver ce poste. Cette opération réussit complétement. Les colonnes françaises se formèrent ensuite entre la colline et les retranchemens ennemis, qui furent immédiatement attaqués sur plusieurs points. Duplessis, ayant fait combler un fossé, malgré le feu de la mousquetterie espagnole, fit sans succès trois charges impétueuses; mais, à la quatrième, il pénétra dans les retranchemens, et tailla en pièces tout ce qui voulut résister. Le

comte d'Harcourt et Turenne le suivirent, et secondèrent vaillamment ses efforts; la brigade de la Mothe-Houdancourt, qui avait pénétré par un endroit plus facile, renversa tout sur son passage; le marquis de Ville, général piémontais, repoussa un gros de cavalerie prêt à envelopper le comte d'Harcourt; enfin, une manœuvre hardie et savante décida la victoire. Turenne, voyant un corps de quatre mille chevaux ennemis se préparer à un nouvel et dernier effort contre les colonnes assaillantes, disposa la cavalerie qu'il commandait sur une ligne très-étendue, de manière à faire croire qu'elle venait de recevoir un renfort considérable, et qu'elle était soutenue par une autre ligne. Dans cette persuasion, les Espagnols perdirent courage, et prononcèrent leur retraite, qui se fit avec quelque désordre. Turenne se mit à leur poursuite, et leur prit douze pièces de canon, six mortiers, vingt-quatre drapeaux, presque toutes leurs munitions et leurs bagages. Ils perdirent en outre dans cette affaire trois mille hommes tués sur le champ de bataille ou dans la retraite, et dix-huit cents prisonniers; beaucoup se noyèrent en traversant le Pô, et la nuit seule put dérober le reste aux coups du vainqueur. Leganès, au désespoir, se réfugia avec ses débris sous le canon de Bremme.

*Siége et prise de Turin par les Français.* — D'après un conseil de guerre, tenu à la suite de ce combat mémorable, 1640.
Turenne proposa d'aller de suite assiéger la capitale du Piémont, défendue par une garnison de douze mille hommes, et qui pouvait être secourue par une armée, dont la force s'élevait à quinze mille combattans, malgré les pertes qu'elle venait de faire. Cette entreprise, bien que tentée par dix mille braves, était très-hardie, mais aussi très-nécessaire. Il s'agissait de secourir la citadelle de Turin, occupée par les troupes françaises, et pressée vivement; sa perte eût arrêté le progrès de nos armes, et peut-être entraîné la ruine de nos affaires

sur ce théâtre de la guerre. L'avis de Turenne enleva tous les suffrages. Le siége de Turin fut résolu. L'armée se dirigea sur ce point, et l'on s'empara, en arrivant, du pont du Pô et de tous les postes avantageux dans les environs. Bientôt la place fut rigoureusement bloquée.

Le marquis de Leganès, dans l'espoir de venger, sous les murs de Turin, l'affront reçu devant Casal, se mit en mouvement avec quinze à dix-huit mille hommes. Sachant le pont du Pô bien gardé, il fila derrière les collines qui bordent ce fleuve, dans l'intention de le passer à Moncallieri : Turenne, accouru pour empêcher ce passage, trouva quatre mille Espagnols déjà occupés à se retrancher sur la rive opposée. Sans balancer, il marche sur eux, se jeta le premier dans un ruisseau débordé par les pluies, emporta tous les postes, et battit les ennemis, qui périrent sous les coups des assaillans ou dans les eaux du Pô; il fit ensuite détruire le pont de Moncallieri, et élever des retranchemens sur les bords de ce fleuve, en face du camp de Leganès.

Ce dernier, sous prétexte d'aller au devant de quelques renforts, laissa le commandement des troupes au général Della-Gatta, le plus habile et le plus brave de ses lieutenans. Dans un des engagemens qui eurent lieu après le départ du marquis, Turenne fut blessé assez grièvement à l'épaule, ce qui lui fit quitter momentanément l'armée pour aller se faire soigner à Pignerol. A cette nouvelle, si avantageuse aux ennemis, Leganès vint reprendre son commandement, passa le Pô, malgré les vigoureux efforts des Français, et resserra le comte d'Harcourt dans ses lignes.

Les deux partis se trouvèrent alors dans une position bien singulière, et dont les annales militaires offrent peu d'exemples. Le prince Thomas, qui bloquait les Français dans la citadelle de Turin, était assiégé dans la ville par le comte d'Harcourt, qui était enfermé lui-même dans son

camp par l'armée de Leganès, et se trouvait par là entre deux feux. Le général français réussit à contenir à la fois les sorties des assiégés et les attaques des Espagnols ; mais il ne put empêcher Della-Gatta de forcer les lignes au quartier de la Mothe-Houdancourt, et de pénétrer dans Turin avec quinze cents fantassins et douze cents chevaux.

Maître du Pô et de la Doria, Leganès empêchait les subsistances d'arriver de Suze et de Pignerol au camp français, et déjà la disette faisait penser à lever le siége, lorsque Turenne, à peine guéri de ses blessures, triomphant de tous les obstacles, amena un fort convoi. Ce secours impatiemment attendu ranima le courage et l'éspérance de l'armée assiégeante ; les travaux et les attaques furent repris avec une nouvelle ardeur.

Le prince Thomas éprouva, à son tour, les plus pressans besoins. Le général Della-Gatta voulut, pour soulager la place, en sortir à plusieurs reprises avec son détachement ; ses efforts, combinés avec les attaques de Leganès, furent sans succès. Envain, pour arrêter les progrès de la famine, un ingénieur espagnol inventa une espèce de mortier chargé de projectiles remplis de farines ; cette faible ressource n'atteignit pas le but désiré ; un bien petit nombre de ces boulets secourables put tomber dans la place. Réduite aux dernières extrémités, après un siége de quatre mois, elle demanda à capituler. Il fut convenu que la duchesse Christine reprendrait la régence des états de son fils, et que le prince Thomas aurait la liberté de se retirer à Ivrea avec ceux de son parti. Le comte d'Harcourt confia le commandement de Turin au brave Duplessis, et il remit celui de l'armée à Turenne, pour venir recevoir à Paris le prix de ses brillans exploits [1].

[1] Jean de Wert, toujours prisonnier en France, s'écria, au récit des détails de cette campagne en Piémont : « J'aimerais mieux être comte d'Harcourt qu'empereur. »

Les Espagnols n'avaient pas été plus heureux sur mer et dans les Pays-Bas, qu'en Italie. Leur flotte, battue à trois reprises, les 12, 14 et 18 janvier, par l'amiral hollandais Tromp, le fut encore le 22 juillet par l'escadre française aux ordres du duc de Brézé.

1640. *La place d'Arras est enlevée aux Espagnols.* — Les troupes réunies des maréchaux de Châtillon, de La Meilleraie et de Chaulnes entreprirent, vers le même temps, le siége d'Arras. Les Espagnols, ainsi que les habitans, croyaient cette place imprenable [1]. Toutefois, pour la secourir, le cardinal-infant, gouverneur des Pays-Bas, déploya toutes les forces qu'il avait à sa disposition. Ayant osé attaquer les lignes françaises, il fut repoussé avec de grandes pertes, et il dut borner ses efforts à intercepter les convois. Ses manœuvres en ce genre n'eurent pas plus de succès. Le duc Charles de Lorraine et le général Lamboi firent également de vaines tentatives. Le maréchal de La Meilleraie fut avec ses troupes au devant du lieutenant-général Duhallier, qui amenait au camp un grand convoi de vivres; ces subsistances y arrivèrent en dépit des ennemis. Pendant l'absence du maréchal, les Espagnols avaient pénétré dans ses quartiers; La Meilleraie, à son retour, fondit sur eux, les força à une retraite précipitée. Arras, réduite ainsi à ses seuls moyens de défense, ouvrit ses portes aux Français, après neuf jours de tranchée ouverte.

1640. *Le roi d'Espagne perd la Catalogne et le Portugal.* — Cette année se termina par deux événemens encore plus

[1] Ils avaient écrit sur une des portes :

Quand les Français prendront Arras,
Les souris prendront les chats.

Les Français, maîtres de la ville, n'eurent qu'à effacer le premier P de ce distique insolent, et on lut :

Quand les Français *rendront* Arras,
Les souris prendront les chats.

fâcheux pour la monarchie espagnole; ce fut la révolte totale de la Catalogne et la révolution de Portugal. La Catalogne, écrasée d'impôts et privée de ses priviléges par le ministre Olivarès, le Richelieu de l'Espagne, massacra dans son palais le vice-roi et une partie de ses gardes, secoua le joug du roi Philippe IV, et fit un traité d'alliance défensive avec la France [1]. Uue conspiration tramée à Lisbonne dans le secret le plus impénétrable, arracha des mains du même Philippe IV le sceptre du Portugal, enlevé, par son aïeul Philippe II, aux héritiers légitimes du roi Emmanuel. Le ministre Vasconcellos fut égorgé, la duchesse de Mantoue, vice-reine [2], et tous les Espagnols furent chassés du royaume; don Juan, duc de Braganee, fut placé sur le trône, que conserve encore aujourd'hui sa postérité.

*Suite des opérations militaires en Italie.*—Au printemps de l'année suivante, Turenne rouvrit la campagne en Piémont par la prise de Montecalvo, le passage du Pô et le siége d'Ivrea, où étaient les magasins de la petite armée du prince Thomas. Celui-ci, n'osant point attaquer les lignes de l'armée française devant la place que nous venons de nommer, alla, dans l'espoir de faire diversion, mettre le siége devant Chivas; mais le comte d'Harcourt, qui vint reprendre le 1641.

[1] Les Catalans, qui voulaient d'abord se constituer en république, ne se sentant pas assez forts pour résister au roi d'Espagne, se donnèrent, l'année suivante, au roi de France, sous la réserve de leurs priviléges.

[2] Marguerite de Savoie. Le comte-duc d'Olivarès n'avait attribué à cette princesse qu'un pouvoir fort borné. Le secret des affaires et presque toute l'autorité étaient entre les mains de Michel Vasconcellos, Portugais, qui remplissait la fonction de secrétaire-d'état auprès de la vice-reine, mais en effet ministre absolu et indépendant. Il recevait directement les ordres d'Olivarès, dont il était créature, et auquel il était devenu agréable et nécessaire par l'habileté qu'il avait de tirer incessamment des sommes considérables du Portugal, et de faire naître des haines et des inimitiés entre les grands de ce royaume, etc.

(*Révolutions de Portugal*, par l'abbé de VERTOT.)

commandement en chef, força le prince d'abandonner cette entreprise; renonçant ensuite lui-même au siége d'Ivrea, il repassa le Pô pour s'emparer des places de Ceva, Mondovi et Coni. Les Espagnols n'essayèrent point de le troubler dans ces opérations, et il retourna tranquillement prendre ses quartiers d'hiver à Turin et dans les environs.

La France avait encore pendant cette campagne six armées sur pied, deux flottes à la mer. Le comte d'Harcourt commandait, ainsi qu'on vient de le voir, en Piémont; le prince de Condé en Roussillon (une partie de ses troupes fut détachée en Catalogne, sous les ordres du comte de la Mothe-Houdancourt); les maréchaux de Châtillon, de Chaulnes et de La Meilleraie en Flandre; le duc de Longueville en Lorraine, Alsace et Franche-Comté; le comte de Guébriant en Allemagne.

1641. *Opérations en Allemagne; bataille de Wolfenbutel.* — L'armée de ce dernier général se composait en grande partie des troupes allemandes qui avaient passé au service du roi de France après la mort du duc de Weimar, et elle opérait de concert avec l'armée suédoise, commandée par le général Banier. Celui-ci mourut de maladie au commencement de la campagne. Guébriant, informé que l'archiduc Léopold, frère de l'empereur Ferdinand III, marchait à la tête d'une armée puissante pour faire lever aux princes de Brunswick, alliés de la France, le siége de Wolfenbutel, alla à leur secours. Arrivé quatre jours après l'armée impériale, il en fit attaquer de suite l'avant-garde; ce corps repoussa d'abord les assaillans, mais le général français répara sur-le-champ cet échec. Attaqué avec plus de vigueur, l'ennemi fut culbutté, perdit quatre étendards, deux cent quarante cavaliers tués, et cent trente-sept faits prisonniers. Cet engagement ne fut que le prélude d'une bataille décisive. Les deux armées se rangèrent en présence, le lendemain, dès la pointe

du jour. On combattit de part et d'autre avec le plus grand acharnement, et la fortune flotta long-temps incertaine. A la fin, elle se décida contre l'armée impériale, qui fut mise dans la déroute la plus complète. L'archiduc abandonna le champ de bataille avec les débris de ses nombreuses troupes; il y laissait deux mille cinq cents hommes tués, et, entre les mains des vainqueurs, deux mille prisonniers, sept pièces de canon et soixante drapeaux. Cette victoire ne coûta aux troupes confédérées que cinq cents morts et huit à neuf cents blessés. Guébriant poursuivit les Impériaux; mais, après quelques jours de marche, les troupes suédoises ayant déclaré qu'elles étaient trop fatiguées pour aller plus loin, le général français revint au camp de Wolfenbutel, où il perdit malgré lui dans l'inaction tout le fruit de la victoire.

*Nouvelle révolte du comte de Soissons et du duc de Bouillon.*—Pendant ces événemens militaires en Allemagne, la discorde civile armait en France de nouveaux ennemis contre le gouvernement du roi. Irréconciliable ennemi de Richelieu, le comte de Soissons, soutenu par les ducs de Bouillon et de Guise, leva l'étendard de la révolte [1]; il avait traité avec l'Espagne et l'Autriche. L'empereur envoya, sous les ordres du général Lamboi, sept mille hommes, qui passèrent la Meuse, et campèrent sous les murs de Sédan. 1641.

[1] Ce prince et les deux ducs ses associés publièrent un manifeste, où ils développèrent leurs griefs contre le premier ministre. « Il s'est moqué, disaient-ils, des priviléges des princes, ducs et pairs, des maréchaux de France et autres officiers de la couronne; il les a fait condamner par des commissaires, ministres de ses passions; il a rempli les prisons d'un grand nombre de personnes innocentes et qui sont gentilshommes, sans faire aucune procédure contre eux; il a fait battre monnaie à Paris, et il s'est vu des pièces d'or à sa marque, où son effigie était empreinte. Bref, nous pouvons dire que, hors quelques corrompus qui, sous son autorité, ont volé le roi et le public, il n'y a pas une famille dans la France qu'il n'ait affligée, et qui ne puisse avec regret montrer d'ici à cinquante pas quel-

1641. *Bataille de la Marfée.* — Le maréchal de Châtillon eut ordre de marcher sur cette dernière ville avec un corps de dix mille hommes, en même temps que le maréchal de La Meilleraie manœuvrait en Artois et en Flandre pour empêcher le cardinal-infant de porter des secours aux rebelles. Châtillon rencontra ceux-ci et leurs auxiliaires dans les plaines de la Marfée, et leur livra bataille. Les troupes françaises, fatiguées de leur marche et inférieures en force, ne combattirent point avec leur résolution accoutumée; rompues dès le premier choc, elles rétrogradèrent en désordre vers leur artillerie, qui se trouvait, on ne sait pas bien par quelle raison, derrière la ligne. Là, ralliées par les généraux et soutenues par le feu du canon, elles arrêtèrent quelque temps les efforts de l'ennemi; mais elles finirent par céder le terrain, et par s'enfuir dans une déroute complète, en laissant sur le champ de bataille cinq cents morts et deux mille prisonniers. Le comte de Soissons, qui commandait l'armée ennemie, fut frappé au sein de la victoire, et sa mort en détruisit le fruit.

ques marques du passage de ce monstre... Nous déclarons que, n'ayant en vue que le service du roi et le repos de son état, nous avons été soigneux de tirer des assurances et de prendre toutes les sûretés en tels cas nécessaires; que l'empereur et le roi d'Espagne poseront les armes avec nous, lorsque nous aurons conjointement une paix honorable et sûre, laquelle nous estimons ne pouvoir jamais être bien ferme, tant que le cardinal de Richelieu aura le crédit de la rompre, comme il a fait le traité de Ratisbonne, et tant que chacun n'aura pas ce qui lui appartient. »

Avant que le complot éclatât, Richelieu avait voulu engager le brave Gassion, depuis maréchal, et alors simple colonel, à feindre d'embrasser le parti du comte, afin de pénétrer dans ses secrets, et d'en instruire la cour. Gassion, qui ne voulait s'élever que par des voies honorables, répondit au premier ministre : « Je ne puis vous rien donner de plus que ma vie; je la perdrai volontiers pour le service de Votre Eminence, mais il ne m'est pas posible de lui sacrifier mon honneur. — C'est assez, reprit Richelieu, votre fortune pourra en souffrir, mais vous ne perdrez pas mon estime. »

Après avoir effectué sa retraite sans être beaucoup inquiété, le maréchal de Châtillon parvint à rallier cinq à six mille hommes, avec lesquels il assiégea Doncheri, où s'était renfermé le duc de Bouillon. Il pressa vivement les travaux, et reçut bientôt des renforts. Le roi vint lui-même assister au siége. Sa présence intimida la garnison, qui demanda à capituler. Le duc de Bouillon fit la paix, mais en conservant sa haine contre le premier ministre.

*Succès des armes françaises en Lorraine, en Artois et en Roussillon.* — L'armée employée au siége de Doncheri passa en Lorraine, dont le duc, après avoir signé un traité avec le roi, le 2 avril de cette année, venait de reprendre les armes. Le comte de Grancey, successeur du maréchal de Châtillon (que Richelieu venait de disgrâcier pour la perte de la bataille de la Marfée), eut des succès rapides. Le duc Charles fut bientôt puni de sa perfidie par la perte de presque tous ses états. 1641.

En Artois, le maréchal de La Meilleraie s'empara de la Bassée, de Leus et de Bapaume, conquêtes qui le dédommagèrent de la perte de la place d'Aire, obligée, après une belle défense, de se rendre au cardinal-infant.

En Roussillon, la place d'Elne ouvrit ses portes au prince de Condé.

L'archevêque de Bordeaux, Henri de Sourdis, avait enlevé cinq vaisseaux ennemis dans la baie de Roses le 27 mars; mais ayant laissé passer, le 20 août, les secours que les Espagnols portaient à Tarragone, place dont la Mothe-Houdancourt fut obligé de lever le blocus, ce même prélat fut envoyé en exil à Carpentras.

Cette même année commencèrent les troubles d'Angleterre, qui devaient finir par la mort du roi Charles 1er, et par l'établissement du gouvernement protectoral de Cromwel.

Le 1er juin, un traité de confédération avait été signé entre la France et le Portugal. Les Hollandais, qui y furent admis, conclurent une trève de dix ans avec le roi de Portugal, Jean IV. Le prince de Monaco, Honoré Grimaldi, fatigué de la domination des Espagnols, qui depuis l'an 1605 lui avaient ravi toute autorité dans son petit état, se mit sous la protection de la France, par un traité conclu avec le roi le 8 juillet. Il reçut, quelque temps après, garnison française dans Monaco.

1642. *Septième campagne contre les deux branches de la Maison d'Autriche ; bataille de Kempen.* — La guerre continua avec activité en Allemagne pendant l'année 1642. Le général Lamboi s'était rapproché du Rhin après la bataille de la Marfée, pour donner la main au comte de Merci, qui commandait un autre corps de troupes impériales. Guébriant, accoutumé à vaincre, résolut d'attaquer ces deux généraux réunis à Kempen sur le Bas-Rhin. Ayant laissé ses gros bagages à Urdingen, il vint camper à demi-lieue de ses adversaires, et attaqua le lendemain les retranchemens dont ils s'étaient couverts. Ces ouvrages furent emportés, le camp forcé, les troupes impériales mises en déroute, avec perte de plus de deux mille hommes tués sur le champ de bataille, cinq mille prisonniers, au nombre desquels se trouvaient les deux généraux Lamboi et Merci, et un grand nombre d'officiers supérieurs et subalternes; l'artillerie, les bagages, trente charriots et cent soixante drapeaux furent les trophées de cette mémorable journée. Elle n'avait coûté à l'armée de Guébriant que quatre à cinq cents hommes tués ou blessés, et elle entraîna la conquête de l'électorat de Cologne. Guébriant reçut pour récompense le bâton de maréchal de France. Vers le même temps, Tortenson, général de l'armée suédoise, formé à l'école de Gustave Adolphe et du duc de Weimar,

obtenait, de son côté, des succès au-delà du Rhin. Il acheva la campagne avec le même bonheur [1].

Le grand objet du gouvernement français, dans cette septième campagne contre l'Espagne et l'Autriche, était l'entière conquête du Roussillon, où le prince de Condé n'avait encore réduit qu'un certain nombre de places, afin de pouvoir opérer plus promptement et plus sûrement dans la Catalogne, dans laquelle on a déjà vu que le comte de la Mothe-Houdancourt avait pénétré avec un corps de troupes. En conséquence, il avait été résolu que le comte d'Harcourt et le maréchal de Guiche, désignés pour commander les troupes sur les frontières des Pays-Bas, se borneraient à une simple défensive : l'un du côté de la Picardie et de l'Artois, l'autre du côté de la Champagne. Le maréchal de Guébriant restait à la tête de l'armée sur le Rhin; le duc de Bouillon, que Richelieu voulait éloigner de Sédan, fut envoyé pour commander en Italie. Le commandement de l'armée de Roussillon, où devaient se faire les plus grandes opérations, fut confié au maréchal de La Meilleraie, qui avait toute la confiance de Richelieu. Le maréchal de Brézé, nommé et installé vice-roi de la Catalogne, devait seconder par mer les opérations du comte de la Mothe-Houdancourt, et empêcher les Espagnols de porter des secours aux places qu'ils tenaient encore dans le Roussillon.

*Nouvelle conspiration, dite de Cinq-Mars; ce favori et Auguste de Thou sont décapités.*—Le motif secret de ces 1642.
grands préparatifs de guerre sur les frontières des Pyrénées Orientales, qui avaient pour objet apparent une invasion redoutable en Espagne, était l'inquiétude que Cinq-Mars,

[1] Il fit la conquête d'une partie de la Silésie et de la Moravie, et remporta deux victoires signalées : l'une sur le duc de Lawemburg, près de Schweidniz, le 30 mai, et l'autre dans les plaines de Leipsick; les Impériaux y firent une perte immense.

nouveau favori de Louis XIII, donnait au cardinal-ministre. Ce jeune homme, fils du maréchal d'Effiat, était redevable de sa fortune à Richelieu, qui l'avait placé auprès du roi, et lui avait appris la manière de captiver le cœur du monarque. L'ambition de Cinq-Mars, parvenu à la dignité de grand-écuyer, étouffa en lui la reconnaissance[1]. L'inquiétude de Richelieu fut bien justifiée par la découverte d'un traité secret conclu à Madrid le 13 mars, et signé par le ministre Olivarès, au nom du roi d'Espagne, et par le comte de Fontrailles, au nom de MONSIEUR, duc d'Orléans. Le duc de Bouillon et Cinq-Mars étaient nommés dans ce traité, qui tendait à bouleverser l'état et à perdre le cardinal. Le roi d'Espagne devait fournir douze mille hommes d'infanterie et cinq mille chevaux; il donnait au duc d'Orléans quatre cent mille écus pour faire des levées en France, et cent vingt mille écus de pension; au duc de Bouillon et au grand-écuyer, chacun une pension de cent vingt mille écus; enfin il devait munir la place de Sédan, et en payer la garnison.

Cependant le roi et le premier ministre étaient partis pour assister aux opérations militaires dans le Roussillon. Lorsque la conspiration fut découverte, Louis se trouvait au camp devant Perpignan. Cinq-Mars fut arrêté à Narbonne le 13 juin; Bouillon le fut à Casal au milieu de l'armée qu'il commandait. Le duc d'Orléans demanda grâce, comme à son ordinaire, en abandonnant et en chargeant ses complices. La duchesse de Bouillon ayant menacé de livrer Sédan aux Espagnols, le duc son mari en fut quitte pour remettre

[1] Il conçut la plus grande haine contre son bienfaiteur, parce que celui-ci prétendait le maîtriser; il n'aimait guère plus le roi, dont le sérieux et la tristesse gênaient extrêmement son goût pour le luxe et les plaisirs. « Je suis bien malheureux, disait-il à ses affidés, de vivre avec un homme qui m'ennuie depuis le matin jusqu'au soir. »

cette place au roi, encore reçut-il depuis (en 1651) un dédommagement considérable pour cette cession [1]. Le seul Cinq-Mars fut la victime de son ambition; il eut la tête tranchée à Lyon le 12 septembre. François Auguste de Thou, conseiller d'état, petit-fils du premier président, et fils du célèbre historien, subit la même peine, pour avoir eu connaissance de la conspiration et ne l'avoir pas révélée [2].

*Prise de Perpignan par l'armée française.* — Pendant que la hache du bourreau servait la vengeance du premier ministre, alors presque mourant à Lyon, où il avait conduit lui-même Cinq-Mars, Louis XIII, qui avait quitté l'armée pour cause de santé, était retourné à Paris [3]. On avait tellement exagéré aux yeux du monarque la difficulté de prendre Perpignan, qu'il regarda comme un triomphe inattendu sa reddition après quatorze semaines de tranchée ouverte. La garnison, réduite de trois mille hommes à cinq cents, resta prisonnière de guerre. Le maréchal de La Meilleraie avait battu, plusieurs mois avant (31 mars), les Espagnols à Villefranche, et s'était emparé, le 13 avril, de la forteresse de Collioure. 1642.

*Opérations en Catalogne; bataille de Lérida.* — En Catalogne, la Mothe-Houdancourt avait défait un corps de 1642.

[1] Le gouvernement français fit avec lui un traité d'échange, par lequel on lui donna, pour ce qu'il avait possédé du duché de Bouillon, et pour Sédan et Raucourt, les duchés-pairies d'Albret et de Château-Thierri, les comtés d'Auvergne, d'Evreux, etc.

[2] Le père de de Thou, qui, dans son histoire, rapporte plusieurs exemples de condamnations pareilles, ne prévoyait pas que son fils en servirait aussi. L'arrêt fut motivé sur un édit de Louis XI, du 22 décembre 1477, produit par Laubardemont, ministre des vengeances de Richelieu, et vulgairement appelé *le bourreau du cardinal.* (Le président HÉNAULT.)

[3] On rapporte que, le jour de l'exécution de son favori, Louis XIII dit, en regardant sa montre, aux courtisans qui l'entouraient: « Dans quelques instans, le cher ami (c'était ainsi qu'il appelait Cinq-Mars durant le cours de sa faveur) passera mal son temps. »

cinq mille Espagnols auprès de Vals. Nommé maréchal de France, il prit Monçon, en Aragon, le 4 juin. Les Espagnols, voulant se dédommager de la perte du Roussillon par la conservation de la Catalogne, entreprirent le siége de Lérida, dont ils avaient été chassés par les Catalans insurgés. La Mothe-Houdancourt vola au secours de cette place importante, et attaqua, le 7 octobre, avec douze mille hommes seulement, l'armée ennemie forte de vingt-cinq mille. Le combat fut opiniâtre et sanglant; après de longs balancemens, la victoire se décida enfin pour les armes françaises. Complétement battus, les Espagnols, commandés par le marquis de Leganés, laissèrent sur le champ de bataille deux mille morts.

1642. *Revers de l'armée française en Artois.*—Les événemens avaient été bien différens sur la frontière du nord de la France. Les Espagnols reprirent Lens le 19 avril, et la Bassée le 13 mai; le maréchal de Guiche fut battu à Honnecourt le 26 du même mois, précisément dans le même temps que la conspiration de Cinq-Mars était découverte. Toutefois, les ordres furent si bien donnés, que ces échecs n'eurent point de suites plus fâcheuses, et n'arrêtèrent point les succès en Roussillon et en Catalogne.

1642. *Traité de Turin; prise de Tortone sur les Espagnols.*—En Italie, le traité de Turin [1] enleva au roi d'Espagne l'appui des deux princes de Savoie, qui se réconcilièrent avec la duchesse-régente, leur belle-sœur. Le prince Thomas prit du service dans l'armée française, et s'empara de Crescentino. Le duc de Longueville, qui avait remplacé le duc de Bouillon, enleva Tortone après cinquante jours de tranchée, et soumit encore plusieurs autres villes importantes.

La Lorraine avait subi, comme l'Empire, toutes les cala-

[1] Ce traité fut signé le 14 juin.

mités de la guerre; à peine restait-il au duc Charles quelques places dans ses états.

Nos armes avaient pris la supériorité en Europe, le nom français était couvert de gloire, et l'autorité royale affermie sur des bases solides. Vainqueur des ennemis du roi et des siens, le cardinal de Richelieu n'avait plus qu'à faire jouir la France des bienfaits de la paix; mais la mort s'apprêtait à frapper ce grand homme d'état.

*Derniers momens du cardinal de Richelieu.* — Après le supplice de Cinq-Mars et de de Thou, Richelieu s'était rendu à Paris [1]. Les princes du sang, les grands seigneurs, les magistrats, une foule de gentilshommes, de prélats et autres ecclésiastiques, assiégèrent à son arrivée les cours et les appartemens de son palais. Tous se précipitaient au-devant de l'homme du pouvoir, tous aspiraient à l'honneur d'en être aperçus. Le superbe Richelieu, fatigué de l'aspect de cette servilité, n'accorda aucune distinction, et reporta sur lui-même ses premières pensées : *Dieu soit loué*, dit-il en entrant dans ses appartemens, et sans écouter les respec- 1642.

[1] On fit, pour le transporter dans cette capitale, une espèce de chambre portative, que cinquante de ses gardes, qui se relevaient d'heure en heure, portaient comme une litière. Là il était couché dans un lit magnifique, et il y avait à côté de ce lit un siége pour asseoir les personnes qui l'entretenaient pendant la route. Les gardes ne marchaient que nue tête à la pluie, au vent et au soleil, par respect pour Son Eminence. On élargissait les portes des villes et des maisons quand elles étaient trop étroites, afin que Son Eminence n'éprouvât aucun choc, aucune secousse douloureuse. Richelieu s'étonna lui-même de son entrée triomphale dans Paris. Les rues étaient bordées de soldats et de milices pour contenir la foule des spectateurs de tout âge et de tout sexe. Toujours couché sur son lit et surmontant ses souffrances, il promenait de tous côtés des regards rians, prodiguait des signes affectueux aux personnes dont les traits lui revenaient, tandis que les officiers de sa garde portaient des complimens aux gens les plus distingués parmi ceux qui encombraient les fenêtres.

tueuses félicitations qui lui étaient adressées, *c'est une grande douceur de rentrer dans sa maison.*

Au bout de quelques heures de repos, le cardinal-ministre, malgré la violence des douleurs qu'il ressentait, reprit ses travaux administratifs; les chefs des divers départemens du ministère se rendaient près de son lit, que sa maladie le contraignait à garder, et en baisaient respectueusement les draps. Cette bizarre étiquette, cet acte de servitude, qu'on eût peut-être refusé envers le roi, était imposé à toutes les personnes qui obtenaient la faveur d'approcher du malade [1]. Mais bientôt l'affaiblissement de ses forces lui annonça qu'il touchait au terme de sa carrière. En vain la flatterie cherchait-elle encore à lui dissimuler ce fatal arrêt, il ne pouvait plus se faire illusion [2]. Cet homme froidement cruel, qui avait sacrifié tant de victimes à ses vengeances et à son ambition [3], sembla s'abandonner avec quelque assurance à la justice divine : « Condamnez-moi, s'écria-t-il à ses derniers momens, ô mon Dieu ! souverain juge des actions des mortels, si j'ai eu d'autre pensée que la gloire et le bonheur de l'état, d'autres ennemis que ceux du roi [4] ! »

[1] Richelieu voulut qu'une parcelle des honneurs qu'il avait accumulés sur lui, servît à rehausser les chefs de l'ordre dont il était membre. Les évêques reçurent le titre de *monseigneur*, qui remplaça la qualification de *révérendissime père en Dieu*, usitée jusqu'alors.

[2] Il interrogea, avec beaucoup d'instances, Chicot, son médecin, qui lui répondit avec franchise : « Votre Eminence sera morte ou guérie dans vingt-quatre heures. »

[3] La liste de ces victimes est trop nombreuse pour que nous la donnions ici; nous nous bornerons à rappeler les noms de Chalais, Bouteville, Marcillac, Montmorenci, Entragues, Saint-Preuil, Cinq-Mars, de Thou, Lestrange, et du curé Urbain Grandier, brûlé vif pour crime de sortilége. Tous les gens échappés au supplice ou exilés devaient se tenir dans la plus grande réserve à l'étranger; car ils ne cessaient d'être surveillés par les émissaires du cardinal.

[4] Il oubliait, dit un historien, qu'il avait été inexorable, cruel dans

Louis XIII, avec sa soumission ordinaire, avait reçu encore une fois les ordres suprêmes du ministre souverain, et réitéré, à diverses reprises, la promesse de graver dans sa mémoire ses derniers avis. Richelieu, dit-on, les avait terminés en ces termes : « Sire, je vous laisse de bons ministres; vous n'avez rien à redouter de vos ennemis du dehors, si vous suivez les conseils des hommes que j'ai introduits dans les affaires; mais c'est votre petit coucher que vous avez à craindre, et qui m'a donné plus de peine que tous les étrangers ensemble. » Lorsqu'on vint annoncer au monarque que le cardinal venait de rendre le dernier soupir, il se borna à dire avec sang froid : « Il est mort un grand politique. » Le caractère de Louis XIII est retracé tout entier dans ce peu de mots.

*Mort du cardinal de Richelieu.* — La veuve de Henri IV, Marie de Médicis, était morte à Cologne le 3 juillet (cinq mois avant Richelieu), dans la dernière misère, à l'âge de soixante-huit ans [1]. Son ingrat protégé, devenu son persécuteur, âgé de cinquante-huit ans, expira le 4 décembre dans un palais magnifique, au sein des grandeurs et des honneurs, et la somptueuse église de la Sorbonne, qu'il avait fait rebâtir, reçut ses dépouilles mortelles. L'état allait profiter par sa mort de quatre millions qu'il dépensait annuellement pour l'entretien de sa maison. 4 déc. 1642.

ses vengeances; et son orgueilleuse présomption, entretenue sans doute par la lâche complaisance des ministres de la religion qui l'exhortaient à la mort, lui dérobait la vue des ombres courroucées de ses victimes qui s'agitaient autour de sa couche funèbre.

[1] Depuis son départ de France en 1631, elle avait erré plusieurs années dans les Pays-Bas et en Angleterre, à charge partout; elle recevait à Londres, où elle demeura trois ans, cent livres sterlings par jour pour sa subsistance, et le cardinal obtint de Charles Ier de la renvoyer; princesse dont la fin fut digne de pitié, mais d'un esprit trop au-dessous de son ambition, et *qui ne fut peut-être pas assez surprise ni assez affligée de la mort funeste de son mari*. (Le président HÉNAULT.

Nous n'entreprendrons point, après tant d'écrivains distingués, de retracer le portrait du cardinal de Richelieu. C'est un sujet qui semble maintenant épuisé, et le jugement de la postérité doit être fixé sur cet homme extraordinaire, dont le czar Pierre 1er a dit, à la vue de son mausolée : « Si tu vivais, je te donnerais la moitié de mon empire pour m'apprendre à gouverner l'autre. » Un historien observe, en citant ces paroles, « que Marc-Aurèle eût préféré un ministre humain, équitable, plus occupé du bonheur des peuples, que de la gloire des grandes et périlleuses entreprises [1] »

1643. *Derniers actes du gouvernement de Louis* XIII. — Le même jour de la mort de Richelieu, le roi, d'après une dernière recommandation de ce ministre, fit entrer dans son conseil le cardinal Mazarin [2], et continua dans leurs fonctions tous les autres ministres. Il écrivit aux cours supérieures de son royaume et à ses ambassadeurs à l'étranger, qu'il n'y avait rien de changé à tout ce qui s'était pratiqué. « La cour, dit le duc de La Rochefoucaud dans ses Mémoires, fut aussi soumise aux volontés du cardinal de Richelieu après sa mort, qu'elle l'avait été durant sa vie. » Toutefois, le duc d'Orléans, le duc de Beaufort [3], qui s'était retiré volontairement en Angleterre sur la fin du dernier ministère, plusieurs autres seigneurs, exilés ou détenus dans les prisons d'état, reparurent à Saint-Germain, où le roi faisait alors sa résidence [4].

[1] L'abbé Millot. Il pouvait ajouter : que de ses intérêts personnels et du soin d'exercer ses vengeances.

[2] Nous avons déjà dit que cet astucieux Italien s'était concilié l'amitié de Richelieu, qui avait obtenu pour lui, du pape Urbain VIII, le chapeau de cardinal, en 1641.

[3] C'était le second fils de César de Vendôme, fils naturel d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées.

[4] Le respect du roi pour les dernières volontés de Richelieu retarda quelque temps la délivrance des prisonniers et le retour des exilés. Ma-

L'attente de la régence que l'état de la santé de Louis paraissait rendre très-prochaine, forma bientôt deux partis à la cour, celui de la reine et celui du duc d'Orléans. Le roi n'aimait ni l'un ni l'autre; mais il préférait encore Anne d'Autriche, persuadé, par l'expérience du passé, que l'état ne pouvait être en plus mauvaises mains que celles de Gaston. Le secrétaire d'état Desnoyers, fort attaché à la reine, obtint son congé, qu'il demanda, soit qu'il se crût trop nécessaire pour que le roi le laissât aller, soit pour être rappelé plus tard par la régente, et se donner auprès d'elle le mérite de n'avoir pas participé aux conseils qui devaient limiter son autorité. Anne d'Autriche avait mis sa confiance principale dans Pothier, évêque de Beauvais. Le duc de Beaufort s'attacha à elle, ainsi que le duc d'Enghien (depuis le grand Condé); Mazarin et le secrétaire d'état Chavigni, qui virent qu'ils n'obtiendraient rien du roi pour son frère, retournèrent auprès de la reine, et firent oublier Desnoyers.

Le roi, par une déclaration du 19 avril, déféra la régence à Anne d'Autriche, et nomma le duc d'Orléans, lieutenant-général du roi mineur [1]. Il arrêta également la formation du

zarin reconnut qu'il serait impossible d'émouvoir l'intérêt ou la pitié d'un homme dont le cœur était desséché et l'humeur inflexible; mais l'habile Italien sut le gagner en caressant une de ses faiblesses, la parcimonieuse économie; il lui représenta que l'entretien à la Bastille des maréchaux de Bassompierre, de Vitré et d'autres détenus, coûtait beaucoup d'argent au trésor royal, tandis que ces prisonniers, devenus libres, vivraient à leurs propres dépens. Louis XIII se rendit à cette observation. Les portes des prisons s'ouvrirent. Il ne fut pas difficile, cette première grâce obtenue, de faire rappeler ceux qui étaient en exil, ou qui avaient volontairement cherché un asile dans les pays étrangers.

1 Richelieu, quatre jours avant sa mort, avait décidé le roi à rendre un édit, par lequel, en déclarant que MONSIEUR, duc d'Orléans, ne pourrait jamais avoir la régence, il le privait en même temps de son gouvernement, et supprimait ses compagnies de gendarmes et de chevau-légers. Le roi, par la déclaration dont nous parlons, révoqua cet édit.

conseil de régence, et en désigna les membres. Cette déclaration fut enregistrée le lendemain en parlement.

14 mai 1643. *Mort de Louis* XIII. — Peu de jours après (le 14 mai), miné par une maladie dont les accidens ne laissaient aucune ressource aux efforts des médecins, et dont les progrès ôtaient tout espoir de prolonger ses jours, Louis XIII mourut à l'âge de quarante-deux ans, après un règne de trente-trois [1].

Il serait difficile de juger, observe Voltaire, lequel de Louis XIII, de sa mère et de Richelieu, fut le personnage le plus malheureux. Marie de Médicis, onze ans errante, abreuvée de dédains, d'humiliations, meurt dans une auberge de Cologne. Son fils, maître d'un beau royaume, ne goûta jamais ni les plaisirs de la grandeur, s'il en est, ni ceux de l'humanité; toujours sous le joug, et toujours voulant le secouer; malade, triste, sombre, insupportable à lui-même; n'ayant pas un serviteur dont il fût aimé; se défiant de sa femme; haï de son frère; quitté par ses maîtresses, sans avoir connu l'amour; trahi par ses favoris; abandonné sur le trône; presque seul au milieu d'une cour qui n'attendait que sa mort, qui la prédisait sans cesse, qui le regardait comme incapable d'avoir des enfans : le sort du moindre citoyen, paisible dans sa famille, était préférable au sien. Richelieu fut peut-être le plus malheureux des trois, parce qu'il était le plus haï, et qu'avec une mauvaise santé, il avait à soutenir, de ses mains teintes de sang, un fardeau immense, dont il fut souvent près d'être écrasé [2].

[1] Dans les derniers temps de sa maladie, on lui annonça le dauphin, qui, âgé de quatre ans et demi, venait de recevoir le baptême. « Je vous félicite, lui dit-il, mon fils, comment vous appelez-vous ? — Louis XIV, répond l'enfant. — Pas encore, pas encore, » reprit le moribond. Puis il ajouta, en l'embrassant : « Seigneur ! faites-lui la grâce de régner en paix; qu'il ait toujours devant les yeux votre religion sainte et le soulagement de ses peuples ! »

[2] Voltaire, *Essai sur les mœurs*, etc., chap. 176.

C'est une chose bien digne de remarque que, à peu près dans le même temps où Richelieu achevait en France d'affermir et d'augmenter le pouvoir royal, l'Angleterre, sous Charles Iᵉʳ, s'agitait violemment pour anéantir ce même pouvoir. Le fanatisme des presbytériens anglais, partisans du système rigide de Calvin, causa une révolution, que l'amour de la liberté n'aurait pas pu produire. Peu s'en fallut que le calvinisme en France ne devînt également funeste à la monarchie. Richelieu, en prenant La Rochelle, conjura peut-être une catastrophe que l'Angleterre ne put éviter. « Ce coup de vigueur, dit un historien, et la hache du bourreau, servirent à réprimer les grands, qui, au commencement du règne, affectaient l'indépendance. A en juger par les révoltes et les guerres civiles, toujours au désavantage de la cour, les fondemens du trône eussent été ébranlés, si Louis XIII, esclave de ses favoris, n'avait eu pour soutien un ministre inébranlable. Mais, ajoute le même écrivain, le passage du mal au bien ne peut-il se faire que par les voies de la violence ? Fallait-il que les échafauds fissent craindre et haïr, plutôt que respecter la couronne; que les lois qui protègent l'innocence ne devinssent qu'un sujet de terreur; que les arrêts de mort fussent dictés par le souverain, et que les jugemens même donnassent lieu de crier à l'injustice? Le ministère de Richelieu avait excité une indignation générale; il n'eût excité que de la reconnaissance et de l'admiration, s'il eût été aussi équitable que vigoureux [1]. »

[1] L'abbé Millot, *Histoire de France.*

# CHAPITRE III.

Minorité de Louis XIV; régence illimitée d'Anne d'Autriche; ministère de Mazarin; continuation de la guerre avec l'Espagne; siége et bataille de Rocroi. Le duc d'Enghien prend Thionville. Evénémens militaires en Piémont, sur la Méditerranée et en Catalogne. Opérations en Allemagne; l'armée française repasse le Rhin. Siége et bataille de Fribourg. Suite des événémens militaires en Flandre et en Catalogne. Suite des opérations en Allemagne; combat de Mariendal; bataille de Nortlingen. Succès des armes françaises en Flandre, en Catalogne et en Piémont. Le cardinal Mazarin enchaîne l'activité de Turenne en Allemagne. Suite des opérations en Flandre, en Italie et en Catalogne. Négociations pour la paix ouvertes à Munster et à Osnabruck. La guerre continue en Allemagne, en Flandre et en Catalogne. Bataille de Lens. Traités de Munster et d'Osnabruck, désignés sous le nom commun de *Paix de Westphalie.* Commencement de la guerre civile dite *de la Fronde.* Procès de Charles Ier, roi d'Angleterre. Suite de la guerre contre les Espagnols. Mort de Charles Ier; la république d'Angleterre est reconnue par la France et plusieurs autres puissances. Suite de la guerre de la Fronde; le prince de Condé est arrêté. Le maréchal de Turenne se réunit aux Espagnols pour faire la guerre au gouvernement français. Le prince de Condé est remis en liberté, et Mazarin banni de France. Nouvelles intrigues de la Fronde. Rappel de Mazarin. La guerre civile recommence; combats de Bleneau, de Gien, d'Etampes et du faubourg Saint-Antoine. Second exil de Mazarin. Le prince de Condé se retire dans les Pays-Bas, et fait la guerre à la France, conjointement avec les Espagnols. Retour du cardinal Mazarin à Paris. Continuation de la guerre civile et de la guerre avec l'Espagne. Sacre de Louis XIV; suite des événemens militaires sur les frontières du nord; siége d'Arras, etc. Opérations en Roussillon, en Flandre, en Italie et en Catalogne. Bataille des Dunes; ses suites. L'empire d'Allemagne proposé à Louis XIV. Suite des événemens militaires en Italie. Mort de Cromwel. Traité des Pyrénées; paix entre la France et l'Espagne. Mort de Gaston, frère de Louis XIII. Restauration de la monarchie des Stuarts en Angleterre. Mariage de Louis XIV avec une Infante d'Espagne. Ce monarque commence à régner par lui-même. Disgrâce de Foucquet;

ministères de Colbert, de Louvois, etc. Nouvelle guerre avec l'Espagne. Succès des armes françaises en Flandre. Conquête de la Franche-Comté par Louis XIV. Traité de triple alliance entre l'Empire, l'Angleterre et la Hollande. Paix d'Aix-la-Chapelle conclue entre la France et l'Espagne. La France et l'Angleterre déclarent la guerre à la Hollande. Première campagne de Louis XIV en Hollande; passage du Rhin à Tolhuys. Les Hollandais demandent la paix, et rejettent les conditions que le roi veut leur imposer. L'empereur et le roi d'Espagne prennent le parti de la Hollande. Suite de la campagne de Hollande. L'Espagne déclare la guerre à la France. Combats sur mer. Campagne contre la Hollande, l'Autriche et l'Espagne. Deuxième conquête de la Franche-Comté par les Français. Succès du maréchal de Turenne sur le Rhin; incendie du Palatinat. Opérations en Flandre. Combat de Senef. Opérations maritimes. Suite des opérations sur le Rhin; mort de Turenne. Combat d'Altenheim. Suite de la campagne en Flandre et en Catalogne. Un congrès se réunit à Nimègue. L'amiral Hollandais Ruyter est vaincu par Duquesne. Suite des opérations en Flandre, en Alsace, en Catalogne et sur mer. Quatrième campagne en Flandre, sur la Moselle et le Rhin, et aux Pyrénées. Cinquième campagne contre la Hollande, l'empereur et l'Espagne. Traité et paix de Nimègue. Paix séparée de l'électeur de Brandebourg. Louis XIV s'empare de Strasbourg. Casal reçoit garnison française. Etat florissant de la marine de France. Bombardement d'Alger, de Tunis, de Tripoli, etc. Louis XIV reprend les armes contre l'Espagne. Humiliation du gouvernement génois. Révocation de l'édit de Nantes. Nouvelle ligue, dite *d'Augsbourg*, contre la France. Premières opérations sur le Rhin. Nouvelle révolution en Angleterre; Jacques II est expulsé du trône, et vient chercher un asile en France. Guillaume, prince d'Orange, monte sur le trône britannique. Tentatives de la France en faveur de Jacques II. Suite des opérations sur le Rhin; le Palatinat est ravagé une seconde fois. Prise de Mayence et de Bonn par les alliés. Les Français prennent Campredon, en Catalogne. L'amiral Tourville bat la flotte des alliés sur l'Océan. Opérations militaires en Flandre; bataille de Fleurus. Nouveaux succès de la marine française. L'armée du roi Jacques est défaite en Irlande. Défection du duc de Savoie; la France lui déclare la guerre; bataille de Stafarde. Suite des événemens militaires en Piémont, en Flandre, en Irlande, en Catalogne, etc. Nouvelle entreprise en faveur du roi Jacques; combat naval de la Hogue. Suite des opérations en Flandre; prise de Namur; combat de Steinkerque. Suite des opérations en Piémont; bataille de la Marsaille. Prise de Roses, en Catalogne. L'amiral Tourville défait la flotte des alliés devant Cadix. Suite des opérations

de l'armée française en Catalogne; le roi d'Espagne veut faire la paix; les alliés s'y opposent. Suite des opérations militaires en Flandre; mort du maréchal de Luxembourg; il est remplacé par le duc de Villeroi. Suite des opérations en Piémont, en Catalogne et sur le Rhin. Les alliés insultent les côtes de France sur l'Océan; beau succès du capitaine de vaisseau Jean Bart. Paix conclue entre la France et la Savoie. Suite des opérations en Flandre et en Catalogne; le duc de Vendôme prend Barcelone. Nouveaux succès de la marine française. Paix de Riswick. Premier traité de partage de la monarchie espagnole. Second traité. Testament et mort de Charles II, roi d'Espagne. Le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, monte sur le trône d'Espagne. Guerre de la succession d'Espagne; opérations en Italie. Combat de Carpi; bataille de Chiari. L'Angleterre, l'Autriche et la Hollande, déclarent la guerre à Louis XIV. Suite des opérations en Italie; surprise de Crémone. Le duc de Vendôme commande en Italie. Forces respectives de Louis XIV et des puissances coalisées. Le duc de Bourgogne commande l'armée de Flandre. Suite des opérations du duc de Vendôme en Italie. Suite des opérations en Flandre et sur le Rhin; bataille de Friedlingen. Une escadre française est battue devant Vigo, sur les côtes de Galice. Le duc de Savoie et le roi de Portugal entrent dans la coalition contre la France et l'Espagne. Campagne du maréchal de Villars en Allemagne; première bataille d'Hochstett. Opérations dans les Pays-Bas. Suite des opérations en Italie et sur le Rhin; nouveaux succès de la marine française. Commencement des revers de Louis XIV. Deuxième bataille d'Hochstett. Suite des opérations en Italie; bataille de Cassano. Opérations du maréchal de Villars entre la Moselle et le Rhin. Suite des opérations dans les Pays-Bas. Bataille de Ramillies. Suite des opérations du duc de Vendôme en Italie; bataille de Calcinato. Succès des alliés en Espagne; l'archiduc Charles est proclamé roi à Madrid. Suite des opérations sur le Rhin et en Italie. Siége et bataille de Turin. Suite des événemens militaires en Espagne; bataille d'Almanza. Invasion de la Provence par le duc de Savoie et le prince Eugène. Suite des opérations du maréchal de Villars en Allemagne. Opérations en Flandre; combat d'Oudenarde. Siége et prise de Lille par les alliés. Dernière entreprise de Louis XIV en faveur de Jacques II. Suite des événemens militaires en Espagne. Nouvelles démarches de Louis XIV pour obtenir la paix. Continuation de la guerre en Flandre; les alliés prennent Tournai. Bataille de Malplaquet. Suite des opérations sur le Rhin, en Espagne et sur les frontières de Savoie. Conférences pour la paix ouvertes à La Haie. Suite des événemens militaires en Flandre et en Espagne. Philippe V rentre dans Madrid; bataille de Villaviciosa. Succès

du duc de Noailles en Catalogne. Progrès des alliés en Flandre. Disgrâce du duc de Marlbourough. Négociations entamées par Louis XIV avec la cour d'Angleterre; congrès d'Utrecht. Suite des événemens militaires en Flandre. Combat de Denain; ses suites. Paix d'Utrecht. Traité de Rastadt entre la France et l'empereur; traité de Baden entre la France et l'Empire. Mort de Louis XIV.

Un roi âgé de cinq ans ne pouvait faire espérer à la France une régence moins orageuse que celle de Marie de Médicis, et, quelle que fût encore la vigueur de l'impulsion donnée par le cardinal de Richelieu, rien ne présageait que le nouveau règne dût porter à un degré inconnu jusqu'alors, la gloire de la nation et la puissance du monarque.

*Minorité de Louis* XIV; *la reine-mère obtient la régence illimitée.* — On a vu, dans le chapitre précédent, que Louis XIII, par son testament, établissait un conseil de régence. Le parlement, long-temps en opposition avec la cour, et qui avait à peine conservé, sous le feu roi, la liberté de faire des remontrances, annula les dernières dispositions de ce prince, « avec la même facilité, dit Voltaire, qu'il aurait jugé la cause d'un citoyen. » La reine Anne d'Autriche s'était empressée de demander à cette cour souveraine la régence illimitée et la tutelle de son fils; un arrêt lui conféra ces deux pouvoirs sans aucune restriction, et ne conserva à Gaston, duc d'Orléans, que le vain titre de lieutenant-général du royaume sous la régente absolue. Celle-ci nomma le cardinal Mazarin sur-intendant de l'éducation du roi. Le ministère fut renouvelé en grande partie. 1643.

*Continuation de la guerre avec l'Espagne.* — Anne d'Autriche se vit obligée de continuer la guerre avec le roi d'Espagne, Philippe IV, son frère. Le cardinal Mazarin, héritier de la politique de Richelieu, eut assez d'influence pour déterminer la reine-mère à poursuivre le but important que s'était proposé cet habile ministre, celui d'empêcher 1643.

l'ambitieuse maison d'Autriche de s'emparer de l'Allemagne et de l'Italie. D'un autre côté, les Espagnols, croyant trouver dans la minorité de Louis XIV, une occasion de prendre le gouvernement français au dépourvu, s'avancèrent des frontières du Hainaut sur la Champagne, au nombre de 26,000 hommes, sous la conduite de don Francisco de Mello, vieux général expérimenté.

1643. *Siége de Rocroi.* — Cette armée vint assiéger Rocroi. Don Francisco de Mello se flattait, après avoir emporté cette place, de pénétrer bientôt jusqu'aux portes de Paris, comme les troupes espagnoles l'avaient fait huit ans auparavant. En effet, la France n'avait à lui opposer qu'une armée bien inférieure à la sienne, commandée par un jeune prince de vingt-un ans. Ce chef, regardé par les Espagnols comme peu redoutable, était Louis de Bourbon, alors duc d'Enghien, fils de Henri, prince de Condé, et de la belle Charlotte de Montmorenci. Il avait, à son âge, le génie qui devance l'expérience, et qui peut s'en passer quelquefois.

Le duc d'Enghien avait reçu, avec la nouvelle de la mort de Louis XIII, l'ordre de ne point hasarder de bataille. Il ne tint compte, ni de cette défense, ni des conseils du maréchal de L'Hopital, que la cour lui avait donné pour mentor ; et donnant à peine à ses troupes le temps de se reposer, il accourut en toute hâte au secours de la place assiégée.

Rocroi est situé au milieu d'une plaine qu'environnent des bois et des marais ; on ne peut y aborder qu'à travers des défilés longs et difficiles, excepté du côté de la Champagne, où il n'y a guère qu'un quart de lieue de bois et de bruyères à franchir. Le passage, d'abord étroit, s'élargit peu à peu et permet de se déployer dans la plaine, assez étendue pour contenir deux armées de 25 à 30,000 hommes chacune, rangées en bataille ; mais le sol est si marécageux dans le bois et la bruyère, que les troupes n'y peuvent défiler que par

la Taillet

Gde Chaudiere

ROCROY

Croix de Fer

Maison rouge

Briqueterie

Petit Hongreau

Galichet

Jraumont

1/4 1/2 1 Lieue

pelotons et avec de grandes difficultés: Il fallait tenter ce passage, malgré la supériorité de l'ennemi, ou se résoudre à laisser prendre Rocroi. Le général espagnol occupait, avec son armée, la plus grande partie de la plaine, était maître de tous les défilés, et conséquemment de celui dont nous venons deparler, le seul qui fût accessible à l'armée française.

Le brave Gassion, qui n'était encore que colonel du régiment de Navarre, ayant pris des renseignemens exacts sur la situation des lieux, la position et la force des troupes ennemies, les communiqua au prince, qui s'empressa de les mettre sous les yeux de son conseil de guerre, en déclarant qu'il était décidé à s'avancer dans le défilé; il ajoutait que si les Espagnols entreprenaient de s'y opposer, ils seraient obligés de dégarnir les quartiers qu'ils avaient pris autour de la place, et par conséquent de laisser quelqu'autre part un débouché aux colonnes qu'il tiendrait prêtes à pénétrer par ce côté; que si, au contraire, ils ne renforçaient point la garde du défilé, il devenait facile de le franchir et de déployer les troupes dans la plaine.

*Bataille de Rocroi.* — L'armée française venait d'arriver 19 mai 1643.
à Bossu; et ce fut là que le duc d'Enghien fit ses dispositions d'attaque. Ayant partagé ses troupes qui consistaient en 15,000 hommes d'infanterie et 7,000 chevaux, en deux lignes soutenues par une réserve, il prit le commandement directe de la première, confia la deuxième au maréchal de L'Hopital, et la réserve au maréchal-de-camp Sirot. Un peloton de cinquante fantassins-tirailleurs fut placé entre chaque escadron de grosse cavalerie; la cavalerie légère et les dragons étaient jetés sur les ailes.

Le 18 mai, à la pointe du jour, l'armée française, rangée en bataille, s'avança jusqu'à l'entrée du défilé, précédée par une avant-garde de cavalerie, commandée par Gassion. Celui-ci ayant pénétré dans le bois, s'occupa de le fouiller, et

replia facilement quelques postes qui s'y trouvaient placés. Les autres troupes suivirent le mouvement de l'avant-garde et débouchèrent bientôt dans la plaine. Le duc d'Enghien les reforma en bataille sur une colline, appuyant sa droite à des bois et sa gauche à un marais; derrière était le défilé qu'on venait de traverser, et en face l'armée espagnole, également disposée sur une colline; un vallon assez enfoncé la séparait de l'armée française, en sorte que l'une ne pouvait marcher sur l'autre sans un grand désavantage.

Don Francisco de Mello, après avoir envoyé au général Beck, qui commandait un corps de 6,000 hommes détaché à une journée du camp espagnol, l'ordre de le venir joindre sur-le-champ, avait rangé son armée à peu près dans le même ordre que celui des Français. Il commanda directement la droite; la gauche était sous les ordres du duc d'Albuquerque; le comte de Fuentès, que la goutte empêchait de monter à cheval, traîné dans une espèce de litière, était à la tête de la vieille infanterie espagnole, placée en réserve.

Il était six heures du soir, lorsque l'armée française acheva son mouvement. Une vive canonnade s'engagea alors de part et d'autre; l'artillerie espagnole, plus nombreuse et mieux postée, fit de grands ravages dans les rangs opposés. Le duc d'Enghien voulait aborder la ligne espagnole avant la nuit, autant pour les empêcher d'assurer plus parfaitement leurs postes, que pour prévenir l'arrivée du général Beck; mais au moment où il allait ébranler sa ligne, il fut arrêté par un incident auquel il était loin de s'attendre. Le lieutenant-général La Ferté-Senneterre, qui commandait les troupes de l'aile gauche sous le maréchal de L'Hopital, profitant de l'absence de celui-ci, alors auprès du prince, voulut avoir seul l'honneur de sauver la place assiégée. Au lieu de rester à son poste et d'attendre les ordres du

général en chef, il fit traverser le marais auquel il était appuyé, à toute sa cavalerie et à cinq bataillons, qu'il mena vers Rocroi, dégarnissant ainsi une partie de la ligne, et exposant le reste de l'armée à être tourné par l'ennemi.

A la vue de ce mouvement plus qu'imprudent, don Francisco de Mello fit avancer toute sa ligne, pour empêcher son adversaire de couvrir l'espace resté vide; mais le duc d'Enghien l'avait prévenu, en amenant lui-même des troupes sur ce point. Etonné de la présence du prince, le général espagnol arrêta ses colonnes. Enghien envoya l'ordre à la Ferté-Senneterre de venir à l'instant reprendre son poste. Ce général obéit, et promit, à son retour, d'effacer le lendemain, au péril de sa vie, la faute dont il ne s'était rendu coupable que par excès de zèle. Désarmé par son repentir, le prince lui pardonna.

Les deux armées passèrent la nuit sous les armes, dans les positions de la veille [1]. Au point du jour le duc d'Enghien monta à cheval, commanda l'attaque et se plaça à la tête de la cavalerie de l'aile droite. Ayant remarqué que Mello avait fait embusquer à sa gauche, dans un bois qui s'étendait jusque dans le vallon, un corps de mille cavaliers, armés de mousquets, pour charger les Français en flanc lorsqu'ils s'avanceraient, le prince fondit lui-même sur ces mousquetaires, les culbuta et les tailla en pièces sans leur laisser aucun moyen de se rallier.

Après cette belle charge, craignant que ses escadrons ne se rompissent en traversant le bois, il tourna brusquement sur sa gauche, et ordonna à Gassion de s'avancer par ce même bois à la tête de l'infanterie de la droite, pour pren-

[1] On raconte que le duc d'Enghien, après avoir visité tous ses postes, et pourvu à la sûreté de sa ligne en cas d'attaque nocturne, s'endormit d'un sommeil si profond, qu'il fallut le réveiller le matin, comme Alexandre à la bataille d'Arbelles. (*Vie du grand Condé.*)

dre en flanc la gauche de l'ennemi, tandis qu'il l'attaquerait lui-même de front. Le duc d'Albuquerque qui commandait, comme nous l'avons dit, cette aile espagnole, se reposant de la sûreté de son flanc sur les mousquetaires, dont il ignorait encore la destruction, ne fut pas peu surpris de voir les Français venir à lui par deux chemins différens; toutefois, remis bientôt de son étonnement, il détacha huit escadrons à la rencontre de Gassion, et attendit le duc, de pied ferme, avec le reste de ses troupes. Ce mouvement, quelque rapide qu'il fût, ne pouvait que lui devenir funeste devant un adversaire aussi pressant. Le duc d'Enghien était déjà à portée de charger; les escadrons espagnols, ébranlés avant de combattre, furent rompus, renversés les uns sur les autres et poursuivis par Gassion, tandis que le duc d'Enghien, tombant sur l'infanterie espagnole, wallonne et italienne, la mit en déroute, et en fit un grand carnage.

Pendant que la droite obtenait ce succès, la gauche des Français éprouvait un fâcheux revers. Le maréchal de L'Hôpital avait mené sa cavalerie au galop sur la ligne ennemie, en sorte qu'elle se trouva hors d'haleine, et même un peu en désordre, lorsqu'il fallut charger. Mello la repoussa, et la mit en déroute. Profitant de cet avantage il chargea une partie de l'infanterie, commandée par la Ferté, qui, blessé en deux endroits, fut pris avec toute son artillerie. Le général espagnol ne s'arrêta qu'à la vue de la réserve qui se présentait avec intrépidité. Plusieurs officiers, découragés par la déconfiture de l'aile gauche, pressaient le vaillant Sirot de se mettre en retraite, en disant que la bataille était perdue : « Non, non, s'écrie le digne commandant de la réserve, « elle n'est pas perdue, puisque l'ennemi n'a point encore « abordé Sirot et ses compagnons. » Toutefois la belle résistance de cette troupe peu nombreuse n'eût servi peut-être qu'à rendre plus glorieux le succès des Espagnols, sans l'ad-

mirable activité du duc d'Enghien. Il poursuivait les débris de leur aile droite, lorsqu'il fut informé de la déroute de la sienne; ralliant alors sa cavalerie, et marchant rapidement derrière les colonnes victorieuses, il les chargea, les mit dans le plus grand désordre par cette attaque inattendue, délivra la Ferté et les autres prisonniers, reprit les canons perdus, et enleva une partie de ceux de l'ennemi.

Cependant la réserve espagnole, entièrement composée de cette vieille infanterie qui passait alors pour la plus redoutable de l'Europe, n'avait point encore été sérieusement engagée. Rassemblée en une seule masse auprès de son artillerie, elle demeurait inébranlable au milieu de la déroute générale, devant une partie de l'infanterie française que commandait le général d'Espenau.

Le duc d'Enghien, informé que le corps du général Beck, fort de six mille hommes, n'était plus qu'à peu de distance du champ de bataille, détacha Gassion, avec une partie de la cavalerie, pour l'arrêter, et s'avança avec le reste pour charger la réserve. Le comte de Fuentès laissa approcher le prince et sa troupe, jusqu'à la distance de cinquante pas; et démasquant alors une batterie de 18 pièces de canon chargées à mitraille, il dirigea le feu le plus meurtrier, tant de cette artillerie que de l'infanterie, sur la colonne française, qui recula en désordre. Le duc d'Enghien rallia ses cavaliers, et recommença la charge jusqu'à deux reprises; chaque fois il fut repoussé avec une perte considérable : mais enfin le corps de réserve, auquel il avait donné l'ordre d'accourir en toute hâte, ayant joint l'infanterie, qui était déjà en présence, le prince fit envelopper et attaquer avec fureur la masse espagnole, qui ne put résister à ce grand et dernier effort. Les Français y pénétrèrent de toutes parts, et firent un carnage horrible, malgré le prince, qui ne cessait de crier qu'on épargnât les vaincus.

Enghien s'occupait à rallier ses troupes victorieuses pour soutenir un nouveau combat avec le général Beck, lorsque Gassion vint lui apprendre que la terreur des fuyards s'était communiquée aux troupes du général allemand, et qu'après avoit recueilli les débris de l'armée espagnole, Beck s'était retiré avec tant de précipitation, qu'il avait abandonné une partie de son artillerie. Le prince se jeta au cou de Gassion, et lui promit, au nom du roi, le bâton de maréchal.

La perte des Espagnols fut immense dans cette bataille mémorable. De 18,000 hommes d'infanterie, 9,000 trouvèrent la mort dans les rangs, et 7,000 restèrent prisonniers avec toute l'artillerie, consistant en 24 pièces de canon, trente drapeaux ou étendarts, tous les bagages furent les trophées de la victoire. Le comte de Fuentès avait perdu la vie; on trouva son corps percé de coups, auprès du brancard qui l'avait porté pendant la mêlée. « Ah! s'écria le duc « d'Enghien, en contemplant les restes de ce guerrier dé« voué, si je n'avais vaincu, je voudrais être mort comme « lui. » Don Francisco Mello, qui avait été fait prisonnier, parvint à s'échapper, en jetant son bâton de commandement, qui fut trouvé et présenté au prince. L'armée française n'eut à regretter qu'environ 2,000 hommes tués ou blessés; et le lendemain le duc d'Enghien entra dans Rocroi.

1643. *Siège et prise de Thionville par le duc d'Enghien.* — Le jeune héros qui, dès son début dans la carrière, venait de donner un si grand lustre aux armes nationales, ne tarda pas à prouver que, s'il savait vaincre, il savait aussi profiter de la victoire. Après quelques jours de repos accordés à ses troupes, il alla mettre le siège devant Thionville.

Cette place située sur la Moselle ne peut être abordée qu'à découvert. La rivière en défend l'approche d'un côté; le reste de son enceinte était alors fortifié de cinq grands bastions, revêtus en pierre de taille, et de deux demi-bastions

appuyés à la Moselle; un fossé large, profond et rempli d'eau courante, couvrait cette enceinte, et la contrescarpe était défendue par cinq demi-lunes et un ouvrage à cornes, dont la force répondait à celle des bastions. Il n'y avait, au surplus, dans Thionville qu'une garnison de 800 hommes.

Le premier soin du duc d'Enghien en arrivant devant la place, fut de détacher le comte de Grancey avec un corps de cavalerie, au-delà de la Moselle, pour empêcher qu'on ne secourût la place de ce côté, avant qu'il pût établir ses quartiers. Pour lui, il passa, avec le reste de ses troupes, la nuit sous les armes, pour veiller de son côté sur les démarches du général Beck, campé avec ses 6,000 hommes, aux portes de Luxembourg.

Grancey, trompé par une fausse marche des troupes espagnoles, ne put les empêcher de faire entrer un renfort de 2,000 hommes dans Thionville. Le prince, à cette nouvelle fâcheuse, passa lui-même la Moselle à gué pour disposer et établir ses quartiers à la place de Grancey; il fit construire ensuite deux ponts de bateaux au-dessus et au-dessous de la place, afin d'établir la communication entre ses troupes sur les deux rives. L'armée entière, distribuée en cinq quartiers, ne montait guère qu'à 18,000 hommes. La tranchée fut ouverte le 25 juin malgré tous les efforts des assiégés qui firent de fréquentes sorties pour troubler les travaux. Le prince conduisit toutes les opérations de ce siège avec tant de sagesse, d'activité et de succès qu'il mit les Espagnols dans la nécessité de demander une capitulation [1]. Le duc

[1] Les mines avaient été poussées, à l'insu des Espagnols, jusque sous l'intérieur de la place, au-delà du terrain où se trouvaient les fortifications. Le prince, voulant épargner aux habitans la ruine de leur ville, somma la garnison de se rendre, en l'avertissant de la situation désespérée où elle se trouvait. Des parlementaires vinrent, avec la permission du duc d'Enghien, visiter toutes les mines pratiquées, et ils se convainquirent qu'il ne restait d'autre ressource aux assiégés que de s'en remettre à la générosité française.

d'Enghien la leur accorda honorable. La garnison sortit de la place le 22 août, après un siège de deux mois, réduite à 1200 hommes presque tous malades et blessés. La ville avait été abîmée par l'artillerie.

1643. *Événemens militaires en Piémont, en Catalogne et sur la Méditerranée.* — Pendant que le petit neveu d'Henri IV faisait la conquête de Thionville, les armes françaises n'étaient pas moins heureuses en Piémont, en Catalogne et sur la Méditerranée. Turenne qui commandait les troupes françaises au-delà des Alpes, avait résolu de chasser entièrement les Espagnols du territoire piémontais. Pour assurer le succès de cette entreprise, il feignit de vouloir envahir le Milanais, et d'investir Alexandrie. Le général espagnol envoya, ainsi que Turenne l'espérait, une partie de la garnison de Trino, au secours de la place investie. Alors le vicomte attaqua Trino dans les formes, et l'emporta au bout de six semaines (le 24 septembre). Il reçut pour récompense le bâton de maréchal; mais au moment où il allait pousser plus loin ses armes, la cour lui envoya l'ordre de venir prendre le commandement de l'armée française sur le Rhin. Peu de temps après, le prince Thomas de Savoie se rendit maître de la place d'Ast. Étant tombé malade, il laissa le commandement au comte Duplessis-Praslin, qui força la forteresse de Ponte-di-Stura à capituler (30 octobre), et prit ensuite ses quartiers d'hiver.

Le maréchal de Brézé battit le 3 septembre la flotte espagnole à la hauteur du port de Carthagène. Dans le même temps le maréchal de la Mothe-Houdancourt remportait plusieurs avantages en Catalogne, mais il ne put empêcher la prise de Monçon, que le roi d'Espagne assiégeait en personne.

1644. *Opérations en Allemagne: l'armée française repasse le Rhin.* — Après la prise de Thionville, le duc d'Enghien

assiégea Sirk, qui se rendit le 2 septembre. Rappelé ensuite à la cour, le prince la quitta peu de temps après pour mener des renforts au maréchal de Guébriant, qui soutenait avec gloire l'honneur du nom français en Allemagne, et qui faisait alors le siège de Rotweil dans le duché de Wurtemberg. Cette place fut prise le 19 novembre; le maréchal, blessé dangereusement la veille, n'y fit son entrée que pour y rendre le dernier soupir. La reine-mère ordonna que son corps serait transporté à Paris, et enterré à Notre-Dame [1].

La division s'étant mise entre les troupes françaises et allemandes, après la mort de Guébriant, le duc Charles de Lorraine, les généraux Merci et Jean de Wert battirent le comte de Rantzau, son successeur, à Tudelingen, le 25 novembre. Cette défaite entraîna la reprise de Rotweil par les troupes impériales, et bientôt l'armée franco-allemande fut forcée de repasser le Rhin. C'est alors que le maréchal de Turenne en prit le commandement, après avoir été rappelé du Piémont, comme nous l'avons dit plus haut.

*Prise de Fribourg par les Impériaux.* — Le gouvernement n'ayant mis aucun fonds à sa disposition, Turenne fut obligé, pour réparer le dénuement absolu où il trouva les troupes, de faire à ses frais l'achat des habits, des chevaux et de toutes les choses nécessaires. A la tête de 9,000 hommes, que ses soins paternels et sa réputation avaient pénétrés de reconnaissance et remplis d'ardeur, le maréchal repassa le Rhin, traversa rapidement la forêt Noire, et tailla en pièces 1644.

[1] Au moment où Guébriant fut frappé à mort, il dit aux officiers et aux troupes qui l'entouraient: « Camarades, ma blessure est peu de chose, mais je crains qu'elle ne me prive de l'honneur de monter à l'assaut avec vous. Je pense bien que vous vous y comporterez avec votre valeur ordinaire, et que la place ne résistera pas à vos efforts. » Son espérance ne fut point déçue. Voyant faire les dispositions d'une attaque générale, les assiégés ouvrirent leurs portes, et Guébriant eut la consolation d'entrer dans Rotweil, avant de quitter la vie.

l'avant-garde des troupes austro-bavaroises. Ce fut par cet exploit qu'il ouvrit cette brillante scène de succès, qui en fit alors l'émule du vainqueur de Rocroi. Le duc d'Enghien ayant joint Turenne avec le renfort dont nous avons parlé précédemment, et qui consistait en 6,000 hommes d'infanterie et 4,000 chevaux, ces deux illustres chefs allèrent ensemble attaquer le général Merci, qui, après la bataille de Tudelingen, était venu assiéger l'importante place de Fribourg en Brisgaw, qui se rendit le 28 juillet.

Cette place est située au pied de la forêt Noire, qui s'ouvre là en forme de croissant. L'enfoncement présente une petite plaine, ayant à droite des rochers escarpés, et à gauche un taillis épais et marécageux. A l'entrée de cette plaine, coule un ruisseau qui va se perdre auprès de Fribourg, dans des marais; on n'y entre en arrivant de Brisack, qu'après avoir passé un défilé de plusieurs lieues, entre des montagnes d'un accès très-difficile, qui la dominent de tous côtés.

Le général Merci était campé dans cette plaine, avec une armée de 8000 hommes d'infanterie et de 7,000 chevaux. Il avait Fribourg derrière lui et le ruisseau en front; son camp était en outre couvert par de bons retranchemens. Plus loin, sur le chemin de Fribourg, il avait fait élever un fort dans lequel il avait mis 600 hommes et beaucoup d'artillerie. A ce fort commençait une ligne défendue de deux cents pas en deux cents pas par des redoutes garnies de canons. Cette ligne traversait un bois de sapins, et ne se terminait qu'au sommet d'une montagne. Au devant régnaient des abattis d'arbres, dont les branches, entrelacées les unes dans les autres, présentaient les mêmes obstacles que des chevaux de frise.

3-9 août 1644 *Combats et bataille de Fribourg.* — Malgré toutes ces précautions du général ennemi, le duc d'Enghien avait re-

connu qu'il ne lui serait pas impossible d'attaquer en flanc le camp impérial, par une ravine large et profonde que Merci avait regardée comme impraticable, et qu'il avait fait d'ailleurs embarrasser d'arbres. En conséquence, le duc concerta avec Turenne les dispositions suivantes : Tandis qu'après avoir franchi les abattis et laissé le fort sur sa gauche, il se présenterait avec ses troupes devant les redoutes qui défendaient la ligne ennemie, le maréchal devait marcher au ravin avec son armée, et tomber sur le flanc gauche de l'armée austro-bavaroise.

Ayant un long circuit à faire pour gagner le défilé, Turenne se mit en mouvement le 3 août à la pointe du jour. Le duc d'Enghien ne devait commencer son attaque qu'au moment où le maréchal serait à portée de faire la diversion convenue.

A cinq heures du soir, le prince, jugeant que Turenne devait être arrivé en présence de l'ennemi, fit avancer ses troupes à travers un terrain rude et escarpé, couvert de vignes, au milieu desquelles les gens du pays avaient élevé, de distance en distance, des murs de quatre pieds pour soutenir les terres. Les soldats, animés par la présence et les incitations de leur digne chef, franchirent ces obstacles et gravirent les abattis d'arbres, derrière lesquels les Austro-Bavarois faisaient un feu terrible d'artillerie et de mousquetterie. Les troupes françaises hésitèrent un moment; mais le duc d'Enghien, sans délibérer, descendit de cheval et marcha le premier aux ennemis, à la tête du régiment de Conti et à travers les boulets et les balles. Arrivé au pied des retranchemens, il y jeta son bâton de commandement. Il est difficile de rendre l'enthousiasme et l'ardeur des Français en ce moment. La ligne fut forcée; les Bavarois culbutés, poursuivis, cherchèrent vainement un asile dans les bois; ils y furent atteints et massacrés : de 3,000 hommes

qui défendaient ces retranchemens, à peine une centaine échappa-t-elle à la mort; les redoutes furent emportées.

Le duc d'Enghien en tourna les canons sur l'ennemi, et fit avancer avec des peines incroyables sa cavalerie jusque sur le sommet de la montagne. Ralliant ensuite son infanterie, il chercha, par de continuelles fanfares de trompettes, de tambours et de tous les instrumens militaires, à intimider l'ennemi, et surtout à informer Turenne de son succès.

Bien que le maréchal eût apporté dans l'exécution de son mouvement toute l'activité et la prudence désirables, la fortune ne lui avait pas été aussi favorable. Les obstacles qu'il rencontra dans sa marche, en tournant les montagnes, l'avaient empêché d'attaquer en même temps que le duc d'Enghien. D'autre part, Merci avait dirigé une partie de ses forces pour garder le vallon par où Turenne pouvait le prendre en flanc.

Toutefois, la colonne du maréchal ayant franchi les fossés qui traversaient le défilé, et chassé l'infanterie embusquée dans les bois, allait se déployer dans la plaine, lorsque la nuit survint; c'est alors seulement qu'il put entendre le bruit des trompettes et des autres instrumens de la troupe du duc d'Enghien. Celui-ci, ne pouvant forcer les Austro-Bavarois dans leur camp, avait changé son attaque en escarmouches d'autant plus vives, que les combattans n'étaient séparés que par un petit intervalle. Qu'on juge de l'impatience et de la contrariété que dut éprouver le prince quand il entendit le canon de Turenne! Il était trop tard pour recommencer une attaque générale, et il se vit obligé, ainsi que le maréchal, d'attendre que le jour vînt éclairer les nouveaux efforts qu'ils allaient faire en commun.

Mais pendant la nuit, le comte de Merci, qui, contre son espérance, avait vu l'audace des Français triompher de cette multitude d'obstacles qu'il leur avait opposés, se trouvant

affaibli par une perte déjà très-considérable, jugea qu'une prompte retraite pouvait seule mettre à couvert le reste de ses troupes. D'abord, il évacua le fort qui était au-dessous du terrain qu'occupaient les troupes du duc d'Enghien, sans que celles-ci s'en aperçussent. Précédée par l'artillerie, couverte par tous les soldats armés de mousquets [1], qui avaient ordre de faire un feu continuel sur les troupes de Turenne, l'armée austro-bavaroise s'éloigna avec tant de célérité, qu'à la pointe du jour, elle avait gagné la montagne.

A ce moment, le duc d'Enghien, descendant dans la plaine de Fribourg, fut bien étonné de n'y rencontrer que le maréchal de Turenne, à qui les tirailleurs ennemis venaient enfin d'abandonner le retranchement du ravin. Les deux généraux crurent devoir accorder vingt-quatre heures de repos à leurs troupes, pour se préparer à une nouvelle action qui ne présentait pas moins de difficultés et de dangers que celle qui venait d'avoir lieu. Le duc d'Enghien, qui avait le commandement en chef des deux corps, employa cet intervalle de temps à bien reconnaître la position de l'ennemi et à disposer l'ordre des attaques.

Merci profita également du répit que lui laissaient ses adversaires. La montagne sur laquelle il avait cherché un asile, était encore moins accessible que celle où il venait d'être forcé. Il tira d'ailleurs de la situation des lieux tous les avantages que son expérience put lui suggérer.

Au-dessous du sommet de la montagne Noire, se trouve un petit plateau ou une espèce d'esplanade, sur laquelle étaient les débris d'une vieille tour. Ce fut là que le général autrichien plaça son artillerie avec un poste de 4,000 hommes. Il disposa le reste de son armée à droite, du côté

[1] L'usage du fusil ou mousquet n'était point encore général dans les armées à cette époque. Il n'y avait guère qu'un tiers de l'infanterie qui fût armée de cette manière, le reste portait des lances ou des piques.

de Fribourg, derrière un bois et des retranchemens qu'il fit élever en toute hâte. Il n'y avait d'accessible que la pente qui regarde le vallon par où Turenne avait débouché dans la plaine : cette position eût été d'une attaque bien difficile, si les Austro-Bavarois n'avaient pas eu une trop grande étendue de ligne à défendre.

Il avait été convenu que Turenne, avec ses troupes, attaquerait le poste de 4,000 hommes placé sur l'esplanade. Le général d'Espenau, à la tête de l'infanterie du duc d'Enghien, avait ordre d'attaquer les retranchemens de l'extrême droite des ennemis campée sous le canon de Fribourg. Indépendamment de ces deux attaques, le duc d'Enghien en avait ordonné une fausse sur le centre des retranchemens ennemis, afin d'occuper les Austro-Bavarois sur toute l'étendue de leur ligne.

L'armée française prit les armes et commença son mouvement à la pointe du jour. Pendant que cette marche s'effectuait, le duc d'Enghien et le maréchal de Turenne montèrent sur un point très-élevé pour examiner de plus près les dispositions de l'ennemi. Un grand bruit, qui se fit entendre dans le camp des Austro-Bavarois, fixa l'attention des deux généraux. Ils crurent apercevoir parmi ces troupes un commencement de trouble et de désordre; comme ils retournaient vers leurs troupes pour mettre à profit cette remarque, ils trouvèrent le combat déjà engagé, malgré les ordres du duc d'Enghien, qui avait prescrit aux généraux de ne rien entreprendre pendant son absence.

D'Espenau, dans sa marche, ayant remarqué qu'une des redoutes du vallon, la plus éloignée du champ de bataille de l'avant-veille, était encore occupée par l'ennemi, qui la gardait comme avant-poste, avait cru devoir l'attaquer. Les Austro-Bavarois s'y défendant avec opiniâtreté, d'Espenau engagea successivement une partie de ses troupes pour vain-

cre cette résistance. Le baron de L'Echelle, à qui le duc d'Enghien avait donné ordre de s'avancer avec les mousquetaires, dès qu'il entendrait la fusillade dans le vallon, pensant qu'il n'avait plus d'autre commandement à attendre, avait entamé l'action, de son côté, sans être soutenu.

Le duc accouru à toute bride, trouva les mousquetaires déjà culbutés et l'imprudent L'Echelle tué. Les Austro-Bavarois étaient sortis de leurs lignes; tout, parmi les Français, était dans la confusion qui annonce une déroute. Enghien, sans s'étonner, ordonna au comte de Tournon, l'un des officiers qui l'accompagnaient, de se mettre à la tête des troupes en désordre et de les rallier, pendant qu'il allait prendre une partie des troupes du corps de Turenne, pour réparer ce premier échec. Le combat se rétablit bientôt. Déjà deux bataillons ennemis, ne pouvant soutenir les efforts du prince, se disposaient à regagner leurs retranchemens, lorsqu'une espèce de terreur panique s'empara des Français. Des compagnies entières prirent la fuite, malgré les prières et les menaces de quelques officiers, et surtout du duc d'Enghien. Celui-ci, laissant le maréchal d'Aumont prendre le soin de rétablir l'ordre et de contenir l'ennemi sur ce point, se porta sur le vallon, accompagné des maréchaux de Turenne et de Grammont, avec toute la cavalerie des deux corps d'armée, et recommença sur ce point un nouveau combat. Tout plia d'abord sous ses efforts, mais Gaspard de Merci, frère du général en chef, ayant mis pied à terre avec la cavalerie qu'il commandait, pour soutenir l'infanterie austro-bavaroise, qui commençait à reculer, fit une charge si vigoureuse, qu'il regagna une partie du terrain. Culbuté à son tour, il revint toutefois au combat à plusieurs reprises : tantôt vainqueur, tantôt vaincu, sa mort mit enfin un terme à cette lutte sanglante; le reste de la journée s'était écoulé dans cette alternative de succès et

de revers; les deux partis suspendirent leur engagement.

Le duc d'Enghien persévérait toujours dans le dessein d'anéantir l'armée ennemie; mais les munitions de guerre étaient épuisées et les troupes manquaient de vivres : il fallait en faire venir de Brisack. Les quatre jours suivans furent employés à ce transport; et dans cet intervalle les armées prirent un repos qui leur était également nécessaire; le duc d'Enghien forma un nouveau plan pour forcer le général Merci à combattre sans avantage ou à voir son armée périr par la famine.

Afin de mettre le lecteur mieux à même d'apprécier les opérations du prince, il convient de faire connaître, dans un plus grand détail, la situation du terrain aux environs de Fribourg.

Les montagnes de la forêt Noire sont contiguës à celles de la Suisse. Elles suivent le cours du Rhin jusqu'à ce qu'elles joignent les collines qui bordent le Necker. Leur longueur est considérable, mais leur largeur varie suivant la disposition du sol qu'elles traversent. Depuis Fribourg jusqu'à Villingen, dans une étendue d'environ dix lieues, le sol est couvert de bois marécageux, et il n'y a de communication entre ces deux villes que par une vallée très-resserrée, et qui offre de grandes difficultés pour la marche d'une armée. C'était la seule issue que les Austro-Bavarois eussent pour échapper aux Français qui les tenaient comme assiégés dans leurs retranchemens. Il s'agissait donc de couper cette communication; mais les troupes françaises ne pouvaient gagner le village de Langdeuzlingen, situé dans les montagnes, sans dérober ce mouvement à l'ennemi. Il y avait lieu de craindre que les troupes laissées en extrême arrière-garde ne fussent attaquées avec avantage. Bien que le duc d'Enghien reconnût le danger de cette marche, il ne l'entreprit pas moins le 9 août à la pointe du jour.

Le corps d'armée, commandé par Turenne, décampa le premier; il était suivi de l'artillerie et de la majeure partie de la cavalerie française; venait ensuite l'arrière-garde, composée de l'infanterie du duc d'Enghien, protégée sur ses flancs par les pelotons de tirailleurs. Le duc, avec quelques escadrons de Franco-Allemands, resta en présence de l'ennemi jusqu'à ce que l'armée eût franchi les marais et le défilé qui conduit à Langdenzlingen, et ne s'ébranla que lorsque l'infanterie d'arrière-garde eut atteint ce dernier village.

Merci ne chercha point à troubler la retraite du prince et de son détachement de cavalerie. Il s'était aperçu du mouvement opéré par le gros de l'armée, et en avait deviné le but. Il jugea qu'il courait le plus imminent danger s'il ne prévenait les Français sur le chemin de Willingen. En conséquence il mit de suite ses troupes en marche à travers les hauteurs qui longent le val Saint-Pierre.

Le duc d'Enghien averti de ce mouvement détacha huit cents chevaux, sous la conduite du brigadier Rosen[1], pour harceler les Austro-Bavarois, retarder leur marche, et donner à l'armée française le temps de les atteindre. Rosen exécuta l'ordre du prince avec autant de célérité que d'intelligence. En moins de deux heures il découvrit l'arrière-garde ennemie, comme elle arrivait à l'abbaye de Saint-Pierre. Il envoya sur-le-champ un officier au duc d'Enghien pour le prévenir de cette circonstance, et s'avança sans hésiter sur les Austro-Bavarois.

L'armée française débouchait alors dans un vallon qui aboutissait à une montagne si roide et si couverte de bois,

[1] Ou Rose, comme plusieurs écrivains militaires le désignent. C'était un gentilhomme livonien qui avait commencé à servir comme simple cavalier dans le régiment français de Brisson. Il s'éleva de grade en grade jusqu'à celui de maréchal de France. Il fut nommé par Jacques II général de l'armée anglaise, employée en Irlande. Il mourut en 1715, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

qu'on ne pouvait y passer qu'un à un. C'était le seul chemin que le duc d'Enghien pût prendre pour arriver plus promptement à l'armée austro-bavaroise. La difficulté du passage ne le rebuta point. Bientôt les troupes atteignirent le sommet de la montagne, et il aperçut lui-même l'ennemi arrêté, et Rosen près d'en venir aux mains avec l'arrière-garde.

Merci, de son côté, ne tarda pas à voir la tête de l'armée française qui se formait sur la montagne; mais il jugea qu'il aurait le temps de culbuter Rosen et son détachement avant que le duc d'Enghien ne fût descendu pour le secourir. Il ébranla donc la plus grande partie de ses troupes, pour se débarrasser de cette cavalerie qui l'inquiétait. Rosen se prépara à soutenir un choc si inégal. Faisant face aux Austro-Bavarois, il avait à sa droite le grand chemin de Willingen, couvert de l'artillerie et des bagages de l'armée ennemie; à gauche, des précipices, et à dos le défilé par où il pouvait espérer d'être secouru. Il détacha d'abord un de ses escadrons pour tomber sur les bagages, tandis qu'il s'avançait en bataille sur la ligne ennemie qu'il attaqua avec une ardeur incroyable. Trois fois il fut ramené, et trois fois il rallia sa troupe à l'aide et derrière une réserve de deux escadrons, qu'il avait laissés à l'entrée du défilé; mais enfin, forcé de céder à l'immense supériorité du nombre, il se mit en retraite par ce même défilé; il y aurait été infailliblement écrasé, si, dans le même temps, le général ennemi n'eût aperçu le duc d'Enghien, accourant au secours du détachement, à la tête d'un gros d'officiers et de soldats. Arrêté ainsi dans la poursuite des escadrons français, Merci ne pensa plus lui-même qu'à échapper au prince. Sa retraite fut si précipitée qu'il abandonna son artillerie et ses bagages, déja mis en désordre sur la route de Willingen par l'escadron que Rosen avait envoyé précédemment sur ce point. Il laissa seulement quelques dragons dans le bois pour disputer la tête du dé-

filé, et disparut par la route de Willingen. Le duc d'Enghien le poursuivit jusqu'à la montagne d'Holgrave, sans pouvoir atteindre son arrière-garde.

Ainsi se termina la triple et mémorable affaire de Fribourg. Quelque resserré que doive être le cadre que nous nous sommes imposé, nous avons cru devoir entrer dans ces détails, parce qu'ils offrent le tableau de ce que la guerre a de plus audacieux et de plus extraordinaire. On peut y remarquer d'un côté une valeur surprenante qui, jointe à une capacité supérieure, triomphe de tous les obstacles de la nature et de l'art : de l'autre une constance, une prévoyance, une résolution, une prudence qui ne se laissent déconcerter ni par les revers, ni par les accidens.

De toute son armée, Merci ramenait à peine 6 à 7,000 hommes sur Willingen; le reste avait été tué, pris, ou s'était dispersé dans les montagnes Noires. Les Français avaient acheté leur succès au prix du sang de 6,000 hommes tués ou blessés; mais le résultat de ce sacrifice fut l'occupation de Philipsbourg, Mayence, Spire, Worms, Appenheim, par le duc d'Enghien, et des trois places de Binghen, Kreutznach et Landau, qui se rendirent à Turenne.

*Suite des événemens militaires en Flandre et en Catalogne.* — En Flandre le duc d'Orléans, ayant sous ses ordres les maréchaux de la Meilleraie et de Chatillon, prit la place de Gravelines le 28 juillet. Cette place avait été défendue vaillamment pendant deux mois par don Fernando de Solis [1]. 1644.

Cependant la fortune était moins favorable aux Français,

[1] Ce fut à ce siége, où se signalèrent un grand nombre d'officiers appartenant aux plus grandes maisons du royaume, que s'éleva la contestation entre les maréchaux de la Meilleraie et Gassion, à qui prendrait possession de la place. On allait en venir aux mains, quand le maréchal-de-camp Lambert, au nom du duc d'Orléans, défendit aux troupes de

au-delà des Pyrénées. Don Philippe de Selve battit le maréchal de la Mothe-Houdancourt qui voulait faire lever le siége de Lérida. Le roi d'Espagne prit cette place, qu'il était venu assiéger après s'être emparé de Monçon, et ensuite celle de Balaguer. Poursuivant ces succès, les Espagnols firent lever le siége de Tarragone au maréchal français. Irrité de ces revers, le gouvernement, à la tête duquel était le cardinal Mazarin, rappela la Mothe-Houdancourt, et le fit enfermer au château de Pierre-Encise [1].

En Piémont la campagne se termina par la prise de Santia, qui se rendit au prince Thomas.

1645. *Suite des opérations en Allemagne ; combat de Mariendal.* — Le duc d'Enghien ayant été recueillir à Paris et à la cour le tribut d'éloges que lui méritait sa brillante conduite, le maréchal de Turenne se trouvait, au commencement de la campagne suivante, commander seul l'armée française d'Allemagne. Informé de la victoire que le général suédois Tortenson venait de remporter le 6 mars sur les troupes impériales, il passa le Rhin pour aller fermer au général Merci le chemin de Franconie; mais trompé par le rapport du brigadier Rosen, qu'il avait envoyé à la découverte, il crut que l'ennemi avait pris une autre direction. Le maréchal mit alors son armée en cantonnement dans les environs de Mariendal. Il apprit, dans la nuit du 5 mai, que l'armée de Merci s'avançait sur plusieurs colonnes. Cette nouvelle détermina le maréchal à rassembler ses troupes à

les reconnaître ni l'un ni l'autre, et donna le temps au prince de décider, suivant la règle déjà établie, que c'est le droit du régiment des gardes, à la tête duquel était le maréchal de la Meilleraie, d'entrer le premier dans les places conquises, lorsqu'il se trouve à l'armée. (*Voyez* le président Hénault.)

[1] Mazarin fit mettre ce maréchal en jugement; mais, après avoir été cité devant plusieurs tribunaux, la Mothe-Houdancourt, acquitté par le parlement de Grenoble, sortit de sa prison en 1648.

une lieue et demie de son quartier-général de Mariendal. Chargé de recevoir et de placer ces mêmes troupes à leur arrivée, le brigadier Rosen avait commencé à les former dans une vaste plaine, au-delà d'un bois, qu'elles étaient obligées de traverser. Turenne étant survenu pendant ce mouvement, le désapprouva, et donna l'ordre de repasser le bois. On n'en eut pas le temps; l'avant-garde ennemie parut inopinément, et l'engagement devint inévitable; Turenne fit, pour le soutenir, les dispositions les plus convenables à la circonstance. Il plaça à l'entrée d'un taillis à droite tout ce qu'il avait sous sa main d'infanterie (environ 3000 hommes), soutenue par deux escadrons; il rangea la cavalerie, consistant en sept à huit régimens, à gauche, sur une seule ligne, avec une faible réserve de deux escadrons.

Merci, témoin de ces mouvemens, s'avança en bon ordre, soutenu par une artillerie assez nombreuse, pendant qu'avec un corps d'infanterie, il attaquait celle des Français. Turenne, à la tête de ses escadrons, chargea la cavalerie ennemie, la rompit, ébranla même la seconde ligne des Austro-Bavarois, et enleva douze étendards; mais Merci faisait dans le même temps des progrès sur la droite des Français; et après avoir chassé l'infanterie du taillis, et l'avoir mise dans une déroute complète, il revint sur ses pas pour envelopper l'aile gauche. Turenne, qui vit cette manœuvre, se hâta d'ordonner la retraite. Ayant rallié son infanterie dans le bois, il la dirigea sur Philipsbourg, fit passer à la cavalerie le Thauber et le Mein, et soutint, avec une faible arrière-garde, tous les efforts de son adversaire. Arrêté à la sortie du bois par un corps de cavalerie, qui cherchait à lui couper le chemin de Mariendal, il s'ouvrit passage l'épée à la main, et acheva sans être inquiété, une retraite presque aussi honorable qu'une victoire.

A la nouvelle de l'échec éprouvé à Mariendal, le duc

d'Enghien, qui était alors en Champagne, occupé à organiser une nouvelle armée, se hâta d'accourir au secours de Turenne, en aidant, chemin faisant, le marquis de Villeroi à réduire le fort de la Mothe, en Lorraine. Il joignit le maréchal sur les bords du Necker, et passa avec lui cette rivière, après avoir pris Wimphen, pour chasser les troupes impériales de la Franconie.

Merci, après avoir évité quelque temps d'engager une action générale, pressé par l'armée française, vint prendre vers Nortlingen, une position dans laquelle il espérait braver les efforts de ses adversaires.

1645. *Bataille de Nortlingen.* — La plaine de Nortlingen, une des plus étendues de la Franconie, est coupée vers le milieu, à quelque distance de la petite rivière de Wernitz, par deux collines, distantes l'une de l'autre d'environ quinze cents pas; entre elles règne un vallon où est situé le village d'Alterheim : le terrain qui sépare ce village de la colline du même nom est uni, mais traversé dans toute sa longueur par un ruisseau assez large et profond. Le chemin qui conduit du village d'Alterheim à la colline appelée Weinberg, est rude et escarpé. C'est dans ce vallon et sur les deux collines que Merci établit son camp, dont il couvrit presque tout le front de forts retranchemens. Son armée, forte de dix-huit bataillons et de trente-six escadrons, montait à 16 ou 18,000 hommes, presque tous vieux soldats, aguerris par de nombreux combats.

L'armée française étant arrivée en présence de cette position, Turenne ne fut point d'avis d'attaquer des ennemis si bien retranchés; mais le duc d'Enghien persista dans la résolution de livrer bataille, et fit de suite les dispositions nécessaires. Le maréchal de Grammont commandait l'aile droite, composée de dix escadrons et soutenue d'une réserve de six bataillons et de six escadrons aux ordres du maré-

chal-de-camp comte de Chabot; Turenne commandait la gauche, consistant en douze escadrons de troupes allemandes [1], ayant en seconde ligne six bataillons et six escadrons hessois. Le centre était formé par la majeure partie de l'infanterie française, au nombre de 6 à 7,000 hommes, commandée par les maréchaux-de-camp Castelnau, Marsin et Bellenave, et soutenue, au besoin, par une réserve de six escadrons de gendarmes et carabiniers que le duc d'Enghien, qui ne prit point poste, se proposait de mener partout où il faudrait presser l'action et décider la victoire.

Merci comptait tellement sur les avantages que lui donnait la position qu'il avait choisie, et sur la valeur de ses troupes, qui dit à son épouse qui l'accompagnait : « Voyez-vous cette armée qui marche sur nous, Dieu lui-même la livre à nos coups : ouvrez votre cœur à la joie; ce jour va rendre à l'empire son ancien éclat et la paix. » L'aile droite de l'armée impériale, commandée par le général Gleen, s'étendait sur la colline appelée le Weinberg; l'aile gauche, placée sur l'Alterheim, était sous les ordres de Jean de Wert; Merci s'était réservé la direction des troupes disposées dans le vallon.

L'armée française s'ébranla à cinq heures du soir; les courtes et énergiques allocutions du duc d'Enghien avaient exalté l'enthousiasme des troupes. L'action s'engagea par une vive canonnade, à la suite de laquelle le maréchal-de-camp Marsin s'avança, avec une partie de l'infanterie du centre, sur le village d'Alterheim. Ce poste est abordé avec audace; déjà les retranchemens qui le couvrent sont emportés; Merci y fait passer successivement plusieurs renforts pour le défendre; le combat devient terrible; Marsin étant

[1] C'était l'ancienne cavalerie du duc de Weimar; elle passait alors pour la meilleure de l'Europe.

tombé blessé, ses soldats reculent; le marquis de la Moussaie, aide-de-camp du duc d'Enghien, arrive en cet instant, les ramène à la charge; mais une fusillade continuelle, qui part des maisons du village, arrête ce nouvel effort. Les Français auraient fini par perdre même les retranchemens, si le duc d'Enghien n'eût amené le reste de l'infanterie du centre au secours de la brigade Marsin. A la vue de cette nouvelle colonne, Merci excite l'ardeur de ses soldats : « Courage, leur dit-il, la victoire est à nous; Dieu aveugle les Français. » Il réunit alors toutes les troupes de son centre en une seule masse, pour la porter en avant du village; le duc d'Enghien soutient cette attaque avec une fermeté inébranlable : il voit tomber presque tous les officiers qui l'entourent; son cheval est tué sous lui; sa cuirasse et ses vêtemens sont criblés de balles; son sang coule par une large blessure; mais Merci est lui-même frappé à mort. Sa chute, sans rallentir l'ardeur de ses soldats, devient cependant le signal de leur défaite; les Français se rendent maîtres du village, à l'exception de l'église et d'une vaste maison où se réfugient deux régimens ennemis, dans l'intention de s'y défendre jusqu'à la mort. Cette résolution désespérée doublant leurs forces, ils tiennent leurs adversaires en échec; et le fer et la flamme ne peuvent les chasser de ces deux postes. Le duc d'Enghien, laissant son infanterie dans le village, devant l'ennemi, qui, malgré son opiniâtre résistance, ne saurait lui échapper, se porte alors rapidement à l'aile gauche, où sa présence était devenue nécessaire.

Le maréchal de Turenne s'était avancé entre le village et le Weinberg, sous un feu terrible d'artillerie et de mousquetterie, qui, partant de la colline, prenait en flanc la colonne française et y faisait de grands ravages. Atteint lui-même et grièvement blessé, Turenne n'en soutint pas moins courageusement, mais avec désavantage, un combat opi-

maître. Ses troupes ne pouvant, malgré tous leurs efforts, gravir la colline, commençaient à rétrograder en désordre, lorsque le duc d'Enghien parut. Son arrivée inspirant une nouvelle énergie aux soldats de Turenne, il atteint avec quelques compagnies de grenadiers le sommet du Weinberg, culbute l'infanterie qui s'y trouve, la taille en pièces, enlève les batteries, et fait prisonnier le général Gleen. Dans le même temps, secondée par le feu des pièces ennemies placées sur le Weinberg, et que le prince venait de faire diriger sur les deux bâtimens qu'occupaient encore, dans le village d'Alterheim, les impériaux, l'infanterie française fait un nouvel effort sur ces postes, et force les deux régimens à mettre bas les armes.

Pendant que ceci se passait au centre et à la droite de la ligne ennemie, le maréchal de Grammont, à la tête de l'aile droite des Français, avait marché sur la colline d'Alterheim, défendue, comme nous l'avons déjà dit, par les troupes aux ordres du général Jean de Wert. Celui-ci, prévenant l'attaque des Français, les aborda lorsqu'ils étaient encore en marche, et par cette brusque agression mit quelque confusion dans leurs escadrons. Le maréchal voulut réparer ce désordre en formant son infanterie pour faciliter à la cavalerie le moyen de se rallier derrière elle. Mais l'ennemi, poursuivant son premier succès, ne tarda point à culbuter cette ligne et à la mettre en déroute. Le maréchal de Grammont tenta vainement, avec deux bataillons qui n'avaient point été rompus, d'arrêter les impériaux; accablé par le nombre, et blessé lui-même, il fut fait prisonnier, ainsi que cette troupe.

Le duc d'Enghien reçut la nouvelle de cette castatrophe au moment où, victorieux à Alterheim et sur la colline de Weinberg, il se disposait à joindre le maréchal de Grammont pour savoir le résultat de son attaque : furieux d'un événe-

ment qui pouvait lui ravir un triomphe sur lequel il croyait, à juste titre, avoir le droit de compter, le prince, suivi de sa réserve de gendarmes et de carabiniers, vole avec la rapidité de l'aigle, et arrive à son aile droite à l'instant où la seconde ligne, ou plutôt la réserve commandée par le comte de Chabot, venait d'être mise en déroute. Il fait rallier quelques pelotons par des officiers, pendant qu'avec ses escadrons il charge l'ennemi et le force à rétrograder. Jean de Wert, informé des revers du centre et de la droite, ne chercha point à tenir plus long-temps sur la colline d'Alterheim, et profita de la nuit pour faire sa retraite sur Donauwert. Les impériaux avaient perdu, dans cette bataille, 4,000 morts et 2,000 prisonniers; les Français comptaient à peu près 4,000 hommes tués ou blessés. Le général Merci fut enterré sur le champ de bataille, et on grava sur sa tombe l'inscription suivante, bien éloignée de la simplicité du style lapidaire des anciens : *Sta viator, heroem calcas* [1].

La victoire de Nortlingen n'eut pas les suites brillantes qu'on pouvait en espérer, et, peut-être, faut-il en trouver la cause dans la maladie du duc d'Enghien, qui se vit obligé de retourner en France. L'armée française mit le siége devant Heilbronn; mais l'archiduc Léopold et le général Galas forcèrent Turenne à abandonner cette place, et reprirent tout le pays situé entre le Danube et le Necker. Le maréchal ayant repassé le Rhin, termina la campagne par la prise de Trèves, où il rétablit l'électeur, et par la négociation de l'échange du maréchal de Grammont contre le général Gleen.

[1] J. J. Rousseau dit à ce sujet dans Emile : « Quand j'aurais trouvé cette épitaphe sur un monument ancien, j'aurais deviné qu'elle était moderne; car rien n'est si commun que les héros parmi nous; mais chez les anciens ils étaient rares. Au lieu de dire qu'un homme était un héros, ils auraient dit ce qu'il avait fait pour l'être. »

*Succès des armées françaises en Flandre, en Catalogne et en Piémont.* — En Flandre, le duc d'Orléans ayant sous ses ordres le maréchal de Gassion, prit le fort de Mardick, le 10 juillet. Cette conquête valut au comte de Rantzau le bâton de maréchal. Les places de Lenk, Bourbourg, Béthune, Cassel, Braire, Merville et Saint-Venant ouvrirent successivement leurs portes aux troupes françaises. Le duc d'Orléans étant retourné à Paris, les maréchaux Gassion et Rantzau soumirent ensemble ou séparément Liller, la Mothe-aux-Bois, Armentières, Varneton, Comines, Marchiennes, le Pont-à-Vendin, Lens, Orchies, l'Ecluse et Arleux. Le prince, dont les opérations devaient se combiner avec celles des troupes françaises, se borna à la prise de Hultz, encore y fut-il engagé comme malgré lui, par le secours que Gassion lui fournit. La jalousie de la province de Hollande contre celle de Zélande empêcha le prince d'Orange de faire le siége d'Anvers, dans la crainte que cette place maritime ne fît tomber par la suite le commerce d'Amsterdam. Vers la fin de la campagne, les Espagnols reprirent Cassel et le fort de Mardick, dont les Français avaient négligé la défense. 1645.

En Catalogne, le comte d'Harcourt, successeur du maréchal la Mothe-Houdancourt empêcha les Espagnols de secourir la place de Roses, qu'assiégeait, avec un corps séparé, le comte Duplessis-Praslin, et qui capitula le 31 mai, après quarante-neuf jours de tranchée ouverte. Cette conquête assurait la communication du Roussillon avec la Catalogne. Le comte d'Harcourt, après s'être emparé des deux petites places d'Agramont et de Santona, passa la Sègre et battit, à Llorens, le 23 juin, l'armée espagnole, commandée par don Andrea Cantelmo. Cette victoire lui fit ouvrir les portes du fort de Balaguer.

La fortune, en Piémont, fut également favorable aux

armes françaises. Le prince Thomas, après s'être emparé de Vigevano et de la Rocca, joignit ses troupes à celles qu'amena de Catalogne le comte Duplessis-Praslin, nommé maréchal après la prise de Roses. Ces deux généraux réunis passèrent la rivière de Mora, en présence des Espagnols, et, après quelques escarmouches, engagèrent une action générale. Le combat fut vif et opiniâtre; mais les troupes de Duplessis-Praslin décidèrent enfin la victoire. Les Espagnols, accablés, laissèrent sur le champ de bataille 4,000 morts, un grand nombre de blessés et 1,500 prisonniers entre les mains des vainqueurs. Cette victoire n'eut point d'autre résultat pour les Franco-Piémontais, à cause de la mésintelligence des deux généraux. Loin d'achever la ruine de l'armée ennemie, ils n'empêchèrent pas même le général espagnol de reprendre la Rocca, et entrèrent, chacun de son côté, en quartiers d'hiver, avant que la rigueur de la saison ne parût justifier cette mesure.

1646. *Le cardinal Mazarin enchaîne l'activité du maréchal de Turenne en Allemagne.* — Cependant la nation française commençait à murmurer de la durée d'une guerre qui consommait beaucoup d'hommes et d'argent, sans que des avantages bien solides compensassent ces sacrifices. Le cardinal Mazarin, pour la décharge du ministère, rejetait sur l'ambition de son prédécesseur la nécessité où se trouvait le gouvernement de continuer les hostilités, afin de procurer une paix glorieuse à la France; et, pour mieux prouver ses intentions à cet égard, il affecta une grande modération dans les mesures qu'il prit pour la campagne suivante. Il arrêta l'essor du génie du duc d'Enghien, qui, chargé au printemps du commandement de l'armée de Flandre, se disposait à faire aux Espagnols la guerre la plus active. Il entrava le talent et les projets de Turenne, en ne faisant passer aucun secours à l'armée d'Allemagne, et en l'engageant dans

des intrigues politiques qui répugnaient aux principes de ce vertueux guerrier. Des ordres de la cour prescrivirent au maréchal de seconder faiblement les opérations des alliés, qui s'étaient joints aux Français contre la Bavière. Le duc de Bavière promit de reconnaître ce service, par l'aveu du corps germanique pour la conservation à la France de l'Alsace et de la place de Philisbourg[1].

*Suite des opérations en Flandre, en Italie et en Catalogne.* — Le cardinal Mazarin chercha moins à contrarier 1646. les opérations du duc d'Orléans, qui reprit en Flandre le commandement général des troupes sous les ordres des maréchaux de Grammont et de Gassion. On fit le siége de Courtrai, qui fut pris le 28 juin, malgré les inquiétudes que donnait l'armée des Pays-Bas, commandée par le duc de Lorraine et les généraux Piccolomini, Beck et Lamboi. Le duc d'Orléans assiégea ensuite Bergues-Saint-Vinox, qui se rendit le 1er août. De là il vint investir Mardick, que les Espagnols avaient repris, comme nous l'avons dit, à la fin de la dernière campagne. Le siége de cette place fut long et meurtrier, et dura dix-sept jours, parce que le général Lamboi y jeta quelques secours; mais la flotte hollandaise ayant paru intimida les assiégés, qui se rendirent le 24 août. Le duc d'Orléans étant retourné à la cour, suivant son usage, après quelques mois de campagne, le duc d'Enghien, qui le remplaça, prit Furnes le 7 septembre, et mit le siége devant Dunkerque. Cette dernière place capitula le 7 octobre. La cour s'était rapprochée, au commencement de cette campagne, du théâtre de la guerre dans le nord. La reine-mère

[1] Cette intelligence fut découverte par la publication d'un traité de neutralité entre la France et la Bavière; la jalousie que la reine-régente commençait à prendre des Suédois, et l'avantage que le ministre trouvait à séparer l'électeur de Bavière du parti de l'empereur, en furent les motifs.

avait amené le jeune roi, qui voyageait pour la première fois, jusqu'à Amiens, rendez-vous des troupes de l'armée de Flandre.

Il ne se passa rien de bien remarquable en Piémont, où les Espagnols conservaient toujours quelques places. Le prince Thomas, d'après l'invitation du cardinal Mazarin, qui voulait satisfaire une vengeance personnelle, vint mettre le siége devant Orbitello, en Toscane. Cette place était occupée par les Espagnols; mais l'intention du cardinal, en la faisant assiéger, était de menacer les états du pape d'une invasion [1]. Dans le même temps, le duc de Brézé reçut l'ordre d'amener la flotte française de la Méditerranée devant les côtes de Toscane et de l'Etat ecclésiastique. Le prince Thomas ayant ouvert la tranchée, la flotte espagnole, commandée par le marquis de Pimentel, vint au secours de la place, et l'amiral de Brézé lui livra bataille le 14 juin; l'action fut vive et sanglante; Brézé y fut tué à l'âge de vingt-sept ans, et, quoique les Espagnols fussent défaits, le prince Thomas se vit obligé de lever le siége d'Orbitello. Mazarin fut dédommagé de cette contrariété par la prise de Piombino, qui se rendit, le 8 octobre, aux maréchaux de la Meilleraie et Duplessis-Praslin, et par celle de Porto-Longone, dans l'île d'Elbe, dont ils s'emparèrent le 29 du même mois. La réconciliation de Barberini avec le pape fut la suite de ces avantages, et le chapeau de cardinal fut envoyé au frère de Mazarin, l'archevêque d'Aix, qui se fit appeler le cardinal de Sainte-Cécile. Le duc de Modène se déclara pour la France contre les Espagnols.

[1] Mazarin, sous le prétexte de venger la famille romaine des *Barberin* de l'ingratitude du pape Innocent X, qui lui devait son élévation, mais bien dans l'intention réelle d'obtenir satisfaction de l'insulte personnelle que lui avait faite le pontife, en refusant le chapeau de cardinal à son frère l'archevêque d'Aix : Mazarin, disons-nous, avait prescrit ce mouvement du prince Thomas vers la Toscane, afin de menacer Rome.

En Catalogne, le comte d'Harcourt fut battu par le général Leganès, le 21 novembre, et forcé de lever le siége de Lérida.

Cette même année, le parlement d'Angleterre déclara le roi Charles 1er déchu de tous ses droits à la couronne.

*Négociations pour la paix, ouvertes à Munster et à Osnabruck.* — Des conférences pour la paix avaient été ouvertes en Allemagne, vers la fin de la campagne, et les plénipotentiaires de la France, de la Hollande, de la Suède, de l'Espagne, etc., y avaient invité tous les princes et états de l'empire, malgré la répugnance de l'empereur, qui avait peine à traiter d'égal à égal avec des états qu'il voulait accoutumer à le regarder comme leur souverain : les catholiques étaient assemblés à Munster, et les protestans à Osnabruck. La cour de France avait envoyé le duc de Longueville à Munster; les deux autres plénipotentiaires français, Abel Servien et le comte d'Avaux, étaient divisés d'opinions. Le premier, négociateur estimé, avait toute la confiance du cardinal Mazarin, mais le second était un génie supérieur. Les Espagnols et les Hollandais trompèrent la sagacité de Servien, en concluant une suspension d'armes entre les deux puissances, qui finit par un traité de paix séparé, signé l'année suivante. 1647.

*Continuation de la guerre en Allemagne, en Flandre et en Catalogne.* — Pendant ces négociations, le maréchal d'Hocquincourt, commandant un corps d'armée en Allemagne, ouvrit la campagne au printemps, par la prise de Tubingen dans le Wurtemberg. Le maréchal de Turenne, qui avait reçu l'ordre, en conséquence du traité de neutralité avec la Bavière, de repasser le Rhin et d'entrer dans le pays de Luxembourg, ne fut pas le maître de ramener avec lui la cavalerie allemande, qui passa dans l'armée suédoise, commandée par le général Wrangel. 1647.

En Flandre, l'archiduc Léopold, instruit des dispositions du gouvernement hollandais, et qui n'avait plus à en craindre de diversion, ouvrit le premier la campagne par le siége d'Armentières, qui se rendit après quatorze jours de tranchée ouverte. Il s'empara ensuite de Comine. De là, ayant fait le siége de Landreci, que la mésintelligence des maréchaux de Gassion et de Rantzau empêcha de secourir, il soumit cette place le 18 juillet. Pendant ce temps, le corps du maréchal de Rantzau s'emparait du fort de la Kenoque, et assiégeait Dixmude, qui capitula le 13 juillet. Le maréchal de Gassion, de son côté, fit capituler La Bassée le 19, ayant appris que l'archiduc arrivait au secours de cette place. Rantzau prit encore les forts de Nieudam et de l'Ecluse, et fut attaqué au retour par les Espagnols, sans avantage d'aucun côté. Le maréchal de Gassion ayant entrepris le siége de Lens, fut blessé à mort devant cette place, et mourut quatre jours après, le 2 octobre. La place se rendit le lendemain[1]. La campagne finit par le second siége de Dixmude, que les Espagnols reprirent le 14 novembre.

Les opérations en Italie ne furent pas à l'avantage des Français. Le connétable de Castille, gouverneur du Milanais, reprit la place de Nizza-della-Paglia, le 23 mai; mais le duc de Modène, qui avait embrassé le parti de la France, et la révolte du peuple de Naples, insurgé par le fameux Mazaniello, empêchèrent les Espagnols de poursuivre ce succès.

Le duc d'Enghien, devenu prince de Condé, son père étant mort le 26 décembre de l'année précédente, avait pris le commandement de l'armée française en Catalogne. Il voulut recommencer le siége de Lérida, abandonné forcément par le comte d'Harcourt; mais, ainsi que ce dernier, il fut contraint de le lever.

[1] La France, dit le marquis de Monglat dans ses Mémoires, en gagnant une bicoque, perdit un grand capitaine.

Les dissensions religieuses à l'occasion de la doctrine qu'on nomma *le jansénisme*[1], commencèrent à éclater cette année.

Le roi d'Angleterre, Charles Ier, fut arrêté dans l'île de Wight par les troupes parlementaires, et renfermé dans une prison.

La campagne, malgré les négociations entamées en Allemagne, se rouvrit au printemps avec la même vivacité que si la paix n'avait pas été près d'être conclue. Le maréchal de Turenne fit sa jonction avec les troupes suédoises, commandées par les généraux Wrangel et Konismarck, dont il s'était séparé l'année d'auparavant, par ordre de la cour; et ces forces réunies envahirent la Bavière, pour punir le duc d'avoir enfreint la neutralité à laquelle il s'était engagé. Les généraux bavarois et autrichien, Melander et Montecuculli, furent battus à Summerhausen, près d'Augsbourg, le 17 mai; le duc de Bavière, à l'âge de 78 ans, se vit obligé de fuir précipitamment de ses états, qui furent saccagés. Les Suédois pillèrent le château de Prague, et y firent un butin immense. Mais les opérations de l'armée franco-suédoise dûrent être arrêtées par la paix de Munster, dont nous parlerons plus loin. Le traité particulier que l'Espagne et la Hollande signèrent le 30 janvier, en privant la France de l'alliance de la dernière de ces puissances, avait encouragé la première à de nouveaux efforts contre ce royaume, où semblait se ranimer le feu des guerres civiles, ainsi qu'on le verra bientôt. 1648.

Le prince de Condé, revenu de Catalogne pour commander l'armée de Flandre, ouvrit la campagne par le siége d'Ypres; mais cette opération entraîna la perte de Courtrai,

[1] Du nom de Jansénius, évêque d'Ypres, dans un ouvrage duquel les théologiens trouvèrent cinq propositions sur la grâce, qui furent condamnées en 1653 par le pape Innocent x, et allumèrent dans l'église de France une guerre qui dura plus d'un siècle.

dont on avait retiré une partie de la garnison pour renforcer le prince. L'archiduc Léopold éprouva moins de difficultés à s'emparer de cette dernière place, qui capitula le 19 mai. De son côté, Condé prit Ypres, le 28 du même mois. Furnes se rendit ensuite aux Espagnols le 3 août, et Lens le 19. Le prince de Condé, n'ayant pu empêcher la prise de Lens, vint attaquer l'archiduc dans la plaine où est située cette place.

1648. *Bataille de Lens.* — L'armée française ne comptait pas plus de 8000 hommes d'infanterie, et de 6000 chevaux. En se réservant le commandement direct de l'aile droite, Condé avait confié la gauche au maréchal de Grammont, le centre au duc de Châtillon, et la réserve au baron d'Erlach. L'armée espagnole était forte de 18,000 combattans, et avait, avec trente-huit pièces de canon, l'avantage de la position. L'aile droite, composée de tout ce qui restait à l'Espagne des vieilles troupes échappées au désastre de Rocroi, était appuyée aux glacis de Lens, et couverte sur son front de ravins et de chemins creux. Le centre occupait plusieurs villages et hameaux, naturellement retranchés par des haies vives et des fossés; l'aile gauche était postée sur une éminence d'un abord difficile.

Condé était arrivé le 20 août, dans l'après-midi, en présence de l'ennemi; mais, reconnaissant la difficulté de le forcer dans la position où il était, après avoir d'ailleurs tenté vainement de le faire sortir de ses retranchemens, il crut devoir rétrogader jusqu'au village de News, vers la Bassée, pour s'y procurer des vivres et des fourrages. Toutefois, il voulut opérer ce mouvement de jour, dans l'espérance qu'il réussirait peut-être à tirer l'ennemi de sa position avantageuse, et à l'amener sur un terrain plus favorable à l'armée française. En conséquence, cette dernière ayant passé la nuit devant l'armée espagnole, s'ébranla au lever de

l'aurore, et se mit en marche sur six colonnes, dans la direction dont nous venons de parler.

Le général Beck s'étant aperçu de ce mouvement, se mit à la poursuite des Français, et atteignit l'arrière-garde. Cette troupe, après une vigoureuse résistance, allait être mise dans une déroute complète, lorsque le duc de Châtillon, à la tête de la gendarmerie, accourut au secours, et fondit avec impétuosité sur la cavalerie lorraine, qui fut culbutée. L'archiduc, informé de ce qui se passait, envoya presque tous ses escadrons pour soutenir les premiers. Cette masse énorme fit reculer dans le plus grand désordre, les gendarmes et ce qui restait encore de l'arrière-garde, tandis que le prince de Condé s'avançait lui-même à la tête de huit escadrons. Ceux-ci, étonnés de la défaite des gendarmes, du nombre et des cris de la cavalerie victorieuse, n'osent soutenir le choc, et prennent la fuite. Condé reste un moment seul sur le champ de bataille, et se voit sur le point de tomber entre les mains des Espagnols. Il parvient cependant à joindre quatre escadrons qui, honteux d'avoir cédé si promptement à un mouvement de terreur panique, se ralliaient au pied d'une colline derrière laquelle les autres fuyards avaient cherché un asile. Le prince y réunit une partie des gendarmes et ramène cette troupe sur l'ennemi. Cette résolution hardie impose au général Beck : dans l'espèce de confusion où la poursuite a mis ses escadrons, il n'ose recevoir la charge, et se retire sur une hauteur, en attendant l'archiduc, auquel il envoie officier sur officier pour le prier d'accélérer sa marche, lui exagérant la frayeur et la confusion des Français, et le flattant d'une victoire aussi glorieuse que celle de Pavie et de Saint-Quentin.

Léopold, se confiant avec trop de facilité aux illusions de son lieutenant, commit l'imprudence de quitter ses retranchemens. Mais quelle fut sa surprise, lorsqu'au lieu du

trouble et de la terreur qu'on lui avait annoncés, il vit l'ordre rétabli parmi les troupes françaises, rangées sur deux lignes, et dans une attitude menaçante. Par des prodiges d'activité et de prévoyance, Condé avait en peu de temps réparé les suites de l'échec qu'il venait d'éprouver. Tous les officiers-généraux s'étaient réunis autour de lui : « Messieurs, leur avait-il dit, il faut aujourd'hui vaincre ou mourir. » Le prince ne fit à ses premières dispositions d'autre changement que celui de substituer la seconde ligne à la première, encore mal remise de la déroute. Ce mouvement se fit par un passage de ligne, c'est-à-dire, que la seconde ligne passa par les intervalles de la première, qui s'était d'abord formée en présence du général Beck, lorsque celui-ci avait cru devoir s'arrêter. Condé, parcourant les rangs, leur dit encore : « Amis, ayez bon courage, et souvenez-vous de Rocroi, de Fribourg, et de Nortlingen. »

Il était huit heures du matin quand les deux armées se trouvèrent ainsi en présence, dans une plaine qui permettait surtout au prince un développement et des mouvemens qu'il n'aurait pas eu la possibilité de faire sur le terrain de la veille. L'action fut engagée par une vive canonnade de part et d'autre. Le prince de Salm s'avança ensuite à la tête de la ligne espagnole. Condé, à la tête du régiment de Villette, enfonce, l'épée à la main, la troupe qui lui est opposée; le reste de l'aile droite française imite le prince, et triomphe avec lui. La gauche de la deuxième ligne ennemie, composée de troupes lorraines, s'ébranle à son tour, et repousse les assaillans. Le prince les rallie et les ramène à la charge. Le combat devient terrible, et la victoire reste quelque temps incertaine. Condé ne connaît plus le danger; à la tête de ses escadrons il charge jusqu'à douze fois les Lorrains opiniâtres; en passant d'un point à un autre avec la rapidité de l'éclair, il semble se multiplier. Enfin la gauche

de la seconde ligne ennemie est rompue et mise en désordre; les troupes lorraines abattues, épuisées, prennent la fuite, et entraînent dans leur déroute le corps de réserve dont Condé fait un carnage horrible.

Pendant ce temps, le maréchal de Grammont, qui commandait la gauche de l'armée française, après avoir soutenu d'abord une charge vigoureuse, avait également renversé la droite de la première ligne ennemie, et ensuite celle de la seconde, sans lui donner le temps de se reconnaître. Poursuivant les vaincus jusqu'au défilé de Lens, il rencontra le prince de Condé dans la même direction, après les succès des troupes de la gauche.

Le régiment des gardes françaises, placé au centre, ayant culbuté un régiment espagnol et deux régimens allemands, emporté par un excès de courage à la poursuite de ces troupes, se laissa prendre en flanc par un corps de cavalerie, à la tête duquel se trouvait l'archiduc en personne; il allait être taillé en pièces, quand le duc de Châtillon parut à la tête des gendarmes et des gardes du prince de Condé. La cavalerie ennemie ne put soutenir le choc de ce renfort. Dans le même temps le reste de l'infanterie française, formant le centre de l'armée, tomba sur l'infanterie ennemie déjà affaiblie de trois régimens et découragée par la déroute des deux ailes; cette troupe n'opposa qu'une faible résistance, et prit bientôt la fuite, à l'exemple de la cavalerie. Couvert de blessures, le général Beck fut fait prisonnier, et conduit à Arras, où il mourut quelques jours après. L'archiduc suivant, avec le comte de Fuensaldagua, le torrent des fuyards, alla chercher un asile dans les murs de Douai. Plus de 4,000 morts restés sur le champ de bataille, 6,000 prisonniers, dont 800 officiers, 120 drapeaux, tous les canons, tous les bagages, enfin la reprise de Lens furent les brillans trophées de cette victoire. Le prince de Condé, qui alla mettre ensuite

le siége devant Furnes, ne tarda pas à s'en faire ouvrir les portes. Après cette expédition, les commencemens de la guerre ridicule *de la Fronde*, dont nous parlerons bientôt, rappelèrent Condé à la cour, qui avait besoin de lui pour l'opposer aux *Frondeurs*.

La guerre continuait en Catalogne, avec quelque succès; le maréchal de Schomberg prit la place de Tortose le 10 juillet.

Le duc de Modène, devenu l'allié des Français, après avoir forcé, conjointement avec le maréchal Duplessis-Praslin, les retranchemens espagnols sous Crémone le 30 juin, fut obligé de lever le siége qu'il avait mis ensuite devant cette place le 6 octobre.

1648. *Paix de Westphalie.* — Enfin, après une guerre si meurtrière, après de longues négociations, entamées dès l'année 1644, et où se déploya toute l'habileté de la diplomatie, les traités de Munster et d'Osnabruck [1], désignés depuis sous le nom commun de *paix de Westphalie*, rétablirent le calme dans une partie de l'Europe. Ce traité mit des bornes étroites au pouvoir de l'empereur, établit ou cimenta l'autorité des diètes de l'empire, fixa les droits des différens princes d'Allemagne, assura aux protestans de ce pays la possession des biens ecclésiastiques, dont ils s'étaient emparés. L'empereur céda au roi de France la souveraineté des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, qu'il possédait déjà, et celle de l'Alsace qui assura sa puissance. Les Suédois obtinrent des avantages encore plus considérables, Bremen, Werden, Stettin, Wismar, la Poméranie citérieure, etc., et une indemnité de cinq millions d'écus. Il faut convenir que la valeur et la discipline de leurs troupes avaient, en

[1] Les catholiques signèrent la paix à Munster, et les protestans à Osnabruck. Les deux traités n'en firent qu'un seul, sous le nom de *Traité de Westphalie*.

grande partie, décidé du succès de la guerre. L'entretien de cette armée suédoise en Allemagne, depuis dix-huit ans environ, n'avait coûté qu'un million à la France par chaque année; elle avait renversé le despotisme de la maison d'Autriche. L'Espagne refusa d'accéder au traité de Westphalie, parce qu'elle comptait sans doute profiter de la guerre civile, qui était prête à s'allumer en France, et qui pouvait lui offrir une belle occasion de vengeance.

*Commencement de la guerre civile, dite de la Fronde.* 1648.
— Voici l'origine de cette guerre intestine, dont Paris et ses environs furent le principal et presqu'unique théâtre. Mazarin avait fait retenir les gages des officiers du parlement : le peuple, accablé par les impôts, excitait ces mêmes officiers contre le cardinal et contre un autre Italien, nommé Emeri, son agent, qu'il avait fait surintendant des finances du royaume. Celui-ci ne pensait qu'à satisfaire la cupidité de son patron et sa propre avidité, à multiplier ces dangereuses ressources que les financiers de son pays avaient tant de fois imaginées. Entr'autres édits bursaux, celui qui créait douze charges de maîtres-des-requêtes, auquel les anciens de ce corps avaient formé opposition dès le 17 janvier de cette année, donna lieu aux premiers mouvemens. Le parlement de Paris, par deux arrêts, l'un du 13 mai, l'autre du 15 juin, forma une union avec les parlemens et les autres compagnies du royaume. Déjà deux présidens de ce même parlement de Paris avaient été arrêtés, sans que cela eût eu de suites; lorsque le cardinal Mazarin crut que le jour où l'on chantait le *Te Deum* à l'église de Notre-Dame, pour le gain de la bataille de Lens (c'était le 26 août), serait une occasion favorable pour faire arrêter deux autres membres du parlement, le président Potier de Blancmesnil et le conseiller Broussel, qui avaient opiné avec plus de force que les autres contre les intentions du gouvernement. On s'assura de leurs

personnes. Potier, neveu de l'évêque de Beauvais, ne pouvait pardonner à la reine d'avoir renvoyé son oncle du conseil, au commencement de la régence; Broussel, homme sans fortune, mais doué de beaucoup de hardiesse, était mécontent de la régente, qui avait refusé une compagnie à son fils, dans le régiment des gardes. L'emprisonnement de ces deux magistrats eut des suites qu'on était loin de prévoir. Le peuple les redemanda : bientôt les anciennes chaînes du temps des factions des Armagnacs et des Bourguignons, furent tendues dans les rues de Paris, et le gouvernement fut forcé à rendre les prisonniers. C'est ce que les historiens ont appelé *la Journée des Barricades*. Le bien public, comme il arrive presque toujours dans les révoltes, n'était que le prétexte de ces troubles, excités par les mécontens du gouvernement, qui, sans attaquer la majesté royale, s'en prenaient au principal ministre. On donna à ce parti le nom de *Frondeurs*, et celui de la cour fut appelé *les Mazarins*. Les chefs des Frondeurs étaient le duc de Beaufort, sauvé du château de Vincennes, où il avait été prisonnier pendant cinq ans, de Retz, coadjuteur de l'évêque de Paris, et depuis cardinal, la duchesse de Longueville, le prince de Marsillac [1], le prince de Conti, les ducs de Vendôme, de Nemours, de Bouillon, les maréchaux de Turenne, de la Mothe-Houdancourt et plusieurs autres seigneurs.

Le prince de Condé, le maréchal de Grammont, le duc de Châtillon, etc., se trouvaient du parti de Mazarin.

Mais dans le cours de cette lutte ridicule, on devait voir (en moins de trois années) les intérêts changer totalement : le prince de Conti, chef des Frondeurs contre le cardinal, épouser sa nièce; le prince de Condé assiéger Paris pour le roi, défendre cette capitale contre les troupes royales, rame-

[1] De la Maison de la Rochefoucaud; il devint duc de ce nom, après la mort de son père : c'est le célèbre auteur des *Maximes*.

ner Mazarin triomphant dans Paris, et ensuite être mis en prison par ce même cardinal; enfin le maréchal de Turenne se séparer du prince de Condé, et livrer contre lui le combat du faubourg Saint-Antoine. Gaston, duc d'Orléans, si remuant sous le règne précédent, et toujours aussi faible, flottait entre les deux partis; et, suivant son caractère et les intérêts de son favori, l'abbé de la Rivière, il passa tour à tour de l'un dans l'autre.

Le parlement, entraîné par la violence des factions, rendit des arrêts pour favoriser la guerre, et un prélat, le coadjuteur de Paris, employa tout son génie à fomenter la discorde, sans aucun prétexte de religion. Le jeune roi fut obligé de quitter Paris; sa mère l'emmena à Saint-Germain. Le prince de Condé, rappelé de l'armée de Flandre, comme nous l'avons déjà dit, vint assiéger Paris; le parlement leva des troupes pour défendre cette capitale. Mais ce qui rendit cette guerre peu sanglante, c'est le ridicule qui s'y attacha. On plaisantait les armes à la main. La cour donna le sobriquet de *roi des Halles*, au duc de Beaufort, parce que le ton grosssier et les manières populaires de ce bâtard d'Henri IV enchantaient la multitude. De Retz, qui portait le titre d'archevêque de Corinthe, ayant été battu dans une sortie, on nomma cette défaite, *la première aux Corinthiens* [1]. Vingt conseillers de nouvelle création, qui avaient fourni 15,000 livres chacun au commencement de la guerre, furent désignés sous le nom de *Quinze-Vingts*.

Les Espagnols s'apprêtant à profiter des conjonctures, comme on va le voir bientôt, la crainte de les voir pénétrer en France, produisit un accommodement, dont la cour ni les Frondeurs ne furent satisfaits. Mazarin resta premier ministre, et le parlement conserva son autorité.

[1] Par allusion à la première épître adressée par saint Paul aux habitans de Corinthe.

1648. *Procès de Charles 1er en Angleterre.* — En Angleterre, après diverses rencontres entre les troupes restées fidèles à Charles 1er, et celles du parlement, Cromwell, chef des révoltés, apprenant qu'il y avait eu quelques négociations entre le prince et des membres du parlement, cassa cette assemblée, et fit transférer le 28 septembre Charles 1er de l'île de Wight au château de Hurtz. Un nouveau parlement, convoqué par Cromwell, commença le procès du monarque anglais.

1649. *Suite de la guerre contre les Espagnols.* — Les troubles civils de Paris avaient fait négliger au gouvernement le soin de la guerre de Flandre. Les Espagnols en profitèrent pour reprendres Ypres, le 8 mai, et Saint-Venant le 10. Toutefois le comte d'Harcourt, commandant l'armée française, autant par son génie que par la valeur de ses troupes, se trouva en mesure de défaire un corps de troupes lorraines devant Valenciennes, le 10 juin, et tailla en pièces un détachement de 1,800 chevaux entre Douai et Saint-Amand, le 23 du même mois. Il investit ensuite Cambrai, mais il fut obligé d'abandonner ce siége le 3 juillet; et il termina la campagne par la prise de la place de Condé, qui se rendit, après deux jours de tranchée ouverte, le 25 août. Le comte d'Harcourt ne la fit point occuper par une garnison française, parce qu'il jugea que cette place n'était point en état d'être conservée pendant l'hiver.

Le gouvernement n'ayant point les moyens de soutenir le duc de Modène en Italie, ce prince, du consentement de Mazarin, fit son accommodement avec le vice-roi espagnol du Milanais.

Don Juan de Garai, qui commandait l'armée du roi d'Espagne en Catalogne, dut renoncer à entreprendre le siége de Barcelonne, parce que le comte de Marsin fit entrer une garnison française dans cette place.

*Mort de Charles 1er; la république d'Angleterre est reconnue par la France et quelques autres puissances.* — Charles 1er, condamné à mort par le parlement de Cromwell, avait eu la tête tranchée le 9 février de la même année, devant son palais de Witehall, à Londres. La chambre des pairs avait été supprimée, le serment de fidélité et de suprématie supprimé, et tout le pouvoir remis entre les mains du peuple. Cromwell, déclaré général perpétuel des troupes de l'état, régnait sous le titre de *protecteur*. La nouvelle république fut d'abord reconnue par le roi d'Espagne, ensuite par la Suède, la Hollande, Venise, et enfin par la régence de France. Charles Stuart, fils de Charles 1er, reconnu en Irlande, par les soins du marquis d'Ormond, battu et défait, se retira en France près de la reine sa mère. 1649.

*Suite de la guerre de la Fronde; le prince de Condé est arrêté.* — Le prince de Condé, à qui l'état et Mazarin devaient, l'un sa gloire et l'autre sa sûreté, mettait ses services à trop haut prix, et devenait rebelle à force de prétentions : il s'opposait d'ailleurs au mariage de l'une des nièces du cardinal avec le duc de Mercœur : Mazarin résolut de le faire arrêter. L'occasion était favorable, le prince était en brouille ouverte avec les Frondeurs. Il les accusait devant le parlement, et entr'autres le duc de Beaufort et le coadjuteur de Retz, d'avoir voulu le faire assassiner; pendant l'instruction du procès, les deux partis, qui se rendaient au parlement, faillirent en venir aux mains dans la grande salle du palais. La reine, profitant des circonstances, négocia avec les Frondeurs. La duchesse de Chevreuse gagna le duc d'Orléans, après l'avoir détaché de l'abbé de la Rivière, qui fut disgracié; elle excita sa jalousie contre le prince de Condé, et l'amena au point de lui faire désirer qu'on l'arrêtât, ce qui fut exécuté. Le prince de Condé, le prince de Conti et le duc de Longueville furent d'abord en- 1650.

fermés à Vincennes, ensuite conduits à Marcoussi, puis au Hâvre-de-Grâce. A cette nouvelle, la duchesse de Longueville, l'ame du parti de la Fronde, se sauva en Normandie, où le prince de Marsillac, son amant, la suivit; le duc de Bouillon et le maréchal de Turenne quittèrent également Paris. Le comte de Marsin, du parti du prince de Condé, fut arrêté en Catalogne, au milieu de l'armée qu'il commandait. La reine, qui avait fait venir le comte d'Harcourt avec quelques troupes, partit sous la protection de cette escorte, le 1er février, et mena le roi en Normandie, pour affermir cette province contre les intrigues et les entreprises de la duchesse de Longueville, qui se réfugia en Hollande, d'où elle revint à Stenai, où le maréchal de Turenne, entraîné par ses séductions, eut la coupable pensée de traiter avec les Espagnols.

Les partisans du prince de Condé, dans différentes parties de la France, ne purent lui conserver aucune ville. La régente et le roi, qui s'étaient avancés jusqu'à Dijon, revinrent à Paris, le 3 mai, et en repartirent bientôt pour se rendre en Guyenne, où leur présence rétablit le calme à Bordeaux.

1650. *Le maréchal de Turenne s'unit aux Espagnols, contre le gouvernement français.* — Dans ce même temps, le maréchal de Turenne, prenant la qualité de lieutenant-général de l'armée du roi pour la liberté des princes, se joignit à l'archiduc Léopold, conformément au traité négocié par la duchesse de Longueville; et, après avoir occupé Aubenton et Irson, il prit le Catelet le 15 juin. Le maréchal Duplessis-Praslin fit lever le siége de Guise à l'archiduc, le 1er juillet. Le maréchal de Turenne ayant pris la Capelle le 3 août, s'avança dans la direction de Paris pour délivrer les princes, qu'il croyait encore à Vincennes, mais qui avaient été transférés à Marcoussi, ainsi que nous l'avons déjà dit. Mouzon

se rendit aux Espagnols le 6 novembre, et le maréchal Duplessis-Praslin prit Réthel le 13 décembre. Turenne, qui était venu trop tard au secours de cette place, livra bataille à Duplessis-Praslin, qui le vainquit le 15 décembre. Cette victoire valut à l'armée royale tout le bagage des troupes de Turenne, huit pièces de canon et 2000 prisonniers [1].

Les Espagnols reprirent, en Italie, Portolongone; en Catalogne, Flix, sur la Sègre, Tortose, Balaguer, et toute la plaine d'Urgel.

*Le prince de Condé est remis en liberté, et Mazarin banni du royaume.* — Condé prisonnier et Turenne vaincu, quelques autres des principaux chefs de la Fronde dispersés et en fuite, exaltèrent la confiance et la vanité de Mazarin, dont l'ame se laissait d'ailleurs abattre facilement par les disgrâces. Il crut s'assurer un pouvoir inébranlable par l'abus excessif des promesses et l'élévation de quatre officiers-généraux, ses affidés, Villeroi, d'Aumont, Destampes et d'Hocquincourt, à la dignité de maréchal de France. Le duc d'Orléans consentit que son nom donnât plus de consistance au parti des Frondeurs. Il y fut déterminé par le coadjuteur de Retz, qui le gouvernait depuis le renvoi de l'abbé de La Rivière, ancien favori du prince. Les Frondeurs acquirent encore le duc de Nemours, qui fut attiré dans leur parti par la duchesse de Châtillon, dont il était amoureux, et qui le força à servir le prince de Condé, son rival. Enfin, le parlement, soulevé en entier par les 1651.

[1] Turenne, vers la fin du combat, fut pressé si vivement, qu'il fut sur le point de tomber dans les mains du vainqueur. Un officier nommé La Barge, qui se trouvait auprès du maréchal, voyant cinq cavaliers s'avancer bride abattue, lui dit : « Monseigneur, je n'ai qu'un pistolet chargé, que faut-il faire ? — Mourir, répond Turenne, plutôt que d'être fait prisonnier. » La Barge fait feu et tue un des assaillans, le maréchal en renverse un second d'un coup d'épée, les trois autres prennent la fuite.

Frondeurs, demanda hautement la liberté des princes, que la cour ne fut plus en état de refuser. La reine donna l'ordre de faire sortir les princes de prison; et le cardinal, sans attendre ce même ordre, alla les délivrer en personne, comptant s'en faire un mérite auprès d'eux. Mais il en fut mal reçu, et se crut forcé de quitter momentanément le royaume. Les princes rentrèrent dans Paris, comme en triomphe; et le parlement, fier du succès de ses démarches, rendit un arrêt qui bannissait Mazarin du royaume à perpétuité. Bientôt le maréchal de Turenne, invité par une lettre écrite au nom du roi, quitta le service des Espagnols et revint à la cour, où il obtint que le contrat d'échange de la principauté de Sédan, conclu dès l'an 1642, serait enfin signé [1].

1651. *Nouvelles intrigues de la Fronde* — La reine parut se raccommoder sincèrement avec le prince de Condé, en lui accordant des demandes qui tendaient à la priver de toute l'autorité; mais, en même temps, elle cherchait à le rendre suspect aux Frondeurs, qui faisaient toute sa force, et se préparait par là à rompre impunément les engagemens qu'elle venait de contracter avec lui. La noblesse demandait l'assemblée des états-généraux; la reine persuada au prince de Condé que cette assemblée était contre ses intérêts, et il en détourna l'exécution. Les chefs de la Fronde voulaient le mariage du prince de Conti avec mademoiselle de Chevreuse; on lui fit entrevoir le crédit que ce mariage allait donner au coadjuteur qui la gouvernait, et il rompit avec éclat. Ainsi, la cour se trouva divisée en trois partis : celui de la reine, qui avait pour elle le duc de Bouillon et le maréchal de Turenne; celui du prince de Condé, où se trouvaient les ducs de Nemours et de la Rochefoucaud, etc.; et celui des Frondeurs, ayant à leur

[1] *Voyez* page 307, à la première note de ce volume.

tête le duc d'Orléans, le coadjuteur, madame de Chevreuse, etc.

Le prince de Condé, en méfiance de tous les côtés, refusa d'assister au lit de justice, où le roi déclara sa majorité, le 7 septembre. Le cardinal Mazarin, de Cologne, où il s'était rendu, continuait à gouverner la reine. Condé se retire en Guyenne, dont il était gouverneur, et se prépare à la guerre. Bientôt il vient mettre le siége devant Cognac, que le comte d'Harcourt lui fait lever.

Vers le même temps, le maréchal de La Ferté s'emparait de la ville de Chaté, en Lorraine, et Bergues-Saint-Vinox se rendait aux Espagnols. Ceux-ci reprirent aussi, en Catalogne, la place de Cervera, et formèrent le siége de Barcelonne.

*Rappel du cardinal Mazarin.* — La reine crut devoir, dans ces circonstances difficiles, rappeler auprès d'elle le cardinal Mazarin. Elle envoya, pour le recevoir et protéger son passage à travers la France, le maréchal d'Hocquincourt, à la tête d'un corps de 16,000 hommes. Le chancelier Châteauneuf, qui depuis le départ du cardinal remplissait les fonctions de premier ministre, et qui se croyait au moment de posséder le titre et les pouvoirs de cette charge, avait proposé que la cour se rendît à Angoulême avec tout ce qu'elle avait de forces à sa disposition, pour presser la soumission des provinces soulevées par le prince de Condé. La reine, sans faire part de ses desseins, se mit en route avec le jeune roi; mais elle ne s'avança pas au-delà de Poitiers, sous le prétexte d'éviter des fatigues au roi et à son frère. On vit arriver inopinément Mazarin, et ce retour désagréable à la majeure partie de la nation, accrut le désordre. 1652.

Le cardinal s'empressa de faire rétrograder la cour sur Angers. Le duc d'Orléans, que la reine avait regagné, puis reperdu, et qui balançait encore entre les deux partis, s'accorda avec des agens du prince de Condé, pour forcer

la mère de Louis XIV à renvoyer Mazarin. Il envoya sa fille, MADEMOISELLE, à Orléans, pour maintenir cette ville dans son parti. Les ducs de Nemours et de Beaufort, quoique beaux-frères et liés des mêmes intérêts, eurent dans cette même ville une querelle, à la suite de laquelle le premier fut tué d'un coup d'épée.

1652. *La guerre civile recommence; combat de Bleneau.* — La cour s'étant transférée à Gien, sous la protection de deux corps d'armée, l'un commandé par Turenne, et l'autre par le maréchal d'Hocquincourt, Condé vint à Orléans, et prit le commandement des troupes rassemblées par les ducs de Nemours et de Beaufort. La présence du prince, que l'on croyait encore en Guyenne, excita l'enthousiasme des soldats, et il voulut en profiter en marchant de suite sur Bleneau, où était campé le corps de d'Hocquincourt. L'attaque fut impétueuse et le succès complet. Culbuter les gardes avancées, enlever cinq quartiers, piller les bagages, et mettre les troupes royales dans le plus grand désordre, fut l'ouvrage de quelques instans. Mazarin, qui se trouvait auprès du maréchal d'Hocquincourt, accourut à Gien, donner la nouvelle de ce désastre. La reine-mère voulait que la cour se réfugiât secrètement à Bourges; mais, pendant que la frayeur glaçait tous les courtisans, Condé s'avançait avec ses colonnes victorieuses. Turenne fut le seul que le danger ne troubla point. Il fit dire au roi et à sa mère, qu'il répondait de sa sûreté à Gien : cette déclaration rassura les esprits, et l'on s'en rapporta à l'illustre maréchal pour arrêter l'ennemi.

1652. *Combats de Gien et d'Etampes.* — Condé avait 15,000 hommes avec lui, et Turenne moins de 4000. Cette dernière troupe occupait une plaine couverte par un bois et par un marais que traversait une espèce de chaussée où deux bataillons pouvaient à peine marcher de front. Condé prit

ce chemin étroit. A son approche, Turenne fit mine de se retirer du côté de Gien. Condé, donnant dans le piége, s'avança avec confiance sur la chaussée pour joindre son adversaire. Turenne alors fit volte-face, et, menant impétueusement sa troupe au combat, il culbuta et écrasa l'avant-garde du prince de Condé, qui fit de grands efforts pour se tirer de ce mauvais pas. Turenne avait prévu ce mouvement rétrograde; une batterie de canons pointée sur la chaussée, coucha par terre, en un instant, plus de 400 hommes; le reste des troupes de Condé s'enfuit dans un désordre épouvantable, et ce prince perdit ainsi tout le fruit de la victoire de Bleneau. La reine-mère combla Turenne d'éloges, et lui dit, dans les transports de sa joie : « vous venez de mettre une seconde fois la couronne sur la tête de mon fils. »

Cette action remarquable fut suivie du combat d'Etampes, où Turenne et le maréchal d'Hocquincourt forcèrent les faubourgs, tuèrent plus de 1000 hommes au prince de Condé, et firent un grand nombre de prisonniers. Le siége mis devant Etampes, se faisait depuis trois jours avec une grande activité, lorsque le duc de Lorraine parut à quelque distance de Paris, à la tête de 9000 hommes. La cour changea alors de dessein et traita avec le prince, qui consentit à se retirer, moyennant une somme d'argent qui lui fut payée.

*Combat du faubourg Saint-Antoine.* — Après le combat 2 juil. 1652.
d'Etampes, le prince de Condé, qui se méfiait avec raison des incertitudes du duc d'Orléans, était venu à Paris, pour le raffermir dans son parti. De là, il commença à négocier avec la cour, qui s'était rendue à Saint-Germain. Mais ces négociations ayant échoué, le prince résolut de poursuivre la guerre. Il était posté à Saint-Cloud, ayant devant lui la rivière, et Turenne en deçà. Cette position était bonne tant

que le prince n'avait pas à craindre pour ses derrières; mais l'arrivée du maréchal de la Ferté avec un corps de troupes royales, lui ayant fait craindre d'être enveloppé, il prit le parti d'aller camper à Charenton, et il passa la Seine, ayant Paris à sa droite, et, par conséquent, n'ayant rien qui le séparât du corps d'armée de Turenne. Dans ce mouvement, il se trouva pressé par ces mêmes troupes, et n'eut que le temps de se jeter dans le faubourg Saint-Antoine, où se donna, le 2 juillet, le fameux combat de ce nom, plus remarquable par la singularité de la circonstance, que par l'importance de l'action.

Cette journée, dans laquelle Condé et Turenne acquirent une gloire égale, allait être décisive contre le premier, par le secours qu'amena le maréchal de la Ferté, si les bourgeois de Paris, qui, jusqu'alors, avaient regardé la lutte d'un œil tranquille, n'eussent sauvé le prince en lui ouvrant les portes de la ville, à la persuasion de MADEMOISELLE, qui fit tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi [1].

La présence du prince de Condé, réuni au duc d'Orléans, ralluma la haine du parlement contre le cardinal. Gaston fut nommé lieutenant-général du royaume. Le roi, qui était à Pontoise avec la cour, ordonna, par une déclaration en date du 6 août, la translation du parlement dans cette ville; mais un bien petit nombre de conseillers s'y rendirent.

1652. *Second exil du cardinal Mazarin; le prince de Condé se retire dans les Pays-Bas, et fait la guerre à la France, conjointement avec les Espagnols.* — Cependant la cour négociait avec quelques chefs des frondeurs et les principaux habitans de Paris. Il se fit un accommodement dont les principales conditions furent que le prince de Condé et ses

[1] Elle reçut pour cela du duc d'Orléans, son père, un ordre conservé en original à la Bibliothèque du roi.

adhérens s'éloigneraient de Paris au moment où Mazarin quitterait lui-même le royaume. Condé céda aux séductions des Espagnols, qui l'attirèrent dans les Pays-Bas, et le cardinal s'achemina vers Bouillon. Quatre jours après l'accomplissement de cette espèce de traité, auquel le coadjuteur de Retz eut une grande part[1], le roi fit son entrée dans Paris, le 21 octobre, et fit publier une amnistie générale pour tout ce qui s'était passé depuis 1648.

Le lendemain de l'entrée du roi dans la capitale, le duc d'Orléans se retira à Blois, et sa fille, MADEMOISELLE, dans ses terres; le coadjuteur, à qui le pape Innocent x venait d'envoyer le chapeau de cardinal, fut mis à Vincennes, et, de là, dans la citadelle de Nantes, d'où il se sauva en 1654.

Ces troubles civils avaient donné de grands avantages aux Espagnols; ils reprirent Barcelonne après quinze mois de siége, le 13 octobre, par la trahison du comte de Marsin, qui avait quitté l'armée du maréchal de la Mothe-Houdancourt, pour venir joindre le prince de Condé. Casal fut également pris par les Espagnols sur le duc de Savoie, et remis au duc de Mantoue. Gravelines s'était rendu le 18 mai aux troupes de l'archiduc Léopold, et Dunkerque le 16 septembre, après trente-neuf jours de siége. Rethel ouvrit ses portes au prince de Condé le 30 octobre, et Sainte-Ménehould le 14 novembre. La cour envoya le maréchal de Turenne pour arrêter ces progrès, et il empêcha le prince, comme il l'avait promis au roi, de prendre ses quartiers d'hiver en France.

Mazarin, n'ayant consenti à s'éloigner qu'avec regret,

[1] Anne d'Autriche dit à son fils, lorsque le coadjuteur se présenta devant lui : « Embrassez monsieur de Retz; c'est à lui que V. M. doit particulièrement son retour à Paris, et c'est un service dont je prétends vous faire ressouvenir toute votre vie. » Mais la reine-mère était loin d'être sincère en tenant ce langage.

s'était préparé, avant son départ, des moyens de retour. Il avait laissé la direction des affaires entre les mains du prince Thomas de Savoie et de Michel Letellier, sous la surveillance d'Abel Servien, secrétaire d'état, qui lui était entièrement dévoué. De plus il avait gagné, par la promesse de l'évêché de Fréjus, le confesseur d'Anne d'Autriche, qui devint son agent direct auprès de cette princesse.

1653. *Retour du cardinal Mazarin à Paris.* — L'attente du cardinal ne fut point trompée. La reine-mère, qu'on négligea d'entretenir dans son indifférence pour l'ex-premier ministre, désira bientôt son retour. L'habile Italien affecta d'abord quelque répugnance à venir reprendre son poste, alléguant la crainte qu'il avait de l'inimitié du cardinal de Retz, quoiqu'il sût bien que ce chef de faction n'avait plus aucun pouvoir; mais il prétendait par l'arrestation de ce même cardinal qui eut lieu, comme on l'a vu, quelque temps après l'entrée du roi dans Paris, éviter les reproches qu'aurait pu lui faire la cour de Rome.

Mazarin revint à Paris le 2 février. Ce fut pour lui un jour de triomphe; le roi et son frère Philippe de France [1] allèrent le recevoir au Bourget, et la population de Paris se porta également à sa rencontre [2]. Les sentimens étaient changés, « et on respectait en lui une fortune que tant de travers n'avaient pu renverser [3]. » Son logement était préparé au Louvre.

1653. *Continuation de la guerre civile et de la guerre avec les Espagnols.* — Les troubles continuaient encore dans plu-

[1] Ce prince prit la qualification de MONSIEUR, après la mort de Gaston, duc d'Orléans.

[2] Ce même peuple qui, quelques mois avant, aurait accueilli avec des transports de joie la nouvelle de la mort du cardinal, faisait alors retentir les airs de ces acclamations : « Vive Mazarin! Toute la France est mazarine! »

[3] Le président Hénault.

sieurs provinces, et la guerre avec les Espagnols se faisait presque sur le territoire français aux frontières. Mazarin se hâta d'envoyer des secours au duc de Savoie pour le conserver dans l'alliance avec le roi. Le duc de Candale, fils du duc d'Epernon, remplaça le comte d'Harcourt dans le commandement des troupes royales en Guyenne. Le marquis de Sauvebeuf s'empara, le 23 mars, de la ville de Sarlat, qui tenait encore pour le prince de Condé. Bourg, en Guyenne, se rendit au duc de Vendôme le 3 juillet; la ville de Bordeaux, après avoir imploré vainement le secours de l'usurpateur Cromwel, fit sa soumission au roi le 31 du même mois. Le duc d'Epernon avait pris Bellegarde le 8. Le comte Foucaud du Doignon, qui était dans le parti du prince de Condé, fut regagné, et remit ses gouvernemens du pays d'Aunis, des îles d'Oléron et de Rhé, et de Brouage. Il obtint en récompense une forte somme d'argent et le bâton de maréchal. En Champagne, Turenne reprit Rethel le 9, et Mouzon le 28 septembre. Le prince de Condé s'était rendu maître de Roye, en Picardie. En Piémont, un corps de troupes, envoyé par le cardinal Mazarin au secours du duc de Savoie, sous les ordres du maréchal de Grancey, battit le général espagnol marquis de Caracène près du bourg de la Rochetta, sur le Tanaro. Les Espagnols perdirent environ 900 hommes tués ou engloutis dans la rivière, et un certain nombre de prisonniers. Cette affaire eut lieu le 23 septembre. Les Espagnols reprirent Rocroi le 30. Le roi, qui était venu à l'armée pendant que Turenne assiégeait Mouzon, assista également au siége et à la reprise de Sainte-Ménehould, qui se rendit le 26 novembre au maréchal Duplessis-Praslin, pendant que Turenne et le maréchal de La Ferté empêchaient les Espagnols de secourir cette place.

Le comte d'Harcourt, devenu rebelle, s'était emparé 1644.
l'année précédente de quelques villes d'Alsace. Le maréchal

de La Ferté fut envoyé de ce côté. Il prit Béfort le 23 février, ensuite la petite ville de Tannes; il commençait le siége de Brisack, lorsque le comte d'Harcourt fit son accommodement. La petite place de Virton, dans le duché de Luxembourg, fut emportée d'assaut par le comte de Grandpré le 25 février.

1654. *Sacre de Louis* XIV; *suite des événemens militaires sur les frontières du nord; siége d'Arras, etc.* — Le sacre de Louis XIV eut lieu à Reims le 7 juin. Quelque temps après le prince de Condé, ayant avec lui l'archiduc Léopold et le comte de Fuen-Saldagne, entreprit le siége d'Arras. Turenne, après avoir laissé le général Fabert au siége de Stenai, s'avança au secours de la capitale de l'Artois avec les maréchaux de La Ferté et d'Hocquincourt. Il s'occupa d'abord de resserrer l'armée assiégeante, de manière à ce qu'elle ne pût recevoir des vivres; mais le comte de Boutteville, connu depuis sous le nom de maréchal de Luxembourg, et qui était dans le parti de Condé, parvint à faire entrer un convoi dans le camp espagnol. Turenne, s'étant décidé alors à forcer les lignes, battit l'armée ennemie le 25 août, et lui fit lever le siége. La retraite du prince de Condé ne fut pas sans gloire. Il culbuta les troupes du maréchal de La Ferté, avant d'abandonner le champ de bataille. La levée du siége d'Arras fut aussi utile au crédit du cardinal Mazarin, que la prise de cette même place par les Français, en 1640, l'avait été à celui du cardinal de Richelieu [1].

Louis XIV fit sa première campagne au siége de Stenai, qui se rendit à lui le 6 août. On a vu que Fabert [2] avait été chargé de terminer cette opération.

[1] On remarque que, dans la lettre écrite au nom du roi au parlement sur l'important avantage obtenu devant Arras, on y attribuait le succès de toute la campagne au cardinal Mazarin, et qu'on ne fit pas même mention du nom de Turenne. (VOLTAIRE, *Siècle de Louis* XIV, chap. 6.)

[2] Maréchal de France en 1658.

Turenne se rendit maître du Quesnoi le 6 septembre, et le maréchal de La Ferté entra dans Clermont-en-Argonne le 24 novembre.

En Roussillon, le prince de Conti qui, ayant abandonné le parti de Condé, venait d'épouser une nièce du cardinal Mazarin, s'empara de Villefranche le 5 juillet, et de Puicerda le 17 octobre.

*Suite des opérations militaires en Roussillon, en Flandre, en Italie et en Catalogne.* — La campagne suivante ne fut remarquable par aucun événement bien important. Le prince de Conti continua d'avoir quelques succès en Roussillon, et s'empara de Castillon le 10 juillet. Turenne continua de soumettre les places de la frontière du nord, encore occupées par les troupes espagnoles. Il prit Landreci le 14 juillet. La possession de cette place, ainsi que de celle du Quesnoi, en ouvrant l'entrée des Pays-Bas espagnols à l'armée française, semblait promettre tous les avantages que celle-ci remporta jusqu'à la fin de cette guerre. La prise de Landreci fut suivie de celle des places de Condé, le 18, de Saint-Guilain, le 25, et du Catelet, le 29 août. 1655-1657.

Vers le même temps, par suite des négociations entamées par Mazarin, le duc François, frère du duc Charles de Lorraine, passa avec toute son armée au service du roi.

En Italie, le prince Thomas, général de l'armée franco-piémontaise, fit lever le siége de Reggio au marquis de Caracène. Pour se venger de cet échec, le général espagnol alla faire le siége de Bercello, qu'il fut obligé d'abandonner pour secourir Pavie, assiégée par le prince Thomas. La délivrance de cette dernière place fut le seul avantage obtenu par les troupes espagnoles.

En Catalogne, le marquis de Merinville força les Espagnols de lever le siége de Solsona. Le duc de Vendôme, grand-maître et surintendant-général de la navigation et du

commerce de France, mit en fuite, le 29 septembre, la flotte espagnole devant Barcelonne.

1656. Pendant l'hiver de 1655 à 1656, le cardinal Mazarin renouvela les propositions de paix qu'il avait déjà faites plusieurs fois à l'Espagne; mais les négociations n'eurent aucun effet [1].

La guerre continua sur la frontière de France avec des succès divers. Turenne, réuni au maréchal de La Ferté, mit le siége devant Valenciennes. La digue qui faisait la communication entre les quartiers des deux maréchaux ayant été rompue, celui de La Ferté fut attaqué et forcé par le prince de Condé et don Juan d'Autriche; le maréchal fut fait prisonnier. Turenne, contraint de lever le siége le 16 juillet, fit une retraite savante et vint camper sous le Quesnoi. Le prince de Condé reprit ensuite la ville de ce même nom le 19 août. Don Juan d'Autriche, ayant été faire le siége de Saint-Guilain, fut forcé d'y renoncer pour venir au secours de la Capelle, dont Turenne s'empara le 27 septembre.

En Italie, le duc de Modène, soutenu par un corps français commandé par le duc de Mercœur [2], prit Valence sur le Pô, le 16 septembre.

1657. Le prince de Condé ouvrit la campagne suivante par la

[1] Le cardinal envoya un ambassadeur extraordinaire à Madrid pour proposer le mariage du roi avec l'infante Marie-Thérèse. Cette alliance était l'objet dominant du ministère de Mazarin; mais l'empereur Ferdinand demandait aussi l'infante pour son fils Léopold, qui lui succéda à l'empire, et dont la mère était la sœur cadette d'Anne d'Autriche, mère de Louis XIV. Le roi d'Espagne, qui n'avait point alors d'enfant mâle, aimait mieux laisser sa succession à un prince de sa Maison, qu'à un prince étranger, le rival de la Maison d'Autriche.

(Le président Hénault.)

[2] Mercœur était venu remplacer le prince Thomas, mort depuis quelques mois.

prise de Saint-Guilain, qui se rendit le 22 mars. Turenne, vers le même temps, entreprit le siége de Cambrai, dont la garnison était très-faible; mais Condé s'étant jeté dans la place avec dix-huit escadrons, le 1er juin, les Français se virent obligés de lever le siége.

Sur les frontières du Roussillon, le marquis de Saint-Abre fit lever le siége d'Urgel aux Espagnols le 13 mai. Ces derniers prirent Olivença en Catalogne, le 20.

Montmédi, assiégé par le maréchal de La Ferté, pendant que Turenne couvrait cette opération, se rendit le 6 août.

Le prince de Conti, qui avait été prendre le commandement des troupes françaises en Italie, et le duc de Modène, furent forcés de lever le siége d'Alexandrie, en Piémont, le 18 août.

Turenne, de retour en Artois, prit Saint-Venant le 27 août, et fit lever le siége d'Ardres au prince de Condé. Il s'empara ensuite de Mardick le 3 octobre, et remit cette place aux Anglais, ainsi qu'on en était convenu avec les envoyés de Cromwel [1]. Les Espagnols entrèrent dans Hesdin par la trahison du gouverneur de cette place, nommé Larivière.

[1] Toutes les nations de l'Europe qui avaient négligé l'alliance de l'Angleterre sous Jacques I et Charles I, la briguèrent sous le règne usurpé de Cromwel. Mazarin et Louis de Haro, premier ministre d'Espagne, prodiguèrent à l'envi leur politique pour s'unir avec le protecteur d'Angleterre. Louis de Haro offrait d'aider les Anglais à prendre Calais, Mazarin proposait d'assiéger Dunkerque, et de leur remettre cette place. Cromwel se décida pour la France, mais sans faire d'abord de traité particulier, et sans partager des conquêtes par avance. Il traita d'égal à égal, *et força Louis* XIV *à lui donner le titre de frère dans ses lettres.* Son secrétaire signa avant le plénipotentiaire de France dans la minute du traité qui resta en Angleterre. Cromwel traita ensuite en supérieur, en obligeant le roi de France de faire sortir de ses états Charles II et le duc d'Yorck, petit-fils de Henri IV, à qui la France devait un asile. On ne pouvait faire un plus grand sacrifice de l'honneur à la fortune.

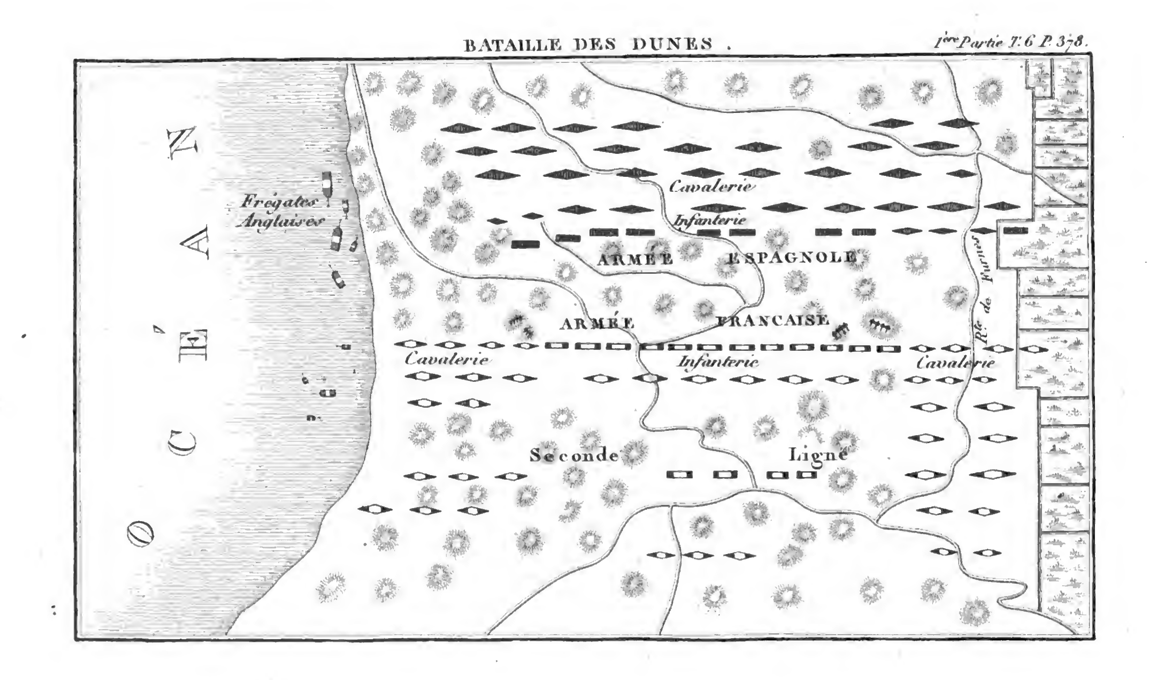
(Voltaire, *Siècle de Louis* XIV, chap. 6.)

1658. *Bataille des Dunes.* — La campagne de 1658 fut glorieuse pour la France. Une suite non interrompue de succès achemina rapidement à la paix. Le cardinal Mazarin, conformément au traité fait avec Cromwell, entreprit le siége de Dunkerque. Turenne, chargé de cette opération, eut sous ses ordres, indépendamment des troupes françaises, un corps anglais de 6,000 hommes, qui avaient fait la guerre de la révolution. Une flotte anglaise de vingt vaisseaux vint bloquer le port. La garnison avait déjà fait plusieurs sorties, sans succès, lorsque l'armée espagnole, sous les ordres de don Juan d'Autriche et du prince de Condé, s'avança par le chemin de Furnes pour secourir la place. Turenne, averti de cette marche, occupa les plus hautes des dunes qui environnent Dunkerque, y fit construire des retranchemens, et attendit l'ennemi. A l'approche des Espagnols, il rangea son armée en bataille. Ses forces consistaient en 9,000 hommes d'infanterie et 6,000 chevaux. Sa première ligne était formée de dix bataillons et vingt-huit escadrons, quatorze à droite et quatorze à gauche : l'artillerie, disposée sur le front de l'infanterie; la seconde ligne, formée de six bataillons et de vingt escadrons, dix à la droite et dix à la gauche. Une réserve de six escadrons devait, au besoin, soutenir cette seconde ligne, ou se porter contre les sorties que la garnison pourrait tenter pendant l'action. Le maréchal de Créqui commandait l'aile droite, le marquis de Castelnau l'aile gauche; les marquis de Gadagne et de Bellefonds commandaient l'infanterie du centre. Le général Morgan, avec le corps anglais, était placé du côté de la mer, pour s'opposer, de ce côté, au mouvement des Espagnols, qui avaient à craindre encore le feu des frégates anglaises embossées sur la côte.

L'armée espagnole était composée de 6,000 hommes d'infanterie et de 8,000 chevaux. Don Juan commandait la

BATAILLE DES DUNES.





droite, qui s'avançait vers la mer; le prince de Condé était à la tête de la gauche, du côté des prairies. La cavalerie était placée à l'aile droite, derrière l'infanterie; à l'aile gauche, entre les dunes et les fossés, sur plusieurs lignes, dans un terrain très-défavorable, coupé de canaux, marécageux, et en quelques endroits couvert de monticules de sable. Le prince de Condé, qui n'était pas d'avis d'attaquer dans une position si désavantageuse, voyant que don Juan persistait dans sa résolution d'en venir aux mains, dit au jeune duc de Glocester, qui était alors auprès de lui : « Prince, vous êtes-vous jamais trouvé à une bataille. — Non, répondit celui-ci. — Eh bien, dans une demi-heure, vous verrez comment nous perdrons celle-ci. »

L'action ne tarda pas à s'engager; les Anglais attaquèrent les premiers, avec une grande vigueur, l'extrémité de l'aile droite des Espagnols, appuyée sur une dune très-élevée. Ils y montèrent sous le feu de l'artillerie; et malgré la plus vive résistance de l'infanterie ennemie, ils atteignirent le sommet, où tout ploya sous leurs efforts. Castelnau, dans ce moment, étant arrivé sur le flanc de cette même colonne espagnole, acheva sa déroute. Les fuyards poursuivis jetèrent le désordre et l'épouvante dans le reste des troupes de la droite.

Pendant ce temps, Condé obtenait plus de succès à l'aile gauche. Les bataillons espagnols, attaqué avec impétuosité, avaient été, au premier choc, forcés de céder le terrain; mais le prince étant accouru avec un gros corps de cavalerie, fit reculer le maréchal de Créqui, rompit ses rangs et menaça de pénétrer jusqu'à Dunkerque à travers les bataillons français. Turenne s'étant porté de ce côté avec une partie de la cavalerie de l'aile gauche française, arrêta les progrès de Condé et rétablit le combat. La victoire balança quelque temps entre les deux illustres capitaines; mais Turenne

l'emporta à la fin. Attaqué de front et sur leurs flancs, les Espagnols furent culbutés et mis dans un grand désordre; ramenés trois fois à la charge, trois fois ils furent repoussés avec de nouvelles pertes. Condé eut un cheval tué sous lui; voyant tous ses efforts inutiles, il céda enfin le champ de bataille, et fit sa retraite en ordre, autant qu'il lui fut possible. Don Juan le joignit avec les débris de l'aile droite. Poursuivis jusqu'à Furnes, les Espagnols laissèrent un grand nombre de morts et de blessés, et perdirent leurs munitions ainsi que tous leurs bagages. Cette victoire coûta peu de monde à l'armée gallo-anglaise, qui rentra dans ses lignes après la bataille [1].

1658. *Suite de la bataille des Dunes.* — Dunkerque, qui soutint encore pendant dix-neuf jours les efforts des assiégeans, capitula le 23 juin; le roi y entra le 26, et fit remettre la place aux Anglais, suivant le traité conclu avec Cromwell.

Turenne prit ensuite Bergues-Saint-Vinox le 2 juillet, Furnes le 3, Dixmude le 7, Oudenarde le 9 septembre, Menin le 17. Après avoir battu, le 19, le prince de Ligne, il soumit Ypres le 24. Le maréchal de La Ferté s'empara de Gravelines le 30 août.

1658. *L'empire d'Allemagne proposé à Louis* XIV. — L'empereur Ferdinand III était mort le 21 avril de l'année précédente. La nomination de son successeur traînait en longueur, parce que le gouvernement français avait envoyé le maréchal de Grammont et M. de Lionne à la diète de Francfort pour empêcher l'élection de l'archiduc Léopold, fils de Ferdinand. Le roi s'était même avancé avec des troupes jusqu'à Metz, afin d'appuyer la négociation de ses ministres, et il avait

[1] Toujours modeste dans son triomphe, Turenne écrivit, le soir même, ce billet laconique à son épouse : « Les ennemis sont venus à Rome, ils ont été battus, Dieu en soit loué ! »

été proposé pour succéder à l'empire, par le prince de Furstemberg, entièrement dévoué à la France. Mais le parti autrichien l'emporta à la fin, et l'archiduc Léopold fut élu le 18 juillet. Les électeurs firent signer, toutefois, au nouvel empereur, une capitulation par laquelle, entre autres engagemens, il s'obligeait à ne donner aucuns secours, directement ni indirectement, aux ennemis de la France, soit comme empereur, soit comme archiduc d'Autriche, se soumettant d'ailleurs à tout ce qui avait été réglé à Munster.

*Opérations militaires en Italie.* — A la fin de la dernière 1658.
campagne, le duc de Modène avait pris ses quartiers d'hiver dans les états du duc de Mantoue, qui s'était déclaré pour les Espagnols, malgré tout ce qu'il devait à la France; le roi voulut bien accorder à ce prince la neutralité qu'il demandait. Le marquis de Ville enleva aux Espagnols la place de Trino, près du Pô, le 23 juillet. Mortara se rendit, le 25 août, aux troupes réunies du duc de Modène et du duc de Navailles. Six semaines après, le 14 octobre, le duc de Modène mourut de maladie.

*Mort de Cromwell.* — Nous devons mentionner une 1658.
mort bien plus importante, celle de Cromwell, qui termina son extraordinaire carrière, le 13 septembre, à l'âge de cinquante-cinq ans. Il avait joui, pendant neuf ans, de la suprême puissance, sans avoir jamais osé prendre le titre de roi, qui lui fut offert comme à César. Il fut enterré dans le lieu de la sépulture des rois d'Angleterre; toute la cour de France prit le deuil pour lui, à l'exception de MADEMOISELLE, fille de Gaston, qui ne voulut point rendre cet hommage au meurtrier d'un roi, son parent. Richard, fils de Cromwell, lui succéda dans le protectorat, mais il abdiqua quelques mois après, et vécut encore plus de cinquante ans en citoyen obscur. Le corps de Cromwell

fut déterré, et Charles II, fils de Charles Ier, monta sur le trône en 1660.

1659. *Traité des Pyrénées; paix entre la France et l'Espagne.* — La France, redevenue puissante au dehors par la force de ses armes, était faible au dedans par l'épuisement de ses finances; elle avait besoin de la paix, et l'Espagne en sentait également la nécessité. Les négociations se rouvrirent et les hostilités restèrent suspendues. Le cardinal Mazarin et le ministre don Louis de Haro, à la suite de vingt-quatre conférences, dont la première avait commencé le 13 août, signèrent la paix entre la France et l'Espagne, le 7 novembre, dans l'île des Faisans, sur la rivière de Bidassoa, qui sert de limite aux deux puissances du côté de l'Océan. Ce traité, dit des Pyrénées, contenait cent vingt-quatre articles, dont les principaux étaient, le mariage du roi avec l'infante Marie-Thérèse, qui eut une dot de 500,000 écus, sous la condition de la renonciation à la succession d'Espagne; le rétablissement du prince de Condé, que le cardinal Mazarin n'admit que parce que don Louis de Haro insinua qu'en cas de refus de la part du roi, l'Espagne procurerait au prince des établissemens dans les Pays-Bas, qui auraient donné bien des embarras au gouvernement français : le cardinal en tira encore un autre avantage, ce fut la ville d'Avesnes pour la France, et la restitution de Juliers à l'électeur palatin. Mazarin promettait, en outre, par un autre article, de ne point donner secours au roi de Portugal (ce qui ne fut pas trop bien exécuté). On convint aussi de la liberté et du rétablissement du duc de Lorraine. En vertu de ce même traité, il y eut beaucoup de places rendues de part et d'autre. La France ne garda, du côté des Pyrénées, que le Roussillon, Perpignan et le Conflant; du côté du nord, elle gagna beaucoup; le roi d'Espagne céda la plus grande partie de l'Artois, et renonça à ses prétentions sur

l'Alsace. Charles II, qui n'était point encore remonté sur le trône d'Angleterre, était venu à Fontarabie, espérant pouvoir engager les deux puissances à concourir à son rétablissement; « mais l'ombre de Cromwell épouvantait encore [1]. » Mazarin pria ce prince de ne point lui rendre visite, et il ne fut fait aucune mention de lui dans le traité.

*Mort de Gaston, frère de Louis* XIII; *restauration de la monarchie des Stuarts, en Angleterre; mariage de Louis* XIV *avec une infante d'Espagne, etc.* — Gaston, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, mourut au château de Blois, le 2 février, à l'âge de cinquante-deux ans. Le cardinal de Retz, dans ses Mémoires, a dit de ce prince : « Il entra dans toutes les affaires, parce qu'il n'avait pas la force de résister à ceux qui l'y entraînaient; et il en sortit toujours avec honte, parce qu'il n'avait pas le courage de les soutenir. » On ne voit pas sans peine cette dégénération du noble sang d'Henri IV, dans ses deux fils légitimes. 1660.

En attendant que le roi d'Espagne amenât l'infante, sa fille, sur la frontière, Louis XIV passa en Provence, et fit construire une citadelle à Marseille, pour punir cette ville de sa désobéissance au duc de Mercœur, son gouverneur. Il fit aussi démolir les fortifications de la ville d'Orange, dont il s'empara sur le jeune prince de ce nom, alors mineur, et qu'il ne lui rendit qu'à la paix de Nimègue, en 1678.

Charles II, rétabli sur le trône d'Angleterre par les soins du général Monk, fit son entrée dans Londres le 8 juin.

Le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, eut lieu le 9 du même mois, à Saint-Jean-de-Luz; et les deux époux firent leur entrée dans Paris, le 26, avec la plus grande magnificence que l'on eût encore vue.

[1] Le président Hénault.

Cette même année, le roi envoya des troupes dans l'île de Candie, au secours des Vénitiens, vivement pressés par les Turcs.

1661. *Traité de Vincennes ; mort du cardinal Mazarin.* — Le 28 février, un traité fut conclu à Vincennes, entre le cardinal Mazarin, au nom du roi, et le duc Charles de Lorraine. Ce traité était plus favorable à ce prince que les stipulations qui le concernaient dans le grand traité des Pyrénées. Il y était convenu que les fortifications de Nanci seraient démolies ; que le roi garderait Moyenvit, le comté de Clermont-en-Argonne, Stenai et Jametz ; que le duc Charles rentrerait en possession du duché de Bar, dont il ferait hommage, à la réserve de la place de Sirk et de quelques autres villages ; que le roi serait remis en possession de Sarrebourg et de Phalsbourg, et qu'il serait maître des postes nécessaires pour conserver une communication directe et libre de Metz en Alsace. Neuf jours après la signature de ce traité, le cardinal Mazarin mourut à Vincennes, à l'âge de cinquante-neuf ans [1]. Le roi et toute la cour portèrent le deuil de ce ministre, honneur peu ordinaire, et que Henri IV avait fait le dernier à la mémoire de Gabrielle d'Estrées.

[1] Quelques historiens ont présenté ce cardinal comme un homme d'état du premier ordre ; d'autres l'ont peint comme un fourbe, quelquefois heureux dans ses combinaisons, mais toujours médiocre comme ministre. Ce dernier jugement est par trop sévère. Mazarin était loin d'avoir le caractère emporté de Richelieu, qui tenait lieu à celui-ci d'énergie ; mais peut-être connaissait-il mieux les hommes. Il employait, dans sa politique, la finesse et la patience, au lieu de la force, pensant qu'il ne faut user de cette dernière qu'au défaut des autres moyens. « Il trouva dans son esprit, dit judicieusement le président Hénault, le courage convenable aux circonstances. Hardi à Casal, tranquille et agissant tout à la fois dans sa retraite à Cologne, entreprenant quand il fallut arrêter les princes (Condé, Conti et le duc de Longueville), mais insensible aux railleries et aux sarcasmes de la Fronde ; méprisant les bravades du coadjuteur, et

*Louis* XIV *commence à régner par lui-même.* — De cette 1661
époque commence un règne nouveau sous le même prince. Louis XIV prouva, dit un historien, par l'attention suivie qu'il donna aux affaires de l'état, après la mort du cardinal Mazarin, qu'il n'avait pas voulu mortifier le ministre à qui il croyait avoir de grandes obligations, en lui retirant la direction suprême de l'administration. Il avait, s'il faut s'en rapporter au duc de Saint-Simon, un esprit au-dessus du médiocre, c'est-à-dire apparemment plus de bon sens que de brillant, mais un esprit capable de se former, de se raffiner, d'emprunter des autres, sans paraître trop les imiter ni s'asservir. Quand il commença à régner, presque tous ses ministres, au dedans et au dehors, étaient les plus forts, ses généraux les plus habiles de l'Europe; il apprit tout d'eux. Depuis la mort de Mazarin, Louis XIV eut constamment la prétention de gouverner par lui-même [1], et il y réussit : « si c'est, dit l'abbé de Choisy, gouverner par soi-même que de n'écouter que ses ministres, ne voir que par

écoutant les murmures de la populace, comme on entend du rivage le bruit des flots de la mer. Il y avait sans doute dans Richelieu quelque chose de plus grand, de plus vaste, de moins concerté; mais, dans Mazarin, plus d'adresse, plus de mesure et moins d'écarts. On haïssait l'un, on se moquait de l'autre; mais tous deux furent les maîtres de l'état. »

Mazarin, au jugement de Voltaire, avait des talens pour la politique extérieure, mais il n'avait ni talens ni lumières pour l'administration. Un ministre ne peut guère avoir dans les négociations d'autres intérêts que ceux du peuple qu'il gouverne, au lieu que dans le gouvernement il peut en avoir de tout opposés. L'art de négocier ne suppose que certaines qualités de l'esprit et du caractère, communes à tous les pays et à tous les siècles; au lieu que la science de l'administration suppose des principes qui n'existaient pas encore du temps de Mazarin.

[1] Quand la mort de Mazarin fut connue, Harlai de Chauvalon, président de l'assemblée du clergé, vint demander au roi à qui il s'adresserait désormais pour les affaires, Louis lui répondit : *A moi.*

(*Mémoires de Saint-Simon.*)

leurs yeux, et s'interdire ainsi tout autre moyen de connaître la vérité quand ils ont intérêt de la cacher. »

1661-1667. *Gouvernement de Louis* XIV; *disgrâce de Foucquet; ministère de Colbert, de Louvois, etc.* — Les premiers regards du roi, alors dans sa vingt-troisième année, furent dirigés sur les finances; il en ôta la surintendance à Nicolas Foucquet. Ce ministre, accusé tout à la fois de péculat et de crime d'état [1], fut arrêté, condamné d'abord au bannissement, et ensuite à une prison perpétuelle; Colbert, l'un des auteurs de sa ruine, lui succéda sous le titre de contrôleur-général. Un grand zèle, beaucoup d'application et de sagacité, rendaient le nouveau ministre digne du choix de Louis. Les impôts furent d'abord diminués, et le commerce devint, en peu de temps, une source de richesses et de prospérité.

Guidé par les conseils de ses plus habiles généraux, Louis rétablit la discipline des troupes, le plus sûr garant des succès militaires; et voulant unir la gloire des sciences et des arts à celle des armes, il encouragea tous les talens. Il mit de la magnificence dans sa cour, de la grandeur et de l'éclat jusque dans ses plaisirs. Plus éclairé, il eût mis plus de soin à assurer le bonheur de ses peuples, à maintenir la paix en Europe; mais n'entendant que vanter sa puissance, il dut en faire sentir souvent le poids énorme. Un ambassadeur
1661. d'Espagne, par une prétention mal fondée sur la préséance, insulte à Londres le comte d'Estrades, ambassadeur de France. Louis exige une réparation à l'offense. L'envoyé es-

[1] Les déprédations de Foucquet, qui était aussi prodigue que Mazarin était avare, lui avaient attiré beaucoup d'ennemis; quelques-uns des plus accrédités décidèrent d'autant plus facilement le roi à perdre ce ministre, qu'aux plaintes formées contre lui, vint se joindre un sentiment de vengeance personnelle. Foucquet n'avait pas craint d'employer la séduction près de la maîtresse de Louis, mademoiselle de La Vallière, qui repoussa ses offres avec un noble et juste dédain.

pagnol est révoqué de son emploi ; et, l'année suivante, un autre ambassadeur extraordinaire du roi d'Espagne vient déclarer à celui de France, en présence de tous les ministres étrangers, « que le roi son maître a envoyé ses ordres à tous ses ambassadeurs et ministres, afin qu'ils s'abstiennent et ne concourent point avec les ministres et ambassadeurs de sa majesté. » Au milieu d'une des fêtes de la cour,
un légat vient se jeter aux pieds du roi, en réparation d'une 1662.
insulte faite par la garde du pape à l'ambassadeur de France à Rome. Non-seulement les soldats coupables furent cassés, mais Louis voulut qu'une colonne expiatoire fût élevée sur le lieu du délit, comme monument de la puissance royale.

Le jeune monarque étendit ses vues avec son pouvoir. Bientôt il médita de grandes entreprises, et ses ministres, loin de chercher à l'en détourner, entretinrent toutes ses espérances. Tout semblait, en effet, promettre des succès : vigueur du gouvernement, force des armes, augmentation des revenus, prospérité du commerce, développement extraordinaire de l'industrie française, qui commençait à rendre toutes les nations tributaires, en quelque sorte, de la France.

Louis, au milieu de la paix, se préparait à la guerre. Le 1663.
duc de Lorraine avait promis, par un traité signé le 6 février 1662, de faire le roi de France héritier de ses états, et pour sûreté de l'exécution, de lui remettre la ville de Marsal. Louis marche en Lorraine, et envoie le maréchal de La Ferté saisir Marsal, soit en exécution du traité, dont cependant il n'était plus question [1], soit pour s'assurer du

[1] Le duc de Lorraine avait mis pour condition de la cession de ses états au roi, que tous ses héritiers naturels seraient déclarés princes du sang de France. Le parlement vérifia le traité, avec la clause qu'il n'aurait lieu que quand tous ceux qui y avaient intérêt y auraient signé : cette clause fit que le traité resta sans exécution. (Le président HÉNAULT.)

duc Charles, dont l'inconstance n'était que trop connue. Ce prince signa un nouveau traité à Noméni, le 1[er] septembre, par lequel Marsal fut remis entre les mains du roi; le reste des états du duc lui fut rendu.

Des officiers et des troupes, envoyés chez les puissances belligérantes, apprenaient, en les secourant, à les vaincre.
1664. Six mille hommes, sous les ordres du comte de Coligni, combattirent à la journée de Saint-Gothard, avec les troupes impériales, contre les Turcs. Le roi voulant punir les corsaires de Gigeri sur la côte d'Afrique, y envoya une escadre et des troupes, sous le commandement du duc de Beaufort. Gigeri fut pris le 22 juillet, mais la mésintelligence des chefs français força à la retraite, et les troupes se rembarquèrent le 30 octobre.
1665. Quatre mille Français, commandés par le maréchal de Schomberg, aidèrent les troupes portugaises à vaincre les Espagnols à la bataille de Villa-Viciosa. Un autre corps de 6,000 hommes secourut les Hollandais contre l'évêque de Munster et les Anglais.

En aguerrissant ainsi ses troupes, en formant de nouveaux officiers en Hongrie, en Espagne et en Hollande, le roi croyait pouvoir mieux réussir dans les vastes desseins qu'il avait conçus; la situation de l'Europe s'y prêtait.

Tranquille du côté de l'Angleterre, dont le cabinet était à sa solde, qui était d'ailleurs ravagée par la peste et apauvrie par les prodigalités de Charles; ne craignant rien de l'Empire, encore épuisé par la guerre contre les Turcs, ni de l'Espagne, languissante alors et faible comme son roi, Louis XIV était véritablement le seul monarque puissant et redoutable. Amant de la gloire, impatient de signaler son règne et de reculer les bornes de ses états, il vit, par la
1665. mort de son beau-père, Philippe IV, s'ouvrir un vaste champ à son ambition. L'héritier de la couronne d'Espagne, Charles II, était d'une santé chancelante, et le gouverne-

ment de la régente, Marie-Anne d'Autriche, n'annonçait point une grande vigueur. Louis profita de ces circonstances 1666.
favorables; et, malgré sa renonciation absolue à toutes ses prétentions, par son épouse, aux domaines espagnols, il réclama la Flandre, le Brabant, la Franche-Comté, en vertu d'une loi de ces provinces[1]. Le marquis de Louvois, devenu secrétaire-d'état de la guerre[2], lui conseilla d'appuyer, par la force des armes, les droits de la reine Marie-Thérèse, jugés incontestables par les jurirconsultes et les théologiens. Ce nouveau ministre, jaloux de l'influence acquise par Colbert sur l'esprit du roi, voulait donner à son département la plus haute importance, afin de partager du moins la faveur de son rival.

*Nouvelle guerre avec l'Espagne; succès des armes françaises en Flandre.* — La guerre fut résolue. Des écrits 1667.
politiques, des manifestes précédèrent les hostilités. Des préparatifs immenses, des magasins formés sur les frontières, les logemens des troupes marqués, leurs marches réglées, les services comptés de préférence aux ayeux, l'infanterie appelée aux mêmes honneurs, aux mêmes récompenses que la cavalerie, deux ministres rivaux de talens et de zèle, Turenne à la tête de l'armée, un jeune roi attirant tous les cœurs par ses grâces, la noblesse de son extérieur, la générosité de son caractère; tels étaient les moyens destinés à la conquête de la Flandre, province sur laquelle Louis XIV dirigea ses premiers coups. Cette campagne sembla plutôt une marche triomphale qu'une expédition militaire. Les

[1] Par cette loi, en vigueur dans quelques provinces des Pays-Bas, les enfans du second lit étaient exclus de la succession par les enfans du premier, sans que les mâles du second excluassent les filles du premier. Ainsi les droits réclamés par Louis XIV, étaient ceux de sa femme, Marie-Thérèse, fille (du premier lit) de Philippe IV, à l'exclusion de Charles II, fils du second lit. C'est ce qu'on appelait droit de dévolution.

[2] Après son père, Michel Le Tellier, qui quitta ce département en 1666.

villes, presque sans défense, avec des fortifications négligées, ouvrirent de tous côtés leurs portes; les Français n'eurent guère que la peine de se présenter devant elles. Armentières, Charleroi, Bergue-Saint-Vinox, Furnes, Ath, Tournai, Douai, le fort de Scarpe, Courtrai, Oudenarde, furent pris en moins de deux mois. La place de Lille, la plus considérable et la mieux fortifiée de la province, ne résista que neuf jours, et se rendit le 27 août. Le roi s'était exposé, pendant ce siége, au point que Turenne le menaça de se retirer, s'il ne se ménageait pas davantage. Le comte de Marsin, qui venait au secours de cette place, fut battu le 31, par les maréchaux de Créqui et de Bellefonds. Les débris de cette armée espagnole se réfugièrent dans les murs de Mons et de Bruxelles. Turenne prit Alost le 12 septembre.

Le luxe et les plaisirs, introduits dans les camps français, n'affaiblissaient point la discipline et le courage des troupes. On mêlait sans danger la mollesse aux fatigues de la guerre. La noblesse s'arrachait sans peine du milieu des fêtes, pour voler à la tranchée, à l'exemple du roi, le pot en tête et la cuirasse sur le dos.

Le roi mit, d'après le conseil de Louvois, qui l'accompagnait à l'armée, de bonnes garnisons dans les places conquises, et l'habile ingénieur Vauban, commençant dès-lors sa haute réputation, les mit en état de braver toutes les attaques, par le système de ses fortifications rasantes.

1668. *Conquête de la Franche-Comté.* — Après la conquête de la Flandre, Louis XIV revint recevoir les acclamations du peuple. Toutefois, il goûta peu de temps les douceurs du repos au château de Saint-Germain, dont il avait fait sa résidence habituelle.

L'invasion de la Franche-Comté, qui devait suivre immédiatement l'occupation de la Flandre, et le traité de triple

alliance que conclurent, le 28 janvier, l'Angleterre, la Suède et la Hollande, obligèrent le roi de continuer la guerre au cœur de l'hiver. Les préparatifs de la nouvelle expédition contre la Franche-Comté se firent dans le cours de janvier. Le 2 février, Louvois décida le roi à donner le commandement des troupes au prince de Condé, de préférence au maréchal de Turenne, dont ce ministre jalousait la gloire.

Le 2 janvier, Louis partit de Saint-Germain pour se rendre à l'armée. Il joignit, à quelques lieues de Besançon, le prince de Condé, qui avait obtenu pour principal lieutenant, le comte de Boutteville, depuis maréchal duc de Luxembourg, son ami dans la mauvaise fortune, et son élève dans l'art de la guerre.

La Franche-Comté, province fertile, bien peuplée, longue de quarante lieues et large de vingt, jouissait, sous la domination espagnole, de très-grands priviléges; Besançon, sa capitale, se gouvernait comme une ville impériale. Mais des factions s'étaient élevées dans cette espèce de république. Gagnés par des présens et des promesses, les membres les plus influens de ces factions préparèrent, par des manœuvres secrètes, les succès des armes françaises. Condé fit le siége de Besançon, Luxembourg alla faire celui de Salins. Ces deux places se rendirent au bout de deux jours. Louis, qui avait établi son quartier-général à Dijon, alla faire en personne le siége de Dôle, que défendait le brave Montrevel, avec une garnison de 400 soldats, soutenue, il est vrai, par tous les habitans. La résistance égala la vigueur de l'attaque. Une foule de jeunes volontaires, que l'amour de la gloire avait entraînés sur les pas du monarque, se précipitèrent dans la tranchée, et parvinrent à se loger dans la contrescarpe. Le prince de Condé soutint leur audace et partagea leurs périls. Dôle ouvrit ses portes au bout de quatre jours, le 14 février.

Gray capitula le 19. Enfin la soumission entière de la province eut lieu en moins de trois semaines [1].

1668. *Traité de triple alliance entre l'Empire, l'Angleterre et la Hollande.* — Nous avons déjà dit qu'un traité de triple alliance entre l'Empire, l'Angleterre et la Hollande, avait été signé le 28 janvier. Cette ligue était l'ouvrage du grand pensionnaire de Hollande, Jean de Witt, qui s'était concerté à cet effet avec le chevalier Temple, ambassadeur du roi d'Angleterre à la Haye, et le comte de Dohna, ambassadeur de Suède.

1668. *Paix d'Aix-la-Chapelle, entre la France et l'Espagne.* — Déjà l'empereur levait des troupes, et se proposait d'entrer dans la coalition; les Suisses eux-mêmes craignaient pour leur liberté, qu'ils voyaient menacée, en raison de l'occupation de la Franche-Comté. Louis XIV, pour détourner l'orage qui le menaçait de toutes parts, proposa la paix; elle fut signée à Aix-la-Chapelle, le 2 mai. Les Français évacuèrent la Franche-Comté, et gardèrent leur conquête de Flandre.

1669. Forcé au repos, le roi en consacra les loisirs à la prospérité de l'état. Les succès de son administration furent aussi rapides, aussi brillans que ceux de ses campagnes. Mais, au milieu de la paix, il mûrissait de grands projets de guerre contre la Hollande, qui, cause de la triple alliance, avait suspendu le cours de ses triomphes. Il pensa que cette république, qui n'avait de force que sur la mer, ne pourrait soutenir seule les efforts d'une armée française, et qu'en la privant du secours de ses alliés, c'était la vaincre à moitié. Ce fut sa première opération. Il commença par l'Angleterre.
1670. Le roi Charles II, presque sans autorité, toujours dans l'indigence à cause de ses prodigalités, avait besoin d'argent

[1] Le conseil d'Espagne fut si étonné de la rapidité de cette conquête, qu'il écrivit au gouverneur de la province, que le roi de France aurait dû se contenter de prendre possession du pays par ses laquais.

pour satisfaire sa passion pour les plaisirs; le roi chargea la duchesse d'Orléans, sœur de Charles, de gagner ce prince, et de le détacher de la triple alliance. Elle réussit à enchaîner le roi son frère, en lui promettant un subside de cinq millions, et en laissant à sa cour une de ses filles d'honneur, la belle Kerhouel, connue depuis sous le nom de duchesse de Portsmouth. Le marquis de Croissi, ambassadeur de France à Londres, avait préparé les voies de cette négociation, en corrompant lui-même le fameux ministère anglais, désigné sous le nom de *la cabale*[1]. Rassuré du côté de l'Angleterre, Louis XIV sut engager le roi de Suède, Charles XI, à renoncer à l'alliance avec la Hollande, où la régence de Suède l'avait fait entrer pendant sa minorité; par suite de cette négociation, Charles XI rompit les engagemens qu'il avait déjà pris avec l'Espagne. L'empereur fut aussi regagné; assez occupé dans ses états, par les troubles de Hongrie, il n'était pas fâché, d'ailleurs, de voir humilier l'orgueil des Hollandais. L'évêque de Munster, prélat guerrier, et prince redoutable par les forces qu'il entretenait, fit alliance avec le roi. L'électeur de Cologne prit également le parti de la France, et signa un traité par lequel il livrait les deux villes de Neuss et de Kaiserwert, dont le roi avait besoin pour établir des magasins sur le Bas-Rhin. 1671.

*La France et l'Angleterre déclarent la guerre à la Hollande.* — Louis XIV n'avait aucune raison valable pour motiver sa déclaration de guerre à la Hollande. Il prit prétexte d'une médaille où les états-généraux se vantaient d'avoir affermi les lois, épuré la religion, réconcilié les monarques, tranquillisé l'Europe, et vengé la liberté des mers. A la première plainte du roi à ce sujet, le coin de cette médaille fut brisé; mais réparations, négociations, prières, rien ne put 1672.

[1] Les initiales des noms des cinq ministres anglais formaient ce mot, selon l'orthographe anglaise, qui n'y admet point d'e.

fléchir le monarque; la guerre fut déclarée. Les préparatifs en furent immenses : cent trente bâtimens de guerre armés dans les ports de France, 100,000 hommes réunis sous les drapeaux; l'artillerie la plus formidable, cinquante millions dans les caisses militaires, Condé, Turenne, Luxembourg à la tête des troupes, Vauban, pour la conduite des siéges; tels furent les moyens avec lesquels Louis XIV se trouva prêt à entrer en campagne au mois d'avril. A des forces aussi menaçantes, la Hollande n'avait à opposer qu'une armée de 25,000 hommes et un général de vingt-deux ans, Guillaume III, prince d'Orange, d'une constitution faible, et novice dans le métier des armes; mais couvant, sous le flegme hollandais, le feu de l'ambition et de la gloire. Il employa tous ses moyens, avec autant d'activité que de vigueur, pour défendre la république, sans pouvoir toutefois soutenir d'abord une lutte aussi désavantageuse.

1672. *Première campagne de Louis* XIV *contre la Hollande; passage du Rhin à Tolhuis.* — L'armée à la tête de laquelle Louis XIV ouvrit la campagne, était divisée en trois corps; le premier commandé par Turenne, sous les ordres immédiats du roi, le second par le prince de Condé, le troisième par Luxembourg et le comte de Chamilli. Chacun d'eux fit des progrès rapides; quatre villes furent aussitôt prises qu'assiégées. Burick ouvrit ses portes à Turenne le 3 juin; Vesel au prince de Condé le 4; Orsoi et Rheinberg au roi, les 3 et 6 du même mois. Des gouverneurs épouvantés, à la vue de simples détachemens français, envoyèrent les clefs de leurs villes. La consternation était générale. Le prince d'Orange fit établir à la hâte des lignes au-delà du Rhin. Des gens du pays indiquèrent au prince de Condé un gué sur un bras du fleuve, auprès d'une vieille tour qui servait de bureau de péage, et qui n'était gardée que par dix-sept hommes, qu'on fit prisonniers. Le comte de Guiche passa le premier à la tête

des cuirassiers, commandés par le comte de Revel; il n'y avait guère que vingt pas à nager; un rang de chevaux rompait le fil de l'eau; l'abord était aisé, et la rive défendue seulement par deux faibles régimens d'infanterie et quelques hommes à cheval, sans canon. L'artillerie française tira sur ces troupes, et tandis que la maison du roi et la plus grande partie de la cavalerie passèrent sans obstacle, au nombre de 15,000 hommes, les cavaliers ennemis prirent la fuite, et l'infanterie mit bas les armes. On ne perdit dans ce passage qu'un officier, le comte de Nogent, et quelques cavaliers qui se noyèrent. Le duc de Longueville, qui était passé un des derniers, périt par une étourderie coupable. Voyant l'infanterie hollandaise mettre bas les armes, pleine de confiance dans la générosité française, ce jeune seigneur se mit à crier : « Non, point de quartier à cette canaille », et tua d'un coup de pistolet un des officiers de cette troupe. Les Hollandais reprirent leurs armes, et firent une charge furieuse, dans laquelle le duc de Longueville reçut le prix de son imprudence. Son oncle, le prince de Condé, fut blessé au poignet au moment où, sortant du fleuve, il allait remonter à cheval. La cavalerie française repoussa facilement cette attaque désespérée de la troupe ennemie, qui prit la fuite et se dispersa de tous les côtés. L'infanterie passa tranquillement avec le roi sur un pont de bateaux qu'on avait construit un peu plus loin. Dès ce moment, le reste de la campagne ne fut plus qu'une suite non interrompue de succès. Doesbourg, Zutphen, Nonenbourg, Arnheim, Zwoll, Deventer, Nimègue, Coeverden, Bommel, Crèvecœur, Naerden, etc., se rendirent presque sans coup férir à différens détachemens de l'armée. En moins de trois mois, les provinces d'Utrecht, de Gueldre et d'Over-Issel furent soumises avec plus de quarante places fortifiées. Le roi entra dans Utrecht le 9 juillet.

Turenne, qui avait pris le commandement du corps de

Condé, après la blessure de ce prince, passa de la Hollande sur le territoire allemand, pour contenir, avec 12,000 hommes seulement, l'électeur de Brandebourg, qui était resté l'allié des Hollandais, et qui avait pris la route de Westphalie, à la tête d'une armée de 25,000 hommes.

1672. *Les Hollandais demandent la paix, mais rejettent les conditions que le roi veut leur imposer.* — Naerden s'étant rendu, le 12 juillet, au marquis de Rochefort, quelques maraudeurs de cette colonne avaient poussé jusqu'aux écluses de Muyden, non loin d'Amsterdam. Les magistrats effrayés leur présentèrent les clefs; c'était fait d'Amsterdam, et par conséquent de toute la Hollande, si le marquis de Rochefort eût fait soutenir ces maraudeurs. Dans ce péril extrême, le grand pensionnaire Jean de Witt, qui aimait mieux voir la patrie subjuguée par le roi de France que soumise à un stathouder, conseilla aux états-généraux de demander la paix, à laquelle s'opposait l'intrépide Guillaume d'Orange. La paix fut demandée malgré ce prince; mais bientôt lui-même fut nommé stathouder, malgré le crédit des deux frères Corneille et Jean de Witt[1].

Quatre envoyés des états-généraux se rendirent près du roi. Ils furent reçus par le dur et altier Louvois avec une hauteur insultante; et après plusieurs démarches humiliantes et inutiles, le roi leur fit déclarer ses volontés dernières. Il exigeait tout le pays au-delà du Rhin, les places fortes au centre des provinces hollandaises, le rétablissement de la religion romaine, une somme de vingt millions, des satisfactions au roi d'Angleterre, à l'électeur de Cologne, à l'é-

[1] A la mort de Guillaume II, les deux frères de Witt, ennemis de la Maison d'Orange, avaient fait rendre un édit qui supprimait à perpétuité la charge de stathouder. Les prétentions exhorbitantes de Louis XIV et le danger imminent de la patrie, décidèrent les états-généraux à révoquer l'édit dont nous venons de parler, et à déclarer Guillaume III, prince d'Orange, stathouder de la république.

vêque-prince de Munster; enfin, une ambassade extraordinaire tous les ans, pour se reconnaître redevables, au roi de France, de la liberté qu'il leur laissait.

Ces conditions intolérables donnèrent aux Hollandais le courage du désespoir, qui leur fit faire les plus grands sacrifices et des prodiges. Ils préférèrent leur entier anéantissement à un traité aussi honteux; ils résolurent de succomber avec gloire les armes à la main. Le salut de la patrie fut confié de nouveau au prince d'Orange, et la fureur du peuple éclata contre les de Witt, qui avaient conseillé la paix. Les deux frères furent massacrés à La Haie, le 22 août.

Dès le 7 juin, un combat naval avait eu lieu, près de Sultzbay, entre la flotte réunie de France et d'Angleterre, sous les ordres du duc d'Yorck et du comte d'Estrées, et la flotte hollandaise, commandée par l'amiral Ruyter. Chaque parti s'était attribué l'avantage; mais le fait est que l'amiral hollandais, ayant forcé le duc d'Yorck à abandonner le champ de bataille, eut toute la gloire du combat, dont le fruit fut la sûreté des côtes de la Hollande. La flotte marchande des Indes put alors entrer dans le Texel, et la république réparer, par les richesses du commerce protégé, les pertes immenses qu'elle venait d'éprouver sur le continent. Ruyter, malgré l'importance de ce service, faillit devenir victime, comme les de Witt, dont il était l'ami, de l'exaspération générale du peuple d'Amsterdam.

*L'empereur et le roi d'Espagne prennent le parti de la Hollande.* — Cependant l'alarme était trop grande chez les autres puissances continentales, pour qu'elles ne prissent point de parti. L'empereur et le roi d'Espagne firent un traité avec la Hollande, le 30 août. « Qui aurait dit, en 1619, observe à ce sujet un historien, que ce serait l'Espagne qui défendrait la Hollande contre la France et l'Angleterre! [1] » 1673.

[1] Le président Hénault.

L'électeur de Brandebourg et le général autrichien Montecuculi avaient tenté, pendant plus de trois mois, les moyens de passer le Rhin, à Coblentz, Mayence, Strasbourg et sur quelques autres points; mais ils trouvèrent partout l'habile et vigilant Turenne, qui les empêcha d'un côté de secourir les Hollandais, et de l'autre, de faire diversion en Alsace. L'électeur, qui se vit dépouillé de toutes les places qu'il avait dans la Westphalie, conclut, le 7 mai (1673), un traité de neutralité avec Louis XIV.

1673. *Suite de la campagne de Hollande; le roi d'Espagne déclare la guerre à la France.* — Ce monarque fit capituler Maestricht, au bout de treize jours de siége, le 29 juin[1]. La communication se trouvait ainsi assurée entre les troupes françaises en Hollande et celles qui opéraient en Allemagne. Le roi passa ensuite en Alsace pour maintenir la neutralité de Strasbourg (alors ville impériale et libre) entre l'empereur et lui, et pour conserver la bonne intelligence avec les Suisses.

Le prince d'Orange, renforcé par un corps de troupes espagnoles, reprit, le 14 septembre, la place de Naerden, mal défendue par son gouverneur, Dupas, que Turenne estimait cependant. Cet officier fut dégradé, et racheta ce déshonneur aux dépens de sa vie, devant Grave, où il fut tué l'année suivante[2]. Le 15 octobre parut la déclaration de guerre de l'Espagne à la France; celle de la France à l'Espagne fut publiée cinq jours après. Bonn se rendit au général Montecuculi le 12 novembre. Le ministre Louvois imputa à Turenne cet avantage remporté par les ennemis, bien que ce maréchal eût fait tout ce qu'il pouvait pour empê-

[1] Ce siége de Maestricht, malgré sa courte durée, est mémorable par les actions réciproques de valeur des assiégeans et assiégés.

[2] Le roi condamna Dupas à voir briser son épée, et à être traîné dans les rues d'Utrecht, la pelle à la main.

cher la jonction des Impériaux aux Hollandais. Le marquis de Rochefort, de son côté, prit Trèves le 15; mais les Français furent obligés d'évacuer plusieurs des places conquises.

*Combats sur mer.* — Il y eut cette même année trois combats sur mer, l'un le 7 juin, le second le 14, et le troisième le 22 août, qui n'eurent aucun résultat avantageux pour l'un ou l'autre parti. C'était le prince Robert qui commandait la flotte anglaise à la place du duc d'Yorck, rappelé en Angleterre; le comte d'Estrées commandait toujours la flotte française; et les états-généraux avaient donné pour adjoint à Ruyter, l'amiral Trump. 1673.

*Campagne contre la Hollande, l'Autriche et l'Espagne.* — A l'ouverture de la campagne suivante, la France se vit privée de ses alliées et abandonnée à ses propres forces. 1673.

Le parlement d'Angleterre, indigné de voir Charles II l'instrument mercenaire des grandeurs de la France, le força à faire la paix avec la Hollande. Le traité fut signé le 19 février, sous la condition que les états-généraux paieraient une somme de 300,000 livres sterling. Mais le roi d'Angleterre avait refusé de se déclarer contre Louis XIV. L'électeur de Cologne et l'évêque de Munster firent aussi leur paix; l'électeur palatin, quoiqu'attaché à la France par de grandes obligations, malgré son alliance avec la famille royale, signa, le 10 mars, un traité d'alliance offensive avec l'empereur.

Louis XIV ne recula point devant cette ligue formidable. Il n'avait combattu en Flandre, en Franche-Comté, en Hollande, que par le désir d'agrandir ses états; il crut devoir, en ces circonstances, combattre pour l'honneur des armes nationales. Il mit sur pied, pour assurer ses triomphes, quatre armées; la première, de 23,000 hommes, commandée par Turenne, devait agir contre les Impériaux; la seconde, forte de 40,000 hommes, sous les ordres du

prince de Condé, contre les Hollandais; la troisième, chargée de la défense du Roussillon; la quatrième, conduite par le roi en personne, était destinée à conquérir une seconde fois la Franche-Comté, où l'Espagne n'avait fait passer qu'un petit nombre de troupes.

1674. *Deuxième conquête de la Franche-Comté.* — Dans cette nouvelle entreprise, le roi déploya la double supériorité de sa politique et de ses armes. Il décida la Suisse, malgré ses craintes, à refuser le passage aux troupes de l'empereur et du roi d'Espagne. Accompagné de son frère et du jeune duc d'Enghien, fils du grand Condé, Louis vint mettre le siége devant Besançon. Vauban, qui commandait les travaux, dirigea les attaques contre la citadelle, que les Espagnols regardaient comme imprenable, en raison de sa position avantageuse. Les Français cependant ne tardèrent pas à s'en rendre maîtres. On hissa avec des grues et des chaînes de fer, sur une montagne qui dominait la place, quarante pièces d'artillerie de gros calibre; elles firent de si prompts ravages, que la ville se rendit après huit jours de tranchée, le 15 mai, et la citadelle, également foudroyée, fut bientôt forcée de capituler. Le roi alla faire ensuite le siége de Dôle, qui ne résista que sept jours. Le roi y entra le 6 juin; Salins se rendit le 22. Enfin, six semaines suffirent pour soumettre toute la Franche-Comté, qui est restée, depuis lors, province française.

1674. *Succès du maréchal de Turenne sur le Rhin; incendie du Palatinat.* — Dans le même temps, Turenne déployait sur le Rhin toute sa science militaire. Après une marche habile, il passa le Rhin à Philipsbourg, le 12 juin; voulant combattre le duc de Lorraine et le général autrichien Caprara, avant qu'ils eussent été joints par un autre corps impérial, sous les ordres du duc de Bournonville, il les attaqua près de la petite ville de Lintzheim, entre Philipsbourg

et Heilbron, où il les battit le 16 juin. Il n'avait guère que 12,000 hommes avec lui; l'ennemi, qui était de même force, possédait l'avantage du terrain. Les Français, malgré les fatigues d'une longue marche, n'en combattirent pas moins avec vigueur. Les Impériaux, enfoncés, n'échappèrent que par une prompte fuite à leur ruine entière, et laissèrent 2,000 morts sur le champ de bataille, 900 prisonniers et la plus grande partie du bagage entre les mains des vainqueurs [1]. La retraite de l'ennemi au-delà du Necker et du Mayn, mit le Palatinat à la merci de Turenne, qui, renforcé de quelques troupes, défit encore l'arrière-garde à Ladenbourg, le 5 juillet, malgré la jonction du duc de Bournonville. Turenne n'exécuta qu'avec douleur l'ordre qu'il reçut du ministre Louvois, de porter partout le fer et la flamme dans le Palatinat, sous prétexte de représailles de quelques cruautés exercées sur des maraudeurs, mais, dans le fait, pour punir l'électeur palatin de sa défection [2].

Sur ces entrefaites, l'électeur de Brandebourg, qui n'avait plus à craindre pour la Westphalie, manqua au traité qu'il avait fait au mois de mai de l'année précédente, et chercha à se joindre à l'armée impériale. Le duc de Lorraine, malgré sa défaite à Sintzheim, n'avait pas renoncé à son dessein, qui était de chasser Turenne de l'Alsace, et de pénétrer en Lorraine dès qu'il aurait été joint par l'électeur de Brandebourg. En conséquence, il passa le Rhin à Spire et à Strasbourg, cette dernière ville ayant manqué à la neutralité

[1] Turenne répondit à des officiers qui le complimentaient du succès de ses manœuvres savantes : « Avec des gens comme vous, messieurs, on doit attaquer hardiment, parce qu'on est sûr de vaincre. »

[2] L'électeur palatin, outré des malheurs de son pays, envoya un cartel à Turenne. Ce maréchal y répondit avec une modération digne de son beau caractère ; mais en même temps il ne put s'empêcher d'écrire à Louis XIV « que l'incendie du Palatinat refroidissait bien plus ses alliés qu'il ne les réchauffait. »

qu'elle avait promise au roi. Turenne, moins fort d'un tiers que ses adversaires, jugea qu'il fallait tout risquer ou s'attendre à voir les Impériaux entrer en France. Cette considération le décida à marcher, avec les 22,000 hommes qui formaient toute son armée, pour combattre celle des ennemis, forte de 36,000. Il l'attaqua à Euzheim, près de Strasbourg, le 4 octobre, et il remporta la victoire. Lord Curchil, depuis duc de Malboroug, qui servait dans l'armée de Turenne, s'y distingua, ainsi que le marquis, depuis maréchal de Boufflers. Ce beau succès restait incomplet; et la jonction de l'électeur de Brandebourg, qui eut lieu malgré la défaite du duc de Lorraine, eût peut-être enlevé à tout autre général que Turenne l'espérance de sauver l'Alsace : mais il sut profiter de la nécessité où se trouvaient les généraux ennemis de se répandre dans la Haute-Alsace, pour y faire subsister les cinquante et quelques mille hommes qu'ils avaient sous leurs ordres. Feignant de se retirer en Lorraine, l'habile maréchal vient tout-à-coup retomber sur Mulhausen, et y culbute un corps de 6,000 chevaux, le 29 décembre. Ce coup de main mit le trouble dans l'armée ennemie et la força à rester sur la défensive [1].

1674. *Opérations en Flandre ; combat de Senef.* — Le prince d'Orange, à la tête d'une armée de 90,000 hommes environ, avait fait des progrès en Flandre, depuis l'ouverture de la campagne, et était venu mettre le siége devant Charleroi. Le prince de Condé, qui n'avait pas plus de 45,000 hommes sous ses ordres, voulant contrarier cette opération, attaqua,

[1] Les succès de Turenne, dit un historien dont nous nous plaisons à reproduire les jugemens, ressemblaient à son caractère; ils étaient solides et sans ostentation; ce n'était point des batailles rangées, qui souvent ne font que du bruit sans produire aucun avantage, c'était des combats utiles, où la conduite du général ne mettait presque jamais rien au hasard. On peut dire de Turenne ce qu'on a dit de César, qu'il faisait la guerre comme il voulait, et non comme il plaisait à la fortune.

(Le président HÉNAULT.)

près du village de Senef, l'arrière-garde des alliés, le 11 août. Cette troupe ayant été battue, le prince se jeta sur le gros de l'armée, qui fit la faute de prêter le flanc aux colonnes françaises en décampant. Une action générale s'engagea, ou plutôt ce fut l'assemblage de plusieurs grands combats, qui eurent lieu pendant douze heures, et à la suite desquels 27,000 hommes restèrent, des deux côtés, sur le champ de bataille, dans une étendue de deux lieues. Les deux partis y firent des prodiges de valeur; l'occupation du champ de bataille, par les Français, leur donna seule le droit de s'attribuer l'avantage, car la victoire fut indécise. Le prince d'Orange voulut faire croire qu'elle s'était rangée de son côté, en faisant, peu de jours après, le siége d'Audenarde, qu'il fut obligé de lever le 27 septembre, à l'approche du prince de Condé. Les alliés prirent Grave le 28 octobre; le prince d'Orange s'y était rendu pour hâter le succès; le marquis de Chamilli se distingua dans la défense de cette place, qu'il ne rendit qu'après quatre-vingt-trois jours de tranchée ouverte. Dinant fut pris par le général autrichien Sporck, le 2 décembre.

En Roussillon, le comte de Schomberg, depuis maréchal, et fameux par ses exploits en Portugal, déconcerta les projets des Espagnols sur Perpignan.

*Opérations maritimes.* — Sur mer, l'amiral Trump, 1674.
après avoir fait une descente à Belle-Isle, sur les côtes de Bretagne, fut obligé de se rembarquer, le 28 juin, à l'arrivée d'une escadre commandée par M. de Coëtlogon; et l'amiral Ruyter, étant également descendu près du Fort-Royal, à la Martinique, fut aussi forcé à se rembarquer, après avoir perdu 1200 hommes.

Il se fit cette même année une diversion utile en Sicile, où le marquis de Valbelle amena un secours aux habitans de Messine, insurgés contre leur gouverneur. Les Espagnols

furent obligés de détacher des troupes de leur armée de Roussillon, pour s'opposer aux progrès de cette insurrection.

Un chevalier de Rohan ayant voulu livrer Quillebœuf aux Hollandais, et faire révolter la Normandie, eut la tête tranchée le 28 novembre, ainsi qu'une dame de Villiers, sa complice.

1675. *Suite des opérations militaires sur le Rhin.* — La guerre continuait toujours en Alsace, où les ennemis prirent le parti de concentrer leurs troupes, au lieu de les tenir divisées, comme dans la campagne précédente. L'électeur de Brandebourg rassembla l'armée à Colmar. Turenne s'avança sur ce point, et, ayant feint d'attaquer la gauche des confédérés, il se porta vers Turkeim, où s'appuyait leur droite. Il engagea l'action de ce côté, le 5 janvier, et, après un sanglant combat, il força les ennemis, non-seulement à abandonner leur position, mais encore à repasser le Rhin avec 20,000 hommes qui leur restaient de 60,000 environ dont se composaient leur armeé en entrant en campagne. L'électeur de Brandebourg, le duc de Lorraine et le duc de Bournonville rejetèrent, les uns sur les autres, la honte de cette défaite et des nombreux échecs qu'ils avaient essuyés dans le cours de cette campagne. Turenne revint à la cour, où le roi l'avait mandé, après l'affaire de Turckeim. Il laissait le commandement des troupes au marquis de Vaubrun, qui acheva de balayer l'Alsace, en se rendant maître de Dachstein, le 29 janvier, de Molsheim et de Murzig, les seules places qui restassent aux confédérés; et il s'empara également dans le Brisgaw de plusieurs places qui communiquaient aux deux côtés du Rhin, tandis que la garnison française de Philipsbourg achevait, par de fréquentes excursions, de ruiner le Palatinat.

1675. *Mort de Turenne; combat d'Altenheim.* — Turenne, alors âgé de soixante-quatre ans, et tourmenté par des infir-

mités, aurait désiré, au milieu de sa gloire, se retirer du service; mais Louis XIV ne le lui permit pas, et le fit repartir, le 11 mai, pour s'opposer aux entreprises de Montecuculli, que la jalousie des confédérés avait éloigné du commandement dans la première campagne. Le maréchal, ayant rassemblé son armée à Schelestadt, s'avança sur Benfeld, et, de là, vint camper, le 27 mai, au village d'Altenheim, à une lieue de Strasbourg, tant pour forcer cette ville à garder la neutralité, que pour empêcher les troupes confédérées de rentrer en Alsace. D'après les mouvemens de ces dernières, le maréchal se décida à porter son armée sur la rive droite du Rhin, le 7 juin. Il trouva dans Montecuculli un adversaire digne de lui. Après avoir épuisé pendant deux mois tout ce que l'art de la guerre peut fournir de ressources pour les campemens, les marches, les contremarches, Turenne crut avoir trouvé le moment d'attaquer le général de l'Empire avec avantage, auprès du village de Salzbach, le 27 juillet; mais un boulet de canon enleva ce grand capitaine, lorsqu'il reconnaissait une position sur laquelle il voulait établir une batterie. Le même boulet emporta le bras au marquis de Saint-Hilaire, qui commandait l'artillerie[1]. Toute l'armée pleura Turenne comme un père; le secret de cette journée, qui devait être sans doute triomphante, périt avec lui. Au lieu d'attaquer, on ne songea plus qu'à se retirer. La dispute pour le commandement, entre le comte de Lorges et le marquis de Vaubrun, ajoutait encore au malheur des circonstances[2]. La belle retraite que fit le comte de Lorges parut une victoire, dans la cons-

[1] On connaît ces paroles adressées par Saint-Hilaire à son fils, qui fondait en larmes auprès de lui : « Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, mon fils, c'est ce grand homme, » en montrant le corps de Turenne. Montecuculli s'écria, avec une douleur mêlée d'admiration : « Il est donc mort cet homme qui faisait honneur à l'humanité. »

[2] Les deux compétiteurs ayant passé quelque temps sans arrêter de

ternation où étaient toutes les troupes. Montecuculli poursuivit l'armée française, et l'atteignit au pont d'Altenheim, le 1er août. Le comte de Lorges fit, pour recevoir le combat, des dispositions qui rappelaient l'habileté de Turenne. L'action fut très-vive; le marquis de Vaubrun, quoique blessé dans une première charge, combattit avec une grande valeur, à la tête des gendarmes, et fut tué au milieu des rangs ennemis. Dans cette bataille, où la victoire resta indécise, les Impériaux perdirent à peu près 5000 hommes, et les Français de 3 à 4000. Le duc de Vendôme fut au nombre des blessés. L'armée française repassa le Rhin à Altenheim, et l'armée impériale à Strasbourg. Le roi ordonna que le corps de Turenne serait transporté à Saint-Denis, pour y être enterré, comme Duguesclin, dans la sépulture des rois.

Condé vint remplacer Turenne, et le roi confia le commandement de l'armée de Flandre au maréchal de Luxembourg. Le prince, à son arrivée, s'empressa d'arrêter les progrès des Impériaux[1]. Il fit lever à Montecuculli le siége de Haguenau le 22 août, celui de Saverne le 24 septembre, et le contraignit à passer sur la rive droite du Rhin. Ce fut le dernier exploit du prince de Condé; la goutte dont il était attaqué le força à quitter le service[2].

dispositions rassurantes, les soldats s'écrièrent : « Lachez la pie (c'était le nom du cheval que montait habituellement Turenne), elle nous conduira. »

[1] Le prince de Condé dit à un de ses officiers : « J'aurais bien désiré causer seulement deux heures avec l'ombre de Turenne, pour prendre ses lumières sur la connaissance des affaires de ce pays (l'Alsace et les bords du Rhin.) (*Vie du grand Condé.*)

[2] Il est à remarquer, dit le président Hénault, que cette année (1675) vit terminer la carrière des plus grands généraux de l'Europe, Turenne, Condé et Montecuculli. Ce dernier prit sa retraite peu de temps après avoir passé le Rhin, disant qu'un homme qui avait eu l'honneur de combattre contre le visir Mehemet Cuprugli, contre Turenne et contre le prince de Condé, ne devait pas compromettre sa gloire contre des gens qui ne faisaient que commencer à commander des armées.

*Suite de la campagne en Flandre et en Catalogne.* — 1675.
Dans les Pays-Bas, le comte d'Estrades avait mis garnison française, le 27 mars, dans la citadelle de Liége, dont les Impériaux voulaient s'emparer, pour faciliter aux Hollandais le siége de Maestricht. Le roi, qui était venu à l'armée, prit Dinan le 29 mai; le maréchal de Créqui était sous ses ordres. Hui se rendit, le 6 juin, au marquis de Rochefort, et Limbourg, le 11, au duc d'Enghien, avant que le prince d'Orange pût y amener du secours. Le maréchal de Créqui fut battu complétement à Consarbruck, le 11 août, en voulant jeter des secours dans Trèves, assiégé par le prince de Lunebourg. Après cette défai te Créqui parvint à entrer, lui quatrième, dans Trèves; il y fut fait prisonnier lorsque cette place capitula le 6 septembre, par la trahison insigne d'un capitaine, nommé Boisjourdan, qui ameuta une partie de la garnison, et fit la capitulation à l'insu du maréchal. Ce misérable, qui s'était sauvé après son infamie, fut arrêté, et eut la tête tranchée [1]. Le prince d'Orange s'empara de Binch dans les premiers jours de septembre.

En Catalogne, le comte de Schomberg, après avoir pris Figuières, Bascara et quelques autres places, fit capituler, le 27 août, le fort de Bellegarde, que les Espagnols avaient repris l'année précédente. Le roi récompensa par le bâton de maréchal les services de Schomberg, qui fut remplacé à la fin de la campagne par le duc de Navailles, maréchal de la même promotion [2].

[1] C'était un gentilhomme du Maine, qui avait été autrefois condamné à mort, par contumace, pour un assassinat dans la forêt de Senlis.

[2] Le roi en nomma huit le 30 juillet, le comte d'Estrades, le duc de Navailles, le comte de Schomberg, le duc de Duras, le duc de Vivonne, le duc de La Feuillade, le duc de Luxembourg et le marquis de Rochefort. Une femme d'esprit, madame Cornuel, dit, au sujet de cette promotion, « que c'était la monnaie du maréchal de Turenne. »

1675. *Un congrès se réunit à Nimègue.* — Un congrès s'assembla à Nimègue vers la fin de cette campagne, pour traiter de la paix. Le roi nomma pour les plenipotentiaires le maréchal d'Estrades, le marquis de Croissi, frère de Colbert, et le comte d'Avaux, neveu de celui qui avait été plénipotentiaire à Munster. La guerre fut continuée avec la même vigueur l'année suivante, malgré les négociations.

1676. *L'amiral hollandais Ruyter est battu par Duquesne.* — Le roi avait envoyé le chef d'escadre Duquesne porter du secours à Messine, dont les habitans, ainsi qu'on l'a vu, avaient secoué le joug espagnol. L'amiral Ruyter, qui voulut s'opposer à cette entreprise, fut battu par Duquesne, le 8 janvier, en vue des côtes de Sicile; et Messine reçut le secours promis. La flotte hollandaise avait été si maltraitée, que Ruyter ne songea plus qu'à revenir en Hollande; mais ayant reçu l'ordre de continuer à tenir la mer, il se donna un second combat naval entre les mêmes adversaires, le 22 avril. Ruyter y perdit la vie, et le siège d'Augurta, en Sicile, qu'il avait commencé, fut levé.

Il y eut encore quatre armées sur pied dans le cours de cette campagne. Le roi commanda en personne celle de Flandre, ayant sous lui son frère, Monsieur, les maréchaux d'Humières, Schomberg, La Feuillade et de Lorges. Le maréchal de Créqui commandait un corps séparé. L'armée d'Allemagne était sous les ordres du maréchal de Luxembourg; une troisième armée, destinée à opérer entre la Sambre et la Meuse, était commandée par le maréchal de Rochefort; la quatrième était celle du Roussillon, sous les ordres du maréchal de Navailles.

1676. *Suite des opérations en Flandre, en Alsace, en Catalogne et sur mer.* — La première opération du roi fut de faire sauter la citadelle de Liège, le 31 mars. Il prit ensuite Condé le 26 avril, tandis que Monsieur assiégeait Bouchain, qui

se rendit le 11 mai. Le maréchal d'Humières reçut la capitulation d'Aire le 31 juillet, tandis que le prince d'Orange assiégeait Maestricht, défendue par le général Calvo, catalan, en l'absence du maréchal d'Estrades, envoyé du roi au congrès de Nimègue [1]. Après quarante jours de tranchée, pendant lesquels il y eut un grand nombre d'actions entre les assiégeans et la garnison, le prince d'Orange fut obligé de lever le siége de Maestricht, le 27 août, à l'approche d'un corps d'armée, commandé par le maréchal Schomberg. Tous les bâtimens de transport où le prince avait chargé son artillerie, ses vivres, et tous les débris du siége furent pris par le duc de Villeroi et le comte de Montal, qui leur firent remonter la Meuse, pour les ramener dans Maestricht.

Les alliés compensèrent cet échec par la prise de Philipsbourg, le 17 septembre. Cette place, bloquée six mois par le jeune duc de Lorraine, avait été bien défendue par son gouverneur, Dufay, pendant soixante-dix jours de tranchée ouverte [2]. Le maréchal de Rochefort, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, ayant laissé imprudemment les ennemis fortifier le poste de Lauterbourg, rendit par là tout secours impossible pour Philipsbourg. Cependant Louvois s'en prit au maréchal de Luxembourg, qui commandait l'armée du Rhin. Strasbourg n'appartenant point encore à la France, Philipsbourg était la place la plus importante de cette frontière.

Le 2 juin le maréchal de Vivonne, qui avait battu, dès le 25 mars, un corps de 7,000 Espagnols près de Messine, acheva de détruire dans la Méditerranée la flotte espagnole

[1] Calvo dit aux ingénieurs français qui étaient avec lui dans la place: « Messieurs, je n'entends rien à la défense d'une place par les moyens de l'art, je m'en rapporte à vous là-dessus ; tout ce que je sais, c'est que je ne veux pas me rendre. »

[2] A l'occasion de cette longue défense, Louis XIV dit qu'il y avait quatre hommes que l'ennemi respecterait dans les places confiées à leur garde, Dufay, Montal, Chamilli et Calvo.

et hollandaise. Il prit plus tard la petite place de Scaletta, en Calabre.

Le comte d'Estrées reprit, le 20 décembre, sur les côtes de l'Amérique méridionale, l'île et le fort de Cayenne aux Hollandais, qui s'en étaient emparés six mois auparavant.

1677. *Quatrième campagne en Flandre, sur la Moselle et le Rhin, et aux Pyrénées.* — Les négociations de Nimègue n'avançaient point : Louis XIV voyant qu'il ne pouvait contraindre ses ennemis à la paix que par de nouveaux succès, ouvrit la campagne en Flandre, dans le second mois de cette année. Le maréchal de Luxembourg avait déjà investi Valenciennes, lorsque le roi partit de Saint-Germain le 28 février. A son arrivée on commença les travaux du siége. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 9 au 10 mars; et le 17, par la valeur de deux compagnies de mousquetaires de la garde, soutenues par une centaine de grenadiers et le régiment de Picardie, qui enlevèrent en plein jour deux demi-lunes, un grand ouvrage à couronne, et d'autres retranchemens formidables, la place capitula. La garnison resta prisonnière de guerre, et le roi entra dans Valenciennes, étonné d'en être maître. Cette action si brusque et si singulière, ne coûta pas cent hommes à l'armée française [1].

La ville de Cambrai, assiégée ensuite, se rendit le 5 avril, après neuf jours de tranchée ouverte, et la citadelle, le 17.

Dans le même temps, MONSIEUR faisait le siége de Saint-Omer. Le prince d'Orange, qui vint au secours de cette

[1] Ce fut Vauban qui ouvrit l'avis de cette attaque en plein jour; le roi l'adopta, malgré Louvois et les cinq maréchaux qui étaient employés à l'armée.

Cette attaque fut heureuse, dit Sainte-Foix, parce que le sang-froid et la prudence achevèrent ce que l'ardeur et le feu du courage avaient commencé. Tout y caractérisa la vraie valeur, cette valeur qui élève l'homme au-dessus de lui-même, et qui souvent le fait triompher contre toute apparence et malgré le danger où il semble s'être précipité.

place, perdit, le 11 avril, la bataille de Cassel. Le frère du roi avait sous ses ordres les maréchaux d'Humières et de Luxembourg. Il donna, dans cette occasion, de grandes preuves de bravoure et d'intrépidité. Il eut un cheval tué sous lui, et un coup de mousquet dans ses armes; quelques officiers qui l'entouraient furent tués ou blessés. A la suite de cette victoire, Saint-Omer capitula le 20. Le roi et Monsieur revinrent à Saint-Germain après ces brillans débuts de la campagne.

Le prince d'Orange avait été mettre le siége devant Charleroi; mais il le leva le 14 août, dans la crainte d'être attaqué par le maréchal de Luxembourg. Le marquis de Montal commandait dans la place.

La prise de Trèves et celle de Philipsbourg avaient donné au jeune duc de Lorraine, Charles v, l'espérance de pouvoir reconquérir ses états; il comptait que Trèves et Luxembourg lui assureraient le passage sur la Sarre ou sur la Meuse, tandis que le prince de Saxe-Eisenack entrerait en Alsace par Philipsbourg. Le baron de Monclar sut défendre l'Alsace; le maréchal de Créqui fut opposé au duc Charles. Celui-ci, ayant passé la Sarre, s'avança jusqu'à Metz; mais il ne put rien entreprendre par suite des habiles manœuvres du maréchal qui, ne pouvant, en raison de l'infériorité de ses forces, engager une action générale, le côtoya journellement, et lui coupa les vivres de tous les côtés. Le prince lorrain ne fut pas plus heureux sur la Meuse, dont Créqui défendit tous les passages, et il se vit contraint de retourner en Alsace, où le maréchal le suivit. Le baron de Monclar avait, de son côté, resserré tellement les troupes du prince de Saxe, qu'elles furent obligées de capituler, près de Strasbourg, le 24 septembre, pour se retirer à Radstatt, avec un passeport du maréchal de Créqui. Ce même maréchal battit ensuite le duc Charles, le 7 octobre, à Cokesberg, près de

Strasbourg, où Villars, qui n'avait alors que vingt-cinq ans, se distingua particulièrement. Créqui termina cette campagne, qui lui fit beaucoup d'honneur, par la prise de Fribourg, le 14 novembre, après cinq jours de tranchée ouverte.

Le maréchal d'Humières prit Saint-Guillain, le 11 décembre.

Le comte d'Estrées, qui avait déjà remporté un avantage sur l'amiral Bing, devant Tabago, le 23 avril, s'empara de cette île, le 12 décembre.

Aux Pyrénées, le maréchal de Navailles battit le général espagnol, comte de Monterey, dans les plaines du Lampourdan.

Cette même année, le prince d'Orange épousa la princesse Marie, fille du duc d'Yorck (depuis Jacques II). On ne prévoyait point alors que ce mariage enleverait la couronne d'Angleterre au beau-père, et la donnerait au gendre.

1678. *Cinquième campagne contre la Hollande, l'empereur et l'Espagne.* — Le roi commença encore la campagne suivante avant la fin de l'hiver. S'étant transporté en Lorraine, dès le mois février, avec la reine et toute la cour, il fit investir Charleroi, Namur et Luxembourg; passant ensuite inopinément des bords de la Moselle à ceux de l'Escaut, il ordonna au maréchal d'Humières de faire le siége de Gand. Cette place importante [1] fut prise le 9 mars, au quatrième jour de tranchée ouverte; le château capitula le 12. Ypres ouvrit ses portes au roi, le 25, après sept jours de siége, bien que les difficultés eussent été augmentées par les inondations, et que le marquis de Conflans, gouverneur pour les Espagnols, eût opposé une vive résistance. Ce furent deux assauts, donnés en même temps, sous les ordres du maréchal de Luxembourg, qui hâtèrent la reddition de la place.

La promptitude de ces expéditions excita une grande fer-

[1] Les alliés se proposaient d'en faire le dépôt général de leur armée, en attendant qu'ils fussent en état de réunir leurs forces.

mentation en Angleterre. Le parlement força le roi Charles II, qui avait pris la qualité de médiateur, à rappeler les troupes anglaises qui étaient au service de France depuis le commencement de la guerre, et qui revinrent en assez mauvais état. Le même parlement rendit un bill d'interdiction du commerce entre les deux royaumes.

La ville et le château de Leuve, à quatre lieues de Louvain, furent enlevés, le 4 mai, par un parti de dragons, commandé par le colonel La Bretesche. Le 2 juin, le roi quitta l'armée de Flandre, pour retourner avec la cour à Saint-Germain.

Le maréchal de Créqui continua en Alsace les succès de la dernière campagne; le duc de Lorraine, suivant toujours son premier plan, désirait reprendre Fribourg et rentrer en Lorraine par la Haute-Alsace. Après avoir défait un détachement du prince de Bade, Créqui marcha vers le pont de Rheinfeld, où il battit les Impériaux le 6 juillet. Tombant ensuite sur le duc de Lorraine, près de Gegenback, il défit son arrière-garde le 23, et, sans perdre de temps, emporta le fort de Kelh, en brûlant une partie du pont de Strasbourg, de ce côté; enfin, il prit Lichtenberg le 13 octobre.

Les troupes françaises employées en Sicile s'étaient attiré, par leur licence, la haine des habitans de cette île. Chaque jour voyait éclore une nouvelle conspiration, qui, bien qu'étouffée presqu'aussitôt, pouvait faire craindre au maréchal de Vivonne le renouvellement des fameuses vêpres siciliennes [1]. L'Angleterre, prête à se déclarer pour la Hollande, eût rendu le retour de ces mêmes troupes en France très-difficile. Le maréchal de Vivonne se décida à évacuer la Sicile le 8 avril. On embarqua sur la flotte française tous ceux des Messinois qui, ayant pris le parti de la France, avaient à craindre le juste ressentiment des Espagnols.

[1] *Voyez* tome IV, page 396.

Le seul événement remarquable, en Roussillon, fut la prise de Puycerda par le maréchal de Navailles, le 28 mai.

1678. *Traités et paix de Nimègue.* — Le traité de Nimègue termina enfin les longues conférences par la paix, dont le roi dicta les conditions. Il y eut trois traités; l'un entre la France et la Hollande, signé le 10 août; le second avec l'Espagne, signé le 27 septembre; et le troisième avec l'empereur et l'empire, à la réserve de l'électeur de Brandebourg et de quelques autres princes. Par le traité signé avec la Hollande, le roi lui rendit Maestrich; et il est à remarquer qu'après avoir été l'unique objet de la guerre commencée en 1672, cette puissance fut la seule à qui l'on fit une restitution. Dans le traité avec l'Espagne, il fut convenu que la Franche Comté resterait à la France, ainsi que les places de Valenciennes, Condé, Bouchain, Cambrai, Saint-Omer, Aire, Ypres, Menin, Warvick, Warneton, Poperingue, Bailleul, Cassel, Bavai, Maubeuge et Charlemont. La base du traité avec l'empereur, qui ne fut signé que le 5 février de l'année suivante, fut le traité de Munster. Par l'un des articles, le roi cédait ses droits sur Philipsbourg, et l'empereur ceux qu'il avait sur Fribourg. Huningue, qui n'était alors qu'une simple redoute, resta au roi. Ce poste est devenu depuis une place de guerre destinée à défendre toute la tête du Rhin. Le duc de Lorraine, mécontent de ce dernier traité, n'y fut point compris, et ne fut rétabli dans ses états que dix-neuf ans plus tard, à la paix de Riswich.

Après le traité signé avec la Hollande, le prince d'Orange, feignant de l'ignorer, attaqua le maréchal de Luxembourg à Saint-Denis, près Mons, le 14 août. Mais cette mauvaise foi ne servit qu'a relever le courage des troupes françaises; le combat fut sanglant, opiniâtre, et la victoire se déclara pour le maréchal.

Le traité de paix avec l'empereur n'étant point encore signé, ainsi qu'on l'a vu plus haut, un corps de troupes françaises prit Neuss, dans le courant de janvier, et cette place fut rendue à l'électeur de Cologne, lorsque l'empereur eut signé le traité, en février. 1679.

*Paix séparée de l'électeur de Brandebourg.* — La campagne continua contre l'électeur de Brandebourg. Le général Calvo lui enleva la ville et le duché de Clèves, le 25 mars; le marquis de Sourdit lui prit Lipstadt, le 14 mars, et le marquis de Créqui le battit en deux rencontres différentes, près de Minden. Ces pertes déterminèrent l'électeur à faire sa paix séparée le 29 juin. Dans le courant de l'année, tous les autres princes de l'empire accédèrent au traité de Nimègue. 1679.

*Louis* XIV *s'empare de Strasbourg; Casal reçoit garnison française.* — En paix avec l'Europe, Louis XIV put exécuter un dessein qu'il avait conçu dans le cours de la dernière guerre; celui de se rendre maître de Strasbourg. Cette ville libre, impériale, riche et puissante, avait pour évêque un prince de Furstemberg, qui favorisa l'entreprise du roi. Elle ouvrit ses portes le 30 septembre, par suite d'une capitulation que signèrent Louvois et le baron de Monclar, commandant des troupes en Alsace. Louis XIV y fit son entrée le 23 octobre, accompagné de la reine, du dauphin et de toute sa cour; et le marquis de Chamilli en fut nommé gouverneur. 1681.

Vers le même temps, le marquis de Boufflers prenait possession de Casal, capitale du Mont-Ferrat, appartenant au duc de Mantoue, qui convint d'y recevoir une garnison française, commandée par ce même Catinat qui acquit dans la suite une si grande réputation.

*Etat florissant de la marine française; bombardement d'Alger, etc.* — On a vu, par ce que nous avons rapporté 1681-1682.

des succès obtenus pendant la dernière guerre par diverses flottes françaises, que la nation n'était pas moins puissante sur mer que sur terre. En effet, le génie de Colbert avait mis la marine dans un état si florissant, que le roi ordonna de faire baisser pavillon à tous les vaisseaux espagnols. Les ports de Brest, de Toulon, agrandis et perfectionnés, celui de Dunkerque et quelques autres renfermaient plus de deux cent cinquante bâtimens de guerre, dont cent vaisseaux de ligne, montés par 60,000 matelots classés et exercés. Les corsaires barbaresques qui infestaient la Méditerranée disparurent bientôt devant les escadres françaises. L'habile et intrépide Duquesne, vainqueur des Hollandais et des Espagnols, détruisit, le 23 juillet, vingt bâtimens de la régence de Tripoli, dans le port de Chio, où ils s'étaient réfugiés. L'année suivante, le 30 août, il alla bombarder Alger[1], dont le dey envoya faire des soumissions au roi. Tunis et Tripoli subirent le même sort deux ans plus tard.

1682. Le roi, sur le refus que fit le cabinet espagnol de lui donner des équivalens pour le comté d'Alost, fit bloquer Luxembourg par le maréchal de Créqui; mais ayant appris les préparatifs des Turcs contre l'empereur, il ordonna la levée du blocus le 1er avril.

1683. Les corsaires algériens ayant repris leurs courses malgré le châtiment que Duquesne leur avait infligé l'année précédente, cet amiral bombarda leur ville pour la seconde fois, les 26 et 27 juin. M. de Tourville força le dey d'Alger (l'année d'après) à demander la paix.

Cette année fut remarquable par la mort de la reine, Marie-Thérèse d'Autriche, le 30 juillet, au retour d'un

[1] On fit usage, pour la première fois, devant Alger, des galiotes à bombes, inventées par Bernard Renaud, et dont les ennemis profitèrent à leur tour contre la France. Jusqu'alors on n'avait pas cru que les mortiers pussent jouer avec effet sur une machine flottante.

voyage qu'elle avait fait avec le roi en Bourgogne et en Alsace; et par celle de Colbert, âgé de soixante-quatre ans, le 6 septembre. Ce ministre éclairé, laborieux, recommandable par son désintéressement, avait porté le royaume à un haut degré de prospérité. Toutefois il mourut presque disgracié; son convoi fut insulté, et sa mémoire attaquée par des libelles; grande instruction pour les ministres!

Les Turcs vinrent, au nombre de 200,000 hommes, commandés par le grand-visir Kara-Moustapha, mettre le siége devant Vienne, capitale des états d'Autriche. L'empereur et l'impératrice quittèrent cette ville. Jean Sobieski, roi de Pologne, secondé par le duc de Lorraine, fit lever le siége le 12 septembre.

*Louis* XIV *reprend les armes contre l'Espagne.* — Vers 1683.
la fin de l'année, le roi voyant plusieurs articles du traité de Nimègue restés sans exécution de la part des Espagnols, reprit les armes. Le maréchal d'Humières assiégea Courtrai, qui se rendit le 6 novembre; Dixmude fut pris le 10. Le maréchal de Créqui reprit le blocus de Luxembourg et bombarda cette place.

Les hostilités avaient également recommencé au midi. Le 1684.
maréchal de Bellefonds, successeur du maréchal de Navailles dans le commandement de l'armée de Roussillon, battit le duc de Bournonville, le 12 mai, à Ponte-Mayor, en Catalogne. Il alla ensuite faire le siége de Gironne; mais la mauvaise volonté du ministre Louvois força ce maréchal d'abandonner son entreprise, faute d'avoir reçu les secours nécessaires.

Le roi, informé que les Gênois, au mépris de leur alliance avec la France, entretenaient des intelligences avec le roi d'Espagne, et même avec les Algériens, envoya M. de Saint-Olon demander réparation de ces procédés; sur le refus de la république, Duquesne vint bombarder Gênes vers

la fin de mai. Le marquis de Seignelai, ministre de la marine, était sur la flotte française.

Le bombardement de Luxembourg, l'année précédente, n'ayant point amené la reddition de cette place, le maréchal de Créqui l'assiégea dans les formes et s'en empara après vingt-quatre jours de tranchée ouverte. Le roi, qui était venu à l'armée avec une partie de sa cour, commandait en personne le corps d'observation pendant ce siége.

Ces succès contre l'Espagne décidèrent cette puissance à demander à Louis XIV une trève, qui fut signée le 10 août à Ratisbonne, pour vingt années. Un semblable traité entre la France et l'empire, négocié dans le même temps, fut signé, le 16, dans la même ville. La France garda Luxembourg, et l'Espagne céda encore Bouvines et Chimai.

Un envoyé d'Alger était venu faire des soumissions au roi, le 4 juillet, et solliciter la ratification du traité de paix que M. de Tourville avait fait avec le divan de cette régence.

1685. *Humiliation du gouvernement génois.* — Gênes, toujours bloqué étroitement, allait peut-être succomber, lorsque l'intervention du pape obtint une grâce, qui fut achetée par de grands sacrifices. Sans égard pour une loi fondamentale de cette république, qui défendait au doge de s'absenter de la ville, sous peine de perdre sa dignité, le roi exigea que ce magistrat suprême, F.-M. Imperiale Lercaro, accompagné de quatre sénateurs, vînt apporter en France la soumission de ses concitoyens. Cette députation extraordinaire fut reçue en grand appareil par Louis XIV, dans la grande galerie du château de Versailles. Le monarque adoucit par son accueil l'amertume de la démarche de Lercaro; il voulut même qu'il resta investi de la dignité de doge[1].

[1] On connait la réponse de ce doge au marquis de Seignelai, qui lui demandait ce qu'il trouvait de plus remarquable dans le palais de Versailles : « C'est de m'y voir. »

*Révocation de l'édit de Nantes.* — Enivré de la prospérité de ses armes, recevant les hommages forcés de différens peuples, égaré par les suggestions d'une foule de courtisans, et surtout d'hommes dont l'intolérance était poussée jusqu'au fanatisme; persuadé qu'un état ne doit avoir qu'un dieu, qu'un roi et qu'un même culte, ébloui de sa propre grandeur, Louis XIV pensa que, semblable à la divinité, il avait le droit de commander aux consciences. L'édit de Nantes fut révoqué. Cette révocation, publiée le 22 octobre, força plus de cinquante mille familles de quitter pour jamais le sol qui les avait vu naître, où reposaient les cendres de leurs pères. « Plus de 200,000 fugitifs de tout ordre, de tout rang et de tout état, allèrent porter dans les pays étrangers leurs forces, leurs talens, leur industrie, les débris de leur fortune et leur haîne pour Louis XIV..... La Suisse, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, s'empressèrent d'accueillir les colons intelligens et laborieux, qui naturalisèrent sur un sol étranger de nouvelles branches d'industrie, et transplantèrent des productions et des procédés dont la France avaient eu seule le secret, et dont elle avait seule recueilli les fruits [1]. » 1685.

Louvois, digne héritier du fanatisme du chancelier Letellier, son père, écrivit aux gouverneurs des provinces : « S. M. veut *qu'on fasse éprouver les dernières rigueurs* à ceux qui ne voudront pas se faire de sa religion; et ceux qui auront la sotte gloire de vouloir demeurer les derniers *doivent être poussés jusqu'à la dernière extrémité.* » On ne garda plus alors de ménagement : la détermination fut prise d'assurer par la force le retour des calvinistes au sein de l'église romaine. Les missionnaires, envoyés d'abord dans les provinces, firent place aux dragons; les plus odieux outrages, le sabre, devinrent les seuls moyens de conversion.

[1] *Tableau du système politique de l'Europe*, par Ancillon.

1686. Pendant ces persécutions religieuses, principalement exercées dans le midi de la France, et qui durèrent plusieurs années, le maréchal d'Estrées parut devant Cadix avec une flotte nombreuse, et força le gouvernement espagnol à faire raison à des marchands français de 1,500,000 francs qui leur étaient retenus sous de vains prétextes.

1687. *Nouvelle ligue, dite d'Augsbourg, contre la France.* — La hauteur et la puissance de Louis XIV, ses entreprises en pleine paix, les confiscations, sur ses voisins, la proscription du calvinisme, provoquèrent contre la France la plus redoutable des ligues qu'elle eut eues jusqu'alors à combattre. Cette ligue, projetée secrétement à Augsbourg l'année précédente, fut conclue à Venise, pendant le carnaval de 1687. Le principal moteur avait été le prince d'Orange. L'empereur, la plus grande partie des princes de l'Empire, le roi d'Espagne, le duc de Savoie, presque toute l'Italie, s'unirent à la Hollande pour combattre l'ambition du roi de France et humilier son orgueil. Le pape Innocent XI, lui-même, brouillé avec Louis, n'avait point hésité à seconder par ses intrigues celles de Guillaume III. On vit, dit un historien, un pape et un prince protestant, sans agir de concert, travailler avec le même zèle à l'abaissement du roi très-chrétien [1].

Un article séparé du traité entre l'Angleterre et la Hollande portait que ces deux puissances s'obligeraient d'aider la Maison d'Autriche, « le cas arrivant de la mort de Charles II sans héritiers légitimes, à se mettre en possession de la monarchie espagnole, et à s'y maintenir. » C'était une garantie anticipée contre les desseins qu'on supposait à Louis XIV sur cette couronne.

1688. *Premières opérations militaires sur le Rhin.* — Dès que ce monarque sut qu'on voulait l'attaquer, il se mit en me-

[1] L'abbé Millot, *Histoire de France*.

sure de prendre lui-même l'offensive. Il était d'ailleurs irrité contre l'Empire, soit parce que la diète avait frustré de l'électorat de Cologne le cardinal prince de Furstenberg, évêque de Strasbourg, soit parce qu'on avait refusé de convertir en traité de paix perpétuelle la trève de vingt années, signée en 1684.

Une armée considérable fut rassemblée en Alsace, et divisée en plusieurs corps, commandés par des lieutenans-généraux ; le marquis de Boufflers fit capituler Kaiserlautern le 30 septembre, et s'empara ensuite de Kreutznach et d'Oppenheim : le marquis d'Uxelles prit Neustadt; Heilbronn se rendit le 15 octobre, Heidelberg et Mayence le 25; le baron de Montclar investit Philipsbourg, et le roi envoya le dauphin, qu'on appelait MONSEIGNEUR, pour commander à ce siége, ayant sous lui le maréchal de Duras et Vauban, qui n'était encore que lieutenant-général. La place, mal défendue par le comte de Staremberg, capitula le 29 octobre. MONSEIGNEUR prit ensuite Manheim le 11, et Frankenthal le 18 novembre. Coblentz fut bombardé pour punir l'électeur de Trèves d'y avoir reçu les troupes de l'électeur de Saxe. Trèves, Spire, Worms et quelques autres places ouvrirent leurs portes presque sans résistance.

*Nouvelle révolution en Angleterre. Jacques* II *est expulsé du trône, et vient chercher un asile en France.*— 1688.
Pendant ces opérations militaires sur le Rhin, une nouvelle révolution avait lieu en Angleterre, et précipitait du trône la Maison des Stuart.

Charles II, mort en 1685, avait laissé la couronne à Jac- 1688.
ques II, son frère, devenu catholique, par conséquent odieux au peuple anglais, d'autant plus que, voulant régner en maître absolu, il ne ménageait ni la religion nationale, ni la liberté. Des évêques anglicans mis en prison, un nonce du pape reçu à la cour, les jésuites en faveur, un d'eux, le

père Peters, gouvernant l'esprit du monarque et admis au conseil privé, le projet de rétablir le catholicisme comme religion dominante : toute la conduite, en un mot, de Jacques fomentait une insurrection générale.

Après des plaintes inutiles, les mécontens conspirèrent. Le prince d'Orange, gendre du roi, sollicité de se mettre à leur tête, était trop ambitieux pour ne pas saisir cette occasion de fortune. Le complot fut conduit avec un secret et une prudence admirables. Le prince débarqua à Torbai le 15 novembre. Jacques II, abandonné des troupes, à la tête desquelles il s'était avancé jusqu'à Salisburi, par la plus grande partie de ses courtisans, et entre autres par Churchill (depuis duc de Marlbouroug), son favori, fut obligé de s'embarquer presque seul le 22. Rappelé à Londres par ceux de son parti, il tomba entre les mains de son gendre, qui consentit à le laisser évader. Il sortit de Londres le 27 pour n'y plus rentrer; et, après un très-court séjour à Rochester, il vint chercher un asile auprès de Louis XIV, dont il avait négligé les avis et refusé les secours[1].

La guerre de la France avec la Hollande ne fut déclarée que le 3 décembre.

1689. *Guillaume, prince d'Orange, monte sur le trône d'Angleterre.* — Le 17 février de l'année suivante, les états d'Angleterre, rassemblés en *Convention nationale*, le trône ayant été déclaré vacant, déférèrent la couronne à Guillaume III, prince d'Orange, et à la princesse Marie, son épouse; proclamés le 24 du même mois, ils furent couronnés et intronisés le 21 avril : les états d'Ecosse remplirent les mêmes formalités.

L'empereur Léopold Ier conclut une alliance offensive et

[1] L'ambassadeur de France, Barillon, lui avait offert au nom du roi un secours de 30,000 hommes; mais un de ses favoris, lord Sunderland, qui fut depuis ministre du roi Guillaume, le détourna d'accepter cette offre.

défensive avec les Hollandais vers cette même époque. Les Hollandais s'engagèrent, par un article secret, d'empêcher de toutes leurs forces qu'après la mort de Charles II il ne montât un prince français sur le trône d'Espagne, au préjudice des enfans de Léopold.

*Tentatives de la France en faveur du roi Jacques* II. — 1689.
Cependant Louis XIV, après avoir accueilli le roi Jacques II avec toute l'affection d'un frère et la générosité d'un grand monarque, le fit rembarquer sur une escadre de treize bâtimens de guerre français, avec deux millions en numéraire, 4,000 hommes de troupes, et des armes pour 10,000.

Cette expédition, arrivée sur les côtes d'Irlande, y débarqua le 17 mars, et Jacques fut reçu par lord Tirconnel, vice-roi de cette île, qui lui était resté fidèle. Deux mois après, le comte de Château-Renaud, commandant une flotte composée de vingt trois bâtimens de guerre et d'un grand nombre de transports, amena un renfort considérable de troupes et de munitions. En revenant à Brest, d'où il était parti, l'amiral français battit la flotte anglaise commandée par le vice-amiral Herbert, et enleva un convoi de sept vaisseaux hollandais richement chargés.

La guerre fut déclarée à l'Espagne au mois de mai, après que le roi eut fait tous ses efforts pour engager Charles II, son beau-frère, à prendre la défense de Jacques II, dont la cause était celle de tous les rois.

*Suite des opérations sur le Rhin; le Palatinat est ravagé* 1689.
*pour la deuxième fois.* — La campagne s'était ouverte au printemps sur les bords du Rhin. Le roi, entraîné par la violence de son ministre Louvois, renouvela le spectacle affreux de la dévastation et de l'incendie du Palatinat. Worms, Spire, Heidelberg, et un grand nombre de bourgs et de villages furent détruits presque de fond en comble, sans même que les églises fussent épargnées. Le maréchal de

Duras, chargé de cette odieuse exécution, y mit le comble par la défense d'ensemencer les terres à quatre lieues en-deçà et au-delà de la Meuse. L'effet de ces mesures, dignes des siècles de barbarie, fut d'augmenter l'ardeur des armées ennemies, qui trouvèrent une nouvelle énergie dans leur indignation et dans la soif de la vengeance.

Le maréchal d'Humières fut battu à Valcourt, sur la Meuse, le 27 août, par le prince de Waldeck. Cette ville était occupée par un corps de troupes anglaises, sous les ordres de Churchill, comte de Marlborough. Les Français se présentèrent pour l'attaquer, mais sa résistance fut si vigoureuse, qu'il donna le temps au général en chef, prince de Waldeck, de venir à son secours. L'action fut vive et sanglante. Le maréchal d'Humières perdit 1200 hommes et une grande partie de son artillerie. Ce succès des alliés était dû presque en entier au comte de Marlborough [1].

Le maréchal d'Humières fut remplacé, malgré Louvois qui le protégeait, par le maréchal de Luxembourg [2]. L'échec de Valcourt était faiblement compensé par la prise de Kocheim, que le marquis de Boufflers avait forcé la veille (26 août).

1689. *Prise de Mayence et de Bonn par les alliés.* — Le duc de Lorraine, qui venait de délivrer la capitale de l'Autriche, arriva sur le Rhin, avec l'espoir de vaincre les Français, comme il avait triomphé des Hongrois et des Turcs. Il mit le siége devant Mayence; cette place, assez mal fortifiée à cette époque, était défendue par le marquis d'Huxelles,

[1] Le prince de Waldeck disait dans son rapport, « que Marlbouroug avait déployé plus de talens dans cette seule action, qu'un grand nombre de généraux dans une longue suite de campagnes. »

[2] Le roi dit à Luxembourg, quand il vint prendre congé de lui : « Je vous promets que j'aurai soin que Louvois aille droit ; je l'obligerai à sacrifier au bien du service la haine qu'il a pour vous. Vous n'écrirez qu'à moi, je ne veux pas que vos lettres passent par ses mains. »

officier estimé. Sa résistance fut aussi longue que le permirent la faiblesse des moyens et la coupable négligence du ministère français. Dans un grand nombre de sorties la garnison tua près de 5000 hommes aux assiégeans; mais la poudre vint à manquer. Dissimulant ce besoin, d'Huxelles, après sept semaines de tranchée ouverte, demanda et obtint, le 8 septembre, une capitulation aux conditions les plus honorables [1].

Bonn, dont les alliés faisaient le siége en même temps que celui de Mayence, fut vaillamment défendue par le marquis d'Asfeld, pendant quatre-vingt-dix-sept jours. Ce ne fut qu'après avoir repoussé l'assaut sur une brèche où vingt hommes pouvaient se présenter de front, que la place capitula, le 12 octobre, à des conditions non moins avantageuses que celles accordées à Mayence. La perte du brave d'Asfeld fut plus grande pour la France que celle de Bonn; ce guerrier mourut un mois après des nombreuses blessures qu'il avait reçues pendant le siége.

Les Français, dans cette campagne, ne firent pas d'opération offensive en Flandre; mais les efforts du gouvernement, dirigés spécialement contre l'Angleterre, pour le rétablissement du roi Jacques, n'en eurent pas plus de succès.

*Les Français prennent Campredon en Catalogne.* — En Roussillon, le duc de Noailles, qui n'avait sous ses ordres que neuf bataillons, dix-sept escadrons et douze pièces de canon, n'était guère en mesure de s'avancer sur le terri- 1689.

[1] Louis XIV, voyant d'Huxelles honteux de se présenter devant lui après la reddition de Mayence, lui dit pour le consoler : « Marquis, vous avez défendu la place en homme de cœur, et vous avez capitulé en homme d'esprit. » Le peuple de Paris, qui ignorait les circonstances de ce siége, se montra bien plus sévère : d'Huxelles, qui avait eu la généreuse délicatesse de ne point incriminer le ministre de la guerre, fut hué en plein théâtre par le parterre et les loges.

toire catalan; toutefois avec ces faibles moyens il avait réussi à s'emparer de Campredon, le 23 mai. Il fit démolir cette place, qu'il ne pouvait pas conserver, en présence des troupes espagnoles qui voulaient la reprendre.

1689. *L'amiral Tourville bat la flotte des alliés sur l'Océan.* — Tourville, parti de Toulon avec vingt vaisseaux, après avoir évité la rencontre de soixante-dix vaisseaux anglais ou hollandais qui croisaient sur les côtes de Bretagne et de Normandie, était venu joindre à Brest l'escadre commandée par Château-Renaud. Les deux amiraux cherchèrent ensuite la flotte alliée, et lui présentèrent vainement le combat. Le chevalier de Mène réussit seul, avec un vaisseau de 54, à capturer un vaisseau anglais de 80; mais il paya de sa vie ce beau succès. Son capitaine en second, le baron de Combez, se voyant entouré par dix bâtimens anglais ou hollandais, retira sur son bord l'équipage prisonnier, fit sauter la prise, et rejoignit la flotte.

1690. *Opérations militaires en Flandre; bataille de Fleurus.* — La campagne suivante fut remarquable par la bataille de Fleurus, gagnée le 1er juillet, par le maréchal de Luxembourg, contre l'armée alliée commandée par le prince de Waldeck.

Le maréchal venait d'être joint par le marquis de Boufflers qui commandait sur la Meuse, comme on l'a vu, un corps séparé.

Le prince de Waldeck était campé sur la Sambre. L'armée française passa cette rivière, et vint camper à Velaine, à environ une demi-lieue des ennemis, auxquels ce mouvement avait été dérobé.

Le 1er juillet, Luxembourg, qui avait fait ses dispositions pendant la nuit, forma ses troupes entre Velaine et Fleurus; la cavalerie de l'aile gauche avait la droite devant le village; le centre, composé presqu'en entier d'infanterie, entre l'aile

gauche et Ligni; l'aile droite s'étendait de ce dernier village à celui de Boigne. Informé que le prince de Waldeck, campé entre Lepignies et Saint-Amand, n'avait placé aucun corps d'observation pour garantir ses derrières d'une surprise, le maréchal résolut de les faire tourner par sa droite, composée presqu'en entier de cavalerie, tandis que le centre et l'aile gauche attaqueraient vigoureusement le front de la ligne ennemie. Ce mouvement hardi, bien exécuté, devait être décisif.

Une colonne de six bataillons, soutenus par de l'artillerie, reçut ordre de marcher directement sur Fleurus, en même temps que la cavalerie de l'aile gauche manœuvrait sur les flancs de ce village, qui fut bientôt occupé. Les autres troupes du centre et de la gauche s'avancèrent sous la protection de trente bouches à feu, et couronnèrent bientôt les hauteurs de Fleurus jusqu'aux haies du village de Saint-Amand. Pendant ce temps, Luxembourg, marchant rapidement avec sa droite, dont le mouvement ne pouvait être aperçu par le général ennemi, à cause de l'inégalité du terrain, s'avança jusqu'a l'endroit nommé les trois Buvettes, sur la grande chaussée de Charleroi à Namur, et rangea, au-delà, sa cavalerie en bataille. Le prince de Waldeck, averti trop tard de cette manœuvre, fit marcher sa gauche sur ces troupes prêtes à l'envelopper. Mais elle ne put soutenir l'impétuosité de leurs charges. Sa cavalerie fut rompue et dispersée; son infanterie, qui soutenait les escadrons, se retira en désordre et fut sabrée par une partie de la cavalerie française, qui s'attacha à sa poursuite.

Pendant ce succès de la droite des Français, la gauche avait reçu l'ordre de continuer à se porter en avant; mais le passage des ruisseaux qui la séparaient de la droite des alliés, ayant causé du désordre, cette aile non appuyée par l'infanterie du centre, ne put soutenir le choc de la cavalerie qui

lui était opposée, et que soutenait, par son feu, un corps d'infanterie hollandaise; elle fut forcée, après avoir perdu son général, M. de Gournai, de se retirer précipitamment jusqu'à Fleurus, où elle se rallia.

Mais au lieu de poursuivre ses succès, en attaquant le centre de l'armée française, isolé de sa droite et de sa gauche, ou au moins de passer la Sambre pour s'emparer des bagages, que le maréchal avait fait retirer derrière cette rivière, le prince de Waldeck détacha de son aile droite victorieuse la cavalerie de la seconde ligne, pour renforcer la gauche, alors très-maltraitée, comme on l'a vu plus haut.

Luxembourg profita habilement de cette faute capitale. Il ordonna à sa cavalerie ralliée, de s'étendre pour déborder le front de la ligne ennemie, contint les troupes du centre, malgré leurs efforts, dans les villages où il les avait d'abord repoussées, et fit avancer son aile droite pour décider la journée. A la vue de ce mouvement, Waldeck se décida à la retraite; mais il ne put empêcher la défaite complète d'un corps espagnol, fort de quatorze bataillons, qui furent rompus et dispersés dans les bois qui avoisinent Fleurus. Le prince de Waldeck laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés, se retira d'abord à Charleroi et ensuite à Bruxelles. Cette journée coûta aux alliés 6000 hommes tués, un nombre presqu'égal de blessés, 7 à 8000 prisonniers, parmi lesquels plus de 700 officiers, quarante-neuf pièces de canon, deux cents charriots de munitions, et plus de deux cents drapeaux ou étendards.

Le maréchal de Luxembourg, dans cette bataille célèbre, se montra le digne élève du grand Condé, et se couvrit de gloire par la rapidité, la précision de ses manœuvres; toutefois on peut lui reprocher de s'être, pendant le triomphe de sa droite, trop peu occupé de sa gauche qui, culbutée dans un mouvement imprudent et inutile, pouvait éprouver de

plus grands malheurs, et déconcerter par là le plan qu'il avait conçu.

*Nouveaux succès de la marine française.* — Sur mer, 1690.
la fortune ne fut pas moins favorable aux Français. Le vice-amiral Tourville, sorti de la rade de Brest avec soixante-douze vaisseaux, attaqua la flotte anglo-hollandaise, forte de soixante. Le combat dura dix heures, au bout desquelles la victoire se déclara complétement pour les Français. Dix-sept vaisseaux ennemis, abîmés dans ce choc terrible, allèrent échouer sur les côtes; le reste chercha un refuge dans les eaux de la Tamise, ou entre les bancs de la Hollande. Le comte d'Estrées, chargé de poursuivre les vaincus, fit une descente à Tingmouth, où il brûla quatre vaisseaux de guerre et plus de trente bâtimens marchands.

*L'armée du roi Jacques est défaite en Irlande.* — Le 1690.
11 juillet, le nouveau roi, Guillaume d'Orange, défit l'armée du roi Jacques sur les bords de la rivière de Boyne, en Irlande. Cette victoire décida du sort de l'Angleterre. Toutefois, Guillaume fut obligé de lever, le 10 septembre, le siége de la place de Limmerick, défendue par un officier français, nommé Boisseleau, capitaine aux gardes, à la tête d'une garnison irlandaise.

*Défection du duc de Savoie; la France lui déclare la* 1690.
*guerre.* — Le duc de Savoie, en intelligence secrète avec l'empereur, croyait pouvoir tromper la surveillance française. Mais le roi, instruit de ses dispositions hostiles, se décida à lui déclarer la guerre, après avoir tenté infructueusement la voie des négociations. M. de Catinat, chargé du commandement de l'armée française dans cette partie, ne pouvant attaquer le duc Victor Amédée, fortement retranché à Carignan, ni empêcher la jonction d'un corps allemand aux troupes piémontaises, prit le parti de marcher sur Saluces, dans l'espoir d'être suivi, avant l'arrivée des Impé-

riaux, par le duc, qui perdrait alors l'avantage du nombre et de ses retranchemens. L'attente du général français ne fut point déçue; Victor Amédée quitta, pour le suivre, l'excellente position de Carignan, croyant le combattre avec succès au passage du Pô.

1690. *Bataille de Staffarde.* — Arrivé sans obstacle devant Saluces, le 17 août, Catinat fit tirer quelques volées de canon sur cette place, en même temps qu'il cherchait à s'emparer des hauteurs environnantes, pour engager l'ennemi à s'avancer. Le duc parut en effet du côté de Staffarde; mais, comme le jour ne permettait pas d'engager de suite une action générale, Catinat employa une partie de la nuit à disposer le succès du lendemain. Le duc de Savoie reçut la bataille, au lieu de la livrer, dans un poste désavantageux, et sans avoir placé convenablement ses troupes. La droite était appuyée au ruisseau de Staffarde, défendue, d'espace en espace, par des maisons ou cassines, qui, si elles eussent été garnies d'infanterie, auraient protégé la droite des deux lignes piémontaises; mais, ayant commis la faute de négliger ces points d'appui, il se les vit enlever par les Français au commencement de l'attaque; et, par là, sa droite se trouva exposée au feu des soldats qui s'y étaient logés. Il avait encore négligé de couvrir sa gauche par une vieille digue du Pô, au-delà de laquelle était un terrain marécageux. Ses deux ailes étaient ainsi en l'air; Catinat sut profiter de cet avantage. Le combat fut opiniâtre et sanglant, et la victoire complète. Elle ne coûta aux Français que 500 hommes; les Piémontais en laissèrent 4000 sur le champ de bataille. La prise de Saluces, la conquête de la Savoie, à l'exception de la place de Montmélian, furent le fruit de cette journée brillante. La ville de Suze se rendit le 12 novembre.

Il ne se passa rien de remarquable en Catalogne, ni sur le Rhin, où le Dauphin commandait encore pendant cette campagne, ayant sous lui le maréchal de Lorges.

*Suite des événemens militaires en Piémont, en Flandre, en Irlande, en Catalogne, etc.* — La campagne se rouvrit de bonne heure en Piémont. Le marquis de Fucquières, qui commandait à Pignerol, assura d'abord les communications de l'armée française, en chassant les Barbets de tous les défilés, et en rendant le chemin des vallées libre jusqu'à Besançon. Catinat, poursuivant ses succès, prit Villefranche le 21 mars, Nice et le fort de Montalban le 2 avril, Vegliano le 30 mai, Carmagnola le 9 juin, et Montmélian le 21 décembre. 1691.

Le roi, qui s'était rendu à l'armée de Flandre, reçut, le 9 avril, la capitulation de Mons, après 16 jours de tranchée ouverte. Tous les princes, les maréchaux de Luxembourg et de la Feuillade, étaient à ce siége, que le roi Guillaume chercha vainement à troubler, en s'approchant jusqu'à Notre-Dame de Halle.

Après la prise de Mons, Louis XIV laissa le commandement de l'armée au maréchal de Luxembourg, qui, sur la fin de la campagne, vint camper sous Tournai, attendant que les alliés entrassent en quartiers d'hiver. De son côté, le roi Guillaume, qui était retourné en Hollande, croyant la campagne terminée, avait laissé le commandement de son armée au prince de Waldeck, alors campé à Leuze. La distance de cette dernière ville à Tournai, fit penser au général ennemi qu'il pouvait quitter le campement, sans prendre de précautions. Mais le maréchal de Luxembourg, averti de ce mouvement, s'avança de Tournai, à la tête d'un corps de cavalerie, et battit l'arrière-garde des alliés, le 18 septembre. La maison du roi et la gendarmerie se distinguèrent à ce combat, livré près de Leuze. Le maréchal n'avait que vingt-huit escadrons, contre soixante et quinze.

La guerre continuait toujours en Irlande. Marlborough, commandant les troupes du roi Guillaume, livra bataille à

celles du roi Jacques, près de Kilconel, le 22 juillet. M. de Saint-Ruth, qui commandait les Français, fut tué dans cette action, où les Anglais obtinrent l'avantage, et dont le résultat fut la prise de Limerick, et la soumission de toute l'Irlande au nouveau roi d'Angleterre. En vertu de la capitulation de Limerick, le comte de Château-Renaud put ramener en France, sur son escadre, tout ce qui restait de troupes françaises, et quinze mille Irlandais.

Aux Pyrénées, le duc de Noailles prit, le 11 juillet, la Seu d'Urgel, place de la Cerdagne espagnole, dont la possession était importante, en ce qu'elle ouvrait aux Français le chemin pour entrer en Aragon.

Le comte d'Estrées, commandant la flotte de la Méditerranée, bombarda Barcelonne le 10 août, et Alicante le 22.

1692. *Nouvelle tentative en faveur du roi Jacques; combat naval de La Hogue.* — Louis XIV n'ayant point renoncé au dessein de rétablir le roi Jacques sur le trône de ses pères, le maréchal de Bellefonds s'avança avec ce prince et un corps de troupes vers les côtes de Normandie. On croyait avoir des intelligences sûres dans la flotte alliée, et M. de Tourville reçut l'ordre de l'attaquer. Le combat qui eut lieu le 29 mai, depuis le matin jusqu'à la nuit, fut à l'avantage de l'ennemi, malgré les efforts les plus signalés des vaisssaux français. Ils avaient soutenu cette longue lutte, au nombre de quarante-quatre contre quatre-vingt-huit. Le résultat de cette bataille, si imprudemment engagée, fut la dispersion de la flotte française sur les côtes de Normandie et de Bretagne, et l'incendie, par les Anglais, de treize vaisseaux de ligne à La Hogue et à Cherbourg.

1692. *Suite des opérations en Flandre; prise de Namur; combat de Steinkerque.* — Le roi vint à l'armée de Flandre, comme l'année précédente, pour faire en personne le siége de Namur. Cette place se rendit le 5 juin, après sept jours

de tranchée; la citadelle ne capitula que le 30. Le roi Guillaume et l'électeur de Bavière avaient tenté vainement de secourir Namur; ils en furent empêchés par le maréchal de Luxembourg, qui couvrait le siége avec un corps d'observation [1].

La prise de Namur fut suivie, peu de temps après, du combat de Steinkerque, qui eut lieu le 3 août : affaire très-remarquable surtout, en ce que le maréchal de Luxembourg, qui, sur le faux rapport d'un espion, s'était laissé surprendre par le roi Guillaume, obtint cependant un succès complet [2]. Les alliés perdirent dans cette journée singulière 10 à 12,000 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers, et une partie de leur artillerie.

*Invasion du Dauphiné par le duc de Savoie.* — Catinat, qui devait, cette même année, commencer la campagne de Piémont par la prise de Turin, eut ordre de se borner à défendre Pignerol, Suze, la Savoie et le comté de Nice. Mal- 1692.

[1] Vauban commanda les travaux du siége de Namur, et Coehorn, ingénieur non moins habile, défendit la place.

[2] L'ennemi attaqua à la pointe du jour l'armée française, qui n'était nullement sur ses gardes; une brigade entière fut d'abord mise en déroute. Tout était perdu, si le maréchal, bien que malade, ne fût accouru de son quartier-général. Les troupes furent en peu de temps réunies et sous les armes. Luxembourg, par des manœuvres rapides, dissipant la terreur de la surprise, reprit bientôt l'offensive et donna l'espoir du triomphe. Il avait sous ses ordres le jeune duc de Chartres, fils de MONSIEUR, duc d'Orléans; Louis de Bourbon, fils du grand Condé; le prince de Conti et le duc de Vendôme. Ces princes, avec le duc de Choiseul, chargèrent, à la tête de la maison du roi, un corps anglais qui défendait une position avantageuse, d'où dépendait le succès de l'action. Les Anglais cédèrent à l'impétuosité de cette attaque. Bientôt après le marquis de Boufflers, détaché avec un corps de dragons à quelques lieues du champ de bataille, accourut à toute bride et décida la victoire.

Quelques courtisans, envieux du triomphe de Luxembourg, répétaient avec affectation, devant le roi, qu'il s'était laissé surprendre trop facilement. « Et qu'aurait-il fait de plus, reprit Louis XIV avec vivacité, s'il n'avait pas été surpris? »

gré ses dispositions défensives, il ne put empêcher le duc de Savoie de pénétrer dans le Dauphiné et de prendre Embrun et Gap. Cette invasion aurait eu peut-être des suites plus fâcheuses, si le prince ne fût pas tombé malade à Embrun.

1692. *Suite des opérations sur le Rhin.* — Sur le Rhin, le maréchal de Lorges battit, le 17 septembre, le prince de Wittemberg à Pforzheim, et contraignit le landgrave de Hesse à lever le siége d'Ebernbourg, le 8 octobre. Le marquis de Feuquières avait battu, le 1er de ce même mois, un petit corps hollandais sur le Bas-Rhin; et le marquis de Harcourt avait défait, quelque temps auparavant, un autre corps de 4,000 Allemands, dans le comté de Chinei.

1693. M. de Tallard, qui faisait le siége de Rheinfeld, une des quatre villes forestières, depuis le mois de décembre de l'année précédente, fut obligé de le lever le 8 janvier.

La ville d'Heidelberg, capitale du Palatinat, ouvrit ses portes au maréchal de Lorges, le 21 mai; le château ne se rendit que deux jours après. Les troupes françaises, habituées à traiter les sujets de l'électeur avec la plus grande violence, commirent beaucoup de cruautés dans la résidence de ce prince, et n'épargnèrent même pas les tombeaux de sa famille.

1693. *Suite des opérations en Flandre.* — Le marquis de Boufflers, après avoir bombardé Charleroi le 19 octobre, ouvrit la campagne suivante, le 6 janvier, par la prise de Furnes, où il fit 4,000 Anglais prisonniers.

Louis XIV vint, selon son usage depuis plusieurs années, se mettre à la tête de l'armée de Flandre; mais étant tombé malade au Quesnoi, il fut obligé de revenir à Versaille. Ce fut sa dernière campagne. Il avait envoyé le dauphin à l'armée d'Allemagne. A son arrivée, ce prince marcha vers Heilbronn, où était campé un corps de troupes impériales

sous les ordres du duc de Bade; mais l'attaque de cette position retranchée ayant été jugée comme une entreprise de la plus grande difficulté, et Monseigneur n'ayant pu attirer l'ennemi au combat, fut rejoindre le roi vers la fin du mois d'août.

Le maréchal de Luxembourg, après quelques opérations insignifiantes, fit attaquer, près de Maestricht, le 15 juillet, un corps détaché sous les ordres du comte de Tilly, qui fut culbuté et mis en fuite.

Depuis le départ du roi, Luxembourg cherchait les moyens d'engager l'armée des alliés, commandée par le roi Guillaume, à une action générale. L'armée française était campée à Meldest, et celle des alliés à l'abbaye de Parck, sous Louvain. Il s'agissait de faire sortir le roi d'Angleterre de son camp, trop bien retranché pour qu'on pût espérer de le forcer. Pour y parvenir, le maréchal de Villeroi alla assiéger Hui, qu'il prit au bout de cinq jours; le marquis d'Harcourt s'avança sur Namur; et le maréchal de Luxembourg se porta à Vignamont avec l'armée de Flandre.

*Bataille de Nerwinde.* — Alors le roi d'Angleterre, 1693.
croyant apercevoir dans ce grand mouvement le dessein de Luxembourg, d'attaquer Liége, couvert par un autre camp retranché, quitta sa position de Parck et vint camper entre la Petite-Gette et le ruisseau de Lenden, envoyant de là un fort détachement se jeter dans le camp de Liége. Mais Luxembourg, trompant la vigilance de son adversaire, se porta, par une marche de nuit, vers Nerwinde, sur la Gette, à quelques lieues de Bruxelles.

L'armée alliée, après le détachement dont nous avons parlé plus haut, était encore forte de cent douze bataillons et de cinquante-un escadrons. Celle des Français ne comptait que soixante-quinze bataillons; mais sa cavalerie consistait en cent cinquante-cinq escadrons. Luxembourg avait pour

lieutenans-généraux le prince de Conti, les ducs de Chartres et de Bourbon, les maréchaux de Villeroi et de Joyeuse.

Les dispositions étant faites de part et d'autre, l'action s'engagea le 29 juillet au matin. Elle ne pouvait qu'être terrible entre des troupes aussi aguerries que celles qui composaient les deux armées : elles s'avancèrent chacune sur deux lignes. Après une vive canonnade, Luxembourg fit former en colonnes une partie de sa gauche pour attaquer la droite des alliés, composée de troupes anglaises. La mêlée fut sanglante, et l'avantage long-temps balancé; mais à la fin le duc de Bavière, qui commandait l'aile droite des alliés, chargea, à la tête d'un corps de troupes fraîches, avec tant d'impétuosité, qu'il fit plier la gauche des Français; dans le même temps, leur aile droite trouvait une résistance invincible dans la gauche des alliés. Toutefois, après des efforts réitérés, le château de Waug, poste principal de la droite des alliés, étant resté au pouvoir des Français, Guillaume ordonna la retraite, qui s'effectua sur Nerwinde, dont Luxembourg s'empara le soir même, après un engagement très-vif avec l'arrière-garde ennemie. Les alliés perdirent dans cette journée meurtrière plus de 12,000 hommes tués, 2000 prisonniers, soixante-seize pièces de canon, huit mortiers, neuf pontons, soixante-deux étendards et vingt-deux drapeaux. L'armée française acheta ce succès par la perte de 7 à 8000 hommes [1].

[1] Le soir même de la bataille, le maréchal de Luxembourg écrivit au roi sur un chiffon de papier : « Artagnan, qui a bien vu l'action, en rendra compte à Votre Majesté ; vos ennemis ont fait des merveilles, et vos troupes encore mieux. Quant à moi, sire, je n'ai d'autre mérite que d'avoir exécuté vos ordres; vous m'avez dit de prendre une ville et de livrer une bataille, je l'ai prise et je l'ai gagnée. »

Louis XIV dit, en apprenant les particularités de cette journée sanglante, « Luxembourg a attaqué en prince de Condé, et le prince d'Orange * a fait sa retraite en maréchal de Turenne. »

* Louis XIV ne reconnaissait point encore Guillaume comme roi d'Angleterre.

BATAILLE DE LA MARSAILLE. Iʳᵉ Partie T.6 P.43

Le maréchal de Villeroi, qui avait contribué à la victoire de Nerwinde par une dernière charge qu'il fit avec les princes (Conti, Chartres et Bourbon), à la tête des Gardes-Françaises et du régiment de la Sarre, Villeroi, disons-nous, alla ensuite faire le siége de Charleroi, qui capitula le 11 octobre. Vauban avait conduit les attaques, et le maréchal de Luxembourg couvrait le siége.

*Opérations militaires en Piémont; bataille de la Marsaille.* — Sur les frontières du Piémont, Catinat obtenait, dans le même temps, des succès encore plus importans peut-être que ceux de Luxembourg en Flandre. Ayant reçu des renforts vers le milieu de la campagne, il se trouva en mesure de secourir Pignerol, qu'assiégeait le duc de Savoie. Celui-ci, informé de la marche du maréchal, s'avança à sa rencontre, après avoir laissé des troupes suffisantes devant la place assiégée. Les deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Marsaille. 1693.

Catinat, qui observait tous les mouvemens de son adversaire, le voyant abandonner des hauteurs où il aurait dû appuyer sa gauche, et porter sa droite vers la petite rivière de Sangon et au village d'Orbassan, se hâta d'occuper ces mêmes hauteurs abandonnées, où il appuya lui-même sa droite, qui se trouva ainsi déborder la gauche du duc, et ensuite il porta sa gauche vers la Sangon et Orbassan, parallèlement à la droite des Austro-Piémontais.

Catinat se réserva la direction de son aile droite; le duc de Vendôme et le grand-prieur, son frère, commandaient la gauche. L'armée française commença l'attaque. La première ligne de l'ennemi fut bientôt culbutée et rejetée sur la seconde, qui ne résista pas davantage; la déroute fut presque générale. Toutefois le duc de Savoie et le prince Eugène, devenu depuis si célèbre, qui avait alors un commandement

dans l'armée du duc, son parent[1], étant parvenus à rallier une partie des fuyards et à reformer les rangs, les ramenèrent au combat, qui changea un moment de face. La première ligne française fut repoussée et plia à son tour; mais Catinat et le duc de Vendôme ayant fait charger de suite la seconde ligne, la victoire n'osa plus balancer. Le choc de ces troupes fraîches fut terrible; les Piémontais se débandèrent de nouveau, et abandonnèrent le champ de bataille avec une perte de près de 9000 hommes tués, blessés et faits prisonniers, trente-quatre pièces de canon, cent dix drapeaux et étendards. L'armée française n'avait eu que 2 à 3000 hommes tués ou blessés[2]. Les suites de cette victoire furent la désolation de tous les environs de Turin, et l'incendie du château de la Vénerie, en représailles des ravages exercés par l'armée piémontaise en Dauphiné. Le duc de Savoie évacua le fort de Sainte-Brigitte, qu'il avait pris au commencement de la campagne, abandonna le siége de Pignerol, dont il avait commencé le bombardement, et renonça à s'emparer de Casal, dont il avait fait le blocus.

1693. *Prise de Roses en Catalogne.* — Aux Pyrénées orien-

[1] Le prince Eugène était arrière-petit-fils de Charles-Emmanuel, duc de Savoie. Son père, fils du prince Thomas, établi en France, et fait comte de Soissons, lieutenant-général des armées, gouverneur de Champagne, avait épousé Olympe Mancini, une des nièces du cardinal Mazarin. Eugène, d'abord abbé, ayant sollicité un régiment, et ne pouvant réussir auprès de Louis XIV, était allé servir l'empereur contre les Turcs dès l'année 1683.

[2] Catinat reçut de ses soldats un prix bien flatteur des talens qu'il avait déployés dans cette bataille. Cédant au besoin d'un repos que les fatigues de la journée rendaient impérieux pour sa faible santé, il s'était endormi, dans la soirée, sur le champ de bataille. Pendant son sommeil, les soldats lui formèrent une tente avec une partie des drapeaux enlevés aux ennemis. On peut juger de la sensation délicieuse qu'il éprouva à son réveil. Ses regards surpris se promenèrent tour à tour sur le glorieux trophée qui l'abritait, et sur la foule de braves rangés autour de lui.

tales, le maréchal de Noailles s'empara, le 9 juin, de la place de Roses, que le comte d'Estrées bloquait par mer.

*L'amiral Tourville défait la flotte des alliés devant Cadix.* — La marine française eut aussi une belle part dans les succès de cette campagne. Les Anglais, qui avaient fait une descente à la Martinique, en furent chassés avec perte le 5 avril. L'amiral Tourville ayant rencontré, le 27 juin, à la hauteur de Cadix et de Lagos, la flotte des alliés, commandée par l'amiral anglais Rook [1], qui escortait un convoi venant du Levant, l'attaqua, lui brûla quatre vaisseaux, et prit, ou brûla ou coula bas plus de quatre-vingt bâtimens richement chargés. 1693.

Dans l'Inde, les Hollandais s'emparèrent des comptoirs français de Pondicheri, qui fut rendu à la paix de Riswich, en 1699.

*Les Anglais tentent vainement d'incendier Saint-Malo.* — Le 5 novembre, une escadre anglaise se présenta devant Saint-Malo, et bombarda inutilement ce port de Bretagne. Un bâtiment qui portait un appareil auquel les Anglais avaient donné le nom de *machine infernale*, et qu'ils firent jouer contre le port, ne produisit d'autre effet qu'une épouvantable explosion, et quelques maisons endommagées. 1693.

*Suite des opérations de l'armée française en Catalogne; le roi d'Espagne veut faire la paix, les alliés s'y opposent.* — Le maréchal de Noailles ouvrit la campagne en Catalogne par le passage du Ter, à la vue des Espagnols, qu'il défit complétement le 27 mai. Trois à quatre mille tués, plus de 2000 prisonniers, furent le premier résultat de cette victoire, qui coûta à peine 600 hommes aux Français. Ceux-ci prirent ensuite d'assaut la petite ville de Palamos le 7 juin. La garnison, retirée dans le château, se rendit à discrétion trois jours après. L'amiral Tourville avait battu cette place 1694.

[1] C'est le même qui, en 1704, surprit et enleva Gibraltar aux Espagnols.

et son château du côté de la mer. Le 25, le maréchal de Noailles fit capituler la forte place de Geronne ; et, marchant de là sur Hostalrich, il emporta cette place et son château le 20 juillet. Enfin, il prit Castelfollit le 8 septembre, et il termina la campagne en forçant le duc d'Escalonne d'abandonner le siége d'Hostalrich, que le général espagnol avait tenté de reprendre pendant l'éloignement de l'armée française.

Alarmé des progrès du maréchal de Noailles en Catalogne, le roi d'Espagne avait voulu traiter de la paix vers le milieu de la campagne; mais l'empereur et le roi d'Angleterre s'y étaient opposés. La reine-mère, qui était autrichienne, disposait de tout le conseil du roi, et avait gagné la jeune reine. Le duc d'Ossuna, resté fidèle à son maître, mourut empoisonné, et la cour de Madrid resta divisée entre un roi faible, sans autorité, et un ministère dévoué à la Maison d'Autriche.

1694. *Suite des opérations militaires en Flandre.* — Cependant le maréchal de Luxembourg donnait en Flandre de nouvelles preuves de ses talens, par une marche regardée pendant long-temps comme une des plus étonnantes qu'on pût lire dans les annales militaires [1]. Commandant sous les ordres du dauphin, que Louis XIV avait envoyé pour tenir sa place, le maréchal fit marcher l'armée vers Tongres, pour faire craindre au roi d'Angleterre le siége de Liége, s'il tentait de conduire l'armée alliée vers la Flandre française. Guillaume, redoutant cette entreprise, se mit en mesure de l'empêcher. Les deux armées furent bientôt en présence; celle des alliés au mont Saint-André, et les Français à Vignamont. Toutefois, ne voyant faire aucune disposition pour le siége de Liége, le roi d'Angleterre voulut, en passant l'Escaut, suivre son premier dessein d'opérer dans la Flandre française. Il y avait vingt-deux lieues de marche, du mont

[1] Le grand Frédéric et Napoléon ont fourni depuis des exemples bien plus remarquables.

Saint-André au pont d'Espierres, sur l'Escaut; le roi saisit, pour commencer ce mouvement, l'occasion d'un grand fourrage qu'une partie de l'armée française allait faire de l'autre côté de la Meuse.

Mais le maréchal de Luxembourg, informé du départ des alliés, ayant d'ailleurs prévenu les suites de ce mouvement par toutes les précautions nécessaires, fit sur-le-champ partir un gros détachement de sa cavalerie, et le suivit bientôt, avec le dauphin, à la tête d'un second; le reste de l'armée s'ébranla le lendemain, 19 août, à quatre heures du matin, sous les ordres du maréchal de Villeroi, et marcha presque sans s'arrêter jusqu'au pont d'Espierres, où elle trouva la cavalerie, établie sur la rive gauche de l'Escaut, avec une avant-garde d'infanterie, commandée par le marquis de Lavallette. Le prince de Wittemberg, commandant l'avant-garde des alliés, n'arriva que le 24 au même pont. Surpris et déconcerté de voir tant de troupes rangées en bataille de l'autre côté de l'Escaut, il longea la rive droite pour aller passer le fleuve à Oudenarde. Il perdit ainsi deux jours, et donna le temps à toute l'armée française de se réunir sur le même point.

Cette marche habile empêcha les alliés de rien entreprendre, et rompit toutes leurs mesures contre la Flandre française. Ils essayèrent alors de se venger de ce désavantage, par le désastre de quelques places maritimes du royaume. Ils avaient déjà fait une descente à Brest, le 18 juin, d'où ils furent repoussés avec perte; et, le 28 juillet, ils avaient bombardé Dieppe, dont les maisons furent presque toutes réduites en cendres. Un autre bombardement eut lieu, le 26, au Hâvre, mais presque sans dommage. Le 21 septembre la flotte alliée s'approcha de Dunkerque, avec deux machines pareilles à celles que les Anglais avaient employées l'année précédente devant Saint-Malo; l'une joua sans effet, et l'autre

ayant fait son effet sur elle-même, ensevelit tous ceux qui la dirigeaient. Le capitaine français, Jean-Bart, qui commençait à devenir célèbre, fit payer cher ces diverses tentatives aux Hollandais. Ceux-ci s'étaient emparés d'un convoi de grains, que le roi faisait venir de la Baltique; il les attaqua avec six frégates, dont il avait le commandement, à la hauteur du Texel; de huit vaisseaux qui composaient leur escadre, il en prit trois, mit en fuite les cinq autres, et ramena le convoi dans un port de France [1].

Il ne se passa rien de remarquable en Allemagne et en Italie, dans le cours de cette campagne. En Flandre, les alliés reprirent Hui le 28 septembre.

1695. *Mort du maréchal de Luxembourg; il est remplacé par le maréchal de Villeroi.* — La mort du maréchal de Luxembourg, arrivée à Versailles, le 4 janvier de l'année suivante, priva la France d'un grand capitaine. Les événemens qui suivirent cette perte, justifièrent bien les regrets du roi et ceux de toute la France.

Le maréchal de Villeroi succéda à Luxembourg dans le commandement de l'armée de Flandre. Celle-ci ouvrit la campagne par l'investissement de plusieurs places. Le marquis de Montal fit capituler Dixmude le 28 juin; Deinse se rendit le 29. Villeroi avait été chargé par Louis XIV de proposer aux alliés de cesser d'insulter les places maritimes du royaume, par des tentatives, dont tout le résultat était l'incendie de quelques maisons ou propriétés des habitans; sur leur refus, il fit bombarder Bruxelles pendant trois jours, du 13 au 15 août. Le roi d'Angleterre ayant, de son côté, investi Namur le 1er juillet, prit cette place le 4 août, et sa citadelle le 2 septembre, sans que le maréchal de Villeroi, qui s'était avancé sur les bords de la Méhaigne, pût rien en-

[1] Louis XIV récompensa les brillans services de Jean Bart en lui accordant des titres de noblesse.

treprendre. Le siége de Namur fut l'opération la plus éclatante de toutes les campagnes de Guillaume d'Orange.

*Suite des opérations en Piémont, en Catalogne et sur le Rhin.* — La perte de la bataille de Marsaille n'avait pas tellement affaibli l'armée du duc de Savoie, que ce prince fût hors d'état de continuer une guerre active. D'autre part, le maréchal de Catinat ne recevant point de renfort [1], ne se trouva point en mesure d'empêcher le siége et la prise de l'importante place de Casal, qui se rendit au duc, le 11 juillet, sous la condition que les fortifications seraient démolies, et la ville rendue au duc de Mantoue. 1695.

Le maréchal de Noailles étant tombé malade, fut remplacé dans le commandement de l'armée de Catalogne, par le duc de Vendôme. Ce nouveau général fit lever aux Espagnols le siége de Palamos, mais il fallut ensuite démolir cette place, ainsi que plusieurs autres, faute de pouvoir les approvisionner.

En Allemagne, les armées restèrent de part et d'autre sur la défensive; les généraux en chef, français et impérial (le maréchal de Lorge et le prince de Bade), prenaient prétexte de leur mauvaise santé pour ne rien entreprendre; mais la lassitude des deux partis était la véritable cause de cette inaction.

*Les alliés insultent les côtes de France; beau succès du capitaine Jean-Bart.* Les escadres ennemies continuèrent au printemps, d'insulter les côtes de France. Calais fut bombardé le 13 avril [2]; les forts de l'île de Rhé et les Sables 1696.

[1] Les levées de soldats commençaient à devenir très-difficiles en France, et le trésor royal manquait d'argent.

[2] Le 1er mars, le roi Jacques II était venu dans cette ville, avec le marquis d'Harcourt, dans l'espérance de pouvoir faire une nouvelle tentative sur l'Angleterre; mais son attente fut trompée, la mer était trop bien gardée pour qu'il lui fût permis de franchir le détroit, et les esprits n'étaient pas, d'ailleurs, assez bien disposés en sa faveur.

d'Olonne, les 15 et 16 juillet. Pendant ces opérations, qui furent sans effet, Jean-Bart prit, le 18 juin, sur les côtes de Hollande, cinq vaisseaux de guerre hollandais, et un convoi de cinquante navires marchands venant de la Baltique.

Les armées d'Allemagne ne furent pas, dans cette campagne, plus agissantes que dans la dernière. Il en fut de même en Flandre et en Piémont.

4 août 1696. *Paix conclue entre la France et la Savoie.* — La cour de France négociait depuis quelque temps avec celle de Turin. Le comte de Tessé, envoyé de Louis XIV, réussit à conclure, le 4 juillet, entre le roi et le duc de Savoie, un traité qui ne parut d'abord que sous le nom de *Neutralité de l'Italie.* Le duc reçut la promesse de recouvrer tout ce qu'il avait perdu, et entr'autres la place de Pignerol, qui était comme la clef de ses états, et qui, depuis 1630, servait de passage aux troupes françaises du Dauphiné au Piémont. On convint du mariage de la princesse Marie-Adelaïde, fille du duc, avec le duc de Bourgogne, fils du dauphin, et en considération de cette alliance, Louis XIV accordait à Victor-Amédée tous les honneurs attachés à la dignité royale. Ce dernier prince, en attendant qu'il pût se déclarer, et voulant encore toucher les subsides de cette année que lui payaient l'Angleterre et la Hollande, promettait ses bons offices pour engager ses alliés à la même neutralité. Il les y détermina par le siége de Valence, dans le duché de Milan, qu'il entreprit le 24 septembre, conjointement avec le maréchal de Catinat. La paix avec la Savoie fut publiée à Paris, le 10 décembre; et, cinq jours après, le roi signa le contrat de mariage de son petit-fils avec la princesse Marie-Adelaïde.

1697. *Opérations en Flandre et en Catalogne; le duc de Vendôme prend Barcelonne.* — Le maréchal de Catinat ayant reçu un commandement dans l'armée de Flandre, après la paix conclue avec la Savoie, prit Ath le 5 juin, tandis que

le roi d'Angleterre empêchait le maréchal de Villeroi de s'avancer sur Bruxelles.

En Catalogne, le duc de Vendôme commença la campagne par l'investissement de Barcelonne, de concert avec l'amiral d'Estrées, qui bloquait cette place par mer. Il battit le comte de Velasco, vice-roi de la province, qui voulut venir au secours. Le siége fut très-meurtrier, et ce ne fut qu'après cinquante-deux jours de tranchée ouverte, que la capitale de la Catalogne se rendit, le 10 août. Le duc de Vendôme fut nommé vice-roi pour la France, et le comte de Coigni gouverneur de la place conquise. Cet important succès accéléra les négociations de paix, entamées depuis long-temps entre le roi de France, celui d'Espagne, et l'empereur.

*Nouveaux succès de la marine française.* — Une escadre française avait été envoyée dans les mers d'Amérique: M. de Pointis, qui la commandait, débarqua, le 15 avril, devant Carthagène, capitale de la province de la Nouvelle-Grenade, dans l'Amérique du Sud. Cette place, qui renfermait de grandes richesses, fut prise après quelques jours de siége, sans avoir été attaquée dans les formes. M. de Pointis, après avoir fait sauter les fortifications et les murailles de la ville, se rembarqua, évita une escadre anglaise forte de vingt-quatre vaisseaux, en combattit une autre de sept, et finit par rentrer à Brest le 9 août. Le butin de cette campagne glorieuse fut estimé dix millions. D'autres croisières françaises obtinrent également des succès sur l'Océan. M. de Nesmond enleva trois bâtimens anglais très-richement chargés. M. d'Ibercourt reprit, le 5 septembre, le fort Nelson, dans le Canada [1], après avoir battu une escadre anglaise, dont deux vaisseaux amenèrent pavillon et un

1697.

[1] Les Français avaient établi une colonie dans cette partie de l'Amérique septentrionale, vers l'année 1608.

troisième fut coulé bas. Duguai-Trouin, dont le nom commençait à devenir célèbre, s'était emparé, dès le 5 avril, d'une flotte hollandaise marchande, venant de Bilbao.

20 30 août 1697. *Paix de Riswick.* — La paix entre la France, l'Espagne, l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande, fut enfin conclue à Riswick, village situé près de La Haie, en Hollande. Il y eut quatre traités séparés : le premier avec la Hollande, signé le 20 août à minuit, avait pour base les précédens traités de Munster et de Nimègue : le second, signé avec l'Espagne, une heure après, stipulait la restitution, par la France, des places prises en Catalogne; du comté de Chiney, des places de Luxembourg, Charleroi, Mons, Ath et Courtrai ; par le troisième, avec l'Angleterre, signé le 21, Louis XIV s'engageait à n'inquiéter d'aucune manière le roi de la Grande-Bretagne dans la possession des royaumes et pays dont il jouissait. Le quatrième, signé le 30, avec l'empereur, réglait tout conformément aux traités de Westphalie et de Nimègue; la France rendait Fribourg; et le duc de Lorraine, Léopold, était rétabli dans ses états, à peu de choses près, ainsi que son grand oncle, le duc Charles V, les avaient possédés, en 1670.

Le prince de Conti avait été proclamé roi de Pologne, le 27 juin, par une partie de la noblesse de ce royaume; et, deux heures après, l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, le fut par une autre partie. On dépêcha des deux côtés des courriers aux princes élus. L'électeur de Saxe étant le plus près, arriva le premier, signa la charte polonaise (*pacta conventa*), le 21 juillet, et fut couronné à Cracovie, le 15 septembre. Le prince de Conti n'arriva que le 26 ; et voyant que son parti s'affaiblissait tous les jours, il se rembarqua à Dantzig, le 6 novembre. Les deux partis se réunirent peu de temps après, et Frédéric-Auguste, qui avait répandu des sommes immenses, fut reconnu roi par toute la nation.

*Premier traité de partage de la monarchie espagnole.* — 1697.
La paix de Risvick amena des ambassades réciproques des souverains qui l'avaient signée. Le duc de Tallard, envoyé de Louis XIV à la cour d'Angleterre, négocia le premier traité de partage de la monarchie espagnole, qui n'eut point d'exécution, ainsi que nous le dirons plus bas. Ce singulier traité, fait entre le roi de France, celui d'Angleterre, et les états-généraux de Hollande, fut signé à La Haie, le 11 octobre. Le prince électoral de Bavière y était désigné roi d'Espagne[1], le dauphin avait pour sa part les royaumes de Naples et de Sicile, les places que possédait le roi d'Espagne sur les côtes de Toscane et les îles adjacentes, le marquisat de Final, la province de Guipuscoa, nommément les places de Fontarabie, de Saint-Sébastien et le port du Passage; l'archiduc Charles d'Autriche, dont les droits étaient presqu'égaux à ceux du prince de Bavière, n'obtenait que le duché de Milan.

Le roi Charles II, irrité de voir que l'on partageât ses états de son vivant, et voulant empêcher que la monarchie ne fût démembrée, fit alors un premier testament, par lequel il appelait le prince de Bavière au trône d'Espagne, comme son plus proche héritier[2], attendu la renonciation de Marie-Thérèse, sa fille, épouse de Louis XIV.

*Second traité de partage de la monarchie espagnole.* — 1700.
La mort du prince de Bavière[3] annula les dispositions du roi Charles, et donna lieu à un second traité de partage, signé à Londres le 13 mars, et à La Haie le 25, entre les mêmes puissances qui avaient conclu le premier. Ce nouvel acte ne changeait rien au précédent par rapport au dauphin,

[1] Le roi Charles II, depuis long-temps attaqué d'une maladie de consomption, annonçait une fin très prochaine.

[2] La mère de ce prince était fille de Marguerite-Thérèse d'Autriche, fille du second lit de Philippe IV, et première femme de l'empereur Léopold.

[3] Il mourut à Bruxelles le 6 février 1699, âgé de sept ans.

sinon que la Lorraine était ajoutée au lot de ce prince; le duc Léopold recevait en dédommagement le Milanais, que les puissances contractantes ôtaient à l'archiduc Charles, pour lui donner tout le reste de la monarchie espagnole. Deux conditions du traité furent que l'empereur accepterait dans trois mois les conventions qu'il contenait, et que jamais la couronne d'Espagne ne pourrait être réunie à l'Empire sur une même tête. L'empereur Léopold se croyait si sûr du roi d'Espagne, qu'il dédaigna les avantages que sa maison obtenait par ce traité, et il ne fut plus temps d'y revenir, lorsqu'on eut connaissance du second testament de Charles II. Ainsi l'ambition du souverain d'Autriche fut la cause de la guerre qui eut lieu plus tard. Il avait d'autant plus tort de ne pas accepter alors le traité de partage, que dès l'année 1668, il en avait été signé un pareil, à Vienne, entre le commandeur de Gremonville, ambassadeur de France, et le ministre autrichien comte d'Averberg.

1700. *Testament et mort de Charles* II, *roi d'Espagne.* — Cependant le roi d'Espagne Charles II, pressé par le parti français qu'il avait à sa cour [1], et ayant consulté le pape Innocent XII, se détermina à faire un second testament, par lequel il déclara héritier de toute la monarchie espagnole, Philippe de France, duc d'Anjou, second fils du Dauphin; à son défaut, soit qu'il mourût, soit qu'il devînt roi de France, le duc de Berri, troisième fils du dauphin, était appelé aux mêmes conditions; au défaut de ce dernier, l'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, sous la même réserve de ne pouvoir réunir l'Empire et la couronne d'Espagne; et puis enfin le duc de Savoie après tous ces princes [2].

[1] *Voyez* Voltaire, *Siècle de Louis* XIV, chap 17, où les droits à la succession et toutes les intrigues sont expliquées.

[2] Les droits du duc de Savoie lui venaient de sa bisaïeule Catherine, fille de Philippe II, et femme du duc Charles-Emmanuel.

Un mois après avoir fait ces dernières dispositions [1], Charles II mourut le 2 novembre, âgé de trente-neuf ans.

*Le duc d'Anjou, petit-fils de Louis* XIV, *monte sur le trône d'Espagne.* — Louis XIV s'empressa d'accepter le testament de ce monarque le 11 du même mois, et il en fit la déclaration à l'ambassadeur, le 16. Le duc d'Anjou fut proclamé roi, sous le nom de Philippe V, à Madrid, le 24, et partit de Versailles le 4 décembre. L'Angleterre et la Hollande reconnurent le nouveau monarque; le duc de Savoie et le duc de Bavière firent plus, ils agirent pour lui; l'empereur protesta, et les autres puissances de l'Europe demeurèrent neutres. 1700.

*Guerre de la succession d'Espagne; opérations en Italie.* — Tout annonçait une guerre inévitable et prochaine. Elle commença bientôt par l'Italie, où Mantoue avait reçu garnison française. L'empereur mit le prince Eugène à la tête de l'armée destinée à agir sur ce théâtre. De son côté, la cour de Madrid confia le commandement des troupes espagnoles dans le Milanais au prince de Vaudemont, et le maréchal de Catinat eut le commandement des troupes françaises qui devaient agir auxiliairement. Le duc de Savoie, dont la seconde fille épousa le roi d'Espagne le 11 septembre, fut le généralissime de ces deux armées. 1701.

Le prince Eugène entra en Italie par les états de Venise; on aurait pu s'opposer à sa marche, en occupant les gorges du comté de Trente, mais il eût fallu pour cela passer par

[1] L'Europe a pensé, dit Voltaire, que ce testament de Charles II avait été dicté à Versailles. Le roi mourant n'avait consulté que l'intérêt de son royaume, les vœux de ses sujets et ensuite leurs craintes; car le roi de France faisait avancer des troupes sur la frontière pour s'assurer une partie de l'héritage, tandis que le roi moribond se résolvait à lui tout donner. Rien n'est plus vrai que la réputation de Louis XIV et l'idée de sa puissance furent les seules négociations qui consommèrent cette révolution. (*Siècle de Louis* XIV, chap. 17.)

le territoire vénitien, et l'on crut devoir respecter la neutralité de la république, bien qu'elle fût déjà devenue suspecte; le prince Eugène fut moins scrupuleux. Par le même esprit de ménagement, Catinat, qui avait ordre de ne point attaquer le premier, se borna à défendre l'entrée du Mantouan et du Milanais.

1701. *Combat de Carpi; Catinat est remplacé dans le commandement de l'armée par le maréchal de Villeroi.* — M. de Saint-Fremont, qui gardait avec un détachement le poste de Carpi, y fut forcé le 9 juillet; à la suite de ce combat, le prince Eugène se rendit maître de tout le pays entre l'Adige et l'Adda, et Catinat se vit obligé de se retirer derrière la dernière de ces rivières et celle d'Oglio, pour empêcher les Impériaux de pénétrer dans le Milanais par le Brescian. Bientôt les échecs continuels que reçut le maréchal français, lui firent soupçonner que le prince Eugène était secondé par la trahison, et il fit part à la cour de Versailles de ses inquiétudes sur le duc de Savoie. Louis XIV accueillit mal cette communication, et envoya le maréchal de Villeroi pour remplacer Catinat.

1701. *Bataille de Chiari.* — Dès son début dans le commandement, le présomptueux Villeroi fut battu à Chiari, petite ville à cinq lieues de Brescia, près de l'Oglio, où il voulut attaquer les Impériaux, contre les conseils de ses lieutenans et de son sage prédécesseur, qui n'avait point encore quitté l'armée. Catinat était d'autant moins d'avis de hasarder cette entreprise, qu'il en regardait le succès même comme inutile. Le duc de Savoie, en payant de sa personne dans l'action, sembla vouloir repousser les soupçons qu'on avait sur

[1] Villeroi avait promis au roi de venger promptement les échecs essuyés depuis l'ouverture de la campagne; il dit à Catinat, lorsque celui-ci lui remit le commandement: « Le temps de la prudence est passé, et je ne me pique pas de circonspection. »

sa loyauté. Le maréchal de Catinat, bien que blessé grièvement, assura, par l'habileté de ses manœuvres, la retraite de l'armée. Celle-ci quitta les bords de l'Oglio le 12 novembre, pour aller joindre dans le Crémonais les troupes du duc de Savoie. Spectateur d'abord tranquille de ces mouvemens, le prince Eugène détacha ensuite de son camp de Chiari, le 1er décembre, plusieurs colonnes, qui enlevèrent presque tous les postes français sur la rive gauche de l'Oglio. A la fin de l'année, les Impériaux étaient maîtres du Mantouan, à l'exception de Goito et de Mantoue; le prince de la Mirandole leur livra la ville de ce nom, et peu de temps après, le 6 janvier 1702, le duc de Modène leur ouvrit les portes de la forteresse de Bercello, dont la possession permit au prince Eugène de prendre ses quartier d'hiver dans le Parmesan.

*L'Angleterre, l'Autriche et la Hollande déclarent la guerre à la France.* — Sur ces entrefaites, le roi Jacques II étant mort à Saint-Germain le 16 septembre, Louis XIV reconnut le duc d'Yorck, son fils, comme roi de la Grande-Bretagne. En commettant cette faute politique, le monarque essaya vainement de l'atténuer, en protestant de sa fidélité inviolable aux conventions de Riswick, qui assuraient les droits de Guillaume. Ce prince, au comble de l'irritation, reprit toute son ancienne haine contre Louis, lui chercha partout des ennemis, et forma contre lui cette alliance si funeste aux Français, de l'Angleterre, de l'Autriche, d'une partie de l'Empire, et de la Hollande. Ces trois puissances déclarèrent ensemble la guerre à Louis XIV, qui répondit à son tour par une contre-déclaration. La mort de Guillaume, arrivée le 17 mars, ne changea rien au système des alliés, qui n'avaient d'abord pour objet que de démembrer ce qu'ils pourraient de la succession d'Espagne. Ce ne fut qu'après les avantages qu'ils remportèrent dans la 1702

suite, que les prétentions augmentèrent au point de vouloir détrôner Philippe V.

1702. *Suite des opérations en Italie; surprise de Crémone; le maréchal de Villeroi est fait prisonnier.* — Le prince Eugène rouvrit la campagne en faisant mine de vouloir bloquer la place de Mantoue; mais son véritable dessein était de surprendre Crémone, quartier-général du maréchal de Villeroi. Comme il avait quelques intelligences dans cette place, il réussit à introduire, pendant la nuit du 1er février, 600 hommes par un ancien aqueduc qu'on avait négligé de boucher. Ce détachement égorgea sur-le-champ la garde des deux portes, par lesquelles le prince Eugène entra avec 4000 hommes d'élite. Le maréchal de Villeroi, éveillé par une décharge de mousqueterie, monta à cheval; mais il n'eût pas fait quelques pas, qu'il tomba entre les mains d'un peloton des assaillans, qui l'emmena de suite hors de la ville. Le gouverneur espagnol fut tué d'un coup de fusil en cherchant à repousser l'ennemi.

Les Impériaux, qui avaient déjà entre leurs mains le plus grand nombre des officiers-généraux français et espagnols [1], allaient se rendre entièrement maîtres de la ville, lorsqu'un incident qu'il ne pouvait prévoir confondit la prudence du prince Eugène. Un régiment français avait reçu ordre de prendre les armes un peu avant le jour pour passer la revue de son colonel, le comte d'Entraigues, à une des extrémités de la ville, du côté opposé à celui par où avait pénétré l'ennemi. Cette troupe, accourue au bruit de la fusillade, arrêta brusquement la marche des soldats allemands; bientôt le reste de la garnison fut sur pied, et se précipita comme un torrent dans les places publiques. Le secours qu'attendait le prince Eugène ne put arriver, il fut chassé de la place

[1] Tous les généraux français, à l'exception des comtes de Revel et de Praslin, furent tués ou faits prisonniers.

avec une très-grande perte, et Crémone fut sauvée en peu d'instans [1].

*Le duc de Vendôme prend le commandement de l'armée française d'Italie.* — Louis XIV envoya le duc de Vendôme pour remplacer le maréchal de Villeroi, resté entre les mains de l'ennemi; et le roi d'Espagne, qui était parti de Madrid pour aller se faire reconnaître dans le royaume de Naples, vint à l'armée, dont le commandement en chef venait d'être ôté au duc de Savoie. 1702.

Vendôme, trop ami de la mollesse et des plaisirs, était d'ailleurs un général très-distingué, et digne de se mesurer avec Eugène. A la vérité, il ne méditait pas aussi profondément que ce prince ses desseins, ne connaissait pas comme lui l'art de pourvoir aux besoins des troupes; il ne maintenait pas leur discipline, et donnait un temps précieux au lit et à la table; mais par une activité extraordinaire, il savait tout réparer un jour de bataille.

Il commença par faire aux Impériaux une guerre de chicane, de surprises et de marches. Par ces moyens, il leur enleva successivement tous leurs postes dans le Mantouan, et laissa le prince de Vaudemont, avec un corps de troupes, devant le prince Eugène, qui, faisant alors le siége de Mantoue, n'avait point osé s'opposer à tous ces mouvemens du général français.

[1] Eugène, ne comptant pas sur la résistance qu'il éprouvait, n'était entré qu'avec 4,000 hommes, comme nous l'avons dit; mais il avait donné l'ordre à un gros détachement d'arriver par le pont du Pô. Ce poste n'était gardé que par une centaine d'hommes : comme l'ennemi s'avançait pour l'attaquer, le guide qui conduisait la colonne fut tué d'un coup de fusil. Les Allemands, se trompant alors de direction, donnèrent alors à la brigade irlandaise le temps d'arriver par la porte du Pô. Eugène chercha vainement à ébranler la fidélité de ces braves étrangers. Ils repoussèrent ses offres, et empêchèrent le détachement de pénétrer, en lui faisant éprouver une perte énorme.

1702. *Forces respectives de la France et des coalisés.* — Nous avons dit que Guillaume était mort le 27 mars; il avait eu pour successeur au trône d'Angleterre, la princesse Anne, fille de Jacques II, épouse du prince de Danemark [1]. La nouvelle reine entra, suivant le vœu de la nation, dans toutes les vues de son beau-frère, suivit tous ses plans, et pour en assurer le succès, elle nomma le duc de Marlborough commandant-général de toutes les forces britanniques destinées à défendre, avec celles de ses alliés, *la liberté de l'Europe*, comme le disaient alors ces puissances.

Louis XIV disposait des forces de deux vastes monarchies; le duc de Bavière lui avait ouvert les places des Pays-Bas, dont il était gouverneur, et pouvait encore lui faciliter le passage à travers ses propres états, pour aller attaquer l'empereur dans ses possessions héréditaires.

La coalition ne présentait pas des ressources aussi imposantes. Elle ne comptait pas encore dans ses rangs, comme dans la ligue précédente, le duc de Savoie et une partie de l'Empire; elle avait perdu l'Espagne, et la Hollande ne voyait pas sans quelque crainte, sur ses frontières, des garnisons françaises dans les places des Pays-Bas. Mais les talens du prince Eugène et du duc de Marlborough rétablirent bientôt la balance en faveur des alliés.

Marlborough, déjà célèbre par ses succès antérieurs, avait une activité infatigable, un génie supérieur, cette grande tranquillité de courage dans le tumulte des combats, cette présence d'esprit, qui est, dans les plus grands dangers, la qualité la plus précieuse chez un général d'armée. On a vu qu'il s'était formé à l'école de Turenne.

Il donna le conseil d'ouvrir la campagne au Nord, par le siége de Kaiservert. Cette place, située dans l'électorat de

[1] La reine Marie, épouse de Guillaume, était morte sans enfans le 7 janvier 1695.

Cologne, se rendit au prince de Nassau-Saarbruck, le 15 juin, après cinquante-sept jours de tranchée ouverte.

*Le duc de Bourgogne commande l'armée de Flandre.* 1702.
— Le roi avait envoyé son petit-fils, le duc de Bourgogne, commander l'armée française en Flandre, sous la direction du maréchal de Boufflers. Après avoir formé des magasins à Ruremonde et à Vanloo, les Français passèrent la Meuse. Les Hollandais, persuadés que le duc de Bourgogne ouvrirait la campagne par le siége de Maestricht, y jetèrent une garnison tirée du corps d'armée du comte d'Athlone, qui, trop affaibli pour se mesurer en rase campagne avec l'armée Franco-Espagnole, alla camper à Claremberg, entre Nimègue et Clèves.

Le maréchal de Catinat commandait l'armée française sur le Rhin.

*Suite des opérations du duc de Vendôme en Italie.* — 1702.
Cependant le duc de Vendôme poursuivait ses succès en Italie. Le 26 juillet, il défit un petit corps de l'armée impériale, sous les ordres du général Visconti, à Santa-Vittoria, au-delà de la rivière de Crostolo; vers le même temps, le général Albergotti, à la tête d'un détachement de l'armée Franco-Espagnole, s'emparait de Reggio et de Modène. Le prince Eugène se vit alors contraint d'abandonner son camp retranché près de Mantoue, et de se replier sur Borgo-Forte. Vendôme avait formé le projet de s'emparer de Luzara, d'y jeter un pont sur le Pô, à l'effet de donner la main au prince de Vaudemont, qui commandait dans le Mantouan, pour couper au prince Eugène la communication avec le Modenais. Mais le prince, instruit de ce mouvement par ses espions, traversa le Pô avec rapidité, dérobant sa marche aux explorateurs français, et vint se former en bataille derrière la digue du Zéro. Vendôme, presque surpris dans sa marche, forma ses troupes à la hâte.

L'action qui s'engagea immédiatement fut très-vive et l'avantage long-temps disputé; la nuit seule mit fin au combat, qui coûta aux Impériaux près de 5,000 hommes, et plus de 3,000 aux Franco-Espagnols : le roi d'Espagne accompagnait le duc de Vendôme. Chacun des deux partis s'attribua le succès de la journée; il appartenait sans doute à Vendôme, puisqu'il entra le lendemain dans Luzara, jeta un pont sur le Pô, et s'empara, peu de jours après, de Guastalla. Il mit, par là, le prince Eugène dans l'impuissance de rien entreprendre de considérable. Les Impériaux abandonnèrent le Mantouan et presque tout le pays dont ils s'étaient rendus maîtres entre l'Adige et le Pô.

1702. *Suite des opérations en Flandre.* — Dans les Pays-Bas, le duc de Bourgogne voulut surprendre Nimègue pour s'ouvrir un chemin au centre de la Hollande; mais le comte d'Athlone levant son camp de Claremberg, réussit, après deux engagemens sans avantages décisifs, à jeter vingt bataillons dans les ouvrages extérieurs de la place menacée. L'armée française entra alors dans le duché de Clèves, qui fut ravagé, et d'où l'on enleva environ vingt mille bœufs.

Le comte de Marlborough [1], qui venait d'activer, par ses négociations en Hollande et en Allemagne, les préparatifs de la coalition, arriva le 1er juillet au camp de Nimègue. Son premier soin fut d'y rassembler une armée, qui, indépendamment du corps du comte d'Athlone, se composa des troupes qui avaient fait le siége de Kaiserwert, des contingens de Hesse et de Lunébourg, d'un corps de troupes anglaises arrivé de Breda, et de quelques autres renforts tirés de la Hollande. Ces forces réunies formaient une masse de 60,000 hommes environ, divisée en soixante-seize bataillons et cent vingt escadrons, avec un parc de soixante-seize bouches à feu et un équipage de vingt-quatre pontons.

[1] Il ne fut fait duc qu'à la fin de cette campagne.

Le généralissime fit avancer une partie de cette armée sur Grave, où elle campa à deux lieues et demie des Français. Le duc de Bourgnogne, après une démonstration sans résultat, ordonna un mouvement rétrograde sur Beringhen. Le maréchal de Boufflers resta chargé du commandement en chef, après le départ du prince, qui retourna bientôt à Versailles.

L'armée française étant trop affaiblie par un détachement dont le roi, sur la demande de Catinat, avait ordonné l'envoi en Alsace, et par des renforts donnés aux garnisons des Pays-Bas, du pays de Liége et de l'électorat de Cologne, Boufflers ne put empêcher les alliés de prendre Vanloo le 23 septembre, Ruremonde le 7 octobre, et la citadelle de Liége le 27. Il crut alors devoir se retirer vers Tongres, pour couvrir le Brabant, que l'ennemi ne menaçait point encore.

*Suite des opérations sur le Rhin ; bataille de Friedlingen.* — Pendant ces opérations dans les Pays-Bas, le prince de Bade s'emparait de la forte place de Landau (le 11 septembre), vaillammment défendue, pendant quatre mois, par M. de Melai, que le manque de vivres et de munitions put seul forcer à capituler. Après cette conquête, l'armée impériale s'avança vers les montagnes du Brisgaw, voisines de la Forêt-Noire, qui séparait l'armée française de celle du duc de Bavière. Cet allié du roi opérait alors en Souabe, où il s'était emparé, par surprise, de la ville d'Ulm, et ensuite de plusieurs autres places; mais il avait besoin du secours des Français pour frapper des coups plus décisifs. C'était pour empêcher cette jonction que le prince de Bade venait de faire son mouvement. Catinat, ne se croyant pas en mesure, n'osait point hasarder un engagement avec l'armée ennemie; mais le marquis de Villars, arrivé à la tête du détachement de l'armée de Flandre, dont nous avons parlé plus haut, après s'être emparé de Neubourg, proposa au maréchal d'aller attaquer le prince de Bade. Catinat y consentit, 1702.

et Villars s'avança vers Friedlingen, où était campée l'armée impériale. Il fit des dispositions si habiles et si heureuses, que le prince de Bade fut battu avec perte de 3000 hommes, et d'une partie de son artillerie. Cette victoire, que les ennemis contestèrent ensuite [1], suivant leur usage, valut à Villars l'honneur insigne d'être proclamé maréchal de France, par ses soldats, sur le champ de bataille; et le roi s'empressa de confirmer ce vœu général de l'armée.

Le comte de Tallard, qui commandait un corps détaché sur le Bas-Rhin, termina la campagne par la prise de Trèves, le 25 octobre, et de Traerbach, le 7 novembre.

1702. *Une escadre française est battue devant Vigo, sur les côtes de Galice.* La flotte anglaise, commandée par le duc d'Ormond, après avoir manqué une entreprise sur Cadix, attaqua l'escadre du comte de Château-Renaud, devant le port de Vigo, en Galice, où il avait conduit les gallions venant du Mexique. L'amiral français fut défait complétement, et les bâtimens espagnols ou pris, ou coulés bas, ou brûlés; mais une grande partie de leur riche chargement était déjà débarquée.

1703. *Le duc de Savoie et le roi de Portugal entrent dans la coalition contre la France et l'Espagne.* — La campagne suivante s'ouvrit sous de fâcheux auspices pour le roi et ses alliés. La cause de la France et de l'Espagne fut abandonnée par le duc de Savoie et par le roi de Portugal, malgré les alliances domestiques du premier [2], et le traité d'alliance offensive et défensive que le second avait signé, en 1701,

[1] La perte du champ de bataille, la poursuite pendant deux lieues de l'armée ennemie, et l'inaction où le prince de Bade resta, sans tenter de rentrer en Alsace, prouvent suffisamment que l'avantage appartenait aux Français, dont la perte d'ailleurs était loin d'égaler celle des Impériaux.

[2] Qui aurait pu penser que le duc de Savoie, petit-fils d'une sœur de Louis XIII, beau-père du duc de Bourgogne et de Philippe V, abandonnerait les Bourbons, et marchanderait l'alliance de la Maison d'Autriche?

avec ces deux puissances. Le duc de Savoie conclut, le 5 janvier, un traité pareil avec l'empereur qui lui promit d'agrandir ses états; et le roi de Portugal reconnut l'archiduc Charles pour roi d'Espagne.

Ces alliances ne changèrent rien d'abord à la situation critique où se trouvait l'empereur. Il était vivement pressé, d'un côté, par les Hongrois révoltés, et, de l'autre, par les Français et les Bavarois.

*Campagne du maréchal de Villars en Allemagne.* — 1703.
Le maréchal de Villars, après s'être emparé sans résistance des villes d'Offembourg et de Rastadt, et des redoutes que les Impériaux avaient sur la Kintzig, prit le fort de Kehl le 9 mars; il s'avança ensuite par la forêt, pour se réunir au duc de Bavière.

Celui-ci s'étant rendu maître de Neubourg, sur le Danube, le 3 février, battit les Impériaux, le 11 mars, à Passaw, entra à Ratisbonne le 8 avril, et fut joint, le 12 mai, à Dillingen, par le maréchal de Villars. Le projet du duc de Bavière était de s'emparer du Tyrol, sur lequel il avait d'anciens droits, tandis que le duc de Vendôme entrerait dans le Trentin, pour ouvrir la communication du Milanais avec la Bavière, et couper les passages à l'armée impériale : en conséquence, il marcha sur Kufstein, qu'il prit le 18 juin, ainsi qu'Inspruck le 26; mais les choses ne s'étant pas passées en Italie, comme il l'espérait, il fut obligé d'abandonner la seconde de ces villes, pour venir rejoindre l'armée française, qu'il avait laissée dans la Souabe en observation devant le prince de Bade.

*Première bataille d'Hochstett.* — Le maréchal de Villars 1703.
apprenant que ce même prince avait fait un détachement pour surprendre Augsbourg, envoya une de ses divisions attaquer ce détachement; les Impériaux avertis, se portèrent au-devant, et furent battus, bien qu'en nombre supérieur.

Cet échec n'empêcha point le prince de Bade de faire occuper Augsbourg, le 5 septembre. L'armée franco-bavaroise passa le Danube, quelques jours après, afin d'empêcher la jonction d'un corps impérial, commandé par le comte de Styrum, avec l'armée principale, sous les ordres du prince de Bade, auprès de Donawert. Une méprise du marquis d'Usson, général français, lui fit engager d'abord un combat partiel, où l'ennemi obtint l'avantage; mais cette faute fut bientôt réparée par la défaite d'Hochstett, le 20 septembre; les Impériaux perdirent dans cette journée, 5000 hommes tués, 7000 prisonniers, trente pièces d'artillerie, et presque tout le bagage de ce corps d'armée. Le duc de Bavière avait hésité quelque temps à livrer bataille; ce fut le maréchal qui l'y détermina, qui fit les dispositions, et qui combattit, ainsi que les troupes françaises, avec une rare intrépidité.

1703. *Opérations dans les Pays-Bas.* — Le roi avait appelé, au commandement de l'armée des Pays-Bas, le maréchal de Villeroi, à qui l'empereur rendit la liberté, par calcul, suivant quelques historiens[1]. Le maréchal de Boufflers lui était subordonné. Pendant que les Français forçaient la ville de Tongres, le 10 mai, le duc de Marlborough assiégeait Bonn, qui se rendit le 15, malgré la vigoureuse résistance du marquis d'Aligre, gouverneur de cette place. Celle d'Hui ouvrit ses portes le 26 juin. Ces deux conquêtes furent les premières opérations de Marlborough, comme généralissime de l'armée des alliés.

L'armée commandée par Villeroi et Boufflers, se com-

[1] On suppose que l'empereur espérait que l'incapacité du maréchal, favori de Louis XIV, amènerait l'occasion de nouveaux triomphes sur les troupes dont son maître s'obstinerait à lui confier le commandement. Si l'empereur ou ses ministres eurent réellement cette pensée, leur calcul était exact.

posait de soixante trois bataillons et cent escadrons, non compris les troupes espagnoles, commandées par le marquis de Bedmar, et disséminées à Damm, Ostende, Bruges, Gand et Anvers, au nombre de quarante bataillons et vingt-sept escadrons. Le comte de La Mothe commandait un camp volant de cavalerie, destiné à observer les côtes, et qui devait, au besoin, se réunir à l'armée.

Le baron de Spaar, à la tête d'un détachement de l'armée des alliés, força, le 10 juin, dans les environs d'Eckeren, ce même corps du comte de La Mothe. Le baron d'Obdam voulut en faire autant sur les lignes qui couvraient Anvers, mais il y trouva le maréchal de Boufflers et le marquis de Bedmar. Après une suite de combats, rendus partiels par la configuration du terrain, le baron d'Obdam fut battu avec une grande partie du corps allié qu'il commandait, et se retira sous le canon du fort Lillo.

La prise de Limbourg, le 27 septembre, et celle de Gueldre, le 17 décembre, par les alliés, terminèrent la campagne dans les Pays-Bas.

*Suite des opérations en Italie.* — En Italie, le duc de Vendôme s'était avancé sur le comté de Trente, afin de faciliter, comme nous l'avons dit plus haut, au duc de Bavière la conquête du Tyrol; mais après s'être rendu maître de plusieurs passages, il fut arrêté tout à coup dans sa marche par un fort détachement envoyé sur ce point par le comte de Staremberg, qui avait remplacé le prince Eugène dans le commandement de l'armée en Italie. Cet obstacle, joint à la défection ouverte du duc de Savoie, détermina le duc de Vendôme à revenir sur ses pas. Laissant une partie de son armée sur la Secchia, sous les ordres du comte de Besons, il entra dans le Piémont, à la tête de vingt bataillons et de trente escadrons, tandis que le maréchal de Tallard envahissait en même temps la Savoie, pour punir le duc Victor- 1703.

Amédée de sa trahison. Le comte de Staremberg se mit en devoir d'arrêter les progrès des armes françaises dans les états du nouvel allié de l'empereur. Un détachement de 2000 chevaux, sous les ordres du général Visconti, qu'il envoyait au secours du duc, fut battu par Vendôme à San-Sebastiano, le 26 octobre, et il ne se sauva que 500 hommes.

Staremberg se consola de cette défaite par le succès d'une entreprise nouvelle; il parvint à joindre le duc de Savoie, par des chemins impraticables de la Secchia au Tanaro, à la tête de 20,000 hommes; il en avait perdu plus de 3000 dans cette marche aussi savante que pénible, à la suite de plusieurs combats d'arrière-garde.

1703. *Opérations militaires sur le Rhin.* — Sur le Rhin, l'armée française commandée par le duc de Bourgogne, ayant sous lui les maréchaux de Tallard et de Vauban, obtint plusieurs succès importans. Le Vieux-Brisac ouvrit ses portes le 6 septembre. Le prince de Hesse, qui commandait l'armée des alliés, entreprit de secourir la place de Landau, assiégée depuis un mois par le maréchal de Tallard. Celui-ci sortit de ses lignes pour livrer bataille à son adversaire dans les plaines de Spire. L'action fut vive, sanglante et longtemps disputée; mais enfin les Français triomphèrent à la suite de plusieurs charges à la baïonnette, arme terrible dont l'usage, introduit dans les armées depuis quelques années, était alors, comme il l'a été toujours depuis, plus familier à nos troupes qu'à celles de l'ennemi. Sept mille hommes tués, 3000 hommes prisonniers, une grande partie de l'artillerie et des bagages, vingt-huit drapeaux et trente-trois étendards des alliés, furent les trophées de cette journée brillante. Landau ouvrit, dès le lendemain, ses portes au vainqueur.

Cette même année la guerre civile éclata dans le Languedoc, par suite des persécutions qu'éprouvaient les protestans,

depuis la révocation de l'édit de Nantes. Le soulèvement des habitans des Cevennes, qui prirent le nom de Camisards, ne put être comprimé d'abord, malgré tous les efforts du maréchal de Montrevel, que le roi envoya pour combattre et châtier ces rebelles.

*Nouveaux succès de la marine française.* — Sur mer, les escadres françaises battirent les Anglais et les Hollandais en plusieurs rencontres. M. de Gabaret repoussa les Anglais de la Guadeloupe, le 18 mai. M. de Cortlogon battit, le 22, une escadre anglo-hollandaise qui escortait un fort convoi de bâtimens marchands. Sur cinq vaisseaux qui composaient cette escadre, quatre furent pris et le cinquième coulé bas; mais les navires marchands échappèrent pendant le combat. L'amiral Rook tenta inutilement une descente à Belle-Isle, le 6 juin. M. de Saint-Pol s'empara, le 10 août, au nord de l'Écosse, d'un certain nombre de navires, faisant partie d'une flotte hollandaise, après avoir mis en fuite les bâtimens de guerre qui l'escortaient. Duquesne fit bombarder, dans le golfe de Venise, la ville d'Aquilée, où les ennemis avaient un grand dépôt. 1703.

On va voir, dans le cours de la campagne suivante, changer la face de l'Europe : l'empereur, qui tremblait pour ses états héréditaires, donner la loi à l'Empire; l'Espagne, jusque-là tranquille, entrer en guerre pour défendre son intérieur; trois souverains d'Italie chassés de leurs états, le roi de Pologne détrôné, et la France, jusqu'alors si influente par ses victoires, éprouver les plus grands revers.

*Commencement des revers de la France dans la guerre de la succession.* — Le duc de Bavière ouvrit cette campagne par la prise de Passaw, le 9 janvier. 1704.

En Italie, le duc de Vendôme continua ses avantages; il s'empara du duché de Modène et de la principauté de la Mirandole, dont les souverains étaient entrés dans l'alliance

de l'empereur. Le grand prieur, frère du duc, enleva Rovero, en Piémont; le duc de la Feuillade, qui commandait en Savoie, prit la ville et le château de Suze, et ensuite Pignerol; Vendôme fit prisonniers dans Verceil trente bataillons et quelques escadrons piémontais, et se rendit maître ensuite de la ville, ainsi que des forts d'Yvrée; le grand prieur s'empara de Sensano le 25 novembre.

L'archiduc Charles, ayant pris le titre de roi d'Espagne, débarqua le 9 mars à Lisbonne avec huit mille hommes de troupes anglaises et hollandaises, sous le commandement du duc de Schomberg. Le duc de Berwick, qui commandait les troupes que Louis XIV avait fait passer à son petit-fils, se rendit maître de Portalègre, dans l'Alentejo, le 8 juin, et soutint avec quelque avantage le commencement de cette guerre dans la Péninsule.

En Flandre, les alliés bornèrent leurs efforts au bombardement infructueux de Namur.

1704. *Deuxième bataille d'Hochstett.* — Ce fut en Allemagne que se portèrent les plus grands coups. Le maréchal de Villars, qui s'était brouillé avec le duc de Bavière, avait été remplacé par le maréchal de Marsin. Le duc de Marlborough vint se joindre au prince Eugène, pour rendre les opérations plus décisives. Après avoir battu un détachement de l'armée bavaroise, il s'empara de Donawert le 2 juillet. Cette place lui donnait un pont sur le Danube, et séparait les troupes françaises du Haut-Danube de celles qui étaient au-dessous. Toutefois, cette position n'eût guère profité aux alliés, qui ne pouvaient pénétrer en Bavière sans s'éloigner des dépôts établis à Nuremberg et à Nordlingen, d'où ils tiraient leurs subsistances, si, en évitant de les attaquer, l'armée franco-bavaroise les avait forcés de se retirer du côté du Mayn; mais il en fut autrement. Le duc de Bavière, encouragé par le renfort que le maréchal de Marsin avait

amené avec lui, résolut de livrer bataille. Elle eut lieu, le 13 août, dans ces mêmes champs d'Hochstett, où Villars avait été vainqueur l'année précédente. Les mauvaises dispositions que prirent le duc et les deux maréchaux de Tallard et de Marsin assurèrent une victoire complète aux alliés commandés par les généraux Eugène et Marlborough. Le maréchal de Tallard y fut blessé et fait prisonnier. Vingt-sept bataillons et quatre régimens de dragons mirent bas les armes dans le village de Blenheim [1]. La suite de cette défaite de l'armée franco-bavaroise fut la prise d'Ulm par les alliés, et la perte de plus de quatre-vingt lieues de pays; les Français repassèrent le Rhin, et ne purent empêcher la prise de Landau, qui se rendit au roi des Romains, fils de l'empereur, et au prince de Bade, le 23 novembre [2].

Le maréchal de Villars, dont les talens auraient été si nécessaires en Allemagne, avait été envoyé en Languedoc faire une guerre obscure et sans gloire. Il réussit à apaiser la révolte des Cévennes. Ce succès et quelques avantages remportés dans la Méditerranée par la flotte commandée par le comte de Toulouse, ne compensaient guère les grands revers de cette campagne. Celle qui suivit fut un peu moins défavorable aux armes françaises.

*Suite des opérations en Italie; bataille de Cassano.* — 1705.
Le grand prieur de Vendôme enleva plusieurs quartiers au duc de Savoie. Le duc de La Feuillade prit Villefranche le 7 mars, et Nice le 9. Vendôme se rendit maître, le 10 avril, de Verua, dont le siége avait été commencé dès le

[1] Les Anglais ont donné à la bataille le nom de ce village, au lieu de celui d'Hochstett.

[2] M. de Laubanie, gouverneur de cette place, y fit la résistance la plus honorable, et ne capitula qu'après avoir perdu les deux tiers de sa garnison, épuisée et sans vivres.

22 octobre de l'année précédente. Chivazzo ouvrit ses portes au duc de La Feuillade le 28 juillet.

Le prince Eugène, qui était revenu prendre le commandement de l'armée impériale d'Italie, n'avait fait jusqu'alors qu'une guerre de chicane, attendu la disproportion de ses forces avec celles des Français et des Espagnols réunis; mais sentant la nécessité de mener des secours au duc de Savoie, il résolut de tenter le passage de l'Adda, malgré le duc de Vendôme, qui était campé sur l'autre rive. Il attaqua, à cet effet, l'aile gauche des Franco-Espagnols, au pont de Cassano. Cette action, où l'infanterie seule donna, fut vive et sanglante; Eugène y fut blessé, Vendôme eut un cheval tué sous lui; les Impériaux furent repoussés avec une très-grande perte, et ne purent secourir le duc de Savoie. La campagne fut terminée sur ce théâtre de la guerre par la prise de Soncino et de Montmélian, qui reçurent garnison française. Le maréchal de Tessé fut obligé de lever le siége de Gibraltar, qu'il voulait enlever aux Anglais et faire rentrer sous la domination espagnole. Les Portugais prirent Salvatierra et quelques autres places du royaume de Léon. Le maréchal de Tessé leur fit lever le siége de Badajoz.

L'archiduc Charles était passé en Catalogne, où il faisait des progrès. La place de Géronne se déclara pour lui le 4 octobre, et Barcelonne capitula le 9 du même mois.

1705. *Opérations du maréchal de Villars entre la Moselle et le Rhin.* —Louis XIV ayant reconnu la nécessité d'employer le maréchal de Villars d'une manière digne de lui, lui avait confié le commandement de l'armée destinée à opérer entre Rhin et Moselle. Cet habile général étant venu camper à Sierck sur la Moselle, couvrait par ce moyen les places de Sarrelouis et Thionville, et s'opposait au projet qu'avaient les alliés de pénétrer dans la Champagne. Le duc de Marlborough, dont l'armée était beaucoup plus forte que

celle du maréchal, eût bien voulu l'attaquer; mais la bonté de la position occupée par l'armée française le tint en respect, et il fut obligé d'abandonner tous les magasins qu'il avait dans Trèves, pour passer en Flandre, où sa présence était devenue nécessaire. Le maréchal de Villars, débarrassé de ce redoutable adversaire, fit un détachement de son armée pour renforcer celle qui opérait dans les Pays-Bas, et s'avança avec le reste de ses troupes vers l'Alsace. Il y força les lignes de Wissembourg le 3 juillet, et occupa celles de Haguenau; mais trop affaibli pour défendre ces dernières, il y fut battu à son tour par le prince de Bade, qui entra le 5 octobre dans Haguenau.

*Suite des opérations dans les Pays-Bas.* — Le duc de 1705.
Bavière dirigeait les opérations dans les Pays-Bas. Il avait pris la place de Huy le 1er juin; les alliés la reprirent le 12 juillet. L'arrivée du duc de Marlborough ayant forcé ce même prince de lever le siége de la citadelle de Liége, il vint camper à Vignacourt avec le maréchal de Villeroi; mais les lignes qu'ils avaient établies étant trop étendues, ils y furent forcés le 18 juillet, et se retirèrent sous Louvain. Marlborough ne pensa point à les y attaquer, et préféra de se rendre maître de Tirlemont et de Lewes. Les Français prirent Diest le 25 novembre.

L'empereur Léopold était mort le 6 mai; cet événement ne changea rien aux plans de la coalition. Joseph Ier, fils de Léopold, hérita de ses ministres, comme de ses états et de l'Empire.

Jusqu'alors la fortune semblait avoir hésité à abandonner Louis XIV; mais, dans la campagne que nous allons esquisser rapidement, la puissance de ce monarque et la gloire nationale devaient recevoir des atteintes bien funestes.

*Le duc de Marlborough commande l'armée des alliés* 1706.
*dans les Pays-Bas.* — On a vu que le duc de Marlborough

était venu, dès l'année précédente, prendre le commandement de l'armée des alliés dans les Pays-Bas. Les intérêts de la France et de l'Espagne demandaient que le vainqueur de la première bataille d'Hochstett fût opposé à celui qui avait triomphé dans la seconde de l'impéritie des deux successeurs de Villars; mais ce maréchal ne s'accordait pas avec le duc de Bavière, et l'honneur des armes françaises fut sacrifié à ces divisions. Le maréchal de Villeroi continua à commander l'armée de Flandre, sous la direction illusoire du prince bavarois, chef sans énergie, et qui n'avait qu'une médiocre expérience de la guerre.

1706. *Bataille de Ramillies.*—L'armée franco-espagnole était campée près de la Méhaigue, vers les sources de la petite Ghette; elle était forte de 70,000 hommes, dont 25 à 30,000 de cavalerie. Celle des alliés, plus forte de 15,000 hommes, se présenta le 23 mai, marchant sur huit colonnes, pour engager une action décisive. Les dispositions que firent le duc de Bavière et Villeroi, ou plutôt ce dernier seul [1], furent aussi mauvaises que si Marlborough eût posté lui-même les troupes françaises pour les vaincre. La gauche était derrière un marais, le centre à Ramillies, et la droite sur le flanc de ce village. L'action s'engagea vers onze heures du matin par une vive canonnade, assez meurtrière de part et d'autre. Marlborough, remarquant que la gauche de l'armée française, dans sa position, ne pouvait attaquer la droite des alliés, dégarnit cette même droite pour attaquer Ramillies avec des forces supérieures. Le lieutenant-général de Gassion, fils du maréchal de ce nom, plus digne du commandement en chef que Villeroi, lui avait vainement représenté, avant le combat, qu'il fallait changer son ordre

[1] Nous avons déjà dit que le duc de Bavière ne jouait qu'un rôle secondaire. Villeroi se flattait de réparer contre Marlborough le malheur qu'il avait essuyé en combattant le prince Eugène.

de bataille; que tout était perdu s'il ne dégarnissait pas sa gauche pour s'opposer au centre et à la droite, en nombre égal à celui de l'ennemi; qu'il fallait rapprocher davantage les lignes, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Villeroi n'en fit rien, bien que plusieurs autres officiers-généraux partageassent l'avis de Gassion. Les alliés attaquèrent Ramillies. Ce village fut défendu quelque temps avec une grande valeur, mais la supériorité des forces alliées décida la victoire. Marlborough s'étant jeté avec toute sa réserve sur six bataillons postés dans le vallon de Taviers, les culbuta presque aussitôt, et mit à découvert par là le flanc droit des Français. La cavalerie de la seconde ligne tenta de faire front à l'ennemi, en se formant sur la droite en bataille; elle fut enfoncée et sabrée avant d'avoir achevé ce mouvement. La Maison du roi, postée en première ligne, enveloppée de toutes parts, se fit jour à travers l'ennemi, et alla se réunir à l'aile gauche, qui n'avait pas donné. Ramillies fut emporté; la déroute, générale au centre et à la droite, entraîna celle de la gauche des Français. On s'était battu plus de huit heures à la désastreuse journée d'Hochstett, et on avait tué plus de 8,000 hommes aux vainqueurs; à Ramillies, on ne leur en tua pas le tiers. La France y perdit près de 20,000 hommes, tués, blessés ou prisonniers, cinquante pièces de canon, des caissons, tout le bagage, cent vingt drapeaux et étendards, et l'espérance de reprendre l'avantage. En effet, à la suite de cette victoire, qui ne coûtait pas plus de 3 à 4,000 hommes aux alliés, l'armée leur laissa enlever, sans s'y opposer, toute la Flandre espagnole. Les troupes vaincues se retirèrent partout à l'aspect de leurs vainqueurs, et la désertion fut immense. Pour en arrêter les progrès et assurer les places frontières, le maréchal de Vauban fut chargé d'établir deux camps retranchés, chacun de 15,000 hommes : le premier en avant du

canal de Bergues, le second entre ce même canal et celui de Bourbourg. Le maréchal de Villeroi fut rappelé, et la même fatalité qui poursuivait la France fit retirer, pour le remplacer, le duc de Vendôme de l'Italie, où il commandait; ce qui fut cause de nouveaux revers, qui entraînèrent la perte du Milanais, du Piémont et de la Savoie.

1706. *Suite des opérations du duc de Vendôme en Italie; bataille de Calcinato.* — Le duc de Vendôme avait ouvert la campagne d'Italie, en continuant ses succès de l'année précédente. Profitant de l'absence momentanée du prince Eugène, il attaqua et battit à Calcinato une partie de l'armée impériale, qui, après l'échec de Cassano, était venue s'établir entre les lacs de Guarda et d'Iseo. La perte essuyée par l'ennemi fut telle, que le prince Eugène, arrivé de Vienne le lendemain de la bataille, n'osa point tenter les chances d'une nouvelle action, en arrêtant la poursuite du vainqueur, qui défit encore ce même jour un corps de 2000 cavaliers. L'armée impériale fût forcée de continuer sa retraite jusque dans le comté de Trente, pour y attendre des renforts considérables.

On a reproché au duc de Vendôme de n'avoir pas, profitant du désordre de l'armée ennemie, porté la sienne à Roveredo, et sur la ligne de l'Adige, pour observer les débouchés du Trentin et des états de Venise; mouvement facile par lequel, en empêchant les Impériaux de rentrer en Italie, il eût assuré la prise de Turin. En effet, pendant qu'il manœuvrait entre l'Adige et le Pô, le prince Eugène envoya un fort détachement à Salo, rassembla le reste de ses troupes à Roveredo, et eut bientôt, au moyen des renforts qu'il reçut, une armée supérieure à celle des Franco-Espagnols. Vendôme, qui ne put l'empêcher de passer successivement l'Adige, le canal Blanc et le Pô, fut obligé, au moment même où ses talens étaient plus que jamais nécessaires sur ce théâtre de la guerre, de le quitter pour aller remplacer Villeroi en Flandre.

*Succès des alliés en Espagne; l'archiduc Charles est proclamé roi à Madrid.* — La campagne d'Espagne n'avait pas été plus heureuse, pour Louis XIV et son petit-fils, que celle des Pays-Bas. Alcantara se rendit, le 16 avril, à lord Gallowai, qui commandait l'armée des alliés dans la Péninsule. 1706.

Le maréchal de Tessé qui, de l'Andalousie, s'était porté avec le roi en Catalogne, fut forcé de lever le siége de Barcelonne, le 12 mai, après trente-sept jours de tranchée ouverte. L'archiduc Charles acheva la conquête de cette province, tandis qu'un corps portugais s'emparait de Ciudad-Rodrigo, et que Carthagène ouvrait son port aux Anglais. Lord Gallowai, opérant dans le royaume de Léon, prit Salamanque le 7 juin, et marcha de là sur Madrid, d'où la reine fut obligée de s'enfuir. L'archiduc Charles fut proclamé roi dans cette capitale.

Toutefois Philippe V, rassuré par la présence du maréchal de Berwick, qui était venu d'Italie prendre le commandement des troupes françaises, se mit à la tête de l'armée, s'avança sur Madrid, que les alliés quittèrent à son approche, et, faute de subsistances, se dirigèrent vers l'Arragon, où le maréchal de Berwick les suivit. Ils prirent Alicante le 8 août, après une vigoureuse résistance de la part du gouverneur O'Mahoni, qui reprit, deux mois après, le 18 novembre, la place de Carthagène. L'île d'Ivica et celles de Majorque et Minorque, sur les côtes des royaumes de Valence et de Murcie, se soumirent à l'archiduc. Un détachement de l'armée franco-espagnole reprit Alcantara le 14 décembre.

*Suite des opérations du maréchal de Villars sur le Rhin.* — Le maréchal de Villars avait soutenu l'honneur des armes françaises sur le Rhin. Il fit lever le blocus du fort Louis, en forçant les lignes de la Mottern, que le prince de Bade 1706.

fut contraint d'abandonner. Après s'être rendu maître de Drusenheim et de Haguenau, le maréchal envoya un détachement mettre tout le Palatinat à contribution, et s'emparer de l'île nommée le Marquisat.

1706. *Suite des opérations de l'armée d'Italie; Siége et bataille de Turin.* — Le duc de Vendôme, en quittant l'armée d'Italie, avait remis le commandement au duc d'Orléans [1]. Ce prince n'ayant pu s'opposer à la réunion du prince Eugène avec le duc de Savoie à Asti, vint joindre lui-même au camp, devant Turin, le duc de La Feuillade qui investissait cette capitale, depuis le 13 mai. La tranchée avait été ouverte dans la nuit du 2 au 3 juin. Le maréchal de Vauban avait offert de servir comme volontaire à ce siége, et uniquement pour guider La Feuillade dans ses opérations. Ce général, aussi présomptueux que Villeroi, rejeta l'offre généreuse de l'habile ingénieur, et lui répondit « qu'il espérait prendre Turin *à la Coehorn* ».

Le siége, mal dirigé, traînait en longueur, et La Feuillade avait fait la faute de laisser sortir de la place le duc de Savoie avec quelques troupes de cavalerie, pour aller au-devant de l'armée impériale. Le prince Eugène, après une marche pénible, où il ne trouva pas cependant les obstacles auxquels il aurait pu s'attendre, attaqua les lignes franco-espagnoles et les força; le duc d'Orléans y fut blessé, et le maréchal de Marsin, qui était venu des bords du Rhin pour commander sous le prince, y perdit la vie. L'objet du prince Eugène était de ravitailler Turin, et il n'eût osé se promettre un plus grand avantage; mais ses espérances augmentèrent, quand il vit le parti que prirent les généraux français. Au lieu de se retirer sous Casal, ce qui aurait maintenu le Milanais, ils dirigèrent l'armée sur Pignerol, en sorte qu'en

[1] Le même qui fut depuis régent. Il était fils de MONSIEUR, frère de Louis XIV.

moins de quatre heures que dura l'affaire de Turin, on reperdit le Modénais, le Mantouan, le Milanais et le Piémont. La victoire complète que remporta le comte de Médavi-Grancey, à la tête d'un corps de troupes séparé de l'armée franco-espagnole, contre le prince de Hesse, qu'Eugène avait laissé avec une partie des forces impériales à Castiglione, devint inutile [1].

Après ce grand échec, réuni à celui de Ramillies, Louis XIV fit faire envain des propositions de paix plus avantageuses aux alliés qu'ils ne l'avaient espéré en formant leur grande ligue; il leur offrait alors plus qu'ils n'obtinrent par la suite.

Toutes les troupes françaises et espagnoles évacuèrent la Lombardie, par suite d'une capitulation, qui fut signée le 13 mars; Modène avait capitulé séparément le 10 février; le château de Milan fut évacué le 20 mars.

*Suite des événemens militaires en Espagne; bataille d'Almanza.* — Le comte de Villars, frère du maréchal, ouvrit la campagne par la reprise de l'île de Minorque, le 5 janvier. 1707.

Le maréchal de Berwick avait reçu des renforts, à la fin de la dernière campagne, qui l'avaient mis à même de se maintenir sur la frontière du royaume de Valence, et même d'envoyer en Murcie un détachement, commandé par le général O'Mahoni, pour reprendre Carthagène sur les Anglais, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Lord Gallowai, qui commandait toujours l'armée des alliés, voulut s'emparer de Villena, et en commença le siége. Berwick accourut au secours de cette place, et les deux armées se rencontrèrent

[1] Dans cette journée, très-glorieuse pour les troupes françaises et pour leur général, les Impériaux perdirent le champ de bataille, tous leurs bagages, et près de 8,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. En vertu de la capitulation générale dont nous avons parlé plus haut, le général Medavi fut obligé d'évacuer Crémone, la Mirandole, Milan, etc., et de rentrer en France avec les 20,000 hommes qu'il commandait.

dans la plaine d'Almanza, sur la limite du royaume de Valence et de celui de Murcie. Les Franco-Espagnols remportèrent une victoire complète sur leurs adversaires, qui perdirent plus de 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Lord Gallowai alla se réfugier avec les débris de son armée sous les murs de Tortose [1].

Le duc d'Orléans, envoyé par le roi en Espagne pour commander les armées de Philippe v, n'arriva, quelque diligence qu'il eût faite, que le lendemain de cette victoire mémorable, dont les suites furent aussi heureuses et rapides, que l'avaient été celles de la bataille de Turin, l'année précédente, pour les alliés. Requena se soumit au duc d'Orléans, le 3 mai, et Valence, le 8. Les autres villes de ce royaume suivirent l'exemple de la capitale, à la réserve de quelques-unes que réduisit le général d'Asfeld, qui avait eu une grande part au gain de la bataille d'Almanza, où il commandait la seconde ligne de l'armée française. Le duc d'Orléans marcha ensuite sur l'Arragon, dont la capitale lui ouvrit ses portes le 25 mai. Le duc d'Ossuna, général du parti de Philippe v, prit Serpa le 28. Le général O'Mahoni s'empara d'Alcira le 10 juin; Mequinenza se rendit le 7 juillet, et Mouçon, le 7 août.

Pendant ces opérations en Arragon, le maréchal de Noailles prenait Puycerda et toute la Cerdagne espagnole.

Le duc d'Orléans entreprit le siége de Lérida, place devant laquelle avait échoué le grand Condé, en 1647. Elle capitula le 13 octobre, après onze jours de tranchée ouverte;

[1] Il était assez singulier de voir l'armée française commandée par un Anglais (le maréchal de Bérwick, fils naturel de Jacques II), et les troupes anglaises ayant à leur tête un Français. Lord Gallowai, de la religion calviniste, et dont le nom de famille était Ruvigni, avait été ambassadeur de France à la cour d'Angleterre, et s'était dévoué au service de cette puissance lors de la révocation de l'édit de Nantes.

le château ne se rendit que le 12 novembre, et ce siége termina la campagne en Arragon et en Catalogne.

*Invasion de la Provence par le prince Eugène et le duc de Savoie.* — Mais tandis que les affaires de Philippe v prenaient cette tournure favorable, les frontières du Dauphiné et de la Provence, mal défendues, étaient envahies par le duc de Savoie et par le prince Eugène. Après avoir débouché par le col de Tende, ils passèrent le Var, pénétrèrent en Provence, soumirent plusieurs places, et vinrent mettre le siége devant Toulon. Cette entreprise était aussi grande qu'elle fut mal exécutée. Maîtres des hauteurs, les alliés y établirent quelques batteries, et canonnèrent le fort Saint-Louis, en même temps qu'une flotte anglaise, qui bloquait le port, jetait des bombes dans la ville. La résolution des assiégés rendit, sur tous les points, les efforts des ennemis inutiles, et donna le temps au maréchal de Tessé d'arriver avec un détachement de l'armée du maréchal de Villars. Il attaqua les alliés avec beaucoup de vigueur, les chassa de la hauteur de Sainte-Catherine, et les força, après des pertes assez considérables, à lever le siége et à évacuer le territoire français. 1707.

*Suite des opérations du maréchal de Villars en Allemagne.* — Le maréchal de Villars avait reçu ordre de pousser la guerre avec vigueur en Allemagne, pour faire diversion aux progrès des alliés en Flandre et dans le midi de la France[1]. En conséquence, il attaqua les Impériaux et les força dans les redoutables lignes de Stolhoffen, qui s'étendaient depuis la ville de ce nom, dans la principauté de Bade, jusqu'au pied de la montagne de la Forêt-Noire, et il 1707.

1 Villars vint lui-même à Versailles soumettre son plan de campagne à Louis xiv. « J'ose promettre à V. M., lui dit-il, que partout où je la servirai, j'aurai toujours le dessus sur ses ennemis; je les battrai toutes les fois qu'il me sera possible de les joindre. »

établit son quartier-général à Rastadt. Cette entreprise, en lui donnant la facilité de faire subsister ses troupes aux dépens du duché de Wurtemberg, des principautés de Bade et de Dourlach, et du Palatinat, lui ouvrait en même temps le chemin des états héréditaires. Il étendit jusqu'au-delà du Danube les contributions qu'il leva dans ces pays, battit, près de l'abbaye de Lorck, le général Janes, qu'il fit prisonnier avec 2,000 hommes, et couronna cette expédition brillante en reprenant les drapeaux français perdus à la seconde bataille d'Hochstett, et qui étaient déposés comme trophées dans plusieurs villes de la Souabe et de la Franconie.

Il ne se passa rien de remarquable en Flandre, pendant cette campagne. L'armée française resta sur la défensive dans les lignes où elle s'était établie après l'évacuation de la Flandre espagnole [1]. Le duc de Marlborough était passé en Saxe avant l'ouverture de la campagne, pour déterminer, dit-on, Charles XII à entreprendre contre le czar Pierre, cette campagne célèbre où il perdit sa réputation et son armée.

La marine française obtint quelques succès d'une importance médiocre, sous le commandement du chevalier de Forbin et du célèbre Duguay-Trouin.

*Opérations en Flandre; combat d'Oudenarde.* — L'armée de Flandre ayant reçu des renforts pendant la dernière
1708 campagne, le duc de Vendôme se trouva à la tête de 100,000

[1] Pendant l'inaction des deux armées sur les frontières de Flandre, un partisan hollandais nommé Gœtten, autrefois attaché au prince de Conti, forma le projet de se saisir d'un des princes de la famille royale. Il pénétra, par l'Artois et la Picardie, jusqu'à la route de Paris à Versailles, et enleva sur le pont de Sèvres le comte de Beringhen, premier écuyer du roi, qu'il prit à sa livrée pour le dauphin. L'alarme fut très-grande à la cour; on envoya des détachemens à la poursuite du ravisseur, qui fut atteint à une demi-lieue de la frontière. M. de Beringhen eut la générosité de solliciter l'échange de Gœtten comme prisonnier de guerre.

hommes, avec lesquels il eût opéré sans doute avec plus de succès qu'il ne le fit, sans les contrariétés multipliées qu'il éprouva de la part du gouvernement. Louis XIV avait voulu que le duc de Bourgogne commandât l'armée, pour rattacher à sa famille la plus grande partie de la gloire qu'il se promettait de cette campagne; et ce fut la source des nouveaux désastres qui mirent la France sur le penchant de sa ruine. Des intelligences que le roi avait conservées dans plusieurs villes de la Flandre espagnole, telles que Gand, Bruges et Plassendael, en facilitèrent la conquête. On se prépara ensuite au siége d'Oudenarde, et déjà le pont de Lessines était occupé, lorsque l'armée des alliés, commandée par Marlborough et le prince Eugène, qui, par une manœuvre savante, avaient franchi l'Escaut, parut tout-à-coup devant l'armée française. Le combat était inévitable : l'action s'engagea le 11 juillet. Les alliés obtinrent l'avantage, parce que le duc de Vendôme n'eut pas le temps de former l'armée, dont la tête seule attaqua successivement et par brigade un front d'infanterie plus fort et plus étendu que le sien. La perte de sept bataillons français, postés dans le village de Heysne, décida le sort de la journée. Vendôme voulait que l'on campât sur le champ de bataille, pour recommencer la bataille le lendemain, mais le duc de Bourgnogne, d'après l'avis de ses conseillers, ordonna la retraite, qui se fit dans un désordre dont l'ennemi ne put heureusement profiter, à cause des accidens du terrain, et de la nuit qui favorisèrent la marche des colonnes françaises [1].

Cette déroute d'Oudenarde fut le signal d'une désunion funeste qui accumula les fautes et multiplia les revers. Le duc de Bourgogne se plaignit amèrement au roi, son grand-père, du duc de Vendôme, en poussant la prévention et

[1] La perte que fit l'armée dans cette marche de nuit fut plus grande que celle faite sur le champ de bataille.

l'injustice jusqu'au point de lui refuser les talens d'un grand capitaine et les qualités d'un homme de cœur[1].

Louis XIV envoya le maréchal de Berwick auprès de son petit-fils, dans l'espoir que l'activité et la vigilance de ce général balanceraient les inconvéniens du caractère de Vendôme, qui, nous devons en convenir, descendait quelquefois des plus hautes conceptions militaires à une nonchalance presque impardonnable.

1708. *Siége et prise de Lille par les alliés.* — Les alliés s'étant avancés jusque sous les murs de Lille, ouvrirent la tranchée dans la nuit du 22 au 23 août. Le maréchal de Boufflers, gouverneur de la Flandre française, défendait cette place importante. Nous n'entrerons point dans les détails du siége, qui dura quatre mois. Il nous suffira de dire que le duc de Vendôme voulut attaquer l'armée ennemie, et qu'il n'en fut pas le maître. Le comte de Lamothe, chargé de couper un convoi qui arrivait au camp des alliés, fut battu, le 28 septembre, à Vinendal. Lille capitula le 23 octobre. Le maréchal de Boufflers se retira avec la garnison dans la citadelle; et malgré la disette de vivres, il s'y soutint jusqu'au 8 décembre; un billet qui lui parvint, écrit de la main du roi, put seul le déterminer à rendre ce dernier poste[2].

Le duc de Vendôme s'était emparé de Lessingue le 25

[1] On ne peut que gémir en lisant ce passage de la lettre que l'élève de Fénélon écrivit à ce sujet à Louis XIV : « Je savais bien que, dans le courant du service, il (le duc de Vendôme) n'était nullement général, sans prévoyance, sans arrangement, sans se mettre en peine de savoir des nouvelles de l'ennemi, qu'il méprise toujours; mais je le croyais tout autre dans l'action que je ne l'ai vu avant-hier. »

C'est une situation bien déplorable pour un général d'armée, que de se trouver sous les ordres d'un prince sans expérience, jouet de quelques intrigans, dont l'incapacité est encore plus grande que celle de leurs maîtres.

[2] Le billet était ainsi conçu : « Sauvez, par une capitulation, les restes

octobre. Ce poste coupait la communication d'Ostende au camp des alliés, et eût été utile deux mois plus tôt. Il en était de même du projet qu'eut le duc de Bavière d'attaquer Bruxelles. Cette ville n'aurait pu être secourue dans le mois de septembre par les alliés, alors occupés du siége de Lille; mais l'entreprise n'eut lieu que le 26 novembre. Le duc de Marlborough et le prince Eugène furent alors en mesure de s'y opposer; et, ayant passé l'Escaut le 27, ils s'avancèrent vers Bruxelles, et forcèrent le duc de Bavière à s'éloigner. Par suite de ce mouvement, M. de Lamothe rendit Gand aux alliés, le 30 décembre.

*Dernière entreprise de Louis* XIV *en faveur du roi Jacques* II. — Qui croirait qu'au milieu de ses propres revers, Louis XIV n'avait point perdu de vue le projet du rétablissement des Stuarts sur le trône d'Angleterre. Un armement considérable fut préparé dans les ports de l'Océan, et l'amiral de Forbin en eut le commandement. Le comte de Gacé, qui reçut sa nomination de maréchal en pleine mer[1], commandait les troupes de débarquement. La flotte arriva le 23 mars à la hauteur d'Edimbourg, capitale de l'Ecosse, où l'on supposait que Jacques III avait de nombreux partisans; mais personne n'ayant répondu aux signaux, l'amiral de Forbin ramena ses vaisseaux à Dunkerque, le 7 avril, et le prétendant, Jacques III, resta en Flandre, où il termina la campagne; ce fut la dernière tentative que fit Louis XIV en sa faveur. 1708.

Les Anglais s'emparèrent de la Sardaigne, appartenant alors à l'Espagne, le 15 août, et du Port-Mahon, dans l'île de Minorque, le 29 septembre.

de votre garnison, et surtout vous, que je prise plus que 20,000 hommes.» La longue et belle défense du maréchal de Boufflers lui valut la dignité de pair de France, et à son fils la survivance du gouvernement de Flandre.

[1] Il prit le nom de maréchal de Matignon.

Le maréchal de Villars avait quitté l'Allemagne pour se rapprocher de la Savoie, à l'effet d'opérer une diversion en rappelant Victor-Amédée à la défense de ses états. Mais il ne put empêcher ce prince de s'emparer des forts d'Exile, de Lapérouse et de Fenestrelles.

1708. *Suite des événemens militaires en Espagne.* — Le duc d'Orléans continuait ses succès dans l'est de l'Espagne. Le général O'Mahoni avait pris Alcoi le 9 janvier; Tortose capitula le 11 juillet; le général d'Asfeld soumit Dénia et Alicante dans le royaume de Valence, vers la fin de la campagne.

1709. *Nouvelles démarches de Louis* XIV *pour obtenir la paix.* — Les ressources de la France étaient épuisées, le crédit anéanti, la frontière du nord envahie. Aux calamités de la guerre vinrent se joindre les fléaux de la nature. Un hiver affreux ne laissait aucune espérance de récolte; la misère publique était à son comble. Louis XIV, qui avait déjà fait, comme on l'a vu, des avances pour obtenir la paix, fit une nouvelle tentative auprès des Hollandais; il envoya des négociateurs à La Haie; mais les alliés voulurent imposer des conditions si dures, qu'il fallut continuer la guerre. Ils exigeaient non-seulement la cession de l'Alsace et d'une partie de la Flandre, mais encore que le roi s'unît à eux pour enlever l'Espagne à Philippe V, son petit-fils [1]. La nation, bien qu'accablée d'un fardeau presque intolérable, partagea l'indignation de son roi, et fut émue de l'abaissement où il se trouvait réduit par l'infortune; elle fit les derniers efforts pour le seconder.

1709. *Continuation des hostilités en Flandre; les alliés prennent Tournai.* — Le roi avait encore recouru au maréchal de Villars pour arrêter les progrès des alliés dans le nord

[1] Louis XIV dit à ce sujet : « Puisqu'il faut continuer la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfans. »

du royaume. Mais l'armée française était trop inférieure en forces pour que ce général habile et heureux fût à même de réparer promptement les désastres des campagnes précédentes.

Tout ce qu'il put faire d'abord fut d'établir ses troupes sur la défensive dans la plaine de Lens; la droite à Courière, la gauche vers Béthune, le centre à la Bassée et à Pont-à-Vendin; tout ce front couvert par des retranchemens. Les ennemis, campés sur la rive droite de la Lys, laissèrent le maréchal dans sa position, et allèrent faire le siége de Tournai, au lieu de former ceux de Douai et d'Arras, dont la prise leur eût donné plus de facilité pour s'avancer dans l'intérieur du royaume. Tournai se rendit après vingt-un jours de tranchée ouverte, le 29 juillet; mais la citadelle ne capitula que le 5 septembre.

*Bataille de Malplaquet.* — Eugène et Marlborough passèrent ensuite l'Escaut pour faire le siége de Mons. Villars 1709.
s'avança alors au secours de cette place. Les deux armées se rencontrèrent le 9 septembre dans la plaine de Malplaquet. On a reproché au maréchal français d'avoir perdu deux jours à se couvrir de retranchemens, au lieu d'attaquer immédiament ses adversaires, et par là, de leur avoir laissé prendre une offensive que l'infériorité des forces françaises rendait encore plus dangereuse. Quels que soient les motifs de ce délai, toujours est-il que les ennemis en profitèrent pour se renforcer, et qu'ils attaquèrent l'armée française le 11, à huit heures du matin. Cette bataille fut la plus meurtrière et la plus longue de toute la guerre de la succession. Les alliés remportèrent une victoire complète, mais la journée ne fut pas sans honneur pour les troupes françaises; elles avaient combattu avec une intrépidité remarquable. Les soldats, qui manquaient de pain depuis trois jours, attendirent à peine la distribution qu'on leur en fit pour voler plus vite

au combat. Le maréchal de Villars fut blessé; le maréchal de Boufflers, qui était venu servir comme volontaire sous les ordres de son collègue, quoiqu'il fut plus ancien de grade, dirigea la retraite, qui s'opéra en si bon ordre, que l'ennemi ne put s'emparer d'aucun canon, ni faire de prisonniers. L'armée française se retira sous le canon du Quesnoi. Les alliés purent faire le siége de Mons, qui se rendit le 20 octobre.

1709. *Suite des opérations sur le Rhin, en Espagne, et sur les frontières de Savoie.* — Le comte Dubourg sauva la Haute-Alsace. Le comte de Merci ayant traversé le canton de Bâle avec un corps de cavalerie, s'était avancé entre Huningue et Brisack, où il rejoignit son infanterie au moyen d'un pont jeté vis-à-vis de Neubourg, que les Français ne défendirent point. Marchant ensuite au comte Dubourg, que le maréchal d'Harcourt, commandant l'armée d'Alsace, avait détaché avec dix-huit escadrons, six bataillons et quatre cents grenadiers, le comte de Merci crut avoir bon marché de cet adversaire. Il le joignit le 26 août, à Rumersheim. Le comte Dubourg obtint un avantage signalé, et fit perdre aux Impériaux plus de 7,000 hommes, tués ou noyés dans le Rhin.

En Espagne, le général d'Asfeld, qui avait pris la ville d'Alicante à la fin de la dernière campagne, fit capituler le château le 17 avril. Le marquis de Bai, commandant un corps franco-espagnol sur la Guadiana, battit lord Gallowai, près de Badajoz, le 7 mai, et enleva le château d'Alconchel aux Portugais, le 1er juin. Le duc de Noailles, qui commandait en Catalogne, attaqua, le 7 août, deux régimens ennemis sortis de la place de Figuières, leur tua beaucoup d'hommes, et fit le reste prisonnier. Quelque temps après, il dispersa un corps allemand de 1800 chevaux, et fit prisonnier le général qui le commandait.

Il ne se passa rien de bien important sur la frontière de Savoie dans cette campagne. Le comte de Dillon, campé sous Besançon avec un petit corps français, repoussa avec perte le général allemand Rebender, qui s'était avancé le 28 août pour l'attaquer dans ses retranchemens.

*Conférences pour la paix ouvertes à La Haie.* — Les désastres de l'année précédente avaient décidé Louis XIV à renouveler ses démarches auprès des puissances alliées pour en obtenir la paix à des conditions moins humiliantes que celles qu'on avait voulu lui imposer dans les conférences de La Haye. Il fut convenu qu'un congrès aurait lieu à Gertruidemberg, sur la frontière de la Hollande et du Brabant. Le roi, par l'organe de ses plénipotentiaires, porta ses offres pour la paix, jusqu'à consentir à reconnaître l'archiduc Charles comme roi d'Espagne, en promettant aux alliés des subsides pour les aider à détrôner son petit-fils; ils voulaient plus, ils demandaient qu'il se chargeât seul de cette entreprise. On peut juger, par cette proposition, de toutes les autres. Il fallut continuer la guerre. 1710.

*Suite des événemens militaires en Flandre et en Espagne.*—Pendant les négociations, les alliés s'étaient emparés de Douai, qui se rendit le 25 juin, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte. Béthune capitula le 29 août, après avoir soutenu un siége de six semaines. Saint-Venant fut pris le 29 septembre; et la belle défense du marquis de Guébriant ne put sauver la place d'Aire, qui fut forcée d'ouvrir ses portes au bout de deux mois de siége. 1710.

Les succès des alliés semblaient rallentis en Espagne depuis deux ans; mais la bataille de Sarragosse, gagnée le 20 août par le comte de Staremberg, général de l'empereur, sur le marquis de Bai, commandant l'armée espagnole, replongea Philippe V dans de nouveaux malheurs, qui laissaient d'autant moins de ressources à ce prince, que Louis XIV

avait retiré ses troupes de la péninsule pour défendre ses propres états. Philippe, forcé de quitter Madrid le 5 septembre, pour la seconde fois, se retira à Valladolid.

Dans cette position presque désespérée, il écrivit au roi, son grand père, pour lui demander le duc de Vendôme, qui n'était plus employé. La présence de cet habile général, si mal apprécié par le duc de Bourgogne, produisit en Espagne l'effet du secours le plus puissant. Il valut seul toute une armée. Nouveau Duguesclin, il vit accourir près de lui une foule de volontaires illustres, fiers de servir sous un chef qui savait gagner les cœurs comme les batailles. Chacun s'empressa de concourir de son bras et de ses ressources pécuniaires au triomphe de la cause de Philippe v. Bientôt ce monarque fut en état d'attaquer à son tour l'armée des alliés, qui commençait à dépérir en Castille, faute de subsistances, que les Espagnols fidèles à leur roi dans l'infortune, aimaient mieux brûler et détruire que vendre. D'un autre côté, le général Staremberg craignit d'être coupé par le duc de Noailles, qui s'avançait par le nord de l'Arragon avec ce qu'il avait pu rassembler de troupes, à ses propres frais et sur son crédit; ces considérations décidèrent le général des alliés à faire marcher son armée vers la Catalogne.

1710. *Philippe* v *rentre dans Madrid; bataille de Villa-Viciosa.* — Philippe v rentra dans sa capitale, et, sans perdre de temps, passa le Tage avec le duc de Vendôme, pour suivre les ennemis. Ses troupes prirent d'assaut, le 9 décembre, la place de Brihuega, dont la garnison, forte de 5,000 Anglais, se rendit à discrétion. Le comte de Staremberg s'était empressé d'accourir au secours de cette même place, mais il ne put arriver que le jour même de sa prise. Le lendemain, le duc de Vendôme lui livra bataille dans les champs de Villa-Viciosa. Philippe v commandait en personne la droite de son armée, et le duc la gauche. L'armée alliée fut

vaincue, après une longue résistance [1]; mais Staremberg fit une très-belle retraite. Le succès de l'armée espagnole fut suivie de la soumission de plusieurs villes importantes en Aragon. Le roi fit son entrée dans Sarragosse, en triomphateur.

*Les alliés débarquent en Languedoc, et sont repoussés.* — Une flotte ennemie de vingt-quatre vaisseaux de guerre avait fait une descente sur les côtes du Languedoc pour s'emparer du port de Cette. Cette entreprise pouvait avoir les suites les plus fâcheuses par le voisinage des Cévennes et du Vivarais, et par le danger qu'il y avait que les ennemis ne formassent sur cette côte un établissement qu'il leur eût été aisé de soutenir par le secours de la mer. Le duc de Noailles accourut en toute hâte du Roussillon, avec une colonne de 1,000 grenadiers, 900 chevaux et de l'artillerie. Il força les ennemis à s'éloigner d'Agde, battit un détachement de 600 hommes près de Cette, et reprit le fort dont ils s'étaient emparés. Cette tentative des alliés n'eut pas d'autre suite. 1710.

*Succès du duc de Noailles en Catalogne.* — Le duc de Noailles ayant ainsi préservé le Languedoc, vint ouvrir la campagne suivante en Catalogne par la prise de Gironne. Il fallut toute la constance de ce général et le dévouement de ses troupes pour mettre à fin cette pénible entreprise. Dès le 27 décembre, il avait ouvert la tranchée devant le Fort-Rouge; mais les eaux ruinèrent les ouvrages, et les troupes se trouvèrent comme bloquées dans leur camp par l'inondation. Malgré ces obstacles, il réussit à prendre la basse ville 1711.

[1] Voltaire rapporte qu'après la bataille Philippe v ayant témoigné le désir de prendre quelque repos sur le champ de victoire, Vendôme lui dit : « Je vais vous faire préparer le plus beau lit sur lequel jamais roi ait couché. » Et il fit apporter à cet effet dans la tente du roi tous les drapeaux et étendards de l'ennemi.

d'assaut le 23 janvier, et à faire capituler la vile haute le 25. Le maréchal de Noailles, père du duc, avait pris la même place en 1694, comme nous l'avons rapporté plus haut. Les alliés abandonnèrent le fort de Balaguer le 23 février.

Les habitans de la vallée de Vich, qui s'étaient soulevés les premiers contre Philippe v, furent forcés, par la prise de cette ville, de fournir des rafraîchissemens et des quartiers aux troupes françaises. Le marquis d'Arpajon, fils du duc de Noailles, acheva la soumission de l'Aragon par la prise de Venasque et de Castel-Léon.

1711. *Progrès des alliés en Flandre.* — Cependant les alliés continuaient leurs progrès dans la Flandre française. Un de leurs détachemens s'empara des écluses d'Harlebeck sur la Lys, le 28 mai. Maîtres d'Arleux le 6 juillet, ils s'empressèrent de fortifier ce poste, et couvrirent leurs travailleurs par dix bataillons et douze escadrons. Ce corps d'observation fut culbuté le 12 par l'avant-garde du maréchal de Montesquiou [1], qui s'empara d'Arleux le lendemain. Le maréchal de Villars avait reçu l'ordre du roi de ne point engager d'action générale avec l'armée des alliés, qui venait de passer la rivière de Sauzet : la même raison le détermina, au lieu de se porter sur Thun-l'Evêque (ce qui eût amené un engagement indispensable), à prendre poste sur les hauteurs de Cambrai, la droite protégée par le canon de cette place, et la gauche au ruisseau de Marchion. Cette position déconcertait le projet du duc de Marlborough, qui voulait livrer bataille, et le réduisit à profiter de l'éloignement du maréchal pour passer l'Escaut pendant la nuit, et marcher ensuite sur Bouchain. Il investit cette place, qui se rendit le 13 septembre.

Il ne se passa rien de remarquable sur les bords du Rhin, où commandaient les maréchaux d'Harcourt et de Bezons,

[1] Il commandait un des corps de l'armée du maréchal de Villars.

ni sur les frontières de Savoie, où le maréchal de Berwick, opposé au général autrichien Thaun, l'empêcha de pénétrer en Provence et en Dauphiné.

Sur mer, les escadres françaises remportèrent quelques avantages. L'événement le plus remarquable fut l'expédition de Rio-Janeiro au Brésil, dans les mois de septembre et d'octobre, entreprise par le célèbre Duguay-Trouin, qui causa un dommage de plus de vingt-cinq millions aux Portugais, et qui en valut plus de sept aux armateurs français.

*Disgrâce du duc de Marlborough; négociations entamées par Louis* XIV *avec le roi d'Angleterre.* — Une intrigue de cour servit plus Louis XIV que toutes les nouvelles démarches qu'il aurait pu tenter auprès des alliés, que tous les efforts de ses généraux, et le dévouement de ses armées. La duchesse de Marlborough, par son ascendant sur la reine Anne, n'avait pas peu contribué à rendre le duc son mari maître du gouvernement britannique. La reine ouvrit enfin les yeux sur l'obsession où la tenait sa favorite; les nombreux ennemis que s'était faits le duc et sa femme à la cour, profitèrent des dispositions de leur souveraine, et réussirent à lui persuader que, pour servir l'ambition d'un sujet audacieux, l'Angleterre faisait seule tous les frais d'une guerre où elle se trouvait seule sans intérêt. Le parti des torys [1] appuya cette intrigue; les parens de Marlborough furent disgrâciés, et la reine, qui n'osait point encore ôter le commandement des armées à ce duc, restreignit beaucoup la puissance dont il était investi. Dans le même temps, des 1711.

[1] Depuis la restauration du gouvernement monarchique, les Anglais se trouvaient divisés en deux partis ou factions : les wighs, partisans des presbytériens, qui avaient détrôné Jacques II, après avoir contrarié Charles II, et contribué puissamment à la mort de Charles I[er]; les torys, partisans des épiscopaux, qui favorisaient la Maison de Stuart, et qui voulaient établir l'obéissance passive envers les rois, parce que les évêques en espéraient plus d'obéissance pour eux-mêmes.

négociations furent ouvertes à Londres pour la paix. M. Ménager, envoyé de Louis XIV, et M. Prior, secrétaire d'état de la reine Anne, s'entendirent pour ce grand ouvrage. La mort de l'empereur Joseph Ier fournit de nouveaux moyens aux négociateurs [1]. Enfin, la reine Anne ne songea plus qu'à ramener ses alliés à des dispositions favorables, ou, sur leurs refus, à s'en détacher; et les préliminaires de la paix furent signés à Londres vers la fin d'octobre [2].

Par suite de cette première négociation, un congrès de toutes les puissances belligérantes, à l'exception de l'Espagne, dont le roi n'était pas reconnu par les alliés, eut lieu à Utrecht dès le 29 janvier; mais il ne fut terminé que l'année suivante : les plénipotentiaires de l'empereur s'en retirèrent lorsque la paix fut signée avec l'Angleterre et la Hollande, et l'Autriche resta seule en guerre avec la France.

Il y eut cette année peu d'événemens militaires en Espagne. Les Impériaux firent des entreprises inutiles sur les places de Venasque, de Cervera et de Roses, en Aragon et en Catalogne. Le marquis de Brancas, gouverneur de Gironne, força par sa constance l'ennemi à lever le blocus de cette dernière place.

[1] L'archiduc Charles fut élu empereur le 12 octobre. Si la crainte d'un événement incertain avait causé la guerre pour empêcher que la couronne de France et d'Espagne ne pussent être réunies jamais sur la même tête, que pouvait-on répondre à la réunion actuelle de l'Empire et de l'Espagne sous le même sceptre?

[2] Les principaux articles furent que le roi de France reconnaîtrait la reine de la Grande-Bretagne en cette qualité, aussi bien que la succession à cette couronne, suivant l'établissement présent; que l'on prendrait des mesures justes et raisonnables pour empêcher que les couronnes de France et d'Espagne fussent jamais unies sur la tête d'un même prince; que les Hollandais auraient entre leurs mains des places fortes pour servir de barrières, que l'Empire et la Maison d'Autriche auraient pareillement une barrière sûre et convenable; que les fortifications de Dunkerque seraient démolies après la conclusion de la paix, etc.

*Suite des événemens militaires en Flandre.* — La Flandre fut le principal théâtre de la guerre, et tous les regards de l'Europe s'y portèrent. 1712.

Dès le commencement de la campagne, la reine Anne avait ôté le commandement de l'armée anglaise au duc de Marlborough, pour le confier au duc d'Ormond. Ce général avait des instructions secrètes pour ne seconder que faiblement les opérations des alliés. Le prince Eugène désirait une bataille, dont le succès eût pu entraîner la rupture des négociations d'Utrecht, ouvertes contre les intérêts, contre le gré, pour ainsi dire du souverain dont il défendait la cause; mais le duc d'Ormond refusa d'agir, sous différens prétextes, et l'action ne put avoir lieu. Eugène entreprit alors le siége du Quesnoi, qui se rendit, le 4 juillet, sans que le gouverneur eût résisté aussi long-temps qu'il pouvait le faire. Le comte de Broglie, à la tête d'un camp volant, remporta quelques avantages sur des détachemens ennemis : il avait pris le fort de l'Écluse dans le commencement de la campagne.

Le duc d'Ormond se sépara tout à fait de l'armée des alliés le 17 juillet, époque à laquelle fut publiée la suspension d'armes entre les troupes françaises et anglaises, et se retira sur Gand et Bruges avec le corps d'armée qu'il commandait. Dunkerque fut remis aux Anglais le 19 du même mois, jusqu'à la conclusion de la paix. La retraite des troupes britanniques n'empêcha point le prince Eugène de mettre le siége devant Landreci.

*Combat de Denain; ses suites.* — Le maréchal de Villars 1712.
s'avança pour secourir cette place, dont la prise eût ouvert aux alliés le chemin de Paris [1]; mais trouvant le prince Eugène trop bien retranché sur le point où il venait l'attaquer, il se détermina à forcer le quartier du comte d'Al-

[1] La consternation fut si grande à Versailles quand on apprit cette entreprise du prince Eugène, qu'il fut agité dans le conseil si le roi se reti-

bermale à Denain, poste qui protégeait le passage des convois que les alliés tiraient de leurs magasins de Marchiennes, pour leur camp devant Landreci [1]; mais il fallait, pour la réussite de ce plan, donner le change au prince Eugène, en menaçant son camp de Landreci d'une attaque immédiate, afin de l'empêcher de partager son attention sur les autres points des lignes étendues qu'occupaient les troupes alliées. C'est ce qui arriva précisément. Un corps de dragons s'avança à la vue du camp de Landreci, comme si l'armée entière se préparait à l'attaquer, et, tandis que cette cavalerie se retire lentement dans la direction de Guise, le maréchal de Villars marche à Denain, avec son armée, sur cinq colonnes. Le comte d'Albermale fut forcé dans ses retranchemens, défendus par dix-sept bataillons. Il s'échappa à peine quatre cents hommes; le reste fut tué, pris, ou se noya dans l'Escaut. Le général et tous les officiers, au nombre de plus de trois cents, rendirent leurs épées. Le prince Eugène accourut en toute hâte avec ce qu'il put amener de troupes; mais à la fin de l'action il voulut attaquer un pont qui conduisait à Denain, et dont les Français étaient maîtres; il fut repoussé avec perte, et retourna à son camp, après avoir été témoin de cette défaite.

Tous les postes ennemis le long de la Scarpe, furent emportés l'un après l'autre jusqu'à Marchiennes. Cette ville,

rerait sur la Loire. Dans cette circonstance éminemment critique, Louis XIV montra une résolution digne de sa grandeur passée. Il écrivit à Villars : « Je suis résolu de convoquer la noblesse, de me mettre à la tête de mon armée; j'irai à l'ennemi malgré mes soixante-quatorze ans; je gagnerai la bataille, ou je périrai les armes à la main; je n'ai pas d'autre parti à prendre; c'est le seul glorieux, et le seul digne de moi. »

[1] Ce dessein d'attaquer le poste de Denain fut suggéré au maréchal de Villars par un curé et un conseiller au parlement de Douai, qui, se promenant ensemble de ce côté, remarquèrent qu'il serait facile à l'armée française d'écraser les troupes postées à Denain et à Marchiennes, avant que le gros de l'armée alliée pût arriver à leur soutien.

défendue par 4000 hommes, et qui était le principal dépôt de l'armée alliée, se rendit au bout de trois jours, le 30 juillet. Les Français y trouvèrent des magasins immenses en munitions et en vivres, rassemblés par l'ennemi pour toute la campagne. Le prince Eugène leva le siége de Landreci le 2 août. Saint-Amand, Douai, le Quesnoi, Bouchain, furent repris dans l'espace d'un mois. L'armée des alliés se retira dans la direction de Bruxelles, diminuée de près de cinquante bataillons, dont quarante furent pris depuis le combat de Denain jusqu'à la fin de la campagne.

*Paix d'Utrecht.* — Ce succès inespéré hâta la conclusion de la paix. La France fit à Utrecht des traités séparés avec chacune des puissances belligérantes, à l'exception de l'Autriche [1]. Soit opiniâtreté du prince Eugène, soit mauvaise politique du cabinet de l'empereur, ce monarque n'entra dans aucune de ces négociations. Sept mois plus tard 1713.

[1] Par le premier traité signé avec l'Angleterre le 29 janvier, Louis XIV abandonna les intérêts de Jacques III, reconnut la succession au trône britannique, restitua la baye et le détroit d'Hudson, avec leurs dépendances, céda l'île de Saint-Christophe, l'Acadie, et nommément la ville de Port-Royal, l'île de Terre-Neuve, la ville et le fort de Plaisance, avec les îles adjacentes, ne se réservant que le droit d'établir des pêcheries sur la côte de Terre-Neuve, s'engagea à détruire les fortifications et à combler le port de Dunkerque. (Ce sacrifice honteux, mais nécessaire à la paix, n'était rien en comparaison des humiliations exigées à La Haie et à Gertruydenberg). Le même jour fut signé un second traité concernant la navigation et le commerce des deux puissances. Elles convinrent que leurs sujets jouiraient réciproquement, dans les états soumis à l'une et à l'autre, des mêmes libertés, priviléges et immunités, au moins, dont jouissait, ou pourrait jouir à l'avenir la nation étrangère la plus favorisée, etc.

Dans le traité avec le Portugal, signé le 11 avril, il fut convenu que tout ce qui concerne la navigation et le commerce entre les deux royaumes serait remis au même état où il était avant la guerre.

Par le traité avec le duc de Savoie, le roi restitua à ce prince la Savoie et le comté de Nice, la vallée de Pragelas, avec les forts d'Exiles et de Fenestrelles; réciproquement Victor-Amédée céda au roi la vallée de Barcelonnette et ses dépendances; de manière que les sommités des Alpes

il devait conclure seul, comme on le verra plus bas, un traité qui eût été plus avantageux pour lui, s'il s'était prêté d'abord aux vues du gouvernement anglais.

La guerre continua donc avec l'empereur, et ce fut au vainqueur du prince Eugène qu'était réservé l'honneur de la terminer. Ayant mis en sûreté tout ce qui restait de la Flandre française, Villars s'avança sur le Rhin. Il soumit avec rapidité Spire, Worms et les pays environnans; la forte place de Landau, malgré la belle défense du prince

serviraient à l'avenir de limites entre la France, le Piémont et le comté de Nice; les plaines sur lesdites sommités et hauteurs devant être partagées conformément aux conventions faites entre Louis XIV, la reine Anne et Philippe V; le royaume de Sicile, avec les îles en dépendantes, fut également cédé au duc de Savoie; et, à défaut de descendans du roi catholique actuel, la succession de la monarchie d'Espagne et des Indes devait passer au même duc et à sa postérité masculine.

Le traité avec la Hollande stipulait la restitution, par le roi, des places de Menin, Tournai, Furnes, Ypres, et des Pays-Bas espagnols, pour être remis à la Maison d'Autriche, sitôt que le gouvernement hollandais serait d'accord avec l'empereur sur le fait de la barrière entre les mêmes Pays-Bas et les Provinces-Unies. Le roi s'engagea de rapporter le consentement de l'électeur-duc de Bavière, par lequel ce prince cédait et transportait aux états-généraux de Hollande les droits qu'il pouvait avoir sur les Pays-Bas, sous la réserve qu'il retiendrait les villes de Luxembourg, Namur et Charleroi, jusqu'à ce qu'il fût rétabli dans ses propres états.

Par le traité conclu avec l'électeur de Brandebourg, Louis XIV lui cédait, en vertu du pouvoir discrétionnaire qu'il avait du roi d'Espagne, la ville de Gueldre et la partie de ce duché nommée la Gueldre espagnole, et le reconnaissait pour souverain des comtés suisses de Neuchâtel et de Vallongin. L'électeur renonçait à tous droits sur la principauté d'Orange; Louis XIV, tant en son nom qu'en celui du roi d'Espagne, promettait de donner à l'avenir le titre de Majesté au même électeur, en le reconnaissant comme roi de Prusse.

Ces trois traités furent signés le même jour que celui avec le Portugal, le 11 avril.

Le roi d'Espagne signa la paix séparée avec la Grande-Bretagne et la Savoie le 13 juillet. Par ce traité, Gibraltar, Port-Mahon et toute l'île de Minorque furent cédés à l'Angleterre, qui obtint d'ailleurs de grands avantages par rapport au commerce des Indes Occidentales.

Alexandre de Wurtemberg, les lignes formidables du Brisgaw, les camps retranchés de Roscoff et d'Hohlengraben, la ville et le château de Fribourg tombèrent au pouvoir des Français. Mal secondé par les princes et les états de l'empire, le prince Eugène reconnut, mais trop tard, que l'Autriche sans le secours de l'Angleterre et de la Hollande ne pouvait pas faire la loi à la France.

Une suspension d'armes eut lieu entre les deux puissances; Villars et Eugène se rendirent à Rastadt pour y traiter de la paix. Ils y portèrent tous deux la franchise de leur caractère, et furent bientôt d'accord [1].

*Traité de Rastadt entre la France et l'empereur.* — 1714.
Dans le traité qu'ils conclurent le 6 mars, ils ne fut point question des droits que l'empereur prétendait conserver sur la monarchie espagnole, ni du vain titre de roi catholique, que Charles VI prit toujours. L'Espagne resta assurée à Philippe V, et la France garda Strasbourg et Landau, que Louis XIV avait offert de céder dans les négociations précédentes, Huningue et Neubrisack, qu'il avait proposé de raser, et l'Alsace, à laquelle il avait consenti de renoncer. L'empereur Charles VI n'eut de la monarchie espagnole que ce qui lui avait été cédé à Utrecht, les Pays-Bas, le Milanais et le royaume de Naples. Il fut convenu en outre que les électeurs de Cologne et de Bavière seraient rétablis dans leurs états et dignités [2].

*Traité de Baden entre la France et l'Empire.* — La paix avec l'Empire fut signée à Baden, en Argovie, le 7 septembre. Le traité contenait à peu près les mêmes articles que ceux du traité de Rastadt. Il n'y était fait aucune mention

[1] Voltaire assure qu'il a entendu raconter au maréchal de Villars, qu'un des premiers discours qu'il tint au prince Eugène fut celui-ci : « Monsieur, nous ne sommes point ennemis; vos ennemis sont à Vienne et les miens à Versailles. (*Siècle de Louis* XIV, chap. 23.)

[2] Ils avaient été mis l'un et l'autre au ban de l'Empire.

de Philippe V, que l'empereur ne voulait pas reconnaître pour roi d'Espagne, de même que Philippe ne reconnaissait pas Charles VI pour empereur.

En Espagne, le comte de Staremberg s'était embarqué avec son armée pour l'Italie, le 1er juillet de l'année précédente, après avoir évacué la Catalogne. Mais cette province n'en resta pas moins agitée, et la ville de Barcelonne ne se rendit au maréchal de Berwick, qui avait succédé au duc de Vendôme [1] dans le commandement de l'armée espagnole, que le 12 septembre, après un blocus de onze mois, et soixante-un jours de tranchée ouverte. Cette conquête acheva de rendre la paix à l'Espagne.

1715 *Mort de Louis* XIV. — Louis XIV ne jouit pas long-temps d'un repos que son âge et ses infirmités lui avaient rendu bien nécesaire. Il mourut à Versailles le 1er septembre 1715, âgé de 77 ans, et se trouvant le doyen des rois de l'Europe, dont il avait vu se renouveler plusieurs fois les trônes.

Après avoir fait connaître les événemens militaires de ce long règne, nous croyons avoir rempli la tâche qui nous était imposée. La vie politique et privée du monarque à qui l'histoire a décerné le surnom de Grand [2], est trop bien connue dans tous ses détails, pour qu'il nous ait paru nécessaire de donner une plus grande extension à notre récit.

[1] Vendôme était mort à Vinara, dans le royaume de Valence, le 11 juin 1712, à l'âge de cinquante-huit ans. Philippe V lui avait accordé le même rang qu'avait eu autrefois le célèbre don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, à la cour d'Espagne.

[2] Louis XIV est mémorable à double titre, et pour avoir donné son nom à son siècle, et pour avoir reçu celui de grand. Nul prince n'a obtenu plus de louanges pendant sa vie, ni essuyé plus de reproches après sa mort; mais la postérité équitable a couvert ses fautes de tout le bien qu'il a fait; elle l'absout comme conquérant, parce qu'en même temps il sut être roi. Son courage a expié l'orgueil de ses victoires, et sa grandeur ne lui sera point ôtée, parce qu'elle est attachée à la grandeur française, qui fut son ouvrage. (ANQUETIL.)

# LIVRE IX.

# SEPTIÈME ÉPOQUE.

## CHAPITRE PREMIER.

Minorité de Louis xv. Régence du duc d'Orléans. Desseins ambitieux du ministère espagnol. Quadruple alliance entre la France, l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande. Système de Law. Ministère du cardinal Dubois. Majoritéde Louis xv; mort du duc d'Orléans. Ministère du cardinal de Fleuri. Guerre à l'occasion de la couronne de Pologne; la France soutient l'éléction du roi Stanislas Leczinski contre l'empereur et ses alliés. Prise du fort de Kehl par les Français. Opérations de l'armée française et des alliés en Italie. Opérations en Allemagne. Siége et prise de Philipsbourg; mort du maréchal de Berwick. Succès des armes espagnoles dans le royaume de Naples; l'Infant don Carlos est proclamé roi des Deux-Siciles. Suite des opérations militaires en Italie. Mort du maréchal de Villars. Bataille de Parme. Siége et prise de Gaëte. Bataille de Guastalla. Paix de Vienne. Commencement de la guerre de la succession d'Autriche. Invasion de la Silésie par le roi de Prusse. La France prend part à la guerre, et soutient les prétentions de l'électeur de Bavière. Invasion de la Bohême; siége et prise de Prague. Marie-Thérèse, fille et héritière de l'empereur Charles vi, est soutenue par l'Angleterre et la Hollande. Traité de Breslaw entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie. Succès des troupes autrichiennes sur celles du roi de France. Belle retraite du maréchal de Belle-Isle. Reprise de Prague par les Autrichiens. Mort du cardinal de Fleuri. Suite des événemens militaires en Italie et en Allemagne. Bataille de Dettingen. Evénemens maritimes. La France et l'Angleterre se déclarent mutuellement la guerre. Conquête du comté de Nice par une armée franco-espagnole. Louis xv prend le commandement de son armée de Flandre. Siéges et prises de Menin, d'Ypres et du fort de Kenoque. L'armée autrichienne passe le Rhin. Combat des lignes de Wissembourg. Suite des opérations militaires sur les frontières du Piémont. Affaire des Barricades. Traité de Francfort entre le roi de France et celui de Prusse. Suite des opérations militaires en Italie et en Allemagne. Combat de Saverne. Prise de Fri-

bourg. Bataille de Coni. Succès du prince Charles de Lorraine. Deuxième campagne de Flandre; bataille de Fontenoi; ses suites; prises de Tournai, Gand, Bruges, Ostende, etc. Brillans succès du roi de Prusse; conquête de la Saxe. Paix de Dresde entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie. Troisième campagne de Flandre; prise de Bruxelles par les Français; prise d'Anvers et de Mons; bataille de Raucoux. Suite des événemens militaires en Italie. Invasion des troupes impériales et piémontaises en Provence; le maréchal de Belle-Isle les force à la retraite. Les Autrichiens sont chassés de Gênes. Combat d'Exiles. Suite des opérations militaires en Flandre et en Allemagne. Bataille de Lawfeld. Prise de Bergopzoom. Suite des événemens maritimes; succès de la marine anglaise. Paix d'Aix-la-Chapelle. Commencement de la guerre dite *de sept ans;* combat naval et prise de port Mahon. Bataille d'Hastembeck; capitulation de Closter-Severn. Opérations du roi de Prusse en Saxe et en Bohême. Bataille de Rosback. Combat de Crevelt. Combats de Sundershausen et de Lutzelberg. Suite des opérations militaires en Allemagne; bataille de Berghen. Bataille de Minden. Evénemens maritimes. Revers des Français dans l'Amérique septentrionale et dans l'Inde. Suite des événemens militaires en Allemagne. Bataille de Clostercamp. Pacte de famille entre les princes souverains de la Maison de Bourbon. Suite des opérations militaires. Combat de Willinghausen. Nouveaux succès des Anglais sur mer et dans les deux Indes. Suite des événemens militaires en Allemagne. Combat de Johanesberg. Traités de Paris et d'Hubertsbourg. Mort de Louis XV.

Louis XIV avait à peine rendu le dernier soupir, que le parlement de Paris déclara Philippe d'Orléans régent du royaume. Ce dernier s'était assuré d'ailleurs d'autres moyens pour obtenir l'exercice absolu de ses droits, que le feu roi limitait par son testament déposé à la cour souveraine [1]. L'appareil imposant de la force armée, la séduction d'une grande partie des ducs et pairs, des promesses et des présens hâtèrent la décision des dépositaires de cet acte solennel.

[1] Louis XIV n'établissait son neveu que comme chef d'un conseil de régence, dans lequel il n'aurait eu que sa voix prépondérante. Toutefois il lui avait dit quelque temps avant sa mort : « Je vous ai conservé tous les droits que vous donne votre naissance. »

(VOLTAIRE, *Siècle de Louis* XIV, chap. 28.)

Le duc d'Orléans prononça un discours d'une éloquence recherchée, dans lequel il semblait prendre l'engagement de gouverner avec l'aide des conseils et des sages remontrances du parlement, qui, dans ces paroles, crut voir la confirmation de ses anciennes prétentions. En conséquence, ce corps orgueilleux, fidèle à son système de se montrer entreprenant sous les rois faibles, et soumis sous les monarques fermes, cassa le testament de Louis XIV, donna la régence absolue à Philippe, confia l'éducation du jeune Louis XV au duc du Maine, et nomma le duc de Bourbon grand-maître de la maison du roi.

*Régence du duc d'Orléans.* — Philippe d'Orléans, fils 1715.
du frère unique de Louis XIV, était un prince spirituel, bon, généreux et brave; il devait à la réunion des qualités les plus brillantes, l'avantage de posséder différens traits de ressemblance avec Henri IV, son bisaïeul. Mais un inconcevable oubli de toute décence, un amour désordonné pour la nouveauté, paralysaient en lui les plus heureuses dispositions. Un de ses instituteurs l'avait corrompu dès sa plus tendre jeunesse. Avec un génie supérieur au commun des princes, son extrême légéreté le rendait incapable de grandes choses; avec une pénétration rare, son mépris pour les hommes l'entourait de misérables indignes de sa confiance; avec une ame noble, son indifférence pour l'opinion publique le plongea dans les excès les plus crapuleux; blasé de bonne heure sur tous les plaisirs, la débauche elle-même lui devint insipide, lorsque ses jouissances n'étaient pas relevées par l'éclat du scandale [1].

« La régence du duc d'Orléans, dit l'illustre auteur du siècle de Louis XIV, que ses ennemis et le bouleversement des finances devaient rendre la plus orageuse des régences, fut cependant la plus paisible et la plus fortunée. L'habitude

[1] *La France sous ses rois*, tom. IV.

que les Français avaient prise d'obéir sous Louis XIV, fit la sécurité du régent et la tranquillité publique.»

1716. *Desseins ambitieux du ministère espagnol.* — Mais le gouvernement ne tarda pas à avoir des inquiétudes du côté de l'Espagne. Alberoni, qui, de curé d'un village de Parme, s'était élevé jusqu'au cardinalat et au poste de premier ministre de Philippe V, entreprit de bouleverser l'Europe, et fut sur le point de réussir. Doué d'un génie vaste et audacieux, il forma d'abord le projet d'ôter au duc d'Orléans la régence à laquelle il prétendait que le roi d'Espagne n'avait pu renoncer; de reprendre ensuite à l'empereur, en Italie, ce qui lui avait été cédé par le traité d'Utrecht; au duc de Savoie la Sicile, et de détrôner Georges Ier, successeur de la reine Anne au trône d'Angleterre. Toutes les mesures propres à faire réussir ce vaste plan, furent prises par le ministre espagnol. Il négocia avec la Porte Ottomane pour que le sultan renouvelât la guerre avec l'Autriche; il traita avec le czar Pierre-le-Grand, qui s'obligeait à mettre en campagne une armée nombreuse; et avec Charles XII, qui s'engagea à conduire lui-même le prétendant Jacques III en Angleterre, et à lui remettre la couronne des Stuart sur la tête.

1717-1720. *Quadruple alliance entre la France, l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande. Guerre contre l'Espagne.* — La fortune renversa toutes ces combinaisons politiques. Le roi de Suède fut tué devant une place danoise qu'il assiégeait. La conspiration ourdie à Paris par l'ambassadeur d'Espagne, prince de Cellamare, pour enlever la régence au duc d'Orléans, fut découverte. Il restait encore au cardinal Alberoni la voie des armes, et il ne se découragea point. En peu de temps, les troupes espagnoles s'emparèrent de la Sardaigne et d'une grande partie de la Sicile; mais, privé du secours des Turcs, qui firent la paix avec l'empereur, n'ayant pu allumer le feu de la guerre civile en Angleterre et en France,

le cabinet de Madrid eut bientôt à soutenir une lutte inégale contre l'empereur, le régent de France, le roi d'Angleterre et la Hollande, réunis par une quadruple alliance. Battus par une flotte anglaise, les Espagnols perdirent bientôt ce qu'ils venaient de conquérir. La Sicile, cédée au duc de Savoie par le traité d'Utrecht, fut donnée à l'empereur en échange de la Sardaigne, concédée au duc de Savoie avec le titre de roi. Une armée française, envoyée par le régent et commandée par le maréchal de Berwick, s'empara de Fontarabie, de Saint-Sébastien et d'Urgel. Ses succès rapides effrayèrent Philippe v; ce monarque n'obtint la paix qu'à la condition de renvoyer son ambitieux ministre, et d'accéder à la quadruple alliance. Cette guerre, commencée en 1718, fut terminée en 1720.

*Système de Law.* — Dans le même temps, un fléau inconnu jusqu'alors désolait l'intérieur de la France. Un aventurier écossais, nommé Jean Law, avait proposé au gouvernement d'établir une compagnie financière, chargée de payer en billets les dettes de l'état, qui montaient à deux milliards. Le régent se laissa éblouir par ce projet spécieux. Dès 1716, Law établit une banque en son propre nom; elle fut déclarée banque royale en 1718, et devint le bureau général des recettes du royaume. On y joignit le commerce des Indes, du Sénégal et du Mississipi, et l'on fit espérer surtout de grands avantages de ce dernier. C'était sur ses profits que la compagnie devait acquitter la dette nationale. 1716-1720.

Le public, séduit par l'appât du gain, s'empressa d'acheter avec une espèce de fureur les actions de cette banque. On changeait à l'envi l'argent en papier. Les actions haussèrent et se multiplièrent; elles valurent, en 1719, quatre-vingt fois tout l'argent qui pouvait alors circuler dans le royaume. Tous les créanciers et rentiers de l'état furent remboursés avec ce papier.

On vit alors s'élever et tomber des fortunes immenses; mais le crédit tomba par l'énorme émission des billets. Le régent, qui voulut le relever, l'anéantit par ses ordonnances. L'argent disparut, et il ne circula que du papier. Le parlement, le chancelier d'Aguesseau, le duc de Noailles, président du conseil des finances, furent exilés pour s'être opposés aux mesures du duc d'Orléans, qui nomma Law contrôleur-général des finances; mais ce dernier, chargé de l'exécration publique, fut enfin obligé de fuir, n'emportant de ses richesses immenses que 2,000 louis, qui furent son unique ressource, pour traîner à Venise une vieillesse pauvre et méprisée.

1721-1723. *Ministère du cardinal Dubois.* — La fortune de l'abbé Dubois fut aussi étrange, mais plus solide que celle de Jean Law. Cet homme, né dans la condition la plus obscure, avait commencé par être instituteur du duc d'Orléans, et ensuite, en servant son élève dans ses plaisirs, il acquit sa confiance. Quelque esprit, beaucoup de débauche, de la souplesse, et surtout le goût de la singularité, conduisirent l'abbé Dubois au même point qu'Alberoni. Comme le prêtre italien, il devint cardinal et premier ministre; le régent lui confia ce poste suprême, pour se débarrasser du fardeau des affaires publiques, devenu insupportable pour lui, dans l'espèce de marasme physique et moral où l'avait plongé l'abus de tous les plaisirs. La mort vint le frapper au milieu de ses grandeurs, le 19 août 1723; et, par une singularité bien remarquable, il eut pour successeur le duc d'Orléans lui-même.

1723. *Majorité de Louis* XV *; mort du duc d'Orléans.* — La majorité de Louis XV ayant mis fin à la régence, Philippe crut devoir prendre le titre de premier ministre; mais il ne survécut que peu de temps à son indigne protégé. Il mourut à Versailles le 4 décembre 1723.

« On ne pouvait reprocher au duc d'Orléans, selon Voltaire, que son goût ardent pour les plaisirs et les nouveautés. Il fut, de toute la race d'Henri IV, celui qui ressemblait le plus à ce monarque; il en avait la valeur, la bonté, l'indulgence, la gaîté, la franchise, avec un esprit plus cultivé. »

*Ministère du cardinal de Fleuri.* — Le duc de Bourbon-Condé succéda au duc d'Orléans dans le ministère; mais il ne resta que quelques mois en place, et fut remplacé par le cardinal de Fleuri. Ce prélat, appelé à la cour pour être le précepteur du jeune roi, y avait acquis par ses qualités estimables une certaine influence, qui lui fraya le chemin du premier poste de l'état. Il avait soixante-treize ans lorsqu'il y parvint, et, jusqu'à sa mort, dans l'espace de dix-sept ans, il conserva tout son crédit dans l'esprit de son élève, toute sa tête, et réussit dans presque toutes ses entreprises. La modération et l'économie de ce ministre mériteraient beaucoup plus d'éloges, s'il y avait joint une politique plus prévoyante et plus courageuse. Quoi qu'il en soit, la France, dans l'état où elle se trouvait alors, avait besoin d'un gouvernement sage et paisible. Fleuri répara les pertes du royaume, et l'enrichit par le commerce, à la faveur d'un repos de plusieurs années. 1726-1733.

*Guerre à l'occasion de la couronne de Pologne; la France soutient l'élection du roi Stanislas Leczinski, contre l'empereur et ses alliés.* — Cette paix si nécessaire fut troublée en 1733. Stanislas Leczinski, dont la fille avait épousé Louis XV en 1725, déjà nommé roi de Pologne en 1704, expulsé de ce trône par l'électeur de Saxe, qui régna sous le nom d'Auguste II, venait d'être élu une seconde fois, après la mort de ce dernier, de la manière la plus légitime et la plus solennelle; mais l'empereur Charles VI, aidé par les Russes, fit élire de son côté le fils d'Auguste II, électeur de Saxe, qui avait épousé une de ses nièces. Stanislas se rendit 1733.

à Dantzig pour soutenir son élection; il y fut assiégé par une armée russe, qui dispersa tous les Polonais rassemblés en sa faveur. Le roi de France, qui devait envoyer une armée au soutien de son beau-père, n'expédia, par mer, que 1500 hommes. L'officier qui les commandait, jugeant, à la force des troupes ennemies, qu'il sacrifierait sans fruit ses soldats, crut devoir relâcher en Danemarck. Le comte de Plelo, ambassadeur de France, jeune homme d'un caractère décidé et entreprenant, résolut d'aller secourir Dantzig avec ce faible détachement, ou d'y périr.

Ayant partagé sa troupe en trois colonnes, il osa tenter de passer à travers 30,000 Russes qui couvraient le siége de la place. Un succès inespéré allait couronner cette audacieuse entreprise; mais une masse ennemie arrêta ce prodigieux élan, en engageant un combat terrible. Le nombre n'intimida pas plus les soldats français que leur digne chef, la victoire fut disputée avec fureur; Plelo tomba percé de coups. Cette mort glorieuse ne fit qu'exciter davantage le dévouement des Français. Parvenus à se couvrir des fortifications de la place, ils eurent la gloire de s'y défendre un mois, et firent une capitulation honorable. Ils devaient, en vertu des conditions arrêtées, retourner en France; mais la prise d'un navire russe par un vaisseau du roi, les fit retenir et transporter dans les environs de Saint-Pétersbourg, où l'impératrice Anne, qui régnait alors, traita les officiers comme des ambassadeurs, et fit donner aux soldats des rafraîchissemens et des habits [1].

Quelque pacifique que fût le cardinal de Fleuri, l'honneur du roi lui imposait la nécessité de faire la guerre. L'éloignement ne permettait pas de la diriger contre la Russie; mais la politique voulait que la vengeance tombât sur l'empereur

[1] Voltaire, *Précis du siècle de Louis* XV.

Charles VI. Deux armées furent envoyées en Allemagne et en Italie. L'Espagne et la Savoie joignirent leurs troupes à celles du roi de France. L'Angleterre et la Hollande restèrent neutres.

L'empereur réussit à augmenter ses moyens de défense, en faisant déclarer l'Empire en faveur d'une cause qui lui était personnelle.

Le maréchal de Berwick fut placé à la tête de l'armée destinée à opérer en Allemagne. Le maréchal de Villars, âgé de quatre-vingt-un ans, fut nommé généralissime des troupes françaises, espagnoles et piémontaises en Italie.

*Prise du fort de Kehl par les troupes françaises.* — Les 1733.
Français ouvrirent la campagne sur le Rhin, par le passage de ce fleuve, et la prise du fort de Kehl, après neuf jours de résistance. On trouva dans cette place vingt-six pièces d'artillerie et un fort approvisionnement de munitions de guerre.

*Opérations de l'armée française et des alliés en Italie.* 1733.
— Dans le même temps, le maréchal de Villars traversait les Alpes avec un corps assez nombreux, qu'il réunit aux troupes du duc de Savoie, roi de Sardaigne. Cette armée franchit le Tésin sans obstacle, et s'empara de Pavie, de Lodi, ainsi que de quelques autres places. La ville de Milan, abandonnée par les troupes impériales qui s'étaient retirées dans le château, envoya ses clefs au roi de Sardaigne. Un corps français, commandé par le comte de Coigni, investit le château de Milan, dont le siége fut bientôt commencé. La tranchée s'ouvrit le 15 décembre. Le marquis Visconti, qui commandait pour l'empereur, fit une défense savante et vigoureuse; mais les attaques furent si vives, si multipliées, les travaux poussés avec tant d'activité, et le feu des batteries si bien dirigé, que la place capitula au bout de quelques jours. On y trouva une artillerie nombreuse et des munitions considérables.

Peu de temps après, le marquis de Maillebois s'empara de Seravalle, sur la frontière de l'état génois. S'étant ensuite porté sur Tortone, il prit cette place, qui ne résista que deux jours, et qui completta la conquête du Milanais.

1702 *Opérations de l'armée française en Allemagne.* — Le comte de Belle-Isle, qui avait un commandement dans l'armée du maréchal de Berwick, ouvrit la campagne suivante, en passant la Sarre, et en mettant à contribution l'électorat de Trèves. Il se présenta ensuite devant Trarbach, dans le palatinat du Rhin. Le canon de cette place, située sur une hauteur, défendait le passage de la Moselle. La garnison, forcée de se retirer dans le château, y résista encore avec vigueur; mais, effrayée des progrès des assiégeans, elle se rendit après sept jours de tranchée ouverte.

1734. *Siége et prise de Philipsbourg. Mort du maréchal de Berwick.* — Vers le même temps, un autre corps de l'armée française, malgré les efforts du prince Eugène, qui commandait l'armée impériale, vint mettre le siége devant Philipsbourg. Cette place, une des plus fortes de l'Allemagne, est couverte d'un côté par le Rhin, et de l'autre par des marais impraticables. Le marquis d'Asfeld dirigeait les opérations de ce siége. Il commença par se couvrir d'une ligne de circonvallation formidable, et garnie d'une nombreuse artillerie. Le maréchal de Berwick, arrivé le 2 juin, fit entrer la plus grande partie de son infanterie dans les lignes, et forma un corps d'observation de vingt-neuf bataillons et dix-neuf escadrons. Une partie de la cavalerie fut placée à droite sur le haut, et à gauche sur le Bas-Rhin. Le reste, partagé en deux détachemens, fut envoyé, le premier, commandé par le marquis de Noailles, sur les bords du Spirebach; le second, sous les ordres de M. de Goadt, à Graben.

Le marquis d'Asfeld, secondé par M. de Gassion, ouvrit la tranchée avec les quatre bataillons du régiment des gardes-

françaises. Le comte de Belle-Isle s'empara du pont qui couvrait Philipsbourg : la première parallèle fut tracée par 2,400 travailleurs; les travaux furent poussés avec une ardeur incroyable de la part des officiers et soldats.

Le 7 juin, cinq battèries furent démasquées, et firent un feu terrible sur la place. Sous les yeux du maréchal de Berwick, les troupes françaises bravaient tous les obstacles, l'eau, la fusillade, le canon des ouvrages, et, oubliant toutes les fatigues du siége, ne songeaient qu'à l'honneur du succès. Pour soutenir cette ardeur, le maréchal allait tous les jours visiter les travaux de tranchée. Le 12, il fut tué d'un boulet de canon, qui vint le frapper entre son fils et le duc de Duras. L'armée pleura cet illustre capitaine. Le marquis d'Asfeld le remplaça, et reçut en même temps le bâton de maréchal.

A la nouvelle de la mort de Berwick, le prince Eugène, décidé à tout tenter pour secourir la place assiégée, fit avancer l'armée impériale sur deux colonnes, et vint camper à Bruchsal, d'où il vint faire la reconnaissance des lignes françaises. Bien qu'il en jugeât l'attaque très-chanceuse, il ne fit pas moins toutes les dispositions convenables pour l'entreprendre. Le 1er juillet, toutes les troupes impériales, marchant sur trois colonnes, traversèrent les bois qui les séparaient de l'armée française, et prirent leur campement dans la plaine de Weissenthal. Après quelques engagemens sans résultat, le prince Eugène tenta, à la faveur du feu de la place, de faire passer quelques troupes, au-delà du Rhin, dans des bateaux; mais le maréchal d'Asfeld avait disposé sur cette rive un corps d'armée avec une artillerie formidable, dont le feu ne permit pas aux barques d'aborder. Le prince se vit forcé de renoncer à son projet, et d'éloigner ses troupes. Le siége fut continué avec une ardeur nouvelle; on emporta plusieurs ouvrages. Effrayé des progrès rapides des

assiégeans, le gouverneur demanda à capituler le 17. Les conditions furent signées le 18, et la garnison, sortie avec les honneurs de la guerre, fut conduite à Mayence. Les Français trouvèrent dans Philipsbourg plus de cent trente pièces de canon, la plupart en bon état, trois cents milliers de poudre, et des magasins encore assez bien approvisionnés en vivres.

1734. *Succès des armes espagnoles dans le royaume de Naples; l'infant don Carlos est proclamé roi des Deux-Siciles.* — Les événemens militaires ne furent pas moins heureux en Italie, pour la France et ses alliés. L'infant don Carlos, à la tête d'un corps espagnol fit, en quarante-deux jours, la conquête du royaume de Naples, et fut déclaré roi des Deux-Siciles, le 15 mai. Le comte de Montemar, un des lieutenans du prince, défit un corps de troupes impériales, campé à Bitonto, au nombre de 8,000 hommes, dans une position forte et retranchée. Ces troupes, attaquées avec impétuosité, prirent la fuite dans un désordre affreux, laissant quinze drapeaux, vingt-quatre étendards, la caisse militaire, les canons et tous les bagages. La plus grande partie de l'infanterie mit bas les armes, le lendemain, dans Bitonto; la cavalerie capitula, dans Bari, deux jours après, et, de tout le corps d'armée, il n'échappa guère plus de deux cents hommes. Ce beau succès décida le sort du royaume de Naples. Le comte de Montemar obtint, pour récompense, le titre de duc de Bitonto, qui lui fut conféré par le roi d'Espagne.

1734. *Suite des opérations militaires en Italie; mort du maréchal de Villars.* — Le maréchal de Villars obligé, par l'épuisement de ses forces, de quitter le commandement de l'armée, mourut, le 17 juin, à Turin. Peu de momens avant de descendre dans la tombe, il apprit la fin glorieuse du maréchal de Berwick: « Je l'avais toujours dit, s'écria-t-il, que cet homme-là était plus heureux que moi ». L'armée

et la France entière le regrettèrent comme le dernier et l'un des meilleurs généraux qui eussent illustré le siècle de Louis XIV.

*Bataille de Parme.* — Le maréchal de Coigni remplaça Villars dans le commandement en chef de l'armée d'Italie, et justifia le choix du ministère par un triomphe. Il attaqua l'armée impériale dans les environs de Parme. L'action fut aussi opiniâtre que sanglante. Le feu des deux côtés fut si continuel, si terrible, qu'en moins d'une heure le champ de bataille se trouva couvert de morts et de blessés. Le général en chef ennemi, comte de Merci, et un grand nombre d'officiers supérieurs succombèrent. Les Autrichiens perdirent 9000 hommes dans cette journée. La perte des Français fut aussi considérable, mais la ville de Modène en fut le dédommagement. 1743.

*Siége et prise de Gaëte.* — Le comte de Montemar, duc de Bitonto, poursuivant ses succès, fit le siége de Gaëte, place importante, bien armée et défendue par 15,000 hommes. La résistance de ces derniers fut inutile, bien que les assiégeans ne fussent guère plus nombreux [1]. L'activité des travaux, le ravage du canon, et l'étonnante audace des troupes alliées, hâtèrent la reddition de Gaëte. Cette conquête acheva d'affermir don Carlos sur le trône des Deux-Siciles. 1734.

Un fort détachement de troupes impériales, passant la Secchia, se jeta à l'improviste sur le quartier du comte de Broglie, l'un des généraux de l'armée alliée. Cette surprise coûta aux Français les équipages de cinq brigades d'infanterie, et 400 hommes faits prisonniers dans des postes oubliés.

[1] Les troupes du duc de Bitonto ne s'élevaient pas à plus de 16,000 hommes, Français, Espagnols et Piémontais.

Mais cet échec fut bientôt réparé par une victoire signalée. L'armée combinée alla d'abord faire le siége de Guastalla, sur les frontières du duché de Modène; cette place surprise et n'ayant qu'une garnison de 1,200 hommes, se rendit sans coup férir. Les Français se hâtèrent d'ajouter de nouveaux ouvrages à ses fortifications, précaution dont les événemens allaient prouver la sagesse.

1734. *Bataille de Guastalla.* — L'armée impériale, commandée par le comte de Konigseck, se présenta pour reprendre Guastalla. Les alliés, commandés par le roi de Sardaigne, ayant pour lieutenans les maréchaux de Coigni et de Broglie, marchèrent au devant des colonnes ennemies. L'action s'engagea presqu'au moment de la rencontre. La victoire, long-temps disputée, finit par se ranger du côté des alliés. Les Impériaux perdirent près de 9,000 hommes et presque toute leur artillerie. Les princes de Wirtemberg et de Saxe-Gotha, plusieurs autres officiers de marque, étaient restés sur le champ de bataille.

1738. *Paix de Vienne.* — L'issue de cette campagne détermina l'empereur à faire la paix. Les préliminaires en furent arrêtés le 3 octobre de l'année suivante; mais le traité définitif ne fut signé que le 18 octobre 1738, à Vienne. Une des conditions fut que Stanislas Leczinscki renoncerait une seconde fois au trône de Pologne, en conservant les titres et prérogatives de roi. L'empereur lui céda les duchés de Bar et de Lorraine, pour être, après sa mort, réunis à la couronne de France. L'infant don Carlos fut confirmé dans la possession du royaume des Deux-Siciles, en échange des duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane, qui furent donnés au duc François de Lorraine. Celui-ci reçut de la France une pension de 3,400,000 francs, jusqu'à la mort du grand-duc Jean Gaston, dernier prince de la maison de Médicis. Le roi de Sardaigne, qui comptait sur l'entière

cession du Milanais, n'en obtint qu'une faible partie, savoir : le Novarrais, le Tortonais, et quelques fiefs dans les Apennins. Le roi de France restitua les conquêtes faites par ses troupes en Allemagne et en Italie sur l'empereur; il rétablit, par sa médiation, la bonne intelligence entre la Porte Ottomane et la maison d'Autriche, et étouffa dans Genève et dans Gênes les premières étincelles de la guerre civile. Le cardinal de Fleuri, qui avait eu la sagesse d'empêcher l'Angleterre et la Hollande de prendre part à la guerre, eut aussi celle de la terminer heureusement sans leur intervention[1].

*Commencement de la guerre de la succession d'Autriche.* — La mort de l'empereur Charles VI, arrivée au mois d'octobre 1740, mit fin à la célèbre maison d'Autriche, qui occupait le trône impérial depuis trois cents ans. Par les droits du sang et en vertu d'une pragmatique[2] solennelle, garantie par presque toutes les puissances de l'Europe, tout l'héritage de Charles devait passer à Marie-Thérèse, sa fille aînée, épouse de François de Lorraine, grand-duc de Toscane; toutefois, l'électeur de Bavière, le roi de Pologne, électeur de Saxe, les rois d'Espagne et de Sardaigne se présentèrent pour recueillir, en totalité ou en partie, cette importante succession, décidés d'ailleurs à faire valoir leurs droits par la force des armes. 1740.

Le roi de France, issu de la branche aînée d'Autriche, par la mère et la femme de Louis XIV, aurait pu se mettre également sur les rangs; mais le cardinal de Fleuri préféra que son maître fût le protecteur et l'arbitre, plutôt que le concurrent de tant d'ambitieux, dans cette cause fameuse, plaidée d'abord au tribunal de l'Europe, par des écrits pu-

[1] Voltaire, *Précis du siècle de Louis XV*.

[2] Acte contenant la disposition du souverain.

blics, et jugée ensuite en dernier ressort sur le champ de bataille.

1740-1741. *Invasion de la Silésie par le roi de Prusse.* — Au grand étonnement des politiques, la première étincelle d'une guerre qui semblait devoir être commencée par une des puissances spécialement intéressées dans la cause, partit d'un côté où personne n'avait tourné les yeux. Le jeune souverain de la Prusse, Frédéric II, né avec le goût de la philosophie et des lettres, mais dominé en secret par le génie des armes, ayant à sa disposition une armée de 100,000 hommes, et quatre-vingt millions que lui avait laissés son père, voulut profiter de l'occasion qui lui était offerte pour satisfaire à la fois son penchant et ses vues ambitieuses. D'anciennes prétentions de la maison de Brandebourg sur la Silésie, lui servirent de prétexte pour commencer les hostilités. Sûr, dans la situation présente des choses, d'avoir bientôt des alliés, il marcha, à la tête de ses troupes, vers la Silésie, dans le milieu de décembre. Tout céda d'abord à ses armes; la Silésie presqu'entière fut envahie.

Le général autrichien Neuperg, accouru pour défendre ce pays, avec une armée de 24,000 hommes, fut battu complétement à Molwitz, près de la rivière de Neisse. Ce fut par cette victoire que Frédéric II commença cette haute réputation qui l'a placé au rang des plus grands capitaines [1]. Cette journée coûta à l'armée autrichienne 180 officiers et 7,000 hommes hors de combat, sept pièces de canon, trois étendards et 1,200 prisonniers. Du côté des Prussiens, on compta 2,500 morts et 3,000 blessés.

[1] L'armée prussienne était forte de vingt-sept bataillons et trente-deux escadrons (à peu près 22,000 hommes). Frédéric savait, avant d'engager le combat, que l'ennemi lui était supérieur en cavalerie; et, pour obvier à cet inconvénient, il mêla deux bataillons de grenadiers entre les escadrons de chaque aile, à l'instar de Gustave-Adolphe, qui avait fait une disposition pareille à la bataille de Lutzen.

*La France prend part à la guerre d'Allemagne et soutient les prétentions de l'électeur de Bavière.* — La bataille de Molwitz fut comme le signal d'un embrasement général. La France, malgré le caractère pacifique du vieux cardinal qui la gouvernait, fut entraînée dans cette guerre. Les motifs qu'on fit valoir étaient d'appuyer les droits qu'un allié fidèle, l'électeur de Bavière, avait à la couronne impériale et à la possession d'une partie des états de Charles VI, et d'enlever par-là, à la nouvelle maison autrichienne, cette supériorité que l'ancienne avait affectée sur les autres potentats de l'Europe. L'alliance avec les rois de Prusse et de Pologne, intéressés au démembrement de la succession, fut jugée nécessaire; le comte, depuis maréchal de Belle-Isle, fut chargé de la négociation. Il se rendit auprès des deux cours, et n'eut pas de peine à réussir dans sa mission. La France fournit à l'électeur de Bavière, pour favoriser son élection, de l'argent et des troupes, et lui procura en même temps des suffrages et des alliés. Fort de tant de secours, l'électeur entra en campagne, prit Passaw, Lintz, poussa des partis jusqu'à trois lieues de Vienne, et fit sommer le gouverneur de lui en ouvrir les portes. 1741.

Dans le même temps, le maréchal de Maillebois, à la tête d'une armée française, en Westphalie, forçait les états-généraux de Hollande et le roi d'Angleterre à garder la neutralité. Ce dernier, électeur de Hanovre, avait déjà levé 25,000 hommes pour secourir Marie-Thérèse, mais il crut devoir abandonner cette cause.

*Invasion de la Bohême; siége et prise de Prague.* — 1741.
La prise de Vienne eût porté un coup décisif, mais, au lieu de le tenter et de poursuivre la fille de Charles VI, qui s'était réfugiée en Hongrie, l'électeur de Bavière se jeta brusquement sur la Bohême, et aidé de 20,000 Saxons, il vint faire le siége de Prague, vers la fin de novembre. Il fallait ou

prendre cette ville en peu de jours ou renoncer à sa conquête. Les troupes françaises, bavaroises et saxonnes, qui formaient l'armée de l'électeur, manquaient de vivres, et l'on était dans une saison difficile. Prague, quoique mal fortifié, pouvait facilement soutenir les premières attaques; le général O'Gilvi, Irlandais de naissance, y commandait pour Marie-Thérèse, et avait une garnison de 3,000 soldats, soutenus par 6,000 bourgeois organisés en milice; le grand-duc, François de Lorraine, s'avançait au secours de la place, avec une armée de 30,000 hommes, et n'était plus qu'à cinq lieues de distance. L'assaut fut résolu dans le conseil des généraux alliés.

La nuit du 25 au 26 novembre, tandis qu'on formait deux attaques vigoureuses, qui, comme on l'avait prévu, fixaient les forces de la garnison, le comte de Saxe, depuis maréchal, fait appliquer en silence une échelle sur un point du rempart fort éloigné de ceux où les démonstrations d'attaque avaient lieu. M. de Chevert, lieutenant-colonel du régiment de Beauce, donne à un sergent de confiance cette instruction singulière : « Tu vas monter par-là; en approchant du haut du rempart, on criera, qui vive? Tu ne répondras rien; on te tirera, on te manquera; tu égorgeras la sentinelle, et j'arrive pour te soutenir. » L'ordre fut exécuté avec un plein succès : Chevert suivit de près son sergent avec quatre compagnies de grenadiers. Le fils du maréchal de Broglie survint ensuite à la tête d'autres troupes. Le gouverneur, entouré de soldats, se rendit prisonnier; la garnison mit bas les armes; la citadelle fut occupée par les vainqueurs, et la ville préservée du pillage. Le duc de Bavière y fit de suite son entrée triomphante; déjà proclamé archiduc d'Autriche à Lintz, il se fit couronner roi de Bohême dans la capitale de cet état, et se rendit ensuite à Francfort pour recevoir la couronne et le sceptre d'empereur sous le nom de Charles VII.

*Marie-Thérèse, fille et héritière de l'empereur Charles* VI, *est soutenue par l'Angleterre et la Hollande.* — Mais la fortune de ce prince ne tarda pas à changer de face. Marie-Thérèse trouvait des ressources jusque dans ses périls; elle était adorée des nobles Hongrois qui avaient juré, le sabre à la main, de mourir pour elle, et secourue en secret par l'or de la Hollande et de l'Angleterre [1]. Le prince Charles de Lorraine, frère du grand-duc François, au milieu de la Bohême, avec 30,000 hommes, ayant pour lui tous les habitans, continuait avec avantage une guerre défensive, accablait ses ennemis par des partis nombreux, détachés sur tous les points, et préludait, par des engagemens, à de plus grands succès. 1742.

D'autre part, le comte de Kevermuller, gouverneur de Vienne, étant entré dans la Haute-Autriche avec un corps considérable, força les troupes françaises à se retirer dans Lintz où le comte de Ségur fut, quelque temps après, obligé de capituler.

L'armée bavaroise fut battue à Scherding, par le général autrichien Berinklaw, et cette action entraîna la perte de la Bavière; Munich, après quelques attaques, se rendit par capitulation au général victorieux. Le comte de Saxe balança ce succès par la prise d'Égra. Cette place, une des plus fortes de la Bohême, ne résista que trois jours aux troupes françaises.

[1] Le peuple anglais, dit Voltaire, n'est pas de ceux qui attendent l'opinion de leur maître pour en avoir une. Des particuliers proposèrent de faire un don gratuit à Marie-Thérèse. La duchesse de Marlborough, veuve de celui qui avait combattu pour Charles VI, assembla les principales dames de Londres; elles s'engagèrent à fournir cent mille livres sterlings, et la duchesse en déposa quarante mille. La reine de Hongrie eut la grandeur d'ame de ne pas recevoir cet argent, qu'on avait la générosité de lui offrir; elle ne voulut que celui qu'elle attendait de la nation assemblée en parlement. (*Précis du siècle de Louis* XV.)

De son côté, le roi de Prusse continuait ses triomphes. Il rencontra, dans les plaines de Czaslau, l'armée du prince Charles de Lorraine, qui avait manœuvré pour empêcher la réunion des Prussiens à l'armée du maréchal de Broglie, près de Prague, et pour ruiner, avant leur arrivée, les magasins de Czaslau et de Kollin. Les Autrichiens furent encore défaits dans cette rencontre, avec perte de 5,600 tués ou blessés, 1200 prisonniers et dix-sept pièces d'artillerie. Frédéric ne compta que 3,600 hommes hors de combat.

1742. *Traité de Breslau, entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie, Marie-Thérèse.* — Ce monarque arrêta tout-à-coup ses opérations au moment où l'on s'y attendait le moins. Il fut séduit par les propositions avantageuses que l'Angleterre lui fit faire de la part de Marie-Thérèse. C'était la cession de la Silésie, du comté de Glatz, et de ses dépendances importantes. Content des conditions, Frédéric signa, le 28 juillet, le traité de Breslau, garantit la pragmatique de Charles VI, rappela ses troupes du service de Bavière, et s'engagea à garder une stricte neutralité. Les rois d'Angleterre, de Pologne, de Danemarck, l'impératrice de Russie, et la république de Hollande furent compris dans le traité.

1742. *Succès des troupes autrichiennes sur celles du roi de France.* — Ainsi tout le poids de la guerre tomba sur les Français. Leur armée, sous les ordres du maréchal de Broglie, réduite à 15,000 hommes, pouvant être attaquée par les troupes réunies du prince Charles et du prince Lobkowitz, qui s'élevaient à 60,000 hommes, dut se retirer sur Prague. Deux officiers-généraux, MM. Daubigny et Boufflers, forcés dans leurs postes sur la Moldaw, ne purent rejoindre le gros des troupes qu'avec peine et en désordre. Dans cette circonstance critique, le maréchal de Broglie passa, malgré les attaques d'un corps de Hongrois et de Croates, le ruisseau de Blenitz, sur trois colonnes, et con-

tint l'ennemi sur l'autre rive; partant ensuite à la faveur des ténèbres, il déroba une marche à ses adversaires, et arriva sans obstacles sous le canon de Prague. Les Autrichiens investirent bientôt le camp et la ville. Le maréchal de Belle-Isle proposa de remettre cette dernière à la reine de Hongrie, à condition que l'armée française aurait la liberté de se retirer avec armes et bagages. Cette proposition fut rejetée par le prince Charles de Lorraine, et le blocus continué avec rigueur et sans succès, plus de trente jours. Les Autrichiens ouvrirent enfin la tranchée, et poussèrent les travaux avec une grande activité; mais les Français, détruisant en un seul jour l'ouvrage de plusieurs semaines, enlevèrent dans une sortie sanglante, plusieurs drapeaux, des canons, le général Monti, et cinq à six cents prisonniers. Ce succès et la nouvelle de la marche rapide du maréchal de Maillebois, qui accourait de la Westphalie avec un puissant secours, doublèrent le courage des troupes du maréchal de Broglie, et enlevèrent aux ennemis l'espérance de faire prisonniers, d'un seul coup, deux maréchaux de France et 20,000 hommes. Les négociations furent reprises; pendant qu'elles duraient encore, le prince Charles, informé que le maréchal de Maillebois n'était plus qu'à quelque distance, leva le siége de Prague, après cinquante-huit jours de tranchée ouverte, et se porta au-devant de cette armée de secours. Le maréchal de Broglie sortit aussitôt de la place, délogea l'ennemi de quelques postes sur l'Elbe et la Moldaw, et rouvrit presque toutes les communications. De son côté, le maréchal de Maillebois, satisfait d'avoir atteint son but sans coup férir, laissa un fort détachement à Égra, tourna vers le Danube, et établit un poste de 4,000 hommes, près de Ratisbonne, pour y attendre le maréchal de Broglie, qui, arrivant bientôt de ce côté, fit lever le siége de Braunau à un corps de troupes autrichiennes.

1742. *Belle retraite du maréchal de Belle-Isle.* — A la faveur de cette diversion, le maréchal de Belle-Isle se décida à quitter Prague, qu'il n'était plus possible de conserver à l'empereur Charles VII, après l'abandon des alliés. Cette retraite des Français était hasardeuse. Il fallait tromper la surveillance des habitans, et braver la supériorité des forces ennemies, dans un trajet de trente-huit lieues, pendant une saison rigoureuse, presque sans cavalerie pour s'éclairer, et sans subsistances pour la troupe. La fermeté du général, la constance et la valeur des soldats triomphèrent de tous ces obstacles. Le maréchal partit de Prague avec 14,000 hommes, dont un petit nombre de cavalerie, laissant le brave Chevert dans cette place avec une garnison de 6,000 hommes qui, pour la plupart, étaient convalescens ou malades, et emmenant quarante ôtages, trente pièces d'artillerie et des vivres pour douze jours. Il réussit à repousser de jour et de nuit les harcellemens d'une nuée de troupes légères; il sut éviter les défilés et les embuscades où l'attendait l'ennemi, et s'ouvrir des chemins dans un terrain hérissé de difficultés et couvert de neige : victorieux enfin des Autrichiens et de la nature, il atteignit Égra, n'ayant perdu que 700 hommes, égarés ou engloutis dans les neiges.

1742. *Reprise de Prague par les Autrichiens.* — Dépités de n'avoir pu empêcher cette retraite audacieuse, les ennemis revinrent devant Prague. Avec les faibles moyens de défense qui se trouvaient à la disposition de Chevert, il semblait impossible qu'il pût contenir une population séditieuse, et soutenir les efforts d'une armée de 40,000 hommes. Le génie, la ruse, l'audace et la valeur vinrent à son secours. Il ordonna aux magistrats de faire préparer des quartiers et des logemens pour des troupes nombreuses, annonça qu'il se maintiendrait tout l'hiver dans la place, fit dresser des buchers dans les rues, renferma les principaux habitans dans

la maison qu'il occupait, y fit apporter des barils de poudre, et se montra décidé à incendier la ville et à s'ensevelir sous ses ruines à la première révolte des habitans ou aux premières attaques des ennemis. Ceux-ci furent terrifiés par ces mesures héroïques, et accordèrent la capitulation la plus honorable. Chevert et sa garnison sortirent de Prague en vainqueurs, et se rendirent à Égra, seule place qui restât à Charles VII dans la Bohême. Malgré tous les efforts généreux des troupes françaises, elles se virent bientôt forcées de reculer jusque sur le Rhin, pour la défense du territoire national.

*Mort du cardinal de Fleuri.* — A cette époque, le cardinal de Fleuri avait terminé sa longue carrière. Il était mort dans sa retraite d'Issi, le 29 janvier 1743, « en laissant, dit Voltaire, les affaires de la guerre, de la marine, de la finance et de la politique dans une crise qui altéra la gloire de son ministère, mais non la tranquillité de son âme ». Louis XV prit alors les rênes de l'état, résolu de gouverner par lui-même, et de se mettre à la tête de ses armées. On peut remarquer qu'il se trouvait, à peu près, dans la même position où fut son bisaïeul. La guerre présente s'appelait également *guerre de la Succession.* La France et l'Espagne avaient encore les mêmes ennemis, c'est-à-dire, l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie. 1743.

*Suite des événemens militaires en Italie et en Allemagne.* — Les événemens militaires ne devinrent pas moins remarquables en Italie qu'en Allemagne. On y vit jusqu'à six armées sur pied : Une vénitienne pour faire respecter la neutralité de la république; une autrichienne, pour défendre les domaines de Marie Thérèse; une piémontaise, pour garder les défilés des Alpes; une napolitaine, commandée par le roi don Carlos; deux espagnoles, l'une en Savoie, l'autre sur les rives de l'Adige. Cette dernière, sous les ordres du comte 1743.

de Gages, battit les Autrichiens, commandés par le comte de Thaun, dans la plaine de Campo-Sancto, près de Modène.

Dans le même temps, l'armée de Marie-Thérèse en Allemagne, envahissait une seconde fois la Bavière, entrait dans Munich pour la troisième fois, chassait de ses états l'empereur Charles VII, qui, réfugié à Francfort, y vit décider son sort par une bataille.

1743. *Bataille de Dettingen.* — Le maréchal de Noailles, à la tête d'une armée, avait été chargé d'empêcher les Anglais, auxiliaires de la reine de Hongrie, de pénétrer en Allemagne, pour se joindre aux troupes autrichiennes. S'étant d'abord rendu maître de la campagne par des manœuvres assez habiles, il bloqua et affama l'armée ennemie dans Aschaffenbourg. La disette de vivres pour les hommes, de fourrages pour les chevaux, mit le roi Georges dans la nécessité de se porter sur Hanau pour s'en procurer. Dans cette marche, par le chemin de Francfort, il se trouvait exposé à tout le feu des batteries que le duc de Noailles avaient placées sur les rives du Mein, et pouvait être accablé par les troupes françaises, débouchant par les ponts construits entre Dettingen et Aschaffenbourg. Les besoins de l'armée anglaise ne permettaient pas au roi d'hésiter à prendre cette direction dangereuse. Il crut en diminuer le péril par une marche de nuit. Le maréchal de Noailles voyant l'armée anglaise s'engager dans un défilé, entre une rivière et une haute colline, fit avancer une partie de sa cavalerie, quatre brigades d'infanterie et celle des gardes-françaises, vers le village de Dettingen, que l'ennemi devait traverser. M. de Vallière, qui commandait l'artillerie, disposa deux batteries, qui devaient foudroyer les deux flancs de la colonne anglaise.

Pour assurer le succès de ces mesures, le maréchal avait ordonné au duc de Grammont, lieutenant-général et capi-

taine des gardes, d'attendre, dans la position assignée, que l'ennemi vint lui-même s'offrir à ses coups. Enveloppée de toutes parts, c'en était fait de cette armée en marche, elle eût été forcée de mettre bas les armes ; mais l'impatience si ordinaire aux Français, leur ravit l'honneur de ce triomphe, et sauva leurs adversaires. Le duc de Grammont, croyant la première colonne passée, quitta sa position avantageuse, pour s'avancer avec le régiment de Noailles et celui des gardes dans une petite plaine, appelée *le champ des Coqs*, et, par ce mouvement intempestif, déjoua le piége tendu aux Anglais, en paralysant le feu des batteries, destinées à les foudroyer. L'avantage fut perdu : il fallut se battre en désordre, et avec des forces inférieures. Le maréchal de Noailles étant accouru sur le lieu de l'action, sa présence anima le courage des troupes ; la maison du roi et les carabiniers enfoncèrent deux lignes d'infanterie ; mais celles-ci se reformèrent presqu'aussitôt, et enveloppèrent leurs adversaires. La mêlée fut affreuse ; les Français combattirent avec toute l'énergie du désespoir ; le comte de Noailles eut deux chevaux tués sous lui. Enfin, le régiment des gardes-françaises fut mis dans une déroute complète. Ce combat meurtrier dura trois heures ; mais il était trop inégal ; le maréchal ordonna la retraite. La perte fut à peu près égale dans les deux armées. Il y eut du côté des Anglais 2,231 hommes, tant tués que blessés [1].

[1] Les Français, dit Voltaire, souffrirent une grande perte en faisant avorter le fruit des plus belles dispositions par cette ardeur précipitée et cette indiscipline qui leur avaient fait perdre autrefois les batailles de Poitiers, de Créci et d'Azincourt. Cet illustre écrivain ajoute qu'ayant vu, six semaines après la bataille, le comte Stair à La Haie, il lui demanda ce qu'il en pensait ; et que ce seigneur, l'un des généraux de l'armée anglaise, lui répondit : « Je pense que les Français ont fait une grande faute, et nous deux : la vôtre a été de ne savoir pas attendre, les deux nôtres de nous mettre d'abord dans un danger évident d'être perdus, et ensuite de n'avoir pas su profiter de la victoire »

Cette malheureuse affaire hâta la retraite des autres troupes françaises, qui n'étaient pas encore revenues vers le Rhin. Le maréchal de Broglie, qui les commandait, arrivé le 9 juillet sur le Necker, réunit son armée à celle du comte de Saxe.

Marie Thérèse, fière de ses succès, rejeta la médiation des états de l'empire. Le prince Charles, avec une armée nombreuse, suivit les Français sur le Rhin, mais tenta vainement de franchir ce fleuve. Un détachement de 3,000 hommes, qui avait réussi à gagner l'autre rive, fut taillé en pièce par un petit corps aux ordres du marquis de Balincourt; le maréchal de Broglie chassa un autre détachement de l'île de Reinhack.

1743. *Evénemens maritimes.* — La mer fut aussi le théâtre des combats. Les flottes combinées de France et d'Espagne, fortes de vingt-six vaisseaux, quatre frégates et trois brûlots, commandées, celle des Français par le vice-amiral de Court, celle des Espagnols par don Joseph Navarro, furent rencontrées à la hauteur de Toulon, par l'escadre anglaise, composée de quarante-cinq vaisseaux, cinq frégates et quatre brûlots.

L'amiral Matheus, qui la commandait, réunit à l'avantage du nombre celui du vent, manœuvre qui décide souvent la victoire dans les batailles navales : elle fut toutefois disputée vivement; les deux partis déployèrent la même valeur, la même habileté, et se séparèrent après des pertes à peu près égales. Mais les Français obtinrent, pour résultat, la liberté de la Méditerranée pendant quelque temps. Le gouvernement put envoyer, des côtes de Provence, des convois de vivres et de munitions en Italie.

1744. *La France et l'Angleterre se déclarent mutuellement la guerre.* — Cependant la France et l'Angleterre, qui n'avaient été jusqu'alors qu'auxiliaires dans cette lutte, devin-

rent bientôt parties principales, comme on devait s'y attendre. La guerre fut déclarée entre ces deux puissances. La cour de Versailles mit sur pied quatre armées, dont deux en Flandre : la première commandée par le maréchal de Noailles; la seconde par le comte de Saxe, devenu maréchal; la troisième, sur le Rhin, aux ordres du maréchal de Coigni; et la quatrième, vers les Alpes, sous le commandement du prince de Conti.

*Conquête du comté de Nice par une armée franco-espagnole.* — Ce dernier et l'infant don Philippe, chacun à la tête de 20,000 hommes, passèrent le Var et se rendirent maîtres du comté de Nice; parvenu au pas de Villefranche, ils y trouvèrent un corps de 10,000 Piémontais et Anglais disposés à le défendre; mais ils triomphèrent de cet obstacle et s'emparèrent presqu'aussitôt de la forteresse de Montauban. Quinze cents à 2000 prisonniers, un général, soixante-dix pièces de canon, l'entière occupation du comté de Nice, furent les fruits de cette expédition rapide et brillante. 1744.

*Louis* XV *prend le commandement de son armée en Flandre.* — Sur ces entrefaites, Louis XV ayant déclaré directement la guerre à la reine de Hongrie, résolut de faire en Flandre sa première campagne. Le moment était critique; les troupes françaises défendaient avec peine les frontières d'Allemagne; le prince Charles avait réussi à s'emparer d'une île du Rhin, près du vieux Brisach. Des partis ennemis ayant passé la Sarre, menaçaient la Lorraine, et invitaient, par des manifestes, les habitans des domaines conquis par Louis XIV, à rentrer sous les lois de l'Autriche. Le ministère prit des mesures pour la sûreté des frontières sur les bords du Rhin et de la Moselle, et Louis vint en Flandre prendre le commandement de l'armée confiée au maréchal de Noailles, qui resta sous les ordres du monarque. 1744.

*Siéges et prises de Menin, d'Ypres et du fort de Keno-* 1744.

1744. *que.* — A son arrivée, les Hollandais, qui avaient promis de se joindre aux Anglais et aux Autrichiens, envoyèrent une députation chargée de protester de leurs dispositions pacifiques. Le roi fit investir la place de Menin sous les yeux de ces députés. Les Anglais ne tentèrent pas de troubler les opérations du siége, qui fut poussé avec vigueur. Menin capitula au bout de quelques jours de tranchée ouverte; et le lendemain de l'entrée du roi dans cette place, l'armée française alla investir Ypres. Le comte de Clermont, de la maison de Condé, commanda les opérations de ce nouveau siége; les attaques furent pressées et vigoureuses, et les progrès rapides. La garnison, redoutant les chances d'un assaut, demanda et obtint une capitulation honorable. Dans le même temps, le duc de Boufflers s'emparait du fort de Kenoque; Furnes ouvrit ensuite ses portes au comte de Clermont. Le maréchal de Saxe assurait le succès de ces siéges en contenant les efforts que l'ennemi aurait pu tenter pour secourir les places menacées.

1744. *L'armée autrichienne passe le Rhin.* — Mais une diversion puissante arrêta tout à coup les progrès du roi en Flandre. Le prince Charles passa le Rhin, du côté de Spire, par la négligence du général Seckendorf, général des troupes bavaroises. L'armée autrichienne, forte de 60,000 hommes, entra en Alsace sans résistance, s'empara des lignes importantes de Lautern et de Wissembourg, que le prince fit occuper par 10,000 hommes.

1744. *Combat des lignes de Wissembourg.* — Le maréchal de Coigni voyant ses communications avec la France coupées, et la Lorraine sur le point d'être envahie, accourut avec la plus grande partie de ses troupes pour forcer l'ennemi dans les lignes dont il venait de se rendre maître. Les troupes autrichiennes opposèrent une résistance opiniâtre; le combat, qui dura cinq heures, fut très-meurtrier. Les Bavarois

s'efforcèrent de réparer glorieusement leur négligence; le marquis de Clermont-Tonnerre décida enfin le succès de cette journée. Tout plia sous les troupes dont il avait le commandement, et il eut la gloire de reprendre Wissembourg et les lignes. Les Autrichiens y perdirent plus de 3,000 hommes; la perte des Français et des Bavarois ne fut pas de moitié. Toutefois les vainqueurs voyant que le prince Charles réunissait toutes ses forces, crurent devoir, par prudence, effectuer leur retraite. Le prince fit détruire tous les ouvrages des lignes, franchit la frontière de la Lorraine et s'avança jusqu'à Lunéville.

A la nouvelle de cette invasion, Louis xv, confiant la direction des opérations en Flandre au maréchal de Saxe, accourut au secours de ses provinces attaquées. Il fit prendre les devans au maréchal de Noailles, envoya le duc d'Harcourt défendre les gorges de Phalsbourg, et se rendit à Metz, rendez-vous des troupes détachées des armées du Nord.

*Suite des opérations militaires sur les frontières du Pié-* 1744.
*mont; affaire des Barricades.* — Cependant l'armée franco-espagnole, après la conquête du comté de Nice, marcha vers les Barricades, passage de trois toises de large, dans la partie des Alpes qui sépare la Haute-Provence du Piémont. Ce point, défendu par un chemin couvert et trois retranchemens, fut tourné; l'armée s'avança par les vallées difficiles de Château-Dauphin et de la Stura. Les Barricades furent forcées à la suite d'un combat très-vif, où le bailli de Givri, le colonel Salis et le marquis de la Carte, aide-de-camp du prince de Conti, furent tués, ainsi que 2,000 Français; mais il n'échappa qu'un bien petit nombre de Piémontais [1].

[1] Voici quelques détails sur cette brillante affaire :

Le bailli de Givri escalada en plein jour un roc où deux mille Piémon-

1744. *Traité de Francfort, entre le roi de France et celui de Prusse.* — Le roi, arrivé à Metz, apprit à la fois le succès des armes françaises aux Barricades, et celui de ses négociations, entamées à Francfort avec le roi de Prusse. Frédéric, devenu l'allié de Louis, lui annonçait qu'il allait marcher en Bohême avec 80,000 hommes, et qu'il en envoyait 22,000 en Moravie. Cette diversion, qui changeait tout à coup la face des affaires, devait forcer le prince Charles à quitter l'Alsace, et compromettre de nouveau les intérêts de la reine de Hongrie. Ces espérances furent troublées par un accident fâcheux. Louis xv tomba dangereusement malade à Metz. Toute la France fut en allarme. Le roi, moins occupé de son propre danger que de celui de ses provinces, dit au comte d'Argenson, son ministre de la guerre : « Ecrivez de ma part au maréchal de Noailles, que pendant que l'on portait Louis xiii à Saint-Denis, le prince de Condé

tais étaient retranchés. Leur artillerie foudroyait les assaillans qui n'avaient pas de secours. Le roi de Sardaigne, qui se trouvait présent, excitait la valeur de ses soldats derrière les retranchemens. L'intrépide Chevert, qui était monté le second sur les remparts de Prague, fut encore un des premiers à cette escalade, plus périlleuse encore. Givri, informé qu'un autre point important venait d'être enlevé par les Français, avait jugé qu'il était inutile de forcer celui-ci ; mais trop animés, officiers et soldats n'entendirent pas sa voix. Un lieutenant-colonel du régiment de Poitou sauta le premier dans les retranchemens ; les grenadiers s'élancèrent à l'envi sur ses pas, et penétrèrent par les embrasures même des canons, dans l'instant que les pièces reculaient par leur mouvement ordinaire, après avoir fait leur décharge. Le roi de Sardaigne, désespéré, voulait se précipiter au milieu des vainqueurs. Un général espagnol, qui n'avait pas pu prendre part à l'action, écrivit à un de ses camarades ; « Il se présentera peut-être quelque occasion où nous pourrons faire aussi bien que les Français ; mais il est impossible de faire mieux. » Les habitans du pays qui avaient assuré le roi de Sardaigne que la position était inaccessible du côté où elle avait été attaquée, s'écrièrent lorsqu'ils y virent flotter des drapeaux : « Il faut que ce soit des diables ou des Français qui soient montés là. »

gagnait une bataille. » Les ennemis ne furent pas battus, mais le roi recouvra la santé. Sa guérison fut bien plus précieuse aux yeux des Français qu'une victoire. Dans les transports de son allégresse, la France entière décerna au monarque le nom de *Bien-Aimé*. Le maréchal de Saxe soutint en Flandre la gloire des armes nationales. Il sut, toute la campagne, empêcher l'ennemi, malgré sa supériorité en forces, de rien entreprendre d'important, et le tint constamment en échec par des manœuvres savantes.

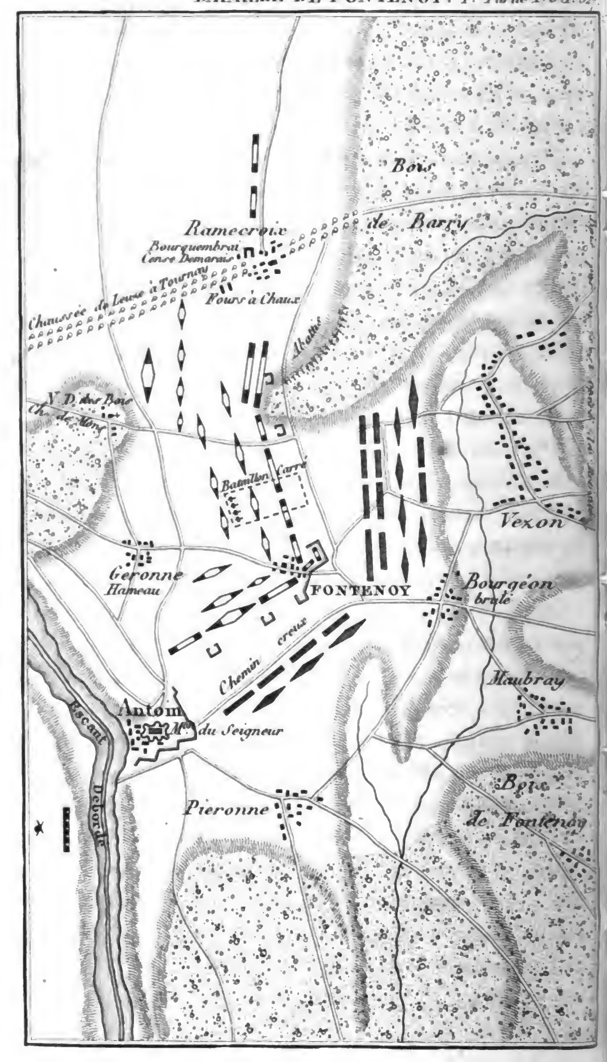
*Suite des opérations militaires en Italie et en Allemagne.* — Les événemens militaires en Italie ne tournaient point non plus à l'avantage des Autrichiens. Le prince Lobkowitz s'étant emparé par surprise de Velletri, les troupes franco-espagnoles y rentrèrent, firent un carnage horrible des 6,000 hommes qui formaient la division de ce même prince; ce qui put en échapper fut poursuivi fort loin de la ville. 1744.

*Combat de Saverne.* — Vers le même temps, le prince Charles, après avoir été battu à Saverne par le maréchal d'Harcourt, se vit forcé de repasser le Rhin avec précipitation, et de marcher vers le Danube et l'Elbe pour s'opposer aux progrès des troupes prussiennes en Bohême. Frédéric était entré dans ce royaume, et avait fait capituler Prague après six jours de tranchée ouverte, bien que la garnison de cette place fût forte de 15,000 hommes. Cette conquête fut suivie de la prise de plusieurs autres places importantes.

*Prise de Fribourg.* — Le maréchal de Coigni fit, de son côté, le siége de Fribourg en Brisgaw. Louis XV y vint de sa personne dix jours après l'ouverture de la tranchée. Malgré la vigoureuse résistance de la garnison, le gouverneur se vit contraint de rendre successivement la place et la citadelle dans l'espace de deux mois.

*Bataille de Coni.* — Pendant ces opérations, le roi reçut la nouvelle du triomphe de ses armes en Piémont. Depuis quelque temps, le prince de Conti et l'Infant don Philippe pressaient vivement la place de Coni. Le roi de Sardaigne vint attaquer l'armée franco-espagnole dans ses lignes avec des forces supérieures; il fut vaincu et perdit 5,000 hommes; la perte des alliés ne s'éleva pas à plus de 2,200; mais leur victoire fut sans autre résultat. Le débordement de la Stura et des torrens, le manque des vivres, par la presque impossibilité des transports, forcèrent les deux princes à abandonner le siége de Coni, pour revenir dans le comté de Nice et sur les frontières de la France.

*Succès du prince Charles de Lorraine en Allemagne.* — Maître du Brisgaw par la prise de Fribourg, le roi avait poussé un corps d'armée dans la Souabe; Charles VII était retourné victorieux à Munich; le roi de Naples poursuivait les Autrichiens sur le territoire de Rome; on attendait de nouveaux avantages du roi de Prusse en Bohême; mais la fortune se montra de nouveau inconstante. Le prince Charles força les Prussiens à évacuer la Bohême, passa l'Elbe en présence de Frédéric, et s'avança, malgré tous les efforts de ce monarque, jusqu'à Breslaw, capitale de la Silésie. La mort de l'empereur Charles VII, qui arriva sur ces entrefaites, semblait présenter une occasion favorable de faire la paix. Les alliés la proposèrent; mais Marie-Thérèse, conseillée et soutenue par le cabinet de Londres, voulut tout à la fois la couronne impériale pour son époux, et la continuation de la guerre. Les hostilités recommencèrent avec une nouvelle fureur, et, après des événemens variés, la Flandre devint le principal théâtre des combats. Le roi de France fit de nouveaux efforts pour soutenir le jeune électeur, fils de Charles VII; mais les Bavarois, par la faiblesse de leur défense, paralysèrent les secours envoyés. Le duc


Bois
de Barry
Ramecroix
Bourquembrai
Cense Demarais
Chaussée de Leuse à Tournay
Fours à Chaux
Abattis
V. D. des Bois
Ch. de Mons
Bataillon Carré
Geronne
Hameau
FONTENOY
Vexon
Bourgéon
brulé
Chemin creux
Maubray
Antoin
M.on du Seigneur
Escaut
Deborde
Pieronne
Bois
de Fontenoy

Maximilien-Joseph fut, comme son père, forcé de quitter sa capitale; de faire, à Fuessen, alliance avec Marie-Thérèse; de renoncer à celle de la France, et enfin de se mettre, comme les autres princes allemands, alliés de la reine de Hongrie, à la solde de l'Angleterre.

*Deuxième campagne de Flandre.* — Louis XV, résolu de 1745.
rester sur la défensive en Allemagne et en Italie, tourna tout l'effort de ses armes en Flandre. Le maréchal de Saxe y commandait une armée forte de cent bataillons et de cent soixante-douze escadrons, et se préparait à assiéger Tournai. L'armée dss alliés, composée de troupes anglaises, autrichiennes et hollandaises, sous les ordres du duc de Cumberland, du général de Kœnigseck, et du prince de Waldeck, s'avança pour secourir cette même place.

Parti de Paris, le 6 mai, avec le dauphin, le roi arriva le 8 à l'armée. Décidé par le maréchal de Saxe à livrer bataille, il laissa devant Tournai dix-huit mille hommes échelonnés jusqu'au terrain choisi pour l'action, et six mille pour garder les ponts sur l'Escaut et les communications.

*Bataille de Fontenoi.* — L'armée française fut disposée 10 mai 1745.
par le maréchal de Saxe de la manière suivante : elle avait à sa droite le village d'Anthoin, à peu de distance de l'Escaut, et à neuf cents toises environ du pont de Calonne. Ce même village était retranché, couvert par des batteries formidables, et défendu par le régiment de Piémont; c'était une retraite sûre pour le roi, en cas d'incident grave; au-delà était le village de Fontenoi, sur la même ligne; et enfin, à quatre ou cinq cents toises plus loin le bois de Bari. Pour attaquer les Français dans cette position, l'armée alliée avait à braver le feu croisé des redoutes élevées sur la lisière du bois de Bari, et, en avant des villages de Fontenoi, le feu d'une batterie de six pièces de canon, placées en-deçà de l'Escaut pour foudroyer les colonnes qui se porteraient sur Anthoin.

L'action s'engagea dès six heures du matin, le 10 mai, par une vive canonnade. Trois fois les troupes anglaises attaquèrent Fontenoi, et furent repoussées. Les Hollandais eurent le même sort deux fois devant Anthoin. Le duc de Cumberland prit alors le parti audacieux de passer entre Fontenoi et la redoute du bois de Bari, que le major-général Ingolsby avait inutilement attaquée. Les Anglais et les Hanovriens, formés sur trois lignes pressées, s'avancèrent avec intrépidité, précédés d'une batterie de six pièces, en ayant six autres au milieu de leurs lignes, et bravant le feu de celles des Français, qui renversait des files entières. Les gardes-françaises voulurent d'abord s'opposer aux progrès de cette masse redoutable; mais ils furent bientôt forcés de rentrer dans leur ligne avec perte de 60 hommes. Les Anglais s'avançant toujours, n'étaient plus qu'à cinquante pas de la ligne française, lorsque leurs premiers rangs commencèrent un feu terrible; les Français, sur quatre de hauteur, ne purent égaler ni soutenir ces décharges continuelles; ils essuyèrent en peu d'instans une perte immense, et cédèrent le terrain. L'armée anglaise, qui marchait avec lenteur, mais avec audace, débordant déjà Fontenoi et sa redoute, formait, à cause de la nature du terrain, une colonne serrée d'une grande profondeur, presqu'inébranlable par sa masse et la résolution des troupes qui la composaient. Elle écrasa, pour ainsi dire, de son poids, le régiment d'Aubeterre, qui se trouvait devant elle. Le lieutenant-général de Luttaux reçut deux blessures mortelles, et le régiment perdit un grand nombre de soldats et d'officiers. Le duc de Biron essaya alors d'arrêter, avec le régiment du roi qu'il commandait, la marche de la colonne ennemie en l'attaquant par son flanc gauche; mais un bataillon des gardes anglaises, détaché par le duc de Cumberland, repoussa cette attaque par un feu très-meurtrier,

et revint ensuite se placer au petit pas, en tête de la colonne, qui s'avançait toujours dans le meilleur ordre, comme à l'exercice, repoussant tous les régimens qui venaient les uns après les autres se présenter devant elle. Elle était déjà à plus de trois cents pas en avant de Fontenoi, dont la redoute ne répondait plus qu'avec de la poudre seulement aux boulets de l'ennemi. Le maréchal de Saxe, jugeant la bataille perdue, fit inviter le roi à se retirer, et envoya l'ordre au comte de Lamarck de sortir d'Anthoin avec le régiment de Piémont. La retraite de l'armée française allait s'effectuer; occupé des périls du roi, le maréchal attendait qu'il fût en sûreté, pour disposer de sa maison et de la réserve, composée presque toute de cavalerie, dans le but de couvrir et de protéger ce mouvement rétrograde. Pendant ces momens d'alarme, le duc de Richelieu, lieutenant-général et aide-de-camp du roi, ayant entendu un officier [1] dire qu'il fallait pointer contre la colonne quatre pièces de canon destinées à protéger la retraite du monarque, lui fit part de cet avis salutaire. Louis autorise l'emploi des quatre pièces: leur feu fait de grands ravage sdans la masse ennemie et l'ébranle; la maison du roi se précipite comme un torrent par les brêches que le canon vient d'ouvrir. La valeur de cette troupe d'élite fait des prodiges; en même temps, le duc de Biron, qui a pris sur lui de faire rentrer le régiment de Piémont dans Anthoin, le comte d'Estrées, le marquis de Croissi, le comte de Lowendhal, tous lieutenans-généraux, dirigent la plus grande partie de l'infanterie française et les régimens de Penthièvre et de cuirassiers, sur les deux flancs de la colonne ennemie déjà attaquée avec succès sur ce front. En sept ou huit minutes, ce corps formidable est ouvert de tous côtés, un nombre prodigieux d'officiers

[1] On croit que ce fut le comte de Lalli.

et de soldats tombent sous les coups de bayonnettes ou de sabres.

1745. *Suites de la bataille de Fontenoi; prises de Tournai, Gand, Bruges, Ostende, etc.* — Les Anglais parvinrent à se rallier, mais ils cédèrent et quittèrent le champ de bataille sans tumulte et sans confusion. La perte des alliés, dans cette bataille mémorable, fut de 9,000 hommes; celle des Français de 5,000 tués ou blessés. L'armée victorieuse ne poursuivit point les vaincus, pour ne pas s'éloigner de Tournai. Cette place ouvrit ses portes douze jours après. Le maréchal de Saxe tourna ensuite ses vues sur Gand, où étaient les principaux magasins des alliés, qui s'étaient retirés sur Bruxelles. Pour mieux tromper l'ennemi sur ses desseins, le maréchal ordonna au comte de Lowendhal et au marquis du Chayla de se rendre à la même heure, par des chemins différens, sous les murs de Gand, qui n'avait qu'une garnison de 600 hommes. Instruit de ce projet, le duc de Cumberland envoya un corps de 6,000 hommes au secours de la place menacée. Cette troupe ayant rencontré la colonne du marquis du Chayla près de l'Abbaye, l'attaqua, et fut battue, avec perte de quelques hommes tués et de 4 à 500 prisonniers [1].

Les deux détachemens français, arrivés à l'heure et au jour indiqués devant Gand, se rendirent maîtres de cette place, le plus riche dépôt des alliés. Oudenarde, Bruges, Deudermonde se rendirent presqu'en même temps, et Ostende ne put arrêter que quatorze jours le maréchal de Saxe. Elle capitula, et la garnison, forte de 4,000 hommes, obtint les honneurs de la guerre. La prise de Nieuport termina la campagne.

[1] Le marquis du Chayla, MM. de Crillon, de Laval, de Périgord, Blondel-d'Azinçourt et de Montalembert (ces deux derniers capitaines au régiment de Normandie) se distinguèrent particulièrement dans cette affaire.

*Brillant succès du roi de Prusse ; conquête de la Saxe.* 1745.
— Le roi de Prusse ayant fait d'inutiles propositions de paix à la reine de Hongrie, après sa malheureuse expédition de Bohême, s'arma de tout son courage, et déploya toute la force de son caractère, toutes les ressources de son génie. Feignant de céder à la fortune, il s'était retiré à Friedberg, aux environs de Schweidnitz, dans la Silésie. Il fut attaqué avec confiance par le prince Charles, mais ses manœuvres savantes lui firent remporter une victoire complète. L'armée impériale, mise dans un désordre affreux, perdit 7,000 hommes faits prisonniers, 4,000 tués ou blessés et soixante bouches à feu; la perte des Prussiens ne fut que de 2,000 hommes [1].

Frédéric partagea ensuite ses troupes en deux corps d'armée, qui furent dirigés, l'un sur la Saxe, et l'autre sur la Bohême. Après avoir, dans plusieurs combats, maintenu la supériorité de ses armes, il remporta une nouvelle victoire à Sorr, sur l'armée du prince Charles; avec 18,000 hommes il en battit 40,000. Le prince d'Anhalt, qui commandait l'armée prussienne en Saxe, défit peu de temps après le même prince Charles à Kesseldorf. L'armée austro-saxonne perdit, dans cette journée, 3,000 hommes tués ou blessés, 8,000 prisonniers et quarante-huit pièces de canon.

*Paix de Dresde, entre le roi de Prusse et la reine de* 1746.
*Hongrie.* — La conquête de la Saxe par l'armée prussienne décida enfin l'Autriche à la paix; elle fut signée à Dresde, le 25 novembre. Marie-Thérèse céda, pour la seconde fois, la Silésie. Frédéric reconnut François de Lorraine empereur, abandonna ses conquêtes nouvelles et retourna jouir

[1] Un officier envoyé de Fontenoi pour annoncer à Frédéric le succès de l'armée française, fut témoin de celui de Friedberg. « Allez annoncer à votre maître, dit le monarque prussien, que je viens d'acquitter la lettre de change qu'il a tirée sur moi à Fontenoi. »

à Berlin de la gloire qu'il s'était acquise dans cette dernière campagne. Ainsi tout le fardeau de la guerre retomba encore sur le roi de France.

Le prince Edouard, fils du prétendant, venait de faire, cette même année, une tentative audacieuse, qui ne servit qu'à faire périr ses partisans sur les échafauds ou par les gibets.

1746. *Troisième campagne de Flandre; prise de Bruxelles par les Français.* — L'armée française de Flandre et celle des alliés étaient encore en quartier d'hiver, lorsque le maréchal de Saxe forma, dans les premiers jours de février, une entreprise sur Bruxelles. Réunissant ses troupes, il les fit avancer sur quatre colonnes, et vint tout à coup investir la capitale des Pays-Bas, alors fortifiée et défendue par 12,000 hommes. La tranchée fut ouverte le 7, et les travaux poussés avec tant d'activité, malgré les rigueurs de la saison, que la place fut forcée de capituler après quelques jours de résistance. La garnison resta prisonnière de guerre avec tous les officiers supérieurs, qui étaient en grand nombre dans la ville.

*Prise d'Anvers et de Mons.* — Au printemps, le roi vint à l'armée, accompagné du maréchal de Saxe, qui avait été achever l'hiver à Paris, après son expédition de Bruxelles. La nouvelle campagne s'ouvrit par le siége d'Anvers, que les Hollandais n'osèrent point secourir, et qui se rendit presqu'à la première sommation.

Le prince de Conti, rappelé des frontières de l'Italie, fut chargé par le roi de soumettre Mons. Cette capitale du Hainaut se rendit avec la même facilité qu'Anvers. Charleroi résista plus long-temps, mais elle fut forcée de capituler, par la crainte de subir un assaut. Namur fut pris peu de temps après par le comte de Clermont, tandis que le maréchal de Saxe empêchait le prince Charles de venir au secours de cette place.

*Bataille de Raucoux.* — Après la conquête de tant de forteresses enlevées sous les yeux des alliés, l'armée française n'avait plus qu'à dissiper ou à vaincre les débris de Fontenoi, renforcés par un corps de troupes que le prince Charles venait d'amener de l'Allemagne. Cette nouvelle masse s'avançait sur la Meuse, entre le pays de Liége et le comté de Namur. Le maréchal de Saxe lui laissa passer le fleuve; et l'ayant attaquée ensuite dans les plaines de Raucoux, il remporta une victoire complète. La perte des alliés, dans cette sanglante journée, fut d'environ 10,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les Français n'eurent à regretter que 1,800 hommes et un seul officier-général, le marquis de Fénélon, neveu du célèbre archevêque de Cambrai. Les comtes de Lowendhal, d'Estrées et de Clermont, lieutenans-généraux, les princes de Guise, de Monaco, MM. de Lugeac, de Laval, Montmorin, Ségur et Latour-d'Auvergne, se conduisirent avec une grande distinction. 11 oct. 1746.

Le succès de Raucoux n'eut que de faibles résultats. L'armée française, après être restée quelques jours sur le champ de bataille, revint sur Tongres, dont elle s'éloigna bientôt pour prendre ses quartiers d'hiver.

*Suite des événemens militaires en Italie.* — Les armes de la France et de ses alliés avaient été bien moins heureuses en Italie qu'en Flandre, dans le cours des deux dernières campagnes. Au commencement de l'année 1745, Gênes avait ouvert ses portes aux troupes françaises et espagnoles. L'armée autrichienne avait été coupée de celle du roi de Sardaigne, par une manœuvre habile du comte de Maillebois, fils du maréchal; et les Franco-Espagnols étaient restés maîtres de tout le cours du Pô. Mais les choses changèrent bientôt de face, par l'effet de l'indiscipline des soldats et de la mésintelligence des généraux. L'armée alliée, commandée par l'infant don Philippe, ayant 1745-1746.

sous ses ordres le maréchal de Maillebois et le comte de Gages, fut battue dans les plaines de Plaisance, le 16 juin, par l'armée autrichienne, que commandait le prince de Lichtenstein. Les suites de cette défaite furent l'abandon du Milanais, de Gênes, et la retraite des troupes françaises derrière les Alpes. Gênes fut forcée d'ouvrir ses portes dans vingt-quatre heures, de livrer ses soldats, les Français et les Espagnols qui se trouvaient encore dans ses murs, des ôtages et 24,000,000.

1746. *Invasion des troupes impériales et piémontaises en Provence; elles sont chassées par le maréchal de Belle-Isle.* — La Provence et une partie du Dauphiné furent bientôt envahies par les troupes impériales et piémontaises, les villes pillées, les campagnes dévastées, Toulon et Marseille menacés. Le roi envoya le maréchal de Belle-Isle qui, ayant reformé une nouvelle armée avec les débris de l'ancienne, parvint à arrêter les progrès de cette funeste invasion. Renforcé par un corps de 5,000 Espagnols et par d'autres troupes accourues de l'intérieur, le même maréchal ne tarda pas à reprendre à l'ennemi tout le terrain conquis.

1746. *Les Autrichiens sont chassés de Gênes.* — Les Autrichiens, chassés de la Provence, le furent aussi de Gênes. Abusant des droits de la victoire, ils avaient doublé les taxes, ruiné les campagnes, traité les habitans en esclaves, vexé et tourmenté les ministres de la religion. Le peuple génois, réuni sous les ordres du patricien Doria, força le marquis de Botta, général de l'empereur, de sortir de Gênes, laissant, dans les rues de cette ville, 1,000 de ses soldats tués, et 4,000 prisonniers; réfugié au fort du Phare, il ne sauva les restes de sa troupe qu'à des conditions honteuses.

Le roi de France fit passer des secours à Gênes. Le duc de Boufflers entra dans cette ville avec 6,000 hommes, et

força les Autrichiens, qui étaient revenus en faire le siége, à le lever. La mort priva bientôt les Génois de ce vaillant défenseur; mais il fut remplacé par le duc de Richelieu. La ville, qui n'était plus investie par les troupes impériales, se trouvait encore menacée par les Piémontais campés dans ses environs. Richelieu passa à travers la flotte anglaise, qui croisait sur les côtes de la république, débarqua près de Gênes, marcha aux Piémontais, les battit et les repoussa au-delà des frontières.

*Combat d'Exiles.* — Les Piémontais, chassés du territoire 1746.
génois, prirent bientôt une revanche éclatante. Le comte de Belle-Isle voulut tenter, d'après l'ordre de la cour, de rentrer en Piémont, par le col de l'Assiette et le chemin d'Exiles. L'armée du roi de Sardaigne y attendait les colonnes françaises derrière des retranchemens formidables. Le succès ne répondit point aux espérances que l'on avait conçues de cette expédition. « L'action dura deux heures, dit Voltaire, c'est-à-dire, que les Piémontais tuèrent deux heures de suite tous les Français qu'ils choisirent pour but. » Le maréchal-de-camp d'Arnaud, qui commandait la brigade qui marchait en tête, fut blessé à mort des premiers, avec M. de Grille, major-général de l'armée; le comte de Belle-Isle, déjà blessé aux deux mains, fut tué en essayant, dans son désespoir, d'arracher une palissade avec ses dents. Trois colonels et un grand nombre d'autres officiers périrent également. On compta 3,695 morts et 1,606 blessés du côté des Français; les Piémontais perdirent à peine une centaine d'hommes. L'armée fit sa retraite sur Briançon, où les blessés reçurent les soins les plus généreux.

*Suite des opérations militaires en Flandre et en Allemagne.* — Louis XV, victorieux en Flandre, n'avait pas 1747.
cessé de montrer des dispositions pacifiques. Maître d'accabler les Hollandais avec des forces supérieures, il leur pro-

posa d'ouvrir, dans une de leurs villes, un congrès pour travailler à la paix générale. La politique anglaise, irritée des secours donnés au prince Édouard dans son expédition d'Écosse, s'opposa à toute négociation, faisant considérer les démarches du roi de France, tantôt comme des preuves de faiblesse, tantôt comme des piéges. Il fallut continuer la guerre : le maréchal de Saxe ouvrit avec le roi cette campagne nouvelle. L'armée française s'empara du fort de l'Écluse, du sas de Gand et de tout le pays entre l'Escaut et la mer. Ces succès causèrent en Hollande une révolution politique. Le stathoudérat, aboli depuis la mort de Guillaume III, fut rétabli et rendu héréditaire, même dans la ligne féminine de la maison d'Orange. Guillaume de Nassau fut proclamé stathouder, amiral et capitaine-général des Provinces-Unies.

L'Angleterre soutint la guerre de toutes ses forces, et, pour en assurer le succès, elle fit un traité avec la Russie, qui, moyennant un subside de 100,000 livres sterlings, s'engagea à faire passer une armée de 50,000 hommes dans les Pays-Bas. Avant l'arrivée de ces nouveaux ennemis, le maréchal de Saxe crut avoir le temps de prendre Maëstricht. « La paix est dans Maëstricht, disait-il, et une bataille gagnée nous en ouvrira les portes. » L'armée des alliés, supérieure de 10,000 hommes à celle des Français, était campée non loin des murs de cette place, en avant du village de Lawfeld, derrière des revêtemens terrassés qui faisaient, des vergers de ce village, comme une ligne de forts qui se soutenaient mutuellement par des feux croisés. Le prince de Waldeck commandait les Hollandais, le feld-maréchal Bathiani les Autrichiens, et le duc de Cumberland, à la tête des troupes anglaises et hanovriennes, avait le commandement général de l'armée.

2 juillet 1747 *Bataille de Lawfeld.* — Après que le roi eut décidé

que la bataille aurait lieu, le maréchal de Saxe fit les dispositions les plus convenables pour en assurer le succès. L'armée française remporta la victoire; mais les alliés ne furent pas assez complétement battus pour que le grand objet du siége du Maëstricht pût être rempli; l'armée vaincue se retira sous le canon de cette place : aussi le maréchal dit-il au roi : « Sire, l'action sanglante qui vient d'avoir lieu ne nous donnera pas un pouce de terrain; il nous faudra décamper demain. » En effet, ce mouvement eut lieu le lendemain même, et le roi ne pouvant entreprendre le siége de Maëstricht, résolut de chercher dans l'attaque de Berg-op-Zoom un autre fruit de la victoire.

*Prise de Berg-op-Zoom.* — Le comte de Lowendhal, le 16 sep. 1747.
meilleur des généraux de l'armée française, après le maréchal de Saxe, fut chargé de prendre cette place, devant laquelle avaient échoué autrefois deux grands capitaines, Spinosa et le duc de Parme. Fortifiée par le célèbre Coehorn, elle passait pour imprenable, surtout ayant une armée auxiliaire dans des lignes voisines, et une garnison nombreuse. Le siége fut couvert par le maréchal de Saxe. Les travaux étant achevés, et les troupes hollandaises repoussées, Lowendhal fit ouvrir la tranchée. Malgré la résistance vigoureuse de la garnison, la brèche fut jugée praticable, au bout d'un mois; et, dans la nuit du 15 septembre, on fit toutes les dispositions nécessaires pour l'assaut. A la suite de trois attaques simultanées, les Français furent maîtres de la demilune et des portes de Bréda et d'Anvers. La place fut envahie et un combat terrible s'engagea dans les rues; ce qui échappa de la garnison aux coups des assaillans, chercha son salut dans les lignes. La ville fut livrée au pillage. Dix-sept grandes barques chargées de munitions et de raffraîchissemens tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Le comte de Lowendhal reçut, pour prix de cette conquête, le bâton

de maréchal. Mais toute brillante que fut cette campagne, elle ne put vaincre l'opiniâtreté des alliés et les forcer à la paix. On entra de part et d'autre en quartier d'hiver, avec la résolution de reprendre les armes au printemps.

1746-1747. *Événemens maritimes ; succès de la marine anglaise.* — L'Angleterre s'était vengée de ses échecs sur le continent, par des avantages maritimes. On reconnut trop tard en France la faute capitale que le cardinal de Fleuri avait commise, en négligeant la marine. Tandis que les Anglais et les Hollandais, avec de nombreuses escadres, ruinaient le commerce de leurs ennemis, Louis XV n'eut à leur opposer que trente-cinq vaisseaux. Les Anglais s'emparèrent, en 1746, de l'île Royale ou cap Breton, avantageusement située à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, dans l'Amérique septentrionale. Ils firent partout des prises immenses. Le fameux amiral Anson, avec une escadre peu nombreuse, rendit funeste aux Espagnols son voyage autour du monde. La bataille navale, qu'il gagna l'année suivante sur les Français, en vue du cap Finistère, fut un triomphe encore plus agréable à sa nation. Dans ce combat et dans un autre, où l'amiral Hawke fut victorieux, la marine française eut à lutter avec des forces trop inégales, pour que la valeur pût suppléer au nombre. Elle fut anéantie, et il ne resta plus qu'un seul vaisseau de ligne au roi. Toutefois des négocians guerriers rétablirent l'honneur du pavillon français dans l'Inde. La Bourdonnaie enleva Madras aux Anglais [1], et

[1] Sorti de l'île de France avec neuf vaisseaux armés à ses frais, portant 300 Européens et 800 noirs, bien disciplinés et bons canonniers, La Bourdonnaie tomba sur le vice-amiral Burnett, le battit complétement, dispersa sa flotte, et mit le siége devant Madras. Cette place, mal fortifiée, et défendue seulement par cinq cents hommes, ouvrit bientôt ses portes, et racheta, par une contribution de neuf millions, la destruction de ses magasins et de sa marine marchande.

Dupleix leur fit lever le siége de Pondichéri, dont il était gouverneur pour la compagnie des Indes.

*Deuxième paix d'Aix-la-Chapelle.* — La prise de Berg-op-Zoom avait encore mieux affermi le maréchal de Saxe dans son dessein de conquérir la paix dans Maëstricht. Une armée de 80,000 hommes en défendait les approches. Vingt mille Russes arrivaient au secours de la Hollande; la promptitude de l'expédition pouvait seule en assurer le succès. Le maréchal commença par donner de l'inquiétude aux ennemis sur plusieurs points, feignit de s'éloigner de Maëstricht, et parut diriger ses vues sur Bréda. Les alliés, trompés par ces manœuvres, marchèrent au secours de cette place, abandonnant des postes avantageux, et compromettant des magasins immenses. Maurice de Saxe, ayant alors la route libre, se porta brusquement sur Maëstricht, l'investit de tous les côtés, et en poussa le siége avec vigueur. Il était sur le point de s'en rendre maître, quand un courrier du duc de Cumberland vint annoncer la cessation des hostilités, et justifier le mot du maréchal : « La paix est dans Maëstricht ». Elle fut signée à Aix-la-Chapelle, et Louis XV la conclut, suivant l'heureuse expression de son plénipotentiaire au congrès, « Non en marchand, mais en roi. » Renonçant généreusement à toutes ses conquêtes, il se contenta d'assurer Parme, Plaisance et Guastalla à l'infant don Philippe, son gendre; le royaume des Deux-Siciles à don Carlos, et de rétablir le duc de Modène, son allié, et la république de Gênes, dans tous leurs droits. La possession de la Silésie fut confirmée au roi de Prusse; le roi de Sardaigne obtint de nouveaux domaines dans le Milanais. Toutes les puissances garantirent la pragmatique de Charles VI, en vertu de laquelle Marie-Thérèse possédait les états de ses ancêtres [1]. 1748.

[1] Tel fut le fruit d'une guerre, dont le but était le renversement de l'Autriche, et l'établissement de quatre royaumes sur les ruines de cette

Il eût été facile de prévenir, par le traité d'Aix-la-Chapelle, les contestations funestes que la France eut bientôt avec l'Angleterre, et qui, pour quelques déserts de l'Amérique, rallumèrent de nouveau le feu de la guerre entre les nations européennes, les plus capables de connaître les avantages de la paix. En stipulant la restitution du cap Breton et de toutes les conquêtes des Anglais dans l'Amérique septentrionale, on avait ajouté ces termes vagues : « Toutes choses, d'ailleurs, seront remises sur le pied qu'elles étaient ou *devaient* être avant la présente guerre ». Avec de pareilles clauses, selon la remarque d'un historien, quiconque veut envahir, quand il n'y a ni titres ni limites incontestables, peut trouver mille prétextes d'invasion.

Un an s'était à peine écoulé depuis la conclusion du traité, lorsque les Anglais, établis dans une contrée voisine du Canada, l'Acadie, qu'ils avaient eue par le traité d'Utrecht, voulant s'étendre sur ce même Canada, commirent des hostilités contre un détachement français [1], pour rétablir les choses sur le pied où *elles devaient être* selon eux. Le cabinet de Versailles se plaignit; on proposa des voies d'accommodement; la négociation traîna en longueur : l'Angle-

grande puissance. Ces faibles résultats des efforts du cabinet de Versailles firent présager dès-lors, pour la France, la perte de la gloire et de l'influence que lui avaient acquises la valeur et la fermeté d'Henri IV, la politique de Richelieu, les finesses de Mazarin, et la fortune de Louis XIV.

[1] Ils avaient bâti sur le territoire français un fort, qu'ils appelèrent le fort de la Nécessité. Un officier, nommé Jumonville, se présenta à la tête d'un détachement de trente hommes, pour représenter amicalement l'injustice de cette agression ; il fut massacré, avec huit de ses soldats, à la suite d'une dispute que les Anglais provoquèrent. Le frère de Jumonville accourut pour tirer vengeance de ce guet-à-pens : le fort fut pris ; mais le vainqueur eut la générosité de sauver les assassins de son frère de la fureur des sauvages qu'il avait avec lui comme auxiliaires, et leur permit de se retirer avec une pièce de canon.

terre, qui se préparait de loin à une rupture, finit par éclater, et, sans déclaration de guerre, attaqua les bâtimens du commerce français. Il y en eut plus de trois cents d'enlevés par ce droit tyrannique du plus fort, dont les Anglais faisaient déjà un droit national.

*Commencement de la guerre dite de sept ans; combat* 1755-1756.
*naval, et prise de Port-Mahon.* — On vit alors, dans le système politique de l'Europe, un changement aussi extraordinaire que le motif de cette nouvelle guerre. Le roi de Prusse abandonna l'alliance de la France pour s'unir avec l'Angleterre; l'Autriche embrassa le parti de la France, dont elle était l'ennemie depuis deux siècles; la Suède se trouva l'alliée de l'Autriche, qu'elle avait si constamment combattue depuis Gustave-Adolphe. L'Espagne, le roi de Sardaigne, la Hollande, jusqu'alors si intéressés dans les guerres, gardèrent une parfaite neutralité.

La guerre commença sous des auspices favorables pour la France. Malgré le mauvais état des finances, le gouvernement s'était occupé du rétablissement de la marine. Les Anglais furent battus vers le Canada, et craignirent une invasion dans leur île. Le maréchal de Richelieu prit d'assaut la place importante de Port-Mahon, dans l'île de Minorque[1], après une bataille navale gagnée par l'amiral Lagalisonnière, commandant une escadre de douze vaisseaux de ligne et de quelques frégates; les Anglais n'avaient pas pensé que cet armement fût aussitôt prêt.

*Bataille d'Hastembeck; capitulation de Closter-Severn.* 1756.
— Le maréchal d'Estrées, à la tête d'une armée de 35 à 40,000 hommes, pénétra jusqu'en Hanovre, et gagna, près d'Hameln, la bataille d'Hastembeck, sur le duc de Cumberland. Privé de son commandement par une intrigue de

[1] Cette île appartenait aux Anglais depuis 1713, elle leur avait été cédée, ainsi que Gibraltar, à la paix d'Utrecht.

cour, le maréchal d'Estrées eut pour successeur le duc de Richelieu, qui arriva à l'armée deux jours après la bataille. Le nouveau général en recueillit les avantages en acculant, sans de grands efforts, l'armée anglo-hanovrienne jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, et en faisant signer au duc de Cumberland la honteuse convention de Closter-Severn, par laquelle les hostilités devaient cesser, les troupes de Hesse, de Brunswick et de Saxe-Gotha rentrer dans leurs pays respectifs, et les Français avoir le champ libre contre le roi de Prusse.

1756-1757. *Opérations du roi de Prusse en Saxe et en Bohême.* — Frédéric avait débuté dans cette guerre avec beaucoup de gloire. Après avoir mis en sûreté ses états contre la Russie et la Suède, il envahit la Saxe, à la tête d'une armée nombreuse et aguerrie, et força l'électeur d'abandonner sa capitale pour chercher sa sûreté au milieu de 17,000 Saxons retranchés dans le camp formidable de Pirna. Une armée de 50,000 Autrichiens, sous les ordres du feld-maréchal Brown, s'avançait au secours de l'électeur, lorsque Frédéric la rencontra auprès de Lowositz, sur les bords de l'Elbe, et la victoire se déclara en faveur des premiers, qui firent éprouver à leurs adversaires une perte d'environ 3,000 hommes. Ce succès permit au roi de Prusse de continuer son mouvement sur le camp de Pirna. Les Saxons y furent forcés de mettre bas les armes. L'électeur Auguste se retira en Pologne, en vertu de la capitulation, laissant dans les mains du vainqueur son armée et ses états. Frédéric alla ensuite moissonner de nouveaux lauriers en Bohême. Il y gagna, sur le prince Charles, la mémorable et sanglante bataille de Prague, qui coûta 24,000 hommes à l'Autriche et 18,000 à la Prusse. Les troupes impériales prirent leur revanche peu de temps après dans les plaines de Kollin, où le feld-maréchal Daun, arrivé de la Moravie avec une nouvelle

armée de 40,000 hommes, fit éprouver au roi de Prusse une perte de plus 14,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Cette défaite sanglante força Frédéric de lever le siége de Prague, où le prince Charles s'était retiré avec les débris de son armée vaincue.

Le monarque prussien eut bientôt sur les bras une masse énorme d'ennemis puissans. Les Français, maîtres de l'électorat d'Hanovre, entraient dans la Saxe, les Russes envahissaient la Prusse ducale, et les Suédois la Poméranie. Dans cette situation critique, Frédéric sembla lui-même désespérer de sa fortune; mais il prit la résolution de succomber du moins avec gloire. Le conseil aulique venait de le déclarer ennemi de l'Empire, et privé de tous ses fiefs; le prince de Soubise s'avançait contre lui à la tête d'une armée renforcée par les troupes des cercles; on ne doutait point, en Allemagne, du succès le plus décisif.

Mais le destin opposait à l'intrépide Frédéric des généraux peu dignes de se mesurer avec lui; l'un, le prince de Soubise, sans génie, sans expérience de la guerre, brillant à Versailles, sans aucun crédit à l'armée, et méprisé du soldat; l'autre, le prince de Heldeburghausen, était le plus ignorant et le plus présomptueux de tous les capitaines autrichiens. Un échec honteux, essuyé sous les murs de Gotha, fut le triste présage de revers bien plus décisifs. L'armée, qui avait ordre de prendre ses quartiers d'hiver, repassa la Saale; Frédéric la poursuivit et n'éprouva de résistance qu'au pont de Weissenfeld, où commandait un officier français, d'une famille où la valeur était héréditaire, le marquis de Crillon.

*Bataille de Rosback.* — Encouragé par ces premiers 5 nov. 1757.
succès, Frédéric cherchait l'occasion d'une grande bataille: il la trouva à Rosback, où il s'était tenu quelques jours immobile, afin d'amorcer ses adversaires. Dans cette posi-

tion, à la vérité assez avantageuse, il n'avait guère que 20,000 hommes à opposer à 50,000; mais tous les individus de cette armée étaient, comme lui, décidés à tout tenter pour vaincre.

La bataille de Rosback devait changer encore une fois la face des affaires en Allemagne. L'armée alliée s'était avancée, pleine de confiance, sur Mersebourg et Rosback, dans l'intention de tourner l'armée prussienne et de lui couper la retraite sur la Saale. Frédéric, qui du haut d'une colline observait ces mouvemens, ne chercha point à les troubler; mais ayant bientôt jugé le moment favorable, il sortit de son inaction, et présenta son armée rangée en bataille entre deux collines couvertes de batteries formidables. Une manœuvre rapide et savante, l'artillerie et l'attitude menaçante des troupes prussiennes jetèrent parmi leurs adversaires une terreur panique dont il y a peu d'exemples; six bataillons prussiens firent reculer toute l'infanterie française; il ne resta sur le champ de bataille que deux régimens suisses; le prince de Soubise alla à eux au milieu du feu, et les fit retirer au petit pas.

Vainqueur presque sans combat, le roi de Prusse marcha rapidement en Silésie, gagna encore la bataille de Lissa sur les Impériaux, reprit Schweidnitz et Breslaw, que l'ennemi venait de lui enlever.

Vers le même temps, les Anglais reprenaient l'électorat de Hanovre, malgré la capitulation de Kloster-Severn, dont ils se crurent dégagés [1].

[1] Le comte de Clermont, troisième fils du duc de Bourbon, arrière-petit-fils du grand Condé, être amphibie, abbé de Saint-Germain-des-Prés, et général encore plus inexpérimenté que le prince de Soubise, avait remplacé le duc de Richelieu dans le commandement de l'armée d'Hanovre; il perdit en deux mois tout le territoire de l'électorat, 11,000 hommes faits prisonniers, et fut contraint de repasser successivement le Weser et le Rhin.

*Combat de Crevelt.* — Après l'évacuation du Hanovre, l'armée française fut encore forcée, à Grevelt, sur la rive gauche du Rhin, de se retirer devant l'armée hanovrienne, commandée par le prince Ferdinand de Brunswick; elle essuya une perte considérable, et le comte de Gisors, officier d'une grande espérance, fils unique du maréchal de Belle-Isle, fut tué dans cette affaire désastreuse. Pour arrêter la marche victorieuse des Hanovriens, il fallait à l'armée française un général digne de sa confiance, et capable de diriger sa valeur. Le général de Belle-Isle, qui avait acquis un grand crédit sur l'esprit du roi, lui proposa de remplacer le général-abbé [1] par le marquis de Contades, qui fut investi à la fois de la dignité de maréchal de France et du commandement en chef de l'armée. Ce guerrier estimable s'était formé à l'école du maréchal de Saxe, qui le citait comme le plus distingué des lieutenans-généraux. 1758.

*Combats de Sundershausen et de Lutzelberg.* — Son arrivée à l'armée fut signalée par un avantage d'une assez grande importance. Le prince de Soubise, qui s'était soumis à ne plus servir que comme lieutenant-général pour acquérir plus d'expérience dans le commandement en chef, racheta un peu sa faute de Rosback, en sauvant les magasins de l'armée établis dans la Hesse, et que le général Halberg voulait enlever. Le comte de Broglie, à la tête de l'avant-garde du prince [2], attaqua 8,000 Hanovriens près de Sun- 1758.

[1] C'était ainsi qu'on désignait à Paris le comte de Clermont. Il était devenu le sujet d'une foule de couplets et d'épigrammes, dont voici la plus piquante :

Moitié plumet, moitié rabat,
Aussi peu propre à l'un qu'à l'autre,
Clermont se bat comme un apôtre,
Et sert Dieu comme il se bat.

[2] M. de Soubise commandait un corps détaché dans la Hesse pour la garde des magasins dont nous parlons.

dershausen, et les battit complétement. Quelques jours après, le corps de Soubise eut à Lutzelberg un engagement sérieux avec le corps d'armée saxo-hanovrien, à la suite duquel celui-ci laissa sur le champ de bataille 2,000 tués ou blessés, 1,500 prisonniers, vingt pièces de canon, et ses équipages. Le prince de Soubise reçut le bâton de maréchal de France pour récompense de ce succès, auquel le brave Chevert, alors maréchal-de-camp, eut la plus grande part. Le corps d'armée française marcha ensuite sur Munster; mais, alarmé de ces progrès, et persuadé que le maréchal de Contades n'oserait pas le poursuivre dans une saison aussi avancée, le prince Ferdinand de Brunswick repassa sur la rive droite du Rhin, et marcha contre le prince de Soubise. Celui-ci, au lieu de combattre, céda le terrain qu'il avait envahi, et revint occuper sur les bords du Mayn ses premières positions.

Cette même année, les Anglais obtinrent de nombreux et brillans succès sur la marine française, et causèrent au gouvernement, ainsi qu'au commerce, un dommage de plus de douze millions; mais ayant voulu opérer un débarquement dans la baie de Saint-Cast, sur les côtes de Bretagne, ils furent repoussés, avec une perte assez considérable[1], par le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, qui s'était mis à la tête de quelques détachemens de troupes de ligne, soutenues par les milices bretonnes.

Le marquis de Montcalm, gouverneur du Canada, prit le fort de Saint-Georges, et battit à Ticonderago un corps de 12 à 15,000 Anglais.

1759 *Suite des opérations militaires en Allemagne; bataille de Berghen.* — Dans la campagne suivante en Allemagne, le prince de Brunswick vint attaquer le corps de Soubise, alors commandé (en l'absence du prince) par le duc de

[1] Plus de 3,000 hommes tués ou blessés, et 700 faits prisonniers.

Broglie, dans sa position sur le Mayn. Les troupes françaises, au nombre de 25,000 hommes, occupaient près de Berghen, dans le voisinage de Francfort, une position avantageuse et bien retranchée. L'armée hanovrienne fut repoussée jusqu'à trois fois, avec une perte de six mille hommes tués ou blessés. Cette victoire, qui ne coûta pas plus de 3,000 hommes aux Français, fut suivie de la prise de Minden, où se trouvait une garnison de 1,500 hommes, et de la réoccupation de la Hesse. Le général d'Armentières, avec un corps détaché, s'empara de Munster, après quelques jours de tranchée ouverte.

*Bataille de Minden.*—Le maréchal de Contades s'approcha 1759.
ensuite de Minden avec le gros de l'armée, et campa sur la rive gauche du Weser; le duc de Broglie était sur la droite du même fleuve. Le prince de Brunswick, par une manœuvre habile, occupant l'attention du duc de Broglie, tomba sur le maréchal de Contades avec la plus grande partie de ses forces, le battit, et le mit dans une déroute complète. Cette partie de l'armée française se retira dans le plus grand désordre jusqu'à Cassel. Le général d'Armentières, qui faisait alors le siége de Philipstadt, fut obligé de le lever, et Minden se rendit au vainqueur. Les Français eurent dans cette affaire environ 6,000 tués et blessés, et, par surcroît de disgrâces, le duc de Brissac, un des lieutenans du maréchal de Contades, fut battu le même jour par un corps de troupes hessoises.

Le cabinet de Versailles, sur lequel une maîtresse du roi exerçait alors la plus funeste influence[1], croyait réparer les

[1] La marquise de Pompadour : c'était la fille d'un homme obscur; elle gouverna la France pendant dix ans. Comme l'ambition et non pas l'amour gouvernait cette favorite, elle fermait les yeux sur le commerce du roi avec une infinité d'autres femmes, pourvu qu'elles ne voulussent point aspirer au pouvoir suprême, qu'elle possédait par cette politique; elle

revers militaires, en disgrâciant les généraux auxquels il les attribuait. Le maréchal de Contades fut remplacé par le duc de Broglie. Il convient de dire que si ce dernier ne racheta pas l'échec de Minden par des succès, il eut du moins l'avantage de se maintenir contre tous lès efforts de l'ennemi dans la Hesse et une partie du Hanovre.

1759. *Evénemens maritimes.* — La France, dans cette campagne, essuya encore de grandes pertes sur mer.

Le chef d'escadre Laclue, sorti de Toulon avec douze vaisseaux de ligne et trois frégates, après avoir essuyé une tempête violente sur les côtes d'Afrique, qui dispersa une partie de son escadre, fut attaqué, à la hauteur du cap Sainte-Marie, sur les côtes d'Espagne, par l'amiral Boscawen, qui avait quatorze vaisseaux sous ses ordres. Les Français soutinrent avec une grande valeur ce combat inégal; mais ils furent accablés par la supériorité du feu de leurs adversaires. L'amiral Laclue eut une jambe emportée, et l'autre grièvement atteinte; le vaisseau qu'il montait fut désemparé et pris, deux autres eurent le même sort; le reste chercha un refuge dans le port de Lisbonne[1].

Peu de temps après, une nouvelle escadre anglaise, forte de vingt-trois vaisseaux, parut sur les côtes de Bretagne. L'amiral marquis de Conflans, sorti de la rade avec vingt-un bâtimens de guerre, rencontra l'amiral ennemi à l'entrée

conserva sur le monarque insouciant un ascendant irrésistible, et le rendit méprisable à la nation. Toutes les opérations militaires furent proposées et exécutées par les créatures de cette maîtresse, et l'administration des affaires, tant intérieures qu'extérieures, dirigée par ses protégés et ses favoris. (L'abbé Millot, *Abrégé de l'histoire de France.*)

[1] Le comte de Sabran, capitaine de vaisseau, se couvrit de gloire au milieu du désastre de l'escadre française. Seul il lutta contre cinq vaisseaux ennemis, au nombre desquels était le bâtiment amiral, de 90 canons, et il n'amena pavillon qu'à la dernière extrémité.

de la baie de Quiberon. Après un combat de deux heures, sans avantage marqué de part et d'autre, un désordre, attribué à la violence du vent, rompit la ligne, et dispersa l'escadre française. Le marquis de Conflans se déshonora par sa conduite dans cette circonstance; il fit échouer et brûler sur les côtes de Bretagne le vaisseau qu'il montait [1], un second amena pavillon, un troisième se brûla lui-même, trois coulèrent bas, trois se réfugièrent dans la rade de l'île d'Aix; enfin une division entière remonta de frayeur les eaux de la Vilaine, et s'engrava dans cette rivière. Une bataille rangée n'aurait pas eu des suites plus désastreuses; du moins aurait-elle causé des pertes à l'ennemi, et sauvé l'honneur du pavillon français.

*Revers des Français dans l'Amérique septentrionale et dans l'Inde.* — La fortune ne fut guère plus favorable aux armes nationales dans les Deux-Indes. Les Anglais s'emparèrent de la Guadeloupe et des îles qui en dépendent. Sur le continent de l'Amérique septentrionale, après avoir fait la conquête du cap Breton, ils entreprirent celle du Canada. Un corps de 6,000 hommes, sous les ordres du général Wolf, débarqua à quelque distance de Québec; le marquis de Montcalm s'avança pour le combattre à la tête de 4,000: l'action fut longue et sanglante; de part et d'autre on fit des prodiges de valeur, et les deux généraux furent tués presque en même temps; mais Montcalm mourut affligé de sa défaite, et Wolf consolé par la victoire. Québec se rendit aux Anglais, cinq jours après ce funeste combat. Les troupes françaises, sous la conduite du marquis de Vaudreuil, se retirèrent à Montréal, ville située au-dessus de Québec. Ayant reçu quelques secours peu de temps après, les Fran-

1758.-1751.

1759.

[1] Ce vaisseau, nommé *le Soleil royal*, était de 90 canons, avec douze cents hommes d'équipage, et n'avait point été endommagé pendant le combat.

çais tentèrent de reprendre la capitale du Canada. Lord Murrai, qui en était gouverneur, sortit de la place, et vint au-devant des assaillans; ceux-ci, vainqueurs, rejetèrent les Anglais dans Québec, dont ils firent le siége. La défense fut aussi vigoureuse que l'attaque; mais une diversion que les Anglais firent sur Montréal, le manque d'artillerie de siége, et la vue d'une escadre anglaise, forcèrent le chevalier de Lévi, qui commandait les troupes françaises, de s'éloigner de la place. Lord Murrai le suivit, dans le dessein de se joindre aux troupes dont nous venons de parler, campées sur les bords du lac Champlain. Les Français attendirent leurs adversaires derrière des retranchemens garnis de trente pièces de canon; les Anglais, n'osant point attaquer cette position, allèrent faire le siége de Montréal avec des forces supérieures. Le marquis de Vaudreuil, jugeant qu'il était impossible de sauver à la fois la place et l'armée, se décida à sacrifier la gloire de mourir les armes à la main au salut de ses troupes. Il abandonna, par capitulation, Montréal et tout ce qui restait encore à la France de territoire dans cette partie de l'Amérique du nord. Telle fut la triste issue de la guerre du Canada, qui, depuis cette époque, est resté aux Anglais.

Le comte de Lalli avait été chargé par le roi de la défense de Pondichéri, principal établissement des Français dans l'Inde. Ce général, aussi brave que Montcalm, n'avait point son affabilité, son esprit communicatif et conciliant. Malheureusement doué d'un caractère sombre, farouche, impérieux, il était plus capable de s'aliéner les cœurs de la colonie que de les intéresser aux succès de la cause nationale, par des procédés officieux. Une funeste mésintelligence s'établit entre lui et le gouverneur Dupleix; il voulut remplir, avec trop de violence, les vues de la compagnie des Indes, en faisant la guerre aux abus avant de s'occuper de la faire à l'ennemi, et ses brusques réformes révoltèrent ceux qui

devaient combattre sous ses ordres. Dans sa position, il avait besoin de la confiance et de l'affection générale, et il était haï de presque tous ceux qui l'entouraient. Il débuta cependant par une expédition hardie et brillante, l'attaque et la prise du fort Saint-David, à quelques lieues de Pon- 1760.
dichéri. Plusieurs jeunes officiers des premières familles de France, un Montmorenci, un Crillon, un d'Estaing, un Conflans, un La Fare se distinguèrent dans cette occasion glorieuse; mais elle fut bientôt suivie d'un grand revers. Lalli eut l'imprudence de continuer le siége de Madras, qu'il avait entrepris après la conquête de Saint-David : bien qu'il fût informé qu'une escadre française, sous les ordres du comte d'Aché, venait d'être battue, et ne pouvait plus disputer aux Anglais les mers des Indes. Il perdit sous les murs de cette place l'élite de ses troupes, et se vit bientôt lui-même enfermé dans Pondichéri. Les Anglais, après neuf mois de blocus et de siége, s'emparèrent de la place, sans observer aucune des formalités accoutumées. La capitulation 1761.
ayant eu lieu sans l'assentiment du comte de Lalli, le général Coote exigea que l'on se rendît à discrétion. Les fortifications, les murailles et les magasins de Pondichéri furent détruits, et Lalli conduit en Angleterre, avec plus de 2,000 prisonniers.

Les Anglais détruisirent également de fond en comble tous les établissemens français sur les côtes d'Afrique.

*Suite des événemens militaires en Allemagne.* — Le roi 1759.-1760.
de Prusse, de son côté, tantôt vaincu à Hohenkirk, à Kunersdorf, près Francfort-sur-l'Oder, à Landshut, tantôt vainqueur à Zorndorf, à Torgau; mais affaibli par ses victoires même, se vit enlever la Prusse, Berlin, Dresde et une grande partie de la Saxe. Il avait contre lui la Russie liguée avec l'Autriche.

Cependant le maréchal de Broglie occupait toujours la

Hesse, et avait même fait quelques progrès en Hanovre; mais comme il était obligé, pour tenir une si grande étendue de pays, d'avoir ses forces très-divisées, le prince de Brunswick tomba tout-à-coup, à Warbourg, sur une division isolée, qui perdit 1500 hommes faits prisonniers, et dix pièces de canon. Ce revers n'empêcha point le maréchal de se maintenir dans la Hesse, et de continuer ses incursions dans le Hanovre. Alors les alliés tentèrent une diversion puissante sur le Bas-Rhin, pour attirer les Français de ce coté.

1760. *Bataille de Clostercamp.* — Un corps considérable, sous les ordres du prince héréditaire, s'avança sur Wesel, dont la prise ouvrait le chemin des Pays-Bas. Le maréchal de Broglie, pénétrant le dessein de l'ennemi, détacha, pour s'y opposer, un corps de 20 à 25,000 hommes, sous les ordres du marquis de Castres. Ce général fit une marche rapide, emporta Rheinsberg de vive force, jeta un renfort dans la place menacée, et vint camper à Clostercamp, dans l'intention d'y recevoir la bataille, si l'ennemi la présentait. En effet, les alliés parurent presqu'aussitôt, et trouvèrent les troupes françaises sous les armes. Le marquis de Castres fit de suite ses dispositions pour l'action du lendemain. C'est pendant la nuit qu'arriva le fait héroïque du chevalier d'Assas. Cet officier, capitaine au régiment d'Auvergne, étant en découverte à la tête de sa compagnie, et la précédant de quelques pas, donna seul au milieu d'une patrouille de grenadiers ennemis. Entouré aussitôt, vingt baïonnettes sont croisées sur sa poitrine : « Si tu parles, lui dit-on, tu es mort. — A moi, Auvergne, s'écrie aussitôt l'intrépide d'Assas, ce sont les ennemis ». Il tombe à l'instant percé de coups; mais l'éveil est donné.

La bataille s'engagea aux premiers rayons de l'aurore. Les dispositions du général, l'émulation des troupes, brûlant du

désir de venger la mort d'un héros, assurèrent la victoire aux Français. Après quatre heures d'un combat opiniâtre, le prince héréditaire céda le champ de bataille, en y laissant 4,000 morts, une partie de son artillerie, et repassa le Rhin en toute hâte. Cette journée eut des suites décisives; le siége de Wesel fut levé, et l'électeur Palatin préserva, par un armistice, ses états des exactions qui les avaient précédemment accablés. Le maréchal de Broglie fortifia Gottingue, et établit ses quartiers d'hiver dans la Hesse.

*Pacte de famille entre les souverains de la Maison de Bourbon.* — Le succès final de la campagne et la mort du maréchal de Belle-Isle, principal moteur de cette guerre, donnèrent le désir et l'espérance de la paix. Des négociations furent entamées; mais le duc de Choiseul, appelé au ministère des affaires étrangères par la marquise de Pompadour, voyant que la guerre, que voulait opiniâtrément la favorite, était pour lui un moyen de parvenir au poste de premier ministre, décida le roi à la continuer; et, réunissant bientôt le portefeuille de la guerre à celui des relations diplomatiques, il conduisit, avec l'Espagne, une autre négociation, dont il espérait le salut de la marine et des colonies françaises. Le résultat fut le fameux traité, connu sous le nom de *Pacte de famille*, par lequel les branches souveraines de la maison de Bourbon firent cause commune, se garantirent réciproquement leurs états, s'obligèrent de se fournir les secours nécessaires, et de ne point faire de paix séparée. Ce traité, conclu cinq ans plus tôt, eût produit de grands avantages pour la France; mais son seul effet fut de balancer faiblement la puissance maritime de l'Angleterre. 1760.

*Suite des opérations militaires en Allemagne.* — Une sixième campagne s'ouvrit en Allemagne. Le maréchal de Soubise commanda une seconde armée sur le Bas-Rhin, tandis que le maréchal de Broglie continuait d'occuper la Hesse 1761.

et d'opérer sur les frontières du Hanovre, ainsi que sur les rives du Mayn. Le roi de Prusse fut malheureux : il perdit en Silésie la forte place de Schweidnitz, dont les Autrichiens s'emparèrent par surprise; les Russes lui enlevèrent la forteresse de Colberg, qui capitula après un siége de cinq mois, et lorsque sa garnison, réduite aux dernières extrémités de la famine, eut perdu tout espoir d'être secourue.

*Combat de Willinghausen.* — Les opérations des deux armées françaises furent d'abord peu actives; les troupes, fatiguées par des marches et des contre-marches sans résultats, faute de concert entre les deux maréchaux. Le duc de Broglie, après avoir proposé au prince de Soubise la réunion de leurs forces, pour porter, disait-il, des coups plus vigoureux, alla à la rencontre du prince de Brunswick, et fut battu à Willinghausen avant la jonction d'un corps détaché de l'armée de Soubise, sous les ordres du prince de Condé. Dans cette affaire, qui ne coûta aux alliés que 2,000 hommes, les Français en perdirent 5 à 6,000. Les deux maréchaux portèrent des plaintes à la cour l'un contre l'autre; Soubise, protégé par la favorite, fut maintenu dans son commandement, et Broglie, remplacé par le maréchal d'Estrées, fut exilé dans ses terres.

1761. *Nouveaux succès des Anglais sur mer et dans les deux Indes.* — La lassitude d'une guerre infructueuse, les événemens de la campagne, et la disposition des esprits, avaient décidé le roi de France à faire la paix; le duc de Choiseul fut chargé de négocier avec l'Angleterre. Georges III, qui venait de remplacer son aïeul sur le trône britannique, rejeta, par le conseil et l'influence de M. Pitt, depuis lord Chatam, les premières propositions des ministres français. Les hostilités continuèrent, et les Anglais ne cessèrent point d'être heureux dans leurs expéditions maritimes. Ils prirent à la France la Martinique, ce qui lui restait encore dans

l'Amérique du nord, tous ses établissemens dans les Indes-Orientales. Une flotte anglaise se montra devant Belle-Isle, et y débarqua un corps de troupes. La ville se rendit, faute de vivres, après un siége de trois semaines, et la garnison obtint les honneurs de la guerre.

L'Espagne perdit également, dans cette dernière lutte avec l'Angleterre, la Havane et l'île entière de Cuba, dans le golfe du Mexique; les Philippines, Manille, et un des galions partis d'Acapulco, chargé de 3,000,000 de piastres. La marine anglaise, malgré le pacte de famille, conserva sa supériorité sur les forces navales des deux nations, et ruina leur commerce.

*Suite des événemens militaires en Allemagne.* — Ce- 1762.
pendant toutes les puissances belligérantes avaient besoin de la paix, et l'Angleterre ne pouvait la faire dans une occasion plus favorable [1]. La situation du roi de Prusse était devenue plus fâcheuse qu'après le désastre de Kolin et avant la victoire de Rosbach. Il n'avait pu repousser les Russes de la Poméranie, ni les Autrichiens de la Silésie et de la Saxe. Il était presque sans moyen d'ouvrir une campagne nouvelle; plus d'argent dans ses coffres, peu de ressources dans les impôts; le royaume épuisé d'hommes. Dans ces circonstances difficiles, Frédéric, qui eut un moment l'espoir d'être secondé par la Russie, dont la mort de l'impératrice Elisabeth avait changé la politique, se trouva très-heureux de la neutralité que voulut garder cette puissance. Après la singulière fin du czar Pierre III, l'impératrice Catherine, qui succéda à ce prince, son mari, ne partageait pas tout à

[1] Il faut faire la paix, dès qu'on peut la faire utilement; c'est un principe qui ne souffre aucune exception. Des espérances formées dans l'ivresse de la prospérité n'ont jamais été justifiées par l'événement. On doit craindre d'être trop heureux, parce qu'un trop grand bonheur est le signe d'une décadence. (Mabli.)

fait l'admiration et l'enthousiasme qu'il avait conçus pour le monarque prussien, et elle se borna à rester spectatrice des événemens. Cette neutralité de la Russie rendit les armes de Frédéric plus heureuses vis-à-vis de l'Autriche. Il reprit Schweidnitz, et gagna la bataille de Freyberg. L'armée impériale perdit, dans cette dernière action, 8,000 hommes et trente pièces de canon; le prince Henri, frère de Frédéric, y commandait l'armée prussienne.

Les maréchaux de Soubise et d'Estrées avaient reçu ordre de se borner à la défense du territoire conquis. Les succès furent à peu près balancés. Le prince Ferdinand de Brunswick eut l'avantage à Grébrustein, où les Français eurent 2,000 hommes faits prisonniers.

*Combat de Johanisberg.* — Le prince de Condé répara cet échec d'une manière assez brillante. Il commandait une des divisions de l'armée du maréchal de Soubise. Averti que les Hanovriens s'avançaient pour attaquer la position qu'il occupait près des salines de Friedberg, dans la Hesse, le prince français marcha au devant d'eux, les rencontra près de Johanisberg, et leur livra combat : la première charge des Français ne fut pas heureuse; mais la seconde eut plus de succès. Le prince Ferdinand céda le terrain après trois heures d'une action opiniâtre; un régiment anglais mit bas les armes; quinze canons et environ 1,500 prisonniers furent les trophées de cette journée.

Peu de temps après, le prince Ferdinand s'avança de nouveau pour reprendre Cassel. La garnison qui se trouvait dans cette place en ouvrit les portes, après avoir fait d'inutiles efforts pour la défendre.

1763. *Traités de Paris et d'Hubersbourg.* — Cet événement fut le dernier de la guerre. Le traité conclu à Paris entre les cours de France et d'Angleterre, d'Espagne et de Portugal, accéléra les négociations entamées entre la Prusse et l'Au-

triche, et dès le mois de février, toutes les puissances belligérantes posèrent les armes.

Par cette paix nécessaire, mais désavantageuse pour la France, le roi céda à l'Angleterre la Nouvelle-Ecosse, le Canada et les îles adjacentes, l'île de Grenade et les Grenadines, les comptoirs sur le Sénégal, échangea l'île de Minorque pour Belle-Isle, et consentit à démolir les fortifications de Dunkerque.

L'Angleterre céda seulement à la France deux petites îles, Saint-Pierre et Miquelon, situées sur les côtes de Terre-Neuve, sous la condition de ne point les fortifier; et elle conserva les îles de Saint-Vincent, la Dominique et Tabago.

De son côté, l'Espagne céda également à l'Angleterre, la Floride, le fort Saint-Augustin, la baie de Pensacola, et les deux puissances se restituèrent réciproquement toutes les conquêtes qu'elles avaient faites dans l'Inde et en Europe.

Le traité signé à Hubersbourg, en Saxe, entre les puissances d'Allemagne, remit les choses dans l'état où elles étaient avant la guerre. Ainsi Frédéric, qui avait eu à combattre la France, l'Autriche, l'Empire, la Pologne, la Suède et la Russie, conserva la Silésie, une des causes de cette guerre mémorable [1].

[1] La paix d'Hubersbourg, dit un écrivain militaire distingué, vint mettre un terme aux scènes comico-tragiques de cette fameuse guerre de sept ans. Au commencement de la révolution française, l'homme qui avait assisté à la campagne de 1761 était regardé comme un héros, quoiqu'on n'eût pas tiré mille coups de fusil à l'armée autrichienne. Le général qui avait eu le bonheur de conduire quelques bataillons au combat, ne se considérait pas moins qu'un Luxembourg ou un Turenne; on disait de lui : *Il a fait la guerre de sept ans!!* et son brevet d'immortalité semblait irrévocable. D'où provient l'exagération de ces idées? Sans doute de la médiocrité du siècle, de la flatterie et du charlatanisme de quelques écri-

Après cette guerre, la France jouit d'un repos qui ne devait plus être troublé que sous le successeur de Louis xv, et ce monarque acheva paisiblement le reste de sa carrière. La fin de son règne fut signalé par l'occupation du comté Venaissin, celle de la Corse, dont le duc de Choiseul assura la possession à la France, la destruction des Jésuites et des bouleversemens dans la magistrature.

Nous terminerons ici ce que nous nous sommes proposé de rapporter du règne de Louis xv. Nous avons dû nous borner à présenter la série des événemens militaires, sans entrer dans les détails de ceux de la politique, et sans aborder les faits étrangers à notre objet principal. Il existe, sur cette période de l'histoire nationale, des ouvrages qui satisferont, beaucoup mieux que nous n'eussions pu le faire, la curiosité et l'intérêt de nos lecteurs.

1774. *Mort de Louis* xv. — Louis xv, autrefois surnommé le *Bien-Aimé* par ses sujets, finit son règne dans la tristesse et la douleur, et n'excita presqu'aucun regret. Il mourut de la petite vérole, le 10 mai 1774, à l'âge de soixante-quatre ans. Il eût été plus heureux, il eût acquis plus de gloire, fait plus de bien, si, à quelques qualités estimables, il avait réuni les mœurs et la fermeté de caractère nécessaires pour tenir les rênes de l'état, au milieu des troubles et des cabales.

Sous ce règne, les milices furent augmentées, et quittè-

vains. Au milieu de la foule de généraux plus que médiocres, on voit Frédéric ressortir seul sous une forme colossale. Relativement aux temps, aux circonstances et aux moyens, il fit beaucoup, et sera toujours grand, sans pour cela avoir été parfait capitaine. »

(Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*.)

Frédéric a rendu un bien beau témoignage de la valeur des troupes françaises, et prouvé qu'il n'attribuait leurs revers qu'à l'incapacité de leurs généraux, lorsqu'il a dit que *s'il avait eu l'honneur d'être roi de France, il ne se serait pas tiré un seul coup de fusil en Europe sans sa permission.*

rent un nom auquel des préjugés absurdes avaient attaché une idée défavorable. Ce corps respectable, dont l'élite, sous le titre de grenadiers royaux, s'était acquis quelque réputation pendant la guerre de sept ans[1], fut divisé en trente-trois régimens provinciaux. Ces régimens présentèrent quatre-vingt dix-sept bataillons, dont chacun était composé de huit compagnies, une de grenadiers dits royaux, une autre de grenadiers dits provinciaux, et six de fusiliers.

On doit aussi à Louis XV l'établissement des écoles royales militaires, un des plus utiles monumens de la munificence royale, surtout quand l'instruction a cessé, plus tard, d'être exclusivement réservée à la jeune noblesse.

[1] C'est le nom qu'on donne à la dernière guerre.

# CHAPITRE II.

Premières années du règne de Louis XVI. Révolution des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale ; traité entre la France et les insurgés. Préparatifs d'une nouvelle guerre entre la France et l'Angleterre. Commencement des hostilités. Combat naval d'Ouessant. Evénemens militaires dans l'Inde et en Amérique. L'Espagne s'unit avec la France contre l'Angleterre ; vains préparatifs d'une descente dans la Grande-Bretagne. Suite des événemens militaires dans l'Inde, en Afrique et en Amérique. Succès de la marine française aux Antilles. La France envoie un secours de 12,000 hommes aux Anglo-Américains. La Hollande se joint à la France et à l'Espagne contre l'Angleterre. Succès obtenus par le bailli de Suffren sur les Anglais. Suite des événemens militaires et maritimes aux Antilles. Prise de Tabago. Opérations sur les côtes et le continent de l'Amérique septentrionale. Capitulation d'une armée anglaise dans Yorck-Town. Reprise de l'île de Minorque sur les Anglais. Siége de Gibraltar. Suite des événemens maritimes. Projet d'expédition contre la Jamaïque. Combat naval de la Dominique. Suite des événemens militaires dans l'Inde. Négociations entre les puissances belligérantes. Paix de Versailles. Conclusion.

1774-1777. Louis, duc de Berri, second dauphin, succéda à Louis XV, son aïeul ; le premier dauphin, son père, était mort en 1765. Ce nouveau monarque, âgé de vingt ans, reconnaissant son incapacité et sentant toute l'étendue des obligations que le trône lui imposait, crut devoir appeler auprès de lui le vieux comte de Maurepas avec le titre de premier ministre. Le caractère du prince parut d'abord balancer les inconvéniens de ce choix peu favorable aux intérêts de la France. Louis XVI, né avec d'heureuses dispositions, commença son règne par des actes de bienfaisance, renonça au droit féodal de *joyeux avènement*, affranchit les serfs des terres domaniales, abolit la question, les corvées, la peine de mort contre les déser-

teurs, rappela les parlemens, cassés vers la fin du règne précédent, choisit des ministres, désignés, en quelque sorte, par l'opinion publique, et, par des motifs louables d'économie, supprima une partie de sa maison militaire.

Le jeune roi voulait se concilier l'amour des peuples, c'était sa seule passion; mais, par une fatalité bien remarquable, il se trompa sur les moyens de la satisfaire.

*Révolution des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale ; traité entre la France et les insurgés.* — Un événement de la plus haute importance fixait alors les regards de l'Europe. La plus grande partie des colonies anglaises sur le continent de l'Amérique septentrionale avaient secoué le joug de la métropole, et s'étaient déclarées états libres et indépendans. Profitant de cette lutte pour affaiblir la puissance britannique, devenue si redoutable dans les dernières guerres, le ministère français résolut de protéger la république naissante, et fournit d'abord aux insurgés des munitions en tout genre. Bientôt un grand nombre d'officiers français, parmi lesquels se faisait déjà remarquer le jeune marquis de La Fayette, entrèrent au service des Etats-Unis, et se firent gloire de combatre sous les drapeaux de la liberté. Le célèbre Francklin réussit à conclure avec le cabinet de Versailles un traité d'amitié et de commerce, par lequel Louis XVI reconnaissait et s'engageait directement à maintenir l'indépendance des colonies insurgées. C'était déclarer la guerre à l'Angleterre.

1778.

Il est vrai de dire que la France gémissait encore des conditions humiliantes de la paix de 1763. La Grande-Bretagne était restée maîtresse de ses vastes possessions coloniales dans le nord du continent américain; elle avait forcé Louis XV à faire démolir le port de Dunkerque, sous la surveillance d'un commissaire anglais, résidant, à nos frais, sur ces ruines honteuses.

1778. *Préparatifs d'une nouvelle guerre entre la France et l'Angleterre.* — Le traité avec les Anglo-Américains devint un signal d'hostilités ouvertes entre les deux nations rivales. Une escadre de douze vaisseaux de ligne et quatre frégates, sous les ordres du comte d'Estaing, appareilla de Toulon pour se rendre sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, tandis qu'un armement plus considérable se préparait à Rochefort et à Brest.

De son côté, le gouvernement britannique avait fait, dans ses ports, des préparatifs immenses. Les amiraux Parker et Byron mirent à la voile, avec ordre de s'attacher à la poursuite de l'escadre française, et de troubler ses opérations. L'amiral Montagu partit en même temps pour l'île de Terre-Neuve avec une troisième escadre, et enfin l'amiral Keppel sortit de la rade de Portsmouth pour bloquer la flotte qui venait d'être réunie dans le port de Brest.

1778. *Commencement des hostilités.* — Les premières hostilités eurent lieu sur les côtes de France. Une des frégates sous les ordres de l'amiral Keppel, ayant rencontré dans les eaux d'Ouessant la frégate française *la Belle Poule*, commandée par M. de La Clochetterie, somma cet officier de se rendre à bord de l'amiral anglais. Un coup de canon répondit à cette insolence; le combat s'engagea avec fureur, et dura près de cinq heures à portée de pistolet. La frégate ennemie, presque désemparée, alla chercher un refuge au milieu de l'escadre dont elle faisait partie. L'issue de ce premier engagement fut célébrée à l'égal d'une victoire éclatante, pour exciter l'ardeur et le dévouement de la marine française.

1778. *Combat naval d'Ouessant.* — La flotte de Brest, composée de trente-deux vaisseaux et deux frégates, était commandée par le comte d'Orvilliers. Cet amiral, qui avait sous ses ordres le marquis Duchaffaut et le jeune duc de Chartres, fils du duc d'Orléans, s'avança à la rencontre de la

flotte anglaise, forte de trente-un vaisseaux, six frégates et deux brûlots. Les deux partis restèrent cinq jours en présence, à la distance d'environ quatre milles. Le 27 juillet au matin, l'amiral français fit le signal à ses vaisseaux de se rallier dans l'ordre de bataille naturel; mais jugeant aux mouvemens de la flotte ennemie, que l'intention de l'amiral Keppel était de tomber sur l'arrière-garde française, il fit, pour déconcerter ce dessein, revirer et former l'armée dans un ordre renversé. Cette manœuvre lui procura l'avantage du vent. Un combat des plus vifs s'engagea en vue de l'île d'Ouessant; l'action fut indécise; les deux flottes, également maltraitées, se séparèrent pour rentrer dans leurs ports respectifs, et les deux gouvernemens s'attribuèrent également l'avantage de l'action [1].

*Evénemens militaires dans l'Inde et en Amérique.* — 1778-1779.
Les Anglais s'emparèrent cette même année de la plupart des établissemens français dans l'Inde; la place de Pondichéri fut contrainte de capituler après quarante jours de tranchée ouverte.

Dans les mers d'Amérique, la France perdit les îles de Sainte-Lucie, de Saint-Pierre et Miquelon; mais le marquis de Bouillé, gouverneur de la Martinique, répara ces pertes en prenant l'île de la Dominique.

Cependant le comte d'Estaing était entré avec son escadre dans les eaux de la Delaware, rivière qui sépare la Pensilvanie de l'état de New-Yorck, dans la Nouvelle-Angleterre. Quelques troupes qu'il débarqua, réunies à celles des Américains, dégagèrent cette ville, et forcèrent les Anglais à

[1] L'opinion publique accusa le duc de Chartres d'avoir fait échouer les bonnes dispositions du comte d'Orvilliers, en feignant de ne pas comprendre le signal que lui fit cet amiral d'attaquer l'arrière-garde ennemie. L'amiral Keppel, de son côté, eut à se justifier devant un conseil de guerre de sa conduite dans cette affaire.

resserrer leurs forces dans New-Yorck, dont le port était occupé par l'escadre de l'amiral Howe. Celui-ci venait de recevoir un renfort de six vaisseaux, conduits par l'amiral Parker, et attendait la flotte aux ordres de l'amiral Byron.

Le général Washington, commandant l'armée des Etats-Unis, après avoir battu les Anglais à Moumouth, détacha le général Sullivaen, pour attaquer Rhode-Island avec le secours du comte d'Estaing. Cet amiral, qui venait d'enlever trente navires aux Anglais, chargés de munitions et de 1600 recrues, bloqua, dans le port que nous venons de nommer, sept frégates et plus de quatre-vingt navires.

L'amiral Howe, craignant la prompte reddition de Rhode-Island, dont le siége se poussait avec vigueur, n'attendit pas plus long-temps l'arrivée de l'amiral Byron, et parut en présence de l'escadre française. Le comte d'Estaing prévint l'attaque des vaisseaux ennemis, qui prirent chasse presque aussitôt; l'engagement allait avoir lieu, lorsqu'une violente tempête sépara les deux flottes. Les Français se retirèrent à Boston pour réparer leurs avaries, les Anglais eurent à New-Yorck des secours prompts et abondans. Ce contre-temps obligea le général américain de lever le siége de Rhode-Island. L'amiral Howe se remit en mer avant son adversaire, et alla faire sa jonction avec l'amiral Byron dans la rade d'Halifax. Le comte d'Estaing, ayant fini ses réparations, réussit à éviter un engagement trop inégal, auquel les amiraux anglais voulaient le forcer, traversa leur flotte réunie, et vint se mettre sous la protection des batteries du Fort-Royal de la Martinique.

1779. *L'Espagne s'unit avec la France contre l'Angleterre; vains préparatifs d'une descente dans la Grande-Bretagne.* — En vertu du pacte de famille, la cour d'Espagne, qui avait d'ailleurs à se plaindre du cabinet de Londres, se disposa à réunir ses forces navales à celles de la France. La

réunion d'une flotte formidable des deux gouvernemens eut bientôt lieu. Les amiraux d'Orvilliers, de Guichen et La Touche-Tréville appareillèrent de Brest pour venir à la rencontre de l'amiral espagnol, don Cordova. Les deux flottes se dirigèrent ensuite vers la Manche. Un armement aussi formidable [1] répandit l'alarme dans la Grande-Bretagne : quatre cents bateaux plats, construits dans les ports de la Bretagne et de la Normandie, étaient prêts pour le transport de 40,000 hommes, rassemblés sous les ordres du maréchal de Vaux, dans le dessein d'opérer une descente. Les calmes et les vents contraires rendirent inutiles ces préparatifs. La flotte combinée qui croisait dans le canal ne put empêcher l'amiral anglais, sir Charles Hardy, de rentrer dans les ports d'Angleterre. Ces manœuvres menaçantes n'eurent d'autre résultat qu'une croisière de quelques jours devant le port de Plymouth. Après cette vaine démonstration, la flotte franco-espagnole revint dans la rade de Brest. Une maladie contagieuse qui s'était manifestée parmi les équipages des deux nations leur enleva 5,000 hommes.

*Suite des événemens militaires dans l'Inde, en Afrique et en Amérique.* — Vers le même temps, la France perdait, par la prise du fort Mahé, sur la côte de Malabar, le seul établissement qui lui restât sur le continent de l'Inde; mais cette perte fut compensée par quelques succès obtenus sur les Anglais en Afrique et dans les mers d'Amérique. Le marquis de Vaudreuil, commandant une escadre sur laquelle se trouvaient quelques troupes de débarquement, s'empara des établissemens du Sénégal que le gouvernement français avait été forcé de céder à l'Angleterre par 1779.

[1] Après avoir détaché douze vaisseaux pour renforcer une escadre avec laquelle l'amiral don Barcello bloquait Gibraltar, tandis qu'un corps de troupes espagnoles en faisait le blocus par terre, la flotte combinée était encore forte de soixante-six vaisseaux de ligne et de trente-quatre frégates.

le traité de 1763, ainsi que des forts de James et Bense, sur les rivières de Gambie et de Sierra-Leone. Vingt-huit bâtimens négriers, estimés 8,000,000, tombèrent au pouvoir du vainqueur.

En Amérique, les escadres de MM. de Grasse, de Lamotte-Piquet et de Vaudreuil, vinrent successivement se réunir à celle commandée par le comte d'Estaing. Ce dernier amiral détacha quelques bâtimens sous les ordres du chevalier de Rumain, pour enlever aux Anglais l'île de Saint-Vincent, qui se rendit en effet peu de temps après. D'Estaing alla ensuite attaquer l'île de la Grenade. Ayant débarqué avec un détachement de 1,500 hommes, il enleva tous les forts qui défendaient cette colonie, et fit prisonnier le gouverneur, lord Macartney, ainsi que sa garnison.

Cette conquête achevée, l'amiral français fit voile pour la Georgie, un des états de l'Union, dans l'intention de seconder les efforts de l'armée américaine. A la pointe de l'île de Tibée, un ouragan terrible désempara presque tous les bâtimens de la flotte, et cinq eurent leur gouvernail brisé. Ce contre-temps n'empêcha point 2,800 Français de débarquer pour se réunir à 2,000 Indépendans, qui marchaient sous les ordres du général Lincoln. Ce faible corps d'armée tenta de s'emparer de la ville de Savannah, défendue par 7,000 hommes de troupes anglaises sous les ordres du général Prevost. Un assaut général, donné aux fortifications de la place, n'eut d'autre résultat que la perte d'un grand nombre d'officiers et de soldats. Le comte d'Estaing, qui avait quitté son vaisseau amiral pour se mettre à la tête des troupes françaises, fit preuve, en cette occasion, d'une rare intrépidité, dont les ennemis ne lui tinrent pas compte par la suite. Les assiégeans se retirèrent après cette dernière tentative. La flotte française se sépara de nouveau en trois escadres. Celle sous les ordres du marquis de Vaudreuil resta

dans la baie de Chesapeack, pour protéger les côtes de Virginie; l'escadre du comte de Lamotte-Piquet fut chargée du soin de veiller sur la sûreté des Antilles, et particulièrement de la Martinique; la troisième, commandée par le comte de Grasse, se rendit à Saint-Domingue. Après ce morcellement, le comte d'Estaing revint en France sur le vaisseau *le Languedoc*, et protégea l'arrivée dans le port de Brest d'un convoi dont le chargement était d'une très-grande valeur [1].

[1] Pendant cette campagne, la marine française acquit quelque gloire dans un grand nombre d'affaires partielles, dont nous nous bornerons à citer les plus remarquables.

Deux frégates enlevèrent, à la vue du cap de Bonne-Espérance, un vaisseau de la compagnie des Indes, dont le chargement fut évalué à plusieurs millions.

Les frégates *la Junon* et *la Gentille* prirent sur les côtes d'Angleterre le vaisseau *l'Ardent*, de 64 canons.

*L'Aurore*, frégate, escortant un convoi qui allait de Toulon à la Martinique, fut attaquée par un vaisseau de 74; elle se défendait avec vigueur, lorsque le comte de Lamotte-Piquet, montant *l'Annibal*, également de 74 canons, la dégagea, et eut bientôt affaire à sept vaisseaux de ligne ennemis. *Le Vengeur* et *l'Irréfléchi* vinrent à son secours; de leur côté, les Anglais se renforcèrent. En peu d'instans, les trois vaisseaux français eurent à lutter contre quatorze anglais. Le brave Lamotte-Piquet ne parvint point à sauver tous les bâtimens du convoi, mais il se battit jusqu'à l'heure où l'obscurité lui permit de faire une retraite glorieuse sous le canon du Fort-Royal.

Le chevalier Grimoard, commandant *le Mineur*, frégate de 32 canons, résista aux attaques de deux vaisseaux de 50, et de deux frégates. Favorisé par les ténèbres, il sut échapper à la poursuite de l'ennemi; et, le lendemain, il se rendit maître de la corvette *la Providence*, armée de 24 canons.

Mais le combat le plus glorieux fut celui de *la Surveillante*, frégate commandée par M. Ducouedic, avec la frégate anglaise *le Québec*. Après un engagement de quatre heures, Ducouedic avait ordonné l'abordage; mais, au moment où il l'effectuait, le feu se déclara à bord du bâtiment ennemi. *La Surveillante* ayant réussi à se dégager, le capitaine français ne s'occupa plus que du soin de sauver les ennemis qu'il venait de combattre.

1780. *Succès de la marine française dans les Antilles.* — Au commencement de la campagne suivante, le comte de Guichen, parti de Brest pour remplacer le comte d'Estaing, joignit ses forces à celles de MM. de Vaudreuil, de Lamotte-Piquet et de Grasse; après s'être emparé, près de l'île Saint-Vincent, d'un convoi de soixante voiles anglaises, l'amiral français se trouva en présence de la flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Rodney. Le nombre des vaisseaux, de part et d'autre, était à peu près égal, et les deux adversaires éprouvaient le même désir d'en venir aux prises. Un premier combat, qui eut lieu dans le canal de la Dominique, dura sept heures, et fut sans résultat : les deux partis s'attribuèrent l'avantage. Trois semaines après, à la hauteur de Sainte-Lucie, les deux flottes combattirent de nouveau sans que la victoire se décidât pour l'une ou pour l'autre; mais un troisième engagement fut tout à l'honneur des Français. Les Anglais, très-maltraités, profitèrent de la nuit et d'un vent favorable pour s'éloigner; il ne fut plus possible aux Français de les atteindre.

1780. *La France envoie un secours de* 12,000 *hommes aux Anglo-Américains.* — Le gouvernement français jugea les circonstances assez opportunes pour faire passer aux Indépendans un secours de 12,000 hommes de troupes de ligne, commandé par le comte de Rochambeau. Ce corps se composait de deux divisions; la première, avec laquelle se trouvait le général en chef, partit de Brest sur une escadre de huit vaisseaux de ligne, de cinq frégates et vingt bâtimens de transport, sous les ordres du chevalier de Ternay. Elle

Quarante-cinq Anglais, amenés sur son bord, y reçurent le meilleur traitement. Peu de temps après, *le Québec* sauta. M. Ducouedic fit remorquer sa frégate entièrement rasée de sa mâture, et sur laquelle trente hommes avaient été tués, et quatre-vingt-cinq blessés. Ce combat a été retracé par un de nos plus habiles peintres de marine.

débarqua à Rhode-Island, que Rochambeau fit fortifier par ses soldats. Ils transformèrent cette île en une place d'armes. Dix jours après ce débarquement, une escadre anglaise, sous les ordres de l'amiral Arbuthnot, s'approcha de Rhode-Island pour chercher à attaquer l'escadre française dans son mouillage; mais l'amiral ennemi renonça à ce projet jusqu'à ce qu'il fût secondé par l'armée de terre, dont le général Clinton pressait alors l'embarquement dans le Sund, près de New-Yorck.

*La Hollande se réunit à la France et à l'Espagne contre l'Angleterre.* — Pendant que la France et l'Espagne luttaient avec des chances variées contre les forces navales de l'Angleterre, la Hollande avait gardé jusqu'alors, par intérêt, une stricte neutralité. Mais les pressantes sollicitations des puissances alliées, et surtout les nombreux outrages de la marine britannique, décidèrent enfin les états-généraux à venger l'honneur de leur pavillon. La fortune ne fut pas d'abord favorable aux Hollandais. Ils perdirent les îles de Saint-Martin, de Saba et de Saint-Eustache; cette dernière se rendit à l'amiral Rodney et au général Waughan. Les vainqueurs s'emparèrent de plus de deux cents bâtimens, dans la rade; les colons furent traités avec la plus grande inhumanité. Mais les Anglais ne jouirent pas longtemps du fruit de leurs rapines. Trente-deux bâtimens chargés des dépouilles des malheureux habitans de Saint-Eustache, furent capturés pendant leur traversée, malgré leur escorte de quatre vaisseaux de ligne, par l'escadre du comte de Lamotte-Piquet, et conduits à Brest. 1781.

*Succès obtenu par le bailli de Suffren sur les Anglais.* — Vers le même temps, le contre-amiral Johnston, faisant voile pour le cap de Bonne-Espérance, fut rencontré à la hauteur de Sant-Yago, l'une des îles du cap Vert, par le bailli de Suffren. L'action qui s'engagea entre les deux es- 1781.

cadres, fut très-vive et l'avantage long-temps disputé. Mais les Français finirent par être vainqueurs. Les bâtimens ennemis furent dispersés. Le bailli de Suffren arriva le premier, avec tous les siens, au cap de Bonne-Espérance, et après avoir mis cet établissement hollandais dans un état de défense respectable, il fit voile vers les côtes de l'Inde, dans l'espoir d'y obtenir de nouveaux succès sur la marine anglaise.

1781. *Suite des événemens militaires et maritimes aux Antilles.* — L'escadre commandée par le bailli de Suffren faisait partie d'une flotte dont le marquis de Castries, nouveau ministre de la marine, avait surveillé lui-même et hâté l'équipement dans le port de Brest. Ces forces réunies présentaient vingt-six vaisseaux de ligne, quatre frégates, cinq cutters et deux cents bâtimens de transport, sous le commandement du comte de Grasse. Cet amiral, après avoir détaché le bailli de Suffren vers les mers de l'Inde, avec cinq vaisseaux, une frégate, deux cutters et douze transports, se dirigea, avec le reste de la flotte, partagé en trois divisions, sur les Antilles. Une flotte anglaise croisait dans ces mêmes parages, sous les ordres du vice-amiral Hood; elle attaqua celle des Français, dans l'espoir d'enlever les bâtimens de transport qui marchaient sous sa protection. Le comte de Grasse reçut cette attaque avec vigueur, et réussit à faire entrer le convoi dans les ports de la Martinique. L'amiral anglais, trompé dans ses espérances, prit chasse sur Sainte-Lucie, et évita, par la vitesse de sa marche, la poursuite de son adversaire.

1781. *Prise de Tabago.* — Deux vaisseaux de ligne furent alors détachés de la flotte française pour aller débarquer dans l'île de Tabago, un petit corps de 1,500 hommes, sous les ordres du maréchal-de-camp Blanchelande. Peu de jours après, la flotte entière appareilla de la rade de Fort-Royal,

portant à bord trois autres mille hommes, que commandait le marquis de Bouillé. Aux approches de Tabago, le comte de Grasse eut connaissance de six vaisseaux ennemis qui s'avançaient pour protéger un convoi destiné au ravitaillement de l'île. Le général Blanchelande venait déjà de s'emparer du fort de Scarborough. Le marquis de Bouillé, chef de l'expédition, ayant débarqué avec ses troupes, pressa vivement la conquête du reste de l'île, et réussit à faire capituler le général Fergusson, qui en était le gouverneur. Douze cents hommes de troupes régulières et quelques milices restèrent prisonniers de guerre.

*Opérations sur les côtes de l'Amérique septentrionale.* 1781.
— Le comte de Grasse ramena le marquis de Bouillé à la Martinique, et se rendit ensuite à Saint-Domingue. Il y trouva la frégate *la Concorde*, envoyée par le comte de Rochambeau pour lui amener vingt-cinq pilotes américains. Dans les dépêches qui accompagnaient cet envòi, le général français informait l'amiral de l'état des affaires sur le continent américain, et lui annonçait le besoin d'un secours de 5 à 6,000 hommes. Par la même voie, le comte de Latouche-Tréville mandait qu'ayant pris le commandement de l'escadre du chevalier de Ternay, après la mort de cet officier, il avait livré, en avant de la baie de Chesapeack, un combat de deux heures aux Anglais; mais que l'action n'avait pas été assez décisive pour forcer l'amiral Arbuthnot à quitter sa station dans la même baie.

D'après ces différentes dépêches, le comte de Grasse réunit à sa flotte l'escadre aux ordres du chevalier de Monteil, et se porta sur la baie de Chesapeack. Il envoya la frégate *la Concorde* en avant pour donner avis de l'approche de vingt-huit vaisseaux de ligne, ayant à bord 3,500 hommes de débarquement, sous les ordres du marquis de Saint-Simon. Cette flotte vint mouiller à Scim-Haven, et le comte

de Grasse détacha plusieurs bâtimens pour protéger le débarquement du corps de Saint-Simon sur la péninsule que forment les rivières de James, d'Yorck et la baie de Chesapeack.

Bientôt après, les bâtimens d'observation signalèrent l'approche de vingt-sept vaisseaux de ligne anglais. Ces forces étaient sous les ordres des vice-amiraux Greaves et Hide-Parker. Le comte de Grasse s'avança à leur rencontre. Après une action de quelques heures, les deux armées se séparèrent sans avantage marqué pour l'une ni pour l'autre. Le lendemain, les Anglais, favorisés par le vent, se tinrent éloignés des Français, et le comte de Grasse fit de vains efforts pour engager un nouveau combat. Devenu maître de la baie de Chesapeack, par l'éloignement de ses adversaires, qui allèrent mouiller à New-Yorck, l'amiral français crut devoir employer tous ses soins à seconder les opérations sur le continent.

Le général Washington et le comte de Rochambeau, après avoir réuni leurs forces dans l'état de Virginie, avaient marché vers New-Yorck; le marquis de La Fayette s'était porté sur la rivière de James pour empêcher l'armée anglaise de se retirer dans la Caroline du Sud. L'arrivée d'une division navale, sous les ordres du comte de Barras, escortant quatorze bâtimens de transport et chargés de grosse artillerie, ainsi que de tous les objets nécessaires à un siége, permit aux deux généraux en chef, français et américain, de commencer les opérations contre Yorck-Town, de concert avec l'amiral de Grasse.

*Capitulation d'une armée anglaise dans Yorck-Town.* — Lord Cornwalis défendait la place que nous venons de
1781. nommer, située sur une rivière dont le lit est fort large et les bords très-élevés, et il n'avait rien négligé pour rendre ses positions redoutables. Des batteries et quelques bâtimens de

guerre commandaient la communication. Le général anglais disposa la plus grande partie de ses troupes autour de la ville, derrière une ligne de redoutes et de retranchemens qui dominaient la péninsule et rendaient très-difficiles les approches. Les Franco-Américains osèrent toutefois s'avancer très-près de cette ligne formidable, et forcèrent les Anglais d'abandonner tous leurs postes extérieurs. Les opérations furent alors poussées avec une très-grande vigueur. Bientôt le feu de l'artillerie des alliés paralysa celui de l'ennemi. Le marquis de La Fayette, commandant les milices américaines, et le baron de Vioménil, à la tête d'une division française, emportèrent d'assaut deux redoutes, dont le feu, en défilant les parallèles, incommodait fort les travailleurs dans les tranchées. Tous les ouvrages de l'ennemi furent enlevés ou détruits en moins de six semaines. Lord Cornwalis, après une sortie dans laquelle il réussit à s'emparer de deux batteries des assiégeans, privé de l'espérance de recevoir des secours, et voyant le découragement de ses troupes, tenta de s'échapper par mer; mais une tempête lui ôta cette ressource et le mit dans la nécessité de capituler aux dures conditions que lui imposèrent ses adversaires. Les troupes anglaises, au nombre de 6,600 hommes, déposèrent les armes, et restèrent prisonnières, ainsi que leur général. Huit cents matelots, 160 pièces de canon, 40 mortiers, 50 bâtimens de transport et d'immenses magasins, tombèrent, en outre, au pouvoir du vainqueur. Ce succès décisif fut le salut des Américains, et consacra leur indépendance.

Peu de temps après la capitulation de Town-Yorck, le marquis de Bouillé, débarqué avec 400 hommes dans l'île Saint-Eustache, reprit aux Anglais cette colonie, ainsi que celles de Saint-Martin et de Saba.

*Reprise de l'île de Minorque sur les Anglais.* — L'orgueil britannique, ainsi humilié en Amérique, reçut, au 1782.

commencement de la campagne suivante, un nouvel affront dans la Méditerranée. Le duc de Crillon, à la tête de 12,000 hommes de troupes espagnoles, embarquées à Cadix, fit la conquête de l'île de Minorque, dont les Anglais étaient rentrés en possession, ainsi qu'on l'a vu, à la paix de 1763.

1782. *Siége de Gibraltar.* — Après cette expédition, qui valut au général français l'honneur d'ajouter à son nom de Crillon celui de Mahon, il vint prendre le commandement des troupes que le gouvernement espagnol avait rassemblées depuis trois ans sous Gibraltar, dans le dessein de reprendre cette forteresse. Des troupes françaises vinrent renforcer ce corps d'armée; et la présence de deux princes du sang, le comte d'Artois et le duc de Bourbon, témoigna tout l'intérêt que le roi de France attachait à cette entreprise. Un colonel du génie français, nommé d'Arçon, conçut un plan d'attaque, dont on lui laissa la direction. Le côté de la terre ne fut plus destiné qu'à des opérations secondaires, ce fut du côté de la mer qu'on devait porter les principaux efforts. Dix batteries flottantes, portant cent cinquante pièces d'artillerie, étaient destinées à foudroyer Gibraltar. On parvint à les amener et à les embosser dans la rade, malgré la violence des vents. Elles firent un feu terrible, que le duc de Crillon était chargé de seconder par celui du canon des lignes du camp de Saint-Roch. Cette attaque durait depuis quelques heures, lorsque la place démasqua des batteries à boulets rouges, qui furent servies avec une prodigieuse vivacité. Trois des batteries flottantes furent incendiées; et la faute inexplicable de n'avoir pas placé des bâtimens propres à les remorquer, rendit leur perte assurée. La terreur égarant les Espagnols, ils mirent eux-mêmes le feu aux autres batteries qui n'avaient point encore souffert. C'est ainsi que des travaux, qui avaient coûté des sommes immenses, furent anéantis en peu d'instans. On ne recueillit de la conception

de l'ingénieur français que des regrets et des querelles entre les deux nations. Sous les yeux des assiégeans découragés, l'amiral Howe débarqua des approvisionnemens considérables, et le duc de Crillon leva le siége de Gibraltar.

*Suite des événemens maritimes.* — Cet échec ne fut compensé par aucun avantage sur les mers d'Europe et d'Amérique. Deux convois, destinés pour les Antilles et pour l'Inde, furent rencontrés, à la hauteur d'Ouessant, par l'amiral anglais Kemptenfeld. Ils étaient escortés, l'un par dix vaisseaux, sous les ordres du comte de Guichen, et l'autre par huit, sous le commandement du marquis de Vaudreuil. Un coup de vent contraria les manœuvres de ces deux escadres, fit périr dix bâtimens chargés de troupes, et dispersa les deux convois, qui rentrèrent dans les ports de France. Le marquis de Vaudreuil réussit toutefois à rallier quelques navires, qu'il conduisit à la Martinique avec sa division. 1782.

Bien que l'amiral Howe, avec une flotte de trente-quatre vaisseaux de ligne, se fût rendu le dominateur de l'Océan depuis le canal de la Manche jusqu'à celui de Gibraltar, il n'avait pu empêcher la jonction de la flotte de Brest et de celle des Espagnols; mais ces forces combinées avaient échoué dans le dessein d'empêcher le ravitaillement de Gibraltar. En revenant de l'effectuer, l'amiral anglais fut rencontré par la flotte alliée. A la suite d'une affaire générale qui s'engagea en vue des côtes d'Afrique, les Franco-Espagnols rentrèrent dans la rade de Cadix, pour réparer leurs vaisseaux maltraités dans le combat.

*Projet d'expédition contre la Jamaïque.* — L'Amérique appelait toujours l'attention générale. Les Anglais ne possédaient plus, dans les provinces insurgées, que Charles-Town, New-Yorck et Savannah. Une escadre française venait de leur reprendre les établissemens hollandais d'Essequibo, Démérari et Berbiche, dont ils s'étaient emparés 1782.

dans l'avant-dernière campagne. Le marquis de Bouillé avait ajouté à ses conquêtes, celles de Saint-Christophe et de quelques autres îles. Vingt mille hommes de troupes françaises et espagnoles se préparaient pour l'exécution d'une nouvelle entreprise qui présentait de grandes difficultés, mais qui laissait aussi entrevoir de brillans avantages. Il s'agissait de la conquête de la Jamaïque, la plus importante des possessions britanniques dans l'océan des Antilles.

1782. *Combat naval de la Dominique.* — Tout était prêt pour cette expédition, lorsque l'amiral Rodney vint remplacer l'amiral Hood, et donner, avec quinze vaisseaux qu'il amenait avec lui, la supériorité aux forces que les Anglais avaient sur ce point. Le comte de Grasse, parti de la Martinique pour aller joindre à Saint-Domingue la flotte espagnole, fut atteint par l'avant-garde des Anglais, qui engagea, avec l'arrière-garde française, une canonnade très-vive, dans laquelle elle fut très-maltraitée. Après ce combat, le comte de Grasse continua sa route vers la Guadeloupe, suivi par son adversaire. Il reconnaissait toute l'importance de sa prompte arrivée à Saint-Domingue, où l'attendaient douze vaisseaux de ligne espagnols et les 20,000 hommes, réunis pour l'expédition de la Jamaïque; mais, par un contre-temps bien funeste, le vaisseau *le Zélé* aborda pendant la nuit le vaisseau *la Ville de Paris*, brisa deux de ses mâts, et ne put suivre la marche des autres bâtimens. Le comte de Grasse crut que l'honneur lui prescrivait de tout hasarder pour conserver ce vaisseau au roi [1]. Il donna le signal de s'avancer sur la flotte ennemie, qui était alors en mer, fit remorquer *le Zélé* par une frégate, et engagea un combat que la prudence lui commandait d'éviter. Ses trente-quatre vaisseaux

[1] Quelques relations disent que ce fut pour empêcher son neveu, qui commandait *le Zélé*, de tomber au pouvoir des Anglais.

soutinrent quelque temps avec égalité les efforts des trente-sept vaisseaux, dont se composait la flotte de l'amiral Rodney; mais ce dernier, ayant fait exécuter une manœuvre, étonnante par sa promptitude comme par sa hardiesse, rompit la ligne française, et la mit dans une entière confusion. Le vaisseau amiral *la Ville de Paris*, de 110 canons, eut à combattre quatre vaisseaux ennemis, et fut si maltraité, avant d'amener pavillon, que les soins pour le conserver furent inutiles. Le vaisseau *la Gloire* eut le même sort; *l'Ardent*, *le César* et *l'Hector* restèrent au pouvoir de l'ennemi.

Le marquis de Vaudreuil rallia dix-neuf vaisseaux, et les conduisit à Saint-Domingue. Le chef d'escadre Bougainville gagna d'abord, avec sa division, l'île de Saint-Eustache, d'où il revint ensuite joindre le marquis de Vaudreuil. Les vaisseaux *le Caton* et *le Jason*, ainsi que les frégates *l'Aimable* et *la Cérès*, avaient pris chasse sur la Guadeloupe; mais ils rencontrèrent l'amiral Hood qui les enleva.

*Suite des événemens militaires dans l'Inde.* — La marine française fut plus heureuse dans l'Inde où le bailli de 1782.
Suffren se couvrit de gloire, en maintenant constamment l'honneur du pavillon royal. Quatre combats signalèrent cette campagne. Le premier eut lieu à la hauteur de Madras, et la nuit put seule empêcher Suffren de triompher de l'amiral Hughes, qu'il était venu chercher sur la côte de Coromandel : la seconde action qui s'engagea devant l'île de Provedien, dura sept heures, et les vaisseaux ennemis y furent très maltraités. Dans le troisième combat, livré devant Négapatnam, les forces étaient à peu près égales de part et d'autre; Suffren commença l'action avec son intrépidité ordinaire, mais la victoire demeura incertaine. Le quatrième engagement eut lieu devant Trinquemale, et la violence des

vents força les Anglais à la retraite. Ces actions, bien qu'indécises, eurent toutefois pour résultat de favoriser la prise des comptoirs de Gondelour et de Trinquemale; les Anglais avaient enlevé ce dernier aux Hollandais.

*Négociations entre les puissances belligérantes.* — Les événemens militaires qui suivirent furent en petit nombre et de peu d'importance. On vit tout-à-coup se ralentir les hostilités. Les puissances belligérantes envoyèrent des plénipotentiaires ouvrir à Paris, sous la médiation de l'empereur d'Allemagne et de l'impératrice de Russie, des conférences pour la paix. On en signa, le 30 décembre, les préliminaires entre la Grande-Bretagne et les États-Unis : ils ne furent signés que le 20 janvier, entre les cours de Versailles, de Madrid et de Londres.

1783. *Paix de Versailles.* — Enfin, la paix générale fut conclue par trois traités différens, signés à Versailles, le 3 septembre. Dans le premier traité, l'Angleterre reconnut l'indépendance des États-Unis; dans le second, elle restitua à la France l'île de Gorée, Pondichéri, Mahé, le comptoir de Surate; elle lui céda en outre Tabago, les forts bâtis sur le Sénégal en Afrique, ainsi que l'île de Gorée; et elle abrogea les articles honteux du traité de 1763, relatifs aux fortifications de Dunkerque. Par le troisième traité, l'Angleterre abandonna la Floride et l'île de Minorque à l'Espagne, qui lui céda de son côté les îles de la Providence et de Bahama.

*Conclusion.* — La révolution, arrivée dans le nord de l'Amérique offrit aux peuples de l'Europe un exemple funeste pour les gouvernemens oppresseurs et absolus. Des colons avaient réussi à secouer le joug de leur métropole. La politique étroite et envieuse des cabinets négligea de maintenir la puissance des souverains. Les monarques, en suivant cette fausse marche, s'égarèrent sur leurs intérêts. En France, l'énormité

de la dette nationale [1], le dépérissement du commerce, victime des opérations de la guerre, l'excès des impôts, la propagation des idées philosophiques, la corruption des hautes classes de la société, la légèreté et l'insouciance de la cour, préparèrent une nouvelle révolution qui devait entraîner la chute du trône de Louis XVI, et amener la longue guerre, dont nous avons retracé les événemens dans la deuxième partie de cet ouvrage.

[1] Le système des emprunts, introduit par M. Necker dans l'administration des finances, avait porté cette dette à 938 millions.

| | |
|---|---|
| De cette somme, il fut emprunté par M. Necker....... | 400,000,000 |
| Par M. Joli de Fleuri................................ | 200,000,000 |
| Par M. d'Ormesson.................................... | 73,000,000 |
| Enfin par M. de Calonne, en 1784 et 1785............... | 205,000,000 |
| Somme pareille........................... | 938,000,000 |

FIN DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.


Google